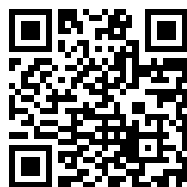

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

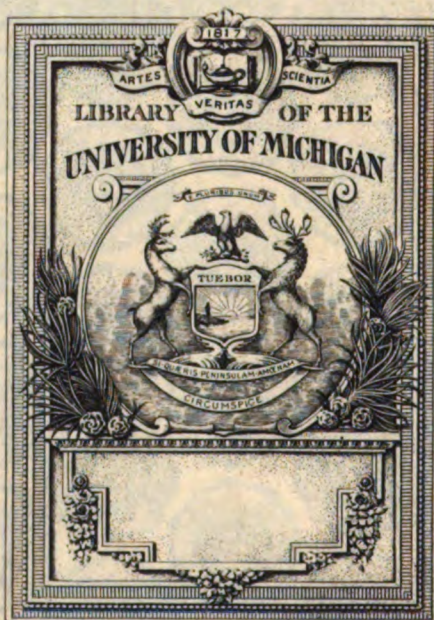
Nous vous demandons également de:

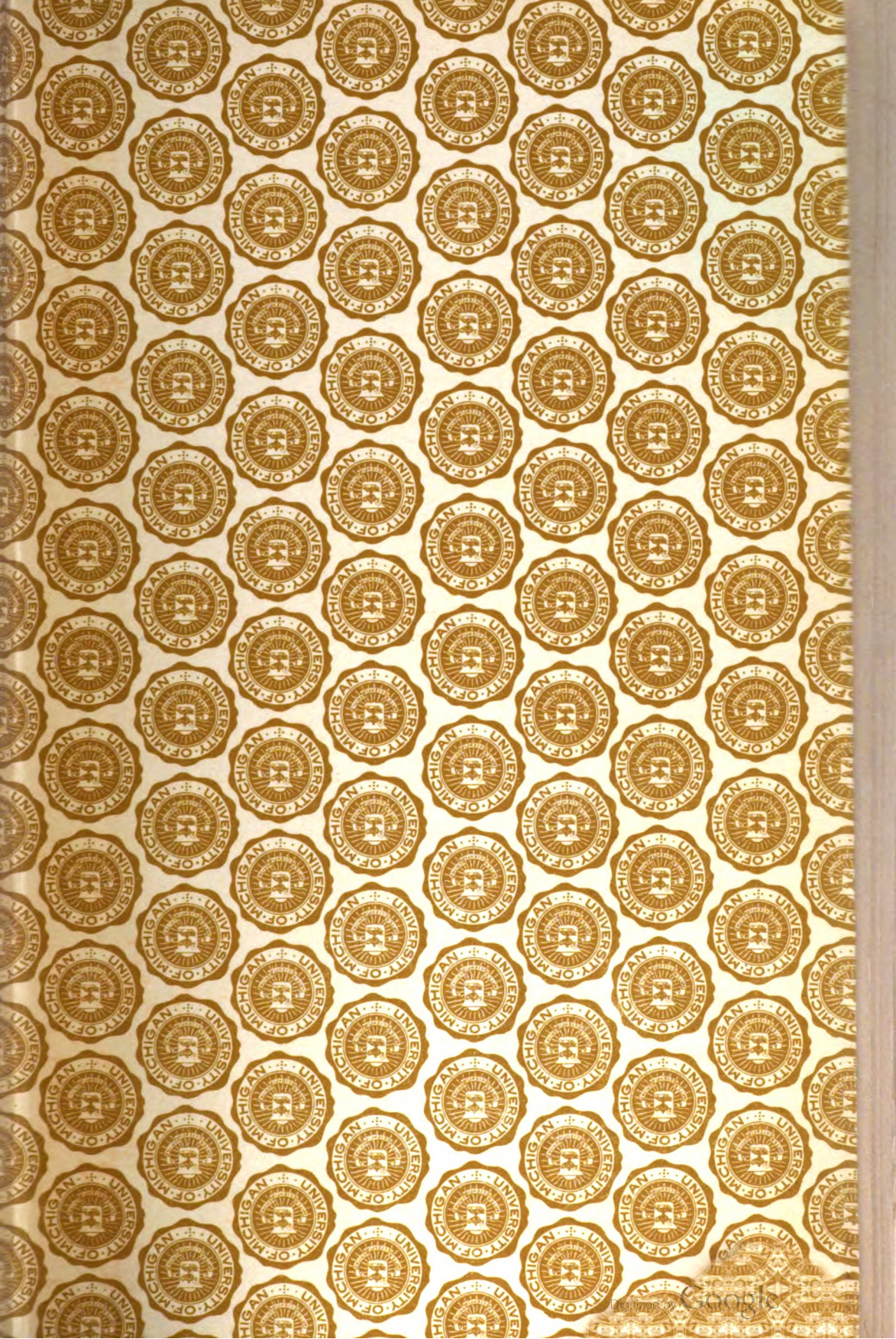
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 1,197,988





D
III
.B58

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

BIBLIOTHÈQUE

NOV 4 1927

DE L'ÉCOLE

DES CHARTES

REVUE D'ÉRUDITION

CONSACRÉE SPÉCIALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN AGE

LXXXVIII

PREMIÈRE-TROISIÈME LIVRAISONS

Janvier-Juin 1927

PARIS

ÉDITIONS AUGUSTE PICARD

RUE BONAPARTE, 82

1927

La Bibliothèque de l'École des chartes paraît tous les deux mois par livraisons de cinq à six feuilles, et forme tous les ans un volume grand in-8° d'environ trente feuilles.

Abonnement annuel, pour Paris, 30 fr. — Départements, 35 fr. —
Étranger, 40 fr.

PREMIÈRE-TROISIÈME LIVRAISONS

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. Notice sur la vie et les travaux de M. Élie Berger, par René CAGNAT	5
II. De l'authenticité de la <i>Clausula de unctione Pippini</i> , par L. LEVILLAIN	20
III. Fragments d'un nouveau manuscrit de la bibliothèque de Charles V, par S. SOLENTE	43
IV. Études lucquoises. La colonie lucquoise à Paris du xiii ^e au xv ^e siècle, par Léon MIROT	50
V. Comment fut élaborée l'ordonnance sur les rachats en Poitou (mai 1269), par Ernest LYON	87
VI. BIBLIOGRAPHIE.	

Mélanges d'histoire du moyen âge offerts à M. Ferdinand Lot par ses amis et ses élèves (*G. Tessier*), 97. — W. KIENAST, Die Deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte, bis zum Tode Philipps des Schönen von Frankreich (*Ch. Petit-Dutaillis*), 99. — Doris M. STENDON, The great rolls of Pipe of the third and fourth years of the reign of king Richard the first (*Louis Halphen*), 105. — Alexander CARTELLIERI, Richard Löwenherz (*Ch. Petit-Dutaillis*), 106. — Philippe DE COMYNES, Mémoires (*Ch. Samaran*), 107. — Lucien ROMIER, Catholiques et huguenots à la cour de Charles IX (*Paul-M. Bondonis*), 108. — J. PLATTARD, Supplément à l'Histoire universelle d'Agrippa d'Aubigné (*Id.*), 109. — Le commandant Raymond QUENEDEY, L'habitation rouennaise, étude d'histoire, de géographie et d'archéologie urbaines (*Marcel Aubert*), 109. — R. RODIÈRE, Épitaphier de Picardie (*Ph. des Forts*), 110. — Gaston ZELLER, La réunion de Metz à la France (1552-1648) (*Paul-M. Bondonis*), 112. — J.-M. MAUBOURGUET, Le Périgord méridional, des origines à 1370; *Id.*, Le Cartulaire de l'abbaye de Cadouin (*Géraud Lavergne*), 113. — H. BOUSQUET, Comptes consulaires de la cité et du bourg de Rodez (*Louis Halphen*), 115. — William Holden HUTTON, Thomas Becket, archbishop of Canterbury (*Id.*), 115. — D. PASQUET, An Essay on the origin of the House of Commons (*Id.*), 116. — G. W. WHEELER, Letters of Sir Thomas Bodley to Thomas James, first keeper of the Bodleian Library (*H. Omont*), 117. — Studi di storia napoletana in onore di Michelangelo Schipa (*Émile-G. Léonard*), 117. — Pietro TOESCA, Storia dell'arte italiana (*Marcel Aubert*), 119. — Jean VALLERY-RADOT, Loches (*Id.*), 121. — Paul DESCHAMPS, Étude sur la renaissance de la sculpture en France à l'époque romane; *Id.*, La légende arturienne à la cathédrale de Modène et l'école lombarde de sculpture romane (*H. Stein*), 122. — C. ORSEL, La miniature du xii^e siècle à l'abbaye de Cîteaux, d'après les manuscrits de la bibliothèque de Dijon (*Henry Joly*), 123. — Louis BOITEUX, Les vieilles cloches du Doubs (*Max Prinot*), 125. — Louis ANDRÉ, Manuels de bibliographie historique (*Louis Batiffol*), 126. — Gustave MACON, Chantilly. Les Archives. Le Cabinet des Titres (*H. Omont*), 127. — Joseph NÈVE, Catonis disticha (*Id.*), 128.

Livres nouveaux, 130.

VII. CHRONIQUE ET MÉLANGES, 147.

École des chartes et Société de l'École des chartes, 147.

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES
LXXXVIII

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES
REVUE D'ÉRUDITION

CONSACRÉE SPÉCIALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN AGE



LXXXVIII
ANNÉE 1927



PARIS
ÉDITIONS AUGUSTE PICARD
RUE BONAPARTE, 82
1927



Yverrai
Tera,
J

NOTICE
SUR LA VIE ET LES TRAVAUX

DE

M. ÉLIE BERGER

PAR

M. RENÉ CAGNAT

SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES¹

Messieurs,

A une vingtaine de kilomètres de Belfort, vers le sud, à une dizaine à l'est de Montbéliard, sur les pentes extrêmes du Jura, existe un joli village nommé Beaucourt. Assis sur trois collines juxtaposées, qu'il relie entre elles, admirablement situé, mais d'accès difficile et défendu par là même contre les influences dangereuses de l'extérieur, Beaucourt baigne dans l'air vivifiant des hauteurs et des bois. Des maisons les plus haut placées du bourg on découvre un large et harmonieux panorama : à gauche le Jura, à droite la ligne bleuâtre des Vosges, à ses pieds la large et sombre tache de la forêt d'Étupes et le village industriel de Morvillars, dans la vallée de l'Allaine ; derrière les hauteurs qui ferment l'horizon, on devine la plaine d'Alsace, à laquelle, avant 1870, était rattaché tout ce beau pays de ballons et de forêts, d'étangs et de prairies, à laquelle il n'a jamais cessé d'appartenir par le cœur.

C'est dans ce milieu, merveilleusement fait pour fortifier les corps et tremper les âmes, que naquit, le 12 août 1850, et

1. C'est à l'obligeance de M. René Cagnat que nous devons de pouvoir reproduire cette notice lue dans la séance publique annuelle du 19 novembre 1926.

que passa ses premières années le confrère dont je me propose de vous entretenir aujourd'hui, Élie Berger. Il appartenait à une vieille famille protestante, originaire de Suisse, mais fixée dans la région depuis l'année 1660. Ainsi que vous l'a déjà exposé notre confrère Monceaux quand il vous a parlé de son frère, Philippe Berger, dans notre séance du 30 mai 1914. Son grand-père, membre du Directoire de Montbéliard, envoyé en mission à Paris, s'était fait inscrire au Club des Jacobins et avait gardé de cette équipée le surnom de Berger-Convention, surnom qu'il justifiait, d'autre part, en prêchant la tête coiffée d'un bonnet phrygien, attendu qu'il valait mieux, pensait-il, adopter cet insigne et continuer tranquillement à évangéliser ses ouailles. Son père, Eugène Berger, pasteur également, était attaché à la paroisse de Beaucourt ; homme austère, d'une honnêteté rigide et d'un dévouement absolu à son devoir ; il en donna une preuve éclatante lors de l'épidémie de choléra en 1854, aidé dans son œuvre de charité chrétienne par sa femme, une Strasbourgeoise, petite-fille de l'imprimeur Levrault ; elle aussi avait de son rôle, comme femme et comme mère, un idéal très élevé.

Ce que fut l'éducation que de tels parents donnèrent à leurs enfants, il est aisé de le concevoir. C'était une belle et nombreuse famille. Beaucoup d'entre vous ont connu l'ainé des fils, Samuel, que nous aurions depuis longtemps appelé parmi nous si la mort ne l'avait pas enlevé en pleine vigueur d'âme et de talent ; Élie, le plus jeune, était son protégé ; ils formaient un couple tendrement uni. Un second couple se composait de notre ancien confrère Philippe et de Paul, depuis membre de l'Académie de médecine, chirurgien célèbre, qui a confié au fils d'Élie l'honneur d'illustrer à son tour la chirurgie et le nom de Berger ; enfin, l'avant-dernier, Théodore, devait fournir dans la banque une brillante carrière. Trois filles complétaient la maisonnée, joie et ornement de ce foyer béni. Tout ce monde vivait heureux à Beaucourt, toujours en plein air, bras et cou nus, même en hiver, ignorant toute contrainte, hors celle du devoir.

Eugène Berger demeura dans sa cure jusqu'en 1855. A cette date, il fut appelé à Paris pour diriger la paroisse de la Rédemption. La famille vint demeurer rue de Vaugirard, dans un vieil hôtel, aujourd'hui bien transformé, où l'éditeur

Belin était installé. Le Luxembourg s'étendait devant les fenêtres ; mais ses verdure trop parisiennes remplaçaient mal pour ces garçons dépayés les horizons perdus.

Après avoir travaillé quelque temps à la maison, sous la conduite d'un précepteur, M. Boileau, dont le nom était resté célèbre pour son habileté pédagogique et sa sévérité, Élie entra comme ses aînés au lycée Saint-Louis et, comme eux aussi, y fit d'excellentes études. Il venait de les terminer en 1870 quand éclata la guerre. Vous savez que sa vue a toujours été très défectueuse : il avait à peu près perdu l'usage d'un œil. Cette infirmité lui interdisait de figurer parmi les combattants ; mais il n'entendait pas profiter de son incapacité pour rester inactif. Tandis que son frère Philippe servait comme infirmier volontaire à Strasbourg et ensuite dans l'armée de Chanzy, lui se fit attacher à une ambulance franco-suisse installée à Paris, à la Charité ; il ne ménageait pas son dévouement, prêt à accepter toutes les besognes et ne quittant le chevet des malades que pour aller sur les champs de bataille ramasser les blessés. Quand la guerre civile succéda à la guerre étrangère, il n'abandonna pas le poste de charité qu'il avait choisi. Sa famille a retrouvé dans ses papiers un laissez-passer que la Commune lui avait délivré pour qu'il pût exercer dans les rues de la capitale et aux environs son ministère de bienfaisance. Il l'avait gardé précieusement, en souvenir de ces temps malheureux.

Le calme rétabli, il fallut se décider pour une carrière. Docile à des conseils autorisés, il choisit celle d'archiviste ; il se présenta donc à l'École des chartes, où il fut reçu la même année que notre confrère M. Bémont et que Julien Havet. Il en sortit le second en 1876 et fut aussitôt envoyé à Rome, comme membre de l'École française d'archéologie, alors à ses débuts. Le choix était heureux : on en eut tout de suite la preuve.

Presque tous ceux de nos confrères dont j'ai eu l'occasion de vous parler, depuis dix ans que vous m'avez fait le grand honneur de me confier ce soin, ont marqué le début de leur carrière scientifique par quelque découverte ou quelque publication notable, qui a appelé sur eux l'attention du monde savant et préparé leur avenir. Pour Vogüé ce sont ses voyages en Orient et ses travaux sur les églises de la Terre

Sainte ; pour Paul Meyer, ses découvertes dans les bibliothèques d'Angleterre ; pour Marcel Dieulafoy, ses missions en Perse ; pour Heuzey, ses explorations de Macédoine ; pour Clermont-Ganneau, la trouvaille de la stèle de Mésa. Il en a été de même pour Élie Berger ; son séjour à Rome a fait sa fortune scientifique.

Dès longtemps, les historiens du moyen âge déploraient que les archives secrètes du Vatican restassent impitoyablement fermées aux savants ; à chaque instant, ils étaient arrêtés par l'impossibilité où ils se trouvaient de consulter la correspondance des papes, qu'ils savaient exister à peu près au complet dans ce dépôt inviolable. Y puiser des informations inédites avait été l'ambition de beaucoup d'érudits depuis trois siècles.

Le 21 décembre 1866, Delisle avait proposé à la Commission des travaux littéraires de notre Académie et fait voter par l'Académie elle-même un vœu à ce sujet : on devait appeler l'attention du gouvernement pontifical sur la nécessité scientifique qui existait de pouvoir aborder le dépouillement des registres des papes. La démarche était à ce moment assez hasardeuse, elle n'eut pas de suite ; mais Delisle n'avait pas renoncé à son projet.

Le départ d'Élie Berger pour Rome lui offrit l'occasion de revenir à la charge : il remit l'affaire entre les mains de son élève, se réservant d'agir de son côté et d'appuyer de toute son influence les démarches qui seraient faites sur place. Aussi bien avait-il gagné à sa cause le cardinal Pitra, bibliothécaire de la Sainte-Église romaine, savant éminent, Français de naissance, resté fort attaché à son pays natal et qui jouissait d'un grand crédit auprès de Pie IX. La façon dont Élie Berger fut reçu par ce prélat à son arrivée à Rome enhardit notre futur confrère au point de faire luire à ses yeux l'espoir d'être admis à travailler sur ces fameux registres, d'arriver, comme le lui écrivait Jules Quicherat, à « apprivoiser le dragon préposé à la garde des fruits qu'on l'avait envoyé cueillir » ; une première permission obtenue, il ne serait pas difficile d'en obtenir d'autres ultérieurement et l'École de Rome pourrait ainsi attacher son nom à une vaste publication médiévale qui lui ferait grand honneur. Tel était le rêve de Berger ; il s'en ouvrit au directeur de l'École, qui était alors Gelfroy, homme chez qui un dévouement absolu à

l'œuvre dont il était chargé se doublait d'un tact avisé et d'une sage prudence. Celui-ci fut tout d'abord surpris.

« Il s'épouvantait, a dit notre confrère M. Chatelain en présentant les titres de Berger, au moment où il se portait candidat au fauteuil de Wallon, à l'idée d'organiser une grande publication médiévale ; tous les jours il communiquait aux membres de l'École ses inquiétudes, ses insomnies, ses terreurs. Comment faudrait-il publier le texte ? Quelles parties devraient être *in extenso* ? Que devrait-on élaguer ? Quel format adopter ? De plus, les archives Vaticanes étant absolument fermées, obtiendrait-on communication des registres pontificaux ? La publication serait-elle permise ? Jusqu'alors, en pareil cas, on adressait une demande au Vatican et des employés spéciaux, les *scrittori*, recherchaient et copiaient pour le public les pièces dont la reproduction était autorisée. M. Geffroy avait reçu de cette façon la copie de neuf lettres de la reine Christine, au tarif de 5 francs pièce, — chaque lettre se composait de dix ou douze lignes et n'offrait aucun intérêt. »

Mais Delisle calma les inquiétudes du directeur ; celui-ci enleva l'assentiment de l'ambassadeur auprès du Saint-Siège, le baron Baude, et l'on engagea l'action, en se limitant aux registres relatifs à la papauté d'Innocent IV.

« La première difficulté, continuait M. Chatelain, fut d'obtenir qu'un de ces registres fût porté des archives secrètes dans la bibliothèque Vaticane. Puis il fallut en tirer parti. La bibliothèque ouvrait ses portes cinq jours par semaine, de huit heures à midi ; pendant les jours d'hiver, il n'y avait que deux petites tables, voisines des fenêtres, où l'on pût jouir d'une clarté suffisante pour déchiffrer les manuscrits. Celui qui voulait s'assurer une bonne place devait se mettre en route avant le jour, parcourir des rues où le balai n'avait point passé, enfile à tâtons de larges corridors sombres, grimper des escaliers et arriver à la galerie tapissée d'inscriptions romaines assez tôt pour que les lecteurs habitués depuis longtemps à régner en maîtres à la bibliothèque ne s'emparent pas de la place éclairée. Élie Berger était un modèle d'exactitude et la table qu'il avait dû arracher aux convoitises étrangères fut bientôt désignée du nom de *tavola francese*, réservée pour son usage et celui de ses camarades, les étudiants des autres pays rendant ainsi un hommage tacite au jeune paléographe français. »

Deux ans plus tard, Pie IX mourait. Le nouveau pape, Léon XIII, allait-il conserver à Berger la permission extraordinaire donnée par son prédécesseur ? Depuis longtemps, par son travail exemplaire, par son ardeur qu'on appelait à Rome la *furia francese*, par l'affabilité de son caractère, il avait su conquérir les sympathies du Vatican. Et puis on avait affaire à un souverain pontife éclairé, libéral, ennemi de toutes les petites gens. Mis au courant de la situation, il donna des ordres pour que le travailleur ne fût pas entravé dans ses recherches. Bien plus, lorsqu'on le prévint, par délicatesse, que ce privilégié était un protestant, il répondit : « Qu'importe ? Dites-lui bien de ne rien cacher, de publier tout. » Et même il semblait, à sa façon, s'intéresser au chercheur et l'encourager. « Vers le milieu de la matinée, les hôtes de la bibliothèque entendaient souvent, dans le couloir voisin, des pas cadencés ; trois coups étaient frappés à la grande porte ; on s'empressait d'ouvrir et alors paraissaient d'abord deux soldats suisses en grand costume, le casque en tête et la hallebarde sur l'épaule ; puis un garde noble suivi de Mgr Macchi et d'une ou deux personnes, enfin la chaise du pape portée par deux laquais tout habillés de rouge. Tandis que le petit cortège défilait lentement, Léon XIII se penchait en avant, regardant à droite, à gauche, comme pour constater que ses habitués étaient là, faisant de sa main à moitié ouverte le signe traditionnel de la bénédiction. La pâle et mince figure du pape, presque aussi blanche que sa robe, était animée par un sourire très bienveillant, éclairée par deux grands yeux, auxquels il semblait que rien ne pût échapper¹. »

Ainsi se continuaient pendant les heures réglementaires les dépouillements d'Élie Berger, dans les conditions que je vous ai dites. Bientôt même la confiance qu'il inspirait devint telle que la clef de la bibliothèque lui était remise en secret et qu'il put travailler à son aise, tout seul, durant les après-midi.

C'est de la sorte qu'il arriva, pendant les quatre années de son séjour à Rome, — car sa mission fut trois fois renouvelée, — au prix d'un labeur formidable, à recueillir une moisson d'une richesse inouïe et à réunir la matière de trois gros volumes, dans lesquels il a fait entrer la substance et le plus

1. É. Berger, *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1903, t. LXIV, p. 446-447.

souvent le texte même de 8,354 lettres enregistrées à la chancellerie d'Innocent IV. Ils lui valurent en 1888 le grand prix Gobert ; jamais peut-être cette distinction n'avait été mieux méritée.

Ce que nous apprend cet amas de pièces d'archives, vous n'attendez pas de moi que je vous l'expose ici dans le détail. D'ailleurs, Berger l'a mis en lumière dans une magistrale préface de 212 pages, qui forme l'en-tête du second volume. Il y a étudié à fond les rapports de saint Louis avec Innocent IV et Frédéric II, adversaire de ce pontife, et, ce qui nous touche tout particulièrement, il a tracé la figure de ce grand roi. Il n'est pas douteux, d'après les textes publiés, que Louis IX n'ait été un prince très bon politique, incapable de toute transaction dès que ses droits étaient en jeu. C'est ce qui explique tant de contrastes dans sa vie. Ce prince d'une piété si vive ne cesse d'adresser au pape de véritables admonestations, respectueusement sévères. Cet homme, simple et austère, devient soudainement magnifique lorsqu'il s'agit d'honorer sa couronne. Le croisé qui veut conquérir le tombeau du Christ au prix de tant de sang et de tant d'or est le même homme qui, soucieux avant tout des intérêts de ses sujets, fait rendre un jour aux contribuables des impôts déjà levés, mais sans emploi¹. Surtout c'était un roi de haute valeur morale. Voilà ce que Berger a proclamé dans une belle page que je dois vous rappeler ici :

« Il y avait alors en Europe un prince, fidèle entre tous aux intérêts de sa couronne et à ses maximes de gouvernement, qui, dans tous les dangers et en présence des nécessités les plus graves, a su ne jamais oublier sa parole, conserver la préoccupation constante de son devoir et rester toujours docile à la conscience. C'est avant tout en s'efforçant de faire régner la paix et triompher l'équité, en se sacrifiant lui-même, en réparant les excès de ses agents ou les torts de ses prédécesseurs que saint Louis s'est rendu supérieur à tous ses contemporains, qu'il a donné à la monarchie française un incomparable éclat. Sa grande expérience du gouvernement et son courage devenu légendaire n'ont fait que la plus petite partie de sa gloire ; il est resté au moyen âge le représentant le plus illustre de la justice et de la loyauté ; voilà pourquoi

1. Voir les *Comptes-rendus* de l'Académie des Inscriptions, 1888, p. 537.

il domine de si haut, au XIII^e siècle, les souverains les plus puissants et les plus habiles politiques. »

Le brillant résultat de la mission de Berger ne fut pas seulement de nous donner un gros et beau livre ; elle eut, pour l'avenir de l'École de Rome, les plus heureuses conséquences : en travaillant pour lui, il avait aussi travaillé pour ses successeurs. Le plan qu'il avait conçu tout seul, à l'âge de vingt-six ans, a été approuvé par les maîtres de la science et adopté par les membres des promotions qui suivirent la sienne. Grâce à lui, grâce à son exemple, à la confiance qu'inspira son succès, les jeunes chartistes, pensionnaires du palais Farnèse, ont pu révéler au monde savant les registres d'une vingtaine de papes et jeter une lumière nouvelle sur l'histoire de temps singulièrement obscurs. Il a été le fondateur et l'organisateur de cette belle collection dont, par malheur, les difficultés des temps présents ont ralenti l'essor, mais dont la continuation doit être la préoccupation de notre Académie, comme elle est le souci des médiévistes qui siègent dans notre Compagnie.

Il ne faudrait pas croire que cette besogne ardue et absorbante empêchât Berger de mettre à profit pour d'autres travaux son séjour en Italie. Sa thèse de l'École des chartes avait été une étude sur la *Chronique de Richard de Poitiers, moine de Cluny*, chroniqueur du XII^e siècle, qui n'a pas craint de rédiger les annales du monde depuis la création jusqu'au règne du roi Louis VII. Il ne voulut pas, comme tant d'autres de ses camarades, laisser inédit ce premier essai scientifique ; il préféra l'améliorer, et, puisqu'il avait ses entrées au Vatican, y consulter les manuscrits se rapportant à son sujet. Ainsi complétée, il publia son œuvre dans la *Bibliothèque des Écoles d'Athènes et de Rome*.

Vers le même temps, notre Compagnie choisissait, pour le prix Bordin, le sujet de concours suivant : *Étude historique sur les Grandes Chroniques de France*. On connaît la valeur de ces chroniques, composées dans l'abbaye de Saint-Denis pendant la seconde moitié du XIII^e siècle. Berger s'empara du sujet ; et non seulement, dans son mémoire, resté d'ailleurs inédit, il a habilement résumé et combiné les travaux antérieurs sur la question, mais, sur beaucoup de points, il l'a renouvelée par l'examen méthodique et approfondi d'une cinquantaine de manuscrits conservés dans les bibliothèques

de France, d'Italie et d'Angleterre. Le prix lui fut décerné à l'unanimité à la suite d'un rapport très favorable de Léopold Delisle.

Revenu en France, Berger fut aussitôt attaché aux Archives nationales, où sa place était marquée par ses travaux. Et ici je dois laisser la parole à notre confrère M. Langlois, qui, le jour de ses obsèques, s'exprimait ainsi : « Pendant les dix-sept années qui suivirent, il a, en qualité d'archiviste, servi et honoré ce grand établissement : il a été constamment le modèle de ce qu'un archiviste doit être, c'est-à-dire dévoué à guider les recherches du public, dévoué à des travaux monotones, mais nécessaires, de classement et d'inventaire. Devoirs professionnels dont, dans ma jeunesse, et alors que j'hésitais encore sur ma voie, l'austérité, je l'avoue, m'effrayait un peu ; j'admirais alors sincèrement ceux qui s'en acquittaient sans défaillance. Je me souviens de lui avoir confié ce sentiment, un jour que je le consultais, de novice à aîné, et qu'il me répondit simplement : « Dans notre métier, « il y a des grâces d'état. »

Mais il ne s'en tenait pas là ; il savait accorder ses devoirs administratifs et ses préoccupations de savant. Maury, directeur des Archives, lui confia le soin de continuer la publication des actes contenus dans les *Layettes du Trésor des chartes*.

Le *Trésor des chartes* est le noyau de nos Archives nationales. Il se compose de deux parties bien distinctes : d'une part, les registres de la chancellerie depuis Philippe-Auguste jusqu'à Charles IX ; d'autre part, les chartes et les pièces diverses relatives aux droits de la Couronne, telles que traités avec les princes étrangers et les grands vassaux, documents domaniaux, actes de tout genre relatifs à la réunion des provinces, à la constitution des apanages, aux rapports avec l'Église, au gouvernement et à l'administration du Royaume. C'est l'ensemble de toutes les pièces renfermées dans cette seconde partie et remplissant 735 cartons qu'on appelle les *Layettes du Trésor des chartes*, du nom des boîtes dans lesquelles elles étaient jadis conservées. Berger fut chargé d'étudier les pièces relatives aux dix dernières années du règne de saint Louis, dont il devenait décidément l'historien attitré. Ces documents, au nombre d'un millier et plus, jettent un jour nouveau sur les plus graves questions qui se rattachent à l'état général de l'Europe et de la chrétienté

au milieu du XIII^e siècle ; c'est à l'histoire intérieure de la France que se rapportent avant tout les documents analysés ou publiés par Berger. Là encore, au cours d'une brillante introduction, il a trouvé moyen de tracer un tableau achevé d'une partie d'un des règnes les plus beaux de nos annales ; il a su combiner avec autant de sagacité que de prudence les récits des historiens contemporains avec les données fournies par les textes diplomatiques pour aboutir à ce jugement : « Avant saint Louis, le roi de France était plus ou moins craint, plus ou moins respecté des étrangers ; après lui, ceux qui ont porté sa couronne ont été grandis par le seul fait qu'ils étaient ses successeurs. Sa réputation de justice a rempli le monde ; elle est l'honneur de notre pays. Dans le royaume, son action a été si bienfaisante et si durable que, pendant des siècles, ceux qui avaient à se plaindre ont conservé l'habitude d'invoquer son souvenir. Les titres de saint Louis à notre reconnaissance demeurent entiers. Il s'est trompé en appliquant à la politique supérieure les règles d'équité qu'il s'était appliquées à lui-même et nous avons le droit de regretter cette erreur, mais il serait injuste d'oublier qu'elle a son origine dans le plus noble des sentiments. »

Il manquait encore à Berger le plus élevé des grades universitaires, le doctorat, mais il tenait en réserve la thèse qui devait le lui assurer, un travail sur Blanche de Castille : c'était pour lui un moyen de revenir à ses études habituelles et de compléter, par l'exposé des débuts du règne de saint Louis, le tableau qu'il avait déjà tracé du reste de sa vie. Cette fois encore il était allé chercher dans les dépôts d'archives les éléments qui devaient lui permettre de donner à son travail une véritable originalité. Il s'adressa surtout aux sources anglaises et utilisa, le premier en France, les meilleures ressources que les rôles de la chancellerie d'Henri III, roi d'Angleterre, nous apportent pour la chronologie et le détail des événements de notre pays.

Grâce à ces documents, à d'autres aussi que ses devanciers ont ignorés, Berger a prêté aux actes de son personnage une physionomie nouvelle et a fait ressortir pleinement la part prépondérante que la reine a prise à l'administration du royaume, non seulement pendant les quatorze années que durèrent ses deux régence, mais pendant celles où son fils régna seul, son habileté à sortir des dangers les plus mena-

çants, sa souplesse, son énergie toute virile. Et voici sa conclusion, qu'il faut retenir :

« Il y a des figures que les siècles n'arrivent pas à détruire ; elles semblent grandir à mesure que leur entourage disparaît par l'action fatale de l'indifférence et de l'oubli. La reine Blanche de Castille, qui a travaillé, combattu et souffert pour la vieille France, que l'Espagne nous a donnée pour le triomphe de la civilisation, n'est une étrangère pour personne ; les plus ignorants savent son nom. Cette popularité posthume, dont beaucoup ne connaissent plus la cause, mais que nul ne songe à contester, est la récompense des services qu'elle a rendus à sa seconde patrie. »

Tel n'est pas le cas d'une autre princesse dont Berger vous a entretenus dans notre séance solennelle de 1906, avec un agrément dont nous avons gardé le souvenir ; je veux parler de la reine Aliénor, duchesse d'Aquitaine et femme de Louis VII, mariée à quatorze ans et que le roi emmena avec lui à la deuxième croisade... par précaution. A Antioche, elle se compromet avec le gouverneur de la principauté, Raymond de Poitiers ; pour mettre fin au scandale, Louis VII l'entraîne à Jérusalem, et quand il est obligé de fuir la Terre Sainte, à Palerme, d'où ils regagnent la France, réconciliés en apparence, mais toujours séparés de cœur, puis bientôt de corps, le mariage ayant été annulé à Rome. Alors, devenue libre, la jeune femme s'unit à Henri Plantagenet, prétendant au trône d'Angleterre, qu'il occupe deux ans plus tard, et auquel elle apporte en dot l'Aquitaine, perdue ainsi pour la France. La nouvelle reine ne gagna pas au change, et ce n'était que justice n'est-ce pas ? « Ce couple mal assorti, dit Berger, nous a laissé le plus magnifique exemple de haine conjugale qu'il soit possible d'imaginer. »

Deux ans après la publication de son livre sur Blanche de Castille, qui lui avait valu une seconde fois le grand prix Gobert, Berger quittait les Archives nationales pour l'École des chartes. Léon Gautier, obligé par sa santé de prendre du repos, lui confia sa suppléance pour le deuxième trimestre de 1897. Il devenait titulaire de la chaire à l'automne de cette même année, la mort ayant rendu la place vacante en août. C'est à enseigner la paléographie qu'il allait consacrer dorénavant son activité, ses qualités de professeur et son dévouement. Car Berger possédait le goût et le don de l'en-

seignement ; ce n'était point seulement un savant de cabinet ; il avait aussi l'amour de la jeunesse et comme le besoin de lui servir de guide. Un de nos confrères pourrait vous raconter, comme il me l'a raconté à moi-même, que, étant élève de première année à l'École des chartes et se trouvant fort embarrassé en présence de toutes les choses nouvelles qu'on mettait sous ses yeux, Berger, plus ancien d'un an, s'était approché de lui et lui avait cordialement offert de mettre à sa disposition sa grande expérience... de quelques mois ; d'où naquit entre les deux camarades une chaude amitié qui devait durer toute leur vie. Ainsi en usait-il avec ses élèves, toujours prêt à les accueillir, à les encourager, à aplanir devant eux les aspérités de la route. Notre confrère M. Prou, parlant devant sa tombe, a rappelé l'éloge que Berger avait composé de Léon Gautier en faisant remarquer qu'on pouvait dire de lui tout ce qu'il avait écrit de son prédécesseur : « Il rendait agréable, attrayante, cette première entrevue avec les documents. On s'attachait tout de suite aux manuscrits et aux chartes, parce qu'il les faisait vivre en donnant à ses auditeurs une foule d'aperçus nouveaux pour eux et de premières notions sur les hommes, sur les usages du moyen âge. Sous sa direction ses élèves portaient à la découverte de pays inconnus. » Et M. Prou ajoutait : « Ses élèves n'oublieront jamais ce grand savant qui, moins soucieux de ses travaux personnels que de la formation de leur esprit, épuisa ses forces à leur inculquer, avec la connaissance de notions précises sur une matière déterminée, les principes généraux de la méthode historique. »

Le moment était venu pour Berger de prendre place parmi nous. Léopold Delisle, à qui il était lié par un culte fait de respect et d'affectueuse admiration et qui le chérissait comme un fils, entreprit de faire réussir sa candidature. Trois fois il présenta chaleureusement ses titres, mettant en lumière la grande valeur de ses travaux, la vigueur de sa critique, la sûreté de ses informations et affirmant qu'on ne pouvait plus toucher à l'histoire de saint Louis, sans tenir compte des trois ouvrages par lesquels Berger avait renouvelé la question. Le 27 janvier 1905, Berger était élu au fauteuil que laissait vacant la mort de Wallon.

Depuis 1880 il travaillait comme auxiliaire au *Recueil des*

historiens de la France ; son entrée dans notre Compagnie lui permettait de prendre, sinon une part plus active, du moins une place plus honorable dans le comité de publication. Il se consacra à cette besogne avec sa conscience scientifique et son érudition habituelles. C'est à lui que nous devons les deux volumes des *Actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France*, parus en 1916 et en 1920. Durant soixante ans, Delisle avait travaillé à la formation de ce recueil ; le mener à bonne fin était pour son élève payer la dette de reconnaissance qu'il avait contractée envers le plus chaud des patrons. Vous savez que la maladie l'a empêché de voir terminer l'impression de la table des matières qu'il avait entièrement rédigée : il a dû abandonner à d'autres mains le soin de mettre le point final.

Successeur de Delisle pour cette publication, il le fut aussi comme conservateur à Chantilly. Quand la place devint vacante, il n'y eut guère d'hésitation. On estima qu'il convenait de faire pour la bibliothèque ce que Mgr le duc d'Aumale avait voulu qu'il fût fait pour le musée : de placer à sa tête un homme désigné par ses travaux antérieurs et sa compétence spéciale, un savant qualifié, non seulement pour la conserver dans son état actuel avec toutes ses richesses acquises, mais aussi pour l'accroître par des achats raisonnés de livres, de manuscrits, de pièces d'archives. Berger répondait à toutes les conditions nécessaires ; il fut élu. Comment il reconnut l'honneur qui lui avait été conféré et la confiance qu'on lui avait témoignée, laissez-moi vous le rappeler.

Nous voici au 3 septembre de l'année 1914. Les maisons de Senlis sont en flammes, les habitants sont cachés dans leurs caves, dispersés dans les bois ou réfugiés dans les communes voisines ; la terreur règne dans la région. A Chantilly, on attend la visite de l'ennemi. A neuf heures du matin, un premier bataillon est signalé. Berger se porte à sa rencontre et parle avec les officiers. On leur ouvre les grilles. Un capitaine, constatant que son interlocuteur parle parfaitement l'allemand, lui déclare que si aucun acte d'hostilité n'est commis et si l'on obéit aux ordres reçus, aucun mal ne sera fait au monument, mais que si un seul coup de fusil est tiré, le château sera brûlé et le personnel fusillé. Bientôt

arrivent deux nouvelles compagnies amenant avec elles M. Vallon, maire de Chantilly, que les Allemands avaient pris comme otage. Il faut maintenant tout organiser pour donner satisfaction aux injonctions de l'envahisseur. Tandis que M. Macon accompagne le major dans la visite détaillée du château, Berger se met en devoir, avec le concours de MM. Vallon et Duplaquet, de réquisitionner dans la ville ce qui était nécessaire, vivres, vin, fourrage, éclairage, literie ; ils arrivent à se procurer 500 bottes de paille, qu'ils font étendre dans les salles du musée pour le couchage des hommes ; ils improvisent des lits pour les officiers dans les bureaux des conservateurs et dans les salles voisines ; ils mettent à leur disposition pour dîner la petite salle à manger : tout se passe à peu près bien, grâce à l'excellence et à la rapidité des mesures prises, grâce au sang-froid de Berger et à sa connaissance de la langue allemande, qui facilite les rapports. Il n'eut vraiment de difficulté qu'avec un sous-officier qui voulait absolument loger les chevaux dans le château en les faisant monter par le grand escalier. Berger se fâche et le lui interdit. Arrive le major : « Je suis responsable de ce château, lui dit notre confrère, et cela ne sera pas. » Le major lui déclare qu'il va le faire fusiller. « Fusillez-moi, mais, moi vivant, les chevaux n'entreront pas ici. » Devant cette volonté, le major se radoucit : « C'est bon pour cette fois, mais je vous défends de donner des ordres à mes hommes. » Et les chevaux furent menés aux grandes écuries.

Cependant le soir tombe sur Chantilly, apportant avec lui toutes les appréhensions. Que va-t-il se passer dans l'obscurité ? Ne se produira-t-il pas quelque incident dont les conséquences peuvent être funestes aux hommes et aux choses ? On peut redouter le pire. Heureusement, on a affaire à une troupe de réservistes qui ne s'est pas encore battue et que rien ne vient exciter ; heureusement, aussi, pendant la nuit, arrive un ordre d'évacuation ; la bataille de la Marne va commencer.

Tout le monde partait le lendemain à sept heures du matin. Berger dut accompagner les Allemands jusqu'au delà d'Avilly, prêt, une fois encore, à faire face à tout événement. Quand il revint à Chantilly et qu'il se retrouva devant la statue du Connétable, pour me servir des expressions mêmes de

notre confrère M. Bourget¹, « si cette effigie de bronze avait pu s'animer, comme dans les légendes de ce moyen âge que Berger a tant aimé, l'épée du guerrier aurait salué dans ce savant un brave et un très grand cœur. Il avait sauvé le château par son attitude si simplement ferme, par cette dignité qui, sans provocation, dresse, devant la force brutale, une force spirituelle qui la tient en respect ».

Puis la vie ordinaire reprit pour lui comme pour nous tous à cette époque, faite d'angoisses et d'espoirs alternés, d'attachement obstiné aux devoirs professionnels, oubli momentané des calamités publiques. Il remonta dans sa chaire de l'École des chartes, reprit sa place dans nos commissions et à nos séances et se remit avec ardeur à la publication des *Actes de Henri II*. En 1916, il éprouva une surprise qui le toucha infiniment et dont il aimait à s'entretenir avec les siens : le général Gouraud l'avait jadis connu comme interrogateur au collège Stanislas et, de plus, il venait d'être excellemment soigné par le docteur Jean Berger, fils de notre confrère. Il invita son ancien maître à venir le voir à son quartier général de Châlons-sur-Marne et, avec sa galanterie coutumière, lui fit, pour ainsi dire, les honneurs du front de Champagne. Combien Berger eût été heureux de pouvoir, quelques années plus tard, joindre son bulletin de vote aux nôtres et nous aider par là à ouvrir au glorieux défenseur de Reims les portes de notre Académie !

Mais cela lui fut refusé. Depuis quelque temps déjà sa santé s'altérait. Appelé en 1917 à la vice-présidence de notre Compagnie, il ne put accepter, en 1918, la présidence qui lui revenait de droit : il se sentait très fatigué et nous commençons à nous inquiéter à son sujet. Peu à peu sa pensée s'endormit, tout son être s'engourdit lentement ; bientôt il ne lui resta plus que cette bonhomie souriante qui rendait son abord si sympathique et son commerce si plein d'agrément. Le 3 avril 1925, il achevait de vivre ou plutôt de mourir.

Du moins lui avait-il été donné, avant de quitter ce monde, de savoir sa chère Alsace redevenue française et rendue à ses anciennes destinées.

1. *Journal des Savants*, 1925, p. 262.

DE L'AUTHENTICITÉ

DE LA

CLAUSULA DE UNCTIONE PIPPINI

Érudits et historiens ont, presque tous, porté sur la *Clausula de unctione Pippini* un jugement favorable, et ceux qui, comme Wattenbach, ont eu quelques doutes sur la valeur historique du document se sont finalement ralliés à l'opinion quasi unanime des critiques. M. Max Buchner, après une revue de toute la littérature du sujet qui lui permet de constater cette quasi-unanimité des savants et après une étude nouvelle du texte, professe à l'égard de ce document une doctrine tout opposée : la *Clausula* est un faux, sans valeur propre pour la date qu'il s'attribue et pour les événements qu'il relate, mais, au contraire, d'un intérêt capital pour qui connaît la situation politique de l'époque précise où cet écrit fut forgé¹. Combattre cette thèse, c'est l'objet du présent article.

Le texte acéphale dont il s'agit se trouve dans un manuscrit du x^e siècle conservé à la Bibliothèque royale de Bruxelles (*Cod. Bruxellensis*, n° 7666-71). Il est sans rapport avec les documents qui le précèdent ou le suivent.

Le titre de *Clausula* est un titre d'érudit, mieux choisi que celui de *Nota* sous lequel on trouve ce texte publié, parce que l'auteur lui-même nous présente son œuvre comme une addition à un petit livre écrit ou copié en 767 à la louange des

1. Max Buchner, *Die Clausula de unctione Pippini, eine Fälschung aus dem Jahre 880*. Eine quellenkritische Studie, zugleich ein Beitrag zur Geschichte der Karlinger Zeit. — Paderborn, Ferdinand Schöningh' Verlag, 1926, in-8°, viii-78 p. (*Quellenfälschungen aus dem Gebiete der Geschichte*, herausgegeben von Max Buchner, I). — M. Louis Halphen, dans la *Revue historique*, t. CLII, 1926, p. 208-209, semble approuver les conclusions de l'érudit allemand, mais fait d'expresses réserves sur la valeur de quelques-uns des arguments mis en avant par ce savant.

saints martyrs Denis, Rustique et Éleuthère, pour que la mémoire des événements qu'elle relate se transmette à la postérité de bouche en bouche.

Contre l'authenticité de ce document, il y a, selon M. Buchner, des preuves tirées du document lui-même qui établissent qu'il n'a pu être écrit en 767. Pour mettre nos lecteurs en état de porter sur l'argumentation de M. Buchner et sur nos objections un jugement personnel, nous croyons utile de leur présenter au fur et à mesure la traduction des passages de la *Clausula* visés par le professeur de l'Université de Munich, l'opinion de celui-ci et notre réponse à cette opinion.

I. — La *Clausula* débute ainsi : « Si tu veux savoir, lecteur, à quelle date fut transcrit et publié à la précieuse louange des saints martyrs ce livret, tu la trouveras en l'année de l'Incarnation 767, à l'époque du très heureux, très pacifique et catholique Pépin, roi de France et patrice des Romains, fils du feu prince Charles de bienheureuse mémoire, en la seizième année de son très heureux règne au nom de Dieu, cinquième indiction, et en la treizième année de ses fils, eux-mêmes rois de France, Charles et Carloman, qui, par la main du très saint homme de sainte mémoire, le seigneur pape Étienne, en même temps que leur susdit père le seigneur très glorieux homme, le roi Pépin, furent consacrés du saint chrême en qualité de rois par la divine providence et par l'intercession des saints apôtres Pierre et Paul¹. »

Cette accumulation de dates doit éveiller notre méfiance : on ne trouve pas de tels synchronismes sous Pépin le Bref, mais seulement après l'avènement de Charlemagne en Italie (774), où l'on a compté les années du règne à la fois en France et en Italie. Encore est-il que l'indiction n'apparaît dans les actes des souverains francs qu'en 801, et l'année de l'incarnation qu'en 876. Quant à l'indication des années de gouvernement de Charles et Carloman calculées à partir du sacre de ces princes par le pape en 754, elle constitue un anachronisme, ces princes n'ayant pas partagé le pouvoir avec leur père et n'ayant eux-mêmes daté leurs diplômes qu'à partir du 9 octobre 768 ; la première association de ce genre est

1. Édition Arndt, *M. G. H.*, SS. rerum Meroving., t. I, 1884, p. 465.

celle de Louis le Pieux et de Lothaire I^{er} (822-825). Un contemporain de Pépin le Bref ne pouvait commettre une telle faute (Buchner, p. 8-12).

Mais la *Clausula* n'est pas un texte diplomatique et n'est pas comparable avec les actes émanés de la chancellerie royale. La fantaisie d'un moine de Saint-Denis pouvait se permettre d'accumuler les synchronismes ; et, du reste, s'il était nécessaire de justifier cette fantaisie par quelque preuve tirée d'un document de l'époque, il suffirait de citer ici le début de l'acte conciliaire de Soissons¹. — Une Collection conciliaire aurait fourni à M. Buchner, pour l'emploi du style de l'Incarnation en France, des exemples indiscutables bien antérieurs à l'an 876 et même à 754² : M. Buchner, qui invoquera tout à l'heure les *Gesta* d'Hilduin (écrits en 835) pour combattre la *Clausula*, n'a-t-il donc pas observé que, dans ce texte, la première phrase contient cette date : « hoc anno, qui est ab Incarnatione Domini nostri J. C. DCCLIV » ? — Quant à l'indiction, elle se trouvait couramment au bas des actes pontificaux du VIII^e siècle, M. Buchner le constate lui-même ; alors, si le moine de Saint-Denis avait eu besoin de chercher une inspiration étrangère pour se servir de l'indiction, il l'aurait pu puiser dans les archives de son propre monastère, qui contenaient des bulles de papes. — Enfin, il suffit de renvoyer au texte de la *Clausula* pour montrer que son auteur n'a pas commis l'anachronisme d'associer les fils au gouvernement de leur père : il constate seulement qu'il y a douze ans passés qu'ils ont été sacrés rois de France, et cela est d'une rigoureuse exactitude historique. L'auteur de la *Clausula*, écrivant en 767, ne pouvait pas exprimer autrement qu'il l'a fait le synchronisme qu'il tirait de la consécration des fils de Pépin le Bref. La date par synchronismes, si périlleuse pour tout faussaire qui y recourt, est ici pratiquée avec une telle réussite dans la concordance de tous les termes que non seulement elle plaide en faveur de l'authenticité,

1. *Concilium Suessionense*, 744, 2 mars : « In Dei nomine Trinitatis. Anno septingentesimo quadragésimo quarto ab incarnatione Christi..., in anno secundo Childerici regis Francorum ». Édition Werminghoff, *M. G. H., Concilia* t. II, p. 33.

2. Le *Concilium Germanicum* de 742 en fournit un exemple antérieur à celui du Concile de Soissons (*Ibid.*, p. 2).

mais encore qu'elle permet de préciser la date à laquelle l'auteur écrivait¹.

M. Buchner a donc gravement erré sur ce premier point ; et rien plus ne viendra l'autoriser à chercher après 876 la date de fabrication de la *Clausula*.

II. — Le texte se poursuit ainsi : « En effet, le susdit seigneur très florissant, le pieux roi Pépin, par l'autorité et l'ordre du seigneur pape Zacharie de sainte mémoire, par l'onction du saint chrême reçue des mains des *beati sacerdotes Galliarum* et par l'élection de tous les Francs fut élevé sur le trône royal trois ans auparavant. Ensuite, par les mains de ce même pontife Étienne, il fut oint et béni de nouveau comme roi et patrice avec ses susdits fils Charles et Carloman dans l'église des susdits saints martyrs Denis, Rustique et Éleuthère, où réside, on le sait, le vénérable homme et abbé, l'archiprêtre Fulrad². »

1^o Est-ce admissible ? s'écrie M. Buchner. Si les papes ont bien désigné Pépin et ses deux fils comme rois et patrices des Romains dans leurs lettres, Pépin n'a jamais pris le titre de patrice et Charlemagne ne l'a porté pour la première fois qu'en 774. Un écrivain franc, dans un écrit antérieur à cette date, n'eût pas donné ce titre à son souverain. La mention de cette dignité, déjà étonnante en soi, est plus extraordinaire encore quand on institue un rapport quelconque entre le sacre et l'octroi de ce titre de patrice que Charles-Martel avait aussi reçu et qui était un simple prédicat d'honneur donné par les empereurs byzantins aux plus hauts fonctionnaires, exarque de Ravenne, duc de Rome, et parfois à des commandants de thèmes. Par ce titre, les papes faisaient des rois francs les protecteurs de Rome contre les Lombards. Aussi bien, aucun texte du VIII^e siècle ne parle du sacre de Pépin comme patrice : il n'y a pas un mot de cela dans le *Vita Stephani II*, écrit au plus tard entre 764 et 767 ; ce sont seulement des sources historiques du IX^e siècle, la Chronique perdue de

1. Incarnation = 25 déc. 766-24 déc. 767. — Règne de Pépin = 31 octobre 766 au plus tôt-23 janvier 768 au plus tard. — Indiction = septembre 766-767.

— Consécration par le pape = 28 juillet 766-27 juillet 767. — La *Clausula* a donc été écrite entre le 25 décembre 766 et le 27 juillet 767.

2. Édition Arndt, p. 465.

Saint-Denis et ses dérivés, le *Chronicon Anianense* et les *Annales Mettenses priores*, qui établissent un rapport entre le sacre de Pépin comme roi et sa dignité de patrice : ce qui n'a pu se produire qu'après l'an 800, puisqu'en fait le patriat était inclus dans le pouvoir impérial que Charlemagne reçut du pape par le couronnement et le sacre. Ainsi la *Clausula* ne peut avoir été écrite qu'après l'an 800 (Buchner, p. 13-22).

Laissons de côté la prétendue Chronique perdue de Saint-Denis, à l'existence de laquelle on ne croit plus guère aujourd'hui, et ses dérivés¹, pour nous en tenir au seul texte de la *Clausula* que les *Annales Mettenses priores* et les Chroniques aquitaniques confirment sur le point essentiel : le sacre de Pépin et de ses fils comme rois et patrices en 754. Si l'on a pu dire avec raison que « le sacre et l'onction pouvaient être considérés comme entraînant pour l'empereur une obligation plus étroite de défendre l'Église romaine² », nous avons, nous, des textes formels et de la plus incontestable valeur qui prouvent que l'onction des princes francs par le pape en 754 avait eu pour objet de faire de ceux qui la reçurent les protecteurs de l'Église romaine : ce sont passages de lettres adressées par le pape consécuteur aux princes consacrés et datées de 755 et 756. Le lien que M. Buchner se refuse à voir entre le sacre et la dignité de patrice, le voilà révélé par celui-là même qui l'avait noué³.

1. Il est vraisemblable, comme l'a dit M. Halphen, que la prétendue Chronique perdue était une édition interpolée des Annales royales s'arrêtant à l'année 805 d'où dériveraient les *Annales Mettenses priores* et les grandes annales aquitaniques, aujourd'hui représentées par le *Chronicon Anianense*, le *Chronicon Uticense* et le *Chronicon Moissiacense*.

2. R. Poupardin, *L'onction impériale*, dans le *Moyen âge*, 1905, p. 126.

3. *Codex Carolinus*, n° 6 : « Conjuro vos... per beatum Petrum principem apostolorum, qui vos in reges unxit, ut doleat vobis pro sancta Dei ecclesia, et juxta donationem, quam eidem... offerre jussistis, omnia reddere et contradere sancte Dei ecclesiae studeatis. » — N° 7 : « ... quia ideo vos Dominus per humilitatem meam mediante beato Petro unxit in reges, ut per vos sancta sua exaltetur ecclesia et princeps apostolorum suam suscipiat justitiam. » — N° 8 : « Adjuva nos et auxiliare nostri sub magna velocitate, christianissimae, sic adjutorium sumas a Deo omnipotente, qui te unxit super turbas populorum per institutionem beati Petri in regem. » — N° 10 (saint Pierre, par la plume d'Étienne II, s'adresse aux princes et à tous les Francs) : « Declaratum quippe est, quod super omnes gentes, quae sub celo sunt, vestra Francorum gens prona mihi apostolo Dei Petro extitit, et ideo ecclesiam, quam mihi Dominus tradidit, vobis per manus vicarii mei commendavi ad liberandum de manibus inimicorum. » Édition Gundlach, *M. G. H., Epistolae*, t. III, 1892, p. 489-490, 493, 496, 503.

N'est-il pas remarquable, d'autre part, que le pape Étienne II, dans ses lettres antérieures à 754, ne donne pas à Pépin d'autre titre que celui de roi, et que, dans les lettres postérieures au sacre de cette année, il lui impose, ainsi qu'à ses fils, constamment le double titre de roi et de patrice? N'est-ce pas la preuve qu'en les sacrant rois il les avait faits patrices? L'auteur de la *Clausula*, moine de Saint-Denis, écrivant en 767, nous apporte sans doute le témoignage d'un témoin oculaire et auriculaire sur l'événement de 754, qui, nous le verrons et comme il nous le dit lui-même, eut pour théâtre l'église de son monastère. Que si Pépin et ses fils ne prirent pas officiellement le titre de patrice que le pape leur avait conféré et continuait de leur décerner, ils avaient sans doute des raisons diplomatiques d'agir ainsi, que les historiens n'auront pas de peine à découvrir, mais que l'érudit n'a pas à connaître pour déterminer la valeur de la *Clausula*.

Le vieux moine de Saint-Denis n'avait pas à attendre le sacre de 800 pour composer sa notice.

2^o La désignation de Fulrad comme archiprêtre en 767 doit être regardée comme un nouveau critère contre l'authenticité de la *Clausula*. Dans une période qui s'étend jusqu'à 779-780, les documents ne qualifient Fulrad que d'« abbas », « capellanus », « presbyter ». S'il porte ce titre de « presbyter », il ne peut être naturellement qualifié en même temps d'« archipresbyter ». C'est seulement après 780 qu'on le trouve avec ce dernier titre. — Il y a, il est vrai, dans cette période, un diplôme original de Pépin le Bref, du 23 septembre 768, où Fulrad est appelé « capellanus noster sive archypresbiter ». Mais ce diplôme ne peut, en aucune façon, témoigner que Fulrad était à cette date déjà archiprêtre. Ce n'est pas un véritable original. Est-il admissible que Fulrad, qui n'est encore désigné que comme prêtre dix ans plus tard par le pape, puisse recevoir de son roi dès 768 le titre d'archiprêtre? L'examen du document montre que le scribe avait primitivement écrit « archiepiscopus », dont le correcteur a laissé subsister l'*e*, de telle sorte que le pseudo-original porte le mot « archiepbtro » avec une abréviation¹; la qualité d'archi-

1. L'observation de M. Buchner n'est pas d'une exactitude rigoureuse : l'original porte « archiepsbtro » avec une abréviation ; il n'y a pas que l'*e* qui subsiste, mais aussi l'*s*, et la correction est l'œuvre spontanée et immédiate du scribe

prêtre donnée à Fulrad n'aurait donc pas été très familière au scribe, même si l'on admettait l'authenticité du document. C'est encore un indice de fausseté que sur treize diplômes de Pépin le Bref, dans lesquels figure Fulrad entre 750 et 768¹, douze ne le désignent que comme « abba », le treizième seul le désignant à la fois comme « capellanus » et « archypresbiter ». En réalité, nous avons affaire à un faux assez tardif, comme le prouve cette tendancieuse élévation du titre d'archiprêtre en celui d'archevêque : ce dernier titre parut tout de même un peu gros au faussaire, qui le changea en celui d'archiprêtre. Nous ne trouvons que beaucoup plus tard, chez Benoît de Saint-André, moine de Soracte, Fulrad appelé « episcopus », bien que celui-ci n'ait jamais porté ce titre. — De même, dans la bulle d'Hadrien I^{er} à l'archevêque Tilpin de Reims, Fulrad apparaît comme « archipresbyter Franciae ». Mais cette bulle est un faux vraisemblablement fabriqué par Hincmar, ou sous son inspiration (Buchner, p. 22-31).

Passons condamnation pour la bulle d'Hadrien I^{er} à Tilpin, puisque aussi bien l'opinion la plus favorable qu'on puisse avoir sur elle est qu'elle est une lettre interpolée. Mais, n'en déplaise à M. Buchner, le diplôme de Pépin le Bref, du 23 septembre 768, est bel et bien un original très authentique : tous ceux qui l'ont vu et étudié de près ont été unanimes à le proclamer tel ; et, bien mieux, les diplomatistes allemands, Mühlbacher et Tangl, qui l'ont publié dans les *M. G. H., Diplomata Karol.*, n° 27, ont reconnu que le prétendu faussaire de M. Buchner n'était autre que le chancelier en personne, Hithier, qui a écrit le document tout entier de sa main ! Quant à la distraction d'Hithier écrivant « archieps » pour « archipbtro », elle est si peu tendancieuse que le chancelier n'a pas cherché à la dissimuler et que, un peu plus loin, Hithier a écrit très correctement cette fois la double titulature : « praedictus Fulradus capellanus noster sive archypresbiter. » Enfin si, dix ans plus tard, un pape donne à Ful-

lui-même et non d'un correcteur, par quoi la faute se révèle comme une distraction du scribe, sans intention de fraude. Le caractère de simple distraction est souligné par le fait que, dans le passage où la faute fut commise, il aurait fallu « archiepiscopo » et non « archiepiscopus ».

1. Une faute d'impression fait dire à M. Buchner : 760.

rad le simple titre de « presbiter », dix ans plus tôt, au contraire, le pape Étienne II adressait une bulle à « Fulrado Deo amabili arcipresbytero et abbati venerabilium diversorum monasteriorum » (*Collectio Sancti Dionysii*, c. 12). M. Buchner récusera encore ce témoignage qu'il n'a pas connu, ou du moins qu'il n'a pas cité : il nous annonce une hécatombe de bulles d'Étienne II. Il faut évidemment que soient faux tous les documents qui contredisent l'opinion de ce savant, qu'un personnage qualifié « presbyter » ne peut pas naturellement avoir été dit en même temps « archipresbyter ». Sur ce dernier point, contentons-nous de faire ici un rapprochement entre le cas de Fulrad et celui d'un de ses successeurs dans l'archicapellanat, Drogon, l'évêque de Metz, que l'on trouve simultanément qualifié d'« episcopus » et d'« archiepiscopus »¹. Quand, en 767, l'auteur de la *Clausula* donne à l'abbé de son propre monastère le titre d'archiprêtre, celui-ci le pouvait recevoir légitimement.

Sur le second point, comme sur le premier, la *Clausula* se défend bien contre l'assaut qu'on lui donne.

III. — Le récit continue en ces termes : « Dans cette même église des saints martyrs, en ce même et unique jour, le susdit vénérable pontife bénit par la grâce de l'Esprit aux sept formes la très noble et très dévote Bertrade, si dévotement attachée aux saints martyrs, l'épouse du susdit très florissant roi, revêtue de la royale robe à traine, et en même temps il confirma de sa bénédiction, par la grâce du Saint-Esprit, les premiers d'entre les Francs et les astreignit tous par la menace de l'interdit et la peine d'excommunication à ne jamais prétendre à l'avenir élire un roi né des reins d'un autre que de ceux-là mêmes que la divine piété a jugé bon d'exalter et qu'elle a décidé, par l'intercession des saints apôtres, de confirmer et consacrer par la main du très saint pontife, leur vicaire. »

Contre ce passage, M. Buchner fait valoir que les sources contemporaines, aussi bien le *Vita Stephani II* que les *Annales regni Francorum*, ne soufflent mot ni du sacre de

1. Voir la remarquable étude de M. Chr. Pfister, *l'Archevêque de Metz, Drogon, 832-856*, dans les *Mélanges Paul Fabre*, Paris, 1902, in-8°, p. 101-145.

Bertrade, ni de la consécration des grands et de l'obligation qui leur est faite de ne choisir un souverain que dans la descendance de Pépin et de ses fils. Une seule autre source mentionne ces faits ; mais elle est postérieure de quatre-vingts ans à l'événement, et c'est un faux ! Cette source, que M. Buchner appelle les *Gesta*, est une note ajoutée par l'abbé de Saint-Denis, Hilduin, à la prétendue lettre du pape Étienne II désignée sous le nom de *Revelatio* et publiée par Hilduin, qui l'a fabriquée dans un dessein politique, à la suite de ses *Aréopagiques*. *Clausula* et *Gesta* sont apparentées et ne constituent pas, en réalité, deux sources indépendantes (Buchner, p. 31-38).

Il s'agit, par conséquent, de savoir qui, de l'anonyme ou d'Hilduin, a copié l'autre. M. Buchner n'hésite pas à conclure que les *Gesta* sont le modèle, la *Clausula* la copie. Et par là s'affirme encore l'inauthenticité de celle-ci. — Le raisonnement qui conduit à cette conclusion est le suivant : la *Revelatio* est l'œuvre d'Hilduin ; cet illustre faussaire l'a fabriquée en prenant pour modèle la fausse Donation de Constantin, connue sous le nom de *Constitutum Constantini imperatoris*, dont il s'est servi, par conséquent, sans intermédiaire. Il y a un passage commun aux *Gesta* et à la *Clausula* qui dérive du *Constitutum*. Donc, c'est la *Clausula* qui l'a emprunté aux *Gesta*. Et la confrontation littérale des trois textes confirme cette conclusion (Buchner, p. 41-50).

Mais on ne peut concéder à M. Buchner ni la majeure ni la mineure du syllogisme.

Que la *Revelatio* ait été fabriquée par Hilduin en 835, je l'admets ; mais qu'elle ait été faite sur le modèle du *Constitutum*, il faudrait d'autres preuves que celles qui nous sont fournies pour qu'on le pût croire. Examinons-les.

1^o Les deux textes mentionnent une maladie de leurs héros et l'incapacité des médecins à la guérir : le pape Étienne de la *Revelatio* répond à l'empereur Constantin du *Constitutum*.

Mais il y a dans les deux cas une différence essentielle : la lèpre de l'empereur n'est pas incurable et c'est parce que Constantin a eu horreur de l'épouvantable remède qui le pouvait guérir et pitié des mères des enfants qu'il fallait sacrifier, que Dieu a eu pitié de lui. Le mal d'Étienne est, au

contraire, sans remède humain. Du reste, ce n'est pas au *Constitutum* que l'abbé Hilduin a emprunté l'idée de la maladie du pape, mais bien au *Vita Stephani II*, qui mentionne le mal, la soudaine guérison et laisse entendre clairement que le miracle s'accomplit à Saint-Denis : « Fortiter infirmavit, ut etiam omnes... homines eum desperarent » (cf. *Revelatio* : « cum jam me medici desperarent »).

2^o Il y a dans les deux textes de pseudo-Constantin et de pseudo-Étienne une révélation.

On m'accordera bien qu'Hilduin n'avait pas besoin du *Constitutum* pour songer à cet élément merveilleux. Et, d'autre part, quelle divergence ! Dans pseudo-Constantin, c'est un songe qui vient la nuit à l'empereur endormi ; dans pseudo-Étienne, c'est une vision en plein jour que le pape a, tout éveillé, pendant qu'il prie : une extase !

3^o Dans les deux cas, ce sont les deux mêmes saints qui apparaissent, Pierre et Paul.

M. Buchner peut-il écrire ceci sans rire. Qu'y a-t-il d'in vraisemblable à ce que deux auteurs, sans s'être consultés, l'un dans une prétendue donation en faveur de l'Église romaine, l'autre dans une prétendue lettre du pape, fassent intervenir les deux apôtres ? L'observation de M. Buchner aurait quelque intérêt si l'un des auteurs avait fait apparaître deux saints aux noms obscurs que l'autre n'aurait guère pu connaître que par son intermédiaire. Mais, voyons ! Saint Pierre et saint Paul ! Ils devaient bien être connus de l'abbé Hilduin sans le secours du *Constitutum*, même sans qu'Hilduin eût eu à se souvenir que, dans une charte de 832, encore aujourd'hui conservée en original, il avait pris le titre d'abbé du monastère de saint Pierre, le prince des apôtres, et des saints martyrs Denis, Rustique et Éleuthère !

4^o Dans les deux cas, Pierre et Paul se servent d'un intermédiaire : saint Denis dans la *Revelatio* répond au saint Silvestre du *Constitutum*.

Il y a ici de telles dissemblances que, seul, le lecteur de M. Buchner qui ne connaîtrait pas les deux textes pourrait se laisser prendre au piège grossier qui lui est tendu.

Saint Pierre et saint Paul conseillent à Constantin d'aller trouver le pape Silvestre, qui lui montrera la piscine de piété dans laquelle, après une triple immersion, il sera guéri de sa

lèpre : la lèpre du corps ne disparaîtra qu'avec la lèpre de l'âme, par le baptême. Silvestre n'est donc pas un personnage de songe ; il ne joue aucun rôle dans la vision impériale où, seul, son nom est prononcé. Au contraire, dans pseudo-Étienne, saint Denis apparaît, escorté d'un prêtre et d'un diacre (évidemment Rustique et Éleuthère), aux côtés de Pierre et Paul : il y a donc cinq personnages au lieu des deux du songe impérial. Pierre et Paul conversent avec Denis, mais ne disent rien à leur vicaire Étienne ; et c'est saint Denis seul qui, parlant à celui-ci, le guérit sur-le-champ et lui ordonne de consacrer l'autel de la basilique en l'honneur de Dieu et de ses apôtres Pierre et Paul. Non, le saint Denis fantomatique de la *Revelatio* ne répond pas au Silvestre en chair et en os du *Constitutum*.

On voit combien sont superficiels les rapprochements dont M. Buchner s'autorise pour dire que la *Revelatio* a été faite sur le modèle du *Constitutum*.

Mais les signes, en quelque sorte matériels, de la dépendance de pseudo-Étienne à l'égard de pseudo-Constantin seront-ils plus démonstratifs ? Les voici : saint Silvestre, procédant au baptême de l'empereur converti, est « indutus vestibus candidis » ; or, saint Denis s'est montré à Étienne « colobio indutus candidissimo purpura clavato, pallio toto purpureo auro instellato » ; et saint Silvestre, après le baptême impérial, reçoit, entre autres insignes et ornements impériaux dont Constantin se dépouille en sa faveur, un « superhumeralem, videlicet lorum, qui imperiale circumdare adsolet collum, verum etiam et clamidem purpuream... », c'est-à-dire un pallium (la chose y est, mais non le mot) et une chlamyde de pourpre.

M. Buchner attache, on le voit, beaucoup d'importance au mot « indutus » et à la couleur des vêtements, même si la tunique sans manches de saint Denis est clavée de pourpre (donc pas entièrement blanche), et si le pallium rouge, constellé d'or, de saint Denis n'est pas tout à fait la même chose que la chlamyde purpurine de saint Silvestre. Mais vous entendez bien, amis lecteurs, qu'Hilduin n'avait pas l'esprit assez inventif pour trouver tout seul que la tunique d'un prêtre peut être blanche et son pallium rouge : il ne peut l'avoir dit que parce que son modèle lui avait parlé des vête-

ments blancs de saint Silvestre, d'un superhuméral de couleur inconnue et d'une chlamyde rouge.

En outre, Constantin suit le conseil que les saints lui ont donné : « Juxta id, quod a sanctis apostolis ammonitus sum, peregi¹ ; » comme Étienne exécute l'ordre qu'il a reçu de consacrer l'autel de la basilique : « Volebam implere quod mihi jussum fuerat (*al. praeceptum erat*)... et implevi quae jussa sunt mihi omnia. »

Ce ne sont toujours pas les termes dans lesquels ces choses-là sont dites qui peuvent servir la mauvaise cause de M. Buchner ! Est-ce le fait de l'obéissance des deux personnages qui constitue la preuve manifeste qu'Hilduin a bien imité son modèle ? Il n'aurait plus manqué que cela, que Constantin et Étienne n'obéissent pas aux saints : le *Constitutum* et la *Revelatio* n'auraient plus eu de raison d'être... et M. Buchner n'aurait pas eu l'occasion d'en dissenter avec tant d'habileté !

Et c'est tout² ! La preuve que l'auteur de la *Revelatio* a pris pour modèle le *Constitutum* n'est pas faite ; et la majeure du syllogisme ne peut être concédée.

La mineure ne vaut pas mieux. La parenté de la *Clausula* et des *Gesta* est indéniable ; mais le passage commun aux deux textes ne se trouve pas dans le *Constitutum*, et, comme les deux textes présentent des variantes en cet endroit et que c'est seulement sur les variantes des *Gesta* que M. Buchner peut prétendre établir la dépendance de ces *Gesta* à l'égard du *Constitutum* seul, il eût fallu prouver que la *Clausula*, elle aussi, dépendait du *Constitutum* pour pouvoir poser la mineure³ : les deux textes dérivent du *Constitutum* ; sans quoi l'on raisonne comme s'il était incontestable que la *Clausula*

1. M. Buchner ne cite pas le texte ; il se contente d'un renvoi à la page des éditions Zeumer et Haller. Il me paraît indispensable de mettre sous les yeux du lecteur le texte lui-même.

2. Non ! M. Buchner indique que les deux faux ont en commun le passage de saint Matthieu, XVI, 19 : « Tu es Petrus... » Je ne le trouve pas dans le texte de pseudo-Étienne que j'ai sous les yeux (Dom Bouquet, *Recueil des historiens de la France*, t. V, p. 591). Je ne vois qu'une allusion au verset évangélique dans les *Gesta* : « Auctoritate B. Petri sibi a Domino J.-C. vero Deo tradita. »

3. Sinon, on peut croire que les *Gesta* dérivent de la *Clausula* et que Hilduin altéra le texte du modèle en s'inspirant du *Constitutum*, en admettant qu'il se soit servi de ce dernier document, ce qui n'est pas démontré.

dépend des *Gesta*, ce qu'il s'agit précisément de démontrer. Il y a donc pétition de principes.

Il suffit de juxtaposer les textes pour tirer de leur confrontation la seule conclusion logique :

CLAUSULA	GESTA	CONSTITUTUM
Berteradam jamdicti florentissimi regis conjugem praedictus venerabilis pontifex regalibus indutam cicladibus gratia septiformis Spiritus benedixit.	Sed et Bertradam ipsius inclyti regis Pippini conjugem, indutam cicladibus regiis, gratia septiformis Spiritus sancti in Dei nomine consignavit (<i>al. consecravit</i>).	(Sylvester) indutus vestibibus candidis, septemformis sancti Spiritus in me consignatione adhibuit beati christi unctionem et vexillum sanctae crucis in mea fronte linivit, dicens : « Signat te Deus sigillo fidei suae in nomine patris et filii et Spiritus sancti in consignatione fidei. »

Qu'y a-t-il de commun entre la *Clausula* et le *Constitutum* ? Le participe passé « indutus » et l'épithète de nature « septiformis » appliquée au Saint-Esprit. Le « septiformis Spiritus » est de la langue courante de l'Église et vise les sept dons du Saint-Esprit ; l'expression que nous trouvons dans la *Clausula* et les *Gesta*, « gratia septiformis Spiritus sancti », se trouve dans le traité de saint Augustin, *De sermone Domini in monte*, I, 4, comme me l'apprend mon *Lexicon* de Forcellini. Ce n'est pas sur des indices aussi faibles que l'on peut fonder une dépendance de textes.

Or, si la *Clausula* est de l'an 767, — et nous n'avons aucune raison valable d'en douter, — les *Gesta* écrits en 835 dépendent d'elle, et il ne reste plus pour établir la dépendance des *Gesta* à l'égard du *Constitutum* que la rencontre, certainement fortuite, du « consignavit » d'Hilduin et de la « consignatio » de pseudo-Constantin, car, tout de même, je ne puis pas, avec M. Buchner, considérer l'« in Dei nomine » des *Gesta* comme un emprunt à la formule du baptême « in

nomine Patris... » du *Constitutum* ! J'ai dit : rencontre certainement fortuite, car dans les deux textes « consignare » et « consignatio » ne sont pas pris dans la même acception. Confirmer la reine par la grâce du Saint-Esprit ne signifie pas autre chose que la consacrer en sa qualité de reine par l'imposition des mains : le « consignavit » des *Gesta* est la traduction du « benedixit » de la *Clausula*, qui est le terme propre que nous trouvons employé dans le seul document officiel qui nous ait été conservé pour la consécration d'une reine de cette époque¹. La « confirmation du Saint-Esprit en quelqu'un », c'est la « confirmation de la foi », le sacrement de confirmation que l'on imposait par le chrême en ce temps-là au catéchumène qui recevait le baptême. Hilduin aurait-il donc emprunté son « consignavit » au *Constitutum* pour le détourner de son sens liturgique ?

La *Clausula* et les *Gesta*, pas plus que la *Revelatio*, ne dépendent du *Constitutum*. Et la fausseté de la *Clausula* reste toujours à démontrer.

IV. — La *Clausula* s'achève en ces termes : « Nous avons donc inséré brièvement ce qui précède à la dernière page du présent livret à votre intention, cher lecteur (*caritati vestrae*), afin que, dans la suite des temps et de bouche en bouche (*vulgi relatione*), la lignée de nos descendants puisse les connaître à l'avenir. »

M. Buchner veut que « *caritas vestra* » s'adresse à une personnalité connue, et non au lecteur inconnu que le moine de Saint-Denis interpellait au début ; et c'est pour lui une nouvelle preuve d'inauthenticité (Buchner, p. 38-39 et 73, note 240).

Il y aurait là une inconséquence, d'autant plus que le vieux moine tutoie son lecteur au début et ne le fait plus à la fin. Mais M. Buchner aurait bien dû nous dire si cette inconséquence cesse d'en être une par le seul fait que l'auteur, au lieu d'être un moine obscur écrivant en 767, serait un personnage illustre (Gauzlin, nous dit M. Buchner) adressant

1. *Coronatio Hermintrudis reginae*, 866, août : « Volumus vos scire, fratres, quia dominus et senior noster Karolus rex gloriosus nostrae humilitatis petiit devotionem ut... uxorem suam dominam nostram in nomine reginae benedicamus. » M. G. H., *Capitularia*, t. II, p. 453.

son factum à un souverain en 880 ! Ce n'est sûrement pas là la preuve décisive d'inauthenticité que nous attendions.

La voici, sans doute ! *In cauda venenum*. La langue de la *Clausula* est trop correcte pour être celle d'un ouvrage de 767 (p. 39).

Nous n'avons qu'un manuscrit ; il est du x^e siècle. Est-il sûr que nous ayons la forme originelle du texte ? Il y a plus : nous demanderons à M. Buchner de nous dire à quelle date précise un écrivain de la seconde moitié du viii^e siècle sera autorisé à ne plus écrire dans l'« ungeliken Latein der pip-pinischen Zeit ». Certainement, Charlemagne a été le grand rénovateur des études dans nos régions. Mais cela ne veut pas dire que la renaissance carolingienne n'a pas eu des précurseurs dans les monastères, et surtout dans un monastère comme Saint-Denis qui, sous l'abbatiate de Fulrad, eut de fréquents contacts avec l'Italie, où la renaissance littéraire avait précédé la nôtre (cf. le latin du *Liber pontificalis*).

L'*Étude critique* de M. Buchner aboutit au néant ; et nous pourrions nous dispenser de parler de son *Beitrag zur Geschichte der Karlingerzeit*, si nous n'estimions nécessaire de dénoncer une méthode historique qui conduit à mêler les données des sources et les aventureuses hypothèses d'une imagination trop fertile.

La *Clausula*, nous l'avons vu, mentionne que le sacre de Pépin et de ses fils avait eu lieu dans la basilique de Saint-Denis, que le même jour, dans cette même basilique, le pape avait béni la reine Bertrade, et, en ce même lieu, avait confirmé par la bénédiction du Saint-Esprit les grands, en les astreignant à ne point prendre un roi en dehors de la descendance de Pépin et de ses fils.

Cette insistance à indiquer le lieu de la cérémonie inquiète M. Buchner. Les Annales royales n'ont pas indiqué le lieu ; les *Gesta* d'Hilduin ne le marquent qu'approximativement ; seule, la *Clausula* le nomme expressément. « Comment se fait-il que le faussaire attache un si grand prix à ce que le sacre de Pépin et de Bertrade ait eu lieu à Saint-Denis ? » (p. 54-55).

A cette question angoissante, en vérité, le commun des mortels répondrait probablement sans rien savoir du sujet : « Mais peut-être tout simplement parce que le moine de

Saint-Denis, auteur de la *Clausula* et contemporain des événements, puisqu'il dit écrire en 767, savait que le sacre et les bénédictions avaient eu lieu à Saint-Denis ; c'était un événement qui honorait grandement sa maison. » En quoi il n'aurait pas tort, puisque nous lisons dans le *Vita Stephani II* : « Sed, quia tempus iminebat hyemalis, (Pippinus rex) eundem sanctissimum papam cum suis omnibus in Parisio APUD VENERABILEM MONASTERIUM BEATI DIONISII ad exhibernandum pergere rogavit. Quo peracto et eo IN EODEM VENERABILE MONASTERIO cum iamfato christianissimo Pippino conjungente, Domino annuente, post aliquantos dies hisdem christianissimus Pippinus rex ab eodem sanctissimo papa Christi gratia cum duobus filiis suis reges uncti sunt Francorum¹. »

A notre tour de nous étonner et de nous inquiéter. Comment se fait-il que M. Buchner, qui, tout à l'heure, opposait à la *Clausula* le silence du *Vita Stephani II* sur la consécration de Bertrade et sur le sacre de Pépin comme patrice, écarte maintenant ce texte qui la confirme ? N'est-ce pas parce que ce document contemporain ruinait d'avance le petit roman que voici ?

On trouve, dans un manuscrit provenant, croit-on, de Ferrières et utilisé par P. Pithou dans son édition de la *Vita Hludovici*, c. 19, que Pépin le Bref tua un lion à Ferrières et qu'il fut solennellement consacré dans l'église de ce lieu. Dans le *Liber pontificalis* remanié par Abbon de Fleury vers 988, un passage, retouché sous l'influence de la *Revelatio* de pseudo-Étienne et des *Gesta* d'Hilduin, relate la consécration de l'autel de Saint-Denis par le pape et la guérison merveilleuse de ce pontife, puis le sacre accompli peu de temps après à Ferrières : la patrie de cette indication du lieu du sacre est non pas Fleury, mais Ferrières. Jusqu'à présent, on n'avait pas vu que ces altérations de textes avaient pour fin de justifier le choix de Ferrières lors du sacre des fils de Louis II le Bègue en 879.

Ce sacre avait été l'œuvre d'un parti dont le chef était Hugues l'Abbé. Mais il y avait un autre parti dont l'âme était Gauzlin, abbé de Saint-Denis, et qui refusait de recon-

1. *Liber pontificalis, Vita Stephani II* ; édition L. Duchesne, t. I, p. 448.

naître la légitimité des fils de Louis II, nés de son union avec Ansgarde, sa concubine. Gauzlin, qui connaissait certainement les *Aréopagitiques* d'Hilduin, savait que les *Gesta* faisaient expressément de la légitimité de la descendance la condition de la succession de Pépin¹ : dès la première heure, il opposait aux bâtards un authentique carolingien, Louis III de Saxe, fils de Louis le Germanique.

Après le demi-échec d'une première expédition de Louis de Saxe, Gauzlin, mettant à profit l'ambition hautement avouée de Liutgarde, femme du roi de Germanie, provoquait une seconde invasion du royaume franc de l'Ouest. A cette nouvelle, les partisans des jeunes Louis III et Carloman s'empressaient de les faire oindre et couronner à Ferrières par l'archevêque de Sens, Anségise.

Contre la légitimité de ce sacre, Gauzlin et ses partisans pouvaient élever une protestation tirée du choix de Ferrières comme lieu du sacre². D'où il suit que la version du sacre de

1. M. Buchner sollicite légèrement le texte des *Gesta* qui n'introduit pas la question de légitimité : « Obligavit et obtestatus est, ut nunquam de altera stirpe... ipsi... regem super se praesumant aliquo modo constituere, nisi de eorum propagine, quos et divina providentia ad sanctissimam apostolicam sedem tuendam, et per eum, videlicet vicarium S. Petri, immo Domini nostri J. C., in potestatem regiam dignata est sublimare et unctione sacratissima consecrare. » A défaut de fils légitimes, les bâtards pouvaient être appelés à la succession : Arnoul, bâtard de Carloman, est appelé par les grands de Germanie à succéder à son oncle Charles le Gros, déposé à la diète de Tribur.

2. Pour étayer cette assertion, M. Buchner expose une théorie sur les villes du sacre, fondée sur les seuls exemples d'Aix-la-Chapelle, de Reims et de Metz, qui laissera rêveur tout autre que son auteur. « Eine Stätte, an der tatsächlich zum erstenmal der Vollzug einer Salbung stattfand, erhielt also durch eine angeblich an eben diesem Orte bereits früher erfolgte entsprechende Handlung staatsrechtlicher Natur eine wenn auch unechte Patina. Durch die Erzählung von der angeblich zu Ferrières vollzogenen Salbung Pippins hat man m. E. diese Patina Ferrières ausgedrückt ; und zwar damals, als Ferrières tatsächlich zum ersten = und letztenmal eine Königskronung in seinen Mauern sah » (p. 62-63). Mais pourquoi n'avoir examiné que les trois cas d'Aix-la-Chapelle, de Reims et de Metz ? Saint-Denis, Orléans, Limoges, Compiègne n'ont, eux aussi, comme Ferrières, vu dans leurs murs qu'un seul sacre. Comment Hincmar, qui sacre Louis II le Bègue à Compiègne, n'a-t-il pas réclamé le privilège de sa ville épiscopale, Reims, qui avait reçu la « patine » par le sacre impérial de Louis le Pieux en 816 ? Enfin, ne fallait-il pas que la « patine » dont parle M. Buchner fût conférée par un premier sacre ? Et alors M. Buchner se figure-t-il, que pour ce premier sacre dans une ville il fallait au préalable conférer à cette ville, même au moyen d'un faux, la « patine » qu'elle n'avait pas ? C'est par de telles calembredaines que M. Buchner prétend expliquer les textes interpolés ou remaniés qui placent le sacre de 754 à Ferrières et justifier la protestation supposée de Gauzlin contre le choix de Ferrières.

Pépin le Bref à Ferrières en 754 jette un jour intéressant sur la situation politique du royaume occidental.

Et alors tout s'éclaire à la lumière du rôle de « faiseur de rois » joué par Gauzlin. La marche des troupes germaniques montre que les conjurés visaient la région de Paris où se trouve Saint-Denis, dont Gauzlin est abbé. De là l'importance attachée à la désignation expresse de Saint-Denis dans la *Clausula* : celle-ci est mise sous les yeux de Louis le Saxon et de Liutgarde pour prouver que Pépin le Bref a été sacré et couronné à Saint-Denis, non à Ferrières, comme on le prétendait dans le camp adverse.

Est-ce assez clair? Oui, mais il y a le *Vita Stephani* qui est bien gênant ; jetons un voile sur ce gêneur.

Pour sacrer Louis de Saxe, il fallait un archevêque ou un évêque : tous les précédents montrent que le sacre avait été conféré par un archevêque. Les partisans de Gauzlin ne disposaient pas d'un prélat. La *Clausula* est là pour montrer qu'on peut se passer du corps épiscopal : un simple prêtre suffit.

Tandis que les *Annales royales* nous montrent Pépin le Bref sacré en 751 à Soissons par la main de saint Boniface, la *Clausula* fait administrer l'onction par la main des « beati sacerdotes Galliarum ». M. Buchner écrit : « Jedenfalls bietet der Passus über Salbung Pippins von 751 keinen Anlass zur Beanstandung » (p. 14). Cependant, il voit dans la substitution des « sacerdotes » à Boniface une intention frauduleuse de l'auteur de la *Clausula* qui aurait ainsi écarté de la cérémonie de Soissons en 751 tout archevêque et tout évêque¹ pour créer un précédent qui permit à un simple abbé, à Gauzlin lui-même, de consacrer le roi de son choix (Buchner, p. 68-69).

Une étude sur la signification exacte des mots dont se servent les auteurs de ces époques reculées aurait mis le savant professeur munichois à l'abri d'erreurs trop lourdes. M. Buchner prend le mot « sacerdos » dans le sens exclusif de prêtre, comme l'équivalent exact et constant de « presby-

1. « Und schliesslich hat der Verfasser der « Clausula » auch statt des tatsächlicher Konsekrator von 751, des Erzbischofs Bonifatius, eine Mehrzahl von Personen, also keinen Erzbischof oder Bischof, sondern die « sacerdotes Galliarum » als Spender der Salbung genannt » (p. 55).

ter ». Mais l'évêque est, lui aussi, un prêtre, à telle enseigne que des évêques parlant des prêtres de leurs diocèses les appellent « consacerdotes ». Le mot « sacerdos » est même quelquefois employé comme l'équivalent exact de « pontifex » et d'« antistes » ; et l'adjectif « sacerdotalis » est souvent usité pour qualifier tout ce qui est de l'évêque¹. Puisqu'il s'agit présentement d'un sacre, il ne sera pas sans intérêt de citer les propres paroles de l'archevêque consécrateur au sacre de Charles le Chauve comme roi de Lorraine dans la cathédrale de Metz en 869 : « Et quia... non incongruum videtur istis venerabilibus episcopis, si vestrae unanimitati placet, ut in obtentu regni, unde vos ad illum sponte convenistis et vos ei commendastis, *sacerdotali ministerio* ante hoc altare coronetur et sacra unctione consecretur, quod si vobis placet, propriis vocibus consonate » (*Annales Bertiniani*, année 869 ; édition Waitz, *in usum scholarum*, p. 105)². Quelques lignes plus haut, Hincmar rappelait que dans cette même église en 835 « per Domini *sacerdotes* acclamatione fidelis populi, sicut vidimus qui adfuimus, corona regni est imperio restitutus (Hludowicus) ». Ces « sacerdotes » sont les évêques et les prêtres qui les assistent, les « sacri ac venerandi antistites », comme nous allons le voir. De telle sorte que l'auteur de la *Clausula*, en faisant intervenir l'ensemble des « sacerdotes » à la place du seul prélat consécrateur, nous rappelle saint Avit faisant baptiser Clovis par tous les évêques présents au lieu du seul Remi, et, mieux encore, l'auteur anonyme de la première partie des *Annales de Saint-Bertin* nous montrant tous les « antistites » replaçant sur la tête de Louis le Pieux la couronne impériale dans la basilique de Saint-Étienne de Metz en 835 : « Nam venientes in memoratam urbem, in basilica beati Stephani protomartyris, missarumque celebratione peracta, et universis qui aderant rei ordine publice patefacto, coronam, insigne imperii, a sacrosancto altario sublevatam *sacri ac venerandi antistites* ejus capiti cum

1. Pour ne pas surcharger cet article de références abusives, je me contente de renvoyer à l'*Episcoporum ad Hludowicum imperatorem relatio*, 829, août : chap. v, « consacerdotes », et chap. xi, « sacerdos » (= pontifex), « sacerdotalis ». *M. G. H., Capitularia*, t. II, p. 32 et 33.

2. Il serait intéressant de comparer ce texte avec celui du *Libellus proclamationis domni Karoli regis adversus Wenilonem*, c. 3 (*M. G. H., Capitularia*, t. II, p. 451-452), concernant le sacre d'Orléans de 848.

maximo omnium gaudio propriis manibus restituerunt » (*Annales Bertiniani*, année 835, p. 10).

La *Clausula* ne pouvait donc pas créer le précédent qui eût permis en 880 à Gauzlin de sacrer son candidat.

Au reste, quelle singulière idée a germé dans l'esprit de M. Buchner ! Admettons que Gauzlin ait réussi à sacrer Louis de Saxe ; mais, dès le lendemain, ce sacre eût été dénoncé comme nul et non avenu, non seulement parce que contraire à tous les précédents, mais aussi comme anticanonique : la plus élémentaire connaissance du droit canon eût dû mettre le professeur de Munich en garde contre son audacieuse interprétation des faits de 880. Non, certes, Gauzlin n'a jamais eu l'idée saugrenue de s'attribuer le pouvoir spirituel de consacrer par le saint chrême, qui n'appartient qu'à l'évêque ! Il devait bien plutôt chercher à se procurer un évêque consécrateur, et ce n'était pas introuvable : Hincmar lui-même, qui au moment de l'invasion de Louis de Saxe essayait d'intéresser la reine Liutgarde au sort de sa ville épiscopale et de son église, ne montrait-il pas qu'il avait peur de ne pouvoir refuser son concours quand il demandait à Hugues l'Abbé conseil, « si Ludovicus ipse advenerit et roga-verit, ut eum in regem consecret » ? (Flodoard, *Historia Remensis ecclesiae*, liv. III, c. xxiv et xxvii ; édition Lejeune, t. II, p. 325 et 384).

Le cas de Bertrade, toute dévouée à Saint-Denis, s'applique, nous dit M. Buchner, à celui de Liutgarde, qui, une fois sacrée, devra montrer la même dévotion à Saint-Denis, dont les intérêts particuliers ne sont point oubliés par l'auteur de la *Clausula*.

Il est évident que, si la *Clausula* avait été écrite en 880, l'allusion à l'attachement de Bertrade pour Saint-Denis pourrait avoir le sous-entendu que M. Buchner prête gratuitement au texte. Mais, de la part du moine de 767, ce n'est plus que l'expression de la reconnaissance qu'ont les moines à l'égard de la pieuse reine, qui, encore après la mort de Pépin, s'intéressera à l'église que son mari avait commencée, que son fils acheva et dont elle-même orna l'autel majeur.

En outre, le cas de Bertrade, bénite par le pape et non par un simple prêtre, ne pouvait pas convenir à celui de Liutgarde ; M. Buchner n'est pas logique et conséquent avec

lui-même quand il prétend le contraire, puisque Liutgarde, selon lui, devait être consacrée comme son mari sans l'intervention d'un archevêque ou d'un évêque. S'agirait-il donc simplement de prouver qu'une reine peut être consacrée, tout comme le roi? Je ne puis croire que c'est cela qu'ait voulu dire M. Buchner, car, dans ce cas, il faudrait admettre que l'auteur supposé de 880 n'aurait pas pu justifier le cas de Liutgarde par des précédents authentiques et connus de tous¹ et qu'il lui fallait inventer de toutes pièces un précédent... qu'il trouvait en réalité dans les *Gesta* d'Hilduin!

L'interdiction de prendre un roi en dehors de la descendance de Pépin et de ses fils vise encore la situation de 880, dit M. Buchner.

Mais la *Clausula* ne parle pas en termes exprès de la légitimité des héritiers de la couronne. Si elle avait été composée en vue de la question de succession de 880, n'eût-elle pas dû être sur ce point plus explicite que les *Gesta*? Cela va sans dire, répondra-t-on; cela irait beaucoup mieux en le disant, selon le mot célèbre de Talleyrand; et il eût été d'autant plus nécessaire de le dire que, le pape Jean VIII ayant refusé de couronner la reine Adélaïde, qui avait pris la place d'Ansgarde répudiée, pour ne pas reconnaître la légitimité du second mariage de Louis le Bègue, les adversaires de Gauzlin étaient aussi fondés à soutenir la légitimité de Louis III et Carloman que Gauzlin à la nier. La *Clausula*, sur ce point comme sur tous les autres, n'est pas spécifiquement adaptée aux événements de 880.

Enfin, quant à l'idée que l'auteur supposé de 880 aurait eue de faire intervenir la question de l'élection du roi par tous les Francs pour montrer que l'intronisation ne pouvait se passer sans l'intervention d'une élection, elle n'a point d'application spéciale à l'événement de 880. La mention de cette élection dans la *Clausula* pour le sacre de 751 est tout à fait à sa place, puisque alors il s'agissait de la substitution d'une dynastie à une autre. Le souvenir de l'élection était

1. En 866, lors du couronnement d'Ermentrude, les évêques déclarent que le roi leur a demandé de bénir sa femme comme reine et ils ajoutent « sicut et a sede apostolica et a nostris decessoribus antea de aliis factum comperimus ». Gauzlin, qui était alors un haut fonctionnaire du palais, n'ignorait pas plus que les évêques les précédents auxquels venait s'ajouter le cas d'Ermentrude.

conservé dans la cérémonie du sacre par l'acclamation que les évêques sollicitaient du peuple avant de procéder à l'onction. Il n'y a, par conséquent, rien à tirer de là.

Bref, M. Buchner n'est pas en droit de conclure que l'auteur de la *Clausula* a eu en vue la situation politique de 880 et les intérêts particuliers de Gauzlin, et qu'il ne peut être que Gauzlin lui-même.

Pour nous, la *Clausula* est bien ce qu'elle dit être. Œuvre d'un moine de Saint-Denis, elle est une addition faite en 767 à un livret composé en l'honneur des saints martyrs Denis, Rustique et Éleuthère. Le seul « libellus » écrit à la louange de ces saints qui nous soit connu à la fin du VIII^e siècle est la Passion de saint Denis, désignée sous le nom de *Gloriosae* d'après son *incipit*. D'où nous pouvons conclure avec la plus grande vraisemblance que la *Clausula* avait été écrite à la dernière page d'un de ces livrets que l'abbé Hilduin de Saint-Denis déclarait avoir entre les mains quand il composait ses *Aréopagiques*¹. Ce que confirme la dépendance des *Gesta* d'Hilduin à l'égard de la *Clausula*.

Elle a pour objet moins l'attribution d'une date au manuscrit, qui n'est que le prétexte invoqué, que la consignation d'événements qui avaient illustré, à son origine même, la basilique carolingienne encore en construction.

Elle constitue sur ces événements de 754 le témoignage d'un contemporain ayant, sans doute, assisté aux cérémonies qui consolidèrent le trône et la dynastie des Carolingiens et qui unirent de liens si étroits la monarchie franque à la papauté : témoignage indépendant, quoi qu'on en ait dit, de celui des *Annales royales*, qui, elles, sont moins précises et moins abondantes sur les événements accomplis à Saint-Denis, mieux documentées, au contraire, sur le sacre de 751 auquel l'auteur de la *Clausula* s'intéressait moins parce qu'il avait eu lieu à Soissons, et dont le moine de Saint-Denis ne pouvait probablement parler que par ouï-dire.

La Rédaction de la *Bibliothèque de l'École des chartes* m'avait demandé un simple compte-rendu. J'ai pensé qu'il n'eût pas été suffisant de dénoncer sans justification les trou-

1. *Epistola Hilduini ad Hludovicum*, c. 11 : « Nos plures codicellos exinde vidimus, qui in quibusdam sensu videbantur concordare, sed littera dissonare... » Édition Duemmler, *M. G. H., Epistolae*, t. V, p. 332.

blants procédés d'une méthode qui ne tend à rien moins qu'à jeter la suspicion sur les sources les plus vives de notre histoire nationale, et d'exprimer les inquiétudes que doivent faire naître les recherches d'un érudit qui paraît moins préoccupé de découvrir la vérité historique que d'étonner le lecteur par des révélations sensationnelles, comme celles que contient le premier fascicule des *Quellenfälschungen*. Il s'agissait avant tout de sauver du discrédit, que M. Buchner jetait sur lui, un document de la plus haute valeur sur l'un des événements les plus importants de l'histoire de notre pays.

L. LEVILLAIN.

FRAGMENTS D'UN NOUVEAU
MANUSCRIT DE LA BIBLIOTHÈQUE
DE CHARLES V¹

Parmi les heureux résultats de la circulaire du 31 octobre 1925 de la Direction des Archives, qui prescrivait aux archivistes départementaux l'envoi aux Archives nationales des parchemins de leurs dépôts ayant servi jadis à des travaux de reliure et contenant des fragments littéraires², il faut citer la découverte récente de fragments d'un nouveau manuscrit de la célèbre librairie de Charles V.

Six feuillets de parchemin, envoyés par les Archives de la Haute-Garonne, paraissent subsister seuls de ce manuscrit ; ils mesurent 290 millimètres sur 205³ et offrent un texte français avec des citations latines, disposé en deux colonnes, de trente lignes d'une belle écriture du xiv^e siècle. En haut et au milieu du recto de chaque feuillet se trouve une foliotation contemporaine en chiffres romains : viii^{xx}x, viii^{xx}xii, viii^{xx}xiii, ii^cxx, ii^cxxvi et ii^cxlII ; au haut des cinq premiers feuillets, on lit les titres courants suivants, qui sont rubriqués : « Purté » (fol. 170, col. 1 et 2), « Paiz avecquez Dieu » (fol. 170 v^o), « Paiz de conscience » et « Paiz l'un a l'autre » (fol. 172, col. 1 et 2), « Paiz l'un a l'autre » et « Paiz a touz » (fol. 172 v^o, col. 1 et 2), « Paiz l'un a l'autre » (fol. 173, col. 1), « Paiz a touz » et « Paiz ensemble » (fol. 173 v^o, col. 1 et 2), « Oroison » (fol. 220 et v^o, col. 1 et 2), « De la maison de Paradis » (fol. 226 et v^o). Les titres de chapitres sont rubriqués : « Le xviii^e chapitre, qui parle de la seconde columpne de la

1. Lecture faite à l'Académie des Inscriptions dans la séance du 28 janvier 1927.

2. Voir les articles de M. Charles Samaran, dans la *Romania*, 1925, t. LI, p. 161-202 ; et de M. Albert Severyns, *Un fragment inédit d'Aristote en onciale*, dans la *Revue des études grecques*, 1925, t. XXXVIII, p. 350-373.

3. Ce sont les plus grandes dimensions. Plusieurs de ces feuillets ont été rognés.

maison de Sapience et est appelée Paiz » (fol. 170 v^o, col. 1) ; « Ci parle de la tierce paiz que nous devons avoir l'un a l'autre » (fol. 172, col. 2). Certaines lettres initiales sont particulièrement élégantes et ornées, coloriées en bleu et rouge, ou bleu et or ; les divers paragraphes du texte sont indiqués par les signes habituels, alternativement coloriés en bleu et or, ou bleu et rouge. Certaines lettres sont mises en vedette par un trait rouge ; les citations latines dans le texte sont soulignées en rouge ; en marge sont pareillement soulignés les noms d'auteurs cités dans le texte¹. Les présents feuillets faisaient donc partie d'un manuscrit exécuté avec beaucoup de soin et trouvant bien sa place dans une bibliothèque princière.

En examinant le texte lui-même, il est facile de s'apercevoir que l'on est en présence de quatre passages d'un traité d'inspiration religieuse et biblique et d'un fragment (fol. 242) d'un style tout différent. Au chapitre intitulé « Purté », l'auteur blâme la conduite de David avec Bethsabée, de la femme de Putiphar, exalte l'exemple de Job, car pureté, « qui est la première columpne de la maison de Sapience, deffent toute compaignie, qui est deshoneste », surtout aux personnes de grand état. La seconde colonne, sur quoi est édifiée la « maison de Sapience », est paix et accord. L'auteur, d'après l'Écriture sainte, distingue trois sortes de paix : la paix avec Dieu, la paix de conscience et la paix de « commune acordance et aliance », que les hommes doivent avoir entre eux. « Souverainement (dit-il), il appartient a roy et a prince, et aussi a grans dames par especial, estre paisibles en toutes les manieres dessus dictes... » Exemples : David, Salomon, Ézéchias, Josias, etc. Au fol. 220, nous trouvons l'oraison adressée à Dieu par Manassès², et l'auteur nous dit les qualités que doit avoir toute oraison. Au fol. 226 est décrit le bonheur qu'auront les élus dans la « maison de Paradis » à contempler Dieu face à face. Au fol. 242 sont racontés les derniers moments de « la bonne contesse d'Alençon et de Blois ». Le récit est fait sur un ton simple, très différent de celui des autres passages et sans être encombré de citations.

1. Différentes notes du xviii^e siècle ont été ajoutées aux fol. 170 v^o, 172, 173 v^o, 220, 226 et 242 v^o ; elles émanent sans doute d'un notaire du Sud-Ouest, nommé Vergnes, et sont relatives à ce notaire et à sa famille ; il y est question de Saint-Avit, dans le diocèse d'Agen.

2. *II Paralipom.*, XXXIII, 13.

Un premier examen de ces feuillets avait permis à notre confrère M. Ch. Samaran de remarquer sur le dernier les traces d'une signature très effacée, que l'examen à l'aide des rayons ultra-violetes lui fit reconnaître être celle de Charles V¹. Il y avait dès lors toute raison de rencontrer la mention de ce manuscrit dans les inventaires de la librairie du Louvre, et, d'autre part, le feuillet 242 étant visiblement le dernier du volume (c'est à la fin des ouvrages en général que Charles V mettait sa signature), la question se posait ainsi : quel est le manuscrit, compris probablement dans l'inventaire de la librairie de Charles V, dont le dernier feuillet commence par : « Depuis la bonne contesse d'Alençon et de Blois ? » Or, parmi les anciens inventaires, il en est de particulièrement précieux pour des identifications de ce genre, ce sont ceux de Jean Le Bègue (de 1411 et 1413)², qui donnent, outre le titre et une description sommaire des manuscrits, les débuts du second et du dernier feuillet. Nous avons pu identifier ces fragments à l'aide des anciens inventaires de la librairie du Louvre, publiés en dernier lieu par Léopold Delisle, dans ses *Recherches sur la librairie de Charles V*. Ils proviennent du volume qui, sous le numéro 338 bis, y est décrit en ces termes : « Le Miroir aux dames, qui fu de la royne Jehanne d'Evreux, à une couverture de soie et deux fermoirs d'argent des armes de la dicte royne, escript en françois de lettre formée, commençant au 11^e foillet *assise en noble*, et ou dernier *depuis la bonne* »³.

C'est la traduction française d'un ouvrage en latin, le *Speculum dominarum* du franciscain Durand de Champagne, confesseur de Jeanne de Navarre, femme de Philippe le Bel. Léopold Delisle a consacré à cet auteur un article au tome XXX, p. 302-325, de l'*Histoire littéraire*⁴. L'original

1. M. Samaran a bien voulu nous communiquer des photographies de cette signature, faites à l'aide des rayons ultra-violetes par le service de l'Identité judiciaire au Palais de justice, grâce à l'obligeance de M. Edmond Bayle, chef de ce service.

2. Bibl. nat., ms. français 2700, fol. 53-133, et ms. français 9430.

3. L. Delisle, *Recherches sur la librairie de Charles V*, t. II, p. 60*, et *Histoire littéraire de la France*, t. XXX, p. 319-320, d'après Bibl. nat., ms. français 2700, fol. 60, n° 90, et ms. français 9430, fol. 7 v°, n° 88.

4. Ce Durand de Champagne est dit de *Folesio*, ou de *Froleyo* dans les dépositions du procès de Guichard de Troyes ; cf. A. Rigault, *le Procès de Guichard, évêque de Troyes (1308-1313)*. Paris, 1896, in-8° (Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes. I), p. 31, n. 2, et p. 298. Nous devons cette indication à M. A. Thomas.

latin a dû être composé aux environs de 1300, et Léopold Delisle en a donné l'analyse d'après le manuscrit latin 6784 de la Bibliothèque nationale. C'est un « manuel de morale chrétienne à l'usage des femmes en général, mais particulièrement destiné aux princesses et aux reines ».

Le *Speculum dominarum* eut sans doute beaucoup moins de succès que la traduction française qu'en fit faire, aussi par un franciscain, la reine Jeanne, à qui l'original latin avait été présenté. Plusieurs reines et princesses durent avoir entre les mains cet ouvrage édifiant. Une copie appartenait à Blanche de Navarre, veuve de Philippe de Valois ; Jean de Berry en avait deux, dont l'une forme aujourd'hui le manuscrit 9555 de la Bibliothèque royale de Bruxelles, l'autre le manuscrit additional 29986 du Musée britannique ; un des inventaires dressés en 1408 après la mort de Valentine Visconti en mentionne un exemplaire ; Charles le Téméraire en possédait deux¹.

Nous savons que Charles V avait deux exemplaires de cet ouvrage : l'un (n° 338 *ter* de l'inventaire cité) a été identifié par L. Delisle avec le manuscrit 324 du Corpus Christi College à Cambridge² ; l'autre (n° 338 *bis*), que L. Delisle n'avait pas retrouvé, n'est plus représenté aujourd'hui que par les présents feuillets.

Nous avons comparé les cinq premiers feuillets avec les manuscrits du « Miroir des Dames », qui sont à la Bibliothèque nationale, le manuscrit français 610, et le manuscrit français 5232 des nouvelles acquisitions. Voici la liste des passages de ces manuscrits, qui correspondent à nos feuillets :

Ms. de Charles V.	Ms. fr. 610.	Ms. nouv. acq. fr. 5232.
Fol. viii ^{xx} x.	Fol. 116 et v ^o .	Fol. 123-124.
Fol. viii ^{xx} xii.	Fol. 117 v ^o -118.	Fol. 124 v ^o -125 v ^o .
Fol. viii ^{xx} xiii.	Fol. 118-119.	Fol. 125 v ^o -126.
Fol. ii ^c xx.	Fol. 152 v ^o -153.	Fol. 158 v ^o -159.
Fol. ii ^c xxvi.	Fol. 157-158.	Fol. 162 v ^o -163 v ^o .

1. Le fonds de la reine Christine au Vatican, n° 403, contient une copie du « Miroir ». Tous ces exemplaires sont énumérés par L. Delisle, *Hist. lit.*, t. XXX, p. 320 ; cf. aussi *Recherches*..., t. II, p. 60*, 268*, 269*, 316*.

2. L. Delisle, *Recherches*..., t. I, p. 247 (notice *xlv* des manuscrits parvenus jusqu'à nous).

Le manuscrit français 610, décrit par L. Delisle¹, présente certaines ressemblances d'arrangement et d'ornementation avec nos feuillets : lettrines ornées, alternance des signes indiquant les divers paragraphes, citations latines rubriquées ; mais la fin du texte du « Miroir » présente quelques variantes ; de plus, nous trouvons dans ce manuscrit au moins une faute, qui ne figure pas dans les cinq feuillets ; enfin, d'une façon générale, les références bibliques et autres sont moins précises dans le manuscrit français 610 que dans les feuillets retrouvés. Ces deux derniers caractères sont communs au manuscrit français 610 et au manuscrit français 5232 des nouvelles acquisitions², manuscrit du xve siècle, sur papier, d'un texte assez bon, mais d'une exécution beaucoup moins soignée que le ms. 610. Pour établir un texte critique de la traduction du « Miroir des dames », les leçons fournies par les fragments du manuscrit de Charles V ne seraient donc pas à négliger.

Reste à identifier le dernier des présents feuillets. Il ne fait pas partie du « Miroir » et on ne trouve d'indications à son sujet ni dans le manuscrit français 610 ni dans le manuscrit français 5232 des nouvelles acquisitions. Le texte donné par le folio 242 a été en réalité ajouté au « Miroir » dans l'exemplaire de Charles V. La « bonne contesse d'Alençon et de Blois » dont il est question est Jeanne de Châtillon, fille unique de Jean I^{er} de Châtillon, comte de Blois, et d'Alix de Bretagne, comtesse de Chartres, de Dunois, de Blois, etc., elle épousa en 1272 Pierre, comte d'Alençon, fils de saint Louis, et ce fut elle qui vendit son comté de Chartres à Philippe le Bel (1286). Après avoir fondé quatorze cellules aux Chartreux de Paris, elle fit son testament en janvier 1292 (n. st.), puis mourut le 29 de ce même mois et fut enterrée à l'abbaye de la Guiche, près Blois³.

Il existe une *Relation anonyme des derniers moments de Jeanne, comtesse d'Alençon et de Blois*, qu'on désigne aussi sous le titre suivant : « L'Ordonnance de Madame la contesse

1. *Hist. litt. de la France*, t. XXX, p. 319.

2. Ce manuscrit n'a pas été connu de L. Delisle.

3. Père Anselme, *Histoire généalogique...*, t. I, p. 86, et t. VI, p. 95. Quelques erreurs de dates, qui s'y trouvent, sont corrigées dans l'article de J.-V. Le Clerc cité à la page suivante.

d'Alençon et de Bloys, que elle fist à son trespassement. » On en connaît plusieurs manuscrits, deux à la Bibliothèque nationale : dans le manuscrit français 6882 des nouvelles acquisitions, ce texte occupe les folios 4 v^o-16; c'est une copie du xiv^e siècle. Le même texte est également contenu dans le manuscrit français 10237 des nouvelles acquisitions, du folio 147 au folio 161¹. Il se trouve aussi aux folios 164-178 du manuscrit 41 de Magdalen College à Oxford². Enfin, cette relation anonyme a été publiée³ par Martene, d'après un manuscrit de Prémontré⁴, au tome VI de l'*Amplissima collectio*, col. 1219-1238; J.-V. Le Clerc l'a étudiée au tome XX de l'*Histoire littéraire*, p. 107-113; le comte de Mas-Latrie a repris la question dans un article intitulé *Mort de la comtesse d'Alençon, belle-fille de saint Louis*, dans la *Quinzaine*, année 1895, t. VI, p. 152-182, où il édite à nouveau le texte de Martene, en le corrigeant par le manuscrit 41 de Magdalen College et en « ramenant l'orthographe du vieux récit à l'orthographe moderne ». C'est un passage du récit de cette fin édifiante qui se trouve au feuillet 242 du manuscrit de Charles V⁵. Le scribe, sur l'ordre de celui qui fit copier le manuscrit pour Jeanne d'Évreux, ou peut-être sur l'ordre de Jeanne d'Évreux elle-même, a joint aux leçons et conseils de Durand de Champagne un exemple venant appuyer les paroles du franciscain. Y avait-il un plus bel exemple que celui de la pieuse et sainte comtesse d'Alençon, belle-fille de saint Louis? Un autre exemple pouvait-il être plus agréable à lire à Jeanne d'Évreux que celui que lui donnait sa grand'tante, qui portait le même prénom qu'elle et pouvait en quelque sorte lui servir de patronne spirituelle?

Ces six feuillets de parchemin sont donc les vestiges d'un beau manuscrit de Charles V, de 242 feuillets, contenant la traduction du « Miroir des Dames » de Durand de Champagne

1. Ce ms. est aussi du xiv^e siècle.

2. C'est une copie du début du xv^e siècle; elle a été signalée par P. Meyer à Mas-Latrie, qui s'en est servi dans l'article cité plus loin, mais sans en indiquer la cote exacte.

3. Sous ce titre *De felici obitu Johannaë, comitissæ Alençonii et Blesensis*.

4. « Ex ms. Præmonstratensi. »

5. Ce passage correspond aux mss. nouv. acq. fr. 6882, fol. 15 v^o, et nouv. acq. fr. 10237, fol. 160 v^o-161.

dans ses 227 premiers feuillets et terminé par la « Relation anonyme des derniers moments de Jeanne, comtesse d'Alençon et de Blois » sans que l'inventaire mentionne autre chose que le « Miroir », vu l'importance de cet ouvrage. Ce manuscrit est porté sur l'inventaire de Gilles Malet, rétolé par Jean Blanchet¹ (1373-1380), puis sur ceux de Jean Le Bègue (1411-1413), mais après ces dates on n'en trouve plus trace dans la librairie des rois de France.

S. SOLENTE.

1. Ms. fr. 2700, fol. 9, n° 142, et Baluze 397, n° 143.

1

ÉTUDES LUCQUOISES

CHAPITRE I

LA COLONIE LUCQUOISE A PARIS

DU XIII^e AU XV^e SIÈCLE ¹

S'il peut sembler superflu de rappeler combien furent nombreux les Italiens qui, au moyen âge, s'établirent en France ; si, après les travaux de Léon Gauthier², de Paul Morel³, de Camille Piton⁴, après les publications de textes dues à Jules Viard⁵, après les essais, demeurés inachevés, de Jules Mathorez⁶, — pour ne parler que des ouvrages parus en notre pays⁷, — on peut se rendre facilement compte de ce que fut

1. Je dois de particuliers remerciements à M. Eugenio Lazzareschi, directeur des archives de l'État à Lucques, à MM. Ch. Bigwood, H. Laurent, Fr. Quicke, professeurs à l'Université de Bruxelles, à M. Max Bruchet, archiviste du Nord, à M. F. Claudon, archiviste de la Côte-d'Or, pour les nombreux et précieux renseignements qu'ils m'ont libéralement fournis.

2. Léon Gauthier, *Les Lombards dans les deux Bourgognes* (Bibliothèque de l'École pratique des hautes études, fasc. CLVIII). Paris, H. Champion, 1908, in-8°.

3. Paul Morel, *Les Lombards dans la Flandre française et le Hainaut*. Lille, H. Morel, 1908, in-8°.

4. Camille Piton, *Les Lombards en France et à Paris*. Paris, H. Champion, 1892-1893, in-8°.

5. Jules Viard, *Les comptes du trésor de Charles IV le Bel* (Collection de Documents inédits sur l'histoire de France). Paris, 1917, in-4° ; — du même, *Les comptes du Trésor de Philippe VI de Valois* (Ibid.). Paris, 1899, in-4°.

6. Jules Mathorez, *Notes sur les Italiens en France du XIII^e siècle jusqu'au règne de Charles VIII* (extrait du Bulletin italien de la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux). Paris, 1918, in-8°.

7. Parmi les nombreux travaux parus à l'étranger, il convient de citer : Schulte, *Geschichte der mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien*. Leipzig, von Duncker et Humblot, 1900, 2 vol. in-8° ; — A. Schaube, *Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebiet bis zum Ende der Kreuzreise*. Munich, 1908, in-8° ; — Peruzzi, *Storia del Commercio e dei banchieri di Firenze in tutto il mondo conosciuto dal 1200 al 1345*.

l'émigration prodigieuse et durable des Astesans, Florentins, Gênois, Lucquois, Milanais, Placentins et Siennois, communément appelés Lombards, — non seulement dans des villes importantes et dans de grands centres commerciaux, mais encore dans de petits bourgs obscurs de province, — cependant il reste beaucoup encore à apprendre sur ces colonies, qui prirent de profondes racines dans notre sol. La plupart sont encore à étudier en détail : quand se sont-elles formées, comment se sont-elles fixées et répandues, à quelles familles appartenaient ces émigrants, quel rôle jouèrent-ils dans la vie économique et sociale de leur époque, quels liens gardèrent-ils avec leur patrie d'origine, quand et pour quelles raisons disparurent-ils ? Ce sont des problèmes qui demeurent à résoudre ; et parmi eux il en est un particulièrement intéressant, celui qui concerne les Lucquois, nombreux à Paris au XIV^e siècle.

Centre important de fabrication d'étoffes de luxe, satins, velours, racamas, taffetas, baudequins, tissus d'or et de soie, Lucques exporta de bonne heure les produits de son industrie¹. Répandues dans les grands marchés d'Italie, ces étoffes précieuses ne tardèrent pas à apparaître dans les centres internationaux du commerce occidental. Les Lucquois fréquentèrent la Provence ; on les trouve à Marseille dès 1270 et où les attirèrent les Angevins de la fin du XIII^e siècle² ; on

Firenze, 1868, in-8° ; — G. Luzzato, *Storia del Commercio*. Firenze, 1914, in-8° ; — A. Saporì, *La crisi delle compagnie mercantili dei Bardi e dei Peruzzi*, dans *Biblioteca storia toscana*, III. Firenze, 1926, 1 vol. in-8° ; — Edward Bond, *Extracts from the liberate Rolls relative to Loans supplied by italian Merchants to the King's of England in the 13th Centuries*, dans *Archaeologica, or miscellaneous tracts relating to antiquity*, publiés par la Société des Antiquaires de Londres, 1840 (vol. XXVIII), n° XXIV ; — W. E. Edwards, *The italian Bankers in England and their loans to Edward I and Edward II*, dans *Historical Essays* (ed. by T. F. Tout and J. Tait), Manchester University Press, Historical Series, n° VI ; — E. Russell, *The societies of the Bardi and the Peruzzi and their dealings with Edward III, 1327-1346*, dans *Finance and Trade under Edward III* (ed. by S. Unwin), *ibid.*, n° XXXII.

1. Francisque Michel, *Recherches sur le commerce, la fabrication et l'usage des étoffes, de la soie d'or et d'argent et autres tissus précieux...* Paris, Crapelet, 1852-1854, 2 vol. in-8°. — Cette industrie aurait été importée de Sicile, et le secret de la fabrication aurait été jalousement gardé à Lucques jusqu'au jour où quelques ouvriers, s'échappant de la ville, s'établirent à Bologne, à Milan, à Venise. Les révolutions intestines dont la ville fut le théâtre incitèrent d'autres familles à suivre cet exemple et à transporter ailleurs leur industrie. — Voir également les articles de Bini, cités plus loin, p. 66, note 1.

2. A. de Bouïard, *Actes et lettres de Charles I^{er}, roi de Sicile, concernant la France*

les rencontre à Nîmes¹, aux foires de Beaucaire, à Montpellier², à Bayonne³ et, dès le début du XIII^e siècle, ils pratiquaient les foires de Champagne⁴; ils étaient assez nombreux pour posséder à Provins un hôtel où ils vendaient diverses denrées⁵, pour louer à Troyes une maison près de l'église Saint-Jean, et dont en 1266 seize d'entre eux renouvelaient le bail pour une durée de cinq années⁶. Ils se répandaient en Franche-Comté, où en 1295 le comte Othon IV leur accordait le libre passage à travers ses terres pour se rendre aux foires de Champagne⁷; certains se fixèrent en Comté et, au début du XIV^e siècle, la famille lucquoise des Sarca tenait un rang important à Saint-Jean-de-Losne⁸. On les trouve dans

Paris, 1926, 1 vol. in-8°, n°s 139, 162, 675, 792, 844, 849, 853, 962; ces documents, allant de 1269 à 1276, renferment les noms de Leonardo de Torre, Blandino de Lucques, Francesco Candellino, Guidone Cispil, Orlando Baccoso, Rochesino Gerardini, Manfredino Gregorii, Lazzaro Guinigi, Bonacorso Malaffaito, Henrico Jacobi, Loquesano. Dès 1258, on relève à Marseille les noms de deux Lucquois, Rolland Vendemmia et Barthélemy, fils de Benedetto de Lucca (cf. Blancard, *Documents inédits sur le commerce de Marseille au moyen âge*. Marseille, 1884-1885, 2 vol. in-8°, t. II, p. 870, 871).

1. En 1277, Les Lucquois de Nîmes avaient deux consuls, Nicolas Mordicattellus et Henri de Chestri (Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 221).

2. Les Avoccati se réclamaient, ainsi que les Isbarre et les Spifame, de la qualité de bourgeois de Montpellier (cf. H. Furgeot, *Actes du Parlement de Paris*, t. I, p. 59, n° 579, à la date du 19 août 1332).

3. Lambert de « Puteo » et Pierre « Andrea » de Lucques, à qui le 8 avril 1255 Henri III d'Angleterre ordonnait de payer 370 marcs 2 sous 4 deniers, pour remboursement d'un prêt fait à Simon de Montfort et à Pierre de Savoie, sont dits citoyens de Bayonne (cf. Edward Bond, *art. cité*, doc. XXIX). — Le 3 novembre 1258, ordre de paiement de 80 livres à Pierre Andrea, marchand de Bayonne (*Ibid.*, n° XXXII). Il est vraisemblable que parmi les Lucquois mentionnés par Bond plusieurs devaient habiter la Guyenne et la Gascogne.

4. Camille Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 46.

5. F. Bourquelot, *Études sur les foires de Champagne, sur la nature, l'étendue et les règles du commerce qui s'y faisait aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles*. Paris, Impr. nat., 1865-1866, 1 vol., 1^{re} partie, p. 163 et suiv.

6. Arch. nat., S 4955, n° 35; « Ubi dicti mercatores lucani solent morare. » Parmi ces Lucquois, on relève les noms de « Renaudot dou Bart, Berthelon Bandini, Locherio Gentili, Valdo Uberti, Richardo Guidechonis, Colino Testi, Ferrico Gallieni, Bonacurso Malafache, Aldobrandino Anseli, Brunetto del Garbe, Lazario Denisi, Guillelmo Fantinelli, Petro Jordani, J. Morlain, Bartholomeo Thoringuelli, Thebaldino Massiamac, Joh. Buriot; dans certains de ces noms, on peut reconnaître ceux des familles lucquoises : del Barca, Bandini, Gentili, Ucberti, Guidiccioni, Testa, del Garbo, Fantinelli, Toringhelli.

7. Léon Gauthier, *ouvr. cité*, p. 11.

8. *Ibid.*, p. 96.

le duché de Bourgogne¹ et, dès 1230, certains d'entre eux étaient établis à Auxerre².

Unissant au commerce de draps et de soieries de luxe, à celui des fils d'or, qui furent une des spécialités de leur industrie, la pratique, générale chez les Italiens de cette époque, des opérations bancaires, Les Lucquois furent changeurs, manieurs et prêteurs d'argent. Quelques-unes de leurs sociétés financières, celles des Corbollani³, des Onesti⁴, des Ricciardi⁵, comptèrent parmi les plus importantes de la fin du XIII^e siècle. Il en est qui furent, de Henri III à Édouard III, les bailleurs de fonds des rois d'Angleterre⁶. Ils se répandirent

1. Léon Gauthier, *ouvr. cité*, p. 75 et suiv. : listes et sceaux des Lombards des deux Bourgognes.

2. Abbé Lebeuf, *Mémoires concernant l'histoire civile et ecclésiastique d'Auxerre et de son ancien diocèse* (éd. 1848-1855), 4 vol. in-8°, t. II, p. 170. — Villani, de Lucques, avait obtenu la bourgeoisie de la ville.

3. Les Corbollani avaient un comptoir à Paris à la fin du XIII^e siècle (cf. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 126).

4. Cette Société des Onesti est désignée dans les textes de Bond sous la forme Onestre, et dans la taille de Paris de 1296 sous celle de Loxeste (cf. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 126).

5. Cf. Emilio Re, *La compagnia dei Riccardi in Inghilterra*, dans *Archivio della Società Romana di Storia patria*, t. XXXVIII, fasc. 1-2, p. 87-138.

6. Bond, *art. cité*. Les documents publiés par cet auteur vont de 1258 à 1370 et sont surtout abondants pour les règnes de Henri III, Édouard I^{er} et Édouard II. Les Lucquois qui y sont mentionnés sont : Lambert de « Puteo », Pierre Andrea, Lucas de Lucques, Perceval de Lucques, Theobaldo Malagali, Orlandino de Podio, Renieri de Lucques, Peregrino de Lucques, Guillelmus de Chiastre, Arrigho Symach, Ubaldo de Lucques, Baroncino Gualteri, Ricardo Guidiccioni de la Société des Ricciardi, Riccardo Bonefacii, Coluccio Bollardi, Toto Guidi, Vanno Forteguerra, etc. Ils apparaissent comme prêteurs d'argent soit au roi, soit à d'importants personnages, et dans ce dernier cas d'ordre du roi. L'un d'eux, Lucas de Lucques, fut l'un des plus gros prêteurs : 1,000 marcs lui sont remboursés le 28 avril 1273 (doc. XLIX^b), 1,000 marcs le 6 juillet 1273 (doc. XLIX), 1,000 marcs le 28 octobre 1273 (doc. XLVIII), 3,500 marcs le 9 octobre 1274 (doc. LII), 2,000 livres le 26 avril 1275 (doc. LXI), 8,000 livres le 23 janvier 1276 (doc. LXVIII) ; parfois les sommes étaient considérables ; le 1^{er} juin 1352, on donnait ordre de payer à Nicolas Berthelme et autres (doc. CCV) 4,333 livres 6 sous 8 deniers sur une dette de 140,000 petits florins de Lucques. Beaucoup de ces prêts avaient été consentis pour les dépenses de Guyenne et de Gascogne. Voir également dans Ch. Bémont, *Rôles gascons* (*Collection de documents inédits*), 4 vol. in-4°, 1875-1906, les mentions de nombreux Lucquois : Jucta Baruceli, Barteleml Bondini, Henri et Lambert Bocecuisse, Philippe de Brancaliana, Baruncino Galteri, Frisotto de Montechiaro, Luca Natali, Orlandino de Poddio, Graziani Perdritz, Richard Rugepele, Renier Senaci, Peregrino Sesmundi, David, Jean et Philippe Talgard, dont beaucoup appartiennent à la Société des Ricciardi. Certains furent trésoriers d'Agenais, comme Frisotto de Montechiaro ; d'autres, comme Orlandino de Poddio, devinrent receveurs des revenus royaux de Guyenne et gardes de la monnaie de Bordeaux.

partout ; on les rencontre en Angleterre, dans les possessions continentales de ce royaume, et en Flandre ¹, où leurs comptoirs, surtout celui de Bruges, prirent un grand développement après la décadence des foires de Champagne.

Cette diffusion des Lucquois dans l'Europe occidentale remonte à une époque assez reculée et que l'on peut avec vraisemblance faire remonter au ^x^e siècle, et elle est attestée par la fréquence hors d'Italie du culte du *Santo Volto*. Cette représentation du Christ crucifié aurait été, selon une légende, sculptée par le disciple Nicodème. Mais les efforts de l'artiste demeureraient impuissants à reproduire, comme il l'eût voulu, les traits de son divin maître. Accablé de fatigue et de découragement, il s'endormit, et, durant qu'il reposait, un ange descendit du ciel, acheva l'ouvrage, que le saint à son réveil eut la joie de voir terminé. Cette image, oubliée durant des siècles, aurait été trouvée en 782 sur la côte toscane, à Luna, où une barque, vide de pilote et de nautoniers, l'aurait apportée. Disputée entre les habitants de Luna et ceux de Lucques, elle resta finalement à ces derniers et devint dans la ville l'objet d'une vénération particulière ².

Le culte de cette œuvre d'origine byzantine n'en demeura pas limité à la ville toscane ; de bonne heure, il se répandit en Europe. Le roi d'Angleterre, Guillaume le Roux, jurait, dit-on, par le saint Voulte, et la légende s'en empara. Charle-

1. P. Morel, *ouvr. cité* ; — V. Bigwood, *Le régime juridique et économique du commerce de l'argent dans la Belgique au moyen âge*, dans *Mémoires de l'Académie royale de Belgique, classe des lettres et des sciences morales et politiques*. Collection in-8°, 2^e série, t. XIV. Bruxelles, 1921 ; — et Dehaisnes, *Documents et extraits divers concernant l'histoire de l'art dans la Flandre, l'Artois et le Hainaut avant le XV^e siècle*. Lille, 1886, 3 vol. in-fol. Les comtes de Flandre et les comtes de Hainaut étaient, dès la fin du ^{xiii}^e siècle, en rapports avec les Lucquois, qui leur fournissaient des draps, des velours et des étoffes de soie (cf. Dehaisnes, *ouvr. cité*) ; dès 1280, ils étaient établis à Ypres (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 180) ; leur colonie à Bruges eut une importance considérable au ^{xiv}^e siècle et au début du ^{xv}^e siècle ; on y relève de nombreux noms connus : Arnolfini, Bettini, Beltrami (Bertremieu), Bussolini (Bousalin), Chiavi (Chiavre), Damasti (Damast), Schiatta (Eschelay ou Esclay), Forteguerra, del Gallo (du Gal), Guidiccioni (Guidechon ou Guidichon), Guidi, Intermentelli, Sbarra (Isbarre), Meliani (Melian), Rapondi, Spiafami (Spifame), Totti, Testa, Trenta (Trente), etc.

2. Almerico Guerra, *Storia del Santo Volto di Lucca*. Lucques, 1881, in-8°, ouvrage vieilli, mais intéressant au sujet de la diffusion du culte du Santo Volto. — Sur la bibliographie de ce sujet, consulter Pierre Marot, *Une représentation du « Santo Volto » de Lucques sur un sceau (1412)*, extrait du *Bulletin monumental*, 1926. L'œuvre semble bien être un travail byzantin du ^{ix}^e ou ^x^e siècle.

magne l'aurait vénéré alors que, poursuivant Ogier le Danois, il se serait arrêté à Lucques. Au XIII^e siècle, un poème, le *Saint Vou de Lucques*, eut une grande célébrité¹. De pieuses médailles, représentant la relique, étaient portées par les pèlerins²; et partout où s'établirent les Lucquois leur premier soin fut de fonder confréries et chapelles en l'honneur de la sainte image. A Paris, une confrérie fut instituée en 1343³; en Provence, à Marseille, à Avignon, à Lyon, à Amiens existaient des chapelles de Saint-Voul. Il en était de même en Angleterre dès le XI^e siècle, en Espagne depuis le XII^e siècle; à Bruges, à Anvers, ce culte se répandit au XIV^e siècle, et on le retrouve en Allemagne, en Autriche, en Bohême, en Lithuanie, en Silésie⁴. Et l'on peut penser que cette fidélité à un culte local aida puissamment à maintenir les liens entre les colonies lucquoises et leur patrie, s'il en fut partout comme à Bruges, où, avant d'appliquer les statuts modifiés de la confrérie du Santo Volto en 1598, on les soumit préalablement à l'approbation du gouvernement de Lucques⁵.

* * *

C'est sans doute au moment où ils commencèrent à fréquenter tant les marchés du Midi que les foires de Champagne et à se répandre en Angleterre, sur les bords du Rhin et en Flandre, que les Lucquois se fixèrent à Paris. Malheureusement, les documents sont muets à ce sujet avant la fin

1. Émile Mâle, *L'art religieux du XII^e siècle en France*. Paris, A. Colin, 1922, in-4^o, p. 253.

2. *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 1908, p. 60-61, article du docteur Demailly.

3. Voir plus bas, p. 67.

4. Guerra, *ouvr. cité*, p. 181 et suiv. — Le culte du Santo Volto était tellement répandu que l'on en trouve mention dans les inventaires de joyaux. Dans les *Comptes du duc de Berry*, publiés par Guiffrey, on trouve (t. II, n^o 18) la description suivante : « Une croix d'or appelée le *Vou de Lucques*, ouquel a un ymage couronné, dont le visage est d'un saphir, et a en chascune main un petit balay, et dessoubz ses piez un calice d'or, et a en ladite couronne un petit balay et quatre perles, et entour ladite croix a un cercle d'or, garni de neuf balaiz et trente huit grosses perles, pesant mii marcs ii onces. » — L'inventaire des joyaux de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, du 12 juillet 1420 (de Laborde, *Les ducs de Bourgogne*, 2^e partie, t. II, p. 237, n^o 4065), contient également la description d'« une croix d'or où il y a ung crucifix en façon de *Vaudeluques*, garnie es mii boutz de deux bons balaiz et de deux bons saphirs ».

5. Guerra, *ouvr. cité*, p. 181.

du XIII^e siècle. Ils vinrent sans doute par les foires de Champagne ; l'un des plus marquants d'entre eux, Betin Cassinel, fut inhumé à Lagny-sur-Marne¹, ce qui laisse croire à des attaches profondes avec cette localité, où se tenait l'une des grandes foires champenoises, et par ailleurs on retrouve parmi les Lucquois parisiens du XIV^e siècle un certain nombre de familles qui fréquentaient à Troyes au siècle précédent, les Barga, les Guidiccioni, les Testa, les Morlani². Dès 1287, Betin Cassinel habitait à Paris, en la Cité³, et sa famille était à cette époque acclimatée en France, car son frère « Sarnacus » était en 1298 monnayeur de Sommières, dans le Gard, alors que lui-même remplissait semblable fonction à Toulouse, puis à Paris⁴.

Que dès la fin du XIII^e siècle les Lucquois aient été nombreux à Paris, c'est ce que laissent voir les registres des tailles, heureusement conservés. Celle de 1296 énumère comme « Luquins » Nicolas Beveton, de la compagnie des Guinise ; Benoît Gui, Chomel Canevestre, G. Martin, Gui de Veltun, Bertelemei, de la compagnie de Loneste ; Rouquin, de la compagnie des Corbolans ; Guenis Moricon, Valeran de Lucques, Testre de Lucques, Philippe, de la compagnie des Lespine ; Bonvisus et Jacques Bondoz⁵, Jehan Coluche et Jean Symon, gendres de Jacques Bondoz, ainsi que Gandoufle Fourges⁶, de la compagnie des Richas⁷ ; à ces noms s'ajoutent ceux fournis par les tailles de 1298⁸, 1300⁹ et 1304¹⁰ : Thierri Bouchefol, demeurant rue Neuve-Saint-Merri ; Huguenin Clava et Paganelli de Lucques. Quelque défigurés que soient ces noms dans les documents, il est facile d'y retrouver bon nombre de ceux de certaines familles lucquoises notoires : Bevetoni, Guinigi, Guidi, Martini, Corbollani, Mo-

1. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 118.

2. Voir plus haut, p. 52, note 6.

3. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 116.

4. *Ibid.*, p. 116-117.

5. Arch. nat., KK 283, fol. 33. — Les Bondoz sont mentionnés dès 1292 (cf. H. Géraud, *Paris sous Philippe le Bel*, dans *Collection de documents inédits sur l'histoire de France*, Paris, 1837, in-4^o, p. 92).

6. *Ibid.*

7. Arch. nat., KK 283, fol. 93.

8. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 124 et suiv.

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*

riconi, Bondo, Clava, Paganelli, del Veltro ; les Loneste et les Richas ne sont autres que les Sociétés bancaires des Onesti et des Ricciardi.

Dès lors, les renseignements sur eux se multiplient. Il est cependant difficile de savoir quelle était exactement leur situation, dans quelle mesure ils furent atteints par le cataclysme économique qui, à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle, atteignit les grandes sociétés bancaires italiennes¹, dont celle des Ricciardi, une des premières disparues, et jusqu'à quel point ils souffrirent des mesures fiscales prises par les rois de France, de saint Louis à Philippe VI, contre les Italiens demeurant dans le royaume².

Quoi qu'il en soit, dès les premières années du XIV^e siècle les mentions relatives aux Lucquois deviennent de plus en plus nombreuses. En 1309, l'hérédité de l'un d'eux, Lande Girarduce, était soumise au jugement du Parlement³ ; en 1313, parmi les Italiens astreints à contribuer aux frais occasionnés tant par le mariage d'Isabelle de France avec Édouard II que par l'armement de Louis Hutin, roi de Navarre, on relève le nom de quatorze originaires de Lucques, parmi lesquels ceux de Barca, Corbollani, Geni, Guinigi, Moriconi, Rodolfi, Trentacosta⁴. L'un d'eux, Benoit Barque,

1. Sur cette crise, voir Éd. Jordan, *La faillite des Buonsignori*, dans *Mélanges Paul Favre* (Paris, Picard, 1902, in-8°), p. 416-435 ; — Emilio Re, *La compagnia dei Ricciardi in Inghilterra e il suo fallimento alla fine del secolo XIII*, dans *Archivio della R. Società Romana di Storia patria*, vol. XXXVII, fasc. I-II (1914), p. 87-138 ; — Armando Saporì, *ouvr. cité* ; — Luigi Chiapelli, *Una lettera mercantile del 1330, e la crisi del commercio italiano nella prima metà del trecento*, dans *Archivio storico italiano*, LXXXII^e année (1924), 7^e série, t. I, p. 229-256. — On relève presque chaque année une faillite : en 1298 les Buonsignori, les Ricciardi ; — en 1302 les Franzesi ; — en 1303 les Ammanati ; — en 1305 les Ardinghelli et les Sololanieri ; — en 1305 les Lamberti ; — en 1306 les Turli ; — en 1308 les Mozzi ; — en 1093 les Buonacorsi, les Faffi, les Ferrantini ; — en 1310 les Pulci et les Rimbertyni ; — en 1313 les Sillimani ; — en 1317 les Macchi ; — en 1318 les Cornacchini ; — en 1321 les Cerchi Bianchi ; — en 1326 les Scali et les Pilastrì ; — en 1328 les Peruzzi ; — en 1341 les Bardi, les Antellesi, les Corsini.

2. *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 333, 484, 489, 494 ; t. II, p. 59.

3. Beugnot, *Les Olim*, t. III, p. 49 : « Nicolas de Castro Arentini, procurator fratrum Tolomei et Lazzari de Fondera, executorum defuncti Labbe Girarduce, de Lucca, ex una parte, et Guinquerol et Tenailla de Lucca. »

4. *Ibid.*, t. II, p. 607 : « Mag. Andreas de Guyniselli, A. Benedetto dou Bar, Opechin Seul, Bethe Moricon, Francisco Guenys, Guillelmo Faucon, Lande Rodolf, Huberto Gez, Nicolao Thenaille, Franco Corboillan, Toye Saint Toie, Guelluche Trentecosta, Jacobo Bouquefoe, Chenello Christofori, mercatoribus, ut dicitur, de Lucca. »

fournit les draps et autres ornements nécessaires au service funèbre du roi Philippe IV¹. Quelques années plus tard, en 1318, Renuccio de Montemagno et Morellus Franchi, Lucquois, figurent comme parties dans un procès pendant devant le Parlement².

En outre de ceux déjà relevés sous le règne de Philippe IV, et auxquels il faut ajouter les Calcinelli ou Cassinel, rapidement parvenus à une haute situation³, on rencontre sous le règne de Charles IV les noms de Cheique « dictus Avogadi⁴ », de Lande Belloni⁵, de Baudeluche Castigat⁶, de Michel Garruche⁷, de Barc et de Chelle Isbarre⁸, de Castruche Morle⁹, de Thor. de « Podio¹⁰ », de Nicolas Petinat¹¹. Sous Philippe VI, à ces noms s'ajoutent ceux de Barthélemy Anguilla¹², « Bonvisus » Bondoz¹³, Chomet « Feti »¹⁴, Pierre, Thote et Vanne Guidi¹⁵, Pierruccino Guinigi¹⁶, Renuche et Vanne de l'Espée¹⁷, Guillaume, François et Vanne Schiatta ou de l'Esclat¹⁸, Fouquaud de Lucques¹⁹, Pierre et Jean Pas²⁰, Berthelin Spifame²¹, Édouard Tadolin²², dont un parent était, semble-t-il,

1. J. Viard, *Journaux du Trésor de Charles IV*, n° 2910.

2. Beugnot, *ouvr. cité*, t. III, p. 1362.

3. C. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 114 et suiv.

4. J. Viard, *Journaux du Trésor de Charles IV*, n° 3903 ; — H. Furgeot, *Actes du Parlement de Paris*, n° 679.

5. J. Viard, *ouvr. cité*, n°s 5833, 7950 ; — Furgeot, *ouvr. cité*, n° 2138 ; — Arch. nat., L 588, n° 20.

6. J. Viard, *ouvr. cité*, n°s 2996, 3745.

7. *Ibid.*, n° 3902.

8. *Ibid.*, n°s 5816, 5862, 7735, 9868, 9936, 9936, 9984, 10017.

9. *Ibid.*, n° 495.

10. *Ibid.*, n°s 613, 1190, 1897, 2839, etc. ; — H. Furgeot, *ouvr. cité*, n° 1616.

11. J. Viard, *ouvr. cité*, n°s 7441, 7704, 7705.

12. *Ibid.*, n° 4890.

13. Arch. nat., S 3380, l. 5.

14. J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 4888 ; — H. Furgeot, *ouvr. cité*, n° 4888.

15. J. Viard, *Ibid.*, n°s 133, 142, 2614 ; — Furgeot, *ouvr. cité*, n°s 1204-1205.

16. Fumi, *R. Archivio di Stato in Lucca. Registri*, vol. II. *Carteggio degli Anziani...* Lucques, 1903, in-fol., 1^{re} partie, n° 93.

17. J. Viard, *Documents parisiens du règne de Philippe VI*, t. II, n° 357 ; — H. Furgeot, *ouvr. cité*, n° 2381.

18. J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 2678 ; — H. Furgeot, *ouvr. cité*, n°s 9257, 9261.

19. J. Viard, n° 1211.

20. H. Furgeot, *ouvr. cité*, n° 5081.

21. J. Viard, *Documents... de Philippe VI*, t. II, n° 174 ; — Id., *Journaux... de Philippe VI*, n° 665.

22. J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n°s 1211, 1212, 1543, 1608, 3246, 5034, etc. ; — Id., *Documents parisiens*, t. II, p. 12 13, 1,43-145 ; — Moranville,

dès 1306, monnayeur du comte de Saint-Pol¹, Bethonet Turrelli², Gui Raponde, Francesco Passamonti, Michel di Cionelli del Caro, Huguelin del Caro, Betto et Guilielmo Domaschi, Huguelin Belloni, Giovanni et Andruccio di Matteo di Poggio, Bartholomeo Nicolai Talliamele, Dino et Salomone Casuoli, Datone et Francesco Moriconi, Francesco di Vanni Testa, Filippo Ricciardi, Michael Rossiglioni³.

Ces noms, déjà nombreux, s'augmentent, sous les règnes de Jean II et de Charles V, de ceux de Benedic du Gal⁴, de Paulin de Lucques⁵, de Jean Maulin⁶, de Bernard Belnati⁷, qui paraît bien être de l'importante famille des Belloni, de Guillaume, de Dine Raponde⁸ et de leur nombreuse et puissante parenté.

Puis sous Charles VI l'éclat de la cour de Paris, les liens étroits avec Bruges et la Flandre, les rapports de plus en plus nombreux avec l'Italie attirent de nombreux émigrants ; la colonie lucquoise se développe, et les nouveaux noms que l'on peut relever sont de plus en plus abondants : François Accettanti⁹, Augustin de Bandellis¹⁰, Jacques Bernardini¹¹, Bonaccorso Bocchi¹², Louis Brunelli¹³, Nicolas et Gerard¹⁴ Bur-lamacchi, Buzzolin¹⁵, Laurent Caignol¹⁶, les Cename¹⁷, Nicolao Comi¹⁸, Bettin Dati¹⁹, Colin et Forteguerre de Forteguerre²⁰,

Extraits des Journaux du Trésor (dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLIX (1888), n° 189 ; — Bibl. nat., P. O. 2784, Tadolin 3.

1. Arch. nat., K 902, n° 3.

2. J. Viard, *Journaux... Philippe VI*, n° 1089.

3. Voir APPENDICE I.

4. Bibl. nat., Pièces orig. 1266, du Gal, n° 2, 9, 10, 11. Cf. plus loin.

5. Delisle, *ouvr. cité*, n° 648.

6. Moranvillé, *Extraits...*, n° 303, 308, 373, 381, 440, 510, 517.

7. Delisle, *ouvr. cité*, n° 82, 520, 612, 618, etc.

8. Sur les Raponde, voir chapitre III.

9. Fumi e Lazzareschi, *Carteggio di Paoli Guinigi*, p. 62, n° 288 ; — Tuetey, *Testaments enregistrés au Parlement de Paris sous le règne de Charles VI*, dans *Collection de Documents inédits sur l'histoire de France*, p. 321.

10. Fumi e Lazzareschi, *Ibid.*, n° 34.

11. Longnon, *Paris sous la domination anglaise*, p. 342, n° CLXVI.

12. Arch. nat., X^{1c} 118, n° 100.

13. Arch. nat., S 1461, fol. 476.

14. Voir APPENDICE II.

15. Tuetey, *ouvr. cité*, p. 321.

16. L. de Laborde, *Comptes des ducs de Bourgogne*, t. I, n° 71, 131.

17. Voir plus loin, chap. III.

18. Fumi e Lazzareschi, *ouvr. cité*, p. 26, n° 63.

19. *Ibid.*, p. 118, n° 6213 ; — et L. de Laborde, *ouvr. cité*, t. I, n° 216.

20. Arch. nat., LL 339-340, fol. 188.

Marc Guidichon¹, André, Barthélemy, Gêrôme Martin², Michel Mercat³, Michel Moriconi⁴, Pierre de l'Éclat⁵, Giglio et Barthelemy Sercambi⁶, Bauduche et Gauvain Trente⁷.

Ces noms francisés sont ceux de familles que l'on rencontre à Lucques occupant des charges importantes, du Conseil des Anciens, gonfaloniers, ambassadeurs, et qui furent intimement mêlés à l'histoire de la seigneurie : Accettanti, Anguilla, Avoccati, Bandelli, del Barca, Belloni, Bocci, Bonvisi, Brunelli, Burlamacchi, Buzzolini, Cagnoli, Cenami, Comi, Dati, Forteguerra, del Gallo, Guidi, Guidiccioni, Guinigi, Martini, Maulini ou Maurini, Mercati, Moriconi, del Poggio, Rapondi, Sbarra, Schiatta, Sercambi, Spada, Spiafame, Trenta⁸.

1. Tuetey, *ouvr. cité*, p. 431. — Dès le XIII^e siècle, ces Guidiccioni trafiquaient avec le nord-ouest de l'Europe (cf. plus haut, p. 52, note 6).

2. De Laborde, *ouvr. cité*, t. I, p. 216 ; — Fumi e Lazzareschi, *ouvr. cité*, p. 118, n° 643.

3. Fumi e Lazzareschi, *ouvr. cité*, p. 20, n° 34.

4. De Laborde, *ouvr. cité*, t. I, n° 107.

5. Fumi e Lazzareschi, *ouvr. cité*, p. 20, n° 34.

6. *Ibid.*, p. 92, n° 482.

7. De Laborde, *ouvr. cité*, t. I, n° 109, 216 ; — Fumi e Lazzareschi, *ouvr. cité*, p. 59, n° 262 ; p. 118, n° 643 ; — Arch. nat., J 426, n° 35^b ; — KK 21, fol. 47 ; — KK 43, fol. 185 v°.

8. On peut, grâce au *Carteggio degli Anziani*, donner une liste sommaire des charges occupées par des membres de cette famille :

Accettanti : Bartholomeo, membre du Conseil des Anciens, 1353-1354 ; — Francesco, *id.*, 1332, 1333, 1336, 1347 ; — Michael, *id.*, 1355, 1357, 1364, 1367.

Anguilla : Andrea, *id.*, 1391 ; — Gherardo, *id.*, 1391, 1393 ; — Giovanni di Andrea, *id.*, 1373, 1377 ; — Giovanni di Betto, *id.*, 1361, 1368, 1370, 1372 ; gonfalonier, 1374 ; — Michael, m. du C. des A., 1330 ; — Niccolò, *id.*, 1343 ; — Ranuccio, *id.*, 1345 ; — Vanuccio, *id.*, 1342.

Avoccati : Chellucio, *id.*, 1333 ; — Ciucchino, *id.*, 1389, 1391, 1396, 1400 ; gonfalonier, 1393, 1398 ; ambassadeur à Bologne, 1396, à Florence, 1399 ; — Dino, m. du C. des A., 1388, 1389, 1392, 1395 ; gonfalonier, 1399 ; — Guilielmo, m. du C. des A., 1352.

Bandelli : Arrigo, *id.*, 1393, 1397, 1399.

Barca (del) : Guido, *id.*, 1339, 1346 ; — Nese, *id.*, 1349.

Belloni : Andrea, *id.*, 1370, 1372, 1377, 1381, 1383 ; gonfalonier, 1375, 1379 ; ambassadeur à Florence, 1373 ; — Giovanni, m. du C. des A., 1352-1353.

Bocci : Andrea, *id.*, 1400 ; — Bonacorso, *id.*, 1390, 1396 ; gonfalonier, 1398 ; — Michael, m. du C. des A., 1397, 1399 ; — Paolino, *id.*, 1376, 1378.

Bonvisi : Neri, *id.*, 1390.

Brunelli : Davinuccio, *id.*, 1357, 1373 ; — Luiso, *id.*, 1392 ; — Tommassino, *id.*, 1378, 1380, 1381, 1383, 1389.

Burlamacchi : Arrigo, *id.*, 1373, 1376, 1378, 1380, 1381 ; — Francesco, *id.*, 1330, 1332, 1345 ; — Gherardo, *id.*, 1376, 1383 ; gonfalonier, 1387, 1390, 1391.

Buzzolini : Bartolomeo, m. du C. des A., 1353, 1357, 1360, 1361, 1370, 1372, 1374, 1377, 1380, 1383, 1397, 1398 ; gonfalonier, 1381, 1389, 1394 ; ambassadeur

* * *

Comment se constitua cette colonie?

Diverses causes contribuèrent à attirer les Lucquois à

à Florence, 1376 ; — Betto, m. du C. des A., 1352, 1354, 1355, 1359, 1369, 1373 ; gonfalonier, 1371 ; — Francesco, m. du C. des A., 1364, 1369, 1370, 1373, 1374, 1382, 1389, 1395, 1396 ; gonfalonier, 1370 ; ambassadeur à Florence, 1371 ; — Stefano, m. du C. des A., 1331, 1394, 1395, 1399 ; — Nello, *id.*, 1330, 1332, 1334, 1335, 1336, 1338 ; — Savino, *id.*, 1355, 1356.

Ognoli : Bartolomeo, *id.*, 1375, 1377, 1381, 1384 ; — Giovanni, *id.*, 1370, 1372, 1374, 1378, 1380 ; gonfalonier, 1376, 1379 ; — Manfredo, m. du C. des A., 1354, 1367, 1370 ; — Uberto, ambassadeur à Pistoie, 1345.

Genami : Guisfre, m. du C. des A., 1371, 1375, 1380, 1392 ; gonfalonier, 1376, 1383, 1391 ; — Niccolò, m. du C. des A., 1333, 1335.

Comi : Guisto, *id.*, 1370, 1373 ; — Jacobo, *id.*, 1395, 1397, 1399.

Dati : Andrea, *id.*, 1381, 1383, 1389, 1391 ; — Francesco, *id.*, 1355, 1356, 1358, 1361, 1367, 1370, 1377.

Porteguerra : Bartolomeo, *id.*, 1369, 1377, 1381, 1388, 1389, 1392 ; gonfalonier, 1373, 1378, 1383 ; ambassadeur à Gênes, 1373, à Avignon, 1376, à Florence, 1385, 1389 ; — Payano, m. du C. des A., 1332, 1333, 1334 ; — Vanno, *id.*, 1330, 1331.

Gallo (del) : Arrigo, *id.*, 1334, 1335, 1343, 1345, 1347 ; — Coste, *id.*, 1352, 1353, 1355, 1356, 1361 ; — Fedoccio, *id.*, 1333, 1335, 1336 ; ambassadeur près des Scaliger, 1336 ; — Pietro, m. du C. des A., 1332, 1333, 1347 ; chancelier, 1330, 1341 ; ambassadeur à Avignon, 1333.

Guidi : Guillelmo, m. du C. des A., 1354, 1371.

Guidiccioni : Francesco, *id.*, 1371, 1372, 1373, 1376, 1399.

Guinigi : les membres de cette famille occupèrent durant tout le xiv^e siècle presque sans discontinuer des charges de membres du Conseil des Anciens et de gonfalonier, jusqu'au jour où, en 1400, Paolo Guinigi s'empara du pouvoir.

Martini : Francesco, m. du C. des A., 1377, 1378, 1381, 1384, 1388, 1390, 1391 ; — Fredo, *id.*, 1354, 1356, 1358, 1366, 1373 ; gonfalonier, 1371, 1374, 1379, 1382 ; ambassadeur à Pise, 1364 ; — Lando, m. du C. des A., 1322, 1331, 1334, 1341, 1347 ; — Vanno, *id.*, 1330, 1333, 1335, 1339, 1340-1341.

Maulini ou *Maurini* : Bartolomeo, *id.*, 1353, 1354, 1355, 1356, 1358, 1361 ; ambassadeur à Pise, 1346 ; — Dino, m. du C. des A., 1335, 1336, 1338, 1347-1348 ; — Giovanni, ambassadeur à Florence, 1384, à Gênes, 1385, vers l'Empereur, 1373 ; — Naggio, m. du C. des A., 1351-1352, 1354, 1359.

Mercati : Appolinario, *id.*, 1322 ; — Guillelmo, *id.*, 1341-1342, 1345, 1347, 1350-1351, 1353, 1355 ; ambassadeur à Pise, 1345 ; — Lodovico, gonfalonier, 1370 ; ambassadeur près d'Urbain V, 1369, près de l'Empereur, 1373 ; — Michele, m. du C. des A., 1334, 1335-1336.

Moriconi : Datone, *id.*, 1335, 1338, 1347 ; — Dino, *id.*, 1347, 1353, 1376, 1377, 1379, 1388, 1390, 1392, 1395, 1396, 1398, 1399 ; gonfalonier, 1381 ; — Guillelmo, maître d'Alto Passo, 1394 ; — Lando, m. du C. des A., 1368, 1371, 1372, 1379, di Lando, 1381 ; gonfalonier, 1378, 1383, 1392 ; trésorier apostolique à Pérouse, 1393 ; banquier à Rome, 1397.

Passamonti : Francescino, m. du C. des A., 1330 ; — Francescotto, *id.*, 1361 ; — Parello, *id.*, 1330.

Poggio (di) : Arrigo, m. du C. des A., 1355, 1360 ; — Chello, *id.*, 1358, 1361,

Paris. Parmi elles, il faut donner une part importante à la décadence des foires de Champagne, qui fit, dès la fin du XIII^e siècle, refluer sur Paris les marchands qui avaient jusqu'alors eu leur principal établissement à Troyes, à Provins, à Lagny-sur-Marne¹; — à la fréquence des relations entre la France et l'Italie, à la suite des expéditions des Angevins dans la péninsule² et des campagnes de Charles de Valois en Toscane, où il compta les Lucquois parmi ses plus fidèles alliés³; — à l'emploi de nombreux Italiens par la royauté française comme agents financiers, surtout après la suppression de l'ordre du Temple, — et au développement considérable pris dans la première moitié du XIV^e siècle par Paris, centre de l'Europe occidentale, où affluaient toutes les richesses spirituelles, intellectuelles, matérielles.

1396; — Niccolò di Ceccorino, *id.*, 1393, 1395, 1400; commissaire à Imola, 1397, à Arezzo, 1382; ambassadeur à Padoue, 1384, près d'Urbain VI, 1386, du comte de Vertus, 1389, et à Florence, 1397; — Stefano, m. du C. des A., 1394, 1396, 1398; gonfalonier, 1400.

Rapondi, voir plus loin.

Russiglioni: Bendinello, m. du C. des A., 1331-1332, 1334, 1339; — Buglione, *id.*, 1350, 1352, 1356, 1358; — Guglielmetto, *id.*, 1353, 1361, 1373; — Puccino, 1347.

Sbarra, voir chapitre II.

Schiatta: Andrea di Benedetto, m. du C. des A., 1379; — Betto, *id.*, 1379, 1381, 1388, 1389, 1399; — Gasparri, *id.*, 1373, 1375, 1378, 1380, 1382, 1384, 1388, 1392, 1393, 1398, 1400; — Lando, *id.*, 1330, 1331, 1334; — Simone, *id.*, 1332-1333, 1334.

Sercambi: Giglio, *id.*, 1395; — Giovanni, *id.*, 1396; gonfalonier, 1397, 1400.

Spada: Filippo, *id.*, 1368, 1371, 1374, 1375, 1377, 1378, 1380, 1382; — Gherardo, *id.*, 1397, 1400; — Giannino, *id.*, 1364, 1369, 1370, 1371, 1373, 1374; ambassadeur à Florence, 1373, 1384, auprès d'Urbain VI, 1386; — Vanno, m. du C. des A., 1330, 1332, 1333.

Spiafame: Giovanni, *id.*, 1351-1352, 1371; — Simonetto, *id.*, 1378, 1379, 1381.

Tallinamele: Aldobrandino, m. du C. des A., 1346.

Totti: Francesco, m. du C. des A., 1382; — Giovanni, *id.*, 1377, 1379, 1380.

Trenta: Ciomeo, *id.*, 1352, 1355, 1358; — Federico, *id.*, 1352, 1354, 1357, 1369; gonfalonier, 1370, 1372; — Giovanni, m. du C. des A., 1352-1354; gonfalonier, 1400; — Lorenzo, m. du C. des A., 1375, 1398, 1399; — Matteo, *id.*, 1388, 1397; gonfalonier, 1400.

1. Les del Barca habitaient Troyes avant de se fixer à Paris; les Cassinel avaient dû avoir de profondes attaches à Lagny; les Spifame possédèrent des biens-fonds à Montjay et à Noisiel.

2. Cf. plus haut p. 51, note 2, ce qui concerne les Lucquois en Provence sous Charles I^{er} d'Anjou.

3. Joseph Petit, *Charles de Valois* (1270-1325). Paris, 1900, in-8°, p. 52-89. Ce prince fut reçu à Lucques, où on lui offrit de la soie, de la pourpre, de l'argent, et à la fin de 1301 il obtint des contingents d'hommes d'armes; en 1303, Lucques lui fournit 15,000 hommes de pied et 800 cavaliers.

A ces causes d'ordre général s'ajoutèrent les faveurs dont ne manquèrent pas de jouir à Paris les Lucquois, surtout lorsque, en 1334, Philippe VI eut acquis du roi Jean de Bohême la seigneurie de Lucques¹. Quelque théoriques que soient demeurés les droits du roi de France, cependant il en dut profiter pour favoriser l'établissement à Paris de ceux qu'il considérait comme ses sujets ; les lettres de naturalité et de bourgeoisie accordées aux Lucquois au xiv^e siècle tant par Philippe VI que par ses successeurs en sont une preuve². Car, si les Valois ne possédèrent pas effectivement Lucques, ils n'oublièrent pas leurs prétentions résultant de l'acte de 1334, et quand en 1398 Charles VI, au moment de son alliance avec Florence et de ses projets de descente en Italie, pensa y établir la domination française, un de ses premiers soins fut de faire faire des copies des documents de vente de la seigneurie de Lucques au profit de son bisaïeul³.

Puis survinrent les événements résultant de la guerre de Cent ans, l'insécurité et la ruine des campagnes, l'abandon de centres provinciaux jadis fréquentés, le reflux du commerce dans les villes et particulièrement à Paris. Enfin, à la

1. En octobre 1334, lors du mariage de sa fille Bonne avec Jean, duc de Normandie, fils aîné de Philippe VI, le roi Jean de Bohême, qui avait acquis Lucques en 1331 (Cipolla, *Storia delle signorie italiane*, p. 7), assigna sur la dot de 900,000 florins d'or donnée à sa fille la seigneurie de Lucques pour 180,000 florins. Philippe VI écrivit au Conseil des Anciens son intention d'envoyer prendre possession de la ville. Cette vente n'eut aucune suite. Suivant Villani, elle aurait été inspirée par les Lucquois, qui espéraient ainsi échapper aux menaces florentines. Mais Florence para le coup en poussant le roi de Naples Robert d'Anjou à protester auprès du roi de France, Lucques lui ayant appartenu, et en ayant été violemment dépouillé par Uguccone de Castruccio. — Voir, à ce sujet, Fumi, *Carteggio degli Anziani*, 1^{re} partie, p. 20, n° 45 ; — Villani, livre XI, p. 15 ; — et Salvatore Bongi, *Bandi Lucchesi del secolo decimo quarto*. Bologne, 1863, dans *Collezione di opere inedite o rare dei tre premi secoli della lingua*, p. 278 et suiv.

2. De bonne heure, les Cassinel étaient qualifiés chevaliers (Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 118). Les Isbarre eurent des lettres de bourgeoisie de Montpellier dès 1317 (Arch. nat., JJ 54^a, n° 70) ; les Avocats étaient bourgeois de Montpellier en 1332 (Furgeot, *ouvr. cité*, t. I, n° 579) ; Lande Belon était le 21 septembre 1324 bourgeois de Paris (Viard, *Journaux... de Charles IV*, n° 5833). En mai 1339, Édouard Tadolin recevait ce titre (Arch. nat., JJ 72, n° 142, et Viard, *Documents parisiens...*, t. II, p. 12, n° CCXIII) ; semblable octroi était fait à Barthélemy Spifame, déjà bourgeois de Montpellier, en janvier 1343 (*Ibid.*, t. II, p. 194, n° CCCXI). En 1349, Bethonet Turelli était bourgeois de Paris (Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 1089). En janvier 1384, Dine Raponde et ses frères recevaient ce titre (Arch. nat., JJ 124, n° 32) ; Bernard Bellenat, Benedic du Gal, les Cename, Gauvain Trente sont qualifiés bourgeois de Paris.

3. Arch. nat., J 990, n° 10.

fin de ce siècle, l'alliance intime entre la cour de Charles V et de Charles VI avec celle du duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, et les relations étroites entre Flandre et la France, surtout après le mariage de ce dernier prince avec Marguerite, fille et héritière de Louis de Maele, comte de Flandre, le luxe très grand, très raffiné, de tous les personnages princiers de cette époque, — Charles VI, Isabeau de Bavière, Louis d'Anjou, Philippe le Hardi, Jean de Berry, Louis d'Orléans, pour ne citer que les principaux, — l'intervention française dans la politique italienne et particulièrement en Toscane, toutes ces raisons attirèrent à Paris et à Bruges quantité de marchands et de trafiquants lucquois ; leurs colonies se multiplièrent, grandirent en force ; des intérêts communs les unirent ; ils formèrent des sortes de grandes entreprises commerciales, agissant et se développant dans les deux villes, où ils avaient des facteurs, des comptoirs et souvent double résidence¹.

Dès les premières années du xiv^e siècle, la colonie lucquoise de Paris était sans doute organisée, ainsi que le furent tous les groupements italiens dans les différentes villes qu'ils fréquentaient. Il exista de bonne heure à Paris une communauté de marchands italiens et milanais ; le sceau en a été conservé² ; en mars 1310, le procureur de cette communauté,

1. Voir, sur les rapports des princes avec ces Lucquois et sur les opérations commerciales de ces derniers, B. et H. Prost, *Inventaires mobiliers et extraits des comptes des ducs de Bourgogne*. Paris, Leroux, 2 vol. in-8°, 1902-1913 ; — de Laborde, *Les ducs de Bourgogne, études sur les lettres, les arts et l'industrie pendant le XV^e siècle*. Paris, Plon, 3 vol. in-8°, 1849-1852 ; — J. Guiffrey, *Inventaires de Jean, duc de Berry*. Paris, Leroux, 2 vol. in-8°, 1894-1896 ; — Douët d'Arcq, *Les comptes de l'hôtel des rois de France aux XIV^e et XV^e siècles*. Paris, 1865, in-8° ; — Id., *Comptes de l'argenterie des rois de France au XIV^e siècle*. Paris, Renouard, 1851, 1 vol. in-8° ; — Id., *Nouveau recueil des Comptes de l'argenterie des rois de France*. Paris, Renouard, 1874, 1 vol. in-8° ; — Champollion-Figeac, *Louis et Charles d'Orléans, leur influence sur les arts, la littérature... de leur siècle*. Paris, Comptoir des imprimeurs réunis, 1844, 1 vol. in-8° ; — Dehaisnes, *ouvr. cité* ; — J. Roman, *Inventaires et documents relatifs aux joyaux et tapisseries des princes d'Orléans-Valois*, dans *Recueil des anciens inventaires*. Paris, E. Leroux, 1876, in-8° ; — E. Jarry, *La vie politique de Louis de France duc d'Orléans*. Paris, Picard, 1889, 1 vol. in-8° ; — F.-M. Graves, *Quelques pièces relatives à la vie de Louis I^{er}, duc d'Orléans, et de Valentine Visconti, sa femme*. Paris, Champion, 1913, 1 vol. in-8°.

2. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 123 ; livre II, p. 67, sceau des Lombards de Bruges et des Florentins au delà des monts ; — cf. également G. Bigwood, *Sceaux de marchands italiens conservés dans les dépôts d'archives de Belgique*, dans *Revue belge de numismatique*, 1908, p. 217-236, 373-388, 468-476.

Martin de Lucques, signait une convention avec les surintendants chargés du règlement du passage des laines pour la sortie d'une certaine quantité de balles de laines¹ ; le 5 de ce même mois et de cette même année, Philippe IV lui concédait certains privilèges². S'agit-il là d'une communauté exclusivement milanaise ou faut-il entendre cette expression dans un sens vague et générique, identique à celui de Lombards sous lequel, jusqu'au xv^e siècle, furent fréquemment désignés les Italiens ? Il est impossible de le déterminer. Mais s'il s'agit d'une communauté générale de marchands italiens, quelques années plus tard les Lucquois constituaient un groupement particulier. Le 13 octobre 1324, en effet, la communauté des Lucquois payait au roi, par l'intermédiaire de Thote Guidi, receveur, une somme de 400 livres parisis³, et le 25 avril 1325 la communauté de ces mêmes marchands, « qui se non dicunt esse burgenses », — ce qui laisse entendre qu'alors un certain nombre d'entre eux jouissaient de la bourgeoisie parisienne, — faisait don au roi de 600 livres parisis pour la guerre de Gascogne⁴.

Aucun texte ne permet malheureusement de connaître ce qu'était cette communauté ; mais il est très vraisemblable que, de même que la confrérie religieuse du Santo Volto, elle eut une organisation bien déterminée, avec des statuts et des règlements liant ceux qui en faisaient partie. Elle devait être constituée, ainsi que celle de Londres, sur les mêmes bases que la communauté lucquoise de Bruges, sur laquelle on est bien mieux renseigné. Dans cette dernière ville, où les Lucquois tinrent une grande place au xiv^e et au xv^e siècle, la colonie avait à sa tête un consul, — tenu à la résidence et qui ne pouvait s'absenter sans s'être pourvu d'un remplaçant, — trois conseillers, deux « operarii », deux « pacieri » ; ces officiers, élus par les Lucquois de la ville, veillaient à

1. Arch. nat., JJ 45, n° 53. Un autre acte du même jour et relatif à ce transport de laines mentionne également cette communauté. C'est un privilège accordé à maître Pierre de Chalon, chanoine d'Autun, lui accordant le droit exclusif de percevoir un courtage, en raison des conventions passées avec la communauté des marchands milanais, pour l'exportation des laines hors du royaume.

2. *Ibid.*, n° 91.

3. J. Viard, *Journaux... de Charles IV*, n° 5927 : « De Thoto Guidi, receptore pro sua recepta 400 l. p. cont. pro communitate de Luqueis, per Regem. »

4. *Ibid.*, n° 7463.

tout ce qui concernait le groupement, exerçant une juridiction sur ses membres, s'occupant de leurs rapports avec les pouvoirs publics et les autorités locales. Tout Lucquois arrivant à Bruges pour la première fois était solennellement reçu, d'abord le premier dimanche de septembre, plus tard le 15 août ; il jurait obéissance aux officiers et observance aux statuts de la colonie. Le consul et le conseil prenaient des décisions, infligeaient des amendes, prononçaient des exclusions. Toutes ces sentences étaient officiellement notifiées au gouvernement de Lucques¹.

Que cette organisation n'ait pas été particulière à Bruges, mais qu'elle ait existé partout où les Lucquois étaient nombreux, c'est ce dont on ne saurait douter en voyant la communauté de Bruges tenir celles de Londres et de Paris au courant des décisions qu'elle avait prises, et en constatant qu'une sentence rendue ou à Bruges, ou à Paris, ou à Londres, était exécutoire dans les autres villes. C'est ce qui se produisit en juillet 1378. Deux Lucquois, Jean Interminelli et Tomasso si ser Lando, ayant encouru une condamnation à Bruges, on en informa la communauté de Londres et celle de Paris, et, Interminelli ayant été exclu de la colonie brugeoise, on le signifia, afin qu'il ne fût pas reçu dans les groupements des deux autres villes. En octobre 1382, on notifia également de Bruges à Paris et à Londres une condamnation de 125 florins encourue par Francesco Panichi et Lazzaro Guinigi. Inversement en 1378, Pietro di Buono ayant encouru une peine à Bruges et s'en étant disculpé victorieusement à Paris, les Lucquois parisiens signifèrent aux Brugeois qu'il n'y avait pas lieu de maintenir l'exclusion et l'amende prononcées contre Pietro, et cette lettre était signée : « Vestri fratelli la comunità dei Lucchesi abitanti in Parigi². »

1. Voir les très importants mémoires de monsignore Telesforo Bini, *Su i Lucchesi à Venezia, memorie dei secoli XIII et XIV*, lettre alla I. et R. Accademia Lucchese, dans *Atti della I. et R. Accademia Lucchese*, t. XV (1855), p. 1 à 239 ; t. XVI (1857), p. 1 à 177 ; — et les additions de Salvatore Bonzi intitulées : *Della mercatura dei Lucchesi nei secoli XIII et XIV*, *Ibid.*, t. XXIII (1884), p. 441 à 523. — Ce qui se rapporte à Bruges se trouve t. XV, p. 137 à 157. — A Nîmes, dès 1277, les Lucquois avaient à leur tête deux consuls (cf. plus haut, p. 52, note 1).

2. Bini, *art. cité*, dans les *Atti*, t. XV, p. 150. Voir également la lettre des Lucquois de Londres à ceux de Bruges, le 1^{er} mai 1379 (*ibid.*, p. 157).

Les Lucquois paraissent donc avoir eu à Bruges, à Londres, à Paris et partout où ils formèrent une colonie, une organisation identique, une communauté avec des statuts, des règlements, une juridiction sur ceux qui en faisaient partie ; ces communautés demeuraient en rapport avec la seigneurie toscane, et elles avaient entre elles des liens d'une étroite solidarité. Cela ne saurait surprendre, si l'on se souvient du soin avec lequel partout ils fondèrent des chapelles et des confréries en l'honneur du Santo Volto.

La communauté parisienne n'avait pas manqué, elle aussi, de se grouper autour de l'image vénérée, et la date à laquelle fut institué ce culte doit correspondre à une époque où la colonie avait pris un développement déjà considérable. Ce fut dans l'église du Saint-Sépulcre, érigée par le duc Louis I^{er} de Bourbon en 1328¹, rue Saint-Denis, près de la rue de la Cossonnerie, qu'une famille de riches merciers lucquois, importants fournisseurs de la cour des Valois, les Belloni ou Bellenati, fonda le 15 juillet une chapellenie en l'honneur du Santo Volto. Les deux frères Belloni, Lande et Huguelin, avec leurs femmes, Geneviève et Nicole, Pierre Sevestre, gendre d'Huguelin, et sa femme Oursine, firent une donation de 300 livres parisis afin d'assurer à l'autel du Santo Volto une messe quotidienne, leur vie durant, et après leur mort, une messe de requiem, d'être associés à toutes les cérémonies religieuses du Saint-Sépulcre, et d'avoir trois sépultures pour eux et leurs familles dans cette chapelle. Un prêtre y fut spécialement attaché². D'autres donations en augmentèrent la richesse. Un Lucquois légua 100 livres pour permettre d'acheter le terrain de l'église ; ce Lucquois était sans doute Pierre Sevestre³, car parmi les fondations mentionnées comme ayant été faites par plusieurs de ses parents on retrouve celles dues à Nicole, femme d'Huguelin, qui donna deux maisons aux gouverneurs de l'église ; ces derniers les

1. Cf. abbé Lebeuf, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris* (éd. Cocheris), t. II, p. 233-250.

2. Arch. nat., L 588, n° 20. Cet acte porte au dos, et d'une main contemporaine, la mention suivante : « Copia lettere B. Benenati, mercatoris de Lucca, super facto capellanie de S. Sepulchro. »

3. Arch. nat., L 586, n° 1. Il est, en effet, indiqué comme neveu de Lande Belloni.

vendirent 1,200 francs, à charge de 8 livres parisis de rente. Dans ses dispositions testamentaires, la même bienfaitrice légua tous ses biens au Saint-Sépulcre. Lande Bellon, de son côté, avait également doté la chapelle d'une somme de 500 francs, et Benedic du Gal donna 100 francs pour l'augmentation de la chapelle et 200 francs pour l'église et l'hôpital du Saint-Sépulcre¹. Grâce à ces dons et à ces legs, la chapelle du Santo Volto ou Saint Voul, devenu le Saint Vaudelu, fut très prospère ; elle fut convertie en canonikat le 19 février 1552 et subsista jusqu'à la Révolution française².

Ce fut peut-être cette dévotion très particulière au Santo Volto qui détourna les Lucquois d'autres fondations pieuses en faveur des églises paroissiales sur le territoire desquelles ils habitaient. On ne relève, en effet, que très peu de traces de leurs générosités à l'église Saint-Jacques-de-la-Boucherie, dont la majeure partie d'entre eux dépendait. Seuls les Bondoz³ et les Belloni⁴ figurent parmi les marguilliers et les bienfaiteurs de cette église.

Il est à peine besoin de rappeler que, ainsi qu'il était habituel au moyen âge pour gens de même métier et de même origine, les Lucquois formaient à Paris un groupement topo-

1. Arch. nat., L 586, n° 1.

2. Dans le procès-verbal d'apposition des scellés, dressé le 2 décembre 1790 (Arch. nat., S 922), on relève les mentions suivantes : « Dans une chapelle dite Saint-Voul. Item, une petite grille de fer à deux vantaux, un petit dessus d'autel aux deux côtés du tabernacle, garni de formes de chandeliers en bois doré, deux bras de fer pour poser des cierges, une porte de tabernacle de cuivre doré avec figures. Item, dans le tombeau, une petite lampe de verre. Ladite chapelle boisée en bois de chêne, un marchepied à six échelas, un tableau peint sur toile dans un cadre de bois peint en jaune représentant deux évangelistes. » — L'inventaire des peintures, fait par M. Doyen, le 4 décembre 1790, contient la description des peintures de cette chapelle, sise dans la nef : « Histoire de Saint Voul en dix parties par le mesme [maître flamand] ; autres sujets de la vie de saint Voul, en dix parties, par le mesme. »

3. Jacques Bondoz figure comme marguillier en 1282 (Arch. nat., S 3376, n° 33) ; cf. Meurgey, *Histoire de la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie*, p. 123. — Le 11 décembre 1306, Bonvisus dit Bondoz légua à la fabrique de Saint-Jacques tout son droit sur une maison où il habitait, sise rue de la Buffeterie, tenant à la maison de Jacques Bondoz (Arch. nat., S 3380, liasse 5 ; cf. Meurgey, *ouvr. cité*, p. 148). Cette maison était à l'enseigne de la *Nef d'argent* ; la donation en était faite pour la fondation d'un office canonial (Arch. nat., LL 782, fol. 54 v°, art. 2).

4. Colin Bellon était marguillier entre 1417 et 1425 (Meurgey, *ouvr. cité*, p. 124). Le 31 janvier 1414, il vendit aux marguilliers de Saint-Jacques une maison rue Pierre-au-Lait moyennant 150 livres (*Ibid.*, p. 145).

graphique compact. Le centre d'habitat des Italiens ou des Lombards se trouvait dans la rue qui, primitivement nommée rue de la Buffeterie, devint, grâce à eux, à la fin du XIII^e siècle, la rue des Lombards. C'est dans cette rue et dans ses environs immédiats que s'étaient groupés les Lucquois. Leur centre paraît avoir été rue de la Vieille-Monnaie, et peut-être est-ce à eux qu'il faut faire remonter l'origine du nom donné à l'une des maisons de cette rue, appartenant au chapitre de Notre-Dame, et qui était encore au XVI^e siècle appelée l'*École des Lombards*¹. La rue de la Vieille-Monnaie, aujourd'hui disparue, était parallèle à la rue Marivaux (aujourd'hui rue Nicolas-Flamel) et à la rue Saint-Denis; elle aboutissait au nord à la rue des Lombards, au sud à la rue des Écrivains, disparue lors du percement de la rue de Rivoli; elle prolongeait la rue Quincampoix.

C'était là un véritable fief lucquois. Les Bonvisi Bondoz, Sevestre de Lucques, leur parent, avaient des immeubles et habitaient rue des Lombards², de même que les L'Esclat³. Les Lucquois énumérés dans les tailles de 1296 et des années suivantes⁴ résidaient dans la rue de la Vieille-Monnaie. Les Belloni, fondateurs de la chapelle du Santo Volto, étaient possesseurs de plusieurs maisons rue Marivaux, où, au XV^e siècle, existaient encore les étuves Nicolas Bellon⁵. Les Isbarre avaient acquis des immeubles au coin oriental de la rue de la Vieille-Monnaie et de la rue des Lombards⁶, immeubles qui s'accrurent, à la fin du règne de Charles VI, de ceux qui furent alors confisqués sur les Spifame⁷. Ces derniers, également originaires de Lucques, et fixés à Paris dès le règne de Philippe VI, avaient trois ou quatre hôtels rues de la Vieille-Monnaie, de Marivaux et des Lombards; ces hôtels, confisqués au début du XV^e siècle, furent, après la rentrée de Charles VII, rendus à leurs propriétaires primitifs

1. Arch. nat., S 1383.

2. Arch. nat., S 3376, n° 33.

3. Voir plus loin, p. 70.

4. Voir plus haut, p. 56.

5. Longnon, *Paris sous la domination anglaise*, n° XXVIII, p. 54.

6. Arch. nat., S 1088. Le 9 juin 1433, l'héritié d'Augustin Isbarre vendait une maison rue de la Vieille-Monnaie.

7. Longnon, *ouvr. cité*, n° XXVIII, p. 51. Charles VI, devant 3,000 livres à Augustin Isbarre, lui fit don de ces maisons en septembre 1422.

qui les possédaient encore au ^{xvii}^e siècle ¹. A côté de ces propriétés des Spifame se trouvaient des maisons que Dine Raponde donna à son frère Jacques ² ; après la mort de ce dernier, Henri VI, à qui il avait laissé une partie de sa fortune, en fit don à un autre Lucquois, Jacques Bernardini ³. De ce même côté, une autre famille lucquoise apparentée aux Raponde, celle des Cename, était possesseur de maisons touchant à celles des Spifame et des Isbarre⁴ ; l'une d'elles était en 1422 louée au Lucquois Jacques Mercati ⁵. Dans le voisinage demeurait Colin de Forteguerre, qui avait peut-être succédé à ses parents Jean ⁶ et Forteguerre⁷ de Forteguerre, après que ce dernier eut été décapité à Lucques d'ordre des Guinigi ; sa maison⁸ paraît avoir été celle que l'on appelait la maison « du Poids du Roi » et non loin résidaient d'autres Lucquois, les Burlamacchi ⁹.

De l'autre côté de la rue de la Vieille-Monnaie étaient les hôtels de Pierre de l'Esclat ¹⁰, et les cinq pignons et corps de logis avec puits, jardins, étables, écuries, galeries qui constituaient l'hôtel célèbre pour son luxe de Dine Raponde, et

1. Longnon, *ouvr. cité*, n° XXVIII, p. 51. — En 1630, Jean Spifame, sieur des Granges, possédait encore la maison de l'*Image Notre-Dame* (Arch. nat., S 1462¹, fol. 214), et les héritiers de Raoul Spifame, dont sa fille Isabelle et son gendre Elie de la Cour, détenaient avant 1595 l'hôtel de la *Licorne*. A cette même époque, ils possédaient encore quatre autres maisons faisant corps avec les deux ci-dessus mentionnées, dont les maisons des *Grosses-Patenotres* et du *Chant d'alouette*.

2. Arch. nat., S* 1461¹, fol. 476, 16 septembre 1397. J. Bourgeois, procureur de Dine Raponde, se dessaisit d'une maison, « court et jardin, rue de la Vieille Monnaie..., laquelle il avoit donnée à Jacques Raponde, son frère, sans jamais rappeler, pour accroissement de son bien. » Sur le sort de cette maison au ^{xvi}^e siècle, cf. Longnon, *ouvr. cité*, n° XXVIII, p. 53.

3. Longnon, *ouvr. cité*, n° CLXVI, p. 342.

4. *Ibid.*, n° XXVIII, p. 53.

5. *Ibid.*

6. Jean de Forteguerre, qui s'occupait de vente de bijoux, eut un assez bizarre procès au Parlement en 1384, au sujet d'un diamant vendu par lui à Gui de la Trémoille. Dans cette affaire furent mêlés d'autres Lucquois, Bauduche Bellini et Henri Orlant (Arch. nat., X^{1a} 1472, fol. 362 v^o).

7. Arch. nat., X^{1c} 85^c, accord du 11 avril 1403.

8. *Ibid.*, LL 339-340, fol. 188, 1425, 25 octobre : « Ordinum est quod continuatur processus contra Forteguerra ad causam redditus sue domus vici Veteris Monete. »

9. *Ibid.*, S 1461¹, fol. 471, à la date du 22 novembre 1403.

10. Les maisons de Pierre de l'Esclat étaient voisines de l'hôtel de Dine Raponde (voir plus loin, Appendice II).

qui, après sa mort, était échu à ses neveux les Cename, dont il demeura la propriété de leurs descendants jusqu'en 1573¹.

Indépendamment de ce groupement compact rue de la Vieille-Monnaie, les Lucquois possédaient des hôtels dans diverses autres rues et quartiers de Paris. Les Cassinel habitaient vers 1312 dans la Cité, place Saint-Michel², et François Cassinel se faisait donner en juillet 1329 l'hôtel de Pierre Remi, rue Vieille-du-Temple³; Baptiste Arnolfini en possédait un, rue de la Verrerie, à l'enseigne de l'*Image Saint-Marc*⁴; Paul Buzzolin était propriétaire rue des Ménétriers⁵; Benedic du Gal avait le sien près Sainte-Opportune, et c'est chez lui que fut, en 1378, déposé ce qui appartenait à Jacques de Rue, complice de Charles le Mauvais, roi de Navarre, lors de son arrestation⁶; Pierre de l'Esclat était propriétaire rue Pain-Mollet⁷; les Belloni rue Pierre-au-Lait⁸; Jacques Raponde avait acquis un hôtel rue Michelle-Comte⁹; les Isbarre s'étaient fait octroyer la maison de l'ancien chancelier Henri de Marle, rue du Comte-de-Damartin¹⁰.

En outre, nombre d'entre eux étaient, dès cette époque, devenus d'importants propriétaires fonciers. Les Cassinel, à qui Philippe IV avait donné le moulin de Lunel en Bas-Languedoc et la châtellenie de Gallargues, étaient seigneurs de

1. Sur cet hôtel et sur la rue de la Vieille-Monnaie, voir plus loin, Appendice II.

2. Piton, *ouvr. cité*, p. 116.

3. J. Viard, *Documents... de Philippe VI*, t. I, p. 61, n° XLVII.

4. Arch. nat., X^{1a} 1480, fol. 306.

5. Arch. nat., S 1447³, fol. 5.

6. Bibl. nat., P. O. 1266, *du Gal*, n° 9 : Envoi par les gens des Comptes, au receveur de Paris, des biens de Jacquet de Rue, trouvés en l'hôtel de Benedic du Gal, demeurant à Paris, près Sainte-Opportune, et montant à mii^c mii^{xx} xii fr. viii d. p., le priant de les vendre et de payer aud. du Gal 47 fr. d'or pour le voiturage. — Le 10 juin (*Ibid.*, n° 10), quittance de du Gal pour le voiturage des biens « trouvez en mon hostel, où je demeure près Sainte-Opportune ».

7. Longnon, *Paris...*, p. 62, note 1, n° XXXI.

8. Meurgey, *ouvr. cité*, p. 145.

9. Arch. nat., S 1384, fol. 19 v°. — Cette maison, occupée ensuite par maître Thibaud de Vitry, était située entre celle de Robert Darnetal et celle de Jacques Testard et Oudin La Dehors. Cf. Pierre Champion, *François Villon, sa vie et son temps*. Paris, H. Champion, 1913, 2 vol. in-8°, t. I, p. 160.

10. Longnon, *Paris...*, p. 58, n° XXX.

Bagnolet, de Romainville et de Pomponne¹; les Isbarre avaient acquis le fief du château à Meudon et l'île Véron ou du Prévost entre Poissy et Villennes²; les Spifame avaient un hôtel à Chaillot, avec jardins et vignes, l'hôtel de la Forêt, près Montjay, avec cour, granges, pressoirs, colombier, jardins, pourpris, fossés et pont-levis, des prés, un étang de 7 arpents, 72 arpents de bois, des vignes à Saint-Thibaut-des Vignes, 200 arpents de terre labourable à Noisiel, un moulin à tan au-dessous du pont de Charenton³; les Raponde étaient possessionnés aux territoires d'Issy et de Vanves⁴; Benedic du Gal avait reçu de Charles VI une maison et des terres à Charonne⁵.

* * *

Ces Lucquois exercèrent les divers métiers auxquels leur industrie les rendait aptes. Leurs professions étaient multiples, et ils paraissent s'y être livrés simultanément. Trafiquant et important les draps de prix, les velours, les cendaux, les soies tissées d'or et d'argent et les célèbres fils d'or et d'argent dont s'enorgueillissait leur commerce, ils trouvèrent à Paris un débouché particulièrement fructueux, et nombre d'entre eux y joignirent l'avantageuse pratique du trafic de l'argent. Les noms mentionnés dans les plus anciennes tailles sont ceux de facteurs et d'agents des sociétés bancaires des Corbollani, des Guinigi, des Onesti, des Ricciardi. Certains, à cette époque, figurent également comme marchands vendant des étoffes de prix aux grands seigneurs⁶.

1. C. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 116-117.

2. L. Mirot, *Les d'Orgemont, leur origine, leur fortune. Le procès du Boiteux d'Orgemont*. Paris, 1913, 1 vol. in-8°, p. 172, note 3.

3. Longnon, *ouvr. cité*, p. 54-55, n° XXVIII.

4. A. Tueley, *Testaments enregistrés au Parlement de Paris sous le règne de Charles VI*, dans *Collection de Documents inédits sur l'histoire de France*. Paris, Impr. nationale, 1880, in-4°, p. 553 et suiv., n° XXXVII.

5. L. Lambeau, *Histoire des communes annexées à Paris en 1859. Charonne*. Paris, Leroux, 1916, in-8°, t. I, p. 359.

6. Les Belloni ou Bellenati fournissaient dès 1319 des cendaux, des draps d'or au comte de Flandre (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 304); en 1321, Lande Belloni vendait semblables étoffes aux comtesses de Hainaut et de Flandre (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. I, p. 259, 274, 282, 285, 304, 308). — Bernard de l'Esclat vendait en 1324 des bijoux à la fille du comte de Hainaut (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 304). — Henri Raponde était en 1319 fournisseur du comte de Hainaut (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. I, p. 100). — Bauduche Castigat vendait des bijoux à Charles IV en 1323 (Viard, *Journaux... Charles IV*, n° 3745).

D'autres étaient déjà devenus des fonctionnaires royaux, maîtres des monnaies du roi, tels les Cassinel¹ et les Isbarre²; les Tadolin sont maîtres de la monnaie du comte de Saint-Pol³. La ruine des grandes compagnies bancaires au début du xiv^e siècle ne semble pas avoir porté atteinte à leur colonie, et les comptes royaux permettent de les retrouver sous les derniers Valois et les premiers Capétiens comme officiers financiers, receveurs, maîtres des monnaies, comptables des deniers royaux⁴, et fréquemment comme bailleurs de fonds et prêteurs d'argent aux princes⁵. Dès cette époque, ils paraissent, et cela se généralisera ultérieurement, avoir eu des intérêts communs à la fois à Paris et à Bruges.

A côté des agents financiers, d'autres, trafiquant plus spécialement avec l'Angleterre, étaient surtout marchands et courtiers en laines, tels Checo Avoccati⁶, Castruccio Morla⁷,

1. En 1298, Betin Cassinel était monnayeur de Paris (voir plus haut, p. 56); cette même année, son frère Sarnacus exerçait les mêmes fonctions à Sommières (*Ibid.*). — Cf. Viard, *Documents parisiens...*, t. I, p. 60, n° XLVII, note.

2. Sur les Isbarre, voir plus loin, chapitre II.

3. Arch. nat., K 902, n° 3.

4. A côté des Cassinel, il faut mentionner d'autres Lucquois : 1° les GUIDI, dont l'un, Vanne, fut maître des monnaies de Tournai et de Troyes (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 234); Thote, son frère, fut un actif agent financier des rois de France; il était en 1314 receveur du roi (*Ibid.*, t. I, p. 111); on le retrouve dans ces mêmes fonctions en 1323 et 1324 (Viard, *Journaux... de Charles IV*, n° 2839), et il était alors receveur des sommes que la communauté parisienne des Lucquois devait payer au roi (*Ibid.*, n° 5927). Cf. la notice de Bigwood (*ouvr. cité*, t. I, p. 199). — 2° Les MORICONI. Nicolas Moriconi tint, en 1360, la monnaie de Chaumont (F. de Saulcy, *Recueil de documents relatifs à l'histoire des monnaies frappées par les rois de France depuis Philippe II jusqu'à François I^{er}*, t. I, 1879, dans *Collection de documents inédits*, et t. II-IV. Caen, Delesques, et Mâcon, Protat, 1888-1892, 3 vol. in-4°, t. I, p. 458), et Laurent Moriconi était, en 1365 et 1367, maître de la monnaie de Toulouse (*Ibid.*, t. I, p. 493, 503). — 3° Les LESCLAT. Jean de l'Esclat, père du futur conseiller de Charles VI, fut maître de la monnaie de Troyes de 1358 à 1374 (de Saulcy, *ouvr. cité*, t. I, p. 379, 381-382, 387, 500, 503, 506, 520, 532). — 4° Les DEL PODDIO furent également maîtres des monnaies de Montpellier et de Sommières (Viard, *Journaux... de Charles IV*, n° 613, et Saulcy, t. I, p. 171, 182 et 198).

5. Vanne Guidi prêtait en 1329 1,400 livres à Guillaume du Hainaut (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 79); en 1334, le comte de Flandre lui devait, ainsi qu'à P. de Podio, 12,572 livres 4 sols tournois (*Ibid.*, p. 74). Jacques Isbarre prêtait de l'argent aux comtes de Blois et de Namur en juin 1318 (*Ibid.*, t. I, p. 82). Chelle Isbarre avançait 240 livres parisis à Charles IV et 1,000 livres un peu plus tard (Viard, *Journaux... de Charles IV*, n° 5862, 9868). — Lande Belloni en 1324 prêtait à Charles IV 240 livres pour la guerre de Flandre (*Ibid.*, n° 5833).

6. J. Viard, *Journaux... de Charles IV*, n° 3903.

7. *Ibid.*, n° 495. Dans ce texte sous la forme Morli.

Michael Garuccio¹. Certains étaient vendeurs de poisson, comme Renuche de l'Épée², ou marchands de chevaux, comme Vanne de l'Esclat³; on en voit remplissant les fonctions de sergents au Châtelet, comme Foucaut de Lucques⁴. Des familles qui furent parmi les plus importantes, tels les Belloni, étaient plus spécialement demeurées fidèles au commerce de merceries et furent, de Philippe VI à Charles VI, parmi les plus grands fournisseurs de la cour de France⁵.

En général, et c'est ce que l'on constate pour ceux dont on peut suivre avec quelques détails la vie, surtout dans la seconde partie du xiv^e et les premières années du xv^e siècle, leurs aptitudes multiples leur permirent d'exercer leur activité dans toutes sortes de branches. S'ils ne paraissent pas avoir eu, comme les Florentins, de véritables banques adonnées exclusivement au commerce de l'argent, ils semblent avoir plutôt uni au commerce de mercerie, entendu dans le sens très large que l'on donnait alors à ce négoce, des opérations de prêt et de crédit, pouvant être considérées comme se rapportant plus ou moins à leur principal métier. En même temps, certains d'entre eux furent, comme leurs prédécesseurs, employés par la royauté française comme agents financiers, cumulant parfois ces fonctions avec des occupations mercantiles, et il en est même, tel Dine Raponde, qui devinrent, nous le verrons plus tard, de véritables mi-

1. J. Viard, n° 3902.

2. Ibid., *Documents parisiens...*, t. II, p. 357, n° CCCXXXVI.

3. Ibid., *Journaux... de Philippe VI*, p. 472, n° 2678.

4. Ibid., n° 1211.

5. En 1319, Lande Belloni vendait des étoffes à la comtesse Mahaut (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 304); il fut le fournisseur attitré des cours de Flandre et de Hainaut (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. I, p. 259, 274, 282, 285, 304, 308); Bernard Belloni fut l'un des marchands qui vendirent le plus à Charles V (Delisle, *Actes et mandements divers de Charles V*, n° 82, 520, 612, 618, 672, 715, 736, 982, 995, etc.). Divers personnages de cette famille, fondatrice de la chapelle du Santo Volto en l'église du Saint-Sépulcre, sont connus, tels Lande et Huguelin, ainsi que leurs femmes Geneviève et Nicole, Pierre Sevestre, gendre d'Huguelin, et sa femme Oursine (voir plus haut, p. 67), Bernard, le fournisseur de Charles V, et son frère Bauduche Belloni (Arch. nat., X^{1c} 52^b, n° 235). Bernard, qui était mort avant 1386, avait trois filles, Jeanne, épouse de Jean Botier, clerc secrétaire de Charles VI et du duc d'Orléans, Gillette, femme de Simonnet de Lisle, écuyer, valet de chambre de Charles VI et du duc de Berry, et Bonne, qui épousa Jean des Plantes, bourgeois de Paris (*Ibid.*, X^{1c} 76^a, n° 122). Un Colin Bellon existait au début du xv^e siècle (voir plus haut, p. 68, note 4).

nistres des finances des ducs de Bourgogne dans leur comté de Flandre. Certains entrèrent dans les grands conseils de la couronne, comme Pierre de l'Esclat, conseiller au Parlement de Paris et président en la Cour des aides. Enfin, surtout à la fin du xiv^e siècle, il paraît bien que cette communauté, dont la majorité des membres habitait indifféremment Paris et Bruges¹, ait constitué, du moins pour ceux qui s'occupaient de négoce, des associations commerciales et des sociétés d'affaires dont les intérêts semblent avoir été communs². Sans qu'il soit possible de suivre en détail cette évolution, on peut cependant s'en rendre compte en étudiant quelques-uns d'entre eux dont la vie est connue.

Édouard Tadolin, parent de Jeannin Tadolin, maître de la monnaie du comte de Saint-Pol en 1306³, fournissait en 1349 la cire pour l'éclairage de l'hôtel du roi⁴; en 1350, il était chargé de s'occuper des tentures et de l'éclairage pour les obsèques d'Agnès, fille de Jean le Bon⁵, et il fournissait la cour d'orfèvrerie, de vaisselle plate et de merceries, pour une somme de 2,234 livres en quatre mois⁶; en même

1. Tous les Lucquois parisiens, tels les Raponde, les Spifame, les Isbarre, les Trenta, les Totti, les Guinigi, avaient à la fois des comptoirs et à Paris et à Lucques. Cf. Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 190.

2. Les Raponde avaient fondé une Société à la tête de laquelle se trouvait Dine Raponde (voir plus loin, chapitre III). — D'autre part, tous les Lucquois paraissent, d'après les très nombreux actes les concernant, avoir formé des associations commerciales entre eux. Ainsi Forteguerre de Forteguerre et Nicolas Maulin avaient formé une société où Forteguerre était créancier d'une somme de 13,000 francs. Forteguerre ayant été décapité à Lucques, ses biens furent confisqués, et Nicolas Maulin qui, depuis sa mort, survenue en 1392, avait eu l'administration de la compagnie, fut sommé par le procureur du roi de fournir des comptes. Il cita au Parlement de Paris divers Lucquois, dont certains fréquentant ou habitant Paris, tels Jean Totti et sa femme, fille dudit Forteguerre, Jacques Rougy, sa femme Simonne, dame Mouchine, veuve de Forteguerre et épouse en secondes noces d'Antoine del Veltro, Jean Forteguerre, fils du défunt, Dine Forteguerre et même Paolo Guinigi, seigneur de Lucques. Le Parlement le condamna à payer au roi le reliquat de l'actif de la société, et cette somme fut abandonnée par Charles VI au duc de Bourgogne. Finalement un accord intervint le 11 avril 1403. Maulin obtint remise de sa dette moyennant paiement de 1,200 livres tournois au duc de Bourgogne (Arch. nat., X^{1e} 85, n° 322).

3. Voir plus haut, p. 73.

4. Il fournissait en juin 1348 400 livres de cire (J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 1608; cf. également *ibid.*, n° 503).

5. J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 5034.

6. *Ibid.*, n° 3246.

temps, il devenait maître des monnaies ¹ et percevait en 1349, au nom du roi, les deniers provenant de la levée des décimes dans certaines provinces et certains diocèses du royaume ². Il avançait au roi en 1353 près de 6,000 livres ³ ; en 1361, on le retrouve général maître des monnaies ⁴, et, devenu en 1370 payeur royal, il faisait prendre patience aux membres du Parlement pour le paiement de l'arriéré de leurs gages ⁵.

De son côté, Barthélemi Spifame, naturalisé sous Philippe VI, en 1342 ⁶, était à la fois créancier du roi ⁷, marchand de draps et de cendaux ⁸, fournisseur de toutes les tentures et draps pour le sacre de Charles V ⁹, maquignon ¹⁰, agent financier ¹¹ et mêlé, peut-être comme prêteur, aux emprunts se rapportant à la lutte contre l'Angleterre ¹².

La fortune de Benedic du Gal et de Pierre de l'Esclat fut encore plus grande.

Le premier devait être apparenté à Nicolas du Gal, courtier-pointier du roi en 1342 ¹³ ; il apparaît vers 1380 comme changeur, prêtant de l'argent à Wenceslas, comte de Hainaut ¹⁴, comme orfèvre, fournissant des pièces d'orfèvrerie et des chasubles au duc de Bourgogne ¹⁵, et comme mercier, vendant des pièces de velours à Regnaut de Trie ¹⁶. Quelques années plus

1. J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 3246.

2. Bibl. nat., Pièces orig. 2784, *Tadolin*, n° 3 ; — cf. J. Viard, *ouvr. cité*, n° 1211, 2973, 3231, 3228.

3. Moranvillé, *ouvr. cité*, n° 189 ; exactement 5,399 livres 19 sols 7 deniers obole.

4. Bibl. nat., Pièces orig. 2784, *Tadolin*, n° 2.

5. S. Luce, *Discours prononcé à l'Assemblée générale de la Société de l'histoire de Normandie*, 1882, p. 9.

6. J. Viard, *Documents... de Philippe VI*, t. II, p. 194, n° CCCXI.

7. Il prêtait au roi 70 livres 9 sols parisis en novembre 1345 (cf. J. Viard, *Journaux... Philippe VI*, n° 605).

8. Il fournissait en 1352 huit pièces de cendal de graine pour l'oratoire de Blanche de Bourbon, femme de Pierre le Cruel (Doüet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*, p. 187).

9. Delisle, *Mandements...*, n° 151.

10. Bibl. nat., P. O. 2724, *Spifame*, n° 5, achat de coursiers pour le duc de Normandie, le 24 avril 1363.

11. Bibl. nat., P. O. 2724, *Spifame*, n° 1, 2 ; — Doüet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*, p. 200.

12. *Ibid.*, n° 6, 18 février 1373 ; quittance de Barthélemi Spifame de 8,000 fr. d'or reçus pour le fait de l'armée de la mer.

13. Doüet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie...*, p. 20.

14. Bigwood, *ouvr. cité*, t. II, p. 28.

15. Prost, *ouvr. cité*, t. II, fasc. I, p. 79, n° 470, et p. 81, n° 479.

16. Bibl. nat., P. O. 1266, *du Gal*, n° 11.

tard, il avait rendu d'assez grands services à Charles VI pour que ce dernier lui fit don d'une maison à Charonne¹. Devenu panetier de Philippe le Hardi², il était en 1388 conseiller en la Chambre des monnaies de Paris³; le roi le chargeait d'enquêter sur les agissements des changeurs de Tournai⁴; en 1395, il était maître général des monnaies de France⁵, ce qui ne l'empêchait pas de s'occuper d'affaires commerciales. Il avait, en effet, en 1389 loué au duc de Bourgogne un vaisseau garni, s'engageant à le rendre dans un délai de trois ans, moyennant une redevance fixe de 200 francs et un quart du bénéfice. Ce navire, *le Saint-Christophe*, fut coulé en Barbarie par la flotte de Marguerite de Durazzo⁶.

Quant au second, il appartenait également à une famille lucquoise, celle des Schiatta, francisée L'Esclai ou L'Esclat, et qui, depuis le début du xiv^e siècle, fréquentait Paris et la Flandre. Un Bernard de l'Esclat vendait en 1323 des bijoux aux filles du comte de Hainaut⁷; en 1334, il était fixé à Paris avec divers autres membres de sa famille, Caste, François et Androis, et possédait une maison rue de la Buffeterie⁸; en 1349, Vanne de l'Esclat était marchand de chevaux⁹; Pierre de l'Esclat, fils d'un maître des monnaies de Troyes, Jean de l'Esclat¹⁰, devint conseiller du roi¹¹, et, en 1398, général de la Cour des aides, il y remplaçait l'évêque de Besançon comme président¹²; il devint maître des requêtes de l'hôtel du roi¹³, conseiller au Parlement de Paris¹⁴ et conseiller d'Isabeau de Bavière, et comme tel recevait en 1406 un

1. Lucien Lambeau, *ouvr. cité*, t. I, p. 360.

2. Prost, *ouvr. cité*, t. II, fasc. II, p. 329, n° 1826.

3. Bibl. nat., P. O. 1266, *du Gal*, n° 2.

4. *Ordonnances des rois de France*, t. VII, p. 264; — cf. Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 410.

5. Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 80. La duchesse de Brabant lui était, le 24 juin 1395, redevable de 1,490 francs (cf. Georges Cumont, *Un officier monétaire au XIV^e siècle*. Paris, Serrure, 1897, in-4°, p. 25).

6. Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 663.

7. Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 304.

8. H. Furgeot, *ouvr. cité*, t. I, p. 89, n° 867, à la date du 19 mars 1334. Voir également les n° 2138, 6528 et 9261.

9. J. Viard, *Journaux... Philippe VI*, n° 2678.

10. Bibl. nat., P. O. 1691, *L'Esclat*, n° 10.

11. *Ibid.*, n° 2.

12. *Ibid.*, n° 9.

13. *Ibid.*, n° 6.

14. Arch. nat., JJ 160, fol. 39 v°.

manteau d'écarlate¹. Charles VI récompensait ses services en lui faisant un don de 100 francs d'or en 1400². Possesseur d'immeubles rue Saint-Méry et à La Malassis³, il fut l'une des victimes des querelles politiques. S'étant rangé au parti d'Orléans, il fut emprisonné en 1409 lors du triomphe du duc de Bourgogne. Sa fortune, qui s'élevait à 20,000 écus, lui permit de se racheter, mais, ayant pris part à la révolte des ducs d'Orléans et de Berry, il perdit ses fonctions de maître des requêtes de l'hôtel. La chute des Cabochiens lui fit recouvrer ses charges. Puis l'entrée des Bourguignons à Paris en 1418 causa sa perte. Son hôtel de la rue de la Vieille-Monnaie fut envahi, pillé, ses biens furent confisqués, lui-même, incarcéré, fut mis à mort le 12 juin 1418⁴.

Les dernières années du xiv^e siècle et les premières années du xv^e furent l'époque la plus brillante de la colonie lucquoise. Le faste des princes qui entouraient Charles VI, le luxe de la cour des ducs de Bourgogne, la multiplicité des rapports entre la France et la Flandre, l'importance et la fréquence des tractations commerciales avaient attiré de plus en plus les Lucquois à Paris et à Bruges. A côté de l'importante société formée par Dine Raponde et sa famille, c'étaient les Accettanti⁵, les Bandelli⁶, les Boccelli⁷, les Buzzolini⁸, les Cagnoli⁹, les Cenami¹⁰, ces deux derniers parents des Ra-

1. Arch. nat., KK 43, fol. 141 v^o.

2. Bibl. nat., P. O. 1691, *L'Esclat*, n^o 7.

3. *Ibid.*, n^o 10.

4. A. Tuetey, *Journal d'un bourgeois de Paris*, p. 94.

5. François Accettanti était orfèvre et changeur à Paris ; il vendait du drap à la fille de Philippe le Hardi (Prost, *ouvr. cité*, t. II, fasc. IV, p. 508, n^o 3247) et aussi des émaux et des pièces d'orfèvrerie (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. II, p. 68). En 1389, il était valet de chambre de Philippe le Hardi.

6. Augustin Bandelli fournissait la cour de Bourgogne de draps de soie (Prost, *ouvr. cité*, t. II, fasc. II, p. 245, n^o 1490, et fasc. IV, p. 495, n^o 3193), de bijoux et de vaisselle d'or et d'argent (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. II, p. 727). Il vivait encore en 1408 (Arch. nat., X^{1a} 1479, fol. 300 v^o).

7. Ils avaient un comptoir à Paris en 1381 et deux à Bruges (Schulte, *ouvr. cité*, t. I, p. 289).

8. Paul Buzzolini, en 1411, avançait 5,000 couronnes à la ville de Bruges (Bigwood, t. I, p. 126). Il possédait une maison rue des Ménétriers (Arch. nat., S 1447³, fol. 5).

9. Laurent Caignol, en 1412, prêtait à Jean sans Peur 2,000 francs et recevait des bijoux en garantie (de Laborde, *ouvr. cité*, t. I, n^o 131). Voir à son sujet Arch. nat., X^{1a} 1479, fol. 124 ; X^{1a} 1480, fol. 411 v^o.

10. Sur les Cenami, voir plus loin, chapitre III. Ils avaient également un comptoir à Bruges (Schulte, *ouvr. cité*, t. I, p. 289).

ponde, les Dati¹, les Forteguerra², les Guidiccioni³, les Maulini⁴, les Mercati⁵, les Moriconi⁶, les Spifame⁷, les Testa⁸, les Trenta⁹, les Totti¹⁰, qui avaient établi des comptoirs

1. A. Tuetey, *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 313 ; au sujet d'un prêt de 300 florins par lui fait en mai 1409 aux évêques de Beauvais et de Noyon.

2. Forteguerra de Forteguerra, dont la famille fut le plus opposée à celle des Guinihi, qui devinrent maîtres de Lucques en 1400 avec Paolo Guinigi, habitait à la fois Paris et Bruges. Dès 1370, il était créancier de Philippe le Hardi pour une somme de 17,185 livres (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 83) ; en 1375-1376, il fournissait des draps d'or broché (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. II, p. 525) ; il prêtait diverses sommes à la ville de Bruges (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 108). Il fut mis à mort à Lucques. Sur son association avec Nicolas Maulin, voir plus haut, p. 75, n. 2. Plus tard, on trouve à Paris, en 1428, Colin de Forteguerra, habitant rue de la Vieille-Monnaie (cf. plus haut, p. 70).

3. Marc Guidiccioni appartenait à une famille fréquentant déjà la France au début du xiv^e siècle ; il fut un grand fournisseur de draps de la ville de Bruges (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. II, p. 764 ; — Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 140 ; — de Laborde, *ouvr. cité*, t. I, n° 458), à qui, à diverses reprises, il avança des sommes importantes. En 1411, il était son créancier avec Urbain Damast, de Gênes, pour 15,000 couronnes (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 128). Il paraît avoir été associé avec Dine Raponde, grand bailleur de fonds de Jean sans Peur et de Jean IV de Brabant ; il fut conseiller et maître de l'hôtel du duc de Bourgogne ; il était fermier du tonlieu d'Anvers, gavernier des oostdunes de Flandre (cf. Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 86). Il mourut avant 1439 (cf. plus loin, chapitre II).

4. Nicolas Maulini plaidait en 1385 devant le Parlement avec Pierre Morla, Jean Ramoli, Augustin Bandelli, Benedic du Gal, Gérard Burlamacchi, contre un sergent d'armes du roi au sujet de safran et denrées ; un accord intervint le 6 mars (Arch. nat., X^{1c} 50, n° 137). En 1391, il vendait du drap d'argent à la duchesse d'Orléans (Bibl. nat., P. O. 1895, *Maulin*, n° 2) ; il plaidait encore en 1401 (Arch. nat., X^{1c} 1478, fol. 13 v°).

5. Michel Mercati était mercier à Paris en 1397 (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. II, p. 736).

6. Sur les Moriconi, voir plus haut, p. 73, note 4. — En 1411, Michel Moriconi était fournisseur de Jean sans Peur (de Laborde, *ouvr. cité*, t. I, n° 109).

7. Voir plus loin, p. 83, note 1.

8. Jean Testa était en 1379 créancier, avec Lazare Guinigi, de 3,600 livres parisis prêtées à la ville de Bruges (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 107). — Corcin Teste, marchand, bourgeois de Paris, vivait en 1377 (Arch. nat., X^{1c} 34, n° 120).

9. Sevestre et Gauvain Trente eurent à Paris et à Bruges une très importante maison. Ils étaient marchands de bijoux (Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. I, p. 727), prêtaient 14,851 livres tournois au duc de Bourgogne (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 88), 4,154 livres au roi de Navarre (Arch. nat., X^{1c} 99c, n° 242) ; Gauvain Trente, qui avait épousé Catherine de' Bardi (Arch. nat., X^{1a} 1480, fol. 270 v°), vendait en 1410 des tables d'or de la Naissance et Baptême du Christ, de l'Annonciation et une image de Notre-Dame au duc d'Orléans (*Inventaire des princes d'Orléans-Valois*, n° 781) ; il était également marchand de draperies et voyait en 1413 un manteau saisi en sa demeure par les jurés pelletiers de Paris pour malfaçon (Arch. nat., X^{1c} 105, n° 27). Jean sans Peur lui engageait des pièces de son trésor, que Philippe le Bon avait peine à récupérer sur ses héritiers (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 505). Le comte de la Marche était son débiteur de 1,226 livres 11 sols 2 deniers (Arch. nat., X^{1a} 1480, fol. 27 v°). A diverses reprises,

dans les deux villes, allant de l'une à l'autre, vendant des étoffes, des bijoux, de l'orfèvrerie, prêtant de l'argent aux princes et aux villes, amodiateurs de tonlieu¹ et s'occupant de change et de trafic d'argent. Il y avait un va-et-vient continu non seulement entre Paris et Bruges, mais entre la France, la Flandre et Lucques, les Lucquois ayant toujours conservé des intérêts matériels et des attaches profondes avec leur pays.

Ils y revenaient fréquemment, sauf ceux que les révolutions avaient éloignés, et même en ce cas le maître de Lucques depuis 1400, Paolo Guinigi, n'hésitait pas, arrivé au pouvoir, d'écrire, lorsqu'il était besoin, à ses ennemis politiques fixés à l'étranger². Presque tous avaient une partie de leur famille demeurée à Lucques ; certains même étaient, tel Dine Raponde, appelés à faire partie du Conseil des Anciens³.

La seigneurie de Lucques avait toujours veillé sur ces concitoyens fixés hors de son territoire et s'occupait de leurs affaires, lorsqu'elles touchaient la ville. Le 15 avril 1339, un procès ayant été engagé au Parlement de Paris contre Perrucino Guinigi, marchand, habitant Paris, pour une dette de 500 livres envers un autre Lucquois, Fetto Tacchi⁴, le Conseil des Anciens écrivait à Philippe VI de se dessaisir de cette affaire au profit de la justice de Lucques, l'acte d'obligation ayant été passé devant Robbito Torringhelli, notaire de cette ville⁵. En 1383, des marchandises appartenant à Geoffroi Cename et à Betto Schiatta ayant été arrêtées à Tournai, le Conseil des Anciens demandait à Charles VI de leur faire restituer ces biens⁶. Lorsqu'en 1415 Frédéric

il eut des procès au Parlement de Paris (Arch. nat., X¹^e 121, n^os 57-58 ; X¹^e 175, n^o 101 ; X¹^e 1480, fol. 7, 217 v^o ; X¹^e 1492, fol. 223). En 1414, Jean sans Peur vendit à Frédéric Trente les prisons de Courtrai (Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 664).

10. [*Page précédente.*] Michel Totti, qui épousa Gérarde, veuve d'Augustin Isbarre, semble avoir eu à diverses reprises des procès peu honorables au Parlement et fut détenu plusieurs fois prisonnier pour fraudes et détournements d'argent (Arch. nat., X¹^e 1480, fol. 211 v^o, 229, 276, note 3).

1. Tels les Raponde (voir plus loin, chapitre III). Marc Guidiccioni était en 1415 fermier du tonlieu d'Anvers, en 1417 de celui des laines anglaises, en 1423 gouverneur des oostdunes de Flandre (cf. plus haut, p. 79).

2. Les Raponde, les Maurini, les Schiatta, les Forteguerra avaient dans les dernières années du xiv^e siècle lutté pour écarter du pouvoir les Guinigi.

3. Il fut du conseil en 1376 et en 1388.

4. Ce personnage habitait Avignon et vendait des objets d'albâtre à la reine.

5. Fumi, *Carteggio*, 1^{re} partie, p. 19, n^o 93.

6. *Ibid.*, 2^e partie, p. 185, n^o 1073. Ces marchandises avaient été arrêtées comme appartenant à Jacques Diche, de Bruges.

Trente, habitant Bruges, se disposait à conduire une de ses parentes, femme de Gauvain Trente, à Paris, où elle demeurerait, Paolo Guinigi demandait pour lui un sauf-conduit au comte de Savoie¹, et il agissait de même en 1426 auprès du même prince pour Michel Totti et sa femme, qui rentraient de Lucques en Flandre². Quand le chroniqueur Jean Sercambi dut, en 1420, venir s'occuper de l'héritage de son oncle Giglio, décédé en 1404 à Paris, il le recommandait au duc de Bourgogne³. De même, des marchandises ayant été dérobées par un pelletier à divers marchands lucquois et emportées à Paris, il intervenait auprès du prévôt de Paris pour en réclamer en 1419 la restitution⁴.

Si Paolo Guinigi faisait, le cas échéant, appel aux Lucquois pour leur demander d'aider et de protéger ceux de leurs compatriotes que leurs affaires appelaient occasionnellement en France⁵, il savait aussi protéger contre eux les intérêts de ses amis. Giglio Sercambi, Lucquois, qui, lors de la campagne de Nicopolis en 1396, avait été chargé des approvisionnements de l'hôtel de Jean sans Peur⁶ et qui, s'il n'était peut-être pas fixé en France, y avait des intérêts, était mort à Paris en 1404⁷. Par son testament, il avait institué comme héritiers ses deux neveux Bartholomeo et Giovanni, le chroniqueur, et nommé comme exécuteurs testamentaires Augustin Bandelli, Pierre de l'Esclat, Nicolas Maulini, Michel Mercati, Dine Raponde. Ces derniers ayant tardé à exécuter les volontés du défunt, Guinigi engagea Bartholomeo à aller à Paris surveiller ses intérêts ; mais, mal accueilli, l'héritier, après avoir perdu beaucoup de temps en démarches inutiles et dépensé 700 florins, mourut au cours de son voyage⁸. Guinigi ne se découragea pas. Ayant consulté des hommes de loi, il prit en mains les intérêts du survivant, Giovanni

1. Fumi et Lazzareschi, *Carteggio di Paolo Guinigi*, p. 59, n° 263, 8 septembre 1415.

2. *Ibid.*, p. 138, n° 775, 3 décembre 1426.

3. *Ibid.*, p. 92, n° 482, 8 janvier 1420.

4. *Ibid.*, p. 82, n° 423, 1^{er} avril 1419.

5. *Ibid.*, p. 43, n° 166 ; p. 62, n° 288 ; p. 67, n° 326 ; p. 118, n° 643 ; p. 393, n° 1157.

6. *Sercambi*, éd. Bonghi, t. I, p. 325.

7. *Ibid.*, t. III, p. 339.

8. *Ibid.*, t. III, p. 339.

Sercambi, écrivit à maintes reprises aux exécuteurs testamentaires et, n'obtenant aucun résultat, les menaça finalement de saisir leurs biens existant à Lucques¹.

Ce ne fut pas la seule intervention du seigneur de Lucques en semblable cas. En 1412, Nicolas Comi, habitant Paris, était débiteur d'une certaine somme envers la compagnie Baldassare et Guinigi²; comme vraisemblablement il tardait à acquitter sa dette, Paolo Guinigi le sommait de l'exécuter³. Enfin des difficultés ayant surgi entre Louis Brunelli et Paolo Guinigi au sujet de la « marque » et un procès ayant par suite été porté devant le Parlement de Paris⁴, procès au cours duquel mourut Brunelli, Paolo Guinigi, à la réception de lettres à lui écrites à ce sujet par le roi de France, manda aux Lucquois de Paris, Augustin Isbarre, Bettini Dati, Bartolomeo Martini, Jeronimo Trenta, Laurencio Frederici Trenta, Giovanni Ugolini, Michael Totti, le 7 novembre 1422, de servir de médiateurs entre la veuve et les héritiers de Brunelli et la seigneurie de Lucques⁵. Au reste, le 14 février 1426, le Parlement rejeta la requête des Brunelli⁶.

Tout en conservant ainsi des attaches très fortes avec leur pays, ces Lucquois avaient pris complètement pied à Paris. Non seulement ils détenaient une partie importante du commerce et étaient devenus de riches propriétaires fonciers, mais plusieurs d'entre eux s'étaient mêlés aux familles françaises. Les Cassinel, qui sont peut-être les premiers de cette émigration, allaient à la fin du xiv^e siècle fournir, avec Ferri Cassinel, un évêque d'Auxerre et un archevêque de Reims, et s'éteindre dans les Montagu, seigneurs de Marcoussis⁷; les L'Esclat contractaient alliance avec les Culdoë, gros bourgeois de Paris⁸; les héritières des Belloni se mariaient avec des fonctionnaires de la couronne⁹. Les Spifame, qui

1. Fumi et Lazzareschi, *ouvr. cité*, p. 20, n° 34; — et Sercambi, t. III, p. 341, 313.

2. Sercambi, t. III, p. 343.

3. Fumi et Lazzareschi, *ouvr. cité*, p. 26, n° 63.

4. Arch. nat., X^{1a} 1479, fol. 178 v^o.

5. Fumi et Lazzareschi, *Carteggio...*, n° 170.

6. Arch. nat., X^{1a} 1479, fol. 340.

7. C. Piton, *ouvr. cité*, livre I, p. 114.

8. Une fille de Pierre de l'Esclat dut épouser Michel Culdoë (Arch. nat., S 1088).

9. Cf. plus haut, p. 74, note 5.

s'étaient unis à la famille du grand diplomate Gontier Col¹, et dont dès 1400 un membre était élu pour les aides à Paris², allaient, durant le xv^e et le xvi^e siècle, faire souche de trésoriers de finances, de recteurs de l'Université, de prélats et d'écrivains, avant de s'éteindre au xvii^e siècle dans la maison de la Rivière³. Les Cename allaient, eux aussi, fournir une dynastie d'élus de Paris⁴ et devenir une famille parisienne qui ne disparut qu'à la fin du xvi^e siècle. La colonie lucquoise paraissait ainsi à la fois abondante, riche, prospère, quand brusquement les événements du début du xv^e siècle amenèrent sa ruine rapide et définitive.



L'assassinat de Louis d'Orléans, le 23 novembre 1407, et dont, à en croire Sercambi, Dine Raponde aurait été l'un des complices⁵, fut la cause initiale de leur ruine. Prodigue, fastueux, épris de luxe, achetant sans cesse et toujours embarrasé pour payer, le duc d'Orléans était, au moment de sa mort, fort engagé avec les Lucquois. D'après Sercambi, ils

1. Barthélemy Spifame, venu à Paris vers 1340, et qui mourut le 15 septembre 1385, épousa en premières noces Jacqueline d'Honnefleu, en secondes noces Jeanne de Pondolin, morte le 31 octobre 1381. Son fils aîné, Jean, seigneur de Pacy en Nivernais, capitaine de Conflans, écuyer de Charles VII, épousa Catherine Col, fille de Gontier Col, qui lui apporta divers immeubles à Sens (Porée, *Les vieilles maisons de Sens*, t. I, p. 24). C'est de ce Barthélemy que descendirent les seigneurs de Bisseaux et de Brou, dont Jacques II, secrétaire de Charles VIII et de Louis XII, trésorier de l'extraordinaire des guerres; Jean III, trésorier de France, banni pour exactions; Jacques-Paul, chancelier de l'Université de Paris, évêque de Nevers, et qui, converti au calvinisme, fut décapité à Genève en 1566; Gilles, évêque de Nevers; Samuel, ambassadeur en Angleterre sous Louis XIII. Le dernier mâle de cette branche fut Jean, chevalier, seigneur des Granges et de Bisseaux, conseiller du roi et maître ordinaire de l'hôtel, époux de Madeleine Durier, qui mourut le 8 janvier 1643. Sa tombe existait en l'église Saint-Jacques-de-la-Boucherie et portait cette mention : « C'est le dernier du nom et des armes » (Meurgey, *ouvr. cité*, p. 283).

2. Simon Spifame, fils cadet de Barthélemy, était élu de Paris en 1400 (Arch. nat., S 1461¹, fol. 313).

3. Madeleine Spifame, fille d'Isaac, seigneur de Dony, et de Marie d'Armes, épousa Jacques de la Rivière-Champlemy, vicomte de Tonnerre en 1614 (cf. A. de Villenault et H. de Flamare, *Nobiliaire du Nivernais*, 2^e vol. Nevers, Vallière, 1900, in-fol., p. 391).

4. Particulièrement Marc Cename, seigneur de Luzarches, d'Ablon, de Vaux-sur-Essonne, panetier de Louis XI, élu de Paris; il avait épousé Dauphine d'Acondard. Sur les Cename, voir plus loin, chapitre III.

5. *Sercambi*, éd. Bonghi, t. III, p. 127. — Sercambi est hostile aux Raponde.

auraient, tant de cet événement lui-même que de ses suites, supporté une perte de 150,000 livres¹.

Ce fut là le premier coup porté à leur prospérité. Puis vinrent les divisions et les guerres intestines entre les princes orléanais et bourguignons. Parmi les Lucquois, les uns, tels les Spifame et Pierre de l'Esclat, se rangeaient dans le parti d'Orléans ; d'autres, comme les Cename, les Isbarre, les Raponde, et qui paraissent avoir été les plus nombreux, étaient des serviteurs dévoués du duc de Bourgogne. Ils furent successivement victimes des coups de main des partis, des émeutes, des attentats commis par les troupes armées qui couraient la campagne et apportaient le trouble dans la ville. Tout commerce y était arrêté.

La reprise de la guerre avec l'Angleterre, la défaite d'Azincourt, l'invasion du royaume aggravèrent encore la situation. L'entrée des Bourguignons à Paris fut le signal de massacres et de ruines. Pierre de l'Esclat fut mis à mort ; Augustin Bandelli, Nicolas Maulini moururent, ayant perdu leur fortune². Les partisans des Armagnacs, tels les Spifame, virent leurs biens confisqués, et, s'ils furent distribués à d'autres Lucquois favorables au duc de Bourgogne, tels Augustin Isbarre, Jacques Bernardini et autres³, toutefois ces dons personnels ne purent compenser les pertes énormes subies par l'ensemble de la colonie. Les Armagnacs, en effet, ne ménageaient pas les Lucquois, soupçonnés d'être en majorité de fervents Bourguignons. En 1418, le dauphin faisait arrêter à Lyon un convoi de marchandises destiné à des Lucquois parisiens⁴, et à Angers un bateau chargé de draps de couleur

1. *Sercambi*, t. III, p. 251.

2. *Ibid.*, t. III, p. 339.

3. Voir plus haut, p. 71-72.

4. En 1416, le dauphin fit saisir à Lyon par Antoine Varennes, écuyer, chez Jeannin et Pierre Bastier, des marchandises à destination de Paris et qui, crainte de pillage, y avaient été déposées. Les Lucquois de Paris protestèrent auprès de Charles VI, et le 1^{er} août 1418 le roi, sous l'influence du duc de Bourgogne, écrivit à Lyon pour qu'on restituât les objets confisqués. Les conseillers de ville, ayant ouvert la lettre royale, la transmirent au dauphin. Ce dernier, tout en les blâmant d'avoir ouvert ces lettres, leur répondit de Niort le 6 octobre, disant que « la greigneur part d'icelles marchandises est et appartient à marchans lucquois qui sont demourans à Paris et qui ont esté et sont principaulx faiseurs ou consentans de la trayson qui faicte y a esté, à l'encontre de la seigneurie de mondit seigneur et de nous ». Cf. Louis Caillet, *Lyon et les Lucquois au X^e siècle*, extrait de la *Revue de l'histoire de Lyon*, fasc. IV, juillet-août 1909.

et qu'avait embarqué Laurent de Sevoye, facteur de Nicolas Sandy, était saisi d'ordre de Pierre de Liron¹. En outre, les malheurs publics provoquèrent une grave crise monétaire ; le franc d'or en 1421 perdit les quatre cinquièmes de sa valeur². Les marchands lucquois avaient en crédit un découvert considérable ; la dépréciation monétaire acheva ce qu'avait commencé l'arrêt commercial.

Par ailleurs, l'insécurité des voyages dans les environs de Paris et dans toute l'Ile-de-France, par suite de la présence de bandes armées, rendait l'accès de la ville difficile et dangereux. Aussi les commerçants lucquois s'en écartèrent-ils, et la colonie brugeoise profita de l'exode de ceux qui s'étaient fixés à Paris et qui l'abandonnèrent, en même temps que, pour se rendre en Flandre, on déserta la route de la Loire et de la Seine pour prendre celle du Rhin.

Cette situation lamentable se prolongea jusqu'à la fin de la guerre de Cent ans. Quand le calme fut rétabli, quand l'état économique du royaume s'améliora, la politique royale travailla à implanter en France des industries pour lesquelles on avait été jusqu'alors tributaire de l'étranger, et parmi les premières que l'on créa furent les manufactures de draps et de soieries.

Au reste, n'en eût-il pas été ainsi que l'on n'eût guère pu compter, comme aux siècles précédents, sur l'industrie lucquoise. Les événements qui s'étaient déroulés à Paris depuis 1407 lui avaient porté un coup mortel. Paris était son principal débouché. A en croire Sercambi, témoin attristé de ces faits, dès 1419 on ne travaillait plus aux commerces de soie, de draps, de fils d'or et d'argent, qui faisaient auparavant la fortune de la ville et du pays voisin. Merciers, tisseurs, teinturiers, filateurs, drapiers, et jusqu'aux menuisiers, dont les boîtes servaient à expédier les tissus, tous chômaient. Les ateliers se fermaient ; le prix de vente ne couvrait pas les débours de la fabrication. Nombre d'artisans durent, pour vivre, abandonner leur patrie et s'établir à Bologne, à Flo-

1. Arch. nat., X^{1c} 124, n° 38.

2. *Sercambi*, t. III, p. 283 : « Cento franchi d'oro, o vogliamo dire schudi, non valeano xx buoni, e conveni a ognuno star contento se aver dovea c schudi boni aver di quelli non buoni, che venia a perdere ciascuno per cento Lxxx ; et per questo modo vengon mercantanti di Luccha a esser disfatti, e questo fu in M CCCC XXI. » — Sur cette dépréciation monétaire, voir plus loin, chapitre II.

rence, à Gênes, à Venise, où ils transportèrent l'industrie et la richesse de Lucques¹.

Il ne demeurait plus à Paris que les quelques familles qui étaient véritablement devenues françaises et qui se fondirent dans l'ensemble de la population parisienne. Le souvenir de l'importante colonie lucquoise du *xiv*^e siècle disparut. Mais il est quelques-unes de ces familles dont l'histoire offre alors assez d'intérêt pour mériter d'être étudiée : tels sont les Isbarre et les Raponde.

Léon MIROT.

(*A suivre.*)

1. *Sercambi*, t. III, p. 251 : « Per le quali cose, oggi dell' anno di M CCCC XIII in nella ciptà di Lucha non si lavora delle infrascripte cose appartenenti a mercantia di seta, e principalmente neuno arte d'oro o d'argento in nella ciptà di Lucha nè in suo constado non si fa, che era uno grande exercitio et guadagno. E simili alcuni lavori di sendada in nella dicta ciptà non si fanno ; li quali lavori davano a molti gran guadagno, fine a' maestri di legname per le cassette s'adoperavano.

• Merciarìa, testoiài, celendatori, tintori, filatori, cocitori, poco o vero nulla lavorano.

• Tessitori di veluti piani, vegluti al pelo lungho, vegluti al pelo lungho e basso, vegluti veglutati con oro o arjento, poco ovvero nulla se ne fanno.

• Zectani schietti, zettani viglutati, rachamati, tessuti a oro, taffetà, brochati d'oro o d'ariento, inperiali, atabi, baldachini e tucte altre maniere di lavori, in nella ciptà di Lucha poco ovvero nulla si fa, e tucto è divenuto per non aver preso modo al danno essuto. E se alcuno testore o altri artieri delle dicte mercantie, come sono cocitori, filatori, tintori è dato loro per alcuni mercatanti, tali operatori sono pagati di panno o d'altro piglior cosa, contanto tal panno fiorini *iiii* la canna, che non vale fiorini *ii*. E a questo modo tali artieri son costretti per necessità o stentare in Luccha con loro famiglie, o costretti abandonare Lucha.

• E cosi molti della ciptà di Lucha si sono partiti, chi andato a Vinegia, chi a Bologna, chi a Firenze, chi a Genova, chi in contado, chi al soldo ; e a questo alcuno risparo non si prende a conservare tali artieri e la ciptà in buon stato. »

COMMENT FUT ÉLABORÉE
L'ORDONNANCE SUR LES RACHATS EN POITOU
(MAI 1269)

Les manuscrits et les éditions du ^{xv}^e siècle du Coutumier de Poitou contiennent des lettres d'Alphonse, frère de saint Louis, réglementant le droit de rachat. Auguste Galland eut le mérite d'en indiquer la vraie date et d'en améliorer le texte¹. Ses conclusions furent corroborées principalement au ^{xviii}^e siècle par dom Fonteneau, qui copia l'original conservé dans les archives de Thouars², et au ^{xix}^e siècle par P. Marchegay, qui en imprima une minute et deux expéditions³. Elles ont cependant échappé à divers auteurs modernes⁴. Cela tient, semble-t-il, à deux causes : une connaissance incomplète des circonstances historiques dans lesquelles l'acte a été préparé⁵ et l'absence d'une étude critique sur les différents états du texte⁶. C'est cette double lacune que le présent article a pour but de combler.

1. Auguste Galland, *Du franc-aleu* (1637), p. 67-69.

2. Copie du ^{xviii}^e siècle, au tome XXVI de la collection Fonteneau, Bibl. de la ville de Poitiers, ms. 480, p. 253-257 ; d'où dérive une copie du ^{xix}^e siècle par P. de Fleury, Bibl. nat., lat. 18401, à la date.

3. P. Marchegay, *Textes originaux*, dans l'*Annuaire départemental de la Société d'émulation de la Vendée*, 1877, p. 134-141 ; le même, *Cartulaires du Bas-Poitou* (1877), p. 309-312.

4. M. Lacombe, *Essai sur la coutume poitevine du mariage* (1910), p. 18, donne la date inexacte « mai 1267 » ; H. Du Hamel, *Essai sur la distinction théorique des biens* (1913), p. 127-131, a réimprimé une ancienne édition de l'ordonnance sans utiliser les travaux de Marchegay.

5. Les premiers essais dans cette voie sont ceux de B. Ledain, *Histoire d'Alphonse* (1869), p. 58-61, et E. Boutaric, *Saint Louis* (1870), p. 488-493.

6. La disposition synoptique adoptée par Marchegay et, avant lui, par Thi-baudeau, *Abrégé de l'histoire du Poitou*, t. II (1783), p. 153-154, constitue un procédé insuffisant.

Les circonstances historiques. — L'affaiblissement financier de la noblesse poitevine au XIII^e siècle résulte non seulement de mesures de répression qui ont suivi la révolte de 1242¹, mais encore de l'exercice fréquent du droit de rachat au profit du comte. Raoul de Mauléon paie 5,000 livres pour le rachat de Talmont²; Maurice de Belleville, gendre et héritier d'Aimery VIII de Thouars, 2,000 pour Luçon³; le vicomte de Châtellerault, 1,200⁴; la comtesse d'Eu en promet 2,000 pour Melle et Civray⁵; Hugues Larchevêque de Parthenay, 6,000 pour Vouvant, Mervent et Soubise⁶. Le vicomte de Thouars, pour entrer en possession de l'héritage de Raoul de Mauléon, promet 1,000 livres⁷, dont il s'acquitte en trois versements⁸, non sans solliciter un emprunt en Angleterre⁹; à sa mort, la vicomté est saisie et exploitée par Alphonse¹⁰, à qui le nouveau vicomte, Renaud, est forcé de payer par an 800 livres pendant plus de huit ans¹¹. Geoffroy de Lusignan et le vicomte de Rohan paient chacun 400 livres¹²; la terre de Geoffroy de Chauceroie est saisie et le dernier acompte n'est versé qu'au bout de quatre

1. P. Guébin, *Les confiscations pour rupture d'hommage*, communication à la Société d'histoire du droit le 8 février 1923, analysée dans la *Revue historique de droit français et étranger*, 1923, p. 326-327.

2. Comptes, 1246-1247 (A. Bardonnnet, *Comptes*, dans les *Archives historiques du Poitou*, t. IV, p. 123, 135, 162, 174).

3. Lettres patentes de Maurice, 1246, novembre (*Layettes*, t. II, n° 3565); comptes, 1246-1247 (A. Bardonnnet, *op. cit.*, p. 19, 20, 147, 174).

4. Comptes, 1246-1248 (A. Bardonnnet, *op. cit.*, p. 18, 135, 147, 162, 174, 187).

5. Comptes, 1246-1249 (*Ibid.*, p. 20; Arch. nat., J 318, n° 40, membr. 6-15; le paiement fut lent et incomplet).

6. Comptes, 1248-1249 (*Ibid.*, p. 217; Arch. nat., J 318, n° 40, membr. 11-15).

7. Lettres patentes d'Aimery IX, 1253, juillet (*Layettes*, t. III, n° 4067).

8. Comptes, 1254-1256 (Arch. nat., J 317, n° 61, fol. 8 v°, 10 v°, 11 v°).

9. Lettre de Henri III à l'évêque de Winchester, 1254, 29 septembre (*Rôles gascons*, t. I, n° 4304); cf. une lettre d'Aimery de Rochecouart, 1254, octobre (A. Galland, *op. cit.*, p. 70) et un mémoire de Renaud de Thouars [1256, décembre]; (*Layettes*, t. III, n° 4309).

10. Comptes, 1257-1259 (Arch. nat., J 317, n° 61, fol. 13-15; *Layettes*, t. III, n° 4380; A. Bardonnnet, *Comptes*, dans les *Archives historiques du Poitou*, t. VIII, p. 23).

11. Comptes, 1260-1268 (Arch. nat., J 317, fol. 17 v°-18; J 192B, n° 19, membr. 1-20); mandement (A. Molinier, *Mandements inédits*, dans les *Annales du Midi*, 1900, p. 327.)

12. Comptes, 1259-1260 (A. Bardonnnet, *op. cit.*, p. 23; Arch. nat., J 192A, n° 32).

ans¹; Thibaud de Beaumont, seigneur de Bressuire, paie 300 livres, et Sabrand Chabot, seigneur de Rocheservière, 400²; le comte d'Eu en doit 2,750, qu'il ne se hâte pas de verser³.

Après la mort de Renaud de Thouars, la vicomté est de nouveau saisie par Alphonse, qui y nomme un châtelain⁴. Savary, frère du défunt, accompagné de Sabrand Chabot et de Geoffroy de Chauceroie, se rend au sud de Paris, à Longpont, résidence favorite du comte de Poitiers, et promet à celui-ci 7,750 livres⁵; le même jour et au même lieu Guy de Thouars en promet 2,250 pour le rachat de Talmont et donne pour cautions Maurice de la Haye, Geoffroy de Châteaubriant et Charles de Rochefort, qui sont présents⁶; ces deux derniers doivent eux-mêmes 1,500 livres et 500 livres pour leurs parts respectives dans la succession de Talmont⁷.

Le rouleau de parchemin qui contient les chiffres précédents porte, en outre, cette mention : « Dou commun des barons de Thoarçois, 16,500 l. de poitevins pour l'amesurement des rachaz⁸ ». Alphonse, sur le point de partir pour la croisade, consent, moyennant finances, à régler l'exercice de son droit. Pour réunir cette somme considérable, quatre chevaliers sont chargés de répartir l'assiette sur les principaux fiefs; les vassaux intéressés jurent de se soumettre à leurs décisions⁹. La perception de cette taxe exceptionnelle soulève des plaintes¹⁰; mais le comte est pressé; il

1. Comptes, 1260-1264 (Arch. nat., J 317, n° 61, fol. 18; J 192B, n° 19, membr. 4).

2. Comptes, 1264-1265 (Arch. nat., J 192B, n° 19, membr. 3-6).

3. Comptes, 1265 (*Ibid.*, membr. 5); mandements (A. Molinier, *op. cit.*, p. 317-318; le même, *Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers*, t. II, n° 1865, 2115).

4. Mandement du comte, 1269, 17 avril (A. Molinier, *Corresp.*, t. I, n° 975); lettres du châtelain (*Layettes*, t. IV, n° 5508).

5. Lettres patentes, 1269, 1^{er} juin (*Layettes*, t. IV, n° 5530, 5531).

6. Lettre de Guy (*Ibid.*, n° 5532).

7. Compte, 1269 (A. Bardonnnet, *Comptes*, dans les *Archives historiques du Poitou*, t. VIII, p. 36); lettres patentes de Geoffroy de Châteaubriant, 1269, 24 février (R. Blanchard, *Cartulaire des sires de Rays*, dans les *Archives précitées*, t. XXX, p. 28-29, n° 115).

8. Compte, 1269 (A. Bardonnnet, *op. cit.*, p. 36).

9. Mémoire [1269] (A. Duchesne, *Preuves de l'histoire de la maison des Chasteigners*, p. 32-33).

10. Mandement d'Alphonse au sénéchal de Poitou analysant le rapport de deux dominicains, enquêteurs réformateurs, 1269, 21 octobre (A. Molinier, *Corresp.*, t. I, n° 1043).

ordonne d'activer les paiements¹. Il mourra cependant avant l'échéance du dernier versement.

Quatorze vassaux d'Alphonse², dont la plupart ont souffert de l'exercice du droit de rachat, ont collaboré à la nouvelle réglementation. Celle-ci s'applique à eux seuls, et non pas à l'ensemble du comté. Elle laisse de côté les terres exemptes de rachat, telles que Lussac-les-Églises³, Tercé⁴ et toute la châtellenie de Lusignan⁵. Elle respecte le système des rachats abonnés, pratiqué notamment à Aiffres⁶. Même les rachats à merci, si répandus⁷, subsisteront pour les seigneurs qui n'adhèrent pas à l'ordonnance.

Quels éléments les rédacteurs ont-ils mis en œuvre? Certains textes de caractère théorique et surtout les pratiques administratives alors en usage. Le principe de la limitation du droit de rachat à un an de revenu est proclamé bien avant 1269 pour l'Anjou⁸, pour l'intérieur du Thouarsais⁹ et pour la châtellenie du Blanc¹⁰. Le suzerain qui saisit une terre substitue exactement son exploitation à celle du défunt; il utilise les anciens rouleaux de comptes¹¹; à son profit on fane, on moissonne, on vendange, les moulins tournent et les fours cuisent; il perçoit les cens doubles et les rachats des arrière-vassaux¹²; toutefois, il lui est interdit de déboiser, de peu-

1. Mandement du même (*Ibid.*, n° 1066).

2. Savary de Thouars, Guy de Thouars, Hugues Larchevêque, seigneur de Parthenay et de Vouvant, Maurice de Belleville, Geoffroy de Lusignan, Sabrand Chabot, Guy de Chemillé, seigneur de Mortagne (il se fit représenter, étant alors retenu auprès du roi, *Layettes*, t. IV, n° 5529), Geoffroy de Châteaubriant, Guillaume de Sainte-Maure, Thibaud de la Châtaigneraie, Maurice de la Haye, Charles de Rochefort, Geoffroy de Chauceroie, Thibaud de Beaumont, seigneur de Bressuire.

3. Aveu de Guy de la Trémoille, 1260 (A. Bardonnnet, *Hommages d'Alphonse*, p. 94).

4. Aveu d'Aimery le Templier, 1260 (*Ibid.*, p. 94).

5. Acte des enquêteurs réformateurs, 1264 (Arch. nat., J 190B, n° 61, fol. 10-10 v°).

6. Acte des enquêteurs, 1261 (A. Molinier, *Corresp.*, t. II, n° 1929).

7. Aveux divers (A. Bardonnnet, *Hommages*, p. 1 et suiv.).

8. Lettres patentes de Geoffroy de Lusignan, Geoffroy de Châteaubriant et autres, 1246, mai (*Layettes*, t. II, n° 3521).

9. Lettre du vicomte Aimery à Alphonse, 1256, 6 décembre (*Layettes*, t. III, n° 4305).

10. Aveu de Guy Clairambaud, 1260 (A. Bardonnnet, *Hommages*, p. 94).

11. Enquête, 1258 (A. Molinier, *Corresp.*, t. II, n° 1922).

12. Comptes, 1257-1260 (*Layettes*, t. III, n° 4380; *Archives historiques du Poitou*, t. VIII, p. 19-20, 30-33; Arch. nat., J 192A, n° 32).

pler les garennes et les étangs¹ et il doit restituer en bon état les maisons et les forteresses² : ces règles sont connues des fonctionnaires alphonsons, avant d'être formulées dans la chartre de 1269.

Le texte. — Par quelles formes successives le règlement sur les rachats est-il passé? On doit en distinguer cinq :

1^o Un projet en latin, très développé, resté jusqu'ici inédit et publié plus loin.

2^o Un projet en français³, qui contient d'abord, écrits d'un seul jet, dix articles; après coup, sont ajoutés trois articles, le dernier concernant les tailles de mortemain sur lesquelles une enquête venait d'être ordonnée⁴, enfin deux correcteurs l'ont modifié : l'un, d'une écriture fine et pâle, met dans la marge de gauche et au bas de la pièce cinq additions favorables aux barons; l'autre, d'une écriture plus grosse et plus noire, introduit, généralement en interligne, dix dispositions favorables au comte. Ce projet est scellé sur simple queue d'un sceau en cire verte, non identifié, mais différent de celui d'Alphonse; il est stipulé que l'acte définitif sera expédié d'une part au nom du comte, d'autre part au nom des barons.

3^o Les lettres des barons⁵, scellées de quatorze sceaux sur

1. Lettre d'Aimery de Thouars, 1256 (*Layettes*, t. III, n° 4305).

2. Lettre du vicomte de Thouars et de la comtesse d'Eu, 1246 (*Ibid.*, t. II, n° 3564 et 3567).

3. « C'est li establis[em]ent de rachaz » (*B.* minute, Arch. nat., J 191, n° 136).

4. Mandements, 1269, mars-mai (A. Molinier, *Corresp.*, t. I, n° 973, 978 et 980).

5. Lettres patentes, 1269, mai : A. Original jadis scellé de quatorze sceaux sur lacs de soie; le n° 4 perdu, mais décrit dans D; le n° 7 sur soie verte; le n° 10 sur soie blanche; les autres sur soie rouge; Arch. nat., J. 192 A, n° 49. — B. Copie du xvi^e siècle par Jean du Tillet dans un recueil d'ordonnances, bibl. de l'Arsenal, ms. 2268, fol. 47 v°-48 v°, d'après A. — C. Copie partielle du xvi^e siècle annotée par Besly, Bibl. nat., Dupuy 230, fol. 9 et v°. — D. Copie du xviii^e siècle par Besly, Bibl. nat., Dupuy 702, fol. 6-7, d'après A. — E. Copie du xviii^e siècle dans l'ancienne collection Harlay, Bibl. nat., fr. 16653, fol. 262-264, n° 48, d'après A. — F à L. Copies du xvii^e siècle dans diverses transcriptions du recueil de Jean du Tillet. — F. Bibl. de la ville de Carpentras, ms. 1838, fol. 157-159. — G. Arch. nat., U 438, fol. 69-70. — H. Arch. dép. de la Haute-Garonne, ms. 38, fol. 145-148. — I. Bibl. nat., Dupuy 532, fol. 97 v°-99. — J. Bibl. nat., fr. 16199, fol. 174-177 v°. — K. Bibl. nat., fr. 21192, p. 186-190. — L. Bibl. de la Chambre des députés, ms. 381, fol. 196-199. — Ed. : a. A. Galland, *Du franc-aleu* (1637), p. 67-69, d'après A. — b. E. Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers* (1870), p. 490-493, d'après A. — c. M. Prevel, *Histoire de*

lacs de soie, reproduisent le projet précédent avec sa langue et sa graphie, en l'encadrant d'un protocole initial et d'un protocole final.

4^o Les lettres du comte¹, scellées sur cordelettes de chanvre, sont semblables pour le fond à celles des barons, mais les formules sont transposées et la langue et la graphie modifiées².

5^o Le Coutumier de Poitou du x^v^e siècle reproduit l'acte du comte, mais en l'altérant gravement; la copie qui déforme le moins le texte est celle de Niort (Bibl. de la ville, ms. 18); elle est souvent la seule qui conserve la leçon de l'original³; la plus défectueuse est celle du ms. français 12042 de la Bibliothèque nationale de Paris⁴; d'une valeur moyenne sont le ms. 369 de la bibliothèque de la ville de Poitiers et le ms. français 5923 de la Bibliothèque nationale de Paris; ce dernier s'apparente étroitement à l'édition de 1486⁵, dont le texte s'est, dans les réimpressions successives, de plus en plus altéré⁶.

Tiffauges, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Nantes*, 1875, p. 165-168, n^o 3 des pièces justificatives, d'après une copie communiquée par C. Du-gast-Matifeux. — d. P. Marchegay, *Cartulaires du Bas-Poitou* (1877), p. 310-312, n^o 7 des documents en langue vulgaire, d'après A. — e. Le même, *Textes*, dans l'*Annuaire* précité, 1877, p. 134-140, d'après d. — f. E. Berger, *Layettes*, t. IV (1902), p. 352-353, n^o 5527, d'après A.

1. Lettres patentes, 1269, mai (original aux archives de la maison de la Trémoille, Thouars *22, pièce 1). — Je suis heureux de pouvoir, à cette occasion, exprimer ma profonde gratitude à M^{me} la duchesse de la Trémoille pour la communication si libérale qu'elle veut bien me faire depuis trois ans déjà des précieux documents de son chartrier; notre confrère M. Ch. Samaran en achève présentement l'inventaire.

2. « Leiaument, rente, fame, pardesus, abonni, demorent », leçons communes au projet français et à l'acte des barons, différent des leçons correspondantes de l'acte du comte : « laiaument, rende, femme, pardessus, abonni, demuerent ».

3. Il maintient la date de 1269 fournie par l'original et que les autres exemplaires du coutumier ont altérée en 1267; il conserve également des traces de la déclinaison à deux cas.

4. Il omet des mots importants (« seroient pas remuez »; il en change d'autres (« otroy » en « deliberacion », « deffaut » en « vassault », « recevoir » en « eschoir »); il transforme des passages entiers (« la vaillance dou nouveau doayre » s'abrège en « le douaire »; « qui a l'herityer devroient avenir » devient « que l'eritier devroit avoir »).

5. « Revenuz, Commonet, Pigne, Cherville » sont des fautes communes à ce manuscrit et à cette édition (les leçons de l'original sont « yssuees, Guionnez, Piquegni, Chemilli »).

6. Ces réimpressions sont au nombre de cinq : sans date [vers 1490]; 1497 (v. s.), 1500 (v. s.), 1506, 1508; elles présentent une lacune commune, résultant

En résumé : d'une part, l'ordonnance de 1269 résulte d'une collaboration entre le comte et ses vassaux ; d'autre part, les altérations qu'elle a subies dans le Coutumier de Poitou permettent de classer les manuscrits et les éditions de celui-ci. Ces constatations n'étaient pas sans intérêt pour l'histoire des sources du droit poitevin.

Ernest LYON.

NOTULA DE RACHETIS PICTAVENSIBUS

B. Minute conservée au *xvi*^e siècle dans le Trésor des chartes, 2^e sac du Poitou ; déficit antérieur à l'inventaire de Dupuy. — *C.* Copie du *xvi*^e siècle par Jean du Tillet dans un recueil d'ordonnances dédié à Henri II, Bibl. de l'Arsenal, ms. 2268, fol. 46-47 v^o, d'après *B.* — *D* à *J.* Copies du *xvii*^e siècle dans diverses transcriptions du recueil précédent. — *D.* Copie par Peiresc, Bibl. de la ville de Carpentras, ms. 1838, fol. 153-156. — *E.* Copie portant, ainsi que les deux suivantes, le nom de Dupuy et la date de 1640, Arch. nat., U 438, fol. 66 v^o-68 v^o. — *F.* Arch. dép. de la Haute-Garonne, ms. 38, fol. 140-144. — *G.* Bibl. nat., Dupuy 532, fol. 94-97 v^o. — *H.* Copie ayant appartenu à Séguier, Bibl. nat., fr. 16199, fol. 178. — *I.* Copie pour Colbert, Bibl. nat., fr. 21192, p. 180-185. — *J.* Copie dans la collection Lenain, Bibl. de la Chambre des députés, ms. 381, fol. 191-195. — Édité ci-dessous d'après *C* ; les æ et œ sont ramenés à e.

Universis etc. salutem etc. Attendentes quandam consuetudinem in comitatu Pictavensi super rachetis ad voluntatem dominorum faciendis hactenus observatam, per quam enormia plurima et lamentabilia in personis puellarum, juvenum et pauperum nobilium pluries evenerunt, una cum assensu baronum Pictaven-

de l'omission du passage suivant : « e s'il avenoit qu'il i eüst dous coilletes en cele année, li sires n'en porroit lever que l'une. E cist establissemenz est entendu des rachaz qui estoient a merci » ; ce passage ne manque pas dans l'édition de 1486, ce qui prouve, soit dit en passant, que l'édition sans date n'est pas antérieure à 1486, comme certains auteurs l'ont supposé. — Voici maintenant quelques fautes particulières aux réimpressions les plus récentes : « por nos » omis ; « promistrent » transformé en « promidrent », « boys » en « byan », « Sabran » en « Fabien ». — Je tiens à remercier le bibliothécaire de la ville de Poitiers, qui a très aimablement facilité mes recherches, ainsi que le président et le secrétaire de la « Kommission für den Gesamtkatalog der Wiegendrucke », qui m'ont fourni d'obligeants renseignements par l'intermédiaire de mon ami P. Guébin.

sium terre nostre super dictis rachetis de cetero faciendis ordinavimus in hunc modum. — [1.]¹ Utilitatem propriam communi utilitati terre necnon pauperum nobilium moti pietatis intuitu postponentes, volumus una cum dictorum baronum consensu ut, si terra aliqua post mortem alicujus vel alio modo de cetero fuerit rachetanda, quod nos (seu ille cui secundum terre consuetudinem rachetum fuerit faciendum) terram rachetandam per annum et diem solum, computandum a die mortis illius cujus terra fuerit rachetanda, tenebimus et expletabimus² tanquam dominicum nostrum, excepto quod immobilia alienari non possunt ab eo cui rachetum fuerit faciendum. — [2.] Item, nos (nec alius qui debeat habere rachetum) stagna, garennas, nemora non vendita vendere, expectare, piscari, venari in eisdem non poterimus nisi ad grossas bestias; imo omnia predicta stagna, fossata garennas et nemora salva iis qui rachetare debebunt sine diminutione aliqua remanebunt. — [3.] Et est sciendum quod non solum rachetabitur dominicum morientis, imo cum dominico garimenta que vulgariter appellantur capientia et mittentia, scilicet prenant et metant. — [4.] Item, si ille cujus terra fuerit rachetanda ante mortem suam filiis suis aliquam partem terre sue pro suis negotiis duxerit assignandam, si portiones illas post mortem redigi contigerit in commune, non obstante assignatione predicta, totum illud rachetabitur ab herede. Idem est, si verbalis fuit solum assignatio nec se desdesierit moriens de eisdem. Idem de portionibus filiabus factis cum ipso remanentibus nec extra familiam positis, sive portiones in vita fuerint et in sanitate proprie designate seu in ultima voluntate, et breviter totum illud quod expletabat³ tanquam suum in vita post mortem rachetabitur, salvo exceptionibus supra scriptis et inferius scribendis. — [5.] Illud pretermittendum non est quod, si dominus terre rachetande in vita sua partem terre sue quibuslibet creditoribus obligaverit, nihilominus post mortem totum rachetabitur, ac si nulla obligatio precessisset. — [6.] Si vero filiis aut aliis alienaverit et possessionem in alios transtulerit, ita quod illi res alienatas pro se et suis heredibus habere perpetuo debeant et tenere et de illis fidem et homagium fecerint, de iis nullum fiet rachetum, nisi pro servicio illius anni et diei debito in quo anno et die nos vel alius dominus feudi terram pro racheto tenebit; quod servicium pertinebit ad dominum a quo rachetari debebit. — [7.] Si vero aliqua, ut puta dos, usufructus, in anno

1. *ms.* utilitatem... postponentes *rattaché* à la phrase précédente. — 2. *ms.* expletabimus. — 3. *ms.* expletabat.

et die racheti ad proprietatem redierint seu aliqua alienata ad vitam aut alio modo ratione terre rachetande ex successione aliqua vel aliquo alio modo devenerint ad dominicum rachetandum quoquo tempore illius anni et diei, ab eo tempore quo redierint seu devenerint usque ad finem temporis racheti predicti et non ultra poterimus (vel alius cui rachetum fuerit faciendum) tenere et exspectare nec ultra finem illius temporis aliquid in eisdem ratione racheti petere poterimus vel habere. — [8.] Illud est siquidem attendendum quod, si is cuius terra fuerit rachetanda terras aut vineas in manu sua et propriis sumptibus colat, pro sumptibus omnibus positis pro cultura filiis suis, uxori seu heredibus fructuum remanebunt tres partes, quarta nobis (vel ei cui rachetum fuerit faciendum) solummodo remanente. Si vero culte non fuerint, nec filii, aut uxor seu heredes eas colere voluerint, nos (vel is a quo rachetabitur) expensas in cultura facere tenebimur¹ et omnes fructus et proventus accipere poterimus et nostros facere sicut de alieno dominico rachetando. Tamen in electione filiorum, successorum aut heredum erit (seu etiam amicorum eorum) vineas excolere vel nobis dimittere excolendas. Verum in eo casu in quo colimus et totum accipimus, ad arbitrium bonorum virorum fenum, paleam et consimilia pro anno futuro, lege consyderata culture, debemus dimittere que sufficiant ad culturam. — [9.] De dotibus vero mulierum sciendum est quod uxori morientis domini terre rachetande dotem ex pactione seu conventionne competentem, aut terre consuetudine, seu successorum quorumlibet voluntate et consensu, seu judiciali sententia designatam, a tempore quo sine justa contradictione heredum debet habere, tenebimur ei dimittere et ei uti pacifice; veruntamen, anno et diei racheti finito, tantum de terra pertinente ad heredem seu successorem retinere poterimus quantum pro dote, si eam exspectassemus, potuissemus seu debuissimus habere. Illud autem sciendum est quod, si aliqua dos antiqua fuerit a predecessore morientis seu predecessore suis uxoribus assignata, illud non rachetabitur, nisi tempore racheti ad dominicum redierit, sicut superius est expressum. — [10.] Illud vero non est oblivioni tradendum quod nos (vel dominus a quo rachetandum est) de domibus mortuorum uxores et filios seu successores occasione racheti ejicere non possumus aut debemus seu eorum mobilia capere; veruntamen domos saisir¹ poterimus et servientes seu servientem ibidem habere ad expensas nostras pro iis que ad nos spectant ratione racheti colli-

1. *ms.* tenebimus.

gendis et reservandis ¹ ; salvo quod tanquam dominus forterecias et castra pro utilitate et defensione terre saisire poterimus, quando expedire viderimus, et tenere. — [11.] Hoc quidem non est pretermittendum quod, si heredes aut successores nobiscum pro proveni-
tibus, exitibus et aliis ad nos ratione racheti pertinentibus voluerint concordare et finire, res suas explectandas ² ex tunc dimittemus eisdem, exceptis castris et fortereciis supra dictis, quas nos comes et nostri heredes propter nostram et terre securitatem ³ retinere poterimus, sicut ante contractionem presentem faciebamus ; etiam retinere poterimus quousque heredes nobis juramentum prestiterint de reddendis dictis castris et fortereciis ad magnam fortiam et ad parvam. — [12.] Et sciendum est quod heredes seu successores, conventionem seu concordia aut finatione factis de racheto, non poterunt aliquam coltam ⁴ vel talliam facere seu census compellere duplicari aut aliquam exactionem indebitam propter onus racheti vel nos (seu aliquis a quo rachetari debebit) tempore quo terram tenebimus pro racheto. — [13.] Pro ruturagiis vero et masaris illud solum pro rachetis solvi debebit quod dari secundum terre consuetudinem hactenus consueverit. — [14.] Si vero super premissis aut circa premissa fuerit aliquid declarandum, potestatem declarandi seu interpretandi, sicut utilius et melius faciendum viderimus, nobis tenore presentium specialiter retinemus ⁵. — [15.] Et istud statutum seu libertatem hanc facimus de omnibus placitis seu rachetis que ad voluntatem racheta seu placita vocantur ⁶ ; et alia racheta que sunt ad certam ⁷ summam non poterint levare ratione manus mortue nisi ultra ad illam certam summam ad quam sunt.

1. *ms.* colligendi et reservandi. — 2. *ms.* explectendas. — 3. *ms.* nostram (*fin de la ligne*) et securitatem terre. — 4. *ms.* coltam. — 5. *le ms.* laisse ici un blanc et donne ensuite les passages suivants, qui constituent visiblement une addition, le comte étant désigné à la troisième personne : est tandem (*ms.* et eidem) constitutum quod ad illum qui offert homagium et rachetum devenire debeat hereditas rachetanda, super quo comes Pictavensis per sententiam seu (*ms.* suam), per patentes litteras senescalli vel tenentis locum comitis certior debet reddi (*les huit mots précédents sont placés par erreur avant eidem*). Et si ille qui debet recipi ad rachetum aut (*ce mot en marge*) rachetare debebit ad dominum suum venerit et eidem obtulerit rachetum suum et dominus oblatum acceptare noluerit, tamen illum qui obtulit rachetum ab hominio seu fidelitate sua repellere seu prolongare non poterit. — 6. *le ms.* omet vocantur. — 7. *ms.* terram *ici et plus loin* : la restitution proposée est fondée sur des lettres d'Alphonse de novembre 1258 qui opposent le certum placitum vel rachetum (*c'est-à-dire le rachat abonné*) au rachat ad voluntatem (*c'est-à-dire à merci*) (*orig. aux arch. de la Trémoille ; publié par M. Denys d'Aussy, Faye en Saintonge, dans les Archives historiques de la Saintonge, t. XIII, p. 34, n° 6*) ; la leçon de Jean du Tillet s'explique aisément par deux confusions paléographiques.

BIBLIOGRAPHIE

Mélanges d'histoire du moyen âge offerts à M. Ferdinand Lot par ses amis et ses élèves. Paris, Édouard Champion, 1925. In-8°, xli-770 pages.

Les amis et élèves de M. Ferdinand Lot lui ont offert le 30 décembre 1925, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son enseignement à l'École des Hautes Études, un volume de *Mélanges d'histoire du moyen âge*. Faute de place pour analyser tous les mémoires qui y figurent, nous nous bornerons le plus souvent à citer le nom des auteurs et le titre de leurs travaux.

L. HALPHEN et R. FAWTIER. *Bibliographie méthodique des œuvres de Ferdinand Lot.* P. xvii-xli.

L'abbé H.-X. ARQUILLIÈRE. *Sur la formation de la « théocratie » pontificale.* P. 1 à 24. — Joseph BÉDIER. *Remarques sur vingt passages difficiles de la Chanson de Roland.* P. 25 à 40. — Charles BÉMONT. *La bulle Laudabiliter.* P. 41 à 53. Laissant de côté la question de l'authenticité littérale de ce document attribué au pape Hadrien IV (1155), l'auteur démontre « qu'en fait le pape a formellement autorisé l'intervention armée des Anglais en Irlande ». — Marc BLOCH. *Les transformations du servage. A propos de deux documents du XIII^e siècle relatifs à la région parisienne.* P. 55 à 74. — Alain DE BOÛARD. *L'acquisition de l'hôtel de Nesle par Philippe le Bel et la valeur des actes notariés au début du XIV^e siècle.* P. 75 à 81. — Clovis BRUNEL. *Saint-Chély. Étude de toponymie.* P. 83 à 101. « Saint-Chély vient de Sanctus Hilarus et non de Sanctus Hilarius. »

J. CALMETTE. *Le sentiment national dans la marche d'Espagne au IX^e siècle.* P. 103 à 110. — Pierre CHAMPION. *Le livre de trois eages de Pierre Choinet. Notice,* illustrée de quatre planches hors texte. P. 111 à 125. Il s'agit d'un poème moral conservé dans un seul manuscrit, du xv^e siècle, orné de remarquables miniatures et appartenant à la bibliothèque de la fondation Smith-Lesouëf, à Nogent-sur-Marne. — Émile CHATELAIN. *Les vers latins rythmiques sur Lantfrid et Corbon,* deux amis dont la légende, mise en vers à l'époque carolingienne, nous a été transmise en deux rédactions versifiées. L'auteur restitue le texte de ces cantilènes. P. 127 à 135. — Paul DESCHAMPS. *Tables d'autel de*

marbre dans le midi de la France au X^e et au XI^e siècle, mémoire illustré de quatre planches hors texte et de onze figures, qui intéresse à la fois les archéologues et les historiens de la liturgie. P. 137 à 168. — L. BARRAU-DIHIGO. *Deux traditions musulmanes sur l'expédition de Charlemagne en Espagne*. P. 169 à 179.

R. FAWTIER. *Ingomar, historien breton*. P. 181 à 203. — François-L. GANSHOF. *A propos de la chronique de Lambert d'Ardres, l'« Histoire des comtes de Guines »*. P. 205 à 234. — Louis HALPHEN. *Grégoire de Tours, historien de Clovis*. P. 235-244. — Charles H. HASKINS. *Magister Gualterius Esculanus*, Gautier d'Ascoli, qui enseignait la grammaire à Naples au XIII^e siècle, mémoire rédigé en anglais. P. 245 à 257. — N. IORGA. *Quelques observations sur les rapports entre le monde oriental et les Croisés*. P. 259 à 274. — A. JEANROY. *Un sirventès politique de 1230*, adressé au roi d'Angleterre Henri III pour l'inciter à passer en France. P. 275 à 283. — E. JORDAN. *Henri VI a-t-il offert à Célestin III de lui faire hommage pour l'Empire?* P. 285 à 306.

L.-H. LABANDE. *L'église de Marseille et l'abbaye de Saint-Victor à l'époque carolingienne*. P. 307 à 329. — Robert LATOUCHE. *Nice et Cimiez (V^e-XI^e siècle)*, étude sur les origines de l'évêché de Nice et la disparition de celui de Cimiez. P. 331 à 358. — Ph. LAUER. *Le Psautier carolingien du président Bouhier*, conservé à la bibliothèque universitaire de Montpellier, notice illustrée de trois planches hors texte. P. 359 à 383. — Mgr E. LESNE. *L'économie domestique d'un monastère au IX^e siècle, d'après les statuts d'Adalhard, abbé de Corbie*. P. 385 à 420. — A. Elizabeth LEVETT. *Baronial councils and their relation to manorial courts*. P. 421 à 441. — Léon LEVILLAIN. *Le vocable de la cathédrale de Paris à l'époque franque*. P. 443 à 476. Il y a lieu de distinguer l'église de Paris, personnalité morale, désignée sous le titre tripartite de la Vierge, de saint Étienne et de saint Germain, et l'édifice matériel de la cathédrale dédié à saint Étienne. — Myrrha LOT-BORODINE. *Le double esprit et l'unité de Lancelot en prose*. P. 477 à 490. Le *Lancelot* est une « symphonie » dont l'auteur unique, tout en marquant les antinomies de l'esprit mondain et de l'esprit ascétique, de la nature et de grâce, tente de les concilier dans un élan final vers le ciel.

Dorothy Louise MACKAY. *Le système d'examen du XIII^e siècle d'après le « De conscientia » de Robert de Sorbon*. P. 491 à 500. — Constantin MARINESCO. *Notes sur les Catalans dans l'empire byzantin pendant le règne de Jacques II [roi d'Aragon] (1291-1327)*. P. 501 à 513. Cette étude est le fruit des recherches de l'auteur dans l'*Archivo de la Corona de Aragón* et dans l'*Archivo Municipal* de Barcelone. Elle est accompagnée de trois fac-similés de privilèges accordés aux marchands catalans par Andronic II Paléologue. — Paul-E. MARTIN. *Les sources hagiographiques relatives aux saints Placide et Sigebert et aux origines du monastère de Disentis*, étude de la *Passio Placidi*, de la *Vita S. Sigisberti*

et de l'*Appendix ad vitam*, sources de la tradition relative aux origines du monastère suisse. P. 515 à 541. — Jean MARX. *Guillaume de Poitiers et Guillaume de Jumièges*. P. 543 à 548. Celui-là aurait connu et utilisé celui-ci. — René MERLET. *Origine de la famille des Bérenger, comtes de Rennes et ducs de Bretagne*. P. 549 à 561. Le premier Bérenger, successeur de Judicaël et sans doute son beau-frère, comte de Rennes vers 888, était franc d'origine et ami de Robert, frère du roi Eudes. — Gabriel MILLET. *L'origine du logothète général, chef de l'administration financière à Byzance*. P. 563 à 573. — L'abbé H. NETZER. *La condition des curés ruraux du V^e au VIII^e siècle*. P. 575 à 601.

Albert PAUPHILET. *Le roman en prose de Perceval*. P. 603 à 618. — E. PERRIN. *De la condition des terres dites « Ancingae », lots correspondant chacun à l'accomplissement d'une corvée*. P. 619 à 640. — H. PIRENNE. *Le fisc royal de Tournai*. P. 641 à 648. — F. M. POWICKE. *Master Simon of Faversham*, « Oxford scholar » et philosophe aristotélicien, mort en 1306. P. 649 à 658. — P. PRINET. *Les armoiries françaises dans le « Clipearius Teutonicorum », armorial en vers latins rimés composé au XIII^e siècle par Conrad de Mure*. P. 659 à 675 (2 fig.). — Maurice PROU. *Le privilège de Charles le Chauve pour Sainte-Colombe de Sens du 5 décembre 847*. P. 677 à 690. — Olga DOBIACHE-ROJDESTVENSKY. *Quelques considérations sur les origines de l'écriture dite « gothique »*. P. 691 à 721. — Mario ROQUES. *Pour le commentaire d'Aucassin et Nicolette « esclai-rier le cuer »*. P. 723 à 736. — Ch. SAMARAN. *Un exemple de la survivance de « Diana » en Gascogne au XII^e siècle*. P. 737 à 742. Il s'agit d'un *quercus genescher*, chêne-fée, dont l'auteur cherche à déterminer la situation géographique. Le mot *genescher* serait un dérivé de *Diana* « entendu... au sens de démon et plus spécialement de démon des forêts. » — J. VENDRYÈS. *Pharamond, roi de France, dans la tradition irlandaise*. P. 743 à 767.

Il convient de féliciter MM. Robert Fawtier et Robert Latouche, qui ont assumé la tâche de diriger la publication de ce beau volume, digne du maître éminent qu'ils ont voulu honorer.

G. T.

W. KIENAST. *Die Deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte, bis zum Tode Philipps des schönen von Frankreich*. I. Utrecht, 1924. In-8°, xxxii-222 pages. (*Bijdragen van het Instituut voor Middeleeuwse Geschiedenis der Rijks-Universiteit te Utrecht*, X.)

M. W. Kienast s'est proposé, dit-il, d'étudier les conventions par lesquelles les rois d'Angleterre et de France se sont assuré le concours militaire des princes allemands ; ainsi a commencé la tradition ininterrompue des pensions et subsides acceptés par ces princes jusqu'aux temps modernes. Les conventions ainsi conclues reflètent les change-



ments de la politique générale, et l'on peut montrer aussi comment les princes allemands essayèrent d'en profiter pour atteindre les buts propres de leur politique ; enfin, elles ont eu des conséquences en histoire constitutionnelle, et elles ont leur intérêt pour l'étude des relations féodales.

Le premier volume de l'ouvrage dont l'auteur définit ainsi la portée a pour limites chronologiques, d'une part, la conquête de l'Angleterre par les Normands, à laquelle ont participé les Flamands, et, d'autre part, l'expédition menée en 1216 contre Jean sans Terre par Louis de France, qui avait à ses côtés le comte de Hollande.

Le travail de M. Kienast est sérieux et utile. Les documents inédits n'ont pas été abordés, mais la bibliographie est abondante, bien au courant et presque complète. En dehors de quelques articles de revues locales que M. Kienast ne pouvait que difficilement se procurer, je ne vois guère qu'un ouvrage important dont la lecture lui aurait été nécessaire et n'a pas été faite par lui : j'en parlerai plus loin. Mais je lui fais grief, alors qu'il cite d'insignifiantes dissertations d'étudiants allemands, d'omettre les quatre cents pages écrites sur les règnes de Louis VII et de Philippe-Auguste par Achille Luchaire, pour l'*Histoire de France* publiée sous la direction de Lavissee. C'est une œuvre originale, faite d'après les sources et de main de maître.

On peut chicaner à bon droit M. Kienast sur le titre qu'il a choisi et sur la matière du premier volume qu'il nous présente. Il l'a bourré de faits et de considérations qui débordent son cadre. Le sujet qu'il annonce se compose en réalité d'événements épars, de détails qui manquent souvent de cohésion ; il aurait fallu beaucoup d'habileté dans la rédaction pour les relier sans introduire de hors-d'œuvre. Il y a bien des hors-d'œuvre dans le livre de M. Kienast. Il nous présente de vastes exposés de politique générale et redit ce qui avait été copieusement dit avant lui par M. Alexandre Cartellieri ou par Achille Luchaire. Les considérations par lesquelles son ouvrage débute, les pages relatives à l'Empire angevin, à la politique d'Henry II dans le midi de la France, à Richard Cœur de Lion en Orient, etc., ne nous apprennent rien de neuf et alourdissent inutilement ce volume, qui eût pu être sagement réduit aux proportions d'un mémoire.

D'autre part, l'ossature même de l'exposé est constituée par l'histoire des relations des comtes de Flandre avec les rois de France et d'Angleterre. Nous voyons le comte Baudouin V, en 1066, trahir les intérêts de son pupille capétien, le jeune Philippe I^{er}, en laissant Guillaume le Bâtard passer la Manche, avec une armée où figuraient nombre de Flamands ; le comte Robert II s'engager à fournir des soldats à Henri Beauclerc ; le comte Thierry se mettre au service d'Henry II ; le comte Philippe renoncer momentanément à l'amitié anglaise et se lancer dans des intrigues qui l'isolent ; Richard Cœur de Lion et Jean

sans Terre disputer à Philippe-Auguste l'alliance flamande, et finalement la bataille de Bouvines délivrer pour longtemps les Capétiens du cauchemar de l'encerclement. C'est autour de ces faits de première importance, longuement relatés par M. Kienast, que viennent se grouper les pactes conclus par les comtes de Hainaut, les ducs de Brabant, etc. Mais n'est-il point contraire à la vérité historique la plus manifeste de considérer les comtes de Flandre comme des « princes allemands » ? Comme le fait remarquer l'auteur lui-même, la Flandre impériale s'étendait sur 3,000 kilomètres carrés seulement et la Flandre française sur 6,500 ; la plus peuplée et la plus riche des villes flamandes, Gand, faisait partie du royaume capétien ; Philippe d'Alsace avait des possessions qui s'étendaient au sud jusque dans les environs de Senlis et, préoccupé avant tout des affaires de France, il se targuait de mener à son gré le jeune Philippe-Auguste ; ce qu'il voulait, c'était arracher à la maison de Champagne la direction des affaires du royaume. Quand on nous rappelle de pareils faits, on nous remémore l'histoire intérieure de la France capétienne, et il ne s'agit pas de « princes allemands au service des puissances occidentales ».

Je confesse qu'il était assez difficile de choisir un titre acceptable pour définir la matière qu'a voulu traiter M. Kienast. Le même embarras se retrouve, qu'il soit question des comtes de Flandre ou des autres princes possessionnés des deux côtés de la frontière, jusqu'à la Méditerranée. Ce ne sont pas des « princes allemands » ; ce sont des seigneurs qui sont vassaux à la fois de l'Empire et du royaume de France. Or, c'est avant tout à ces seigneurs des Pays-Bas, de la Lorraine et du royaume d'Arles qu'a songé M. Kienast ; c'est de leur politique, de leurs tergiversations, de leurs palinodies qu'il nous parle. Son étude n'aurait-elle pas été plus proprement intitulée : « Les doubles-vassaux de l'Empire et de la France et leurs relations avec les puissances occidentales ? » Ma suggestion, pour inutile qu'elle soit, aura du moins le mérite de faire savoir au lecteur ce qu'il trouvera dans cet ouvrage.

M. Kienast est au cœur de son sujet lorsqu'il nous décrit, d'après les travaux de Longnon et des érudits locaux, les incertitudes des limites franco-allemandes au moyen âge, incertitudes qui ont, en grande partie, déterminé l'attitude politique de la féodalité, dans la région de la Meuse, de la Saône et du Rhône. Il nous rappelle que des déplacements de frontières eurent lieu par la volonté des grands, sans l'assentiment des souverains ; qu'on ne savait point, de certains territoires, s'ils appartenaient à la France ou à l'Empire : il en était ainsi pour La Voûte et Baix, dans le diocèse de Viviers.

L'attention des érudits qui s'occupent du ^{xv}^e siècle a été attirée depuis longtemps sur cette question des frontières par le soi-disant problème de la « nationalité » de Jeanne d'Arc, problème qui n'existait pas, disons-le en passant, aux yeux de ses contemporains : il leur était bien

indifférent qu'elle fût née dans la partie de Domrémy qui était contes-tée. Perceval de Boulainvilliers, dans sa lettre fameuse sur la Pucelle, déclarait qu'elle était née à Domrémy, au bailliage de Bassigny, en France. En réalité, le bailliage de Bassigny était barrois, et le Barrois n'était pas en France. De cela, Perceval ne se doutait point, non seule-ment parce que tous les Lorrains de ce pays étaient bons « Arma-gnacs », mais aussi parce que le territoire où était née Jeanne d'Arc était fief mouvant de la couronne, sans faire pour cela partie du royaume, et que les gens du roi, fidèles à leur tactique, s'efforçaient de confondre la mouvance et la souveraineté¹.

La situation, fort embrouillée au x^v^e siècle, ne l'était pas moins au xii^e, bien que les gens du roi n'eussent pas encore commencé leur patient travail d'annexion pacifique. Le comte de Champagne, à la suite des événements de Saint-Jean-de-Losne (1162), prêta hommage à Frédéric Barberousse pour six de ses fiefs qui étaient en terre d'Empire et trois qui étaient en terre française ; c'était la conséquence de la vio-lation des engagements pris par Louis VII envers l'Empereur et de la responsabilité du comte de Champagne choisi comme caution. Quelques-uns de ces fiefs, les uns allemands, les autres français, furent sous-inféodés par la maison de Champagne à un seigneur de l'Empire, le comte de Bar. Ce dernier tenait de l'évêque de Verdun le fief de Hans, qui était dans le royaume, et de Hans dépendaient féodalement des terres situées dans l'Empire. Le duc de Lorraine était vassal du comte de Champagne pour un fief dépendant de la châtellenie de Vitry. L'archevêque de Lyon avait ses domaines propres en terre impériale, mais il tenait du roi l'abbaye de Savigny. Pendant quelque temps, le duc de Bourgogne Hugues III fut vassal de l'Empereur pour le comté d'Albon. Enfin, il y avait des seigneurs largement possessionnés des deux côtés de la frontière, et quelques-uns pour des territoires d'égale importance : non seulement le comte de Flandre, mais le comte de Cha-lon, le comte de Mâcon, le seigneur de Beaujeu, l'abbé de Beaulieu, le comte de Valentinois, etc., et même le comte de Toulouse, qui faisait hommage à l'empereur pour le comté de Provence.

Cette condition ambiguë leur fut souvent avantageuse, soit qu'ils en profitassent pour rester neutres dans les conflits, soit surtout qu'ils vendissent leurs services aux souverains qui en avaient besoin. Les em-pereurs résidaient loin de leur frontière occidentale et avaient alors bien d'autres préoccupations ; ils ne cherchèrent pas à pêcher en eau trouble : le traité conclu à Orvieto entre le roi des Romains et Hugues III de Bourgogne, momentanément brouillé avec Philippe-Auguste (1186), est un exemple unique. En revanche, les rois d'Angleterre, qui pouvaient

1. Voir mon Bulletin de la *Revue historique*, septembre-décembre 1921, t. CXXXVIII, p. 85-86.

offrir de riches pensions et avaient le plus grand intérêt à inquiéter les Capétiens dans l'est, disputèrent à Louis VII et à Philippe-Auguste l'alliance des princes des Pays-Bas et du royaume d'Arles. En fait, ce furent surtout les comtes de Flandre et de Hainaut, les ducs de Brabant et de Limbourg, les comtes de Loos, de Hollande, de Bar, qui entrèrent dans le jeu.

M. Kienast a longuement analysé les pactes dont il a retrouvé ou pu reconstituer la teneur. Ils ne manquent pas d'intérêt, ni même de saveur. Le plus ancien est celui que le comte de Flandre, Robert II, conclut le 10 mars 1103 avec le roi d'Angleterre Henry I^{er}. Moyennant un fief en argent, consistant en une pension annuelle de 500 marcs, il promet d'aider Henry I^{er} à défendre son royaume contre tout envahisseur ; il fait réserve de la fidélité qu'il doit au roi de France ; mais le contrat est passé de telle façon que les Flamands, en cas de conflit entre les deux rois, serviront pour la forme seulement le roi de France et donneront leur concours effectif à son adversaire ; il est entendu, en effet, que si l'Angleterre est envahie, le comte de Flandre amènera en personne mille chevaliers au secours d'Henry ; il sera dispensé du service personnel si l'envahisseur est le roi de France ; mais si ce dernier requiert de lui le service d'ost, le comte ne lui fournira que le nombre de chevaliers rigoureusement nécessaire pour éviter la forfaiture ; enfin, le roi d'Angleterre pourra recruter librement des chevaliers en Flandre. Ce pacte ne semble pas avoir été appliqué par Robert II, et Baudouin VII se rangea même du côté de Louis VI. Mais, au courant du siècle, la convention fut plusieurs fois renouvelée, et lorsqu'en 1186 Philippe-Auguste se prépara à envahir le Vexin normand et convoqua son vassal flamand, celui-ci consentit à remplir le devoir d'ost, mais en même temps il envoya quelques centaines de guerriers en Angleterre, pour la défendre soi-disant contre une invasion ; en réalité, le contingent flamand, arrivé en Angleterre, fut rembarqué et alla servir Henry II en Normandie. Il y avait des façons pharisaïques de comprendre la loyauté féodale.

A mesure que le roi de France devint plus puissant, il fut plus difficile à son rival d'obliger les princes des Pays-Bas et de Lorraine à tenir leurs engagements. La conquête de la Normandie et des provinces de la Loire donnait à Philippe-Auguste les moyens pécuniaires suffisants pour les attirer. Ainsi Thibaud, comte de Bar, abandonna pendant quelque temps l'alliance anglaise. Renaud de Dammartin réussit en 1212 à l'y ramener. Thibaud eut l'audace de réclamer les arriérés de son fief en argent, autrement dit les revenus que Jean sans Terre ne lui avait pas servis pendant qu'il était au service de Philippe-Auguste. Mais le plus cynique de tous fut le duc de Brabant, Henri I^{er}, qui pratiqua effrontément un jeu de bascule. Successivement pensionné par les rois d'Angleterre et par Philippe-Auguste, il avait été le candidat

patronné par le roi de France, pour le trône impérial, après la mort de Philippe de Souabe ; puis, se rendant compte de l'insuffisance de ses moyens, il avait très vite fait sa soumission à Otton de Brunswick. Ne pouvant obtenir d'Otton des secours contre son ennemi l'évêque de Liège, il se parjura de nouveau, épousa la fille de Philippe-Auguste et promit fidélité au roi de France et à quiconque serait, avec l'approbation de ce dernier, élu empereur. Quelques mois après, battu par l'évêque de Liège, le duc de Brabant revint à l'alliance anglaise et envoya à Jean sans Terre un contingent de Brabançons. Mais il resta en relations avec Philippe-Auguste et, à Bouvines, il donna le signal du sauve-qui-peut.

M. Kienast note aussi, mais sans y insister, les efforts faits par les rois d'Angleterre pour se procurer l'appui des villes flamandes, des marchands flamands, et prendre à leur solde, par des contrats individuels, des chevaliers des Pays-Bas. Les Flamands, les Brabançons, les Hennuyers étaient d'excellents soldats. Ils constituèrent des troupes de mercenaires très redoutées, aussi bien des Français que des barons anglais ennemis de Jean sans Terre. Il aurait été bon que M. Kienast étudiât cette question. Outre les renseignements que fournissent les *Lettres closes* de Jean, publiées par Th. Duffus Hardy, je puis indiquer qu'on trouverait des informations dans les comptes restés inédits de Jean sans Terre, au Record Office. En consultant tout récemment le *Rotulus de prestitis* de la Chambre, pour l'année 1212-1213, j'y ai trouvé des listes de *Milites Flandrie* à la solde de Jean¹ ; je note que l'un d'eux s'appelait Michel de Harnes : c'était certainement Michel de Harnes le neveu, connétable de Flandre, dont jusqu'aujourd'hui les érudits n'avaient pu déterminer l'attitude politique, et non pas Michel de Harnes l'oncle, fidèle serviteur de Philippe-Auguste, à qui j'ai attribué l'inspiration d'une chronique en français éditée récemment². Philippe-Auguste comprit bien l'importance militaire de cette moyenne et petite noblesse septentrionale, besogneuse et guerrière, et chercha à s'en assurer la fidélité par un système de cautionnements mutuels. Elle était peu distante socialement de certains barons de médiocre importance, dont M. Kienast a exposé minutieusement les avatars.

L'auteur devra approfondir aussi ses recherches en ce qui concerne l'attitude de la noblesse lorraine. Je lui signale un livre qu'il n'a pas connu, l'étude du comte Maurice de Pange sur les *Lorrains de France au Moyen Age* (1919) : elle lui ouvrira des horizons nouveaux, et je ne mets pas en doute qu'il ne tienne compte des suggestions de ce savant.

1. *Record Office, Exchequer Accounts*, 325.2 : *Rotulus de prestitis Camere domini regis J., a. r. XIV^{mo}*, membr. 1 et 4. Michel de Harnes avait un fief en argent de dix livres. Voir aussi le *Norman Roll* 5 John, membr. 2 : Henri de Bailleul touche une pension de trente livres.

2. *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, année 1926 ; sur Michel de Harnes le neveu, appelé aussi Michel de Boulaere, voir p. 104.

Les relations féodales et les fiefs en argent ne sont pas les seuls facteurs dont il faille tenir compte. Ce n'était point du côté d'Aix-la-Chapelle que les Lorrains de la frontière regardaient, c'était du côté de la Champagne et de la France, et M. de Pange a pu dire que « l'Empire, avec son caractère éminemment cosmopolite, ne cherchait pas à lutter contre l'idée si profondément admise en Lorraine que pour être Français il n'était pas nécessaire d'appartenir au royaume ». Un des chevaliers les plus affectueusement attachés à Philippe-Auguste, un des cinq qu'il embrassa avant la bataille de Bouvines, était un Lorrain, Gérard la Truie¹. La vénalité, fille de la pauvreté, et l'amour des aventures, et le jeu varié et changeant des rivalités locales, ont été assurément, on le voit bien dans le livre de M. Kienast, les motifs les plus habituels des pactes qu'il a étudiés. Mais les traditions et les sentiments ont pu aussi avoir leur importance ; prenons garde de diminuer à l'excès leur part. L'Histoire contient plus de choses que les savants n'en voient.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

The great rolls of the Pipe of the third and fourth years of the reign of king Richard the first, Mich. 1191 and Mich. 1192, publiés par Doris M. STENTON. Londres, Pipe Roll Society, 1926. In-8°, xxviii-424 pages. (*The publications of the Pipe Roll Society*, vol. XL ; nouv. série, vol. II.)

Le nouveau volume des comptes de l'Échiquier d'Angleterre sous le règne de Richard Cœur-de-Lion que publie M^{me} Stenton est extrêmement instructif. Les comptes qu'il englobe vont de la Saint-Michel (29 septembre) 1190 à la Saint-Michel 1192. C'est l'époque de la grande absence du roi, parti le 9 août 1190 de Marseille à destination de la Terre Sainte et qui ne devait rentrer en Angleterre qu'en mars 1194.

Aussi est-ce moins sur lui que sur ses représentants et les membres de sa famille, spécialement son frère Jean, que les documents financiers de cette période apportent d'intéressants détails. M^{me} Stenton les a elle-même fort bien fait valoir dans son excellente préface, à laquelle devront se reporter les historiens soucieux de vérifier, compléter et éclairer les indications généralement insuffisantes des chroniqueurs du temps. Le rôle joué par le chancelier Guillaume de Longchamps, évêque d'Ely, y est mis en pleine lumière. On y verra prouvée par des exemples précis, tirés des pièces comptables, la réalité des faits allégués par

1. Sur les origines et les attaches de Gérard la Truie, voir M. de Pange, *ouvr. cité*, p. 19 et suiv., 35 et suiv. J'avais perdu de vue la démonstration de M. de Pange lorsqu'ici-même, dans mon édition du *Fragment de l'histoire de Philippe-Auguste* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1926, p. 103 et notes 1 et 2), j'évitais de me prononcer sur le pays d'origine de ce chevalier.

Roger de Howden, lorsqu'il accuse en termes formels le chancelier d'avoir abusé de la confiance de Richard durant la croisade, d'avoir été par son sans-gêne une des causes principales des désordres dont l'Angleterre fut alors le théâtre et d'avoir ainsi fourni à Jean Sans-Terre un prétexte à intervenir, dont celui-ci se saisit aussitôt.

Sur la lutte qui éclata alors, au sujet de l'élection au siège primate de Canterbury, sur la mission d'enquête confiée par le roi à l'archevêque de Rouen Gautier de Coutances, les comptes ne sont pas moins utiles à feuilleter, comme aussi, bien entendu, sur le fonctionnement des services normaux de l'administration anglaise, spécialement de l'administration judiciaire : toutes indications que M^{me} Stenton a su coordonner dans sa préface d'une façon très judicieuse et avec beaucoup de lucidité. Elle y a joint un relevé fort commode des renseignements essentiels qu'on peut tirer des comptes sur quelques-uns des personnages les plus notables du temps : éléments biographiques précieux, malgré leur sécheresse, et qui jettent parfois un jour inattendu sur l'histoire des seigneurs anglais du XII^e siècle.

Ajoutons que les comptes sont édités avec une élégance et une clarté dignes de tout éloge et que les deux tables alphabétiques dont ils sont suivis, — table des noms propres et *index rerum*, — en rendent la consultation aussi facile que fructueuse.

LOUIS HALPHEN.

Alexander CARTELLIERI. *Richard Löwenherz*. (Tirage à part, p. 131-148, de : *Probleme der englischen Sprache und Kultur, Festschrift für Johannes Hoops zum 60 Geburtstag*. Heidelberg, 1925.)

M. A. Cartellieri connaît aussi bien qu'homme du monde les sources historiques anglaises et françaises de la fin du XII^e siècle, et nous donne dans ce mémoire un portrait en pied, minutieux et exact, de Richard Cœur de Lion. Naturellement, il ne peut pas nous apprendre grand-chose de neuf sur ce royal coureur d'aventures. Richard est de ces personnages historiques dont on a vite fait le tour. Peut-être, en citant les textes vraiment caractéristiques, M. Cartellieri aurait-il donné plus de vie et d'intérêt à son exposé. Il aurait notamment pu tirer meilleur parti de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal* : il ne suffisait pas de mentionner en passant l'entrevue de Richard Cœur de Lion avec le légat Pierre de Capoue, que le roi menaça et injuria grossièrement, et il ne fallait pas négliger la scène de la réconciliation entre Richard et Jean sans Terre en 1194.

CH. PETIT-DUTAILLIS.

Philippe DE COMMYNES. *Mémoires*, édités par Joseph Calmette, avec la collaboration du chanoine G. Durville. T. III : 1484-1498. Paris, Champion, 1925. In-8°, 442 pages. (*Les classiques de l'Histoire de France au moyen âge*, publiés sous la direction de Louis Halphen, n° 6.)

Avec ce troisième volume s'achève l'excellente édition, menée rapidement à son terme par notre confrère M. Calmette. Il contient les vingt chapitres du livre VII (1484-1495) et les vingt-sept chapitres du livre VIII et dernier (1495-1498), autrement dit les prodromes de l'expédition d'Italie et l'expédition elle-même jusqu'au retour et à la mort de Charles VIII. Du récit de Commines, si connu, si souvent utilisé ou même simplement paraphrasé par les historiens, il n'y a rien à dire ici. Pour l'établissement du texte, M. Calmette ne disposait désormais que du manuscrit Polignac, sur lequel était fondée, comme on sait, l'édition de Mandrot, mais, suivant en cela l'exemple de M^{lle} Dupont, il a utilisé aussi les anciennes éditions qui procèdent souvent de manuscrits perdus ; elles lui ont permis d'amender en certains cas les leçons du manuscrit Polignac. Pour le commentaire, M. Calmette se trouvait mieux préparé encore, si possible, que pour les six premiers livres par ses travaux antérieurs. On ne saurait trop louer en lui l'étendue et la sûreté d'une érudition historique puisée sur presque tous les points aux sources originales et qui seule pouvait lui permettre de marquer un progrès sur une édition aussi soignée, aussi fortement documentée que celle de B. de Mandrot.

Un index de plus de cent-dix pages à deux colonnes termine ce troisième et dernier volume. Chacun des articles est analytique, ce qui était le seul moyen de rendre pratiquement utilisable un si copieux répertoire de noms et de faits. De plus, les graphies, souvent étranges, des noms de personne et de lieu s'y trouvent à leur place alphabétique.

C'est donc un travail tout à fait méritoire que cette nouvelle édition, et tel que seul peut-être en France M. Calmette était en état de l'entreprendre. On peut cependant relever dans ce troisième volume certaines traces de hâte. Quelques fautes d'impression, à vrai dire vénielles : p. 71, n. 3, lire *H* au lieu de *P.* Courteault ; p. 79, n. 4, lire *Montone* au lieu de *Montrone* ; p. 122, n. 2, lire *Sforza* au lieu de *Sfaza* ; p. 280, n. 5, lire *Gabotto* au lieu de *Gabatto*. — Quelques négligences dans l'index : à l'article Robbio, lire 246 au lieu de 56 ; le nom *Aubigny* n'y est pas représenté ; l'article *S. Sever* n'a pas de références ; la forme *Astoly* aurait dû être, semble-t-il, notée après *Atri* ; de même la forme *Almane* après *Rimini*. — P. 216, il s'agit de Perrot d'*Augnaz* et non d'Ognoys, du nom d'une localité alors sise dans la vicomté de Fezensaguet (au-

jourd'hui au canton d'Auch) et dont Commynes a donné exactement la forme ancienne *Ognoas* ; p. 110, n. 2, qu'est-ce que les planchers (plafonds) de *Beauce*? L'original imprimé de la bibliothèque de Nantes porte, je crois, *Beauze*, ce qui ne résout pas la difficulté. J'ai peine à croire, en tout cas, qu'il s'agisse de la Beauce.

Ch. SAMARAN.

LUCIEN ROMIER. *Catholiques et Huguenots à la cour de Charles IX*. 2^e édit. Paris, Perrin, 1924. In-8°, 355 pages.

Dans un nouveau volume, qui complète la série d'études qu'il a entreprises¹, M. Romier donne un tableau concentré des deux premières années du règne de Charles IX, en utilisant les témoignages des ambassadeurs italiens, dont les correspondances sont conservées aux archives de Mantoue, Modène, Turin, Rome, etc.

C'est alors une période de crise. Malgré les tentatives d'apaisement de la reine mère, soucieuse, avant tout, d'assurer le pouvoir à son fils, les armées des deux partis, conduits par Guise et Condé, se constituent avant d'en venir aux mains. Catherine, aidée par Michel de L'Hôpital, essaye en vain de louver au milieu de difficultés insurmontables. Elle commet d'ailleurs des erreurs parce qu'elle ne tient pas compte de la force des sentiments religieux qui s'opposent. Malgré un succès relatif aux États d'Orléans, elle échoue lorsque au colloque de Poissy elle veut concilier en un compromis généreux, mais paradoxal, les traditions essentielles des deux croyances. La constitution définitive de l'opposition catholique autour de Guise, Montmorency et Saint-André rejette alors la souveraine vers Théodore de Bèze et Coligny. Mais les adversaires des protestants sentent leurs forces, et, ayant complètement gagné l'esprit de l'ambitieux et versatile roi de Navarre, Antoine de Bourbon, lieutenant général du royaume, ils ne veulent pas renoncer au pouvoir. Le massacre d'inoffensifs chanteurs de psaumes à Vassy brise brutalement la paix relative, qui régnait depuis la mort de François II.

Ce fut là un « crime », comme le dit fort bien M. Romier, car l'acte était contraire aux édits et déclarations du roi. La responsabilité en retombe pleine et entière sur Guise. Les conséquences en furent immédiates, en déchainant la lutte fratricide à laquelle tendaient avec passion les ambitions des chefs rivaux, et qui fut sur le point de compromettre l'unité et la vie même du pays.

Paul-M. BONDOIS.

1. Voir *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXXXIII, 1922, p. 397 ; t. LXXXIV, 1923, p. 177.

Supplément à l'Histoire universelle d'Agrippa d'Aubigné, publié pour la Société de l'Histoire de France, par J. PLATTARD. Paris, Éd. Champion, 1925. In-8°, xxviii-319 pages.

Agrippa d'Aubigné, retiré à la fin de sa vie en son manoir du Crest, près de Genève, résolut de rédiger des annales de la lutte que soutinrent contre Louis XIII ses coreligionnaires de 1619 à 1622. Cette œuvre devait être le supplément de son *Histoire universelle*, dont une nouvelle édition en trois volumes venait de paraître en Suisse. C'est à partir de 1627 qu'il entreprit ce travail, qu'il mena à bonne fin. Tenu au courant des événements par des lettres des chefs protestants, le duc de Rohan, François de La Rochefoucauld, sieur du Parc d'Archiac, Louis de Champagne, comte de La Suze, et son gendre, Josué de Caumont d'Adde, il se documenta dans les mémoires, factums et autres publications et, s'appuyant sur ces sources assez sûres, donna un récit détaillé, exact, mais sans renseignements nouveaux, et encombré de petits détails d'ordre militaire, sans grand intérêt. Le manuscrit fut remis par la veuve de l'auteur, avec ses autres papiers, au pasteur Théodore Tronchin et resta dans les archives de cette famille genevoise, au château de Bessinges. M. J. Plattard en a entrepris la publication, complétant l'édition qu'A. de Ruble a donnée de l'*Histoire universelle* de 1886 à 1897. C'est un réel service qu'il a rendu là à ceux qui s'occupent du règne de Louis XIII. Ce récit n'apporte pas de renseignements bien sensationnels. Mais il prouve que le style de l'auteur des *Tragiques* était resté vigoureux, étincelant de formules et d'images saisissantes ; il fait ressortir aussi un désir très vif d'impartialité, qui fait dire au grand écrivain en une phrase expressive : « Quand la vérité met le poignard à la gorge, il faut baiser sa main blanche, quoique tachée de notre sang. »

Paul-M. BONDOIS.

Le commandant Raymond QUENEDEY. *L'habitation rouennaise, étude d'histoire, de géographie et d'archéologie urbaines*. Rouen, Lestringant, 1926. Gr. in-8°, 430 pages, 77 fig. et 24 pl.

Les études d'urbanisme, assez négligées en France jusqu'ici, semblent jouir actuellement d'une certaine faveur. Après les travaux récents de M. Lavedan, et en attendant le manuel que prépare notre confrère M. Jean Verrier, voici une excellente monographie sur l'habitation rouennaise, contribution à l'étude de l'urbanisme. Le commandant Quenedey, qui préparait ce livre depuis de longues années, a déjà publié de nombreux travaux de détail sur ce sujet. L'objet qu'il s'est proposé est considérable : l'étude de l'habitation rouennaise en elle-

même et dans l'agglomération urbaine, la description des types de maisons et les déterminations des caractères et des causes de leur évolution, depuis les origines jusqu'à nos jours. L'auteur étudie successivement les conditions naturelles du pays de Rouen, matériaux, essences de bois, climat, et les conditions humaines : race, variations de la population, extension de la ville ; la construction des murs et des pans de bois, des planchers, des combles, des escaliers ; la décoration et la distribution intérieure des maisons.

Le type de la maison rouennaise est la maison à pans de bois, percée de nombreuses fenêtres, couverte d'un toit à pentes raides et montée sur des solives en pierre de taille posées sur la terre. Le trait le plus frappant de l'évolution de la construction de cette maison, c'est la substitution aux poteaux montant de la base au sommet du bâtiment et dans lesquels s'assemblent les parties horizontales portant les planchers et la charpente du comble, de poteaux courts, de la hauteur d'un étage, superposés les uns aux autres, et portant, assemblées à leur tête, les pièces horizontales. C'est à la fin du xv^e siècle que se fait cette substitution imposée par la rareté des bois longs et par la difficulté du levage de pans de bois de la hauteur de la maison.

Je voudrais pouvoir insister davantage sur cet important volume, plein de vues nouvelles et intéressantes, et qui pourra servir de modèle aux monographies que l'on voudrait voir publier dans les autres grandes villes de France.

Marcel AUBERT.

Épithaphier de Picardie, publié par R. RODIÈRE. Amiens et Paris, 1925. In-4°, 634 pages. (*Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, documents inédits, t. XXI.)

La Société des Antiquaires de Picardie est une de nos sociétés de province les plus actives, et ses publications sont justement appréciées. Les érudits picards attendaient avec impatience le dernier volume, demeuré longtemps sous presse, qu'elle vient de faire paraître. L'éditeur, un épigraphiste très averti, M. Rodière, l'a composé avec la science et l'érudition qui distinguent tous ses travaux et l'amour filial qu'il porte à sa petite patrie.

L'épithaphier de l'héraldiste picard Nicolas de Villers-Rousseville, mort en 1726, a servi de base à ce volume. Il nous est transmis par trois manuscrits, qui sont en grande partie les leçons d'un même original : un manuscrit de la bibliothèque des Antiquaires de Picardie, un manuscrit du fonds Clairambault, de la Bibliothèque nationale, enfin l'épithaphier de la cathédrale d'Amiens, du fonds Du Cange, à la bibliothèque de l'Arsenal. Ce dernier manuscrit, aux armes chargées de trois roses, que le vaniteux Villers-Rousseville s'était indûment attribuées,

paraît être un original ; son texte est plus correct que celui des deux autres, l'écriture est bonne. Malheureusement, il ne contient qu'une faible partie de l'ouvrage total. Le plus précieux des trois recueils est celui de la Bibliothèque nationale, qui renferme, suivant la remarque de M. Prinet, un certain nombre d'inscriptions de la main de Gaignières.

Collationner les trois manuscrits et choisir le meilleur texte était déjà un travail délicat. M. Rodière ne s'en est pas contenté, et, quand l'inscription originale existait, c'est l'original lui-même qu'il a transcrit.

Le chapitre relatif à la ville d'Amiens est le plus important et occupe à lui seul plus de la moitié du volume. Un grand nombre d'inscriptions avaient déjà été publiées, soit dans la belle monographie de M. Georges Durand¹, soit dans l'ouvrage connu sous le nom de « Manuscrits Pagés² », mais bien d'autres restaient encore inédites. On trouve dans ce chapitre la liste complète des maîtres de la célèbre confrérie du Puy, de 1389 à 1755. Au bas du tableau que chaque maître, à sa sortie de charge, faisait exécuter en l'honneur de la Vierge, on lisait une devise enveloppant dans un rébus le nom du donateur. La plupart de ces « refrains palinodiques » sont extraits d'un manuscrit de la bibliothèque des Antiquaires de Picardie. Noms des maîtres et refrains étaient déjà publiés pour la plupart, mais la description de leurs armes n'avait pas encore été donnée.

L'ouvrage s'étend sur un vaste territoire, englobant, comme il était naturel, des villes picardes non comprises dans le département de la Somme, telles Montreuil, Noyon, Saint-Quentin, Château-Thierry, mais aussi quelques localités étrangères à la province, comme Ath, Bergues, Cambrai, Dijon, Dunkerque, Gravelines. M. Rodière n'a pas cru devoir les éliminer, afin de donner un texte complet de ses manuscrits.

Sans doute les inscriptions relevées dans les villes, surtout dans les villes que la dernière guerre a détruites ou ravagées, comme Péronne, Montdidier, Ham, Nesle, sont infiniment précieuses, mais une épigraphie recueillie dans un simple village offre, elle aussi, parfois, un piquant intérêt. Celle de Florentin Hubert, mort en 1562, dans l'église de Marchais, est passée à la postérité sous une forme tout à fait inattendue. On peut y lire encore que la veuve de Florentin, Anne de Fer..., « a veu et peu dire avant mourir : ma fille dict à ta fille que la fille de sa fille pleur ». M. Rodière émet l'hypothèse très vraisemblable que M^{me} de Sévigné, se rendant en pèlerinage à Notre-Dame de Liesse,

1. G. Durand, *Monographie de l'église Notre-Dame, cathédrale d'Amiens*. Amiens et Paris, 1901-1903, 2 vol. in-4°, 535-664 p., cxi pl. en héliogravure.

2. *Manuscrits de Pagés, marchand d'Amiens, écrits à la fin du XVII^e et au commencement du XVIII^e siècle, sur Amiens et la Picardie*, mis en ordre et publiés par Louis Douchet. Amiens, 1856 à 1862, 5 vol. petit in-8°.

connut cette inscription, transcrite presque mot pour mot dans sa lettre du 11 septembre 1676 à M^{me} de Grignan : « ... Madame la chancelière (la chancelière Séguier) pourra dire : Ma fille, allez dire à votre fille que la fille de sa fille crie ¹ ». Mais il se peut également que lettre et inscription reproduisent un dicton populaire.

Abbeville et, d'une manière générale, le Ponthieu sont faiblement représentés dans cet ouvrage. L'épithaphier concernant cette partie de la province, dont la publication vient d'être confiée à M. Rodière par la Société d'émulation d'Abbeville, comblera prochainement cette lacune. Dès lors, la Picardie ne le cédera guère aux deux provinces voisines, l'Artois et la Flandre, si riches en publications épigraphiques².

Ph. DES FORTS.

Gaston ZELLER. *La réunion de Metz à la France (1552-1648)*.

1^{re} partie : *L'occupation*. Paris, édit. des « Belles-Lettres », 1926. Gr. in-8°, 502 pages. (Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg, fasc. 35.)

M. Zeller s'est efforcé de montrer dans la thèse documentée et minutieusement détaillée qu'il consacre à la réunion de Metz à la France, que la conquête des Trois-Évêchés, facilement opérée en 1552, n'a été que le résultat d'un accident, presque d'un pur hasard, et non la conclusion réfléchie de la politique extérieure du gouvernement royal. Les souverains ne s'étaient auparavant occupés de la frontière de l'est que pour combattre leurs adversaires les ducs de Bourgogne, puis ils avaient dirigé leurs forces vers l'Italie et la lutte contre la maison d'Autriche, avant de « délaissier l'œuvre ébauchée de l'unité territoriale pour poursuivre la chimère de l'unification religieuse. »

Les origines diplomatiques de l'occupation s'expliquent par l'état même de l'Empire, ce grand corps sans cohésion, qui se dissociait de jour en jour. Les rapports déconcertants de François I^{er} et de Henri II avec les princes luthériens, — dont certains, d'ailleurs, comme l'électeur Maurice de Saxe et le margrave Albert de Brandebourg, étaient des alliés peu sûrs, — aboutirent aux conférences de Lochau et de Dresde, où, grâce à l'activité de l'envoyé français, Jean Des Monstiers, sieur de Fresse, évêque de Bayonne, fut prévue et légitimée la prise par Henri II de Metz, Toul, Verdun et même Cambrai, pour combattre la puissance de Charles-Quint.

1. *Lettres de M^{me} de Sévigné, de sa famille et de ses amis*, édit. Monmerqué. Paris, 1862-1868, 13 vol. et un album, t. V, p. 56.

2. A rectifier une inadvertance de l'auteur : page 482, note 5, les inscriptions du Mont-Saint-Martin ont été relevées non dans la minuscule commune de ce nom en Soissonnais, mais dans la grande abbaye homonyme, située sur le territoire de la commune de Gouy près du Catelet, à l'autre bout du département de l'Aisne.

La situation intérieure de Metz a aussi contribué à cette solution. Les habitants cherchaient avant tout à conserver la liberté, qu'ils devaient à la situation qu'avait la cité de ville impériale (Reichsstadt). Ils voulurent rester « neutres » dans le grand conflit. Mais ils avaient plus d'affinités pour la France que pour l'Allemagne. Puis leur attitude expectante fut compromise par la rivalité qui s'éleva entre les catholiques et les protestants, groupés autour des grandes familles des Baudouche, des Heu, des Gournay, et par l'arrivée d'un nouvel évêque ambitieux, Robert de Lenoncourt, qui voulut devenir maître de la ville et du pays messin.

Ainsi le « voyage d'Allemagne » fut entrepris par l'armée du roi, avec toutes chances de succès. Et sans ruse ni trahison, quoi qu'on ait dit, le connétable de Montmorency entra à Metz le 10 avril 1552. Les habitants lui ouvrirent les portes sans protester : ils n'avaient, comme dit M. Zeller, ni raisons sérieuses ni moyens suffisants pour lui résister. Cette simple occupation devint une prise de possession complète, lorsque l'Empereur échoua, en assiégeant la ville, devant l'énergique défense dirigée par le duc de Guise.

La marche des troupes françaises vers le Rhin fut une manifestation inutile par suite de l'abandon des princes allemands. L'expédition « finit sans gloire. » Mais elle méritait l'étude approfondie qui vient d'être faite, par l'immense progrès qui fut réalisé grâce à la conquête des Trois-Évêchés, et son importance ressort d'autant plus que les contemporains n'en ont compris ni l'intérêt ni la signification.

Paul-M. BONDOIS.

J.-M. MAUBOURGUET. *Le Périgord méridional, des origines à 1370.*

Étude d'histoire politique et religieuse. (Thèse de doctorat présentée à la Faculté des lettres de Bordeaux.) Cahors, impr. A. Coueslant, 1926. In-8°, 434 pages et 1 carte.

— *Le Cartulaire de l'abbaye de Cadouin*, précédé de notes sur l'histoire économique du Périgord méridional à l'époque féodale. (Thèse complémentaire.) Cahors, impr. A. Coueslant, 1926. In-8°, LIV-112 pages.

Le cadre choisi par M. Maubourguet confronte au nord aux rives gauches de la Vézère et de la Dordogne ; mais le Périgord « méridional », ainsi qu'il le comprend, c'est surtout l'ancienne circonscription diocésaine de l'évêché de Sarlat (1317), dont les limites excédaient légèrement au sud celles du département de la Dordogne, et qui embrassaient le Sarladais dans son ensemble et la majeure partie du Bergeracois.

Le passé de cette région pittoresque offre assez de traits particuliers pour que M. Maubourguet ait été tenté de le faire revivre par grandes

époques et marquer son indépendance à peu près complète du reste du Périgord. Après avoir succinctement décrit l'aspect physique et les origines (inclus la préhistoire) du « Périgord méridional », l'auteur retrace en quatre livres l'époque de la Renaissance féodale et le temps de Philippe-Auguste (XI^e s.-début du XIII^e s.) ; le temps de saint Louis (1223-1285) ; le temps de Philippe le Bel (1285-1328) et les débuts de la guerre de Cent ans (1328-1370). Chaque livre consacre autant de chapitres à la politique extérieure, aux seigneuries, aux bourgs, au clergé séculier et régulier, à la vie religieuse et morale. Dans un sujet vaste et complexe, ces subdivisions, qui retardent souvent l'enchaînement des faits, apportent de l'ordre et de la clarté dans l'étude d'un grand nombre de points qui n'avaient été que signalés rapidement jusqu'ici. Malgré une certaine tendance « encyclopédique », M. Maubourguet a réussi une synthèse d'histoire provinciale pleine d'intérêt.

L'information de M. Maubourguet est généralement précise et dûment contrôlée par le recours aux sources : par hasard, il accueillera une tradition datée sur une fausse charte (cf. *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. XVIII, 1891, p. 136). Son récit est sobre, ses discussions toujours larges et de bonne foi. Si ses pages d'introduction ne contiennent guère que des notions d'histoire élémentaire, celles qui ont trait à l'époque féodale et royale sont riches de la substance bien assimilée des documents authentiques ou des travaux les plus autorisés.

M. Maubourguet a marqué avec force le rôle stratégique et politique important joué par la région de la Dordogne dans les affaires de Guyenne, de Philippe-Auguste à Charles V. Mais son effort a été surtout dirigé vers un renouvellement de l'histoire ecclésiastique du « Périgord méridional ». Qu'il discute les origines obscures des monastères de Saint-Cyprien, de Terrasson, de Saint-Avit-Sénieur, de Saint-Amand-de-Coly et de Sarlat, qu'il retrace les conflits entre les abbés et les bourgeois de Sarlat au XIII^e siècle, qu'il étudie dans le détail la création de l'évêché de Sarlat et le personnel du diocèse de 1317 à 1370, le travail de M. Maubourguet est toujours consciencieux et rendra des services.

On regrettera que l'agencement des références laisse parfois à désirer dans cet ouvrage bien présenté.

Comme thèse complémentaire, M. Maubourguet donne l'édition des fragments conservés du Cartulaire de Cadouin (1115-1234). Le texte, d'intérêt assez mince, est établi avec soin, mais l'identification des noms de lieux n'est pas toujours exacte et le type de table adopté pour les noms propres manque de précision. En hors-d'œuvre, M. Maubourguet a rédigé, avec des documents pour la plupart des XIV^e et XV^e siècles, quelques notes d'histoire économique ; les détails utiles

qu'elles contiennent pourront encourager l'auteur à reprendre cet essai qui, dans l'ensemble, reste assez vague.

Géraud LAVERGNE.

Comptes consulaires de la cité et du bourg de Rodez, publiés par H. BOUSQUET ; 1^{re} partie : *Cité* ; vol. I (1350-1358). Rodez, imprimerie P. Carrère, 1925. In-8°, VIII-536 pages. (*Archives historiques du Rouergue*, t. VI.)

Ces comptes, tout entiers en langue provençale et tirés des archives communales de Rodez, se rapportent aux trois années consulaires 1350-1351, 1355-1356 et 1357-1358, les seules pour la période de 1350-1358 dont nous ayons encore la comptabilité. Ils sont publiés avec quelques notes explicatives et un index, mais sans la préface, qui est sans doute renvoyée à un volume ultérieur.

Tels quels, ils sont cependant d'une utilisation facile, parce que recettes et dépenses y sont réparties d'une façon méthodique et classées par chapitres. Ainsi, pour l'année financière 1355-1356, les recettes comprennent les chapitres suivants : gabelle, première et seconde taille, arrérages divers, contribution du chapitre, prêt, revenu des cens, revenu des ventes et des « lauzimes », troisième taille, recettes des fossés, recettes pour ventes diverses ; les dépenses se répartissent en dépenses de la « Maladie », dépenses pour la levée de la taille, dépenses générales, dépenses pour les armes, dépense pour le « trop fait des fossés », présents, robes des consuls, guet, luminaire, dépenses pour l'établissement de la taille et des comptes, dépenses pour l'expédition de Villefranche, subside, procès de J. Laurens, voyages, dépenses pour les gens d'armes, dépenses pour les murs de la cité (murs, bois d'œuvre, toitures, échauquettes, créneaux et parapets, fossés, claies, fers, pointes et outils, sable, chaux, transport de matériaux), sans compter quelques dépenses annexes.

Il y a là une mine de renseignements extrêmement précieux non seulement pour l'histoire même de l'administration consulaire, mais pour l'histoire des mœurs, l'histoire économique et sociale, ainsi que pour l'archéologie. M. Bousquet y a ajouté les comptes de la taille pour les années 1352, 1353, 1354.

L'ensemble est de premier ordre. Nous y reviendrons quand la suite aura paru.

LOUIS HALPHEN.

William Holden HUTTON. *Thomas Becket, archbishop of Canterbury*. Cambridge, University Press, 1926. Petit in-8°, XII-315 pages, 4 planches et 1 plan ; prix : 8 sh. 6.

Le petit volume de M. Hutton, doyen de Winchester, est le fruit

d'une très attentive revision d'un premier essai publié il y a seize ans dans la série des *Makers of national history*. L'auteur s'est très soigneusement tenu au courant des travaux parus depuis lors et en a tenu compte, il a ajouté quelques notes, un court appendice sur les prétendus restes de Thomas Becket et de-ci de-là remanié son texte. Son livre est resté ce qu'il était, c'est-à-dire clair et méthodique. M. Hutton ne vise pas à révolutionner la science ; il ne se propose même pas de pousser très avant l'examen des problèmes de tous genres que soulève l'histoire du « martyr de Canterbury » ; mais il expose les faits avec lucidité, pondération et dégage des lettres, des chroniques et des biographies du temps les éléments d'un récit équilibré, où l'essentiel a été retenu.

On eût aimé pourtant une note au moins sur la valeur relative des biographes contemporains, ne fût-ce que pour prendre position, comme M. Hutton l'a su faire dans d'autres cas, par exemple, touchant la question, très débattue elle aussi, des ossements retrouvés en 1888 lors des fouilles exécutées à la cathédrale et où il se refuse, pour sa part, à reconnaître ceux de l'archevêque. On eût aimé aussi que la question des fameux articles de Clarendon fût examinée plus complètement à la lumière du droit canonique général de l'époque. Les travaux récents de M. Génestal eussent été, sur ce point, d'un utile secours. Mais, tel quel, ce livre, qui est écrit d'une plume sûre et où l'érudition se dissimule, peut être recommandé en toute confiance.

Louis HALPHEN.

D. PASQUET. *An essay on the origin of the House of Commons*, traduit par R. G. D. LAFFAN, avec une préface et des notes par Gaillard LAPSLEY. Cambridge, University Press, 1925. In-16, xvi-248 pages. Prix : 7 sh. 6.

Le très suggestif *Essai sur les origines de la Chambre des Communes* que M. Pasquet avait publié en 1914 comme thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres a eu outre-Manche un succès justifié, qui lui a valu il y a quelques mois les honneurs d'une traduction en langue anglaise. Nous ne reviendrons pas sur le fond de l'ouvrage, que connaissent bien tous les spécialistes de l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre au XIII^e siècle ; mais il n'est pas inutile de dire ce que la traduction qui vient d'en être donnée apporte de nouveau.

En effet, M. Pasquet a profité de l'occasion pour procéder à une revision attentive de son œuvre ; sans rien modifier de ses conclusions, il a tiré parti des nombreux travaux parus depuis douze ans sur une des questions qui ont été le plus vivement débattues tant en Angleterre qu'en Amérique, et surtout de ceux de M. Pollard ; et un des maîtres les plus distingués de Cambridge, M. Lapsley, a enrichi l'ouvrage de notre compatriote de plusieurs notes additionnelles et d'une

excellente préface, où sont rappelées les études consacrées depuis Stubbs au problème de l'origine des Communes. L'intérêt du volume de M. Pasquet en est encore accru.

Nous n'avons plus qu'à souhaiter de le voir reparaitre dans notre langue sous cette nouvelle forme, où il est appelé à rendre à nos historiens et à nos étudiants les mêmes services qu'aux historiens et aux étudiants de langue anglaise.

Louis HALPHEN.

Letters of Sir Thomas Bodley to Thomas James, first keeper of the Bodleian Library, edited with an Introduction by G. W. WHEELER, M. A. Oxford, Clarendon press, 1926. In-4°, XLVII et 251 pages, avec facsimile.

L'histoire du rétablissement ou plutôt de la véritable fondation de la célèbre Bibliothèque Bodléienne est tout entière dans cet élégant volume, qui contient le texte des 231 lettres adressées de 1599 à 1613 par Thomas Bodley à son bibliothécaire Thomas James. A l'exception de deux, ces lettres avaient déjà été publiées par Thomas Hearne en 1703 dans ses *Reliquiae Bodleianae*, mais leur texte avait été rajeuni. La nouvelle édition que vient d'en donner l'un des fonctionnaires de la Bodléienne, M. G. W. Wheeler, a été scrupuleusement établie et revue sur les lettres originales, dont le recueil forme aujourd'hui le ms. Bodley 699. Elle est précédée d'une longue et substantielle introduction où sont résumés les nombreux renseignements qu'elles fournissent pour l'histoire de la formation et de l'administration première de la Bodléienne actuelle, sur les soins constants apportés par Thomas Bodley à la restauration de la bibliothèque, pour laquelle il eut un incomparable collaborateur en Thomas James, l'éditeur, entre autres, en 1600, de l'*Ecloga Oxonio-Cantabrigiensis*, premier inventaire imprimé des manuscrits des bibliothèques anglaises. Des notes précises accompagnent les lettres et un copieux index montre le nombre et l'importance des renseignements qu'elles fournissent pour l'histoire de la Bodléienne. En tête du volume est un facsimile de la lettre de Bodley, datée de Londres, le 10 novembre 1602, mentionnant l'ouverture au public de la bibliothèque, dont le premier catalogue devait être publié par Thomas James en 1605.

H. O.

Studi di storia napoletana in onore di Michelangelo Schipa. Napoli, I. T. E. A. Editrice, 1926. Gr. in-8°, XXI-740 pages, portrait.

Les érudits napolitains, — parmi lesquels deux étrangers ont considéré comme un honneur d'être comptés, — ont fêté par la publication

de ce volume la vingt-cinquième année d'enseignement universitaire de M. Schipa, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Naples et président de la *Società napoletana di Storia Patria*.

Une Bibliographie, due à M. N. Cortese, apprend à ceux-là mêmes qui croyaient connaître l'œuvre de ce digne continuateur des De Blasis et des Capasso combien elle est riche, étendue et diverse. Avec la *Storia del principato longobardo in Salerno* (1887), *Carlo Martello Angioino* (1890), la *Storia del ducato Napoletano* (1895), *Un ministro Napoletano del sec. XVIII : Domenico Caracciolo* (1897), *Il regno di Napoli al tempo di Carlo di Borbone* (1904), les *Contese sociali Napoletane nel Medio Evo* (1908), *Masaniello* (1918 et 1925), — pour ne citer que les ouvrages les plus importants de M. Schipa, — cette œuvre s'étend sur toute l'histoire napolitaine, de l'antiquité gréco-romaine à nos jours, faisant profiter le lecteur, sans parler de qualités toutes personnelles d'exposition et de jugement, d'une documentation vaste et précise et de connaissances bibliographiques remarquables : c'est M. Schipa qui a rendu compte dans l'*Archivio storico per le provincie Napoletane* des études consacrées au passé de son pays par nos compatriotes Gay, Chalandon, Poupardin, Yver, Jordan, et cela avec la courtoisie et la compétence que le travailleur trouve toujours en lui.

Nous ne saurions passer ici en revue la cinquantaine d'études que contient ce gros volume. Nous noterons seulement que toute l'histoire napolitaine, de Cassiodore à 1831, y est représentée, et nous nous contenterons de signaler ceux de ces travaux qui intéressent plus particulièrement les rapports de Naples et de la France.

Huit d'entre eux concernent la période angevine : Ed. Sthamer, *Die Hauptstrassen des Königsreichs Sicilien im 13. Jahrhundert* ; Luigi Genuardi, *Commercio e diritto marittimo in Napoli nei secoli XIII, XIV e XV* ; Nic. Barone, *La cedola per l'imposta ordinata dal re Carlo I d'Angio nel 1276 per la circolazione della nuova moneta di denari in Terra d'Otranto* ; Rom. Caggese, *Giovanni Pipino, conte d'Altamura* ; Franc. Forcellini, *L'« horrendum tripes animal » della lett. 3, lib. V delle Familiari del Petrarca* ; E.-G. Léonard, *Lettres écrites par Elisabeth et Louis de Hongrie au pape Clément VI après l'assassinat du roi de Sicile André* ; Gio. Marra, *Conseguenze dell'invasione ungarica nel regno di Napoli* ; Raffaele Palmieri, *Episodio dello scisma del 1379* : Matteo De Arenis.

Sous le titre *Per l'entrata solenne di Carlo VIII in Napoli*, M. Erasmo Percopo publie un récit de cette entrée fait par Girolamo Tuttavilla, bâtard du cardinal Guillaume d'Estouteville. M. Luigi Madaro (*I tumulti Napoletani nel 1647 secondo una relazione inedita tratta dell'Archivio di Stato di Torino*) apporte sa contribution à l'histoire de Masaniello. La période révolutionnaire est représentée ici par les études de MM. Attilio Spasani, *La marina napoletana nella guerra della prima*

coalizione, 1793-1796), Gius. Ceci (*Filippo Marini*), Nino Cortese (*Tito Manzi e gli avvenimenti toscani e napoletani del 1799 e del 1815*), Piero Pieri (*La distruzione della flotta napoletana, 8 gennaio 1799*) et Nic. Rodolico (*La legge sui feudi della Repubblica napoletana*).

Enfin, Alberto Lumbroso, fils du célèbre et regretté historien de Napoléon, prend noblement prétexte (*A proposito di un re di Napoli : Giuseppe Bonaparte*) de quelques documents intéressants pour rendre hommage à un roi français qui sut se faire aimer des Napolitains et pour écrire quelques pages admiratives et émues à la mémoire du plus récent biographe du roi Joseph, Jacques Rambaud, qui tomba dans la lutte commune, « morendo da eroe (ferito, non aveva voluto arrendersi) a Bois-Bernard, nei primissimi mesi della guerra, il 2 ottobre 1914... ».

Émile-G. LÉONARD.

Pietro TOESCA. *Storia dell' arte italiana. I : Dalle origini cristiane alla fine del secolo XIII*. Turin, Union Typographique, 1913-1926. In-4°, 1.199 pages, 831 fig., 5 pl.

M. Toesca, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Turin, puis à Florence, et aujourd'hui successeur de M. Venturi dans sa chaire de l'Université de Rome, vient de terminer le premier volume de sa grande *Histoire de l'art italien*, qui s'étend des origines des temps chrétiens à la fin du XIII^e siècle. Cette vaste période est divisée en trois : des origines à la fin du VIII^e siècle, de la fin du VIII^e au XI^e siècle, du XI^e à la fin du XIII^e, et dans chacune des divisions l'auteur étudie successivement l'architecture, la sculpture, la peinture et les arts mineurs. Dans ce travail considérable, aussi complet qu'on peut le souhaiter, l'auteur ne se contente pas d'exposer et de mettre au point les théories en cours ; il donne partout ses idées personnelles sur les sujets les plus délicats et les plus controversés, comme les origines de l'art chrétien et la part respective de Rome, de l'Orient et de Byzance, ou les rapports de l'art français et de l'art italien dans l'architecture et la sculpture des XI^e, XII^e et XIII^e siècles.

Je ne puis signaler tous les passages intéressants de ce beau livre ; je voudrais seulement indiquer quelles sont les idées de M. Toesca sur un point souvent débattu et qu'un article récent de notre confrère M. Paul Deschamps¹, qui est aujourd'hui l'archéologue le mieux informé sur la sculpture romane, dont il prépare une grande histoire, vient de mettre à nouveau en lumière : la sculpture du XII^e siècle en Lombardie.

Un des plus importants ensembles de sculpture romane dans cette

1. *La Légende arthurienne à la cathédrale de Modène et l'école lombarde de sculpture romane* (extrait des *Monuments Piot*, t. XXVIII, 26 p., 15 fig.).

région se voit à la cathédrale de Modène, œuvre de l'architecte Lanfranc, et dont la crypte, commencée en 1099, était très avancée en 1106, quand on y transféra les restes de saint Géminien. L'édifice était en cours de construction en 1117 lors du terrible tremblement de terre qui détruisit un grand nombre d'églises du nord de l'Italie, notamment à Milan, Crémone, Vérone, Nonantola, Parme, etc., et dont l'importance ne saurait être exagérée pour l'étude de l'art roman dans cette région, ainsi que l'a fort bien montré M. Deschamps. La décoration de la crypte était sans doute terminée, et l'on peut y noter, avec M. Toesca, deux types de chapiteaux, les uns à décor stylisé exécuté en méplat, qui se rattachent à l'art le plus ancien de Saint-Ambroise de Milan et peuvent dater des environs de l'an 1100, les autres à feuillages et figures de monstres détachés en plein relief, d'un style plus gras, qui peuvent dater du premier quart du XII^e siècle. C'est dans cet atelier, d'esprit nouveau, que dut se former le fameux sculpteur Wiligelmo, qui exécuta une partie de la décoration de la façade, les riches rinceaux portés par ces atlantes chers aux sculpteurs lombards dont ils semblent être comme la signature, où courent des hommes et des animaux, et les beaux bas-reliefs racontant l'histoire de la Bible, où les personnages massifs, trapus, alourdis par leurs vêtements aux plis écrasés, groupés en des scènes parfois maladroites, témoignent d'une observation remarquable de la vie et d'un sentiment brutal et puissant du relief.

M. Toesca, comme M. Porter, croit pouvoir faire remonter cet ensemble de sculptures aux premières années du XII^e siècle, mais M. Deschamps a montré que ces bas-reliefs d'une iconographie si détaillée, si avancée dans les détails de plusieurs de ces scènes, d'une puissance d'exécution atteignant parfois à une grande beauté, comme ces rinceaux qui entourent la porte, d'une composition si pittoresque et d'une exécution si grasse et si habile, seraient étonnants à une date aussi reculée, et sans doute faut-il les ramener vers le milieu du XII^e siècle.

A cet art de Wiligelmo, dont on peut rapprocher en France des œuvres comme le fameux portail inauguré par Suger à Saint-Denis en 1140, se rattachent plusieurs sculptures de la cathédrale de Crémone, exécutées certainement après le déblaiement en 1129 des ruines occasionnées par le tremblement de terre de 1117. Les prophètes qui flanquent la porte centrale, sculptés en haut relief, ne peuvent, malgré leur aspect archaïque, remonter au delà de ce tremblement de terre.

A peu près vers le même temps, vers 1140, apparaît à Ferrare, à Plaisance, à San-Zénon et à la cathédrale de Vérone un art tout différent de celui de Wiligelmo, art moins puissant, mais plus pittoresque, d'une composition plus habile, art de fondeur plutôt que de sculpteur, d'un relief moins ferme, mais avec des délicatesses de modelé, des recherches de plan, des dégradés dans le fond, — je pense surtout aux beaux bas-reliefs qui tapissent le mur de chaque côté de la porte de San-Zénon, —

inconnus du maître de Modène. C'est l'art du sculpteur Niccolo, assisté à San-Zénon d'un certain Guglielmo, qu'il ne faut peut-être pas confondre avec Wiligelmo, tellement leur art diffère.

L'analyse de ces quelques pages montre l'intérêt de l'ouvrage de M. Toesca, et l'on ne saurait trop le féliciter d'avoir terminé ce gros volume et souhaiter de le voir mener à bonne fin la magnifique tâche qu'il a entreprise.

Marcel AUBERT.

Jean VALLERY-RADOT. *Loches (Petites monographies des grands édifices de la France)*. Paris, Laurens, 1926. In-12, 112 pages, 43 fig. et 2 plans.

Notre confrère M. Jean Vallery-Radot vient de donner dans cette collection fondée par E. Lefèvre-Pontalis, et où il avait déjà publié une excellente monographie de la cathédrale de Bayeux, un petit volume très agréable à lire et très richement illustré sur Loches, sur ses vieilles maisons, son enceinte et ses portes, sur son église Saint-Ours à la silhouette si pittoresque et si originale, sur son château qui, dressé sur une sorte d'acropole, domine la ville qu'entoure en partie l'Indre.

Je n'en veux retenir ici que les pages consacrées par M. Vallery-Radot au donjon, à son âge et à son système de défense, pages très originales et dont les conclusions, appuyées sur des documents très certains et sur une connaissance approfondie de la construction, sont du plus haut intérêt pour l'histoire de l'architecture militaire à la fin du XI^e et au XII^e siècle. Le donjon forme une masse rectangulaire, énorme, épaulée dans toute sa hauteur par des contreforts demi-cylindriques engagés dans un dossier. A l'intérieur, il était divisé en trois étages séparés par des planchers, et le rez-de-chaussée, où l'on ne pouvait pénétrer que du premier étage, était divisé en deux par un épais mur de refend, construit après coup, ainsi que l'a bien noté M. Vallery-Radot. Du côté nord, le donjon est flanqué d'une construction rectangulaire, à l'intérieur de laquelle montait un escalier droit, comme à Falaise. M. Vallery-Radot montre que le donjon de Loches est postérieur à la mort de Foulque Nerra, en 1040, et, par la comparaison avec deux donjons datés, celui de Montrichard, construit en 1110 et 1128, et celui de Falaise, bâti par Henri I^{er}, roi d'Angleterre, en 1123, il prouve que cette magnifique construction doit être datée des environs de 1100, tandis que notre confrère M. Hélot, dans la thèse qu'il a soutenue en 1926 à l'École des chartes, le datait seulement du premier tiers du XII^e siècle. M. Vallery-Radot montre comment le donjon, d'abord isolé, est rattaché ensuite au système défensif du château, puis, par suite de l'évolution rapide des principes qui régissent l'architecture militaire, comment, pour assurer sa protection, on l'entoure d'une première enceinte,

puis d'une haute courtine que l'on renforce de trois tours à éperon, du côté le plus vulnérable, au sud.

Nous ne saurions trop féliciter M. Vallery-Radot d'avoir étudié avec tant de soin le donjon de Loches et ses enceintes, d'en avoir établi les différentes campagnes de construction et d'en avoir marqué nettement les caractères. Souhaitons qu'il puisse bientôt nous donner cette belle histoire de l'architecture militaire en Normandie au x^e et au xii^e siècle, à laquelle il travaille et qui éclairera d'un jour tout nouveau cette branche encore peu connue de l'art du moyen âge.

Marcel AUBERT.

Étude sur la renaissance de la sculpture en France à l'époque romane, par Paul DESCHAMPS. Paris, 1925. In-8°, 98 pages, fig. et pl. (Extrait du *Bulletin monumental*.)

La légende arturienne à la cathédrale de Modène et l'école lombarde de sculpture romane, par Paul DESCHAMPS. Paris, Leroux, 1926. In-4°, 11-26 pages, fig. (Extrait des *Monuments et Mémoires* publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Fondation Eugène Piot.)

Archéologue passionné, M. Paul Deschamps n'aime pas à suivre les sentiers battus ; sa curiosité le pousse à étudier les problèmes les plus difficiles, et son érudition lui permet d'apporter quelque lumière nouvelle dans les questions controversées qu'il aborde. Celle de la sculpture sur pierre à l'époque romane est du nombre. Primitivement et pendant de longs siècles abandonnée à des artisans sans mérite, tandis que d'habiles décorateurs et artistes ornaient les églises mérovingiennes et carolingiennes de chefs-d'œuvre de mosaïque, de trésors où abondaient l'or et l'argent doré, de châsses, de tables d'autel et de pièces de mobilier liturgique riches en métaux précieux, la sculpture sur pierre prit un nouvel essor au x^e siècle et produisit d'incomparables créations qu'il nous convie à étudier avec lui.

Ce travail se divise en quatre parties. Dans la première, l'auteur tente d'expliquer les causes de l'abandon de la sculpture à personnages entre le v^e et le x^e siècle : ignorance de l'usage du ciseau, par l'effet de l'influence des écoles d'art oriental, où l'art plastique et le modelage n'étaient pas en honneur. Dans la deuxième, il retrace en détail l'histoire des arts du relief à ces époques reculées, accumulant les textes et citant une quantité d'objets et de monuments heureusement conservés. Dans les suivantes, il montre quelles influences ont subies ces sculpteurs du x^e siècle, travaillant sans maîtres, ignorants de la technique, avant d'arriver après de longs tâtonnements à enrichir notre patrimoine artistique d'œuvres comme celles qu'on peut admirer à Moissac, à Toulouse et ailleurs : les sculptures gallo-romaines, les ivoires et l'orfèvre-

rie, les splendides tissus de pourpre, de soie et d'or enrichis de pierres, d'origine byzantine ou autre, les ont tour à tour inspirés. On en a déjà cité de nombreux exemples : M. Deschamps les rappelle en ajoutant quelques unités nouvelles, tant en France que dans les pays voisins, et montre quel parti ces artistes ont su tirer de leurs modèles en les idéalisant, tout en se contentant d'emprunts et de transpositions curieuses d'un art dans un autre, laissant cependant déjà entrevoir les admirables ouvrages des sculpteurs du ^{xii}^e siècle.

L'intérêt du second mémoire ne le cède en rien au premier. C'est un autre problème auquel s'est attaqué M. Deschamps : la date des sculptures ornant le portail de la cathédrale de Modène. A M. Kingsley Porter, qui adoptait la période 1099-1106, il oppose une date sensiblement postérieure, environ le milieu du ^{xii}^e siècle ; des détails de costume, des comparaisons avec d'autres édifices religieux du nord de l'Italie et de la France paraissent bien lui donner raison. Son travail est une intéressante contribution à l'histoire de l'école de sculpture lombarde qu'il est allé étudier sur place. Nous y retrouvons les qualités de critique et de discernement qui distinguent notre confrère et dont il a donné antérieurement déjà des preuves, notamment dans son excellente étude sur Moissac.

H. STEIN.

C. OURSEL. *La miniature du XII^e siècle à l'abbaye de Cîteaux, d'après les manuscrits de la bibliothèque de Dijon*. Dijon, L. Vernet, 1926. In-4^o, 83 pages, LII pl.

L'étude des manuscrits à peintures peut offrir de précieuses ressources, non seulement à l'histoire de l'art, mais encore à certaines disciplines historiques, à condition toutefois de borner ses prétentions. Une mode sévit actuellement dans cet ordre de travaux : celle des vastes synthèses embrassant plusieurs siècles et donnant invariablement comme repères les mêmes manuscrits de luxe et d'exception ; le texte et les illustrations y manquent trop souvent du mérite de l'imprévu et ces ouvrages procèdent de la même erreur qu'un traité d'archéologie qui entendrait retracer l'évolution de l'architecture religieuse uniquement à coups de cathédrales. Les histoires générales de la miniature ne devraient être tentées, avec sûreté et fruit, que lorsque nous aurons, pour les manuscrits à peintures qui abondent dans nos bibliothèques, une série de ces solides notices dont Léopold Delisle et M. Henri Omont ont tracé le modèle. En attendant, les travaux qui n'embrassent qu'une école de peinture ou un groupe de manuscrits d'origine déterminée sont appelés à rendre aux érudits de réels services.

C'est un dessein de ce genre qu'a pleinement réussi notre savant

confrère M. Oursel en publiant la *Miniature du XII^e siècle à l'abbaye de Cîteaux*. Les soixante-quatre pages de texte, appuyées sur une abondante illustration et riches de substance, débordent l'histoire de l'art ; elles fournissent non seulement une précieuse contribution au problème, encore obscur, de l'épanouissement de l'art roman au début du XII^e siècle, mais aussi des bases très solides pour une étude purement paléographique des premiers manuscrits cisterciens. M. Oursel, en effet, ne s'est pas contenté de mesurer les initiales et d'apprécier le coloris des peintures. Après avoir décrit les origines de l'abbaye et la formation du *scriptorium*, il s'est attaché, patiemment et avec une rigoureuse méthode, à en dater les productions. C'est ainsi qu'en étudiant la chronologie d'un des premiers manuscrits de Cîteaux, la Bible d'Étienne Harding, il se trouve en opposition très nette avec le *Catalogue général des manuscrits*. Des différences de format, d'écriture et d'ornementation avaient fait admettre que le tome III était antérieur aux autres. M. Oursel démontre l'unité des quatre volumes en s'appuyant sur la curieuse encyclique de l'abbé Étienne, qui, désireux d'avoir la meilleure leçon du texte sacré et frappé des divergences qu'offraient les manuscrits empruntés de divers côtés par l'abbaye, recommandait à ses copistes de recourir aux originaux hébreux par l'intermédiaire des rabbins juifs. Or, les corrections qui constituent l'application pratique de l'ordonnance se retrouvent dans les quatre volumes. M. Oursel tient donc fermement que la Bible de Harding est l'œuvre du *scriptorium* naissant de Cîteaux, qu'elle y fut copiée et enluminée entre 1098 et 1109. Les miniaturistes durent prendre leur inspiration dans le *Psautier de saint Robert*, manuscrit du XI^e siècle, apporté de Molesme à Cîteaux par les premiers moines et tout inspiré de l'art carolingien du nord de la France. Et M. Oursel montre les étroites relations qui unissent au *Psautier* et à la Bible les *Moralia in Job*, également copiés sous l'abbatiat d'Étienne, les *Commentaires de saint Augustin sur les Psaumes et la Trinité*, une *Cité de Dieu*, les deux derniers volumes du *Légendaire de Cîteaux* et, enfin, les *Commentaires de saint Jérôme sur les Prophètes et sur Isaïe*, ce dernier constituant certainement le chef-d'œuvre de la miniature cistercienne. En se basant solidement sur l'illustration, le costume et la paléographie, sur le fait que l'interdiction de la polychromie et de l'ornementation des lettres a été prononcée en 1134 seulement par les statuts de Cîteaux, M. Oursel est parfaitement fondé à assigner à son groupe de manuscrits des dates ne dépassant pas le premier quart du XII^e siècle.

Dans quelle mesure cet art est-il proprement bourguignon ? L'auteur expose, dans son dernier chapitre, comment les influences que reçut Cîteaux, orientale, byzantine et anglo-saxonne, s'expliquent par le recrutement des moines de Molesme et de Cîteaux, qui fut international dès l'origine. Il admet, avec M. Calmette, que ces disparates ont été

fondus en une résultante originale par le génie bourguignon, qui aurait pour marque le réalisme individuel, la spontanéité, la science des draperies. Mais c'est précisément cette originalité qui n'apparaît pas clairement, alors que les influences hétérogènes sont nettement visibles : ni le dessin ni le coloris ne semblent offrir les caractéristiques qui permettraient de conclure à une véritable école de peinture.

L'intérêt du remarquable travail de M. Oursel réside moins, croyons-nous, dans cette recherche d'une originalité, peut-être discutable, que dans l'ensemble des précisions chronologiques que sa judicieuse critique apporte. Celles-ci sont des plus importantes pour dater, par comparaison, les productions de l'art roman. Elles fourniront un précieux argument à ceux des archéologues qui estiment actuellement « que l'art du ^{xii}^e siècle naissant était beaucoup plus avancé et plus achevé qu'on ne l'a voulu longtemps admettre ». Le volume, imprimé par Protat, est de présentation impeccable. Il y aurait, par contre, quelques réserves à faire au sujet de l'illustration. Pris entre deux désirs légitimes, mais contradictoires : donner le plus de documents possible et ne pas trop enfler le nombre des planches, l'éditeur a parfois résolu cette antinomie aux dépens de l'esthétique ; il a, par exemple, entassé sans grâce les lettres ornées (pl. XV à XXI, XXIV, XXVIII), et surtout le tirage des phototypies est très inégal : leur encrage terne, trop pâle (pl. XIII, XXVI, XXXVIII, XLII), enlève beaucoup de relief aux miniatures. Malgré cette légère imperfection et malgré les limites qu'il a dû s'imposer (manque de temps et de facilités pour faire des comparaisons en dehors de Dijon), M. Oursel a fait œuvre excellente et utile, et on ne pourra plus étudier l'art roman du ^{xii}^e siècle sans recourir à lui.

Henry JOLY.

Louis BOITEUX. *Les vieilles cloches du Doubs*. Glamondans (Doubs), chez l'auteur, 1926. In-8°, 23 pages. (Extrait des *Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*.)

M. Boiteux a dressé l'inventaire des cloches anciennes (c'est-à-dire fondues avant 1700) qui subsistent dans le département du Doubs ; il en a trouvé quinze du ^{xvii}^e siècle, trois du ^{xvi}^e, trois du ^{xv}^e et quatre qui ne portent pas de dates, mais qui lui paraissent appartenir aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

L'auteur décrit ces vingt-cinq monuments ; il en publie et en commente les inscriptions. On sait que fréquemment les textes campanaires sont incorrects et mal moulés ; on sait aussi que la lumière est souvent insuffisante dans les clochers. Il n'est pas surprenant que plusieurs des transcriptions que nous avons ici soient difficiles à comprendre.

Dans un recueil de cette sorte, il convient de reproduire d'abord chaque inscription, telle qu'elle se présente, avec abréviations et

lacunes ; c'est ensuite (ensuite seulement) qu'il y a lieu de développer les abréviations et de remplir les lacunes. Par là le lecteur est mis à même de contrôler les interprétations de l'éditeur. M. Boiteux s'est généralement conformé à cette règle, mais il lui est arrivé d'y contrevenir.

Il paraît avoir mené hâtivement son enquête campanaire. Il ne s'est pas astreint à relever soigneusement et à étudier toutes les armoiries qu'il rencontrait, et il s'est ainsi privé d'utiles moyens d'information. Il n'a pas toujours fait les efforts nécessaires pour restituer les parties effacées des inscriptions ; il a négligé, par exemple, de rétablir le nom de l'abbé de Moyenmoutier, qui vivait en 1570 : Jean de Maisières. Il n'a pas jugé à propos de pousser bien loin ses recherches pour identifier les textes liturgiques inscrits sur les cloches. La formule « Adesto Deus unus omnipotens, Pater et Filius et Spiritus sanctus » lui semble incorrecte ; il propose de l'améliorer en remplaçant *adesto* par *adsto*. Or, cette formule, avec *adesto*, n'est autre qu'une antienne du Bréviaire romain, la première de celles que l'on dit à matines, le jour de la Trinité.

MAX PRINET.

Louis ANDRÉ. *Manuels de bibliographie historique*. III : *Les sources de l'histoire de France depuis les origines jusqu'en 1815*. Troisième partie : *Les sources de l'histoire de France, XVII^e siècle (1610-1715)*. V : *Histoire politique et militaire*. Paris, A. Picard, 1926. In-8°, xvi-393 pages.

Ce tome V, qui est signé de M. L. André seul et non plus de M. E. Bourgeois avec lui, comme les précédents, comprend les ouvrages relatifs aux détails de l'histoire politique, diplomatique et militaire des règnes de Louis XIII et de Louis XIV. Le sujet était extraordinairement vaste. Il n'y a qu'à parcourir le répertoire du P. Lelong et le *Catalogue de l'Histoire de France* de la Bibliothèque nationale (séries Lb, Lg, Lh) pour se rendre compte des dimensions de la tâche. Il fallait ajouter aux indications fournies par ces recueils tout ce qui a paru depuis leur publication et notamment dépouiller page par page la Bibliographie des Sociétés savantes de nos confrères, MM. de Lasteyrie et Vidier, où l'on trouve un grand nombre de travaux appréciables. Puis, dans l'impossibilité de tout faire figurer, comment choisir ?

Il va donc de soi que les critiques à formuler sur ce manuel pourraient être faciles. M. André, par exemple, fait suivre des notices d'observations telles que celles-ci : « pas de valeur historique », « peu utile », « insignifiant », et la pensée viendra au lecteur que ce sont précisément ces articles là qu'il eût fallu sans doute supprimer. En revanche, on constatera tantôt que des sujets importants font l'objet de bibliographies trop écourtées, comme, par exemple (p. 197), celui de l'Alsace de

1635 à 1640, où le dernier livre de Mommsen (neveu du grand historien) n'est pas indiqué ; tantôt que, s'étendant sur un épisode moins essentiel, comme celui de Saint-Preuil (p. 211), l'auteur omet de citer le seul travail important écrit encore sur ce personnage, celui de A. Janvier (Abbeville, 1859) ; tantôt que, pour les rapports avec la cour romaine sous Mazarin, il omet (p. 267) de mentionner la publication des dépêches de Lionne et de Louis XIV, dans l'édition des Grands écrivains de la France des *Œuvres complètes du cardinal de Retz*, t. VII ; ou bien que, sur l'affaire du maréchal de Marillac, il ne parle pas de l'ouvrage de M. P. de Vaissière paru en 1924. M. André a cru devoir indiquer quelques discussions relatives à certains problèmes d'attributions et il mentionne (p. 125), avec des explications, une Instruction remise par Marie de Médicis à Henriette de France, sa fille, partant pour l'Angleterre après son mariage avec le roi de ce pays, sans dire que ce document est attribué par le rédacteur des *Mémoires de Richelieu* à ce cardinal, tandis que nous savons par tous les manuscrits qu'il est de Bérulle, etc. On pourrait ainsi multiplier les critiques inévitables dans une pareille entreprise.

Mais elles n'empêchent que l'œuvre ne soit particulièrement méritoire. Il fallait un certain courage pour l'entreprendre, et telle que, sans être forcément complète, elle peut rendre de grands services à tous ceux qui s'occupent du XVII^e siècle. Ils y trouveront des indications utiles, des jugements sur les œuvres prudents et judicieux, des informations précieuses concernant des travaux anciens ou récents, qu'on aurait peine à trouver ailleurs et qui, en tout cas, peuvent mettre en éveil le critique et le guider dans nombre d'occasions. Surtout ce répertoire représente un labeur considérable et il faut savoir gré à M. André de tout l'effort qu'il lui a coûté.

Louis BATIFFOL.

Chantilly. Les Archives. Le Cabinet des Titres. Tome I^{er} [publié par Gustave MACON]. Paris, H. Champion, 1926. In-4^o, XIX-308 pages.

Les Archives du musée Condé sont divisées en deux parties distinctes, que le duc d'Aumale avait lui-même désignées sous les noms de *Cabinet des Titres* et de *Cabinet des Livres*. Le premier comprend les titres des familles ainsi que les chartes et papiers, du XIII^e au XVIII^e siècle, des anciens domaines de la maison de Condé, classés dans les séries A à H, comptant 1,019 cartons et 1,809 registres. Le second renferme les lettres autographes provenant des Montmorency et des Condé, reliées en 663 volumes portés sous les séries I à Z. L'inventaire détaillé des séries A, AB, AC, B et BA occupe à lui seul 299 pages compactes de ce premier volume. Dans la série A sont conservés les papiers de famille,

successions, contrats, etc., des familles d'Orgemont, Montmorency, Condé, Guise, Vendôme, Gonzague-Nevers et Rohan-Soubise (58 cartons et 119 registres) ; la série AB est tout entière réservée à l'administration générale de la maison de Condé (60 cartons et 389 registres) ; la série AC comprend tout ce qui a trait aux hôtels et maisons des Condé à Paris : Palais-Bourbon, hôtel de Condé, Petit-Luxembourg, hôtel d'Évreux (aujourd'hui palais de l'Élysée), hôtels à Versailles et à Fontainebleau. Les séries B et BA contiennent les pièces relatives, d'une part, aux terres et seigneuries de Chantilly, Montépilloy et Chavercy, successivement accrues des terres et seigneuries de Vineuil, Saint-Firmin, Coye, Gouvieux, etc. (129 cartons et 169 registres) ; d'autre part, au duché de Montmorency-Anguien, avec ses nombreux fiefs de Gros-lay, Deuil, Soisy, Andilly, Eaubonne, Saint-Gratien, Stains, Taverny, Saint-Prix, etc. (57 cartons et 143 registres).

Tous les historiens, érudits aussi bien que simples curieux, seront reconnaissants à l'Institut de France de la reprise de la publication des inventaires du musée Condé, à Chantilly. Après les neuf beaux volumes in-4°, publiés de 1900 à 1911 et consacrés aux descriptions des peintures, des portraits et des crayons, aux catalogues des manuscrits et des livres imprimés des xv^e et xvi^e siècles, un dixième volume vient de paraître, le premier de quatre nouveaux volumes dus au labeur persévérant du conservateur M. Gustave Macon, grâce auquel on aura bientôt un aperçu aussi exact que complet de la richesse et de la variété des Archives du musée Condé.

H. O.

Joseph NÈVE. *Catonis disticha*. Fac-similés, notes, listes des éditions du xv^e siècle. Liège, imprimerie H. Vaillant-Carmanne, 1926. Petit in-4°, 125 pages. (Publication de la Société des Bibliophiles belges.)

Peu de livres ont joui pendant tout le cours du moyen âge, depuis le iv^e jusqu'au xvi^e siècle inclus, d'une vogue aussi grande que le petit recueil de sentences morales, en vers hexamètres, connu sous le titre de *Distiques de Caton*. Les exemplaires en ont été multipliés à l'envi par les copistes de manuscrits, puis par les imprimeurs, dès le premier siècle de la découverte de leur art, en même temps que le texte latin en était traduit dans la plupart des langues de l'Europe.

La publication de M. Joseph Nève s'ouvre par une substantielle introduction dans laquelle l'auteur résume et précise le caractère et l'histoire de ce petit livre populaire, longtemps attribué à Caton l'Ancien, qui, sur la foi d'Aulu-Gelle, aurait composé un recueil de préceptes moraux dédiés à son fils, puis à Denys Caton, suivant une conjecture, qui semble le résultat d'une confusion avec Denys le Périégète, de l'un

de ses éditeurs, Joseph Scaliger. Le texte des *Distiques* est ensuite reproduit d'après les *Poetae latini* de Baehrens (1881). Suivent les reproductions en fac-similés zincographiques de trois des plus anciennes éditions incunables des *Distiques* : le fragment, en deux feuillets, de l'édition de Jean Brito (Bruges, 1477-1480), conservé à Bruges ; l'édition protypographique d'Utrecht (?), complète en six feuillets, conservée à Paris ; enfin, l'édition de Bâle (Martin Flach, 1475), en huit feuillets, dont on ne connaît que deux exemplaires à Bâle et à Paris. Une liste des 179 éditions du texte latin et des traductions des *Distiques de Caton* imprimées au xv^e siècle termine la publication de M. Joseph Nève ; cette liste n'offre qu'une description sommaire de chaque édition, mais avec renvois bibliographiques précis.

On nous permettra pour terminer d'ajouter ici quelques remarques nouvelles au sujet de l'exemplaire unique conservé à Paris des *Distiques de Caton*, dont M. Joseph Nève a donné un fac-similé intégral, aux pages 47-58 de son livre, et qui constitue l'un des plus anciens spécimens de la protypographie néerlandaise. Ces six feuillets de parchemin, décrits dans le Catalogue général des incunables de M^{lle} Pellechet et de M. Polain, sous le n^o 3406 (t. II, p. 409), ont, jusqu'en 1881, fait partie du manuscrit latin 7575 de la Bibliothèque nationale, recueil de fragments de manuscrits divers, « nuper emptus », dit le Catalogue imprimé des manuscrits de la Bibliothèque du roi de 1744 (t. IV, p. 375), où on les trouve ainsi décrits : « 2^o Catonis disticha ; saeculo decimo quarto exarata : sub finem nonnulla desiderantur. » Sur la foi de cette notice, l'un des derniers éditeurs des *Distiques de Caton*, Ferdinand Hauthal¹, continuant cette étrange méprise, leur a consacré les lignes suivantes dans la description des manuscrits de Paris qu'il a donnée à la page xiv de son introduction : « Cod. M. n. 7575. constans sex foliis membran. octonis eiusdem Gothici characteris atque aetatis cum antecedente², carens item inscriptionibus. Libri singuli rubris litt. initialibus distincti sunt. Et audacia et ignorantia scriba saepe lapsus est. Integer quidem Codex est sed malae notae. »

H. O.

1. *Catonis philosophi liber, post Jos. Scaligerum vulgo dictus Dionysii Catonis disticha de moribus ad filium* (Berlin, Calvary, 1870, in-8°).

2. Ms. 8246 A, s. XIV.

LIVRES NOUVEAUX

SOMMAIRE DES MATIÈRES

GÉNÉRALITÉS, 2, 43, 54, 71, 99, 165.

SCIENCES AUXILIAIRES, 2, 137. — Archivistique, 56, 176. — Bibliographie, 152. — Bibliophilie, 140. — Bibliothèques, 32, 137. — Diplomatique, 129. — Manuscrits, 65, 72, 102, 123, 137, 171, 182. — Numismatique, 14, 15, 44, 76, 179. — Paléographie, 32, 137, 166. — Typographie, 52.

SOURCES. — Correspondances, 85. — Chroniques, 7. — Diplômes, 98. — Inventaires d'archives, 53, 117, 124, 176. — Recueils d'actes, registes, 3, 6, 16, 86, 156, 157, 190. — Historiographie, 118, 151. — Mémoires, 25.

BIOGRAPHIE, GÉNÉALOGIE. — Albert de Saxe, 89 ; s. Bernardin de Sienne, 147 ; Louis de Chalon, prince d'Orange, 18 ; Charlemagne, 106 ; Charles I^{er}, roi de Sicile, 3 ; Givry (le cardinal de), 126 ; Jean Lemaire de Belges, 172 ; Étienne Marcel, 112 ; Germain Pilon, 13 ; Retz (le cardinal de), 19 ; Richard II, roi d'Angleterre, 55 ; Ronsard, 152, 153 ; Giorgio Sommariva, 136.

DROIT, 8, 78, 79, 138, 169. — Institutions, 4, 28, 30, 50, 64, 66, 77, 78, 80, 93, 94, 120, 129, 144, 184.

ENSEIGNEMENT, universités, 186, 192.

MŒURS, 110, 186, 188. — Histoire économique, 8, 40, 70, 93, 120, 121, 127.

SCIENCES, 57, 110, 133. — Astrologie, 119. — Histoire de la médecine, 37, 188. — Géographie historique, 87, 108, 155. — Cartographie, 74.

PHILOSOPHIE, 89, 110. — Morale, 62 ; métaphysique, 63. — Mysticisme, 22.

RELIGIONS. — Histoire de l'Église, 23, 24, 38, 59, 60, 75, 103, 173, 185 ; théologie, 45, 82, 107 ; ordres religieux, 24, 29, 51, 142, 160. — Juifs, 194.

ARCHÉOLOGIE, 46, 49, 57, 61, 75, 83, 88, 92, 95, 96, 104, 109, 141, 148, 149, 178. — Architecture, 34, 111, 125, 128, 150, 158, 167. — Peinture, 134, 154, 161. — Sculpture, 11, 33, 73, 168. — Miniatures et miniaturistes, 39, 58, 69, 122. — Gravure, 26. — Arts industriels, 100, 154, 167, 170.

PHILOGOLOGIE, LITTÉRATURE, 130. — Sémantique, 42. — Langues romanes : espagnol, 81 ; français, 9, 20, 21, 35, 72, 91, 97, 119, 143, 146 ; italien, 136 ; latin, 114. — Langues germaniques : allemand, 65, 115, 116, 162, 189 ; anglais, 12, 27, 101, 105, 174. — Théâtre, 48.

SOMMAIRE GÉOGRAPHIQUE

Alexandrie, 25 ; Angleterre, 1, 10, 12, 29 ; Athos, 134 ; Belgique, 64, 183 ; Bologne, 192 ; Bourgogne, 30, 88, 154 ; Buonconsiglio, 80 ; Chartres, 95, 148 ; Chieti, 16 ; Cléry, 135 ; Constantinople, 41, 66, 71 ; Dunquerque, 28 ; Émilie, 4 ; Fréjus, 67 ; Ille-et-Vilaine, 17 ; Irlande, 55 ; Ischia, 38 ; Laon, 34, 163 ; Loches, 181 ; Lyon, 23, 24, 86, 90, 180 ; Marseille, 47 ; Metz, 193 ; Montefiorino, 36 ; Morat, 182 ; Palestine, 106 ; Paris, 50, 53, 112, 117, 145 ; Pignerol, 184 ; Poitou, 60 ; Quimper, 187 ; Rouen, 149 ; Saint-Éloy-de-Gy, 59 ; Saint-Gall, 32, 46 ; Saint-Savin, 125 ; Saintes, 139 ; Sciacca, 164 ; Toscane, 4 ; Syracuse, 5 ; Varallo, 68.

1. ÅBERG (Nils). The Anglo-Saxons in England during the early centuries after the invasion. Uppsala, Almqvist u. Wiksell, 1926. In-8°, vii-219 p., fig. (Arbeten utgivna med understöd av V. Ekmans Universitetsfond, 33.)

2. Abhandlungen aus dem Gebiete der mittleren und neueren Geschichte und ihrer Hilfswissenschaften. Eine Festschrift... Heinrich Finke gewidmet. Münster, Aschendorff, 1925. In-8°, xi-517 p., ill. (Vorreformationsgeschichtliche Forschungen. Supplementband.)

3. Actes et lettres de Charles I^{er}, roi de Sicile, concernant la France (1257-1284). Extraits des Registres angevins de Naples publiés par A. de Bouard. Paris, de Boccard, 1927. In-8°, viii-416 p. (École française de Rome.)

4. Affrancazione (L') dei servi della gleba nell' Emilia e nella Toscana, a cura di Pietro Vaccari. Bologna, Zanichelli 1926. In-8°, viii-217 p. (R. Accademia dei Lincei. Atti delle assemblee costituzionali italiane dal medio evo al 1831. Appendice.)

5. AGNELLO (Giuseppe). Siracusa medioevale : monumenti inediti. Catania, Muglia, 1926. In-8°, 126 p. et 13 pl. 12 l.]

6. Aktenstücke (Die) zum Frieden von S. Germano, 1230, herausgegeben von Karl Hampe. Berlin, Weidmann, 1926. In-8°, xiii-123 p. (Monumenta Germaniae historica. Epistolae selectae, IV.)

7. Anonimale (The) Chronicle, 1333 to 1381, from a ms. written at St. Mary's abbey, York, and edited by V. H. Galbraith. Manchester, the University press, 1927. In-8°, xlix-216 p. et 1 fac-similé. (Publica-

tions of the University of Manchester, n° CLXXV; historical series n° XLV.)

8. ANXIONNAT (E.). Les coches d'eau. Associations corporatives de l'eau, législation des voies navigables et premiers essais de transports en commun en France, depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à la Révolution. S. l. n. d. In-4°, 132 p., fig.

9. ARMSTRONG (Edward C.). The authorship of the Vengement Alixandre and the Venjance Alixandre. Paris, les Presses universitaires de France, 1926. In-8°, XIII-55 p. (Elliott monographs in the romance language and literatures. 19.)

10. ASCOLI (Georges). La Grande-Bretagne devant l'opinion française depuis la guerre de Cent ans jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Paris, Gamber, 1927. In-8°, 356 p., ill. (Travaux et mémoires de l'Université de Lille.) 50 fr.

11. AUBERT (Marcel). La sculpture française du moyen âge et de la Renaissance. Paris, Vanoest, 1926. In-4°, 60 p., 64 p. (Bibliothèque d'histoire de l'art.) 36 fr.

12. AUDIAN (Jean). Les troubadours et l'Angleterre. Contribution à l'étude des poètes anglais de l'amour au moyen âge (xiii^e et xiv^e siècles) Nouvelle édition, revue et complétée. Paris, Vrin, 1927. In-8°, 136 p. 10 fr.

13. BABELON (Jean). Germain Pilon (1535-1590). Paris, les Beaux-Arts, 1927. In-4°, 152 p., ill. (L'art français.) 120 fr.

14. BABELON (Jean). La médaille et les médailleurs. Paris, Payot, 1926. In-4°, ill. (Collection *L'art et le goût*.)

15. BABELON (Jean). Les trésors du Cabinet des antiques. Le Cabinet du roi, ou le Salon Louis XV de la Bibliothèque nationale. Paris, G. Vanoest, 1927. In-4°, 48 p. et 24 pl. 75 fr.

16. BALDUCCI (Antonio). Regesto delle pergamene della Curia arcivescovile di Chieti. Vol. I : 1006-1400. Casalbordino, De Archangelis, 1926. In-8°, xv-127 p. 13 l.

17. BANÉAT (P.). L'Ille-et-Vilaine historique, archéologique, monumentale. Vol. I. Rennes, Larcher, 1927. In-8°, ill.

18. BARBEY (Frédéric). Louis de Chalon, prince d'Orange, seigneur d'Orbe, Echallens, Grandson (1390-1463). Lausanne, Payot, 1926. In-8°, 396 p., ill. (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 2^e série, XIII.)

19. BATIFFOL (Louis). Le cardinal de Retz. Paris, Hachette, 1927. In-8°, ill. (Figures du passé.) 20 fr.

20. BEAULIEUX (Charles). Histoire de l'orthographe française. Paris, Champion, 1927. 2 vol. in-8°. 60 fr.

21. BÉDIER (Joseph). Commentaires sur la chanson de Roland, suivis d'un glossaire complet de tous les mots du vieux texte. Paris, Piazza, 1927. In-8°, 540 p. 40 fr.

22. BERNARD (Saint). Das hohe Lied des hl. Bernhard von Clervaux (Sermones in Cantica canticorum). Dokumente zur mittelalterlichen Christus und Brautmystik, von Johannes Schuck. Paderborn, Schöningh, 1927. In-8°, 133 p. (Dokumente der Religion.) 3 m.

23. BEYSSAC (J.). Notes pour servir à l'histoire de l'Église de Lyon. Les lecteurs et théologaux. Lyon, impressions Audin, 1926. In-4°, 59 p.

24. BEYSSAC (Jean). Rapports de l'Église de Lyon et de l'Ordre des Chartreux. Fondation de la Chartreuse de Lyon. Montbrison, 1926. In-4°, 47 p. (Extrait du *Bulletin de la Diana*, 22.)

25. BISSATI (Giuseppe Ottaviano). Memorie politiche, civili e militari della città di Alessandria dall'anno della sua fondazione M C LXVIII al M CC XIII, e vecchi Cronisti alessandrini, a cura di L. Madaro. Casale, tip. Cooperativa, 1926. In-8°, 322 p. (XIX° congresso storico subalpino.)

26. BLUM (André). Les origines de la gravure en France. Les estampes sur bois et sur métal, les incunables xylographiques. Paris, Vanoest, 1927. In-4°, VIII-96 p. et 78 pl. 250 fr.

27. Book (The) of the Ordre of Chyvalry, translated and printed by William Caxton from a French version of Ramon Lull's « Le libre del Orde de cavayleria », together with Adam Lontfut's Scottish transcript (Harleian ms. 6149), edited by Alfred T. P. Byles. London, Milford, 1926. In-8°, LXVIII-143 p. et 1 pl. (Early English text Society. 168.)

28. BOULY DE LESDAIN (Jacques). Histoire de la juridiction consulaire de Dunkerque (1700-1791). Dunkerque, impr. du Nord, 1926. In-8°, 108 p. (Université de Lille, Faculté de droit.)

29. BOURDILLON (A. F. C.). The Order of Minoreesses in England. Manchester, the University press, 1926. In-8°, 107 p. et carte. (British Society of Franciscan studies. 12.)

30. BOURÉE (André). La chancellerie près le parlement de Bourgogne de 1476 à 1790, avec les noms, généalogies et armoiries de ses officiers. Dijon, Bellais, 1927. In-4°, 416 p., ill. 200 fr.

31. BRACHENHOFFER (Élie). Voyage de Paris en Italie (1644-1646). Paris, Berger-Levrault, 1927. In-8°, xx-165 p. 25 fr.

32. BRAUER (Heinrich). Die Bücherei von St. Gallen und das althochdeutsche Schrifttum. Halle, Niemeyer, 1926. In-8°, XII-103 p. (Hermæa, 17.)
33. BRÉHIER (Louis). L'homme dans la sculpture romane. Paris, Librairie de France, 1927. In-4°, 74 pl. 25 fr.
34. BROCHE (Lucien). La cathédrale de Laon. Paris, Laurens, 1927. In-8°, 128 p., ill. (Petites monographies des grands édifices de la France.) 6 fr.
35. BRUINS (Jan Gerard). Observations sur la langue d'Eustache Deschamps et de Christine de Pisan. Dordrecht, Dordrechtsche drukkerij, 1925. In-8°, 147 p.
36. BUCCIARDI (Guido). Montefiorino e le terre della Badia di Frassinoro : notizie e ricerche storiche. Vol. I (1071-1173). Modena, tip. Toschi, 1926. In-8°, 175 p. et 20 pl.
37. BUGIEL (V.). Une importante contribution à l'histoire de la médecine au III^e siècle de notre ère. Les détails médicaux dans un roman grec de cette époque. Le Mans (1926). In-12, 52 p. (Extrait du *Bulletin de la Société d'histoire de la médecine*, t. XVIII.)
38. BUONOCORE (O.). La diocesi d'Ischia, dalle origini ad oggi. Napoli, tip. Portosalvo, 1926. In-16, 87 p. 5 l.
39. BYVANCK (A. W.), HOOGWERFF (G. J.). La miniature hollandaise et les manuscrits illustrés du XIV^e au XVI^e siècle aux Pays-Bas septentrionaux. La Haye, Nijhoff, 1927. In-fol., XIV-92 p., ill. et 240 pl. en 2 portefeuilles. 300 fl.
40. Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Bigorre pour les États-Généraux de 1789. Tarbes, 1925-1926. 2 vol. in-8°. (Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française des Hautes-Pyrénées.)
41. CANARD (M.). Les expéditions des Arabes contre Constantinople dans l'histoire et dans la légende. Paris, Geuthner, 1926. In-8°, 61 p. (Extrait du *Journal asiatique*, 1926.) 12 fr.
42. CARNOY (A.). La science du mot. Traité de sémantique. Louvain, éditions « Universitas », 1927. In-8°, 426 p.
43. CARTELLIERI (Alexander). Weltgeschichte als Machtgeschichte, 382-911. Die Zeit der Reichsgründungen. München, Oldenbourg, 1927. In-4°, XXVI-398 p. 18 m. 50.
44. CIANI (Louis). Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI, avec indication de leur valeur actuelle. Paris, Florange et Ciani, 1926. In-4°, 502 p., ill.

45. CLARENBALDUS. Der Kommentar des Clarenbaldus von Arras zu Boethius *De Trinitate*. Ein Werk aus der Schule von Arras im XII. Jahrhundert. Aus den Handschriften zum ersten Male herausgegeben und untersucht von Dr. Wilhelm Jansen. Breslau, Müller und Seiffert, 1926. In-8°, xx-122 p. (Breslauer Studien zur historischen Theologie. 8.)

46. CLARK (James Midgley). The abbey of St. Gall as a centre of literature and art. Cambridge, University press, 1926. In-8°, viii-322 p., ill. et plans. 18 sh.

47. CLERC (Michel). Massalia. Histoire de Marseille dans l'antiquité, des origines à la fin de l'empire romain d'Occident (476 ap. J.-C.). Vol. I. Des origines au III^e siècle avant J.-C. Marseille, Tacussel, 1927. In-8°, 482 p., ill. 100 fr.

48. COHEN (Gustave). Histoire de la mise en scène dans le théâtre religieux français du moyen âge. Nouvelle édition revue et augmentée. Paris, Champion, 1926. In-8°, lvi-332 p. 50 fr.

49. COLAS (R.). Le style roman en France dans l'architecture et la décoration des édifices. Paris, Colas, 1927. In-4°, 144 pl. 100 fr.

50. CONTE (Robert). L'administration de la généralité de Paris à la fin du règne de Louis XIV (1681-1715). Thèse. Lille, impr. Danel, 1926. In-8°, 234 p. (Université de Paris. Faculté de droit.)

51. Contributi alla storia dei Frati minori della provincia di Trento. Trento, *Tridentinum*, 1926. In-8°, 318 p., ill. 15 l.

52. COPINGER (H. B.). The Elzevier Press. A handlist of the productions of the Elzevier presses at Leyden, Amsterdam, The Hague and Utrecht. London, Grafton, 1927. In-8°, 142 p.

53. COYECQUE (Ernest), PROST (Henri). Archives du département de la Seine et de la ville de Paris. Répertoire des fonds des insinuations de Paris et des bureaux des domaines de banlieue (C⁶), révisé par Henri Lemoine, sous la direction de M. Barroux. Paris, impr. Desfossés, 1926. In-fol., xxvi-63 p.

54. CRUMP (C. G.), JACOB (E. F.). The legacy of the middle ages. Oxford, the Clarendon press, 1926. In-16, xii-550 p., ill. 10 sh.

55. CURTIS (Edmund). Richard II in Ireland, 1394-1395, and submissions of the Irish chiefs. Oxford, the Clarendon press, 1927. In-8°, ix-248 p., ill. 15 sh.

56. CUVELIER (Joseph). Archives générales du royaume. Travaux du cours pratique d'archivéconomie donné pendant les années 1920-1925. Bruxelles, 1926. In-8°, 233 p.

57. DALTON (D. M.). The Byzantine astrolabe at Brescia. Oxford, University press, 1926. In-8°. 2 sh.

58. DARMON (J.-E.). Dictionnaire des peintres-miniaturistes sur vélin, parchemin, ivoire et écaïlle. Paris, Morancé, 1927. In-4°, xxvi-124 p. 35 fr.

59. DELAUNAY (Al.). Recherches historiques sur la paroisse de Saint-Éloy de Gy en Berry. Les curés de Saint-Éloy de Gy. Conditions du clergé et du ministère paroissial de 1127 à 1926. Paris, Vrin, 1927. In-8°, 135 p., ill. 15 fr.

60. DELOCHE (Maximin). Le christianisme en Poitou au 11^e siècle. Poitiers, 1927. In-8°, 48 p., ill. (Extrait de la *Revue des questions historiques*.)

61. DEMAISON (L.). Les cathédrales de Reims antérieures au 13¹¹e siècle. Paris, 1926. In-8°, paginé 67-116. (Extrait du *Bulletin monumental*, 1926.)

62. DEMPFF (Alexis). Ethik des Mittelalters. München, Oldenbourg, 1927. In-8°, 111 p. (Handbuch der Philosophie.)

63. DEMPFF (Alexis). Das Unendliche in der mittelalterlichen Metaphysik und in der Kantischen Dialektik. Münster, Aschendorff, 1926. In-8°, viii-91 p. (Veröffentlichungen des katholischen Institutes für Philosophie. II, 1.)

64. DES MAREZ (G.). Le problème de la colonisation franque et du régime agraire en Belgique. Bruxelles, Lamertin, 1926. In-4°, 196 p., cartes et plans. (Académie royale de Belgique. Classes des lettres. Mémoires, collection in-4°, II^e série, t. IX, fasc. 4.)

65. DEUTSCH (Josef). Die Handschriften der Abteilung für niederdeutsche Literatur bei der Universitätsbibliothek zu Greifswald. Leipzig, Harrassowitz, 1926. In-4°, vii-121 p. (Zentralblatt für Bibliothekswesen. Beiheft 57.)

66. DÖLGER (Franz). Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung besonders des 10. und 11. Jahrhunderts. Leipzig, Teubner, 1927. In-8°, 160 p., fac-similé. (Byzantisches Archiv. 9.)

67. DONNADIEU (A.). Fréjus, le Pompéi de la Provence. Paris, Champion et Berger-Levrault, 1927. In-8°, 249 p., ill. 30 fr.

68. DURIO (Alberto). Il santuario di Varallo secondo uno sconosciuto cimelio bibliografico del 1514. Novara, tip. Cattaneo, 1926. In-8°, 47 p.

69. DURRIEU (Paul). La miniature flamande au temps de la cour de Bourgogne (1415-1530), 2^e édition. Paris, Vanoest, 1926. In-fol., 106 p. et 103 pl. 480 fr.

70. DURRIEU (Paul). Le terrier de Marcoussis, ou la vie dans les domaines ruraux d'un grand seigneur français à la fin du 15^e siècle.

Paris, Lefrançois, 1926. In-4°, ill. 100 fr. (Société des bibliophiles français.)

71. DVORNIK (F.). Les Slaves, Byzance et Rome au ix^e siècle. Paris, Champion, 1926. In-8°, v-360 p. (Travaux publiés par l'Institut d'études slaves. 4.)

72. EDWARDS (Bateman). A classification of the manuscripts of Gui de Cambrai's Vengement Alixandre. Paris, les Presses universitaires de France, 1926. In-8°, vii-52 p. (Elliott monographs in the romance languages and literatures. 20.)

73. ENLART (C.) et ROUSSEL (J.). Catalogue général du musée de sculpture comparée au Trocadéro. France : Style gothique. Paris, Laurens, 1927. In-8°, 32 pl. 12 fr.

74. Exposition de la cartographie belge aux xvi^e, xvii^e et xviii^e s., organisée au musée Plantin-Moretus à l'occasion du cinquantenaire de la Société royale de géographie d'Anvers. Anvers, Buschmann, 1926. In-4°, lvi-60 p., 28 cartes et pl.

75. FREMIOTTI (Pietro). La riforma cattolica del secolo decimo sesto e gli studi di archeologia cristiana. Roma, F. Pustet, 1926. In-8°, 132 p.

76. FRIEDENSBURG (Ferdinand). Münzkunde und Geldgeschichte der Einzelstaaten des Mittelalters und der neueren Zeit. München, Oldenbourg, 1926. In-8°, 196 p., fig. et pl. 14 m.

77. FUNCK-BRENTANO (F.). Les lettres de cachet. Paris, Hachette, 1927. In-16. (Bibliothèque d'histoire.) 12 fr. 50.

78. GANDIOSO (Matteo). La schiavitù domestica in Sicilia dopo i Normanni. Legislazione, dottrina, formule. Catania, Galàtola, 1926. In-8°, 138 p., ill. 12 l.

79. GENET (Raoul). Les origines du douaire. Paris, Pedone, 1926. In-8°, 329 p.

80. GEROLA (Giuseppe). Il castello del Buonconsiglio e le sue collezioni. Trento, *Tridentinum*, 1926. In-16, 118 p. et 3 pl.

81. GIESE (Wilhelm). Waffen nach der spanischen Literatur des 12. und 13. Jahrhunderts. Hamburg, 1925. In-8°, ix-133 p. (Mitteilungen und Abhandlungen aus dem Gebiet der romanischen Philologie, veröffentlicht vom Seminar für romanische Sprachen und Kultur. 6.)

82. GLORIEUX (P.). Les premières polémiques thomistes. I : Le *Correctorium corruptorii* « Quare ». Édition critique. Le Saulchoir, 1927. In-8°, lvi-451 p. (Bibliothèque thomiste. 9.)

83. GODDARD (E. Rathbone). Women's costume in French texts of

the xith and xiiith centuries. Paris, les Presses universitaires de France, 1927. In-8°, viii-266 p., pl. (The Johns Hopkins studies in romance literatures and languages. 7.) 32 fr.

84. GRAVES (F. M.). Deux inventaires de la Maison d'Orléans (1389 et 1408). Paris, Champion, 1927. In-8°, 180 p., ill. (Bibliothèque du xv^e siècle. 31.) 30 fr.

85. GUICCIARDINI (Francesco). Lettere inedite a Bartolomeo Lanfredini, dalla fine dell'assedio di Firenze al secondo convegno di Clemente VII e di Carlo V, 28 giugno 1530-2 dicembre 1532. Thèse..., par André Otetea. Aquila, Vecchioni, 1926. In-8°, xxxv-239 p. et une pl.

86. GUIGUE (Georges). Registres consulaires de la ville de Lyon ou Recueil des délibérations du Conseil de la commune. T. II : 1422-1450. Lyon, archives et bibliothèques de la ville, 1926. In-4°, 673 p.

87. HAGEN (Josef). Römerstrassen der Rheinprovinz. 1. Ergänzungsheft. Bonn, Schröder, 1926. In-8°, viii-41 p. (Erläuterungen zum geschichtlichen Atlas der Rheinprovinz. 8.)

88. HAUTECEUR (Louis). Les richesses d'art de la France. La Bourgogne. L'architecture, fasc. 1 à 5. Paris, Vanoest, 1927. In-fol., xviii-58 p. et 64 pl. 200 fr.

89. HEIDINGSFELDER (Georg). Albert von Sachsen. Sein Lebensgang und sein Kommentar zur nikomachischen Ethik des Aristoteles. 2. Auflage. Münster, Aschendorff, 1927. In-8°, xv-147 p. (Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters. 22, iii-iv.) 7 m. 20.

90. HENNEZEL (Henri d'). Lyon, 2^e édition. Paris, Laurens, 1927. In-4°, 148 p. et 127 ill. (Collection des villes d'art célèbres.) 25 fr.

91. Histoire (L') de Pierre de Provence et de la belle Maguelonne, renouvelée par G. Michaut. Préface de Mario Roques. Paris, de Boccard, 1927. In-16, 160 p. (Collections des poèmes et récits de la vieille France. 10.)

92. Historical monuments commission. Huntingdonshire : an inventory of its ancient monuments. London, H. M. S. O., 1926. In-4°, ill. 35 sh.

93. HOFBAUER (Silvester). Die Ausbildung der grossen Grundherrschaften im Reiche der Merowinger. Wien, Eligius-Verlag, 1927. In-8°, vii-128 p. (Veröffentlichungen des Seminars für Wirtschafts- und Kulturgeschichte an der Universität Wien, 3.)

94. HOMO (L.). Les institutions politiques romaines, de la Cité à l'État. Paris, la Renaissance du livre, 1927. In-8°, 471 p. (L'évolution de l'humanité. 18.) 30 fr.

95. HOUVET (Étienne). Monographie de la cathédrale de Chartres. Chartres, l'auteur, 1926. In-4°, 24 p. et pl.

96. HUELSEN (Christian). Le chiese di Roma nel medio evo. Florence, Olshki, 1927. In-4°, cxvi-640 p., cartes. 250 liras.

97. Huon de Bordeaux. Chanson de geste du xiii^e siècle, traduite par J. Audian. Paris, de Boccard, 1927. In-16, 160 p. (Collection des poèmes et récits de la vieille France. 9.)

98. INGUANEZ (Mauro). Diplomi inediti dei principi normanni di Capua, conti di Aversa. Badia di Montecassino, 1926. In-8°, xiii-49 p. (Miscellanea Cassinese. 3.)

99. IORGA (N.). Essai de synthèse de l'histoire de l'humanité. Vol. II : Histoire du moyen âge. Paris, Gamber, 1927. In-8°, 570 p.

100. JERPHANION (Guillaume DE). Le calice d'Antioche : les théories du Dr Eisen et la date probable du calice. Roma, Pont. inst. orientaliū studiorum, 1926. In-8°, 175 p. et 24 pl. (Orientalia christiana, VII, 27.)

101. JESPERSEN (Otto). On some disputed points in English grammar. London, Clarendon press, 1926. In-8°, paginé 140-172. (S. P. E. Tract, n° 25.)

102. JÖRGENSEN (Ellen). Catalogus codicum latinorum medii aevi Bibliothecae regiae Hafniensis. Fasciculus II. Hafniae, Gyldendal, 1926. In-8°.

103. KALSBACH (Adolf). Die altkirchliche Einrichtung der Diakonissen bis zu ihrem Erlöschen. Freiburg, Herder, 1926. In-8°, 115 p. (Römische Quartalschrift für christliche Altertumskunde. Supplementheft 22.)

104. KAUTSCH (Rudolf). Romanische Kirchen in Elsass. Ein Beitrag zur Geschichte der oberrheinischen Baukunst im 12. Jahrhundert. Freiburg, Urban, 1927. In-4°, ix-90 p. et 188 p. 60 m.

105. KENNEDY (Arthur G.). A bibliography of writings on the English language from the beginning of printing to the end of 1922. Cambridge, Mass., Harvard University press, 1927. In-4°, xvii-517 p.

106. KLEINCLAUSZ (A.). La légende du protectorat de Charlemagne sur la Terre-Sainte. Paris, Geuthner, 1927. In-8°, 23 p., fig. 7 fr. 50.

107. KOCH (Joseph). Durandus de S.-Porciano, O. P. Forschungen zum Streit um Thomas von Aquin zu Beginn des 14. Jahrhunderts. I. Teil : Literargeschichtliche Grundlegung. Münster, Aschendorf, 1927. In-8°, xv-436 p. (Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters. 26, I.)

108. KUNSSBERG (Eberhard von). Rechtssprachgeographie. Heidelberg, Winter, 1926. In-8°, 50 p., carte. (Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie der Wissenschaften. Phil.-hist. Klasse, 1926-1927, I.)

109. LAFENESTRE (Georges). L'art italien au XIII^e siècle. Saint François d'Assise. Paris, Alcan, 1926. In-8°, 149 p. (Art et esthétique.) 15 fr.

110. LANGLOIS (Ch.-V.). La vie en France au moyen âge. T. III : La connaissance de la nature et du monde, d'après les écrits en français à l'usage des laïcs. Paris, Hachette, 1927. In-16, xxxii-400 p., ill. 35 fr.

111. LAVEDAN (Pierre). Histoire de l'architecture urbaine. Antiquité. Moyen âge. Paris, Laurens, 1926. In-4°, 525 p., 352 ill. 125 fr.

112. LE FEBVRE (Yves). Étienne Marcel et le Paris des marchands au XIV^e siècle. Paris, la Pensée française, 1927. In-4°, 286 p., ill. 35 fr.

113. LEGRAND-GIRARDE. L'arrière aux armées sous Louis XIII. Crusy de Marcillac, évêque de Mende (1635-1638). Paris, Berger-Levrault, 1927. In-8°, xi-286 p. 20 fr.

114. LEHMANN (Paul). Pseudo-antike Literatur des Mittelalters. Leipzig, Teubner, 1927. In-8°, vii-108 p., 6 pl. (Studien der Bibliothek Warburg, 13.) 5 m.

115. LEHNERT (Aloys). Studien zur Dialektgeographie des Kreises Saarlouis. Bonn, F. Klopp, 1926. In-8°, xii-278 p. (Rheinische Beiträge und Hilfsbücher zur germanischen Philologie und Volkskunde. 12.)

116. LEICHER (Richard). Die Totenklage in der deutschen Epik von der ältesten Zeit bis zur Nibelungen-Klage. Breslau, Marcus, 1927. In-8°, 172 p. (Germanistische Abhandlungen. 58.)

117. LEMOINE (Henri). Table des Registres du bureau de la ville de Paris de 1615 à 1643, conservés aux Archives nationales. Paris, impr. Crété, 1926. In-8°, 24 p.

118. LETONNELIER (G.). Étude critique sur le Loyal serviteur et son histoire de Bayard. Grenoble, 1926. In-8°, 43 p. (Extrait du *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1924.)

119. LÉVY (Raphaël). The astrological works of Abraham Ibn Ezra. A literary and linguistic study with special reference to the old French translation of Hygin. Paris, les Presses universitaires de France, 1927. In-8°, viii-176 p. (The Johns Hopkins studies in romanic literatures and languages. 8.) 32 fr.

120. LOTZ (W.). Gab es eine geldwirtschaftliche Verfassung der Staatsfinanzen unter den Karolingern? München, Oldenbourg, 1926. In-8°, 17 p. (Sitzungsberichte der bayerischen Akademie der Wissenschaften. Phil.-hist. Klasse, 1926. IV.)

121. LUSCHIN VON EBENGREUTH (A.). Allgemeine Münzkunde und Geldgeschichte des Mittelalters und der neueren Zeit. 2. ergänzte Auflage. München, Oldenbourg, 1926. In-8°, 333 p., ill. 16 m.

122. LYNÀ (Frédéric). Le Mortiflement de vaine plaisance de René d'Anjou. Étude du texte et des manuscrits à peintures. Bruxelles, Weckesser, et Paris, Rousseau, 1927. In-4°, 160 p. et 43 pl. (Œuvre nationale pour la reproduction de manuscrits à miniatures de Belgique.) 300 fr.

123. MADARO (Luigi). Inventario dei manoscritti della biblioteca civica di Alessandria. Alessandria, tip. Balocco 1926. In-16, 68 p.

124. MACON (G.). Chantilly. Archives, le Cabinet des titres. T. I. Paris, Champion, 1927. In-4°, 300 p. 50 fr.

125. MAILLARD (Elisa). L'église de Saint-Savin-sur-Gartempe. Paris, Laurens, 1927. In-8°, 112 p., ill. (Petites monographies des grands édifices de la France.) 6 fr.

126. MARCEL (Abbé). Le cardinal de Givry, évêque de Langres (1529-1561). Pranthoy (Haute-Marne), l'auteur, 1927. 2 vol. in-8°, ill. 120 fr.

127. MARLETTA (F.). Mercanti francesi a Messina nel Cinquecento Messina, tip. D'Amico, 1926. In-8°, 40 p.

128. MASSON (André). L'église abbatiale de Saint-Ouen de Rouen. Paris, Laurens, 1927. In-8°, 96 p., ill. (Petites monographies des grands édifices de la France. 42.) 6 fr.

129. MAXWELL-LYTE (H. C.). Historical notes on the use of the Great seal of England. London, H. M. S. O., 1926. In-8°. (Record Office.) 18 sh.

130. Mélanges de philologie et d'histoire offerts à M. Antoine Thomas. Paris, Champion, 1927. In-8°, xcviII-523 p. 100 fr.

131. MÉLY (F. DE). De Périgueux au fleuve Jaune. Paris, Geuthner, 1927. In-4°, 61 p., 20 pl. et 1 carte. 30 fr.

132. MERCATI (Giovanni). Scritti d'Isidoro, il cardinale Ruteno e codici a lui appartenuti che si conservano nella Biblioteca apostolica vaticana. Roma, Biblioteca vaticana, 1926. In-8°, xi-176 p., ill. (Studi e testi, 46.) 45 l.

133. MIELI (Aldo). La storia della scienza in Italia : prolusione ad un corso di storia della scienza. Roma, *Leonardo da Vinci*, 1926. In-8°, 17 p. (Quaderni di storia della scienza. 4.)

134. MILLET (G.). Les monuments de l'Athos. T. I : Les peintures. Paris, Leroux, 1927. In-4°, 80 p. et 264 pl.

135. MILLET (Lucien). Notre-Dame de Cléry, 2^e édition. Paris, Letouzey, 1926. In-16, 160 p., ill.

136. MISTRUZZI (V.). Giorgio Sommariva, rimatore veronese del secolo xv. Venezia, C. Ferrari, 1925. In-8°, 197 p. (Extrait de l'*Archivio veneto-tridentino*, 6.)

137. Mittelalterliche Handschriften. Paläographische, kunsthistorische, literarische und bibliotheksgeschichtliche Untersuchungen. Festgabe zum 60. Geburtstage von Hermann Degering. Leipzig, Hiersemann, 1926. In-4°, VII-327 p., fig. et pl. 52 m.

138. Monumenta Germaniae historica. Legum sectio I, tomus 5, pars II : Lex Baiwariorum, ed. Bruno Krusch. Hannover, Hahn, 1926. In-fol.

139. MUSSET (Georges et Jean). Saintes. Saintes, Delavaud, 1926. In-16, 31 p., plan et pl.

140. OLIVIER (E.) et VIALET (G.). Essai de répertoire des ex-libris et fers de reliure des médecins et pharmaciens français antérieurs à la période moderne. Paris, Bosse, 1927. In-8°, 235 p., 212 fig. 80 fr.

141. PARATICI (Carlo). Il duomo e il gotico di Piacenza nella storia e nell' arte. Piacenza, Casarola, 1926. In-8°, 94 p.

142. PATELLA (Umberto). Le confraternità di Misericordia in Toscana. Cenni storici circa le loro origini ed il loro sviluppo. Siena, tip. S. Bernardino, 1926. In-8°, VI-320 p. 15 l.

143. PERDIGON. Chansons, éditées par H. J. Chaytor. Paris, Champion, 1926. In-8°, X-74 p. (Les classiques français du moyen âge. 53.) 6 fr.

144. PETIT (A.). Coliberti ou Culverts. Essai d'interprétation des textes qui les concernent. Limoges, impr. Guillemot et de Lamothe, 1926. In-4°, 67 p.

145. POËTE (Marcel). Une vie de cité. Paris, de sa naissance à nos jours. T. II : La cité de la Renaissance, du milieu du xv^e à la fin du xvi^e siècle. Paris, Picard, 1927. In-8°, 338 p. 35 fr.

146. Prophéties (Les) de Merlin, edited from ms. 693 in the Bibliothèque municipale of Rennes by Lucy Allen Paton. New York, Heath, 1926. 2 vol. in-8°. (Published for the modern language Association of America.)

147. PUGLIOLI (Giorgina). San Bernardino da Siena e la sua attività in Firenze negli anni 1424-1425. Prato, tip. Martini, 1926. In-8°, 133 p.

148. QUARRÉ (Robert). La cathédrale de Chartres. Description illustrée pour servir d'introduction à l'intelligence de l'art religieux du moyen âge. Paris, Boulinier frères, 1927. In-8°, 124 p., ill. 10 fr.

149. QUÉNEDEY (Raymond). L'habitation rouennaise. Étude d'histoire, de géographie et d'archéologie urbaines. Rouen, Lestringant, 1927. In-8°, 430 p., ill. 100 fr.
150. QUÉNEDEY (Raymond). La Normandie. 1^{re} série : Seine-Inférieure ; 2^e série : Calvados, région de Lisieux. Recueil d'architecture civile de l'époque médiévale au XVIII^e siècle. Paris, Contet, 1927. In-fol., 16 p. et 70 pl. (Les provinces de l'ancienne France.) 300 fr.
151. RAFFIN (Léonce). Saint-Jullien de Balleure, historien bourguignon. Paris, Champion, 1927. In-8°, 135 p., ill. (Bibliothèque littéraire de la Renaissance. Nouv. série, 13.) 25 fr.
152. RAYMOND (Marcel). Bibliographie critique de Ronsard en France. Paris, Champion, 1927. In-8°, 150 p. 25 fr.
153. RAYMOND (Marcel). L'influence de Ronsard sur la pensée française (1550-1585). Paris, Champion, 1927. 2 vol. in-8°, 400 et 376 p. (Bibliothèque littéraire de la Renaissance. Nouvelle série, t. XIV et XV.) 75 fr.
154. RÉAU (Louis). Les richesses d'art de la France. La Bourgogne. La peinture et les tapisseries. Fasc. 1 et 2. Paris, Vanoest, 1927. In-fol., xxviii-26 p. et 24 pl. 80 fr.
155. REBORD (Ch.). Divisions administratives du département de la Haute-Savoie et du diocèse d'Annecy de 1723 à nos jours. Annecy, impr. commerciale, 1926. In-8°, 97 p.
156. Regesten der Bischöfe von Strassburg. Band II, 4. Lieferung : Regesten Konrads von Lichtenberg, 1273-1299. Innsbruck, Wagner, 1926. In-fol.
157. Registres (Les) d'Urbain V (1362-1363), d'après les manuscrits originaux du Vatican, publiés par M. Dubrulle. Paris, de Boccard, 1927. In-8°. (Bibliothèque de l'École française de Rome.) 25 fr.
158. REINHARDT (Hans). Das Basler Münster. Die spätromanische Bauperiode vom Ende des XII. Jahrhunderts. Basel, Reinhardt, 1926. In-8°, 100 p. et 26 fig.
159. REVELLI (Paolo). Terre d'America e archivi d'Italia. Milano, fratelli Treves, 1926. In-8°, vi-187 p. et 80 pl.
160. Rivista camaldolese, mensile, illustrata, in preparazione al IX centenario della morte di S. Romualdo, 1027-1927, a cura dei monaci e eremiti camaldolesi. Anno I. Ravenna, Arti grafiche, 1926. In-8°, ill. 50 l.
161. ROMANI (R.). Affreschi del secolo XV a Bolognola. Fabiano, tip. economica, 1926. In-8°, 18 p.

162. Saelden (Der) Hort. Alemannisches Gedicht vom Leben Jesu, Johannes des Täufers und der Magdalena, aus der Wiener und Karlsruher Handschrift herausgegeben von Heinrich Adrian. Berlin, Weidmann, 1927. In-8°, xxx-265 p. (Deutsche Texte des Mittelalters. 26.)

163. Sars (Maxime de). Le Laonnois féodal. T. II : Duché-pairie de Laon. Paris, Champion, 1927. In-4°, 710 p. et 1 pl. 100 fr.

164. Scaturro (Ignazio). Storia della città di Sciacca e dei comuni della contrada Saccense fra il Belice e il Platani, vol. II. Napoli, G. Majo, 1926. In-8°, 688 p., ill. 75 l.

165. Schaffer (Dietrich). Das Mittelalter. 2. Auflage. München Oldenbourg. In-8°, 181 p. (Reimanns Weltgeschichte. 4.) 4 m. 50.

166. Schiaparelli (Luigi). Avviamento allo studio delle abbreviature latine nel Medioevo. Firenze, Olschki, 1926. In-16, 99 p. et 4 pl.

167. Schmit (Theodor). Die Koimesis-Kirche von Nikaia. Das Bauwerk und die Mosaiken. Berlin, de Gruyter, 1927. In-4°, III-56 p., ill. 46 m.

168. Schmitt (Otto). Gotische Skulpturen des Freiburger Münsters. Frankfurt, Verlags-Anstalt, 1926. 2 vol. in-8°, 77 p. et 300 pl. 160 m.

169. Schubert (Hans von). Der Kampf des geistlichen und weltlichen Rechts. Heidelberg, Winter, 1927. In-8°, 74 p. (Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie der Wissenschaften. Phil.-hist. Klasse, 1926-1927, II.)

170. Seligman (G. S.), Talbot (Hugues). La broderie somptuaire à travers les mœurs et les coutumes. Paris, F. Didot, 1927. In-4°, 100 p., ill. 800 fr.

171. Sorbelli (Albano). Inventari dei manoscritti delle biblioteche d'Italia. Vol. XXXV : Pesaro. Firenze, Olschki, 1926. In-8°, 315 p.

172. Spaak (Paul). Jean Lemaire de Belges, sa vie, son œuvre, ses meilleures pages. Paris, Champion, 1927. In-8°. 25 fr.

173. Stachnik (Richard). Die Bildung des Weltklerus im Frankenreiche von Karl Martell bis auf Ludwig den Frommen. Eine Darstellung ihrer geschichtlichen Entwicklung. Paderborn, Schöningh, 1926. In-8°, x-103 p.

174. Stanzaic (A) Life of Christ, compiled from Higden's Polychronicon and the Legenda Aurea, edited from ms. Harley 3909 by Frances A. Foster. London, Milford, 1926. In-8°, XLIV-456 p. et pl. (Early English text Society. Original series, 166.) 35 sh.

175. Studi di storia napoletana in onore di Michelangelo Schipa. Napoli, I. T. E. A., 1926. In-8°, XXI-737 p. 100 l.

176. *Sussidi per la consultazione dell' Archivio vaticano*, a cura della direzione e degli archivisti. Vol. I. Roma, Biblioteca apostolica vaticana, 1926. In-4°, 223 p., fac-similés. (Studi e testi, 45.)

177. TOMASSETTI (Giuseppe e Francesco). *La campagna romana antica, medioevale e moderna*. Vol. IV : *Via Latina*. Roma, Maglione e Strini, 1926. In-8°, xii-596 p., ill. 125 l.

178. TOPASS (Jan). *L'art et les artistes en Pologne au moyen-âge*. Paris, Alcan, 1926. In-8°, 134 p., ill. (Art et esthétique.)

179. TRICOU (Jean). *Méreaux et jetons armoriés des églises et du clergé lyonnais*. Lyon, Badiou-Amant, 1927. In-4°, 250 p. et 14 pl. 35 fr.

180. *Two East Anglican Psalters at the Bodleian library, Oxford : The Ormesby Psalter, ms. Douce 366, described by Sydney Carlyle Cocke-rell ; the Bromholm Psalter, ms. Ashmole 1523, described by Montague Rhodes James*. Oxford, printed for the Roxburghe Club, 1926. In-fol., viii-46 p. et pl.

181. VALLERY-RADOT (Jean). *Loches*. Paris, Laurens, 1927. In-8°, 112 p., ill. (Petites monographies des grands édifices de la France.)

182. VALLIÈRE (Paul de). *Morat. Le siège et la bataille, 1476*. Lausanne, Spes, 1926. In-8°, iv-240 p., ill. et plan. 4 fr.

183. VINCENT (Auguste). *Les noms de lieux de la Belgique*. Bruxelles, Librairie générale, 1927. In-8°, 184 p.

184. VIOIRA (M.). *Il Senato di Pinerolo. Contributo alla storia della magistratura subalpina*. Torino, 1927. In-8°, 102 p. (Biblioteca della Società storica subalpina. 53, I.)

185. VOLPE (G.). *Movimenti religiosi e sette ereticali nella società medievale italiana, secoli xi-xiv*. 2° edizione. Firenze, A. Vallecchi, 1926. In-16, xii-276 p. (Collana storica.) 15 l.

186. WADDELL (Helen). *The wandering scholars*. London, Constable, 1927. In-8°, xxviii-292 p., ill. 21 sh.

187. WAQUET (Henri). *Le musée breton de Quimper*. Paris, Laurens, 1926. In-16, 64 p., ill. (Collections publiques de France. Memoranda.)

188. WEHRLI (G. A.). *Die Bader, Barbieri und Wundärzte im alten Zürich*. Zürich, 1927. In-4°, 100 p., ill. (Mitteilungen der antiquarischen Gesellschaft in Zürich. 30, III.)

189. WEISSER (Hermann). *Die deutsche Novelle im Mittelalter, auf dem Untergrunde der geistigen Strömungen*. Freiburg, Herder, 1926. In-8°, vii-128 p.

190. Year books of Edward II. Vol. 9 : A. D. 1311. London, Quaritch, 1926. In-4°, LXX-214 p. (Selden Society.)

191. YELDHAM (Florence A.). The story of reckoning in the Middle Ages. London, Harrap, 1926. In-8°, 96 p. 3 s. 6. d.

192. ZACCAGNINI (Guido). La vita dei maestri e degli scolari nello studio di Bologna nei secoli XIII e XIV. Genève, Olschki, 1926. In-8°, 239 p. et 30 pl. (Biblioteca dell' *Archivum romanicum*, I, vol. 5.) 20 francs suisses.

193. ZELLER (Gaston). La réunion de Metz à la France, 1552-1648. Paris, les Belles-Lettres, 1926. 2 vol. in-8°. (Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg. 35.)

194. ZIMMELS (H. J.). Beiträge zur Geschichte der Juden in Deutschland im 13. Jahrhundert. Wien, Israelitisch-theolog. Lehranstalt, 1926. In-8°, VIII-138 p. 5 m. 50.

CHRONIQUE ET MÉLANGES

— Les examens de fin d'année de l'École des chartes ont eu lieu du 29 juin au 7 juillet 1927. — Ils ont porté sur les textes et les questions qui suivent :

PREMIÈRE ANNÉE.

Épreuve écrite.

1° Texte latin à transcrire d'après le n° 854 de l'ancien fonds des fac-similés de l'École.

2° Texte provençal à transcrire d'après le n° 311 du fonds des héliogravures de l'École.

3° Texte latin à traduire : J. Guiraud, *Les registres de Grégoire X*, n° 785.

4° Texte provençal à traduire, tiré de Pierre Alphonse, *Discipline de clergie*, avec cette question : Rendre compte de la formation phonétique des mots *et carca perilh*.

5° Bibliographie : I. Exposer brièvement l'histoire de la collection des *Monumenta Germaniae*, en faire connaître le plan et le comparer à celui des *Historiens de France*. — II. Faire la notice d'un incunable et les cartes de catalogue d'un volume moderne.

Épreuve orale.

1° Paléographie latine : Lecture de quelques lignes du manuscrit latin nouv. acq. 777 de la Bibliothèque nationale.

2° Paléographie française : Lecture d'un ordre de paiement des maréchaux de France aux trésoriers des guerres, de l'année 1375.

3° Traduction latine : *Layettes du Trésor des chartes*, t. III, n° 4265.

4° Histoire : Questions diverses de chronologie.

5° Philologie romane : Texte tiré de la *Vie de saint Jean*, édition Huber. Traduire, dire à quel dialecte le texte appartient et justifier l'attribution proposée.

DEUXIÈME ANNÉE.

Épreuve écrite.

1° Texte latin à transcrire d'après le n° 354 du fonds des héliogravures de l'École.

2° Traduction latine : Audouin, *Documents concernant la commune et la ville de Poitiers*, p. 264.

3° Texte à analyser : Dubrulle, *Lettres des rois de France*, p. 10.

4° Diplomatique : Exposer les raisons pour lesquelles un diplôme intitulé au nom d'un roi Chilpéric (Pertz, *Diplomata*, p. 130, n° 14) n'a pu être expédié par la chancellerie d'un roi de ce nom ; déterminer l'époque approximative de la fabrication du faux.

5° Histoire des institutions : Définir les termes soulignés d'un texte extrait des Archives d'Agen (AA 13, n° 13) et indiquer brièvement ce qu'il nous enseigne pour l'histoire des institutions.

Épreuve orale.

1° Paléographie latine : Lecture de quelques lignes du manuscrit latin nouv. acq. 777 de la Bibliothèque nationale.

2° Diplomatique : I. Quels sont les caractères des brefs apostoliques? — II. Qu'entend-on par signature en cour de Rome?

3° Histoire des institutions : I. Qu'était-ce que les présidiaux? — II. Qu'entendait-on par citoyens actifs et citoyens passifs? Dans quel recueil trouverez-vous les lois de l'époque révolutionnaire?

4° Sources de l'histoire de France : I. Quelles sont les œuvres d'historiens anglais où l'on pourrait trouver des renseignements concernant le règne de Louis VII? Indiquer en quelques mots quelle est l'utilité de chacune d'elles à ce point de vue. — II. Dire tout ce que l'on sait de Dudon de Saint-Quentin.

5° Classement d'archives : I. Expliquer comment a été formée et comment s'est enrichie la série F des Archives nationales. — II. Les clauses relatives aux archives dans les traités de paix de 1659 à 1919.

TROISIÈME ANNÉE.

Épreuve écrite.

1° Texte latin à transcrire d'après le n° 856 de l'ancien fonds des fac-similés de l'École.

2° Histoire du droit : I. Quels moyens le droit coutumier et le droit féodal offraient-ils d'empêcher la sortie du patrimoine des mains de la famille ou son trop grand émiettement? Définissez simplement le caractère de chacun de ces procédés juridiques en insistant seulement sur les détails d'application de l'un d'eux : le droit d'aînesse. — II. Qui concerne et en quoi consiste dans le droit canonique l'obligation de la résidence? Quels sont les cas qui autorisent en cette matière une dérogation au principe général?

3° Archéologie : L'iconographie de la Vierge, des origines au début du xiv^e siècle.

4° Sources de l'histoire de France : I. Énumérer les ouvrages relatant

des faits contemporains de Charles VII qui ont été composés sous le règne de Louis XI dans le dessein plus ou moins évident d'exalter le père au détriment du fils. — II. Que savez-vous d'Enguerran de Monstrelet et des ouvrages publiés sous son nom?

Épreuve orale.

1° Paléographie : Lecture de quelques lignes du manuscrit lat. 15094 de la Bibliothèque nationale.

2° Histoire du droit : I. Que savez-vous des parties du *Corpus juris canonici* postérieures au Décret de Gratien. — II. Comment sortait-on du servage?

3° Archéologie : Décrire et dater d'après des photographies : *a)* un mur latéral de l'église de Champeaux ; — *b)* une couverture d'Évangélaire du XI^e siècle conservée au musée du Louvre dans la galerie d'Apollon.

A la suite des examens de fin d'année ont été admis à passer en deuxième année (ordre de mérite) :

- | | |
|-------------------|---------------------------|
| M ^{lle} | 1. FRÉMONT, |
| MM. | 2. MOREL, |
| | 3. LEMOINE, |
| M ^{lles} | 4. JOLIVET, |
| | 5. MADY, |
| M. | 6. DE BOÜARD, |
| M ^{lle} | 7. LAURENT, |
| M. | 8. BERTHIER, |
| M ^{lle} | 9. GOUBET, |
| MM. | 10. LAFOND, |
| | 11. DARIDAN, |
| | 12. GAUTIER, |
| | 13. DE CLERMONT-TONNERRE. |

Et hors rang, comme appartenant à des promotions antérieures (ordre alphabétique) :

- | | |
|------------------|------------|
| M. | COSSA, |
| M ^{lle} | DOBELMANN. |

Ont été admis à passer en troisième année (ordre de mérite) :

- | | |
|-------------------|-----------------|
| M ^{lles} | 1. VITTE, |
| | 2. DELEBECQUE, |
| | 3. GRANDERYE, |
| | 4. BERROGAIN, |
| MM. | 5. THIOLIER, |
| | 6. DE ROMEFORT, |
| | 7. LEVRON, |

- M. 8. D'HERBÉCOURT,
 M^{lles} 9. BIOCHE,
 10. MALO,
 M. 11. PIQUARD,
 M^{lle} 12. BÉCET,
 MM. 13. GLACHANT,
 14. DUPIEUX,
 15. LACOUR,
 M^{lle} 16. GOUNELLE,
 M. 17. MONNIER,
 M^{lle} 18. PASTRÉ.

Et hors rang, comme appartenant à une promotion antérieure :

M. BLANCHET.

Ont été admis à subir les épreuves de la thèse (ordre alphabétique) :

- M^{lles} 1. D'ALVERNY,
 2. CHAUMIÉ,
 MM. 3. DROPET,
 4. DUFOURCQ,
 M^{me} 5. DUFOURCQ (née LATRON),
 M^{lle} 6. DULONG,
 MM. 7. FELS,
 8. LEGOY,
 9. LEGRAND,
 10. LOMBARD,
 M^{lle} 11. PARENT,
 MM. 12. RICHE,
 13. VAN MOË.

— Par arrêté ministériel, en date du 28 mars 1927, notre confrère M. Paul Deschamps a été nommé conservateur du Musée de sculpture comparée du Trocadéro, et par un autre arrêté, du 14 avril, professeur honoraire à l'École des chartes.

— Par arrêtés ministériels, en date des 9 mai et 24 juin 1927, nos confrères M^{lle} Yvonne Bezard et M. Albert Mirot ont été nommés archivistes aux Archives nationales.

— Par arrêté ministériel, en date du 1^{er} juin 1927, notre confrère M. Charles Samaran a été nommé directeur d'études de paléographie du moyen âge à l'École pratique des hautes études.

— Par arrêté ministériel, en date du 30 mars 1927, nos confrères MM. Marcel Aubert et Paul Deschamps ont été nommés membres de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques et scientifiques.

— Nos confrères M^{lle} Jeanne Daguillon et M^{lle} Jeanne Dupic ont été récemment nommées la première bibliothécaire à la Bibliothèque universitaire de Besançon, et la seconde bibliothécaire stagiaire à la Bibliothèque municipale de Rouen.

— Notre confrère M. Gabriel Esquer a été récemment chargé d'un cours de sciences auxiliaires de l'histoire à la Faculté des lettres d'Alger.

— Notre confrère M. Théodoric Legrand, bibliothécaire de la Cour des Comptes, a été récemment nommé percepteur de la première circonscription d'Argenteuil (Seine-et-Oise).

— Notre confrère M. Abel Lefranc a été élu le 1^{er} avril 1927 membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

— Notre confrère M. Germain Martin a été élu le 28 mai 1927 membre de l'Académie des sciences morales et politiques (section d'économie politique).

— Notre confrère M. Roger Grand a été élu le 28 août 1927 sénateur du Morbihan.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné la seconde médaille du Concours des antiquités nationales à notre confrère M. Fernand Benoît pour son *Recueil des actes des comtes de Provence appartenant à la maison de Barcelone*, la première mention à notre confrère M. Georges Ritter pour *les Vitraux de la cathédrale de Rouen*, et la cinquième mention à notre confrère M. Émile Isnard pour sa publication, en collaboration avec M. de Gérin-Ricard, des *Actes concernant les vicomtes de Marseille et leurs descendants*.

— La même Académie a décerné le prix Bordin à notre confrère M. Cl. Brunel pour son ouvrage intitulé : *Les plus anciennes chartes en langue provençale* ; le prix Estrade-Delcros à notre confrère feu Ernest Langlois pour son édition du *Roman de la Rose*, et le prix Le Senne à notre confrère M. Léon Levillain pour ses *Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne*.

— L'Académie française a décerné le prix Jean-Jacques Berger à notre confrère M. François Boucher pour son livre sur *le Pont-Neuf*.

— Le Conseil général de l'Ardèche a décerné le prix Villard à notre confrère M. Jean Régné pour son étude sur *la Vie économique et les classes sociales en Vivarais au lendemain de la Guerre de Cent ans*.

— L'Académie de Lyon a décerné le prix de la comtesse Mathilde à l'œuvre de notre confrère feu Georges Guigue.

— A l'occasion du récent congrès des Sociétés savantes, tenu à

Paris le 23 avril 1927, ont été nommés officiers de l'Instruction publique nos confrères MM. Joseph Billioud, Charles Du Bus, Joseph Estienne, Charles Hirschauer, Louis Royer et Henri Waquet ; et officier d'Académie notre confrère M. Émile-J. Léonard.

— Notre confrère M. Georges Espinas a été récemment élu associé étranger de l'Académie royale de Belgique.

— Notre confrère le vicomte Joseph de Croy vient d'être nommé chevalier d'honneur et de dévotion de l'Ordre de Malte.

— Le Bureau de la Société de l'École des chartes est ainsi composé pour l'année 1927-1928 : *Président* : M. A. Thomas. — *Vice-président* : M. L. Levillain. — *Secrétaire* : M. L. Mirot. — *Secrétaire adjoint* : M. P. Marot. — *Archiviste-trésorier* : M. J. Meurgey. — *Commission de publication* : membres ordinaires, MM. H. Omont, H. Stein, H.-F. Delaborde ; membres suppléants, MM. J. Cordey, H. Courteault. — *Commission de comptabilité* : MM. C. Couderc, G. Lefèvre-Pontalis, H. Moranvillé. — *Commission des « Mémoires et documents »* : MM. G. Dupont-Ferrier, L. Lecestre, F. Lot, M. Prou, H. Stein.

— La Société des Amis de l'École des chartes, dans sa séance du 19 mai 1927, a constitué ainsi son Comité de direction pour les années 1928 et 1929 : *Président d'honneur* : M. Gabriel Hanotaux. — *Président* : M. Maurice Roy. — *Vice-présidents* : M^{me} Paul Meyer et M. Maurice Fenaillé. — *Secrétaire* : M. Jean de Boislisle. — *Secrétaire adjoint* : M. Valentin de Courcel. — *Trésorier* : M. Jacques Meurgey. — *Commissaires* : MM. Henri Omont, Maurice Prou, Paul Fournier, Adrien Blanchet et le comte Henri-François Delaborde.

NÉCROLOGIE

CAMILLE ENLART

La Société de l'École des chartes vient de faire une perte particulièrement cruelle en la personne de son vice-président. Notre confrère Camille Enlart a été subitement enlevé, en pleine activité, à l'affection des siens, de ses confrères, de ses nombreux élèves et amis, le 14 février dernier. Nous reproduisons le discours ému, prononcé, le 18 février, au début de la séance de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et

dans lequel son président M. Salomon Reinach a rendu un dernier hommage à la mémoire de notre très regretté confrère.

« Mes chers Confrères,

« Aucun deuil plus imprévu ne pouvait frapper notre Compagnie. En pleine activité, en pleine jeunesse intellectuelle, Camille Enlart nous est brusquement ravi ! Nous perdons en lui non seulement un confrère très estimé, très aimé, mais un maître de cette science de l'archéologie médiévale qu'avait illustrée avant lui celui dont il perpétuait ici la tradition, Robert de Lasteyrie. Quel coup déplorable pour ces études qui nous sont si chères ! Qui nous rendra cette compétence si étendue et si variée, cette extraordinaire puissance de travail jointe à la joie de produire, cette aisance avec laquelle notre ami soulevait, comme en se jouant, les plus lourds fardeaux !

« Camille Enlart naquit en 1862 à Boulogne-sur-Mer ; enfant de la Picardie, il conserva toujours un vif intérêt pour cette province ; un de ses premiers travaux eut pour objet ses églises romanes ; une de ses plus grandes joies, l'an dernier, fut de représenter l'Académie à l'inauguration du nouveau musée de Boulogne auquel il avait fait don de sa collection particulière, plus de mille morceaux bien choisis du moyen âge. L'art plastique l'avait tenté avant l'archéologie. A l'École des beaux-arts de Paris, il étudia la peinture avec Bouguereau, l'architecture avec Raulin ; il y acquit une étonnante facilité à lever des plans, à dessiner avec une précision sobre et élégante, qu'il devait bientôt compléter par le savoir et le goût du photographe. De l'École des beaux-arts il passa à celle des chartes (1885), puis à celle de Rome (1889). On le trouve ensuite bibliothécaire à l'École des beaux-arts (1894), et de nouveau à l'École des chartes où, alternant avec son aîné Lefèvre-Pontalis, il supplée pendant plusieurs années leur maître commun, Robert de Lasteyrie (1894-1899), enfin à l'École spéciale d'architecture où il donna son principal enseignement, et au musée de sculpture comparée du Trocadéro, dont il devint et resta le directeur (1903). Vous l'avez appelé à siéger ici en 1925 ; il y a quelques semaines à peine, il vous donnait lecture d'une belle notice sur son prédécesseur Alfred Morel-Fatio. La Société des Antiquaires et nombre de Sociétés françaises et étrangères s'honoraient de le compter parmi leurs membres ; à plusieurs reprises, il fut appelé à enseigner dans des pays amis, où sa réputation était établie depuis longtemps.

« L'activité scientifique de notre confrère s'est exercée principalement dans deux domaines. D'abord, il a poursuivi, avec une admirable persévérance, une vaste enquête sur le rayonnement de l'art médiéval français, en particulier de l'art cistercien, en Italie, en Scandinavie, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, surtout dans les pays de l'Orient

latin comme l'île de Chypre et la Syrie, où l'on peut dire qu'après Duhoit et Rey il a été, au prix de longs voyages, le révélateur de tout un chapitre de l'histoire de l'art. C'est grâce aux travaux d'Enlart que l'on peut parler, preuves en mains, d'une période à la fois française et internationale des arts plastiques, précédant celle de l'influence italienne et la préparant.

« En second lieu, avec une audace que Robert de Lasteyrie hésitait à encourager, parce qu'il estimait, non sans raison, que toutes les questions à traiter n'étaient pas mûres, Enlart entreprit, en 1902, de donner à la France ce qui manquait encore à toutes les littératures scientifiques, un manuel détaillé et volumineux embrassant l'ensemble de l'archéologie française. Le succès du début de cette grande œuvre, laissée inachevée, mais qui trouvera des continuateurs, fut vif et immédiat ; de nouvelles éditions des premiers tomes devinrent bientôt nécessaires. Pour la première fois, ceux qui abordaient ces études trouvaient non seulement un guide, un précis, mais un trésor de solide érudition enrichi d'idées nouvelles. Une de celles à qui le nom de l'auteur restera attaché est l'origine anglaise du style gothique flamboyant, admise depuis et même confirmée par d'autres preuves. Le dernier volume de cette série qu'ait publié Enlart, sur le costume, remplace l'œuvre maîtresse de Jules Quicherat, sans la faire oublier.

« Pas un nom d'archéologue n'est plus familier que celui d'Enlart aux étudiants des deux mondes, pour qui son *Manuel* est devenu un livre de chevet. Quelque accroissement que puisse apporter à nos connaissances le progrès des recherches dont ce livre est l'indispensable instrument, il ne cessera de compter parmi les chefs-d'œuvre de l'érudition française, véritable *Somme* des enquêtes du passé et introduction à celles de l'avenir.

« Si la disparition prématurée d'un tel travailleur, après celles de Lefèvre-Pontalis, de Brutails, de Durrieu, porte une rude atteinte à l'École française, rassurons-nous à la pensée que le tronc est vivace, que la bonne sève y circule et qu'il ne manque pas de disciples formés par ces maîtres éminents pour lui faire produire de nouveaux fruits. »

GUSTAVE FAGNIEZ

Notre regretté confrère Gustave Fagniez s'est éteint à Meudon, le 18 juin 1927, après une courte maladie, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né à Paris le 6 octobre 1842, il était entré à l'École des chartes en 1864 et en sortait en 1867, le troisième de sa promotion, dont il était le dernier survivant, avec une thèse sur l'organisation du travail industriel à Paris aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Cette thèse parut dès 1868 dans la *Bibliothèque de l'École* sous un titre légèrement modifié : *Essai*

sur l'organisation de l'industrie à Paris ; puis, après avoir été remaniée, en un fort volume intitulé *Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris aux XII^e et XIV^e siècles* (Bibl. de l'École des hautes études, n° 33, 1877), qui fut accueilli avec une faveur marquée et honoré l'année suivante par une première médaille au Concours des Antiquités de la France. Pour un début, Fagniez se révélait comme un maître dans un ordre d'études alors assez peu représenté en France. Les matériaux, il les avait trouvés aux Archives nationales, où il était entré comme archiviste en 1869 et où il resta attaché pendant une douzaine d'années. Entre-temps, il avait complété sa formation scientifique à l'École des hautes études et s'était fait inscrire dès le début pour la conférence d'histoire de Gabriel Monod. Il y fut assidu pendant les années 1868-1872, à côté de Giry, de Roy, de Longnon, de Morel-Fatio, d'Auguste Molinier.

Gabriel Monod, son cadet de deux années, eut vite fait de remarquer chez cet auditeur, déjà nourri de fortes études classiques et formé par l'austère discipline de l'École des chartes, un sens critique pénétrant, le goût très vif des recherches originales, hors des chemins battus. C'est Fagniez qu'il choisit pour le suppléer en 1879, quand une grave maladie le retint éloigné de son enseignement, et durant un semestre Fagniez y donna onze leçons sur l'agriculture, l'industrie, le commerce et les voies de communication pendant le règne de Henri IV. Il restait donc fidèle à ses premières recherches, qu'il devait d'ailleurs compléter plus tard en publiant, dans la collection Picard, deux volumes de *Documents relatifs à l'histoire du commerce et de l'industrie en France depuis le I^{er} siècle avant J.-C. jusqu'à la fin du XV^e siècle* (1898 et 1900).

Quand, en 1875, Monod fonda la *Revue historique*, il offrit à Fagniez de diriger avec lui ce recueil où il pensait que viendraient se fondre, en une féconde collaboration, l'esprit chartiste et l'esprit normalien. Fagniez accepta d'emblée ce programme, si favorable au développement des études historiques et, pendant six années, c'est lui qui rédigea presque toujours seul le Bulletin relatif aux publications nouvelles sur l'histoire de France. Il donna en même temps à la même revue les premiers résultats de ses travaux, d'abord sur le commerce extérieur et l'industrie de la France sous Henri IV (1881 et 1883), puis sur l'activité diplomatique du P. Joseph, l'« Éminence grise » du Grand Cardinal (1885, 1887, 1889), sur Richelieu et l'Allemagne (1891), sur Fancan et Richelieu (1911), sur l'œuvre diplomatique de Vergennes (1922). Ces articles, notamment sur le P. Joseph, furent fondus en un grand ouvrage : *le Père Joseph et Richelieu*, dont les deux volumes obtinrent en 1895 le premier prix Gobert à l'Académie française. Dès la fondation de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, il avait été aussi des premiers à s'y faire inscrire et il lui apporta un concours actif qu'il

est facile de suivre dans les tables décennales des années 1874 à 1903 ; c'est à lui que la Société confia l'édition du *Journal parisien de Jean Maupoint, prieur de Sainte-Catherine-de-la-Couture, 1437-1469* (t. IV des *Mémoires*, 1877). Au tome XII des *Mémoires*, il publia le *Livre de raison de M^e Nicolas Versoris, avocat au Parlement de Paris, 1519-1530* ; puis, au tome XVII, des *Fragments d'un répertoire de jurisprudence parisienne au XV^e siècle*.

Une activité aussi diverse et aussi féconde méritait la plus haute distinction où puisse atteindre un érudit : il fut élu en 1901 membre de l'Académie des sciences morales et politiques en remplacement du duc de Broglie. Dans le même temps, il aborda un nouveau domaine, celui des idées morales et religieuses au début du XVII^e siècle, c'est-à-dire à une époque où l'ordre et la discipline se rétablissaient en France sous l'égide de la Royauté et de l'Église ; il y trouvait un terrain plus approprié à ses goûts et à ses convictions. Il commença par une rapide esquisse : *L'économie sociale de la France sous Henri IV* ; mais c'est surtout à *La femme et la société française dans la première moitié du XVII^e siècle* qu'il consacra son plus persévérant et consciencieux effort ; son dernier écrit porte sur *La renaissance catholique et la dévotion féminine en France au temps de Louis XIII*, et cet article a paru dans la *Revue des Questions historiques* (avril 1927). Au fond, il avait moins changé que la face même de la France ; de tout temps, il redouta les progrès de la démocratie autoritaire, anarchique ou athée, et, en particulier, l'ingérence abusive de l'État dans le choix des fonctionnaires. En 1903, un Comité dit « de défense scientifique » se forma pour « soustraire le recrutement du personnel des archives, des bibliothèques, des musées, à l'arbitraire des pouvoirs publics » ; Fagniez en fit partie dès la première heure et fut un des plus assidus à ses réunions. Il protesta à sa manière contre la sécularisation des biens du clergé régulier, devint membre et fut élu vice-président de la Société d'histoire de l'Église de France. Son pessimisme, volontiers agressif en paroles, n'a d'ailleurs fait aucun tort à ses livres. Il était trop honnête homme pour mettre sa vaste érudition au service d'une cause politique ou religieuse quelconque.

Charles BÉMONT.

— Nous avons encore le très vif regret d'annoncer le décès de quatre de nos confrères :

M. Adrien Planchenault, député de Maine-et-Loire, né à Angers le 26 mai 1862 et décédé dans la même ville le 1^{er} août 1927. Il appartenait à la promotion de 1890 et avait obtenu le diplôme d'archiviste paléographe avec une thèse sur *la Monnaie royale d'Angers (1319-1738)*, publiée avec développements en 1896 dans les *Mémoires* de la Société

nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. A la Chambre des députés, il avait à plusieurs reprises, en ces dernières années, pris la défense des intérêts de notre École.

M. Camille Anchier, bibliothécaire au département des Imprimés de la Bibliothèque nationale. Né à Paris le 4 mai 1869, notre regretté confrère est décédé à Ypres (Belgique), le 1^{er} août 1927 ; il avait obtenu le diplôme d'archiviste paléographe en 1892 avec une thèse intitulée : *Essai biographique sur Charles 1^{er} de Melun (1420?-1468)* et a été l'un des plus actifs et dévoués collaborateurs du Catalogne général des imprimés de la Bibliothèque nationale.

MM. Adolphe Vautier et Henri Lachenaud, qui appartenaient aux promotions de 1893 et 1898, étaient nés le premier à Saint-Lô, le second à Limoges. Nous avons appris récemment leurs décès dans ces deux mêmes villes.

CÉRÉMONIE DE LA REMISE DE LA CROIX DE GUERRE A L'ÉCOLE DES CHARTES

Le mercredi 16 mars 1927, à dix heures et demie du matin, M. Doumergue, président de la République, accompagné du commandant Goudouneix, de sa Maison militaire, est venu assister à la remise de la Croix de guerre décernée à l'École des chartes par arrêté du ministre de la Guerre, en date du 20 décembre 1926. Il a été reçu à l'entrée de l'École par M. Herriot, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ; le général Gouraud, membre de l'Institut, gouverneur militaire de Paris, représentant M. Painlevé, ministre de la Guerre, empêché ; M. Bouju, préfet de la Seine ; M. Morain, préfet de police ; M. Godin, président du Conseil municipal ; M. Omont et M. Prou, membres de l'Institut, président du Conseil de perfectionnement et directeur de l'École des chartes.

La cérémonie s'est passée dans la grande salle des cours, où est apposée la plaque de marbre portant les noms des cinquante et un élèves ou anciens élèves de l'École tués à l'ennemi.

A cette séance, qui ne pouvait avoir lieu qu'à l'École même, où le défaut de place n'avait pas permis de convoquer tous les anciens élèves, assistaient : M. René Cagnat, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; M. Cavalier, directeur de l'Enseignement supérieur ; M. Charléty, recteur de l'Académie de Paris ; M. Coville, directeur honoraire de l'Enseignement supérieur ; M. Petit-Dutaillis, directeur de l'Office national des Universités et des Écoles françaises ; M. le général Jouvin, inspecteur de la Préparation militaire supérieure ;

les colonels Peyrotte et Triboulet, commandant les groupes de la Préparation militaire supérieure ; le capitaine Cambuzat, instructeur à l'École des chartes ; les membres du Conseil de perfectionnement ; les professeurs et les élèves de l'École ; les familles des élèves et anciens élèves tombés au champ d'honneur ; les membres des Bureaux de la Société de l'École, de la Société de secours et de la Société des amis de l'École des chartes, les archivistes paléographes titulaires de la Croix de guerre.

Notre confrère M. Jacques Meurgey, décoré de la Croix de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de réserve au 31^e chasseurs à pied, fit l'appel des archivistes paléographes et des élèves de l'École morts pour la France.

Le général Gouraud rappela ensuite, en quelques termes émus, que c'est surtout la vaillance de ces glorieux disparus qui a mérité à l'École la citation à l'ordre de l'Armée, dont il donna lecture :

L'École des chartes, chargée d'enseigner et d'étudier l'histoire nationale, a joint l'exemple au précepte et formé des citoyens prêts à sacrifier leur vie pour défendre le sol, les traditions et le génie de la France, et dont les qualités se sont hautement affirmées au cours de la grande guerre.

Puis le Président de la République reçut de la main du général Gouraud la Croix de guerre et l'épingla sur un coussin que lui présentait M. Van Moé, élève major de troisième année. Celui-ci, après avoir montré l'insigne à l'assistance, alla le placer au pied de la table de marbre où sont inscrits les noms des morts, auprès de laquelle M^{lle} Vitte, élève major de deuxième année, vint déposer, au nom des élèves, une gerbe de fleurs.

Le Président de la République, suivi des personnalités qui l'entouraient sur l'estrade, se retira après s'être incliné devant cette plaque commémorative au haut de laquelle est gravée l'émouvante épigraphe :

Fulget in gloria pretiosus sanguis eorum.

CONCOURS DES ANTIQUITÉS DE LA FRANCE

Nous empruntons au rapport sur le Concours des Antiquités, lu par notre confrère M. le comte François Delaborde au cours de la séance du 13 mai 1927 de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, les passages suivants dans lesquels sont appréciés les ouvrages de plusieurs de nos confrères.

« M. Fernand Benoît ne s'est pas proposé, du moins aujourd'hui, de donner un livre, mais un *Recueil des actes des comtes de Provence appartenant à la maison de Barcelone, Alphonse II et Raimond Bérenger V*

(1196-1245), recueil excellent d'ailleurs et qui nous fait souhaiter le livre dont un tableau sommaire du gouvernement de ces deux comtes qui forme la première partie de l'introduction nous permet de bien augurer. La solidité des fondements sur lesquels il sera établi nous est garantie par une introduction, parfois un peu touffue, mais dont la seconde partie peut satisfaire le diplomate le plus exigeant. Là, M. Benoît, étudiant la forme des actes des comtes de Provence, montre combien il a su profiter de l'enseignement reçu à l'École des chartes. Il y remarque d'abord comment la renaissance du droit romain a influé sur le formulaire des actes. Les comtes de Provence ne paraissant pas avoir eu une chancellerie organisée comme les rois de France, bon nombre de leurs actes, rédigés par des notaires publics, ne diffèrent pas sensiblement des actes expédiés pour les particuliers ; quant au style suivant lequel ils sont datés, M. Benoît détermine que c'est celui de l'Annonciation en Provence, sauf à Nice où celui de Pâques est concurremment employé. Il étudie la sigillographie et démêle habilement les supercheries qui se rencontrent dans un certain nombre de documents faux ou interpolés. Le tome II comprend un recueil de 418 actes, inédits pour la plupart, publiés avec toutes les garanties scientifiques. Si ce remarquable ouvrage ne vise pas aussi haut que celui qui a mérité la première médaille, il est digne de tous les éloges que comporte le but limité poursuivi par l'auteur, et c'est en toute justice que votre commission lui a décerné la seconde...

« M. Georges Ritter, qui a obtenu la première mention pour sa publication des *Vitraux de la cathédrale de Rouen*, est un modeste. Son premier soin, — et c'est justice, — est de rendre hommage aux mérites de M. Heuzé, secrétaire de la Société française d'archéologie, auteur de la précieuse collection des clichés photographiques reproduits, ainsi qu'à l'étude des vitraux déjà faite par M. Jean Lafond en 1913, et il nomme si scrupuleusement tous ceux qui l'ont aidé ou renseigné en quelque mesure qu'il risque de laisser dans l'ombre la part de travail original qui lui revient sur bien des points aussi bien dans les notices de chaque planche que dans son introduction. Pour écrire celle-ci, il a soigneusement recherché dans les archives de la cathédrale tous les documents concernant la confection et la pose des vitraux, leur emplacement primitif, et même il en a publié des extraits. Pour les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, il a retrouvé les noms de plusieurs verriers dont il a identifié les œuvres. Il décrit avec sobriété et précision, et, ce qui lui revient encore en propre, c'est la sagacité avec laquelle il a dégagé le caractère de chaque groupe de verrières par rapport à l'iconographie et à l'esthétique et rétabli l'ordre primitif de panneaux souvent déplacés. Enfin il a recours pour interpréter les sujets non seulement à l'Écriture sainte, mais aussi à des vies de saints souvent inédites et à des rapprochements avec des verrières d'églises appartenant aux régions les plus diverses. Bref, il a

produit un bon livre d'archéologie et d'histoire de l'art où il se montre historien et homme de goût...

« Les *Actes concernant les vicomtes de Marseille et leurs descendants*, par MM. de Gérin-Ricard et Émile Isnard, sont un recueil de 809 chartes dont 295 inédites, soigneusement analysées et publiées, précédé d'une intéressante introduction où sont démêlées la succession et la généalogie de ces vicomtes demeurée jusqu'ici très confuse, et qui est assurément propre à éclairer l'histoire de Marseille, bien que les éditeurs n'aient pas eu la prétention de retracer cette histoire, ni même de faire une histoire complète de la famille vicomtale. Mais ils ont rappelé les origines des vicomtes, énuméré leurs droits et leurs revenus, les fiefs qu'ils possédaient en Provence, fixé l'emplacement de leurs successives résidences, touché légèrement à leurs rapports avec leurs suzerains, leurs vassaux, les évêques et les monastères, et montré avec plus de netteté qu'on ne l'avait encore fait comment leurs droits furent successivement acquis par la commune de 1213 à 1230. Enfin ils n'ont pas négligé de mentionner les goûts poétiques de ces vicomtes dont plusieurs figurent au nombre des troubadours et de rectifier au passage plusieurs assertions des historiens de la littérature provençale. L'estime que mérite ce travail, auquel votre commission a attribué la cinquième mention dont elle pouvait disposer, est un indice de la valeur distinguée de l'ensemble des ouvrages soumis au Concours des Antiquités nationales de 1927. »

RAPPORT

SUR LES TRAVAUX DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME PENDANT L'ANNÉE 1925-1926

Dans le rapport sur les travaux de l'École de Rome, lu par notre confrère M. Maurice Prou au cours de la séance du 3 juin 1927, les pages suivantes sont consacrées à l'appréciation du mémoire envoyé à l'Académie par M^{lle} Vielliard, membre de seconde année à l'École :

« *Étude sur l'iconographie de saint Pierre à Rome et en Italie*, tel est le titre du mémoire de M^{lle} Vielliard. L'auteur s'est proposé de déterminer le type et les attributs du saint et de relater les épisodes, vrais ou légendaires, de sa vie figurés dans les monuments de l'Italie, jusqu'à la fin du xiv^e siècle. On n'y cherchera donc pas une iconographie complète de saint Pierre en Occident et en Orient. On regrettera que M^{lle} Vielliard n'ait pas insisté sur le type du saint pendant les premiers siècles chrétiens. Son excuse est que cette partie du sujet a été maintes fois traitée ; elle a toutefois examiné la question de la transmission du portrait de saint Pierre, d'après les textes, et, en ce qui concerne la célèbre statue de bronze conservée à Saint-Pierre de Rome, sur la date

de laquelle les opinions sont si divergentes, elle a démontré, par des comparaisons avec d'autres statues, l'impossibilité de l'attribuer à un artiste du *xiii^e* siècle. On lui reprochera encore d'avoir négligé, sauf en quelques allusions rapides, l'art chrétien d'Orient. Il eût été important de chercher ce que l'Orient peut nous apprendre aussi bien sur l'origine du type de saint Pierre que sur la formation de son iconographie. Mais M^{lle} Vielliard, soucieuse de la rigueur de la méthode, n'a voulu parler que des monuments qu'elle a pu examiner. Et d'ailleurs, ce que nous devons demander aux membres de l'École de Rome, c'est d'appliquer leurs efforts aux monuments et aux documents que leur séjour en Italie les met à même d'étudier. Il ne convient pas d'exiger d'eux un mémoire sur l'ensemble d'un sujet qu'on ne saurait épuiser que grâce à des voyages en divers pays, mais nous attendons d'eux un travail dont les éléments soient puisés en Italie et qui montre qu'ils ont profité de leur séjour en ce pays pour faire des études qui ne pouvaient être faites ailleurs. Cependant, la lecture de quelques bons livres et la consultation de photographies eussent permis à M^{lle} Vielliard de comparer les thèmes orientaux et occidentaux et lui eussent évité quelques interprétations et hypothèses un peu hâtives.

« Ces réserves faites, le mémoire de M^{lle} Vielliard apporte, décrit et classe beaucoup de monuments intéressants, peu ou mal connus, et heureusement commentés. Elle ne s'est pas contentée de voir les monuments encore existants. Des recherches étendues dans les bibliothèques de Rome lui ont fait découvrir des notes des érudits des derniers siècles, des dessins et des descriptions de fresques et de mosaïques aujourd'hui détruites, ou renseignant sur l'état de ces monuments avant leur restauration, par exemple la mosaïque du triclinium du Latran. En deux voyages, elle a étudié les sculptures et peintures des églises de la Toscane, de l'Ombrie, de l'Émilie et de la Lombardie. C'est ainsi qu'elle a examiné en la basilique de San Piero in Grado, près de Pise, les fresques de la vie de saint Pierre reproduisant celles que Cimabue avait peintes sous le portique de Saint-Pierre de Rome. Il y a là des pages excellentes. A Toscanella, elle a étudié un cycle presque inconnu de la vie de saint Pierre, démêlant les scènes tirées des actes canoniques et celles que les actes apocryphes ont fournies aux artistes. M^{lle} Vielliard a toujours eu soin de mettre en relations les textes et les monuments. Sans doute, les descriptions, appuyées d'un recueil de planches bien composé, occupent dans ce mémoire la plus large place, mais les commentaires contiennent un grand nombre d'observations personnelles et intéressantes. M^{lle} Vielliard est portée cependant à généraliser trop certaines idées, justes en principe, mais qu'elle exagère, par exemple lorsque, dans presque toutes les scènes de l'iconographie de saint Pierre, elle veut trouver une signification symbolique ou didactique.

« De son mémoire, deux faits ressortent, qu'elle a bien mis en relief.

Le premier est que les légendes qu'on racontait à Rome aux pèlerins et les reliques qu'on leur montrait ont fait entrer dans l'iconographie de saint Pierre certaines scènes telles que la chute de Simon le Magicien et la crucifixion du premier des apôtres entre deux tombeaux que l'on put voir pendant plusieurs siècles. Le second fait est que, sous l'influence des papes, le type de saint Pierre est devenu l'image même de la papauté. Ainsi, Pierre, tonsuré, représente le clerc par excellence ; dès le temps de Léon III, il porte le pallium pontifical, et, plus tard, la tiare ; s'il a dans la main deux clefs, c'est pour rappeler que le souverain pontife a le droit de lier et de délier : sur une bulle d'Alexandre II, où est représenté saint Pierre recevant les clefs de la main divine, on lit ce vers : *Quod nectis nectam, quod solvis, Petre, resolvam.*

« En résumé, le mémoire de M^{lle} Viellard témoigne d'un esprit scientifique d'observation minutieuse et avertie. Souhaitons que, poussant ses recherches du côté de l'Orient, elle nous donne un livre sur l'iconographie de saint Pierre et son développement dans l'art chrétien, celui de l'Occident et celui de l'Orient. »

NOUVEAUX DÉCRETS RELATIFS AUX BIBLIOTHÈQUES NATIONALES¹

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu les décrets des 25 novembre 1911, 11 janvier 1922, 13 décembre 1919 et 12 octobre 1920, réglant respectivement le recrutement et l'entrée en carrière du personnel scientifique de la Bibliothèque nationale, des bibliothèques publiques de Paris et des bibliothèques et musée de la Guerre ;

Vu le décret du 28 décembre 1926, créant la réunion des Bibliothèques nationales de Paris ;

La Commission supérieure des bibliothèques entendue,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le personnel scientifique des Bibliothèques nationales de Paris est recruté sur titres.

Les candidats doivent être pourvus soit de l'un des titres suivants :

- 1^o Docteur ès lettres ou ès sciences (diplôme d'État) ;
- 2^o Agrégé de l'enseignement secondaire ;

1. *Journal officiel* du 28 mai 1927, p. 5557 et 5558.

3° Ancien membre des Écoles de Rome ou d'Athènes ;

4° Archiviste paléographe ;

5° Diplôme de l'École des langues orientales vivantes.

Soit de deux des titres suivants :

Licence ès lettres ou ès sciences.

Certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes (degré secondaire).

Diplôme de l'École pratique des hautes études.

Diplôme de l'École du Louvre.

Doctorat d'université (sciences et lettres).

Doctorat en droit.

Doctorat en médecine.

Diplôme de pharmacien de première classe.

Certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire dans les bibliothèques universitaires ou de bibliothécaire dans une bibliothèque municipale classée.

Le fait d'avoir satisfait aux examens de sortie de l'École polytechnique, de l'École centrale des arts et manufactures ou de compter cinq ans de services réguliers dans une bibliothèque universitaire ou une bibliothèque municipale classée tient lieu d'un des deux diplômes énumérés ci-dessus.

Art. 2. — En cas de vacance d'emploi, le comité consultatif des Bibliothèques nationales fait des propositions.

S'il ne s'est présenté aucun candidat qualifié pour la spécialité à pourvoir, le ministre peut, après avis du comité consultatif et sur le rapport de l'inspection générale, accorder une dispense de diplôme.

Art. 3. — La nomination est faite par arrêté ministériel. Le candidat désigné débute en qualité de stagiaire. La titularisation est prononcée après un an de stage. Le stage ne peut être interrompu que pour cause de maladie dûment constatée, ou sur avis du comité consultatif. La période d'interruption n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du temps de stage. Elle ne saurait excéder une durée de six mois.

La titularisation est subordonnée à un examen technique subi dans le dernier mois du stage. Les épreuves de cet examen portent sur l'ensemble des services de l'établissement auquel le stagiaire appartient. Elles ont lieu devant un jury composé d'un inspecteur général et de trois membres du comité consultatif, parmi lesquels figure obligatoirement le chef de l'établissement ou du département intéressé ou son représentant.

Le comité consultatif, saisi des résultats de l'examen et d'un rapport du chef de l'établissement sur les aptitudes professionnelles de tout intéressé, donne son avis sur la titularisation.

La décision définitive est prononcée par le ministre.

Art. 4. — Les candidats provenant d'une bibliothèque universitaire ou d'une bibliothèque municipale classée, dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, sont dispensés du stage et de l'examen technique.

Fait à Paris, le 24 mai 1927.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Édouard HERRIOT.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu le décret du 28 décembre 1926 ;

La Commission supérieure des bibliothèques entendue,

Décède :

Art. 1^{er}. — Les mesures disciplinaires applicables aux fonctionnaires et agents des Bibliothèques nationales de Paris sont :

1^o La réprimande ;

2^o Le blâme avec inscription au dossier, pouvant entraîner l'inaptitude à l'avancement pendant une année ;

3^o La rétrogradation d'une ou de plusieurs classes ou la rétrogradation à la première classe de l'emploi immédiatement inférieur ;

4^o La révocation.

La première peine est prononcée par le chef de l'établissement.

Les autres peines sont prononcées par le ministre, sur avis du comité consultatif des Bibliothèques nationales siégeant en conseil de discipline.

Art. 2. — Lorsque le comité consultatif siège en conseil de discipline, il lui est adjoint un représentant élu par l'ensemble des fonctionnaires des Bibliothèques nationales, de la catégorie à laquelle appartient le fonctionnaire ou agent traduit devant lui.

Ce représentant est élu au scrutin secret. Son mandat a une durée de un an. Il est renouvelable. Un représentant suppléant est élu dans la même forme et son mandat est régi par les mêmes dispositions.

Le comité consultatif est saisi de l'affaire par le chef de l'établissement. Pour chaque affaire, le président du comité consultatif désigne un rapporteur. Celui-ci, son enquête terminée, en consigne les résultats dans un rapport adressé au président, et qui est joint au dossier de l'affaire, dont communication est donnée à l'intéressé à des jours et heures qui lui sont indiqués. Le comité entend successivement la lecture du rapport, les témoins, s'il y a lieu, et l'intéressé, qui peut se faire assister d'un défenseur. Si l'intéressé, qui doit être convoqué par lettre recommandée, fait défaut sans excuse légitime, il est passé outre.

Le comité, pour délibérer valablement, doit compter les deux tiers de ses membres. Il vote au scrutin secret. En cas de partage, l'avis le plus favorable à l'intéressé est adopté.

L'avis doit être motivé. Il est transmis au ministre avec les pièces du dossier.

Le ministre statue.

Fait à Paris, le 24 mai 1927.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
Édouard HERRIOT.

DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT ANNULANT LA NOMINATION
DE L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL
DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

N° 82.769. — M. Lucas de Pesloüan, rapporteur ;

M. Dayras, commissaire du Gouvernement. 27 mai 1927.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux sur le rapport du deuxième Comité d'instruction de la Section du contentieux ;

Vu la requête, etc.

Où M. Lucas de Pesloüan, maître des requêtes, en son rapport ;

Où M^e Hannotin, avocat des sieurs Lelong et Moranvillé, et M^e Cartault, avocat du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en leurs observations ;

Où M. Dayras, auditeur, commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions ;

Considérant qu'aux termes de l'article 19 de l'ordonnance du 31 décembre 1846, laquelle n'a été abrogée par aucun texte postérieur, « le diplôme d'archiviste paléographe donne droit aux fonctions d'employé dans les Bibliothèques publiques du royaume, dans la proportion d'une place sur trois vacances », qu'ainsi les sieurs Lelong et Moranvillé, en leur qualité d'archivistes paléographes, ont un intérêt personnel et sont, par suite, recevables à demander l'annulation de toute nomination qui aurait été faite contrairement aux dispositions qui précèdent ;

Sur la légalité du décret attaqué.

Considérant qu'aux termes de l'article 1 des décrets des 9 juillet 1909 et 30 décembre 1914 « les cadres du personnel de la Bibliothèque nationale comprennent soixante-trois emplois de fonctionnaires, sa-



voir : un emploi d'administrateur général... », que si le décret du 29 août 1923 a conféré à ce dernier la présidence du comité consultatif des Bibliothèques nationales, cette disposition n'a point eu pour effet de modifier la composition des cadres de la Bibliothèque nationale, telle qu'elle avait été établie par les textes précédents, ni le caractère de l'emploi d'administrateur général au sens de l'ordonnance du 31 décembre 1846 ; qu'ainsi l'administrateur général rentre dans la catégorie des employés prévue par ladite ordonnance ;

Considérant, d'une part, que l'article 19 de cette ordonnance, pour avoir un effet utile au point de vue des garanties de carrière assurées aux fonctionnaires qu'il concerne, doit être nécessairement entendu en ce sens que le tiers des emplois réservés aux archivistes-paléographes doit, dans chacun des établissements ayant un statut et des cadres distincts, être calculé par grade ;

Considérant, d'autre part, que si, d'après le décret du 7 avril 1887 et le décret du 25 septembre 1905 qui l'a remplacé, les trois bibliothèques de l'Arsenal, Mazarine et Sainte-Geneviève comprenaient un personnel unique, et si, en conséquence, les nominations devaient avoir lieu, dans chacun des grades dont il se compose, sur l'ensemble du personnel des trois bibliothèques, il n'en est pas de même pour le personnel de la Bibliothèque nationale qui, aux termes des décrets précités des 9 juillet 1909 et 30 décembre 1914, a des cadres qui lui sont propres et des règles de nomination et d'avancement distinctes ;

Considérant que, de ce qui précède, il résulte que, au cas de vacance dans l'emploi d'administrateur général de la Bibliothèque nationale, le ministre était tenu de réserver une place sur trois aux archivistes-paléographes, abstraction faite des nominations qui auraient pu intervenir dans les emplois d'administrateurs des bibliothèques de l'Arsenal et de Sainte-Geneviève ;

Considérant qu'il est constant que la nomination du sieur Henry Marcel, le 21 février 1905, et celle du sieur Homolle, le 12 avril 1913, en qualité d'administrateur général de la Bibliothèque nationale, ont été faites par le Gouvernement en dehors du personnel des archivistes paléographes ; qu'ainsi la vacance à pourvoir par suite de la mise à la retraite du sieur Homolle appartenait à ce personnel ;

Que, dès lors, les requérants sont fondés à soutenir que le décret attaqué, qui a nommé le sieur Roland-Marcel, lequel n'est pas archiviste paléographe, à l'emploi d'administrateur général de la Bibliothèque nationale, a méconnu la prescription de l'article 19 susrappelée de l'ordonnance du 31 décembre 1846 ;

Décide :

Article 1^{er}. — Le décret du 3 novembre 1923 est annulé en tant qu'il a chargé le sieur Roland-Marcel des fonctions d'administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Art. 2. — Les frais de timbre exposés par les sieurs Lelong et Moranvillé sont mis à la charge du sieur Roland-Marcel.

Délibéré dans la séance du 27 mai 1927, où siégeaient : MM. Romieu, président de la Section du Contentieux, présidant ; Pichat, Lacroix, Riboulet, Corneille, présidents des Comités d'instruction ; Tirman, Guillaumot, Noël, Fochier, Durand, Basset, Bonifas, Gilbert, Ripert, Cahen-Salvador, conseillers d'État ; Delaitre, maître des requêtes, et Lucas de Pesloüan, maître des requêtes, rapporteur.

Lu en séance publique le 27 mai 1927.

Le maître des requêtes, rapporteur :

J. LUCAS DE PESLOÜAN.

Le Président :

J. ROMIEU.

Le Secrétaire du Contentieux :

B. LAGRANGE.

MODIFICATION DE L'ORDONNANCE DE 1846 RELATIVE A L'ÉCOLE DES CHARTES¹

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 2 juin 1927.

Monsieur le Président,

L'ordonnance du 31 décembre 1846 stipule, en son article 19, que :

Le diplôme d'archiviste paléographe donne droit :

Aux fonctions de répétiteurs et professeurs de l'École des chartes ;

A celles d'auxiliaires pour les travaux de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ;

A celles d'archivistes des départements ;

A celles d'employés dans les bibliothèques publiques du royaume, dans la proportion d'une place sur trois vacances.

L'administration avait toujours considéré, jusqu'ici, que cet article 19 avait pour but d'ouvrir aux élèves sortant de l'École des chartes, et munis du diplôme, un certain nombre de carrières ; le privilège d'une nomination sur trois vacances dans les bibliothèques publiques devait s'appliquer, pensait-on, aux postes de début qui, précisément, de par l'ordonnance royale du 27 juillet 1839 (art. 15), portaient à la Bibliothèque royale la dénomination d'employés.

C'est en fonction de cette interprétation qu'ont été prises toutes les dispositions ultérieures relatives aux bibliothèques publiques, en particulier le décret du 9 juillet 1909. Aux termes de l'article 9 de ce décret, les nominations aux fonctions de conservateurs, conservateurs adjoints,

1. *Journal officiel* du 3 juin 1927, p. 5791 et 5792.

sont faites uniquement au choix dans la catégorie immédiatement inférieure ; ces dispositions, qui sont la sauvegarde des intérêts du personnel en service, qui assurent à celui-ci un avancement basé sur l'ancienneté et la valeur des services rendus, ne peuvent s'accorder avec un privilège réservé, à chaque changement de catégorie, aux archivistes paléographes.

Or, il résulte d'un récent arrêt du Conseil d'État (n° 82.769, séance du 27 mai 1927) qu'une interprétation différente doit être admise, tant que l'article 19 de l'ordonnance du 31 décembre 1846 n'aura pas été abrogé. Ce texte s'applique à tous les titulaires d'emplois, quel que soit leur grade, et « doit », aux termes de cette décision de justice, « être nécessairement entendu en ce sens que le tiers des emplois réservés aux archivistes paléographes doit, dans chacun des établissements ayant un statut et des cadres distincts, être calculé par grade ».

Il y a donc désormais désaccord absolu entre l'ordonnance de 1846, tel que vient d'être interprété son article 19, et la réglementation ultérieure, en particulier le décret du 29 juillet 1909.

D'autre part, la fonction d'« employé », qui représentait la fonction de début à la Bibliothèque royale dans l'ordonnance royale du 22 février 1839 et dans le décret du 14 juillet 1858, a disparu dans le décret du 17 juin 1885 et dans les suivants. L'emploi de début a pris finalement le nom de bibliothécaire stagiaire.

Le décret du 28 décembre 1926 a bien créé une catégorie nouvelle, celle des « aides de bibliothèque » ; mais, de par leur recrutement, on doit considérer ces fonctionnaires nouveaux comme formant un personnel auxiliaire et non pas comme faisant partie du personnel scientifique.

Enfin, les décrets du 28 décembre 1926, constituant la réunion des Bibliothèques nationales de Paris, ont groupé ces établissements en un ensemble. Le premier de ces décrets en ses articles 1^{er} et 2, le second en son article 2, tendent à intégrer également leurs cadres respectifs dans une sorte de grande formation administrative.

Il devient ainsi nécessaire de mettre le texte de l'ordonnance de 1846 en harmonie avec les textes ultérieurs, avec les dénominations nouvelles et avec les conditions actuelles de fonctionnement de nos Bibliothèques nationales.

Si vous partagez cet avis, nous vous serions reconnaissants de vouloir bien revêtir de votre visa le texte que nous avons l'honneur de vous présenter.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
Édouard HERRIOT.

Le ministre de l'Intérieur,
Albert SARRAUT.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu l'ordonnance royale du 22 février 1839 ;
Vu l'ordonnance royale du 31 décembre 1846 ;
Vu le décret du 14 juillet 1858 ;
Vu les décrets des 17 juin 1885, 24 janvier 1888, 20 juillet 1895, 30 juillet 1900 ;
Vu les décrets des 23 mars 1909 et 9 juillet 1909 ;
Vu les décrets du 28 décembre 1926 ;
Vu le décret du 24 mai 1927,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le cinquième alinéa de l'ordonnance royale du 31 décembre 1846 commençant par les mots : « ... à celles d'employé dans les bibliothèques publiques du royaume », est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« A celles de bibliothécaire stagiaire à la Bibliothèque nationale, à la bibliothèque Mazarine et aux bibliothèques de l'Arsenal et Sainte-Genève, dans la proportion d'un poste sur trois vacances, comptées pour l'ensemble de ces établissements. »

Art. 2. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 juin 1927.

Gaston DOUMERGUE.

Par le président de la République :

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
Édouard HERRIOT¹.

L'ÉCOLE ROYALE DES CHARTES EN 1832

Instituée par l'ordonnance royale du 22 février 1821, la première École des chartes n'avait eu qu'une existence éphémère ; dès 1823, les cours cessaient faute d'auditeurs. L'Académie des inscriptions et belles-lettres, cependant, s'émut de sa disparition, et, sur le rapport du comte de La Bourdonnaye, une nouvelle ordonnance royale, du 11 novembre 1829, rétablissait l'École et ses deux cours aux Archives du royaume et à la Bibliothèque royale ; l'année suivante, un arrêté du

1. Par décret du président de la République, en date du 4 juin 1927, M. Roland-Marcel (Pierre), préfet en disponibilité, a été nommé administrateur général de la Bibliothèque nationale (*Journal officiel* du 5 juin 1927, p. 5860).

13 octobre 1830 décidait que l'École n'aurait qu'un siège unique et que les deux cours, confiés à deux professeurs, l'abbé Lespine et Champollion-Figeac, auraient lieu à la Bibliothèque royale. Les notes suivantes, qui se sont retrouvées dans différents papiers de Champollion-Figeac, et qui sont de sa main, précisent les conditions de l'organisation et du fonctionnement de la nouvelle École ¹.

H. O.

ÉCOLE ROYALE DES CHARTES

Cours élémentaire, ou de 1^{re} année. — Il dure une année. M. Guérard professeur. Ce cours est public et gratuit. Les élèves qui se proposent de suivre l'autre cours, celui de Diplomatique et de Paléographie, doivent se faire inscrire, être âgés de dix-huit à vingt-cinq ans et bacheliers ès lettres. A la fin de l'année, ces élèves inscrits subissent un examen devant la Commission de l'École, et cette Commission dresse une liste double de candidats, par ordre de mérite, pour les six ou huit pensions accordées par le gouvernement et auxquelles M. le Ministre nomme.

Cours de Diplomatique et de Paléographie, ou de 2^e et 3^e années. — Ce cours dure deux années. M. Champollion professeur. A ce cours sont admis : 1^o Les élèves nommés par le Ministre ; 2^o Un nombre égal d'auditeurs admis par la Commission. A la fin de la 2^e année, les élèves subissent un examen général devant la Commission et, sur son rapport, le Ministre délivre aux élèves pensionnaires qui en sont jugés dignes un brevet d'archiviste paléographe. Les élèves qui l'ont obtenu ont droit à une préférence pour la moitié des places vacantes dans les archives et bibliothèques de Paris et du Royaume, la Bibliothèque du Roi exceptée, à cause de la responsabilité spéciale du Conservatoire. Les élèves de l'École des chartes n'en sont pas exclus, au contraire les élèves de l'École sont employés aux manuscrits ; plusieurs autres sont placés dans d'autres établissements publics, notamment aux Archives de la Couronne.

Il y aura à la fin de 1832 : 1^o Examen des élèves pensionnaires pour les brevets d'archiviste, ces élèves étant à la fin de leur 2^e année ; 2^o Examen des élèves de 1^{re} année pour les six ou huit pensions auxquelles le Ministre aura à nommer pour le 1^{er} janvier.

La Commission est composée du secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions [M. Dacier] ; de trois membres de l'Académie, MM. Daunou, Pardessus, Naudet ; de trois conservateurs de la Bibliothèque du Roi, MM. Raoul-Rochette, Champollion, N (vacant).

Ordre des cours de 1^{re} année. — Deux fois par semaine, cours oral et de démonstration sur les monuments originaux. — Tous les jours les

1. Voir *École nationale des chartes. Livret du Centenaire* (1921), t. I, p. XII-XV.

élèves travaillent à des transcriptions sur lesquelles le professeur leur donne ses conseils et ses leçons.

Ordre des cours de 2^e et 3^e années. — Deux fois par semaine (lundi et vendredi), cours oral sur les monuments originaux de tout ordre et de toutes les époques. Le mercredi, travail de lecture et de déchiffrement, de recherches sur les auteurs des fragments et la chronologie des documents de l'histoire de France.

Les leçons orales des deux cours se font dans des cabinets particuliers, séparés du service public de la Bibliothèque et ayant une entrée particulière par l'ancien Trésor : le 1^{er} cours le mardi et samedi, de midi et demi à deux heures ; le 2^e cours les lundi et vendredi, l'hiver de deux heures et demie à quatre heures et demie ; l'été de trois heures à cinq.

Les monuments utiles à ces leçons ne peuvent sortir de la Bibliothèque ; les cours ne peuvent pas être faits ailleurs ; on ne prête pas de chartes ni manuscrits aux élèves extérieurement.

LE COURS DE BENJAMIN GUÉRARD A L'ÉCOLE DES CHARTES EN 1838

Le hasard de recherches dans la *Gazette spéciale de l'Instruction publique*¹, que dirigeait Charles Richomme², m'a fait tomber sous les yeux un résumé du cours professé en 1838 par Benjamin Guérard. Et il me semble que ces notes, si sommaires qu'elles soient, sont de nature à intéresser nos confrères et les lecteurs de la *Bibliothèque de l'École des chartes*. Elles sont signées : F. B., et il me paraît bien probable que l'auteur en est Félix Bourquelot, qui fut précisément l'un des auditeurs du cours en 1838 et qui, au concours du 3 décembre, fut l'un des huit qui devinrent élèves boursiers. J'ajouterai, pour ceux qui s'intéressent à Bourquelot, que la *Gazette* contient quelques notes signées des mêmes initiales³. Bordier, dans la notice consacrée en 1875 à Bourquelot, n'a point parlé de cette collaboration.

E.-G. LEDOS.

1. La *Gazette spéciale de l'Instruction publique*, qui ajouta d'abord à ce titre : *et du clergé*, commença de paraître le 1^{er} mai 1838 et disparut à la Révolution de 1848.

2. Charles Richomme (31 août 1816-25 août 1866), qui fut employé à la Bibliothèque impériale du 16 mars 1854 à sa mort, a écrit de nombreux ouvrages, surtout pour la jeunesse. Sa femme, Fanny Richomme, n'a pas été moins féconde en œuvres littéraires. C'est en octobre 1838 que Richomme devint rédacteur en chef de la *Gazette*, succédant à Charles Farcy. Il céda la place en 1844 à A. Motet, auteur de nombreux ouvrages classiques.

3. 1838, 28 déc. Note sans titre sur Hégésippe Moreau. — 1839, 3 janvier. *Recherches archéologiques sur la station de « ad stabulos » de la chronique de Saint-*

Bibliothèque royale. Écoles [sic] des chartes. (Cours de M. B. Guérard¹.)

Il faut un entier dévouement, une vocation décidée, pour accepter à vingt ans la tâche pénible de déchiffrer et d'interpréter les vieux titres, les poudreux diplômes où se cache une partie de l'histoire de nos ancêtres. C'est une lente initiation, pour laquelle on doit renoncer aux plaisirs et aux passe-temps ordinaires de la jeunesse, une étude patiente et sérieuse, qui ne laisse espérer ni la fortune ni la gloire et que souvent même le monde accueille de ses railleries. Cependant, on a compris dans ces derniers temps qu'il serait utile d'encourager et de régulariser cette étude, de créer une chaire de diplomatique autour de laquelle viendraient se grouper de jeunes travailleurs, destinés à débrouiller les archives du pays. L'école des Chartes fut définitivement constituée en 1829, et dans un temps où l'étude du moyen âge a pris une si grande extension, au moment où il fallait se hâter de sauver ce qui restait du naufrage de la Révolution, cette institution a su rendre d'éminents services.

M. Guérard, de l'Institut, chargé du cours de l'école des Chartes, vient de reprendre ses leçons à la bibliothèque royale. L'année dernière, ce savant professeur avait donné à ses élèves les premières notions de la paléographie et de la diplomatique. Cette année, après avoir achevé ce qui concerne les formes des lettres aux différentes époques du moyen âge et dans les différents pays de l'Europe, M. Guérard a déterminé les caractères et la durée de l'écriture allongée qui paraît surtout, du VIII^e au XII^e siècle, en tête ou à la fin des diplômes ; puis il s'est occupé de l'écriture runique. Seize lettres primitives, rangées dans un ordre différent de celui des lettres grecques et latines, constituent l'alphabet runique, principalement en usage dans le Nord. Les *Notes Tironiennes* ont été aussi pour le professeur le sujet de développements intéressants ; connus probablement des Hébreux, et usités chez les Grecs et les Romains, ces caractères furent perfectionnés par Tiron, affranchi de Cicéron, et servirent à exprimer la pensée avec la même rapidité que la parole ; c'est la sténographie des anciens. L'écriture *tironienne*, composée de vingt-deux caractères qu'on pouvait modifier et multiplier à volonté, se rencontre fréquemment dans les chartes des deux premières races ; mais les formes élémentaires en sont assez difficiles à reconnaître, et, malgré de savants travaux sur la matière, on éprouve souvent beaucoup de peine à les deviner. M. Guérard a donné quelques

Bénigne de Dijon..., par M. Bourgon ; 11 avril. Épisode de l'histoire de l'Université, 1229. — 1840, février. Procès plaidé devant Jésus-Christ par la Vierge et le Diable (XIV^e siècle) [signé : Félix B.]. — Le n^o d'octobre 1839 contient le compte-rendu de l'*Histoire de Provins* par Alfred Saint-Just.

1. *Gazette spéciale de l'Instruction publique*, n^o 29, 6 décembre 1838. Je respecte l'orthographe et la variété dans l'emploi des majuscules.

détails sur les *Sigles* (*Siglae, singulae litterae*), lettres initiales des mots et des syllabes qu'on trouve fréquemment dans les médailles et les inscriptions ; enfin, une partie de sa dernière leçon a été consacrée à passer en revue les abréviations, employée [*sic*] au moyen âge, qui deviennent de plus en plus fréquentes à mesure qu'on s'approche davantage du x^e siècle, et qui, du reste, sont formées d'après un système assez régulier, dont il est aisé de rendre compte.

Nous continuerons dans l'un de nos prochains numéros l'analyse du cours de l'*École des chartes*.

F. B.

École des chartes. Cours de M. Guérard¹.

Les dernières leçons de M. Guérard, dont le cours va être continué par M. Champollion-Figeac pour les huit élèves nommés à la suite du concours des 17, 18 et 21 du mois dernier, ont été consacrées à l'examen des monogrammes, de la ponctuation des diplômes et du système de numération au moyen âge. — Les *monogrammes* sont des lettres entrelacées qui ne forment qu'un seul caractère. On en trouve dans les monnaies grecques et romaines. Pépin le Bref est le premier de nos rois qui ait placé sur les monnaies le monogramme de son nom : le dernier est Robert, le second des Capétiens. Dans les chartes, les monogrammes se voient dès le vii^e siècle, et cessent avec Philippe le Bel. Ils affectent trois formes qui paraissent à des époques différentes, l'H, la croix ordinaire et la croix de Saint-André ; leur place est à la fin des diplômes, à la suite des titres honorifiques de l'auteur du diplôme et après le mot *signum*. — La ponctuation est rarement employée dans les diplômes du moyen âge, ou elle s'y trouve imparfaite. On en voit des traces assez remarquables du viii^e au xii^e siècle, puis elle devient complètement nulle ou ne se compose que de signes arbitraires et qui varient à chaque instant ; au vi^e siècle, on commence à ponctuer l'Y. — L'usage des chiffres arabes paraît avoir été répandu en France avant le xii^e siècle. Les Grecs s'étaient servis, pour la numération, des lettres de leur alphabet diversement combinées. Les Romains, avec sept lettres seulement, I, V, X, L, C, D, M, une sorte de signe particulier et un système tout différent de celui des Grecs, arrivèrent à former tous les nombres. Cependant chez eux, comme chez les Grecs, les chiffres arabes n'étaient pas tout à fait ignorés, mais ils restèrent un mystère, connu seulement de quelques hommes ou de quelques castes privilégiées. Ce n'est que vers 1500 que ces chiffres, employés depuis longtemps, devinrent vulgaires en France, et en 1534 ils prirent la forme qu'ils ont conservée.

1. Même recueil, 11^e [*sic* pour 2^e] année, n^o 2, 10 janvier 1839.

Le temps n'a pas permis à M. Guérard de s'étendre autant qu'il l'eût désiré sur la classification des manuscrits ; il s'est contenté d'en tracer les principales divisions en théologie, jurisprudence, science et arts, belles-lettres, histoire. Enfin, il a donné une courte description des manuscrits des archives que l'on partage ordinairement en neuf sections et en trois classes : 1^o Pièces détachées ; 2^o Livres et cahiers ; 3^o Rôles et rouleaux.

F. B.

AFFICHES D'INDULGENCES ACCORDÉES PAR LE PAPE
POUR LA DÉLIVRANCE DE MARCHANDS
PRISONNIERS A TUNIS

En 1923, notre confrère M. P.-F. Fournier a publié dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (t. LXXXIV, p. 116-160) des notes sur un certain nombre d'« affiches d'indulgences manuscrites et imprimées des XIV^e et XV^e siècles ». Depuis, notre confrère M. J. Estienne a publié une charte-affiche de 1322, en faveur de l'église collégiale de Saint-Martin à Picquigny (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1923, t. LXXXIV, p. 428-430) ; notre confrère M. H. Lemaître a publié intégralement l'affiche des indulgences concédées en faveur du couvent des Cordeliers de Dijon [vers 1480] décrite par M. Fournier, p. 134 (*Revue d'histoire franciscaine*, 1924, t. I, p. 103-106) et l'« Affiche manuscrite d'une indulgence accordée à la confrérie de Notre-Dame-de-la-Conception à Vannes, 1496 » (*Revue d'histoire franciscaine*, 1924, t. I, n^o 2). Un fragment d'affiche d'indulgences, en français, du XVI^e siècle, en faveur de la confrérie de l'Hôtel-Dieu du Puy-en-Velay a été publié dans le *Bulletin historique, scientifique, littéraire, artistique et agricole, illustré*, publié par la Société académique du Puy, 1924, t. IX, p. 83-84 (cf. p. 112, 119) : il a été retrouvé en 1904 dans la reliure d'un exemplaire des *Institutiones imperiales* (Lugduni, 1513), appartenant à la bibliothèque de Riga, par le conservateur de cette bibliothèque, M. Busch (sur un fragment d'une version en néerlandais de Renaut de Montauban, trouvé dans la même reliure et étudiée par M. Leonid Arbusow, cf. le *Bibliographe moderne*, 1924-1925, t. XXII, p. 75). Enfin dans le dernier fascicule des *Analecta Bollandiana* (t. XLIV, 1926, p. 342-379), le P. Hippolyte Delehaye vient de publier le premier article d'une étude sur « les lettres d'indulgence collectives », où l'on trouvera éditées plusieurs chartes-affiches.

M. H. Vaganay, étudiant à la Faculté des lettres de Lyon, nous communique le texte d'une intéressante affiche d'indulgence imprimée, qui appartient à un bibliophile de Lyon. Malheureusement, elle est incomplète : deux fragments seulement ont été retrouvés (avec une vingtaine de feuillets d'un ouvrage intitulé : *le Prothocolle des notaires, tabel-lions, greffiers et sergens*), dans les plats de la reliure d'un exemplaire de

la *Pragmaticque sanction* (Paris, Jehan Petit, 1514), acheté chez un libraire de Quimper. Chacun des deux fragments a 0^m12 de large sur 0^m18 de haut ; ils se superposent et toute la partie de gauche du texte manque, ainsi qu'une petite bande entre les deux fragments ; il semble que la feuille entière avait environ 0^m18 de large sur 0^m40 de haut. Le texte est en caractères gothiques. En tête étaient deux écus armoriés : de celui de gauche, il ne reste plus que quelques traits ; celui de droite, parti au 1 de France, au 2 d'un écartelé de France et de Bretagne, est surmonté d'une couronne royale (armes de Claude de France, première femme de François 1^{er} (cf. Doüet d'Arcq, *Coll. de sceaux*, t. I, n° 171).

Nous donnons ci-dessous le texte de ces deux fragments. Malgré les lacunes, on discerne aisément qu'il s'agit de marchands prisonniers des « Sarrazins » à Tunis ; comme ils ne peuvent payer la rançon de 25,000 ducats exigée pour leur liberté, le pape accorde des jours de pardon à ceux qui contribueront à fournir cette rançon.

1^{er} Fragment.

... GLORIEUSE VIERGE MARIE

...e nom de trente Cardinaulx. Et de nostre souverain
 ...communiement que nous vous declairons les grans
 ...sse qui est advenue en une compaignie de povres mar-
 ...ayans esperance au plaisir de dieu de venir deschar-
 ...merveilleusement contraire : et par tormente de la mer
 ...zins desquelz ils furent si asprement assailliz que du
 ...que xxxii en vie : et tous les autres firent mourir de
 ...arie en une cité nommee Thunys. La ou ilz sont de-
 ...ressant chescun jour de renoncer dieu et la vierge ma-
 ...ent souffert ne enduré : parquoy voyant lesdictz faulx
 ...rançon. Laquelle rançon se monte a vingt cinq mille du-
 ...Laquelle leur seroit impossible de jamais payer sans
 ...nsportez par devers nostre saint pere le pape et car-
 ...aulx bien et deuement informez des choses susdictes
 ...ouvrir le tresor de nostre mere sainte eglise : qui est
 ...ndulgences qui s'ensuyvent.

2^e Fragment.

...tournois pour chescune personne toutesfoys et quantes quelz
 ...e vray pardon et indulgence en remission de leurs pechez
 ...s parens et amys vivans et trespassez soyent participans
 ...rituelz qui se font et feront a jamais perpetuellement en tou-
 ...en inestimable tant pour les vivans que pour les trespassez.
 ...nes ames [a]me de pere ou de mere ou d'autres parens
 ...ers tournois pour chescune ame : que lesdictes ames puis-
 ...est ung bien inestimable pour les povres trespassez.
 ...saint nirei et archilei cent iours de vray pardon.
 ...saint clement cent iours de vray pardon.
 ...douze apostres cent iours de vray pardon.
 ...saint cire in thermis cent iours de vray pardon.
 ...sainte anastase cent iours de vray pardon.

...ainct pancrasse cent iours de vray pardon.
 ...ainct mathieu cent iours de vray pardon.
 ...aincte marie in ara celi cent iours de vray pardon.
 ...aincte prisce cent iours de vray pardon.
 ...ainct marcel cent iours de vray pardon.
 ...ainct laurens in lucinna cent iours de vray pardon.
 ...aincte marie inviolata cent iours de vray pardon.
 ...aincte marie in dompnica cent iours de vray pardon.
 ...ainct cosme et saint damien cent iours de vray pardon.
 ...ainct viti in marcello martyrum cent iours de vray pardon.
 ...aincte agathe cent iours de vray pardon.
 ...ainct apolinard cent iours de vray pardon.
 ...ainct calixte cent iours de vray pardon.
 ...murer ne empescher la publication desdites indulgences et de
 ...eu le pere et de saint pierre et de saint pol.
 ...dites indulgences soyent publiees et declairees par tout son diocese
 ...es soyent publiees par tout son pays en deffendant a tous

.....

COMÉDIENS ITALIENS A CHARTRES EN 1556

L'influence de la comédie italienne sur notre théâtre, au xvi^e siècle, est un fait connu. Cependant, il n'est pas sans intérêt d'ajouter aux preuves fournies par la littérature le témoignage de documents, évidemment très rares, signalant la présence en France de comédiens italiens. L'acte suivant, du 26 novembre 1556, nous fait connaître le séjour à Chartres de deux troupes italiennes et leur fusion après la mort du chef de l'une d'elles :

Jacques Bartholines, natif de Prate en Italye, en Touscane, joueur de comédies, estant de présent à Chartres, d'une part, et Paule de Palazolle de Venise, veufve de feu Baptiste de Malizziy de Véronne, aussi estant de présent audict Chartres, lesquelz Bartholines et Paule ont promis et promettent l'un à l'autre se tenir et faire compaignye l'un à l'autre à aller de ceste ville jusques en la maison et pais de ladicte Paule, sans laisser la compaignye l'un de l'autre en aucune manière, mesmement ledict Bartholines promet à icelle Paoulle de à son povoir la secourir et pareillement sa compaignye en leurs affaires et lui faire services et honnestetez dont elle et ladicte compaignye qu'elle a avecques elle aura affaires, sur peine de payer par celuy d'eulx qui voudroit habandonner l'autre à celuy qui voudroit entretenir ce que dict est la somme de cent escuz d'or soleil, et à ce faire s'obligent respectivement d'une part et d'autre l'un à l'autre... biens. Renonçans, etc. Présens Jullian Troillart, chaussetier, demourant audict Chartres, et Anthoine de l'Espée, natif de Gournay près Compiègne, tesmoins. (Minutes de Pasquier Aubin, en l'étude de M^e René Besnard, notaire à Chartres.)

Maurice JUSSELIN.

Bon à tirer, 25 août 1927

— Nécrologie : Camille Enlart (Salomon REINACH), 152. — Gustave Fagniez (Charles BÉMONT), 154. — Cérémonie de la remise de la croix de guerre à l'École des chartes, 157. — Concours des Antiquités de la France, 158. — Rapport sur les travaux de l'École française de Rome pendant l'année 1925-1926, 160. — Nouveaux décrets relatifs aux bibliothèques nationales, 162. — Arrêt du Conseil d'État annulant la nomination de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, 165. — Modification de l'ordonnance de 1846 relative à l'École des chartes, 167. — L'École royale des chartes en 1832, (H.O.), 169. — Le cours de Benjamin Guérard l'École des chartes en 1838, (E.-G. LEDOS), 171. — Affiches d'indulgences accordées par le pape pour la délivrance de marchands prisonniers à Tunis, 174. — Comédiens italiens à Chartres en 1556, (Maurice JUSSELIN), 176.

LE VOLUME PRÉCÉDENT CONTENAIT

LES ARTICLES SUIVANTS :

Notice sur la vie et les travaux de M. Ernest Babelon, par René CAGNAT. — Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne, par L. LEVILLAIN. — Fragment de l'Histoire de Philippe-Auguste, roy de France. Chronique en français des années 1214-1216, par Ch. PETIT-DUTAILLIS. — La Chronique latine inédite de Jean Chartier (1422-1450) et les derniers livres du Religieux de Saint-Denis, par Ch. SAMARAN. — Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne, par L. LEVILLAIN. — Remarques sur la paléographie des chartes provençales du XII^e siècle, par C. BRUNEL. — De l'« Usage » de Toul. Remarques sur le style chronologique employé à Toul au moyen âge, par Pierre MAROT. — Fondation par Jeanne de Chastel, veuve de Raoul de Presles, pour les chanoines de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, à l'Université de Paris (1335), par H. OMONT. — Pierre Choynet. Le *Rosier des guerres* et le *Livre des Trois Eages*, par Ch. SAMARAN.

Livret de l'École des chartes. 1891, in-12 : 5 fr. — Supplément, 1902, in-12 : 4 fr. — 2^e Supplément, 1913, in-12 : 3 fr. — Nouvelle édition, refondue et augmentée d'un historique de l'École et de la Bibliographie des thèses, 1921, 2 vol. in-12 : 30 fr.

Table de la Bibliothèque de l'École des chartes. 1^{re} et 2^e séries, 1839-1849 : 15 fr. — 3^e et 4^e séries, 1850-1859 : 15 fr. — 5^e et 6^e séries, 1860-1869. 3 vol. in-8^o, chaque : 3 fr. — 1870-1879. 1 vol. in-8^o : 20 fr.

Table des tomes XLI à LX (1880-1899), suivie des tables générales sommaires des tomes I à LX. 1 vol. in-8^o : 15 fr.

Table des tomes LXI à LXX (1900-1909). 1 vol. in-8^o : 10 fr.

Table des tomes LXXI-LXXXV (1910-1924). 1 vol. in-8^o : 25 fr.

La *Bibliothèque de l'École des chartes*, paraissant tous les deux mois, par livraison de cinq à six feuilles, forme, chaque année, un volume grand in-8^o d'environ trente feuilles.

Le prix de l'abonnement est de 30 fr. par an pour Paris, 35 fr. pour les départements, et 40 fr. pour l'étranger.

Les réclamations relatives à la *distribution* de la revue doivent être adressées, pour ce qui concerne les *sociétaires*, à M. Léon MIROT, secrétaire de la Société, 75, rue Royale, Versailles, et, pour ce qui concerne les *abonnés non sociétaires*, à la LIBRAIRIE AUGUSTE PICARD, 82, rue Bonaparte, Paris, VI^e.

ÉDITIONS AUGUSTE PICARD
PARIS-VI^e — 82, RUE BONAPARTE — PARIS-VI^e

R. DE LASTEYRIE

L'ARCHITECTURE RELIGIEUSE EN FRANCE A L'ÉPOQUE GOTHIQUE

Ouvrage posthume publié par les soins de
M. MARCEL AUBERT

PROFESSEUR A L'ÉCOLE DES CHARTES

Deux volumes in-8^o colombier, 1000 pages, 1200 gravures

Tome I de 580 pages et 500 illustrations. Prix. 100 fr.
Tome II (sous presse, pour paraître en octobre).

Les 2 volumes ne se vendent pas séparément

MANUELS D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE L'ART

Chaque volume, broché. 50 fr.

Relié ½ toile, avec coins 62 fr.

Relié ½ chagrin, tête dorée. 80 fr.

ART BYZANTIN, 2^e édition revue et augmentée du texte et des illustrations par Ch. DIEHL, membre de l'Institut, 2 volumes, ne se vendant pas séparément.

ARCHÉOLOGIE PRÉHISTORIQUE CELTIQUE ET GALLO-ROMAINE, par Joseph DÉCHELETTE, 4 vol.

ARCHÉOLOGIE FRANÇAISE DEPUIS LES TEMPS MÉROVINGIENS JUSQU'À LA RENAISSANCE, par C. ENLART, directeur du Musée de sculpture comparée au Trocadéro, membre de l'Institut. 5 vol.

ARCHÉOLOGIE ROMAINE, par G. CAGNAT, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, et V. CHAPOT, ancien élève de l'École de Rome, 2 volumes ne se vendant pas séparément.

ARCHÉOLOGIE ÉGYPTIENNE, par JÉQUIER, 1 vol.

MANUEL D'ART MUSULMAN. L'Architecture, par MARÇAIS. 2 volumes ne se vendant pas séparément.

MANUEL D'ART MUSULMAN. Les Arts plastiques et industriels, par G. MIGEON. 2 vol. ne se vendant pas séparément.

Envoi gratuit de nos catalogues

JUN 9 1928

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES

REVUE D'ÉRUDITION

CONSACRÉE SPÉCIALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN AGE

LXXXVIII

QUATRIÈME-SIXIÈME LIVRAISONS

Juillet-Décembre 1927

PARIS
ÉDITIONS AUGUSTE PICARD

RUE BONAPARTE, 82

1927

QUATRIÈME-SIXIÈME LIVRAISONS

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. Les manuscrits des Dupuy à la Bibliothèque nationale, par Suzanne SOLENTE	177
II. La date de la mort de l'évêque de Toul Ricuin de Com- mercy (7 février 1124), par Pierre MAROT.	251
III. Un compte inédit de Bertrand Du Guesclin par Jean MARCHAND	260
IV. Identifications de quelques partenaires et juges des <i>unica</i> des jeux-partis du chansonnier d'Oxford, par Pierre MAROT.	266
V. Études lucquoises (<i>suite</i>). Les Isbarre, monnayeurs royaux, par Léon MIROT.	275
VI. BIBLIOGRAPHIE.	

Jérôme CARCOPINO, Études romaines. La basilique pythagoricienne de la Porte Majeure (*Marcel Aubert*), 315. — L. DUCHESNE, L'Église au vi^e siècle (*Louis Halphen*), 316. — Dom Henri LECLERCQ, Saint Jérôme (*L. Celier*), 317. — Félix SARTIAUX, Foi et science au moyen âge (*Louis Halphen*), 318. — Sir Samuel DILL, Roman Society in Gaul in the Merovingian age (*Id.*), 318. — Alexander CARTELLIERI, Weltgeschichte als Machtgeschichte (*Ferdinand Lot*), 318. — V. H. GALBRAITH, The anonimale Chronicle 1333 to 1381 (*Ch. Samaran*), 319. — Otto CARTELLIERI, Am Hofe der Herzöge von Burgund ; Kulturhistorische Bilder (*Ch. Petit-Dutaillis*), 320. — Lucien DUBECH, Pierre d'ESPEZEL, Histoire de Paris (*Jean Cordey*), 322. — Jacques MEURGEY, Histoire de la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie (*Jean Vallery-Radot*), 323. — Étienne DEVILLE, La céramique du pays d'Auge (*R.-N. Sauvage*), 325. — P.-L. DAVID, Amance en Franche-Comté (*Max Prinnet*), 326. — Mario CHIAUDANO, Il bilancio sabauda nel secolo XIII (*Claude Faure*), 327. — *Id.*, Le curie sabaude nel secolo XIII (*Id.*), 328. — H. LONCHAY, J. CUVELIER et J. LEFÈVRE, Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au xvii^e s. (*Max Bruchet*), 329. — P. M. LARANJO COELHO, A Pederneira, apontamentos para a historia (*E. Martin-Chabot*) ; Jean RÉGNÉ, État comparatif des paroissiaux catholiques et protestants du département et des communes (*B. Faucher*), 331. — François ROUSSEAU, Moines bénédictins martyrs et confesseurs de la foi pendant la Révolution (*Léon Mirot*), 322. — Henrik CORNELL, Biblia pauperum (*Marcel Aubert*), 322. — Ph. RENOARD, Les marques typographiques parisiennes des xv^e et xvi^e siècles (*Ch. Mortet*), 334. — Mélanges de philologie et d'histoire offerts à M. Antoine Thomas par ses élèves et ses amis (*C. Brunel*), 336. — Clovis BRUNEL, Les plus anciennes chartes en langue provençale (*Ch. Samaran*), 337. — Charles BEAULIEUX, Histoire de l'orthographe française (*C. Brunel*), 340. — Auguste VINCENT, Les noms de lieux de la Belgique (*Id.*), 342. — Jean BOURCIEZ, Recherches historiques et géographiques sur le parfait en Gascogne (*Id.*), 343.

Livres nouveaux, 345.

LES
MANUSCRITS DES DUPUY
À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE¹

I

LES FONDATEURS DE LA BIBLIOTHÈQUE :
CLAUDE DUPUY ET SES FILS, PIERRE ET JACQUES DUPUY

*La famille Dupuy. — Origines et ascendants de Claude Dupuy.
— Claude Dupuy. — Ses enfants. — Pierre et Jacques Dupuy.*

La famille Dupuy était originaire de Saint-Galmier en Forez ; elle portait « d'or à la bande de sable chargée de trois roses d'argent, au chef d'azur chargé de trois estoilles d'or, » et était alliée aux Brulart, aux Talon, aux Molé².

Un Pierre Dupuy, de Saint-Galmier, décédé vers 1400, fut l'arrière-grand-père de Geoffroy Dupuy, époux de Françoise Trunel et père de Clément Dupuy. Clément Dupuy naquit en

1. Pour le présent travail, deux chapitres consacrés aux frères Dupuy par Léopold Delisle, dans son *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 261-264, et surtout p. 422-424, nous ont été particulièrement utiles. Ce dernier chapitre, reproduit avec quelques additions en 1882 aux p. 527-531 du *Cabinet historique*, en tête de l'*Inventaire abrégé de la Collection Dupuy*, contient tout l'essentiel sur les catalogues de la Collection Dupuy. Nous sommes aussi redevable au regretté Léon Dorez de la copie de trois pièces justificatives et d'un certain nombre de références empruntées à son *Catalogue de la Collection Dupuy*.

2. Les armoiries sont indiquées de la main même de Pierre Dupuy dans le volume 638 de la Collection Dupuy, fol. 87 ; cf. aussi Collection Dupuy, volume 288, fol. 8, et Bibl. nat., Nouveau d'Hozier 276, dossier 6353, p. 25. Les alliances des Dupuy sont indiquées au volume 638 de la Collection Dupuy, fol. 95. Ce volume contient un recueil de documents formé par les frères Dupuy sur leur maison ; nous y avons fait beaucoup d'emprunts. Pour la généalogie

1506¹ et épousa Philippe Poncet le 23 juin 1539². Il acquit la seigneurie de Saint-Germain-Laval en Forez en 1550³. Avocat au Parlement de Paris, il jouit d'une grande renommée, au témoignage de Nicolas Rigault⁴, de Denis Lambin, enfin d'Antoine Loisel, qui, dans son *Dialogue des Avocats*, le cite parmi ceux qui tenaient le barreau et paraissaient le plus au Palais. Chargé de la cause du président d'Oppède, il ne put la mener à sa fin, ayant été atteint de la maladie dont il mourut le 22 août 1554⁵. Sa femme lui survécut jusqu'en 1586⁶. Il laissa trois enfants : Claude, Clément et Judith ; celle-ci épousa Claude Séguier, sieur de La Verrière, maître particulier des eaux et forêts. Clément se fit jésuite et fut plusieurs fois provincial de France ; compromis après l'attentat de Jean Châtel, il ne fut pas poursuivi grâce à Pierre Pithou (1594). Venu en Guyenne pour y rétablir son Ordre, il mourut à Bordeaux le 16 avril 1598. Il laissait, entre autres, un discours apologétique en faveur de la Compagnie de Jésus⁷, et, à en croire Florimond de Rémond⁸, il fut un des deux plus grands prédicateurs de France ; mais le plus illustre de la famille fut Claude Dupuy.

et l'histoire des Dupuy, nous nous sommes aussi servie des manuscrits suivants : Bibl. nat., mss. français 20242, fol. 97 et suiv. ; fr. 20251, p. 177 ; fr. 18661, fol. 216 et suiv. ; Nouv. d'Hozier 276, dossier 6353, p. 25 et 57 ; Dossiers bleus 548, dossier 14393, fol. 2 et suiv., et 14394, p. 2, et du recueil de fiches d'Émile Picot. Nous avons vu également la généalogie contenue dans les *Mémoires* de Michel de Marolles, abbé de Villeloin (Paris, 1656, in-fol, p. 404-411), qu'il faut rectifier par le travail de l'abbé Reure, *Notes sur la dynastie littéraire des Dupuy* (Montbrison, 1905, in-8°, 19 p. ; extrait du *Bulletin de la Diana*, t. XIV).

1. Moreri, t. VIII, p. 640.

2. Bibl. nat., ms. français 20242, fol. 97 v°.

3. Bibl. nat., Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 5. Saint-Germain-Laval, arr. de Roanne, Loire.

4. *Petri Puteani vita*, p. 10.

5. Cf. *Tumulus Clementis Puteani*, imprimé à la suite de la *Petri Puteani vita* de N. Rigault, p. 305-311, et Collection Dupuy, vol. 638, fol. 114 et suiv.

6. Quelques quittances d'elle dans Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 6 et 7. Constitution de rente annuelle et transport de rente (1579, 1584), *ibid.*, fol. 21-23, 31-32. Lettre autographe dans la Collection Dupuy, volume 324, fol. 157. Sur la date de sa mort, lettre de Joseph Scaliger à Claude Dupuy, 28 janvier 1586 (Collection Dupuy, volume 496, fol. 70), et quittance de Claude Dupuy, Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 34.

7. L. Dorez, t. II, p. 269. Voir différentes lettres de Clément à Claude Dupuy, dans le ms. 699, fol. 46 *vis* et suiv., de la Collection Dupuy et une copie dans la Collection Baluze, volume 209, fol. 348.

8. Extrait à la suite de la *Petri Puteani vita*, p. 312-314.

Claude Dupuy était né en 1546. Il étudia sous Adrien Turnèbe, Denis Lambin, Jean Dorat et Jacques Cujas. Il ne tarda pas à se faire un nom dans les lettres et fut en relations avec les plus grands savants de l'époque : Pietro Del Bene, Florent Chrestien, Marc-Antoine de Muret, Paul Manuce, Joseph Scaliger, qui lui dédia son édition de Catulle, Tibulle et Propertius (1576), Pierre Pithou, Nicolas Le Febvre, Pietro Vettori, Carlo Sigonio, Montaigne, Juste Lipse, etc. Il alla à Rome dans l'hiver de 1570-1571 et Fulvio Orsini mit sa bibliothèque à sa disposition¹. Claude Dupuy, de retour en France, lui envoya, par l'entremise d'un de ses correspondants, Gianvincenzo Pinelli², des feuillets du manuscrit de Virgile dit l'*Augusteus* (28 mars 1574 et septembre 1575). Plus tard, Fulvio Orsini, qui avait expédié à Dupuy un manuscrit des *Panegyrici veteres* et désirait vivement obtenir une décade de son Tite-Live³, parvint à force d'insistance à s'en faire donner un feuillet (1579-1581)⁴. Au retour de son voyage en Italie, Dupuy avait été pourvu de l'office de conseiller au Parlement de Paris (23 septembre 1575). Peu après fut passé son contrat de mariage avec Claude Sanguin, fille de Jacques Sanguin, seigneur de Livry, et de Barbe de Thou, sœur du président Christophe de Thou (29 avril 1576)⁵. Il devenait beau-frère de Jacques Sanguin, conseiller au Parlement, et de Geoffroi Camus de Pontcarré. Quoique allié à la famille parisienne des Sanguin, il ne perdait pas contact avec son pays d'origine, et Du Verdier lui envoya une de ses épigrammes en 1581⁶. Il fit partie en 1582 de la délégation de quatorze membres du Parlement de Paris envoyés en Guyenne⁷. De retour à Paris, il fut du nombre des conseillers

1. Cf. P. de Nolhac, *La bibliothèque de Fulvio Orsini*, Paris, 1887, in-8° (*Bibliothèque de l'École des hautes études*, fasc. 74), p. 65 et n. 4, et *Pietro Vettori et Carlo Sigonio*, 1889, p. 26.

2. P. de Nolhac, *La bibliothèque de Fulvio Orsini*, p. 74, 85-87 et notes. Une lettre de G.-V. Pinelli, publiée par C. Castellani, *Lettera inedita di Gianvincenzo Pinelli a Pietro Dupuy* (Venezia, 1893, in-8°, 9 p.; estratto dal *Nuovo Archivio Veneto*, t. V, part. II) et empruntée au volume 663 de la Collection Dupuy, fol. 110, est adressée à Claude et non à Pierre Dupuy, comme l'a cru l'éditeur; cf. L. Dorez, t. II, p. 233.

3. Aujourd'hui Bibl. nat., ms. latin 5730.

4. P. de Nolhac, *ouvrage cité*, p. 408 et 88-90 et notes.

5. Bibl. nat., Dossiers bleus 548, dossier 14393, fol. 2 et suiv.

6. Reure, *ouvrage cité*, p. 14 et n. 4.

7. Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 25 et 26. Quittances par lui don-

enfermés à la Bastille par Jean Le Clerc de Bussy (16 janvier 1589)¹ et il ne fut remis en liberté moyennant rançon que le 18 mars 1589². Le Parlement séant à Tours le 24 juillet 1592, après lui avoir fait prêter le serment qu'il n'avait pas signé la Ligue, le réintégra dans son office de conseiller et le députa même vers le roi le 12 février 1594³. La carrière de Claude Dupuy ne devait plus être bien longue ; atteint d'une maladie des reins, il mourut le 1^{er} décembre 1594. Son « Tumulus », en diverses langues, fut imprimé en 1607, et parmi ceux qui écrivirent son éloge nous citerons : Achille de Harlay, Papire Masson, Pierre Pithou, Nicolas Rapin, Jean Passerat⁴. Sa veuve, Claude Sanguin, devait lui survivre jusqu'en 1631⁵.

Les deux époux avaient eu une nombreuse postérité. Claude Dupuy a pris soin de consigner au feuillet de garde d'une Bible, qui lui appartenait, le lieu, le jour et l'heure de la naissance de chacun de ses dix enfants, y ajoutant la date de leur baptême et les noms de leurs parrains et marraines⁶. Nous dirons un mot de chacun de ces enfants, nous réservant de parler plus longuement de Pierre et de Jacques Dupuy.

1^o Anne Dupuy, née le 1^{er} février 1578, épousa Pierre Board, avocat en Parlement, dont elle eut plusieurs enfants, et mourut en 1647⁷.

2^o Claude Dupuy, née le 16 mai 1579 et morte peu après.

nées à Bordeaux en 1582. Il siégea à Agen, Périgueux, Saintes ; cf. Rigault, *op. cit.*, p. 11. Dans le dossier cité des Pièces originales, il y a un certain nombre d'autres quittances de lui, p. 19, 29, 30, 34, 40, 42, 44, 45.

1. Maimbourg, *Histoire de la Ligue*, 1686, in-4^o, p. 283.

2. *Registre-Journal* de P. de Lestolle, édit. Jouaust, t. III, p. 258.

3. Collection Dupuy, volume 638, fol. 173 et 174 ; extraits des registres du Parlement publiés à la suite de la *Petri Puteani vita*, p. 231-235.

4. N. Rigault, *op. cit.*, p. 10. On annonça sa mort au Parlement le 3 décembre 1594. Il fut enterré à Saint-Sulpice (Dupuy, volume 638, fol. 176, et à la suite de la *P. Puteani vita*, p. 237). Voir *Amplissimi Claudii Puteani tumulus*. Parisiis, 1607, in-4^o ; cf. Collection Dupuy, volume 638, fol. 119 et suiv., et Bibl. nat., ms. latin 8816 ; voir aussi à la suite de la *Petri Puteani vita*, p. 217-302.

5. Elle mourut entre le 18 mars et le 8 avril. Cf. lettre de Peiresc à Pierre Dupuy, du 23 mai 1631, édit. Tamizey de Larroque, t. II, p. 271-272. Voir sa signature dans Pièces originales 2401, p. 159, et des quittances par elle données (1589-1630) dans Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 43, 46, 48-52, 54-61, 63-66, 68, 69, 71, 72.

6. Voir Pierre Flament, *Une Bible de la famille Dupuy*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (1901), t. LXII, p. 720-722. Une copie de ces notes, faite par Pierre Dupuy, avec additions de Jacques Dupuy, est dans la Collection Dupuy, volume 638, fol. 177.

7. Collection Dupuy, volume 638, fol. 92 v^o.

3^o Christophe Dupuy, né le 25 mai 1580, eut pour parrain Christophe de Thou. Ayant suivi le cardinal de Joyeuse à Rome, en qualité de protonotaire (1603-1604), il put empêcher la condamnation de la première partie des *Histoires* du président de Thou. Au retour, il porta quelque temps le titre de conseiller et aumônier du roi (1614-1616) ; mais il ne tarda pas à se faire chartreux à Bourfontaine, puis devint prieur de la Chartreuse de Rome en 1636 et procureur général de l'Ordre en 1643, quoique Urbain VIII le trouvât trop gallican¹. Il mourut à Rome le 28 juin 1654. Il s'intéressait aux lettres et aimait les livres, comme son père et ses frères², et s'occupait d'inscriptions antiques³. Estimé des savants, du cardinal Francesco Barberini, il correspondit avec Scaliger, Peiresc, Boulliau⁴, etc. Il reçut en dépôt les manuscrits d'Holstenius (21 janvier 1630)⁵ et eut, avec ses frères Pierre et Jacques, part à l'édition des *Perroniana sive excerpta ex ore cardinalis Perronii*, imprimés en 1667 et 1669 seulement à Genève.

4^o Augustin Dupuy, né le 11 juin 1581, fut chanoine de Notre-Dame de Chartres et prévôt d'Ingré⁶. S'intéressant à la bibliothèque paternelle, il fit avec ses frères Pierre et Jacques un accord pour la conserver et l'augmenter, et leur en légua sa part quand il mourut (mai 1641)⁷. Il traduisit le

1. Dossiers bleus 548, dossier 14394, p. 2. Voir Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 62 (quittance de ses gages du 31 décembre 1614), et ms. français 7856, fol. 1530 b. Bourfontaine, comm. de Pisseleux, cant. de Villers-Cotterets, arr. de Soissons (Aisne).

2. Cf. sa lettre à Matthieu et Édouard Molé, du 20 novembre 1602, où il s'inquiète du sort de la bibliothèque de Pierre Daniel : « ...Bibliotheca... tam bonis libris referta et praesertim manuscriptis, qui, periculum est ne passim omnibus dividendantur » (Collection Baluze, vol. 209, fol. 356 v^o) ; une autre lettre au fol. 354 du même volume ; une lettre de lui à Ismaël Boulliau (Bibl. nat., ms. français 9778, fol. 19).

3. Lettre de Peiresc du 3 février 1629, édit. citée, t. II, p. 19.

4. Tamizey de Larroque a publié quelques lettres des frères Dupuy : Pierre, Jacques et Christophe, en appendice à ses trois premiers volumes de *Lettres de Peiresc* ; voir aussi les *Épîtres françoises à Monsieur J.-J. de la Scala*, 1624, in-8^o, p. 164-167, 311, 313, 478, 480 (années 1601-1604). Le ms. français 9778 est composé de lettres autographes de Dom Dupuy adressées de Rome à Ismaël Boulliau (1641-1653). Voir aussi L. Dorez, *Catalogue de la Collection Dupuy*, *passim*.

5. *Lettres de Peiresc*, t. II, p. 232.

6. Ingré, Loiret, arr. et cant. d'Orléans.

7. N. Rigault, *P. Puteani vita*, p. 17.

récit de la peste d'Athènes de Thucydide¹, copia de sa main le *de Imperio summarum potestatum circa sacra liber* de Gro-tius². Il s'intéressa aux jeux, copia la règle du jeu d'échecs³ et revit les règles d'autres jeux⁴.

5^o PIERRE Dupuy, né à Agen dans la nuit du 14 au 15 novembre 1582.

6^o Clément Dupuy⁵, né à Saintes, le 15 mai 1584, fut écuyer de César, duc de Vendôme, de l'Écurie du roi, puis commissaire de l'Artillerie. Il épousa Marie de Longueval-Manicamp et fut tué à Avin, près Liège, en 1635. Il laissait un fils, César Dupuy, seigneur et baron d'Aurigny⁶, et deux filles.

7^o Marie Dupuy, née le 28 février 1587, épousa Claude Genoud, sieur de Guibeville, secrétaire du roi, et en eut plusieurs enfants, dont l'aîné, Philippe, fut conseiller au Parlement.

8^o Claude, né le 28 mai 1590 et mort peu après.

9^o JACQUES, né à Tours, le 28 septembre 1591.

10^o Nicolas Dupuy, né à Paris, le 14 juillet 1594, devint chevalier de Malte et fut tué dans un combat naval contre les Turcs, le 1^{er} juillet 1625⁷.

François Pithou, dans le recueil des *Pithœana*, par lui dicté à son neveu Pierre III Pithou, porte le jugement suivant sur les enfants de Claude Dupuy⁸ : « Le Gascon [Pierre] est celuy qui me plaist le plus de Messieurs Dupuy ; il a bonne cervelle et bon jugement. Je ne puis croire que l'asné [Christophe] soit jésuite (*sic*) ou bien il a fort changé, car je l'ay veu fort homme de bien. Le pénultiesme [Jacques] me sembloit avoir fort bon esprit ; j'aimois plus le chanoine de Chartres [Augustin]. Toute la famille est lettrée ; mais le

1. L. Dorez, t. II, p. 442.

2. Collection Dupuy, volume 946.

3. Collection Dupuy, volume 941.

4. Collection Dupuy, volume 777.

5. Collection Dupuy, volume 638, fol. 92 v^o ; Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 82 ; N. Rigault, *Petri Puteani vita*, p. 17.

6. Cf. ms. français 20242, fol. 99, et quittances avec sa signature dans Pièces originales 2402, pièces 206 et 209.

7. Paris, 19 juin 1607. Preuve pour Malte par Augustin Dupuy, pour et au nom de Nicolas Dupuy, son frère (Dossiers bleus 548, dossier 14393, fol. 2 et suiv.) ; cf. aussi Collection Dupuy 638, fol. 183 et suiv. ; ms. français 20242, fol. 99, et Rigault, *op. cit.*, p. 17.

8. Cité d'après la copie du volume 702 de la Collection Dupuy, fol. 124.

Gascon et le pénultiesme sont des de Thou. » Il nous faut parler un peu plus longuement de ces deux derniers.

Pierre Dupuy¹, né pendant le séjour de la délégation du Parlement à Agen, eut pour parrains Pierre Séguier, qui lui donna son prénom, et Jean de Thumery, sieur de Boissise. Il reçut une éducation soignée, eut comme précepteur le médecin Paul Reneaulme, de Blois, puis suivit les leçons de Théodore Marcile et de Casaubon. Son jeune frère Jacques² fut le compagnon assidu de ses études et plus tard de ses travaux. Tous deux collaborèrent à tel point qu'il est parfois fort difficile de distinguer leur œuvre respective, et on a voulu désigner cette collaboration affectueuse en les unissant sous le nom de « frères Dupuy ». Tous deux furent avocats en Parlement. Pierre débuta en plaidant pour son précepteur contre les pharmaciens de Blois, devant le président Achille de Harlay, et il gagna sa cause. Sa santé le détourna de la partie active de la carrière et, comme il n'était pas assez riche pour acheter une charge de conseiller, il aborda le droit public et les études historiques. Ce fut François Pithou qui présenta Nicolas Rigault aux Dupuy et ils ne tardèrent pas à se lier d'amitié. Ils voyaient une docte société : Achille de Harlay, Jacques Gillot, Louis Servin, Jacques de La Guesle, Nicolas Le Febvre, Juste Lipse, Joseph Scaliger, Josias Mercier, Isaac Casaubon, Bonaventure Vulcanius, Scévole de Sainte-Marthe³. Pierre Dupuy avait l'estime de Matthieu Molé, qui, dans son entreprise de réorganisation du Trésor des chartes, le chargea avec Théodore Godefroy d'en dresser un inventaire (1615). La rédaction originale de l'inventaire des layettes, par eux écrite, forme les volumes 162 à 169 et 171 de la Collection Dupuy. Pierre Dupuy devait rédiger plus tard un état sommaire des « layettes, coffres, registres, mémoires et sacs » (1659)⁴. Vers 1615, Dupuy occupait ses loisirs à

1. Voir dans Bibl. nat., ms. nouv. acq. franç. 1469, fol. 495, avec une lettre, un portrait de Pierre Dupuy ; il y en a un autre dans Charles Perrault, *Les hommes illustres, qui ont paru en France pendant ce siècle* (Paris, 1696, in-fol.), t. I, p. 53. Sa biographie a été écrite par N. Rigault, *Viri eximii Petri Puteani, Regi christianissimo a consiliis et bibliothecis vita* (Lutetiae, 1652, in-4°). Nous avons beaucoup emprunté à cet ouvrage.

2. Un portrait de Jacques Dupuy se trouve dans le ms. nouv. acq. fr. 10124, fol. 38, de la Bibliothèque nationale.

3. N. Rigault, *op. cit.*, p. 13-26.

4. H.-F. Delaborde, *Étude sur la constitution du Trésor des chartes et sur les*

étudier les commentaires des auteurs anciens ou à examiner les papiers du Trésor des chartes; pendant la belle saison, il faisait des séjours à Villebon, chez de Thou, et y rédigeait des mémoires politiques. Jacques-Auguste de Thou, par son testament (13 juillet 1616), lui confia la garde de sa bibliothèque¹. Pierre et Jacques Dupuy, à la mort de leur parent, vinrent s'établir à l'hôtel de Thou, rue des Poitevins, où ils devaient demeurer pendant vingt-neuf ans. Peu après, Pierre Dupuy partait pour la Hollande, accompagnant Jean de Thumery, sieur de Boissise, et entrait en relations avec Hugo Grotius et Daniel Heinsius (1618-1619) et les principaux savants du pays². A la mort de François Pithou (1621), il était envoyé à Troyes pour en rapporter les chartes relatives aux droits du roi, qui avaient passé des mains de Pierre Pithou dans celles de son frère³, et, la même année, il éditait le journal de Pierre de Lestoile⁴. Le 8 mars 1622, il était chargé avec Nicolas Rigault d'expertiser les livres de Philippe Hurault, évêque de Chartres⁵, et la même année il était envoyé au château de Mercurol, où étaient conservées les archives du comté d'Auvergne, dont il fit un récolement et rédigea un inventaire⁶. Le 31 janvier 1623, le roi, informé des services que lui rendait depuis plusieurs années « le sieur Dupuy à rédiger par ordre et rechercher les tiltres et chartres concernans le domaine de la Couronne de France et droitz de Sa dite Majesté, » le retint en la

origines de la série des sacs, dite aujourd'hui Supplément du Trésor des chartes, au t. V des *Inventaires et documents*, publiés par la direction des Archives (Paris, 1909, in-4°), p. CLXXXII-CCV, et *Les travaux de Dupuy sur le Trésor des chartes et les origines du Supplément* (*Bibliothèque de l'École des chartes* (1897), t. LVIII, p. 126-154).

1. Henry Harrisse, *Le président de Thou et ses descendants, leur célèbre bibliothèque* (Paris, 1905, in-8°), p. 2.

2. N. Rigault, *op. cit.*, p. 28-35.

3. H.-F. Delaborde, *Étude...*, p. CXCVII.

4. Cf. Émile Picot, *Catalogue des livres de la bibliothèque de feu M. le baron James de Rothschild*, t. III, n° 2187.

5. Le P. Louis Jacob, *Traité des plus belles bibliothèques* (Paris, 1644, in-8°), p. 464-465, et Leprince, *Essai historique sur la Bibliothèque du roi*, édit. Louis Paris (1856, in-12), p. 39 et 349.

6. Arch. nat., JJ 317; cf. H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. cci, et Bibl. nat., Collection des Cinq-Cents de Colbert, volume 216, fol. 90, 92, 94 et 99, des lettres de Pierre Dupuy de mai et juin 1622, relatives à la constitution du trésor de Mercurol; cf. Ch. de La Roncière, *Catalogue des Cinq Cents de Colbert*, p. 150.

charge de conseiller en ses Conseils d'État et privé¹. C'est à ce titre que Pierre Dupuy fut membre de la commission chargée de faire valoir les droits du roi sur les territoires contestés des frontières de la Meuse et de la Moselle (1624-1625)².

Désormais, Pierre Dupuy ne quitta plus Paris, sauf pour séjourner à Champlâtreux, chez Molé. En 1629, il classait des papiers relatifs à l'achat d'Antibes³. La même année, le roi lui accordait une pension de 1.200 livres, qu'il transforma en 1632 en une pension de 3.600 livres pour reconnaître ses services et « le travail extraordinaire qu'il faict et continue journellement de faire en la recherche des droits de la Couronne, tant dedans que dehors le royaume⁴ ». Richelieu rechercha sa collaboration. En 1633 et 1634, il reçut des gages comme historiographe de France⁵. Outre ses travaux officiels, il recueillit des lettres et opuscules de Scaliger, des lettres de Peiresc. Ce fut aussi sous sa direction qu'Antoine de Loménie fit exécuter le recueil, qui devait renfermer les documents les plus utiles aux hommes publics voulant étudier les affaires étrangères ou l'administration intérieure du royaume, c'est-à-dire ce que nous appelons aujourd'hui la Collection de Brienne⁶. Tous ces travaux n'avaient pas empêché Pierre Dupuy de payer sa dette de reconnaissance à J.-A. de Thou. Ses efforts, combinés à ceux de Rigault, aboutirent aux éditions de 1620 et 1626 des *Histoires*. Il donnait en même temps son assentiment à l'édition francfortoise de 1625 et correspondait avec Gabriel Boule pour l'entreprise d'une traduction (1638 et 1639)⁷. Les liens qui l'unissaient aux de Thou étaient fort étroits, puisqu'en 1632 il signait un acte comme tuteur honoraire d'Achille-Auguste, de Jacques-Auguste et de Marie-Louise de Thou, mineurs⁸. Les deux frères signèrent au contrat de Jacques-Auguste II de

1. Dupuy prêtait serment le 10 février. Collection Dupuy, volume 404, fol. 2 (orig. parch.).

2. Cf. mss. français 18900, 18903 et 18904.

3. H.-F. Delaborde, *op. cit.*, p. ccii.

4. Collection Dupuy, volume 404, fol. 3 (orig. parch.). Voir aussi une copie de Pierre Dupuy dans la Collection Dupuy, volume 881, fol. 46 et v^o.

5. Bibl. nat., ms. français 18275 (Comptes de la chancellerie de France), fol. 286, 287, 290.

6. Aujourd'hui mss. nouv. acq. franç. 6972-7328.

7. H. Harrisse, *ouvrage cité*, p. 95, 96 et note 1 et p. 117 et 118.

8. Bibl. nat., ms. nouv. acq. franç. 1473, n^o 1572.

Thou (1644)¹. Pierre Dupuy s'occupa aussi de la bibliothèque des de Thou et, en collaboration avec son frère Jacques et Ismaël Boulliau, il en fit un catalogue alphabétique, qui forme aujourd'hui les volumes 879 et 880 de la Collection Dupuy ; peut-être les deux frères eurent-ils aussi part à la confection du catalogue méthodique, contenu dans les volumes 886 à 891 et imprimé sous le titre de *Catalogus bibliothecae Thuanae a Petro et Jacobo Puteanis, ordine alphabetico primum distributus, tum secundum scientias et artes, a... Ism. Bullialdo digestus, nunc vero editus a Josepho Quesnel* (Parisii, 1679, 2 vol. in-8°, et Hamburgi, 1704, 2 tomes en 1 vol. in-8°). Pourtant ce catalogue semble surtout l'œuvre de Boulliau, de Billaine et de Quesnel². Quoi qu'il en soit, Pierre Dupuy s'intéressa toujours à la bibliothèque de J.-A. de Thou et même quand il eut quitté la rue des Poitevins il garda la haute main sur le prêt des livres et manuscrits³.

Pierre Dupuy travaillait beaucoup et avait une énorme correspondance avec les principaux savants de son temps⁴, mais publiait peu. Il était déjà au seuil de la vieillesse quand il fit paraître ses *Traitez des droits et libertez de l'Église gallicane. Preuves...* (s. l., 1639, 2 vol. in-fol). Il devait en donner une deuxième édition en 1651, en deux volumes in-folio, complétant l'œuvre de Pierre Pithou⁵. Il fut fort ému par l'exécution de François-Auguste de Thou, duquel il fit l'apologie⁶.

Sur ces entrefaites, Nicolas Rigault traita de la charge de garde de la Bibliothèque du roi avec ses amis les frères Du-

1. H. Harrisse, *ouvrage cité*, p. 170, note 2.

2. Cf. H. Harrisse, *ouvrage cité*, p. 52-53, 64-67, et L. Dorez, *Catalogue*, t. II p. 635 et 637.

3. H. Harrisse, p. 79-80. Son *Apologie pour M^r le Président de Thou sur son histoire* parut seulement à Delft, en 1717, in-12 (*Recueil de pièces historiques et curieuses* [t. I]).

4. Voir la table du *Catalogue de la Collection Dupuy*, au mot DUPUY (Pierre).

5. N. Rigault, *op. cit.*, p. 50-54, et Gabriel Demante, *Histoire de la publication des livres de Pierre Dupuy sur les libe^rtés de l'Église gallicane*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (1844), t. V, p. 585-606.

6. Cf. *Mémoires et instructions pour servir à justifier l'innocence de Messire François-Auguste de Thou*, publiés à Londres, 1734, in-4° (*Histoire universelle...*, t. XV). Le manuscrit autographe de cette œuvre, avec une lettre écrite la veille de sa mort par François-Auguste de Thou à Pierre Dupuy, se trouve dans la bibliothèque du baron James de Rothschild ; cf. Ém. Picot, *Catalogue*, t. IV, n° 3130, et Harrisse, *ouvrage cité*, p. 4, 6 et 18 et note 1.

puy, qui allèrent habiter rue de la Harpe (1645). « Nous avons traité avec M. Rigault de sa charge de garde de la Bibliothèque du roi, où il y a un logement annexé (écrit Jacques Dupuy à Saumaise, le 11 février 1645). Nous l'avons à survivance l'un de l'autre¹. » Les frères Dupuy prirent possession de leur charge à la fin de juin 1645. Le 1^{er} juillet, Jacques écrit à Saumaise : « Je vous écris de nostre nouvelle habitation, où nous nous sommes transportez depuis six jours seulement. Nous y trouvons grande douceur et une liberté d'air si grande, qu'il semble que nous soions à la campagne. Ce n'est pas que nous n'ayons eu du regret à quitter la rue des Poictevins, car il faudrait estre insensible pour n'estre point touché de tendresse en ces séparations². » De son côté, Christophe Dupuy écrit à Boulliau : « Mon frère me mande qu'il est passé en son nouveau domicile, où déjà toute leur bibliothèque est disposée en une galerie de neuf toises ; ilz n'ont peu quitter leur ancienne demeure qu'avec regret et avec quelque tendresse, ce que vous vous pouvez imaginer, qui savez avec quelle douceur ilz i ont vescu depuis tant d'années³... »

Dès 1645, les frères Dupuy rédigèrent un nouveau catalogue des manuscrits et imprimés de la Bibliothèque du roi, en prenant pour base l'inventaire de 1622⁴. Leur catalogue comprend trois parties : 1^o corrections et additions à la minute du premier catalogue de Rigault (lat. 9352), avec changement de numérotation, et continuation des notices jusqu'au n^o 2397⁵. Pierre Dupuy recopia cette partie, qui forme aujourd'hui le manuscrit latin 10366. Il en avait fait dresser un index dont nous avons la minute (ms. latin 9354) et la copie de la main de Jacques Dupuy (nouv. acq. lat. 1387). 2^o La copie de Jacques Dupuy de la deuxième partie de l'inventaire des manuscrits forme le n^o 10367 du fonds latin⁶.

1. Bibl. nat., ms. français 3934, fol. 62, cité par L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, t. I, p. 261, note 3.

2. Bibl. nat., ms. français 3934, fol. 70, cité par L. Delisle, *ibid.*, note 5.

3. Lettre de Rome, du 22 juillet 1645 (Bibl. nat., ms. français 9778, fol. 9).

4. Tout ce qui suit est emprunté à M. H. Omont, *Anciens inventaires et catalogues de la Bibliothèque nationale*. Introduction, t. V (1921), p. 33-35 ; cf. aussi L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 261, 262, et t. III, p. 363.

5. H. Omont, *Anciens inventaires*, t. II, p. 1-260.

6. Publié par H. Omont, *op. cit.*, t. III, p. 1-76 ; cf. t. V, pl. VII.

Elle comptait 1.532 articles et était pourvue d'un index. 3^o La troisième partie était réservée aux imprimés¹, comptait 1.329 articles et avait un index spécial. La copie de cette partie, mise au net par Jacques Dupuy, forme le ms. latin 10367 *bis*, une autre copie ancienne forme le n^o 1389 des nouv. acq. du fonds latin.

Les frères Dupuy avaient conservé leur charge de gardes de la Librairie après que Jérôme Bignon et son fils eurent succédé en 1642 à François-Auguste de Thou². Mais Pierre souffrait des yeux, sa santé s'étant altérée³ il fit son testament, instituant son frère son légataire universel et lui conseillant de se réunir à son ami Boulliau. Il mourut le 14 décembre 1651 ; ses funérailles furent faites à Saint-Cosme et son épitaphe rédigée par Rigault⁴. Au lendemain de sa mort, qui fut un deuil pour tout le monde savant, son éloge fut fait par Rigault, Henri de Valois, Adrien de Valois, Charles Ferramus, Gabriel Naudé, Nicolas Heinsius, etc.⁵. Jacques Dupuy, prieur de Saint-Sauveur-lès-Bray et de Saint-Léons-en-Rouergue, conseiller du roi en ses Conseils, assumait à lui seul la fonction de garde de la Bibliothèque⁶. Il était probablement l'auteur de l'ouvrage publié en 1634 et intitulé *Nominum priorum virorum, mulierum, populorum, etc...*, *quae in viri illustris Jacobi Augusti Thuani historiis leguntur index, cum vernacula singularum vocum expositione*⁷. Les dernières années de sa vie furent consacrées à l'édition des œuvres posthumes de son

1. H. Omont, *op. cit.*, t. III, p. 77-164.

2. Leprince, *op. cit.*, édit. L. Paris, p. 42.

3. Voir, par exemple, les *Lettres de Peiresc*, t. I, p. 788-789, 792, et une lettre à Bouhier, conseiller au Parlement de Dijon, dans le ms. français 24421, fol. 71.

4. N. Rigault, *op. cit.*, p. 55-62 et 72-75.

5. Tous ces éloges et les poèmes composant le *Tumulus* de Pierre Dupuy se trouvent à la suite de l'œuvre de N. Rigault, souvent citée. Voir aussi l'éloge qu'en fait Ch. Perrault, *op. cit.*, t. I, p. 53.

6. Saint-Sauveur-lès-Bray, cant. de Bray-sur-Seine, arr. de Provins, Seine-et-Marne ; Saint-Léons, cant. de Vezins, arr. de Millau, Aveyron. Nous avons plusieurs quittances données par Pierre Dupuy seul, ou par lui réuni à ses frères, de 1624-1648 (Pièces originales 2402, p. 176, 177, 179, et Pièces originales 2403, dossier 53864, p. 67, 70, 77, 79-82, 84-93). Quittance donnée par Jacques Dupuy seul en 1656 (*Ibid.*, p. 95).

7. Au dire de H. Harrisse (p. 97, note 1), c'est son œuvre, quoique le privilège soit au nom de Pierre Bessin, son valet de chambre. Le volume 913 de la Collection Dupuy, de la main de Pierre Dupuy, est sur le même sujet.

frère Pierre¹. En 1652, il publiait le *Commentaire sur le traité des libertez de l'Église gallicane de maistre Pierre Pithou*; en 1654, il mit au jour *Traitez concernant l'histoire de France* et une quatrième édition des *Instructions et lettres des rois très chrestiens et de leurs ambassadeurs et autres actes concernant le concile de Trente*. En 1655 parut *Histoire du différend d'entre Boniface VIII et Philippe le Bel* et *Traitez touchant les droits du roi très chrestien sur plusieurs estats et seigneuries possédées par divers princes voisins*². Une édition du *Traité de la majorité de nos rois* parut à Paris, en 1655. Une deuxième édition de cet ouvrage, revue par Jacques Dupuy, fut publiée seulement en 1722 à Amsterdam. C'est après la mort de Jacques Dupuy que parut l'*Histoire des plus illustres favoris anciens et modernes*, par Pierre Dupuy, à Leyde, en 1659, et à Paris, en 1660, 1661, etc. Jacques Dupuy ne vit pas non plus l'édition de la *Satyre Ménippée*, qui parut à Ratisbonne, en 1664³, pas plus que les *Scaligerana* (1666) et les *Thuana* (1669).

Jacques Dupuy était tombé malade et prenait insuffisamment soin de sa santé. Boulliau, qui habitait avec lui depuis la mort de son frère, écrit : « Bonus senex ab haustu pharmacorum ita abhorrebat, ut saepe monenti mihi, sibi a bilis aestu et inflammatione caveret toties indignabundus succensuerit; propter vitam enim vivendi perdere causas arbitrabatur, si diem unum curandae valetudini insumsisset, quem consuetis exercitiis et amicorum colloquiis subtraxisset⁴. » Il mourut le 17 novembre 1656 et fut enterré auprès de son frère Pierre à Saint-Cosme. Boulliau fit son épitaphe. Son

1. Voir une lettre de Jacques Dupuy à Molé, en date du 16 février 1652 (ms. français 2872, fol. 134-135), où il lui parle de l'impression des ouvrages de son frère. Nous ne pouvons donner ici toute la bibliographie des frères Dupuy et nous renvoyons pour Pierre Dupuy à celle qu'a donnée N. Rigault, *op. cit.*, p. 64-71, et qui contient cinquante-cinq numéros. Voir aussi la *Bibliothèque* du P. Lelong, le *Catalogue général des imprimés de la Bibliothèque nationale* et la table du *Catalogue de la Collection Dupuy*.

2. A ce traité collabora peut-être Théodore Godefroy (cf. ms. français 24474, fol. 247), de même que P. Dupuy paraît avoir collaboré au *Cérémonial français* (on trouve des notes de sa main dans le recueil mss. français 18513-18515, 18518).

3. É. Picot (*Catalogue... James de Rothschild*, t. III, n° 2251) décrit un exemplaire de l'édition de 1709.

4. Lettre écrite à Paris, le 24 novembre 1656 (Bibl. nat., ms. français 16793, fol. 386 v°), p. 14, de l'*Elegia in obitum... Jacobi Puteani* (1657, 4°).

Tumulus parut l'année suivante sous ce titre : *Elegia in obitum illustrissimi viri Jacobi Puteani, S. Salvatoris abbatis...* (Parisii, 1657), adressé à J.-A. de Thou et comprenant diverses pièces et lettres¹.

Le 18 juillet 1656, peu avant sa mort, Jacques Dupuy avait fait son testament. Il instituait comme légataire universel son neveu César Dupuy, faisait des legs à ses autres neveux et nièces, à ses amis (Boulliau n'était pas oublié), à ses serviteurs et aux pauvres. Ce testament fut enregistré au Châtelet le 22 décembre 1656². Dans cet acte, Jacques Dupuy déclare réserver sa bibliothèque, dont il a déjà disposé (2 juin 1652), et stipule que ce n'est qu'au cas où ses conditions n'auraient pas été acceptées que sa bibliothèque ferait retour à César Dupuy, pour être vendue « en gros » à un homme qui ait dessein de la garder ou à quelque communauté religieuse ou séculière, et défend de la vendre à des libraires, qui la revendraient ensuite en détail. Le souci des frères Dupuy semble, en effet, avoir été d'éviter la dispersion de leur bibliothèque après leur mort.

II

LA BIBLIOTHÈQUE DES DUPUY .

I

Sa célébrité. — L'Académie des Dupuy. Composition de leur bibliothèque.

Les contemporains des frères Dupuy ont exprimé leur admiration pour la bibliothèque des deux savants³, qui l'avaient libéralement ouverte à tous les érudits de l'époque. Parmi ceux qui en profitèrent le plus, citons, outre Peiresc, Jacques Sirmond, Louis Chantereau-Lefèvre, Claude Sau-

1. Ms. français 16793, fol. 380-398 [imprimé].

2. Nous donnons in-extenso ce testament (pièce justificative n° I) d'après a copie authentique du volume 835, fol. 221-227, de la Collection Dupuy. Signalons-en une autre copie dans Bibl. nat., ms. latin 10393, fol. 182-185. Sur l'enregistrement au Châtelet, voir Arch. nat., Y 193, fol. 376 v°, cité par Magne, *Madame de Lafayette en ménage* (Paris, 1926, in-8°), p. 106 et note 1 (communication de M. P.-M. Bondonis).

3. Charles de Combault d'Auteuil, *Histoire des ministres d'Etat* (Paris, 1642, in-fol.), p. 418, et le P. Louis Jacob, *Traicté des plus belles bibliothèques* (Paris, 1644, in-8°), p. 558-559.

maise, André Duchesne, Pierre Gassendi, Claude Ménage, Théodore Godefroy, Christophe Justel, Jean Besly, Lucas Holstenius et les deux Sainte-Marthe¹. En 1650, Ménage dédia à P. Dupuy ses *Origines de la langue françoise* et, en 1651, le libraire Courbé dédia aux frères Dupuy les *Relations véritables et curieuses de l'isle de Madagascar et du Brésil*, ouvrage fait en partie avec des pièces de leur cabinet².

En même temps que les frères Dupuy ouvraient ainsi leur bibliothèque, ils faisaient profiter les savants de leur érudition, les renseignant par correspondance, n'épargnant ni leur temps, ni leur peine, faisant des recherches, voire même des copies. Presque chaque semaine, Peiresc recevait une lettre d'un des Dupuy lui transmettant les nouvelles politiques, littéraires et anecdotes de Paris³.

Souvent des savants se réunissaient chez les Dupuy pour y converser, ce fut l'origine de l'« Académie des Dupuy, » dont des contemporains firent le plus grand éloge. On l'opposa à l'« Accademia degli Umoristi » de Rome⁴. Henri de Valois⁵ et Guez de Balzac⁶ en parlent avec éloge. Peiresc dit que la maison des Dupuy est le « vrai domicile de la vertu et le rendez-vous de tous les gens de lettres, tant de la nation que estrangers, » et que cette « digne Académie » se prévaut de l'érudition et des « riches thrésors et singularitez » des frères Dupuy⁷. Philippe Fortin de La Hoguette y fait évidemment allusion quand il dit : « Dieu m'a fait la grâce étant en cour d'avoir été reçu depuis trente ans dans une société de deux frères d'un nom, d'un mérite et d'une vie illustres, qui sont Messieurs Dupuy. Tous les jours, sur le soir, il se faisoit chez eux un certain concert d'amis où toutes choses se passoient avec une telle harmonie et avec tant de douceur et de discrétion que je n'ai jamais eu de trouble en l'esprit qui ne se soit dissipé en cette compagnie⁸. » Ces conférences eurent

1. N. Rigault, *op. cit.*, p. 18-26.

2. É. Picot, *Catalogue... James de Rothschild*, t. I, n° 317, et t. II, n° 1922.

3. Tamizey de Larroque, *Introduction*, t. I, p. III-IV, et lettres publiées en appendices aux lettres de Peiresc, t. I-III.

4. A la suite de N. Rigault, *op. cit.*, p. 137 et suiv.

5. Même recueil, p. 95.

6. *Lettres de Balzac*, dans *Mélanges hist.*, nouvelle série (*Collection de documents inédits sur l'histoire de France*), t. I, p. 494 et note 4.

7. *Lettres*, t. I, p. 607.

8. *Testament...* Paris, 1690, in-12, p. 208-209.

lieu d'abord dans la bibliothèque des de Thou, puis après 1645 dans celle du roi, et, après la mort de son frère, Jacques Dupuy les continua au même endroit. En 1632, Peiresc disait estimer fort « les charmes de l'Académie et la douceur de conversation de tant de galandz hommes, avec la commodité de voir toute sorte de bons livres qu'on sçauroit désirer¹. » « Il nous reste (dit Perrault) une infinité d'excellentes choses, qui ont été dites dans ces conférences et qui sont venues à nous sous les titres de *Puteana*, de *Thuana* et de *Perroniana*. Ces conférences estoient si estimées et le public témoigna un si grand regret de les voir finir, que M. de Thou les continua dans son cabinet jusqu'à la vente de sa bibliothèque². » Ces doctes réunions étaient intimement liées à la vie de la bibliothèque et les savants étrangers, de passage à Paris, en même temps qu'ils visitaient les bibliothèques de de Thou et des Dupuy, allaient y converser, et les curiosités qui enrichissaient le cabinet des deux érudits firent souvent l'objet de ces conférences.

La bibliothèque des frères Dupuy était digne d'être vue et étudiée. Elle comprenait environ 9.000 imprimés, plusieurs centaines de manuscrits, la plupart anciens, et 765 volumes de mémoires écrits en partie de la main des deux frères, ces derniers formant une grande partie de ce que nous appelons aujourd'hui la « Collection Dupuy ». Nous laisserons de côté les imprimés et étudierons d'abord les manuscrits anciens, ensuite la « Collection Dupuy ».

II

Manuscrits des Dupuy.

La Collection de manuscrits de Claude Dupuy. — Origines. — Caractéristiques. — L'Inventaire de Claude Dupuy. — Legs de ces manuscrits au roi par Pierre et Jacques Dupuy. — Catalogues de ces manuscrits. — Manuscrits ne figurant pas à l'inventaire et provenant des Dupuy. — Manuscrits ayant appartenu aux frères Dupuy.

Claude Dupuy avait réuni des manuscrits très précieux, parmi lesquels le célèbre manuscrit grec-latin des Épitres

1. Édit. Tamizey de Larroque, t. II, p. 338.

2. Perrault, *op. cit.*, t. I, p. 54.

de saint Paul (Bibl. nat., ms. grec 107 et A), le Tite-Live en onciales (ms. latin 5730), le fragment du Virgile en capitales, donné à Fulvio Orsini (Vatican 3256)¹. Quelques-uns de ces manuscrits étaient sortis de l'abbaye de Corbie : les Épîtres de saint Paul déjà citées, un Stace du ix^e siècle (ms. latin 8051), un recueil de notes tironiennes (latin 8777) ; d'autres de l'abbaye de Saint-Victor de Paris (mss. latins 5096, 5717, 7823), ainsi qu'un ancien exemplaire de la table alphabétique du catalogue de la bibliothèque de Saint-Victor, rédigée par Claude de Grandrue (latin 14768)². Ce n'est pas aux volumes enrichis de miniatures que s'intéressait Claude Dupuy, il recherchait surtout les bons textes, corrects, élégamment écrits, les lisait, parfois les annotait de sa main (ms. latin 7900 A). Tandis qu'on reconnaît les livres imprimés des Dupuy aux deux deltas entrelacés en forme d'étoile sur leur couverture, leurs manuscrits, même les plus précieux et les plus anciens, sont simplement recouverts d'une reliure en parchemin, avec titres écrits au dos de la main d'un des Dupuy³. De plus, Claude Dupuy mettait presque toujours sa signature sur les manuscrits lui appartenant : « Claudii Puteani » ou « Cl. Puteani. »

L'estimation détaillée de la bibliothèque de Claude Dupuy, après son décès, fut faite par le libraire parisien Denys Duval, du 20 au 31 janvier 1595⁴. Cette bibliothèque comprenait alors soixante manuscrits et six paquets de livres manuscrits renfermant soixante-seize volumes estimés de moindre valeur⁵. Les frères Dupuy augmentèrent cette collection et la firent apporter en 1645 à la Bibliothèque du roi avec leurs imprimés et les mémoires formant la « Collection Dupuy ». Les soucis de leur charge ne les empêchèrent pas de s'en occuper ; Jean Boivin les accuse même de s'être appliqués à augmenter moins la Bibliothèque royale que la leur propre⁶.

1. Voir plus haut ; cf. L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 262 et note 5.

2. *Ibid.*, t. II, p. 135, 231 et 232.

3. J. Boivin, « Mémoire pour l'histoire de la Bibliothèque du Roy, » ms. nouv. acq. fr. 1328, fol. 210 v^o, et copie, ms. français 22571, p. 467-468.

4. M. Omont a publié *l'Inventaire des manuscrits de Claude Dupuy (1595)*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (1915), t. LXXVI, p. 526-531.

5. *Ibid.*, p. 526-527.

6. J. Boivin, *Mémoire cité*, ms. nouv. acq. fr. 1328, fol. 190 et v^o, et fr. 23571, p. 427.

Le 8 septembre 1652, Jacques Dupuy fit un état sommaire de ses volumes imprimés et manuscrits, en indiquant leur place dans son appartement¹. Pierre et Jacques Dupuy, soucieux de l'avenir d'un « meuble aussi précieux », de concert avec Augustin², firent tout au monde pour éviter sa dispersion. Pierre Dupuy, dans son testament du 19 mai 1631, augmenté de codicilles les 1^{er} mars 1638, 29 juillet 1649 et 9 décembre 1651, lègue ses livres, papiers et mémoires, à ses frères Augustin et Jacques, et au dernier vivant d'entre eux, insistant sur ce fait que sa « bibliothèque, mémoires et papiers... deschéent de tout prix par la division³ ». D'un commun accord, les frères Dupuy décidèrent, pour en assurer la conservation, de faire don au roi de leur bibliothèque, de leurs anciens manuscrits et des tableaux ornant la galerie et le cabinet contenant leurs livres, pour les unir inséparablement à la Bibliothèque royale, sans que les imprimés en pussent sortir. La garde de la bibliothèque des Dupuy, ainsi unie à celle du roi, devait être assurée par le personnage que le survivant des deux frères nommerait pour conserver la Bibliothèque royale. Les frères Dupuy demandaient encore au roi en considération de ce don, pour les « ayder à augmenter » leur bibliothèque, une somme annuelle de 2.000 livres à prendre sur la recette générale de Paris⁴. Enfin Jacques Dupuy, dernier survivant, fit son testament le 25 mai 1652, donnant au roi sa bibliothèque et les manuscrits qui en faisaient partie, plus deux volumes in-folio écrits de sa main, contenant le catalogue de ses livres imprimés et manuscrits (mss. latins 10372 et 10373)⁵. Il y ajouta huit volumes de l'*Histoire* du président de Thou, écrits en partie par Pierre Dupuy, avec corrections de l'auteur en plusieurs endroits et quelques

1. Collection Dupuy, volume 404, fol. 1.

2. Voir plus haut.

3. Pièce justificative n° II, publiée d'après la copie contenue dans le ms. français 15604, fol. 280-283.

4. Minute autographe de Pierre Dupuy, pièce justificative n° III. Les auteurs du « Mémoire historique » donnent à entendre qu'il s'agit d'une vente et non d'une donation, toujours est-il que les Dupuy conservèrent jusqu'à leur mort leurs collections ; cf. L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 262-263 et note 6 de la p. 262.

5. Cf. pièce justificative n° IV, d'après la copie authentique ; il y en a plusieurs autres copies dans les mss. français 15604, fol. 284-290, et 23271, p. 709-714 ; une dans le volume 835 de la Collection Dupuy, fol. 205-208 ; dans le ms. latin 10393, fol. 178-181, et aux fol. 429 à 434 du ms. nouv. acq. franç. 5728.

pièces écrites par lui (mss. latins 5977-5980) ; deux volumes manuscrits in-folio contenant les preuves de l'*Histoire des comtes de Poitou et ducs de Guyenne* de Besly (mss. latins 6007 1 et 2) ; des volumes in-4^o des Panégyriques latins, imprimés et collationnés sur les manuscrits, et en plusieurs endroits corrigés et annotés par Claude Dupuy¹ ; l'inventaire du Trésor des chartes, de la main de Pierre, en onze volumes in-folio². L'objet de ce legs devait demeurer uni à la Bibliothèque royale. Jacques Dupuy priait le roi de faire expédier des lettres patentes acceptant le présent legs et ordonnant l'union de la bibliothèque Dupuy à la Bibliothèque royale, les commettant toutes deux à la garde d'un seul, défendant le transport d'aucun des livres de la bibliothèque Dupuy hors du lieu où il était et prescrivant aux avocats du roi, procureurs généraux au Parlement et au maître de la Librairie d'inspecter deux fois l'an la bibliothèque de Dupuy pour s'assurer que tout s'y passe suivant les intentions du testateur. Dupuy espérait obtenir du roi une indemnité pour celui de ses neveux qui serait constitué son principal héritier. En cas de refus de ses conditions, il révoquait sa donation, laissant en tout cas à la Bibliothèque du roi les manuscrits de l'*Histoire* de de Thou, de l'*Inventaire* du Trésor des chartes, les papiers de Besly, et l'imprimé des Panégyriques latins. Ce testament, fait à Paris le 25 mai 1652, fut confirmé et augmenté le 1^{er} juin 1652, le 27 avril 1654, paraphé « ne varietur » le 17 novembre 1656. Le roi, par lettres patentes données à Paris le 20 mars 1657³, confirma le testament de Jacques Dupuy et accepta son legs. Il envoya au Parlement une lettre de cachet (Paris, 6 avril 1657) pour lui demander d'enregistrer ses lettres patentes, ce qui fut fait le 7 avril 1657⁴.

1. Le ms. latin 7842 contient des notes de Claude Dupuy sur les anciens Panégyriques.

2. Il doit s'agir des volumes 162-169 et 171 (?) de la Collection Dupuy.

3. Félibien et Lobineau, *Histoire de Paris*, t. V, p. 147, cité par L. Delisle, t. I, p. 264, n. 2. Copies dans la Collection Joly de Fleury, volume 195, dossier 1852, fol. 332-334. (Indication due à M. P.-M. Bondonis.)

4. Cf. Bibl. nat., nouv. acq. franç. 9904, p. 463, et Collection Joly de Fleury, volume 244, dossier 2446, fol. 4-11, et volume 195, dossier 1852, fol. 335-336 (ces deux dernières copies indiquées par M. Bondonis). Il faut y ajouter la copie du ms. français 22076, pièce 13, fol. 22.

Les scellés qui avaient été apposés sur la bibliothèque de Jacques Dupuy furent levés le 4 juillet 1657¹. Ce jour, dit le procès-verbal, en exécution du testament de Jacques Dupuy et suivant les lettres patentes du roi, « messieurs les gens du roy se sont transportez en la maison où est la dicte Bibliothèque avec monsieur le lieutenant civil du Chastellet de Paris, lequel, ayant recogneu les scellez apposez sur les serrures des portes de la dicte Bibliothèque et les ayant trouvez sains et entiers, les a levez en leur présence, faict ouvertures des portes, et laissé en leur disposition la dicte Bibliothèque et livres contenus en icelle. A l'instant, Messieurs les gens du roy ont faict procéder au recollement des dictz livres par M^e René Accart, substitut, suivant le catalogue des livres de la dicte Bibliothèque trouvé après le décedz du dict sieur Dupuys, escript de sa main, en deux volumes in-folio, par ordre alphabétique²; lequel a continué depuis le dict jour quatriesme juillet jusques au premier octobre ensuivant; et, procédant au dict recollement, a trouvé tous les livres mentionnés au dict catalogue, à la réserve de ceux à costé desquels, et en marge d'iceluy catalogue, il a mis *deficit* avec son paraphe; comme aussy a trouvé en la dicte Bibliothèque plusieurs livres desquels le dict catalogue n'estoit point chargé, qui ont esté présentement adjoustez à la fin du dernier volume du dict catalogue et escripts de la main de Monsieur Collebert, garde de la Bibliothèque du roy³, lequel Messieurs les gens du roy ont à l'instant chargé de tous les dictz livres et de faire procéder incessamment à une copie du dict catalogue, qui demeurera en la dicte Bibliothèque pour, la dicte coppie faicte, ce présent catalogue estre mis à l'instant au Thrésor des chartes de Sa Majesté⁴. » Plusieurs volumes étaient alors sortis de la Bibliothèque par suite de dons ou d'échanges⁵.

1. *Revue des documents historiques*, publiée par Étienne Charavay (1880), 2^e série, p. 23-24. Lettre de l'abbé Nicolas Colbert, 9 juillet 1657, citée par L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, t. III, p. 363. Cette lettre indique la date du 9, mais il nous faut adopter la date du 4 juillet, donnée dans le procès-verbal cité plus loin.

2. Mss. latins 10372 et 10373.

3. Depuis le 20 novembre 1656.

4. Ce procès-verbal, rédigé au fol. 1 v^o-2 du catalogue même (ms. latin 10372), est signé : Talon, Foucquet, Bignon.

5. L. Delisle, *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 264, note 4.

Au moment de la mort de Jacques Dupuy, ses manuscrits répertoriés étaient au nombre de 263, quelques autres n'étaient pas répertoriés. Le catalogue des manuscrits anciens et des imprimés des Dupuy (mss. latins 10372-10373) a été écrit de la main de Jacques Dupuy, dont il porte les armes sur les plats. Les manuscrits anciens occupent les fol. 668-681 et 683 du second volume (lat. 10373). Un autre catalogue de ces manuscrits, avec table, a été fait en 1647 et est écrit de la main de Pierre et Jacques Dupuy aux fol. 198-223 v^o du volume 653 de la Collection Dupuy. Il est incomplet et sa numérotation est en partie différente de celle de l'autre inventaire, mais au fol. 190 v^o (n^{os} 16 et 17) il ajoute deux manuscrits aux 261 de l'autre inventaire : « Siliï Italici Punicorum libri XVII, scripti anno 1461, fol. », et « Horatius cum glossis¹ » (aujourd'hui mss. latins 8066 et 7974). Il existe encore un catalogue avec table des manuscrits de Dupuy, daté de 1649 ; c'est une copie mauvaise et incomplète (ms. latin 10393, fol. 61-69). *L'inventaire des manuscrits de Pierre et Jacques Dupuy (1657)* a été publié par M. H. Omont (*Anciens inventaires et catalogues de la Bibliothèque nationale*, t. IV : *La Bibliothèque royale à Paris au XVII^e siècle*. Paris, Leroux, 1913, in-8^o, p. 187-211). M. Omont ajoute entre parenthèses le numéro du catalogue de Clément (1682). Au tome V du même ouvrage, *Introduction et Concordances*, p. 81-179, se trouve la concordance des numéros de Clément et des numéros actuels des manuscrits. Nous croyons utile de reproduire ici directement les numéros actuels de tous les manuscrits des Dupuy et avons placé la concordance avec leurs 261 numéros, donnée d'après M. Omont, immédiatement avant les pièces justificatives. Il y faut ajouter les deux volumes que nous venons de mentionner, les mss. latins 7974 et 8066.

Jean Boivin nous a laissé la liste des « Manuscrits la plupart vendus et quelques-uns légués au Roy par Mess. Dupuy² ». Ce sont 282 manuscrits classés par langues et accompagnés de la concordance avec le catalogue de Clément. Boivin dit que, d'après Carcavy, les Dupuy n'auraient vendu que

1. *Inventaire des manuscrits de Pierre et Jacques Dupuy*, publié par H. Omont, p. 189, note 1.

2. Bibl. nat., ms. latin 17172, fol. 41.

226 manuscrits au roi et suppose que Jacques Dupuy lui aura légué gratuitement les 56 autres volumes. Voici la liste des numéros actuels des manuscrits provenant des Dupuy¹ et ne figurant pas sur leur catalogue : *Fonds grec*, mss. 1352 et 2791. — *Fonds latin*, mss. 1327, 1342, 1956, 2289, 4331 A, 4354 c, 4949, 5977, 5977², 5977³, 5977⁴, 5977⁵, 5978, 5979, 5980, 5995, 5995², 5995³, 6007, 6007², 6110, 6252, 7842, 8181, 8185, 8186, 8451, 8789, 8790 A, 8798, 8816, 10372, 10373. — *Fonds français*, mss. 382, 384, 1239, 2388, 4909, 4910, 4911, 4920, 5527, 5528, 5549, 5759, 5805 (?), 6042, 14023 et nouv. acq. franç. 10035.

Comme l'a dit M. H. Omont, « les plus anciens et les plus précieux volumes des Dupuy entrés à la Bibliothèque du roi en 1657, avaient été recueillis par leur père, Claude Dupuy² » ; pourtant l'apport des frères Dupuy paraît avoir été aussi assez important. Nous terminerons ce chapitre en donnant une liste de manuscrits qui leur ont appartenu et semblent provenir d'eux spécialement. Cette liste comprend quelques manuscrits anciens, avec le nom de leurs possesseurs, des manuscrits d'œuvres de Pierre Dupuy, des manuscrits modernes, recueils par eux formés, etc. : *Fonds grec*, mss. 1796 (don d'Isaac Casaubon, « Puteanis fratribus DD (1609) » et 2791 (copié en 1610 par Isaac Casaubon). — *Fonds latin*, mss. 1318 (« J. Vassanius ») ; — 3764 (« Doctissimis Puteanis fratribus ») ; — 4331 A (« P. et J. Puteani ») ; — 4984 (« Ex bibliotheca Jac. Puteani Cl. fil. ») ; — 5526 (« Ex bibl. Puteana (1648) ») ; — 5977, 5977² à ⁵, 5978, 5979 et 5980 (*Histoires* de J.-A. de Thou ; en tête du 5977 « Donum v. ampl. Jac.-Aug. Thuani, die ultima an. M DC XII. P. Dupuy » ; en tête du 5977² « feu monsieur le prés. de Thou m'a donné ce volume tout escrit de sa main, ce dernier jour de l'an 1612. P. Dupuy ») ; — mss. 6007 et 6007² (papiers de Besly) ; — 6252 (traduction et commentaire d'Hérodote par Isaac Casaubon, écrit en 1601) ; — 6503 (« Jac. Puteani Cl. fil. ») ; — 6811 (« DD. Puteanis fratribus ») ; — 6830 F (« Puteanorum fratrum ») ; — 7640 (« Puteanorum ») ; — 7974 (un Horace

1. Il nous est impossible de tenir compte, dans les listes que nous donnons, des innombrables copies de mémoires, pièces, etc., de la main des Dupuy, qui sont dans la plupart des fonds de la Bibliothèque nationale.

2. *Inventaire des manuscrits de Claude Dupuy*, p. 528.

du ^x^e siècle, « DD. Puteanis fratribus D. Gothofredus »); — 8004 (« P. Puteani »); — 8181 (*Aristophanis Equites*, avec gloses et annotations d'Isaac Casaubon, 1602); — 8185 (corr. à Plaute de Jos. Scaliger, daté de 1644, « M DC XLIIII. Dupuy »); — 8186 (notes d'Isaac Casaubon, « ad Plauti Captivos », édit. en 1601); — 8451; — 8789 (observations sur divers auteurs grecs et latins (1644), « M DC XLIV. P. Dupuy »); — 8790 A (extraits d'auteurs sacrés et profanes (xvii^e siècle). « Dupuy »); — 8816 (*Tumulus* de Claude Dupuy). — *Fonds français*, ms. 384 (*Instruction générale...* par H. Michelot, xvii^e siècle); — 2388 (*Scaligerana*); — 4909 et 4910 (recueil en deux volumes, formé par P. Dupuy en 1650, des actes et mémoires concernant le différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel); — 4911 (Recherche du domaine, par P. Dupuy); — 4920 (Mémoires... de Besly); — 5337 (« Dupuy »); — 5496 (« Ex bibl. Puteanorum »); — 5527 et 5528 (Journal historique de Laurent Bouchel, xvii^e siècle); — 5759 (ms. du xvii^e siècle); — 5805 (?) (*Dialogue sur les causes des misères de la France...*, par Guy Coquille, xvii^e siècle); — 6042 (exemplaire préparé pour l'impression d'*Instructions et lettres des rois très chrestiens et de leurs ambassadeurs... concernant le concile de Trente*, 4^e édit.); — 14023 (« Duchez et pairies de France ». « P. Dupuy »); — ms. fr. des nouv. acq. 10035 (*Roman de Renart*, portant au fol. 1 : « Petri Dupuy »).

III

LA COLLECTION DUPUY

Formation de la Collection. — Sa composition. — Classement.
— Legs au président de Thou. — La Collection Dupuy chez de Thou; — chez Charron de Ménars; — chez Joly de Fleury.
— Histoire de sa vente par les Joly de Fleury à la Bibliothèque du roi. — Catalogues manuscrits et imprimés. — Copies. — Déficits.

Henri de Valois, dans son éloge funèbre de Pierre Dupuy, attribue la formation de la Collection Dupuy uniquement à son ami Pierre. Voici ses termes : « Nec contentus vulgarium librorum lectione, ingentem praeterea numerum epistola-

rum, actorum, legationum, chartarum atque hujusmodi monumentorum publicorum undique conquisivit. Quae omnia, ut erat elegantiae ac nitoris studiosissimus, pulcherrimo ordine digesta, non sine maximis sumptibus in libros redigi ac compingi curaverat. Diceres novam quandam bibliothecam ab illo esse compositam, paternae illi atque hereditariae nihilo postponendam. Quam tamen ille non ad privatum duntaxat usum sibi retinendam putavit, sed ut erat bono publico natus, omnium usui et commodis publicavit¹. » En réalité, la part de Jacques Dupuy est aussi considérable dans la formation de la « nouvelle bibliothèque » dont parle Henri de Valois.

Les frères Dupuy recueillirent une grande quantité de pièces juridiques, littéraires, historiques, pour former leur célèbre collection, qui comprenait les éléments suivants² :

1^o Mémoires rédigés ou recueillis par Pierre Dupuy pour les ouvrages qu'il a publiés ou préparés et pour les missions dont il fut chargé. Ajoutons-y les catalogues et tables faits par les frères Dupuy. Citons, entre autres, le volume 77 et le volume 448 de la Collection, qui se rapportent à l'ouvrage intitulé *Traitez concernant l'histoire de France, savoir la condamnation des Templiers, avec quelques actes; l'histoire du Schisme... et quelques procez criminels*, composés par P. Dupuy (Paris, 1654, in-4^o). Le volume 118, « Traités contenant les raisons et moiens pour monstrier que le concile de Trente ne doit estre receu ni publié en ce royaume », est écrit de la main de P. Dupuy. Sur le même sujet, le volume 757 est la copie d'un traité relatif au concile de Trente. Les volumes 404-406 constituent un recueil de mémoires de P. Dupuy relatifs aux libertés de l'Église gallicane et aux droits du roi sur divers pays. La plupart de ces mémoires ont été publiés dans le *Traité des droits et libertez de l'Église gallicane* et dans le *Traité touchant les droits du roi* (Paris, 1655, in-fol.)³. Beaucoup de mémoires, pièces, copies de la Collection Dupuy se rapportent à ces deux sujets, qui furent la grande préoccupation de Pierre. Citons, parmi bien d'autres, quelques volumes, recueils de mémoires, pièces, notes, etc., se rapportant aux

1. *Oratio in obitum Petri Puteani*, à la suite de la *Vita...* de Rigault, p. 93-94.

2. L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 422 et suiv.

3. L. Dorez, *Catalogue...*, t. I, p. 365.

libertés de l'Église gallicane (37, 422, 493, 534, 670, 676-678, 811, 884) ou à la justification des droits du roi sur tel ou tel lieu (vol. 150, 151, 154 et le 680 relatif à la mission de P. Dupuy en Lorraine). Dans la Collection Dupuy est le manuscrit autographe de l'*Histoire des plus illustres favoris anciens et modernes* (vol. 444-447). Le volume 933 contient des notes autographes de Pierre Dupuy sur les apanages. Nombre de pièces, copies, mémoires de la Collection se rapportent à cette question (vol. 148 et 149 entre autres). Pierre Dupuy nous a laissé divers mémoires dans les volumes 376 et 814 de la Collection. Le volume 25 se rapporte au travail de Dupuy sur le Trésor des chartes et les volumes 162-169 et 171 forment les minutes de l'Inventaire du Trésor des chartes qu'on lui doit en collaboration avec Théodore Godefroy. Le volume 913 contient une table alphabétique des personnages célèbres cités dans les *Histoires* de de Thou, par P. Dupuy. Deux volumes de la Collection Dupuy (409 et 632) sont remplis de lettres, mémoires, observations se rapportant à cette œuvre, dont P. Dupuy assura en grande partie l'édition et Jacques donna une table des noms propres. Ajoutons divers catalogues : le volume 207, inventaire des manuscrits d'Antoine de Loménie (auj. Collection de Brienne) ; les catalogues des manuscrits de de Thou (vol. 653, 879-880 et peut-être une part dans la rédaction du catalogue, qui forme les vol. 886-891 [?]) ; le catalogue des manuscrits de Petau (653), des Dupuy (653 et 883) ; une table alphabétique en partie œuvre de Pierre Dupuy (885).

2° Lettres adressées aux frères Dupuy et à plusieurs membres de leur famille, notamment le président de Thou. Lettres des Dupuy à leurs amis. Il nous est impossible d'énumérer les correspondants des Dupuy, d'autant plus que nous avons un certain nombre de volumes affectés uniquement à la correspondance et des volumes où mémoires et lettres sont mêlés. Notons pourtant que de Jacques Dupuy proviennent un certain nombre de volumes de lettres (vol. 18, 393, 394, 394 bis, 580, 685, 730-732, 778-789, 792, 803).

3° Les documents que Pierre Dupuy copia ou fit copier soit dans certains dépôts d'archives, soit dans les cabinets des hommes d'État et des amateurs. Ici encore il nous est impossible d'énumérer toutes les copies dues à la prodigieuse

activité des frères Dupuy, copies qui, si elles sont très nombreuses dans notre Collection, le sont aussi dans d'autres fonds de la Bibliothèque nationale.

4^o Les documents qui furent donnés à Pierre Dupuy par Antoine de Loménie pour le remercier d'avoir dirigé la formation de la Collection de Brienne. D'après Boivin¹, Antoine de Loménie, ayant prié Pierre Dupuy de lui classer ses mémoires d'État et de les faire transcrire en volumes, lui abandonna les originaux en récompense de la peine qu'il s'était donnée. Les volumes de la Collection Dupuy provenant de Loménie portent les numéros 83, 132, 140, 143-148, 218, 236, 237, 248, 288, 305, 313, 317, 365, 734. Ces volumes sont reliés pour la plupart aux armes d'Antoine de Loménie².

5^o Divers volumes qui proviennent de membres de la famille Dupuy, de Jacques (vol. 273, 443, 765-775, 777 et les recueils épistolaires cités), de Claude (vol. 239), d'Augustin (vol. 941 et 946).

6^o Les pièces qui furent vendues ou données aux frères Dupuy. Ils reçurent quelques volumes de Nicolas Camuzat (vol. 260, 474, 547, 724), deux volumes du P. Vignier (vol. 750 et 943), un de Jean-Baptiste Hullon, prieur de Cassan en Languedoc, un des habitués du cabinet des frères Dupuy³ (vol. 414), un de Jean Delabarre, prévôt de Corbeil (vol. 421). Deux de leurs volumes (n^{os} 172 et 173) sont reliés aux armes de Michel Particelli d'Émery. Le volume 254 provient d'Angenoust, sieur de Trancault ; le volume 304 de M. Guiscard⁴ ; le volume 736 d'Adrien, frère de Christophe de Thou. De plus, les Dupuy chargeaient, on le sait, leurs amis de leur acheter manuscrits et imprimés quand l'occasion s'en présentait. Un des plus célèbres pourvoyeurs de livres et manuscrits des frères Dupuy fut Ismaël Boulliau,

1. *Mémoire cité*, p. 438-439 ; cf. aussi Leprince, p. 131 et 353.

2. M. Delisle y ajoute le ms. français 14023, relié aux armes de Brienne et qui a appartenu à Dupuy (*Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 422, note 2). La Collection de Brienne, elle-même entrée à la Bibliothèque du roi en 1661, forme aujourd'hui les volumes 6972-7328 des nouv. acq. franç. ; cf. L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 215-216.

3. *Gallia christiana nova*, t. VI, col. 419. Cassan, comm. et cant. de Roujan, arr. de Béziers, Hérault. Il en fut prieur de 1618 à 1649. Cf. aussi *Lettres de Peiresc*, t. II, p. 608 et note.

4. Cf. *Lettres de Peiresc*, t. I, p. 394.

qui, dans ses tournées en Italie, Allemagne, Hollande, acquit souvent des volumes pour le compte de ses amis. Ismaël Boulliau écrivait de Venise, le 23 septembre 1645, à Jacques Dupuy : « J'ay fait le marché des manuscrits pour monsieur vostre frère... j'y procède avec plus de bon mesnage que si c'estoit pour moy. Je n'ay pu avoir ces six manuscrits, dont vous aurés le mémoire, à moins de quatre pistoles. Il y a dans l'un une miniature excellente, qui représente au naturel le noble Vénitien auquel la commission est donnée¹. » Le volume désigné par Boulliau et qu'il acheta à Venise est le tome 955 de la Collection Dupuy. Trois des six volumes mentionnés sont les 952 *bis*, 953, 954, les deux autres seraient peut-être les tomes 919 et 935 (?).

7^o Divers recueils et volumes qui avaient appartenu aux frères Pithou. Pierre Dupuy les eut à la mort de François Pithou, ayant été chargé de visiter le cabinet des Pithou pour en séparer ce qui pouvait se rapporter aux droits du roi. Pierre Dupuy fut à ce sujet l'objet de très vives accusations. On lui reprocha d'avoir « écrémé » la bibliothèque de Pierre et de François Pithou et même d'avoir publié sous son nom les travaux historiques de Pierre Pithou, sans le citer². Jean Boivin³, après étude des catalogues, déclare qu'« il paroist... qu'une bonne partie de ce grand recueil [la Collection Dupuy] a esté composée des extraits de Pierre Pithou et de beaucoup de pièces dont il avoit recouvré les originaux ou fait faire des copies », mais il s'empresse d'ajouter : « Je n'ay garde de soupçonner ny le célèbre Pierre Dupuy, ny Jacques son frère de s'estre approprié ce qu'ils avoient revendiqué pour le Roy, et je ne puis croire ce que M. Chuppé a écrit, sur la foy de M. Des Marés, que les deux frères, chargez de visiter la bibliothèque de François Pithou et de mettre à part ce qui appartenait au Roy, avoient mis à part pour eux-mêmes plusieurs recueils très considérables et s'estoient après cela fait honneur des ouvrages d'autrui... La réputation de Messieurs du Puy, fondée particulièrement sur une probité exacte et reconnue, ne nous permet pas de douter de leur bonne foy. On

1. Collection Dupuy, volume 18, fol. 16.

2. Cf. Grosley, *Vie de Pierre Pithou*... Paris, 1756, 2 vol. in-12, t. II, p. 247-257 et 264.

3. *Petri Pithæi vita*... Parisiis, apud Fr. Jouënne, 1716, in-4°, p. 75-78.

peut seulement supposer que ces deux illustres frères, ayant eu entrée dans la bibliothèque de François Pithou, prirent copie de tout ce qu'ils y trouvèrent de pièces importantes. On peut croire aussi, sans donner aucune atteinte à leur mémoire, que, promettant d'achever les ouvrages commencez par Pierre Pithou et par François, ils obtinrent aisément des héritiers toutes les pièces qui pouvoient servir à ce dessein. A l'égard des titres et actes originaux, qui appartenoient au Roy, il ne seroit pas surprenant que MM. Dupuy, devenus gardes de la Bibliothèque du Roy, eussent conservé dans leur cabinet une partie de ces originaux avec ce qu'ils en avoient d'ailleurs ; d'autant plus qu'ils pouvoient dès lors avoir l'intention de faire ce qu'ils firent depuis, je veux dire de léguer au Roy leur bibliothèque¹. »

Les volumes de la Collection Dupuy provenant des Pithou sont les numéros 220-235, 418, 624, qui viennent de Pierre Pithou ; les volumes 426 et 952 venant de François Pithou ; les volumes 698 et 940 venant de Nicolas Pithou.

8^o Les papiers de Jean Besly, dans lesquels on remarque principalement des extraits d'anciens cartulaires. Ce sont les volumes 804, 805, 807, 816-818, 820-823, 828, 841 et 842².

9^o Différents papiers de Théodore Godefroy, collaborateur de P. Dupuy, entre autres à l'Inventaire du Trésor des chartes cité. Ils occupent les volumes 20, 56-59, 482, 737-739.

10^o Quelques portefeuilles de Peiresc (vol. 243, 359, 655-663, 667, 669, 688 et 793 (?).

11^o Les quatorze volumes légués à Jacques Dupuy par Jérôme Luillier, conseiller du roi au Parlement de Metz (vol. 845-857 et 958)³. Jérôme Luillier avait déjà donné aux frères Dupuy le volume 832 de leur Collection⁴.

1. Cf. la note de J. Boivin en faveur des frères Dupuy, p. 98 et suiv.

2. Viennent aussi des Dupuy, nous l'avons dit, les mss. fr. 4920 et lat. 6007¹ et 6007².

3. Le « paraît provenir de Jérôme Luillier », que L. Dorez ajoute (t. II, p. 688) à la description du manuscrit 958, est à supprimer ; ce volume provient sûrement de ce personnage.

4. Le P. Lelong, édit. Fevret de Fontette, t. II, p. 71, dit que la Collection Dupuy lui paraît constituée de trois recueils : 1^o les originaux venus d'Antoine de Loménie, dont la copie forma la Collection de Brienne ; 2^o extraits et recueils de Pierre Pithou ; 3^o recueil de Nicolas Le Febvre, précepteur de Louis XIII, qui avait laissé par testament ses manuscrits à Jacques-Auguste de Thou. A la mort de ce dernier, les frères Dupuy en eurent la jouissance jusqu'à la majorité de ses

C'est aux environs de 1630 ou 1635 que Pierre Dupuy commença à mettre définitivement en ordre les pièces fugitives qu'il s'était plu à sauver de la destruction. Il les réunit en volumes. Les volumes portaient en général, outre leur date, le nom de Dupuy, avec un numéro d'ordre et parfois une table, de la main du possesseur, s'y trouvait jointe. Ils furent décrits dans un catalogue sur le frontispice duquel Pierre Dupuy traça cette devise : « *Curiositas nihil recusat atque interdum parva etiam plurimi facit, et ad ea gressum sustinet, quae caeteri pro vilissimis passim calcant*¹. » Pierre Dupuy rédigea les notices des volumes 1-441 et 444-764, Jacques continua le catalogue, annota et corrigea les parties précédentes et rédigea les notices des volumes 442, 443 et 765-798. La Collection comprenait alors 798 volumes, plus 39 volumes in-4^o ou in-8^o.

Les frères Dupuy se préoccupèrent du sort de leur Collection. Pierre Dupuy avait ajouté à son testament, le 29 juillet 1649, un codicille à son sujet. « Je veux et déclare (dit-il) que mon frère de Saint-Sauveur conserve et ayt en propre mes livres manuscrits, qui sont à présent en nombre de 694 volumes, et ceux que je pourray avoir cy-après, sans les diviser ny les vendre, et le supplie de choisir une personne capable et telle qu'il jugera à propos pour les posséder après luy. Je ne luy désigne aucun de nos neveux, pour quelques considérations ; mais je croy qu'il eslira une personne digne de ce recueil et de nostre bibliothèque, et qu'il est important que ce qui nous a tant cousté tombe en bonne main et à un seul pour servir au publicq. Je le conjure de ne point négliger la prière que je luy faicts en ce regard². » Au moment de sa mort, Jacques Dupuy, par une disposition spéciale³, légua à

enfants ; cf. P. Jacob, *Traité des plus belles bibliothèques*, p. 566, et Leprince, p. 130-131. Or, d'abord cette conception ne s'applique qu'à une partie de notre Collection Dupuy ; de plus, nous avons bien des lettres et une préface de Nicolas Le Febvre (volume 749 et voir la table) ; mais nous ne voyons pas dans notre Collection, de manuscrits provenant de lui : L. Delisle, t. I, p. 470 et note 5, ne dit pas, du reste, que ses manuscrits aient passé chez les Dupuy et aient été unis à leur Collection.

1. Ce volume est aujourd'hui le ms. 5714 des nouv. acq. du fonds français. Pour tout ceci, voir L. Delisle, t. I, p. 423.

2. Pièce justificative n° II.

3. Pièce justificative n° V ; d'après la copie authentique du volume 835 de la Collection Dupuy, fol. 216-219. Il y en a une copie dans le ms. latin 10393.

Jacques-Auguste II de Thou, président aux Enquêtes et son parent, tout le recueil aujourd'hui appelé « Collection Dupuy ». Les volumes en étaient au nombre de 792 in-fol. et 40 in-4° et in-8°. Le testateur y joignit l'inventaire de la Collection (nouv. acq. franç. 5714) et la table (Coll. Dupuy, vol. 883), écrits de la main de Pierre Dupuy et de la sienne. Il y ajouta, entre autres, tout ce que Pierre Dupuy avait fait pour la justification de François-Auguste de Thou¹ : cinq volumes in-folio de l'*Histoire* du président de Thou, avec l'index de l'édition de La Rovièrre de 1620², et des annotations et corrections de Jacques Dupuy, un volume manuscrit de poésies françaises (Dupuy 843), deux volumes in-folio de poésies latines (Dupuy 837), un volume contenant des « Emendationes in varios auctores » (Dupuy 808), un volume de Gro-tius, « De Auctoritate summarum potestatum circa sacra, » copié par Augustin Dupuy (Dupuy 946), un commentaire sur Juvénal de la main d'Augustin Dupuy (Dupuy 896?), quatre gros volumes in-folio contenant les comptes de l'Épargne de 1611 à 1614 (Dupuy 824-827), enfin les quatorze volumes légués par Luillier à Jacques Dupuy (Dupuy 845-857 et 958).

Le testateur n'avait pas cru pouvoir faire plus digne choix pour « conserver en son entier un recueil si précieux », qui devait être joint à la magnifique bibliothèque des de Thou. Il en devint, en effet, une des parties notables³. Mais de Thou ne justifia pas la confiance qu'on avait mise en lui. « Les manuscrits de M^{rs} Du Puy (écrivait de Court à Ph. de La Mare, le 2 novembre 1676) sont chez M^r de Thou, enfermés, sans ordre et sans communications aux gens de lettres. J'en ay parlé à tous ceux que j'ay cru pouvoir m'en instruire, et je n'en ay tiré que des plaintes contre M^r de Thou, qui est souvent malade ou à la campagne. M^r d'Hérouval, qui vient de me confirmer les mesmes choses, m'a prié de vous saluer⁴... » De Thou bientôt, par suite de ses embarras d'argent, chercha un acquéreur pour sa bibliothèque. Il ne put la faire acheter

fol. 186-187, et une autre à la fin du volume 5728, fol. 434 v°-436 v° des nouv. acq. du fonds français ; cf. aussi Collection Dupuy, volume 835, fol. 221.

1. Probablement le volume cité dans le *Catalogue... James de Rothschild*, t. IV, n° 3130, et le n° 915 de la Collection Dupuy.

2. Cf. H. Harrisse, p. 88 et 118.

3. H. Harrisse, p. 8 et 9 et note 1 de la p. 9.

4. Collection Moreau 846, fol. 76 ; cité par L. Delisle, t. I, p. 423.

au roi¹. Après la mort de Jacques-Auguste II de Thou (26 septembre 1677), l'hôtel de la rue des Poitevins (1^{er} décembre 1679) et la bibliothèque (1679-1680) furent vendus². Colbert, suivant le conseil de Baluze, acquit les manuscrits anciens³. Les imprimés et les manuscrits modernes, c'est-à-dire la Collection Dupuy, devinrent la propriété du président à mortier Jean-Jacques Charron de Ménars⁴. D'après un mémoire autographe de Clément⁵, de Thou, obligé d'abandonner sa bibliothèque à ses créanciers, trouva moyen de vendre à son profit particulier le recueil des manuscrits de Dupuy, qui étaient dans une chambre séparée et dont on n'avait pas connaissance. Ce fut fait par un traité secret et qu'il était de l'intérêt de l'acquéreur de ne pas divulguer ; aussi, ajoute Clément, « les manuscrits ne sont veüs de personne et ils ont esté mis dans un lieu où il est difficile qu'on puisse en faire aucun usage. On croit même dans toute apparence que M... n'y est pas fort attaché et, pour peu qu'on lui témoignât le dessein qu'on auroit de les faire mettre dans la Bibliothèque du Roy en le remboursant de ce qu'ils luy ont coûté, on croit pouvoir assurer qu'il s'en feroit honneur, pourveu qu'on luy en fist parler par quelque personne d'autorité et de confiance. » Attaché ou non à la Collection Dupuy, Charron de Ménars l'augmenta sensiblement. Aux 798 volumes classés et catalogués, il ajouta⁶ :

1^o Les 39 volumes in-4^o ou in-8^o qui n'avaient pas été définitivement mis en ordre. Ces volumes sont énumérés dans le volume de la Collection Dupuy 883, fol. 123, de la main de Pierre Dupuy, sous forme alphabétique⁷, dans les mss. français 24481, p. 660-664, et 19198, fol. 458. Nous avons

1. H. Harrisse, p. 15-17.

2. H. Harrisse, p. 23, 26, 247-254.

3. L. Delisle, t. I, p. 470-471, et H. Harrisse, p. 22.

4. L. Delisle, t. I, p. 471, et Harrisse, p. 28 et note.

5. Pièce justificative n^o VI.

6. Cf. L. Delisle, t. I, p. 423. — On voit combien est justifiée la note qui se trouve au fol. 4 du tome I du Catalogue alphabétique de la bibliothèque de J.-A. de Thou : « M. le marquis de Ménars, qui possède cette illustre bibliothèque depuis l'an 1680 et qui l'a enrichie de plusieurs livres très bons et très rares. » Cf. Dorez, t. II, p. 635.

7. Dupuy en ajoute un quarantième (Collection Dupuy, volume 925) ; c'est, en réalité, le XXIV^e, qui ne figure pas dans la liste de Dupuy.

dressé la concordance des numéros de ces 39 volumes et de ceux qu'ils portent actuellement :

I	= fr. 6042.	XXI	= Dupuy 934.
II	= Dupuy 956.	XXII	= — 820.
III	= — 943.	XXIII	= — 736, 203 et 843 (?)
IV	= — 950.		
V	= n. a. fr. 10735.	XXIV	= — 925 (?).
VI	= Dupuy 832.	XXV	= — 941.
VII	= — 901.	XXVI	= — 815.
VIII	= — 944.	XXVII	= — 815.
IX	= — 942.	XXVIII	= ?
X	= — 953.	XXIX	= Dupuy 931.
XI	= — 903.	XXX	= — 937.
XII	= — 952 <i>bis</i> .	XXXI	= — 936.
XIII	= — 954.	XXXII	= — 935.
XIV	= — 955.	XXXIII	= — 919.
XV	= — 810.	XXXIV	= — 918.
XVI	= — 952.	XXXV	= — 917.
XVII	= — 896.	XXXVI	= — 920.
XVIII	= — 896.	XXXVII	= — 921.
XIX	= — 896.	XXXVIII	= — 947 (?).
XX	= — 940.	XXXIX _f	= — 922.

2^o Il y ajouta les recueils de Besly¹ et différentes correspondances, qui n'étaient pas portées sur le catalogue des Dupuy (vol. 799, 800-803, 806, 812, 813, 819, 829, 830, 836, 838, 881, 898, 909, 915 et 945 de la Collection Dupuy).

3^o Enfin d'autres manuscrits, qu'il réussit à se procurer et dont plusieurs furent reliés à ses chiffre et armes, d'azur au chevron d'or, accompagné de trois étoiles du même (Collection Dupuy, vol. 863, 864, 866-868, 875, 892, 893, 907, 926, 928 et 930).

La *Bibliotheca Menarsiana* ne devait pas avoir une vie bien longue. Entre 1701 et 1713, une partie en fut vendue à l'évêque de Strasbourg, Armand-Gaston-Maximilien de Rohan, plus tard cardinal de Soubise ; une autre devait être dispersée en vente publique à La Haye en 1720². Comme on parlait de la mise en vente des manuscrits de Dupuy, l'abbé

1. Les numéros ont déjà été cités.

2. H. Harisse, p. 40-42.

de Targny, garde de la Bibliothèque du roi, fit savoir au bibliothécaire, l'abbé Bignon, combien « il importait de prendre des mesures afin qu'ils n'échappassent point à la Bibliothèque du roi » ; mais les embarras financiers de l'État ne permirent pas de donner suite au projet¹. Le 10 avril 1720, Marie-Thérèse Charron de Neufville et Marie-Françoise-Thérèse Charron de Nozieux, filles et héritières du président de Ménars, vendirent la Collection au procureur général Guillaume-François Joly de Fleury pour 25,000 livres². Joly de Fleury s'intéressa-t-il lui-même aux manuscrits, c'est possible, mais nous en avons peu de preuves³. Il continua cependant les traditions libérales des Dupuy, ainsi qu'en témoigne, au volume 61 de la Collection Joly de Fleury, dossier 620, fol. 35 à 43, une correspondance, en date de 1725-1727, de Thomas Carte (Phillips), demandant au procureur général communication de manuscrits de la Collection Dupuy en vue de son édition du texte original latin des *Histoires* de J.-A. de Thou, par lui préparée à Paris (1722-1728) et publiée à Londres par Buckley en 1733⁴. On trouve également des copies faites, par ordre du procureur général, en vue de cette nouvelle édition, d'après divers volumes de la Collection Dupuy (707, 708, 180, 358, 408, 409 et 490)⁵. Le président Bouhier examina et emprunta aussi beaucoup de volumes de la Collection Dupuy de 1728 à 1732⁶. Enfin, dans un autre volume de la Collection Joly de Fleury⁷, nous trouvons des traces de la libéralité du procureur général. Il prêtait les volumes de la Collection Dupuy, entre autres, à Le Roy, doyen de l'Ordre des Avocats⁸, à J.-B.-Fr. Durey de Meynières, président au Parlement de Paris⁹.

1. L. Delisle, t. I, p. 424.

2. Archives du Département des manuscrits. Vingt et un volumes étaient alors en déficit.

3. Cf. pourtant aux volumes 892 et 922, L. Dorez, t. II, p. 638 et 652. Notons qu'il voulut vendre au roi ses manuscrits le plus tôt possible.

4. Cf. H. HARRISSE, p. 121.

5. Collection Joly de Fleury, volume et dossier cités, p. 61 et suiv. Ce dossier m'a été indiqué par M. Bondonio.

6. Bibl. nat., ms. français 24481, p. 807 (1 et 2).

7. Volume 2491.

8. Plusieurs lettres de ce personnage, pour demander et rendre des volumes de 1744 à 1746, se trouvent dans le volume 2491 de la Collection Joly de Fleury, fol. 2, 5, 7, 10, 11, 13 et 25.

9. Lettres de 1746 à 1748, aux fol. 14-16, 18-24 et 26-46.

Mais Joly de Fleury n'avait pas l'intention de conserver la Collection Dupuy, et nous avons trouvé dans la Collection qui porte son nom un dossier fort intéressant au sujet de l'histoire de la vente du « recueil » des frères Dupuy¹. Dès 1740, Guillaume-François Joly de Fleury essayait de le vendre au roi. Le 14 mai de la même année, le ministre Maurepas écrivait au procureur général pour lui annoncer le refus du cardinal de Fleury de proposer au roi pour sa Bibliothèque l'acquisition des manuscrits de Dupuy. Le cardinal se retranchait derrière les circonstances présentes, qui ne permettaient pas de penser à des dépenses extraordinaires². Les fils de Guillaume-François se préoccupèrent quelques années plus tard de cette vente. Vers 1751, Jean-François Joly de Fleury écrivait à son frère Guillaume-François-Louis d'agir par lui-même sur le garde des sceaux, Machault d'Arnouville³. En 1752, Sallier écrivit à Joly de Fleury que d'Argenson avait parlé au roi des manuscrits⁴, et Guillaume-François fit rédiger un projet de traité particulier, sous signatures privées⁵, pour la remise à la Bibliothèque du roi des manuscrits de Dupuy par lui possédés, avec leur catalogue,

1. Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337.

2. Maurepas écrivait de Marly à Joly de Fleury, le 14 mai 1740 : « Il seroit, Monsieur, très avantageux pour la Bibliothèque du Roy d'y réunir les manuscrits de feu M. Dupuy, dont vous voulés bien vous détacher ; mais Son Éminence, qui sait ce qu'ils vous ont coûté, ne croit pas devoir en proposer au Roy l'acquisition dans les circonstances présentes ; elles ne permettent pas que l'on pense à aucunes dépenses extraordinaires ; quoy qu'on [n']ait pas encore lieu de prévoir de malheurs considérables, il seroit fort à désirer que le temps devint plus favorable dans cette précieuse saison. Je profiterai des occasions qui se présenteront de reparler de votre recueil à Son Éminence, et je vous supplie de croire que je saisirai toujours avec empressement celles où je pourrai vous marquer les sentiments avec lesquels je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur » (Bibl. nat., Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337, fol. 197 et v^o).

3. Nous donnons comme pièce justificative n^o VII le passage de cette lettre qui intéresse la Collection Dupuy.

4. Lettres de Sallier « de la Bibliothèque du Roy », les 24 février et 22 mars 1752 (Bibl. nat., Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337, fol. 201 et 202).

5. Bibl. nat., Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337, fol. 203. Le procureur général et sa famille firent copier, sans doute au sujet de cette vente, des pièces relatives à la Collection Dupuy : le testament de Jacques Dupuy (copie faite sur le volume 835 de la Collection Dupuy, fol. 205-208, et qui occupe les fol. 190-194 du dossier cité de Joly de Fleury), la donation faite au président de Thou, le 16 juillet 1656 (copie faite sur le volume 835 de la Collection Dupuy, fol. 216-219, et occupant les fol. 194-196 du dossier cité de Joly de Fleury).

à condition que Bignon lui fasse exécuter des copies de ces manuscrits, copies qu'il offrait de faire confectionner lui-même, contre un paiement annuel de l'abbé Bignon sur les fonds de la Bibliothèque. Dans un mémoire¹ fort intéressant, dont nous avons la minute avec corrections autographes, de Jean-François Joly de Fleury, il est dit qu'en 1720, quand les 934 volumes de la Collection Dupuy furent mis en vente par M^{lles} de Ménars, Guillaume-François Joly de Fleury, procureur général, en parla au duc d'Orléans, qui ne voulut les payer qu'en billets de banque, ce que M^{lles} de Ménars refusèrent. Il se présenta des acquéreurs, tous étrangers, surtout anglais, et le procureur général fit l'achat par un contrat de constitution de 1.000 livres de rente, au principal de 25.000 livres (10 avril 1720). Depuis lors, les arrérages payés montant à 32.000 livres et le total s'élevant à près de 60.000 livres, pourtant, « quoique le procureur général du Roy se soit ainsy sacrifié pour ne pas laisser échapper dans des mains étrangères des manuscrits aussy précieux, il les a toujours regardés moins comme son propre patrimoine que comme un bien qui ne pouvoit appartenir qu'au Roy ». Aussi il renouvela l'offre faite à Maurepas (1740) et en proposa l'acquisition, en demandant seulement des copies, « parce que ces manuscrits renferment une foule de monuments dont le procureur général du roy ne peut se passer pour la defense du Domaine et des droits de la Couronne de Sa Majesté² ».

Le 8 février 1754, d'Argenson écrivait à Joly de Fleury pour lui dire que le roi trouvait juste de l'indemniser et lui adressait copie d'une lettre par lui envoyée à l'abbé Bignon, inspirée du mémoire précédent et où il ordonnait de la part du roi au maître de la Librairie de convenir du paiement et remise des manuscrits, d'en passer acte et de faire donner à Joly de Fleury les copies déjà à la Bibliothèque du roi, en attendant de lui faire compléter cette collection³. Mais

1. Bibl. nat., Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337, fol. 204-206. Il existe des copies de ce mémoire dans les mêmes volume et dossier, fol. 206-207, 208-209, 210-211, 212-213 et 224-225.

2. Cf. dossier cité, fol. 215 et suiv., nouveau projet de traité pour la vente des manuscrits Dupuy, brouillon des fol. I-VII du ms. nouv. acq. franç. 5715 ; de même fol. 219-221.

3. Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337, fol. 237 et 238.

l'abbé Bignon, dans une lettre du 21 juin 1754 à Joly de Fleury, déclarait qu'il n'avait ni instructions pour les copies, ni argent pour les faire faire¹. Enfin, le 10 juillet 1754 fut passé l'acte de vente, qui figure en tête du catalogue même de la Collection (nouv. acq. franç. 5715, p. I-VII). Joly de Fleury s'en rapportant au roi pour fixer l'indemnité à lui due et le suppliant de lui faire délivrer des copies, le roi acceptait ses propositions et lui promettait une somme de 60.000 livres et des copies de la Collection. L'abbé Bignon ayant déclaré avoir reçu en la Bibliothèque du roi les manuscrits de Dupuy et le catalogue (ms. nouv. acq. franç. 5715), Joly fit constater qu'il n'avait pas reçu vingt et un des volumes mentionnés au catalogue et qu'on ne lui en avait remis que 756 en 1720, qu'il ajoutait aux 178 trois volumes formant le « Supplément à la table des manuscrits de M. le président de Ménars », que quatre des vingt et un volumes déficitaires lui étaient revenus, que onze volumes par lui prêtés manquaient. Il en ajoutait enfin dix autres ne figurant ni sur le catalogue, ni au supplément². Sur ce même catalogue, à la p. 923, Sallier nota de sa main : « Le 13 de juillet 1754, ces manuscrits ont été apportés à la Bibliothèque du Roy de chés Mr Joly de Fleury, ancien procureur général, et le même jour il m'a envoyé les dix volumes qui ne sont point énoncés sur le présent catalogue, quoyqu'ils semblent être du nombre de ceux de Mr Dupuy. Le récolement a été fait le 20^e juillet et tout s'est retrouvé, excepté les déficit marqués dans l'acte³. » Le 17 juillet, Guillaume-François Joly de Fleury rédigeait un projet de lettre au garde des sceaux, qu'il soumit à son fils⁴. Il rappelait dans quelles conditions il avait acquis la Collection, annonçait que le récolement était fait, les volumes transportés à la Bibliothèque du roi, et demandait que son indemnité fût fixée à dix contrats de principaux de rente à 3% de 6.000 livres chacun. Machault écrivit à Guillaume-François, lui annonçant que,

1. Collection Joly de Fleury, volume et dossier cités, fol. 239.

2. Pièce justificative n° VIII.

3. Dans l'« État des avances faites par M. l'abbé Sallier, pour la Bibliothèque du Roy, pendant le quartier d'octobre, novembre et décembre 1754 », figure une somme « pour le transport des mss. de M. Du Puis de chez M. le Procureur général, le 13 juillet dernier. » (Archives du Département des manuscrits.)

4. Collection Joly de Fleury, volume et dossier cités, fol. 244 ; cf. fol. 240-242.

sur son rapport, le roi accordait à Joly de Fleury 60,000 livres en contrats de rente sur les postes à 3 %, pour lui tenir lieu du principal et des arrérages. Après avoir signé, il ajoutait ces trois lignes autographes : « Je vous feray, Monsieur, bien volontiers remettre ce capital en dix contractz de 6,000 l. t. chacun, dès que vous proposés cet arrangement¹. » Enfin, le 4 août 1754, Machault écrivait à Guillaume-François-Louis Joly de Fleury : « L'affaire des manuscrits est finie et je l'ay déjà mandé à M. votre père². »

Restait la question des copies. Dès le 26 avril 1753, Sallier avait écrit à Jean-François Joly de Fleury pour conclure un arrangement avec lui à ce sujet³. Il joignit à sa lettre une liste des copies déjà faites dans des volumes de la Collection Dupuy⁴. Puis l'affaire resta en suspens. En 1777, pour satisfaire les héritiers de Guillaume-François, on songea à acquérir les copies des manuscrits de Dupuy qui étaient dans la bibliothèque du duc de La Vrillière (sans doute la compilation achetée en 1824 pour la bibliothèque de l'hôtel de ville de Paris, formant quarante-huit volumes in-4^o et contenant les copies, aujourd'hui brûlées, d'une partie des pièces renfermées dans 231 des tomes 17-776 du recueil original)⁵. L'acquisition ne fut pas faite et Joly de Fleury chargea l'avocat Pitorre de lui faire un extrait de chacun des volumes de la Collection Dupuy ; celui-ci fut payé sur les fonds de la Bibliothèque, de 1785 à 1792. Nous trouvons trace de ces copies dans des notes insérées aux fol. 1 du volume 209 et 3 du volume 213 de la Collection Dupuy, notes adressées par Joly de Fleury à Caussin de Perceval, garde des manuscrits, pour le prier, la première, de faire remettre les volumes 213-215 à Pitorre, en échange des volumes 208-212, rendus ; la deuxième, en échange

1. Collection Joly de Fleury, volume et dossier cités, fol. 245.

2. Ibid., fol. 222.

3. « J'ay l'honneur de vous envoyer, Monsieur, les notices d'un nombre de volumes de copies de M^{re} Dupuy. La délivrance deviendra d'une longueur infinie si vous jugés qu'elle doive se faire ainsi : ne seroit-il pas plus commode pour cette affaire d'envoyer les volumes de manuscrits originaux et sur l'inspection de ces volumes on vérifieroit les copies et on vous les délivreroit? Votre catalogue ne m'est d'aucun secours pour l'opération présente, il faut d'ailleurs vérifier les manuscrits originaux mêmes sur le catalogue ; au reste, je m'en rapporte à ce que vous ordonnerés » (Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337, fol. 227).

4. Collection Joly de Fleury, volume et dossier cités, fol. 229-236.

5. L. Delisle, t. I, p. 424 et note 1.

des volumes 213 et 214, rendus, de faire remettre à Pitorre les volumes 216-218¹. En 1792, Pitorre avait dépouillé les 436 premiers volumes de la Collection et son travail remplissait trente-cinq volumes, que la famille Joly de Fleury céda à la Bibliothèque en 1836. Ils forment aujourd'hui les manuscrits français 6502-6535².

On a tenté de rattacher à la Collection Dupuy diverses séries de manuscrits n'ayant aucun rapport avec elle. C'est ainsi que la Collection de Noailles (mss. franç. 6367-6416) fut longtemps appelée « suite de la Collection Dupuy³ ». C'est également par erreur qu'on a voulu rattacher à cette Collection le recueil de lettres qui forme aujourd'hui les nos 6622 à 6627 du fonds français⁴.

La Collection était déjà cartonnée au moment de son acquisition pour la Bibliothèque du roi, et de 1828 à 1831 environ elle reçut la demi-reliure dont elle est revêtue aujourd'hui⁵.

Plusieurs catalogues ont été rédigés de la Collection Dupuy⁶ :

1^o Le catalogue original de la Collection, qui porte aujourd'hui le n^o 5714 des nouv. acq. du fonds français. Il est entré dans les collections de la Bibliothèque nationale en 1862, à la suite de l'échange fait avec les Archives nationales, où il portait la cote MM 938. Il compte 901 pages et comprend le catalogue des 801 premiers volumes de la Collection Dupuy. Pierre Dupuy a rédigé les notices des nos 1 à 441 et 444 à 764 ; Jacques y a ajouté des annotations et corrections et a rédigé les notices des volumes 442, 443 et 765 à 798. Les volumes 799 à 801 sont catalogués d'une autre main, qui a écrit avant le volume 778 : « Supplément à la table des manuscrits de M. le président de Ménars. » Au cours du classement, les frères Dupuy changèrent les numéros de quelques manuscrits. Ce fut seulement vers 1655 que la classification fut

1. Ces deux notes sont du 15 et du 28 octobre 1789.

2. L. Delisle, t. I, p. 424 et note 2.

3. L. Delisle, t. I, p. 414.

4. *Ibid.*, t. III, p. 370.

5. Lalanne et Bordier, *Dictionnaire des autographes volés*, p. 116-125 et notes.

6. Pour cet exposé, nous avons consulté les catalogues manuscrits seulement de la Bibliothèque nationale et nous avons utilisé l'avertissement de l'*Inventaire abrégé de la Collection Dupuy* de L. Delisle.

définitivement arrêtée, mais on n'avait pas attendu cette date pour consulter le catalogue et le copier. C'est pourquoi, dans les nombreux états de ce catalogue que l'on conserve à la Bibliothèque nationale, on constate des divergences, et il est facile de voir si les catalogues correspondent à l'original et ont reproduit ses remaniements, ou s'ils sont antérieurs à 1655.

2° Le catalogue coté nouv. acq. franç. 5715, qui a appartenu à Charron de Ménars et à Joly de Fleury et a servi pour les ventes de 1720 et 1754, a connu le catalogue original après 1655 et le continue jusqu'au n° 958.

3° Le catalogue coté nouv. acq. franç. 5716 est une copie du précédent et comprend à la fin l'inventaire détaillé des quatorze volumes que Luillier laissa à Jacques Dupuy. Cette dernière partie est copiée sur le ms. nouv. acq. franç. 5723, « Inventaire des quatorze volumes contenant divers recueils et mémoires que Mons^r Luillier, conseiller du roy au Parlement de Metz, m'a laissez par son testament, avec la table des principales matières » (1653), qui est tout entier de la main de Jacques Dupuy et concerne les volumes 845-857 et 958 de la Collection.

4° Le catalogue inscrit sous le n° 5717 des nouvelles acquisitions du fonds français a appartenu à Joly de Fleury. En tête du feuillet de garde, on lit la mention : « C'est à M^r le Procureur général. » Il comprend 777 numéros et se rattache aussi au dernier état du catalogue original.

5° Le manuscrit français 19198 a été copié également sur le manuscrit original de Pierre Dupuy, corrigé par Jacques. Il comprend 764 numéros, c'est-à-dire tout ce qui a été catalogué par Pierre Dupuy, en y ajoutant, au fol. 458, une liste des manuscrits in-4° et in-8°, suivie d'une table alphabétique.

6° Le manuscrit 90 des Mélanges de Colbert comprend seulement les n°s 1 à 466 de la Collection Dupuy, avec la plupart des corrections de Jacques Dupuy.

D'autres copies nous donnent des états du catalogue antérieurs à 1655 et ne présentent pas les corrections faites par Jacques Dupuy au catalogue original :

Catalogue des 531 premiers volumes : Mss. franç. 24482 et 24483 (avec table alphabétique); — nouv. acq. franç. 5721 et 2087.

Catalogues des 607 premiers volumes : Mss. franç. 23426 et 23427 (avec table alphabétique); — nouv. acq. franç. 5720; — franç. 22577-22579, — 19199 et 4462-4464; — nouv. acq. franç. 5718 et 5719 (ne comprenant l'inventaire que des 606 premiers volumes).

Catalogue des 764 premiers volumes : Ms. franç. 24481 (avec une table alphabétique et le catalogue des vol. cotés I-XXXIX¹).

Catalogue des 770 premiers volumes : Mss. franç. 13004 et 13005 (en partie de la main de l'abbé de Targny, qui y a ajouté plusieurs corrections de Jacques Dupuy).

Catalogues des 777 premiers volumes : Mss. nouv. acq. franç. 106-108 (avec tables), — et Clairambault 1029.

Catalogue des 958 volumes : Ms. nouv. acq. franç. 20808 (avec l'inventaire des quatorze volumes de Luillier).

Au premier état du catalogue se rattache un inventaire abrégé des 607 premiers numéros. Nous en avons trois exemplaires : les mss. franç. 2877 (avec table), — 4465, — et Fontanieu 804-806 (aujourd'hui nouv. acq. franç. 7935, copie du précédent).

On possède aussi des catalogues se rapportant à telle ou telle matière de la Collection Dupuy. Le ms. Moreau 801, fol. 132-136 v^o, « Mémoires des testaments, vies, éloges et lettres d'habiles hommes, qui sont dans la bibliothèque de Messieurs Dupuy depuis le 1 volume jusques au 606 », est un inventaire très sommaire. Les mss. nouv. acq. franç. 5724 à 5727 offrent le catalogue d'une partie seulement des manuscrits de la Collection². Un dépouillement chronologique est contenu dans les mss. nouv. acq. franç. 5594-5615. Le ms. franç. 13061 contient les papiers de Pierre Pitois, marquis de Quincy, grand bailli d'épée du Nivernais, qui, au fol. 8, donne un catalogue alphabétique et aussi numérique « des mss. de M^{rs} Dupuy, dont je veux (écrit-il) faire des extraits pour mon ouvrage que je veux faire paraître, 1775 et 1776 ». Au volume 816 de la Collection Dupuy, fol. 134 et suiv., se trouve le catalogue par Jean Besly du volume 306 de cette Collection. A cette caté-

1. Ce volume, copié sur la partie cataloguée par Pierre Dupuy du ms. nouv. acq. franç. 5714, renvoie dans la marge aux numéros des pages de ce ms.

2. Travail récent, voir une note de La Porte du Theil.

gorie de catalogues se rattachent les listes des contrats de mariage des rois de France, etc., des testaments, des pouvoirs et lieutenances générales, des rangs et séances, des traités contenus dans la Collection Dupuy. Ces listes fragmentaires ou complètes sont dans les mss. : Collection Dupuy, vol. 883 (de la main de Pierre et Jacques Dupuy), franç. 4465, franç. 2877, nouv. acq. franç. 7935, franç. 6555, nouv. acq. franç. 107 et 108, 5719, 5721, franç. 23427, franç. 2792, franç. 2746 et Clairambault 1029.

Les tables alphabétiques de la Collection sont nombreuses, dérivant plus ou moins de celle qui occupe le volume 883 de la Collection Dupuy et est de la main de Pierre, avec quelques additions de Jacques. Citons les mss. nouv. acq. franç. 5728, 5729 et 5730, copies voisines, et des tables abrégées : Clairambault 1029, nouv. acq. franç. 5718 et 5721, franç. 23427, franç. 2877 et 2624. Ces tables renvoient à des numéros qui peuvent avoir été changés par les Dupuy au cours du classement.

Le classement primitif des 607 premiers volumes (franz. 2877, 4465) a été publié par Montfaucon dans sa *Bibliotheca bibliothecarum mss. nova*, t. II, p. 851-863, et reproduit dans le *Dictionnaire des manuscrits* de Migne, t. I, 1023-1048 ; il forme la base de l'*Inventaire sommaire des volumes 1-777 de la Collection Dupuy*, publié par Louis Paris dans les tomes VIII-X et XIII-XV du *Cabinet historique*¹. En 1882, Léopold Delisle a donné un *Inventaire abrégé de la Collection Dupuy* dans le *Cabinet historique*, nouvelle série, t. I^{er}, p. 527-555².

Les manuscrits de la Collection Dupuy furent souvent copiés. Il nous est impossible d'en énumérer ici toutes les copies. Nous nous en tiendrons aux plus célèbres. Pierre Dupuy surveilla la confection de copies pour le chancelier Séguier. Au fol. 240 du ms. franç. 17500, nous trouvons cette mention de sa main : « 72 volumes que j'ai faict copier par l'ordre de monseigneur le Chancelier » ; suit la liste des vo-

1. Ajoutons la *Table des manuscrits des frères Dupuy en ce qui concerne Troyes et la Champagne*, publiée par Corrad de Bréban dans l'*Annuaire administratif du département de l'Aube* (1855), t. XXX, II^e partie, p. 99-112.

2. On y trouve, et on ne trouve que là, la concordance des numérotations actuelle et ancienne des volumes de la Collection Dupuy.

lumes copiés. Nous avons cité les copies de Pitorre ; dans la Collection Joly de Fleury, il y a beaucoup de copies de la Collection Dupuy. Enfin, plusieurs volumes de la Collection de Noailles sont des copies des manuscrits de Dupuy.

La Collection Dupuy était à peine constituée que déjà on y pouvait constater des déficits consécutifs de prêts ou de vols. En tête de la table alphabétique contenue dans le volume Dupuy 883, au fol. 3, de la main de Pierre Dupuy, figure la liste suivante des volumes, dont l'absence était déjà constatée :

12. Courtenay.	310. Rapport de Jean Juvénal des Ursins.
13. Courtenay.	320. Privilèges des marchands estrangers.
14. Courtenay.	372. Inventaire de titres (?) ² .
17. Parlement de Paris.	404-406. Droits du roi sur divers estats.
48. Vie de M. de Roissy.	449. Histoire du grand schisme d'Occident.
73. Voyage de feu M ^r le Prince, en vers.	475. Quelques mémoires du Levant.
77. Procès des Templiers.	481. Divers discours politiques ³ .
114. Extraits de plusieurs traités de paix ¹ .	546. Parlement de Paris.
120. Lettres italiennes en 1563.	632. Observations sur l'histoire de M ^r de Thou.
164. Inventaire du Trésor des chartes.	668. Extraits de plusieurs livres.
225. Parlement de Paris.	768. Lettres de M. de La Thuillerie, ambassadeur à Venise.
242. Chevaliers du Saint-Esprit.	773. Registre du temps de François I ^{er} et Henri II.
270. Relation de la République de Venise.	
296. Instructions de divers nonces en Portugal.	

Nombre total : 28.

Sur le même exemplaire, Nicolas Clément compléta cette liste des déficits, en y ajoutant les articles suivants : « Au fol. 4 du vol. 84, manque un acte entre Louis, duc d'Orléans,

1. Biffé d'un trait rouge.
2. Dans la marge, d'une autre écriture : [372]. « Iter germanicum Danielis Heremitaë Belgae. »
3. Biffé d'un trait rouge et dans la marge : « Rendu par M^r Clément. »

et Pierre, duc de Bourbon, et autres grands du royaume qui se promettent amitié et union pour le service du roy, 1492. — Autre acte à mesme fin par Anne, reyne de France, à Louis, duc d'Orléans, Pierre et Anne, duc et duchesse de Bourbon ; l'acte est notable. » — Manquent 106, 114, 148. Une autre main a ajouté : « Manque 352, Indice di diverse scrittura antiche e moderne ; manque 355, Mémoire de la vie du pape Grégoire X. »

Le 10 avril 1720¹, Joly de Fleury mentionne l'absence de vingt et un volumes ; ce sont les n^{os} 17, 48, 73, 77, 120, 164, 225, 242, 296, 320, 352, 363, 372, 404, 405, 406, 449, 475, 632, 668 et 773. En revanche, il avait reçu des filles de Charron de Ménars, au lieu des 178 volumes du Supplément, 181 volumes. Il recouvra quatre des volumes déficitaires (17, 164, 225, 352) et, en 1754, céda la Collection diminuée des dix-sept volumes susdits. Par suite des prêts par lui faits, il remit au roi onze volumes en moins (52, 96, 466, 626, 881, 895, 906, 918, 943, 945 et 957), et, les quatre premiers de ces volumes lui ayant été renvoyés par les emprunteurs, il les fit remettre à Sallier le 2 octobre 1755. Enfin, Joly, en 1754, remit à la Bibliothèque du roi dix volumes, qui paraissent être aujourd'hui respectivement les mss. Dupuy 449, franç. 6416 (?), 6415 (?); Dupuy 881, franç. 6367 (?); Dupuy 952 bis, 918, 941 et 943.

Nous ne poursuivrons pas plus loin ici l'historique des vicissitudes de la Collection Dupuy. Aussi bien, dès 1851, dans les *Observations sur le commerce des autographes*, qui précèdent leur *Dictionnaire des autographes volés*, L. Lalanne et H. Bordier, puis après eux, en 1888, L. Delisle, dans la préface de son *Catalogue des manuscrits des fonds Libri et Barrois*, ont-ils signalé et justement stigmatisé les détournements frauduleux qu'y ont commis des mains criminelles au cours de la première moitié du xix^e siècle².

S. SOLENTE.

1. Pièce justificative n^o VIII.

2. Nous nous réservons, dans la préface qui paraîtra prochainement en tête du catalogue de L. Dorez, de rappeler les déficits aussi bien que les réintégrations de volumes constatés dans la Collection Dupuy, et d'indiquer la liste des manuscrits de cette Collection passés dans d'autres fonds.

CONCORDANCE DES NUMÉROS
DES MANUSCRITS DE DUPUY AVEC LE CATALOGUE DE CLÉMENT
(1682)
ET LES CATALOGUES ACTUELS.

DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS	DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS
1	2245	Grec 107 et A	33	6311	Latin 6719
2	5255	Latin 5730	34	5502	— 7490
3	5558	— 7719	35	9712	Franç. 5097
4	5479	— 7651	36	9675	Latin 5966
5	4934	— 4950	37	5303	— 8670
6	3799	— 2278	38	3971	— 1623
7	7344	Franç. 1065	39	5497	— 7512
8	8324	— 2649	40	5496	— 7498
9	6856	— 198	41	4025	— 1790
10	4741	Latin 6425	42	5519	— 7701
11	7200	Franç. 805	43	3995	— 1789
12	4955	Latin 6286	44	»	Copenhague, fonds Thott, n ^o 555.
13	4273	— 3124			
14	8354	Franç. 2699			
15	3736	Latin 1662	45	10205	Latin 5227
16	9619	— 5938	46	5206	— 6811
17	3823	— 812	47	6134	— 8248
18	5073 b	— 7900 A	48	5612	— 8004
19	3789	— 2122	49	4034	— 8090
20	5157	— 4528	50	5480	— 7641
21	5043	— 2320 A	51	5624	— 8067
22	4693	— 7312	52	7077	Franç. 587
23	3764	— 2065	53	»	»
24	»	»	54	5618	Latin 8048
25	5309	— 7521	55	7640	Franç. 1642
26	5537	— 8536	56	6000	Latin 6651
27	5365	— 7181	57	5992	— 6149
28	4166	— 3128	58	4079	— 2483
29	5336	— 8539	59	5986	
30	5047	— 7499	60		
31	7962	Franç. 2103	61		
32	5614	Latin 8013			

DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS	DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS
62	5529	Latin 7775	100	4319	Latin 2682
63	4332	— 2781	101	4336	— 2793
64	6126	— 8184	102	4343	— 2828
65	4026	— 1792	103	6132	— 8198
66	»	»	104	4415	— 3582
67	6112	— 7841	105	6581	— 6256
68	5973	— 6143	106	4606	— 3764
69	6078	— 8777	107	»	»
70	7893	Franç. 1928	108	5960	— 6834
71	4347	Latin 8170	109	281	Hébreu 1242
72	4430	— 5580	110	7987	Franç. 2163
73	5220	— 4885	111	6137	Latin 8245
74	5190	— 4633	112	10394	Franç. 5978
75	6089	— 7824	113	6066	Latin 7677
76	6166	— 6732	114	4345	— 2834
77	4429	— 584	115	4432	— 5599
78	10317	— 6267	116	4348	— 2846
79	4320	— 2684	117	6136	— 8242
80	4428	— 5565	118	6135	— 8239
81	5941	— 592	119	4321	— 2695
82	3466	Grec 1796	120	4586	— 2980
83	4410	Latin 588	121	4625	— 1318
84	4334	— 2788	122	9645	Franç. 4973
85	10504	— 6275	123	5573	Latin 7900
86	4313	— 1002	124	9676	Franç. 5049
87	6150	— 8232	125	3957	Latin 5071
88	5942	— 4719	126	5574	— 7904
89	4426	— 5547	127	7365	Franç. 1111
90	3039	Grec 1413	128	5046	Latin 7501
91	6157	Latin 8275	129	5030	— 7640
92	10423	— 6158	130	7201	Franç. 808
93	3268	Grec 2975	131	4899	Latin 4876
94	3431	— 1149	132	4949	— 5845
95	»	»	133	4901	— 4884
96	6604	Latin 8460	134	2545	Grec 1651
97	41	— 5666	135	5037	Latin 7585
98		— 7102	136	9849	Franç. 5337
		— 7737	137	3876	Latin 859

DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS	DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS
138	9821	Latin 4641 B	174 ¹	4583	Londres, Brit.
139	4733	— 5783			Mus., Harley,
140	7443	Franç. 1265			1802
141	4217	Latin 5281	175	5185	Latin 4403 A
142	4902	— 4887	176	5298	— 5797
143	5304	— 8674	177	5398	— 6830 F
144	4908	— 4858	178	4364	— 2903
145	4020	— 2132	179	3706	— 262
146	5545	— 6331	180	5451	— 7886
147	3998	— 1866	181	»	»
148	4045	— 2266	182	»	»
149	5487	— 6413	183	4067	Arsenal 717
150	5243	— 5717	184	4356	Latin 2854
151	5625	— 8051	185	5948	— 4331
152	5346	— 6387	186	9630	Franç. 4957
153	5483	— 7675	187	4116	Latin 2605
154	4078	— 4221	188	5486	— 6414
155	9656	Franç. 5001	189	4014	— 1938
156	3984	Latin 1721	190	5645	— 8118
157	5341	— 8545	191	»	»
158	5503	— 7491	192	5959	— 6832
159	9989	Espagnol 99	193	5278	— 5752
160	4027	Latin 2170	194	10196	— 5994
161	4950	— 6503	195	3990	— 1820
162	4175	— 5299	196	6090	— 7823
163	4174	— 5324	197	5347	— 6388
164	5367	— 6400 G	198	5245	— 5723
165	5367	— 6400 G	199	5958	— 4832
166	5639	— 8089	200	4329	— 8310
167	3997	— 1862	201	5273	— 5749
167 ^{bis}	»	»	202	6069	— 7543
168	9861	Franç. 5394	203	7613	Franç. 1591
169	3936	Latin 277	204	6087	Latin 7738
170	4734	— 5767	205	4063	— 2440
171	5397	— 6830 D	206	3369	Grec 2489
172	4061	— 2412	207	3129	— 2097
173	4017	— 8084	208	4029	Latin 2166

1. Ce manuscrit fut volé par Aymon en 1707.

DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS	DUPUY	CLÉMENT	N ^{os} ACTUELS
209	6165	Latin 8296	236	10312,3	Latin 5526
210	5509	— 7495	237	5266	— 5774
211	5571	— 7892	238	3864	— 5400
212	7604	Franç. 1569	239	3907	— 6443 A
212 ^{bis}	4329	Latin 8310	240	4071	— 377
213	4064	— 2441	241	4179	— 5355
214	2752	Grec 2664	242	4180	— 5334
215	7471	Franç. 1313	243	5485	— 7599
216	4168	Latin 5061	244	4204	— 4984
217	5491	— 7494	245	10284	— 14768
218	3969 ²	— 2465	246	3847	— 8111
219	4176	— 8501 A	247	6765	— 9042
220	4093	— 5951	248	4732	— 5727
221	7465	Franç. 1305	249	4060	— 317
222	6584	Latin 8519	250	4012	— 2014
223	3959	— 1713	251	3949	— 480
224	8393	Italien 49	252	»	»
225	4477	Latin 1157	253	7771	Italien 550
226	9670	— 9789	254	4717	Latin 4616
227	7266	Allemand 32 ¹	255	»	»
228	4562	Latin 5544	256	»	»
229	3626	— 1618	257	4104	Latin 4211
230	9900	Franç. 5496	258	3865	— 816
231	9847	— 5326	259	3935	— 264
232	»	»	260	3563	— 45
233	4166	Latin 3128		et	et
234	9493	Franç. 4659		3564	— 93
235	3899	Latin 5357			

1. Le ms. allemand 32, Recueil de Manesse, sorti au xviii^e siècle de la bibliothèque Palatine et passé dans la Collection de manuscrits de Dupuy, a été cédé le 23 février 1888 au libraire Trübner, à la suite de l'acquisition des mss. Libri-Barrois et a été replacé dans la bibliothèque de Heidelberg. Cf. G. Huet, *Catalogue des manuscrits allemands*, p. 31, et L. Delisle, *Catalogue des manuscrits des fonds Libri et Barrois*, p. lx et suiv. Il y a une reproduction phototypique de ce ms. (fac.-sim., fol. 271-272).

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

TESTAMENT DE JACQUES DUPUY

(18 juillet 1656¹).

Au nom du Père, du Filz et du saint Esprit.

Je soubzsigné Jacques Dupuy, misérable pécheur, repassant autant que ma memoire me le peult permettre sur le cours de ma vie et considérant que de tous mes frères et sœurs il ne reste plus que moy, c'est pourquoy, cognoissant combien nostre condition est fragile et subjecte à mille accidents et d'aillieurs estant bien advencé dans la soixante cinquiesme année de mon aage, quoyque sain d'esprit et de corps, je désire disposer par ce mien testament de ce qu'il a pleu à Dieu me donner de biens et que je possedderay lors de mon décès.

Premièrement, ayant vescu comme j'ay faict en la confession de mes père, mère et ayeux et de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, j'invoque le nom de Dieu, à ce qu'il luy plaise par l'intercession de la bienheureuse Vierge et des saintz et saintes de Paradis, recevoir mon âme entre ses mains lorsqu'elle partira de ce corps, pour la colloquer avec ses esleus selon les promesses qu'il en a faictes à son église par son fils Jésus-Christ.

Pour le lieu de ma sépulture ma volonté est que ce soit dans l'église de Saint Cosme, ma paroisse, dans l'aisle du chœur, devant l'hostel de la Vierge, auquel lieu mon frère Pierre, conseiller du roy en ses conseilz, a esté inhumé, et prie tant monsieur le curé que les marguilliers de la dicte paroisse de trouver bon que ce soit en cet endroit, et pour ce je donne à monsieur le curé, qui sera lors, cent livres, et à l'œuvre de la dicte église cent cinquante livres une fois payées seulement.

Pour ce qui est de mon enterrement, je désire qu'il se face avec le moins de frais qu'il se pourra, et que ce jour là il soit distribué aux pauvres, dans l'église, la somme de quarente livres.

1. Copie authentique. Bibl. nat., Collection Dupuy, volume 835, fol. 221-227.

Pour mon épitaphe, je désire qu'il soit de la mesme façon que celui de mon dict frère, et pour ce qui est des paroles, à ce que Monsieur Boulliau, prieur de Magny, avec l'advis de mes proches en ordonnera.

Je donne à l'hostel-Dieu de cette ville deux cens livres.

Je donne la somme de cent livres aux pauvres de la paroisse de Saint-Sauveur, dont je suis seigneur en qualité de prieur, et pareille somme aux pauvres de Bazoches ¹ et autant aux pauvres de Vimpelle ², qui dépendent de mon dit prieuré, le tout une fois payé seulement.

Je donne aussy cent livres aux religieux, qui se trouveront lors de mon décès au dit lieu de Saint-Sauveur, pour estre partagez également entr'eulz.

Je donne aussy soixante livres au curé du lieu, à condition que tant le curé que les religieux diront ung service pour le repos de mon âme.

Je donne aux pères Cordeliers du grand couvent de cette ville cent cinquante livres une fois payées seulement, à la charge qu'ilz feront ung service pour le repos de mon âme.

Je donne au sieur Balteau, mon procureur fiscal à Saint-Sauveur, pour les services qu'il m'a renduz et me rend continuellement à mon dict prioré, la somme de trois cents livres une fois payée seulement.

Je donne à Monsieur de la Rivière-Gravier, qui demeure chez monsieur le président de Thou, trois cens livres une fois payez seulement, pour un souvenir de nostre ancienne amitié ³.

Je donne et lègue à monsieur Boulliau, prieur de Maigny, au cas qu'il soit demeurant avec moy au jour de mon décès, comme il y est présentement, mille livres une fois payées seulement, pour reconnoistre en quelque façon la compaignie et assiduité, qu'il m'a rendue, et, comme une marque de l'amitié, que feu mon frère et moy luy avons portée, quoyque cela soit fort au dessoubz de son mérite, et aussy j'entends que ce qui luy sera deub au jour de mon décès de l'appointement de six cens livres, que je luy baille, luy soit payé.

Je donne au Père Louis Jacob de Saint-Charles, de l'Ordre des

1. Bazoches-les-Bray, cant. de Bray-sur-Seine, arr. de Provins, Seine-et-Marne.

2. Vimpelles, cant. de Donnemarie, arr. de Provins, Seine-et-Marne.

3. Sur La Rivière, cf. H. Harrisse, *op. cit.*, p. 77 et *passim*.

Carmes, la somme de deux cens livres une fois payée seulement, pour recognoistre les assistances qu'il m'a rendues.

Pour ce qui est de mes serviteurs et servante, je leur donne à chacun d'eux deux années de leurs gages oultre ce qui leur en pourra estre deub au jour de mon décès ; je donne oultre cela à la Brie, qui me sert de portier, trois cens livres, à Colin, qui me sert de laquais, au cas qu'il soit près de moy au jour de mon décès, cinq cens livres une fois payez seulement ; mais mon intention est que cela soit employé utilement pour luy apprendre un mestier et qu'il ne le dissipe point.

Je donne à Saint Léger, au cas qu'il soit à mon service au jour de mon décès, la somme de mil livres une fois payée seulement, tous mes habitz, linge et hardes et ce qui luy sera deub de ses gages au jour de mon décès, oultre deux années desdictz gages comme aux aultres mentionnez cy-dessus. Me réservant pourtant la faculté d'adjouster ou diminuer à cet article de mes serviteurs selon les changemens qui pourront arriver, les occurences du temps et les services qu'ilz m'auront renduz.

Pour ce qui est de la distribution de mes biens, sans y comprendre ma bibliothèque composée de livres imprimez, mes manuscriptz antiens, mes mémoires escriptz aussy à la main, desquelz j'ay disposé par ung acte séparé, où ma volonté est plus amplement expliquée, je donne et lègue à mon nepveu, Philipès Genoud, conseiller du roy en sa cour de Parlement, filz aîné de feu ma sœur, Marie Dupuy, sa mère, duquel j'ay receu de grandes assistances et devoirs en diverses rencontres et qui est chargé d'une grande famille, la somme de vingt mil livres une fois payée seulement.

Je donne et lègue à Anne Dupuy, ma niepce, fille de Clément Dupuy, mon frère, et de Caterine de Longueval, sa mère, la somme de dix huict mille livres, qui luy sera par moy baillée en cas qu'elle se marie de mon vivant, sçavoir est : huict mille livres en argent comptant la veille des espousailles, et, pour les aultres dix mille livres restans, il sera à mon choix de luy en payer les intérestz à raison du denier vingt ou de rachepter la dicte rente à l'amortir et je veux qu'après mon décès elle reprenne sur tous me biens aultre pareille somme de dix mille livres, le tout ensemble montant à vingt-huict mille livres.

Pour tous mes aultres biens, à la réserve de ce qui est contenu cy dessus, comme aussy de ma bibliothèque imprimée, livres

antiens escriptz à la main, comme aussy mes volumes de mémoires aussy escriptz à la main, en quelque nature et condition qu'ilz soient, meubles, acquistz et conquestz, immeubles, debtes, ceddulles et obligations à une fois payer, argent monnoyé, la cinquieme partie de mes propres, bref, tout ce qui se trouvera m'appartenir au jour de mon décès et dont je n'auray point testé, je le lègue et donne à Caesar Dupuy, mon nepveu, filz de Clément Dupuy, mon frère, et qui seul reste de mon nom, et je l'institue pour cet effect mon héritier universel.

Pour le reste de mes propres, qui consistent en rentes sur l'hôtel de ville de Paris, et lesquelles ont esté partagées après le décès de ma mère entre mes frères et moy, je les laisse à mes aultres nepveux et niepces pour estre divisez entre eulx, les priant de ne trouver pas mauvais que j'aye ainsy disposé des biens que Dieu m'a donnez et de considérer qu'ayantz des biens d'allieurs, ce que je leur eusse peu donner ne les advantageroit pas beaucoup, que mon nepveu Dupuy a peu de biens, qu'il est seul resté de mon nom et que, faisant profession des armes, il a besoing de biens pour la pouvoir soutenir, et au cas que la disposition que j'ay faicte en faveur du roy de ma bibliothèque composée de livres imprimez et manuscriptz antiens, tout ainsy qu'il est spécifié dans un acte séparé que j'en ay dressé, en date du second juin mil six cens cinquante deux, et aux clauses et conditions qui y sont contenues, ne fust acceptée par sa dicte Majesté de la sorte qu'elle est conceue, je la révoque et entends qu'elle soit nulle et sans effect, mon intention et volonté estant, en ce cas là seulement, que ma dicte bibliothèque imprimée et les tableaux de plusieurs hommes illustres, qui sont au-dessus des pulpitres, les stampes en taille douce, qui servent d'ornement aux poutres, tournent au proffict de mon dict nepveu Caesar Dupuy, que j'ay institué cy-dessus mon héritier universel, et comme il est d'une profession qui fait peu de cas d'un meuble si précieux, dont il ignore la valeur et le prix, il se servira pour cet effect du conseil de ceulx que je nommeray cy dessous exécuteurs de ce mien testament, qui l'empescheront d'estre surpris en cette vente, que je veulx estre faicte en gros à ung homme qui aye dessein de la garder ou bien à quelque communaulté religieuse ou séculière, defendant très expressément qu'aucuns libraires ou aultres, qui la voudroient puis après vendre en détail pour y profficter, soient receuz et admis pour faire cet achapt; et, en cas que mon dict nepveu

Caesar Dupuy contrevint à cette mienne disposition pour ce [qui] regarde ma dicte bibliothèque, je révoque tout ce que j'ay faict cy-dessus en sa faveur et j'entendz que tous mes biens soient partagez éгалlement entre mes nepveux et niepces, laissant pourtant le choix et la liberté à Philipès Genoud, mon nepveu, conseiller du roy en sa cour de Parlement, et à ma niepce, Anne Dupuy, de se tenir aux legs particuliers que je leur ay faictz dans ce mien testament, ou de venir en partager en commun avec mes aultres héritiers, leur deffendant à tous de vendre ma dicte bibliothèque en détail.

Pour ce qui est de mes manuscriptz anciens et aultres spécifiez dans l'acte, que j'ay faict en faveur du roy pour ma dicte Bibliothèque, ma volonté est, quand mesme cette disposition ne seroit point acceptée par sa dicte Majesté, qu'ilz devienent aggrégez et unis à sa Bibliothèque royale, dont j'ay présentement la garde. Je nomme pour exécuteurs de ce mien testament et dernière volonté Monsieur le Président de Thou et Monsieur de Harlay, conseiller du roy en ses conseils et maistre des requestes ordinaires de son hostel, ausquelz j'ay l'honneur d'appartenir et desquelz ayant receu tant de bons offices et assistances, je suis assuré qu'après ma mort ilz auront bien la bonté de vouloir prendre cette peine, les supplians très humblement de me vouloir faire cet honneur, les priant conjointement ou l'un en l'absence de l'autre de vouloir prendre le soin de cette exécution testamentaire, et pour ce fait en demeureront saisis durant l'an et jour de mon décedz des biens meubles que je laisseray pour l'accomplissement de ce mien testament. Je conjure aussy ces messieurs de vouloir honorer de leur amitié et protection mon nepveu Caesar Dupuy et mes aultres nepveux et niepces, et pour leur laisser après ma mort quelque souvenir de moy, je donne à Monsieur le Président de Thou, oultre le recueil de mes mémoires escripts à la main spécifiez dans un acte séparé, mon tableau de l'apothéose d'Auguste tiré sur l'agate de la Sainte Chapelle par monsieur Rubens, qui est enchassé dans un cadre doré, comme aussy les pourtraictz au naturel du prince d'Orenge, Maurice, du marquis Spinola, de la main de Rubens, de monsieur Casaubon, faict en crayon par Dumoustier, comme aussy le pourtraict faict par Holbein, peintre fort estimé, représentant un docteur allemand, dont j'ignore le nom, avec tous leurs quadres, qui sont couvertz d'or

bruni, excepté ceux du prince Maurice, marquis Spinola, et Casaubon. Je donne à Monsieur de Harlay les pourtraictz de François I^{er}, de Henry deux et de Charles-Quint empereur, avec leurs quadres dorez, comme aussy celuy de Monsieur l'archevesque de Toulouze, Paul de Foix, qui est à demy corps, tous les dictz pourtraictz et tableaux se trouvant présentement placez dans le cabinet où je reçois mes amis ; je prie Madame de Thou d'accepter le petit tableau, ung *Ecce homo*, qui nous a esté donné par feu Monsieur de Thou et dont on fait cas, pour une marque, quoyque légère, de l'estime que j'ay tousjours fait d'elle.

Pour fin, je prie Dieu qu'il me conserve l'esprit et le jugement sain jusques à la mort, afin que les derniers soupirs de ma vie soient employez pour implorer sa miséricorde et luy demander en toute humilité rémission de mes péchez.

Ainsy escript et signé de ma main, à Paris, le dix-huictiesme jour de juillet de l'an mil six cens cinquante six. Ainsy signé : Jacques DUPUY.

Et au-dessoubz est escript [ce qui ensuit] : « Je révoque tous les aultres testamens que j'ay faictz cy-devant pour ce qui est de la distribution de mes biens et legs particuliers, qui se pourroient trouver entre les mains de mes amis, ma volonté estant que celuy cy-dessus escript et signé de ma main soit exécuté selon sa forme et teneur sans avoir aucun égard aux aultres, sans pourtant comprendre dans cete révocation les dispositions que j'ay faictes par actes particuliers de ma Bibliothèque composée de livres imprimés, de mes manuscriptz antiens et du recueil de mes mémoires escriptz à la main, que j'entends estre exécutés de point en point. Faict à Paris, les jour et an que dessus. Ainsy signé : Jacques DUPUY.

Oultre ce que j'ay donné cy-dessus à Monsieur Boulliau, prieur de Magny, en argent, j'y adjouste le livre intitulé : Franc. Vietae « *Harmonicum cœleste*, » fol. escript de la main de l'auteur et couvert de bazane verte. Je sçay qu'il fera cas de cete pièce, à cause du mérite de son autheur. Ainsy signé : Jacques DUPUY. » Au bas de la première page est escript : « Paraphé *ne varietur* le dix sept novembre mil six cens cinquante six, signé : D'AUBRAY » ; aubas des trois et cinquiemes pages et en fin de l'escripture est aussy signé : D'AUBRAY. Avec lequel testament est atachée l'enveloppe d'icelluy contenant ces motz : « Testament de Jacques Dupuy,

prieur de Saint-Sauveur du dix-huict juillet mil six cens cinquante six et paraphé *ne varietur*, le dix sept novembre mil six cens cinquante six. Signé : D'AUBRAY.

L'an mil six cens cinquante six le dict jour dix-septiesme novembre, le contenu cy-dessus a esté colationné par les notaires gardes-notes du roy en son Chastellet de Paris soubsignez, sur l'original du dict testament et sur la dicte envelope, qui sont demeurez ès mains de Saint Vaast, l'un des dicts notaires soubsignez, qui s'en est chargé par le procès-verbal de Monsieur le lieutenant civil de la dicte Cour.

DE SAINT VAAST. »

II

TESTAMENT ET CODICILLES DE PIERRE DUPUY,
CONSEILLER D'ÉTAT ET GARDE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU ROI'
(19 mai 1631, 1^{er} mars 1638, 29 juillet 1649, 9 décembre 1651).

Au nom du Père, et du Fils et du saint Esprit.

Je, Pierre Dupuy, misérable pescheur, connoissant combien la condition de l'homme est subjecte à divers accidens fascheux et que depuis le décedz de ma très chère mère, qui m'a touché jusques au plus profond de l'âme, je n'ay eu autre pensée que la mort, qui me semble proche, j'ay creu estre obligé, pendant qu'il plaist à Dieu me conserver en santé d'esprit, non sans plusieurs petites infirmittez de corps, de déclarer ce que je désire estre faict après ma mort.

Premièrement, je recomande mon âme à Dieu mon Créateur, le remerciant en toute humilité de ce qu'il m'a faict naistre et estre baptizé, instruit et confirmé en la religion catholique, apostolicque et romaine, religion de mes pères, le priant par le mérite du précieux sang de son filz Nostre-Seigneur Jésus-Christ, par les prières et intercessions de la glorieuse Vierge Marie et de toute son Église militante et triomphante, de recevoir mon âme, lorsqu'il luy plaira l'appeller à luy.

Quant à mon corps, je désire qu'il soit déposé à Saint Sulpice, près de ceux de mes père et mère et n'entends pas qu'à mon enterrement il soit faict aucune cérémonie ny despense que fort médiocre.

Je donne et legue à l'Hostel-Dieu de cette ville la somme de vingt livres.

1. Copie. Bibl. nat., ms. français 15604, fol. 280-283.

Je donne et lègue à Messieurs mes frères, Augustin et Jacques, tous les meubles, qui me peuvent et pourront appartenir lors de mon décès en iceux, compris les deniers qui se trouveront comptant par devers moy, debtes, cédulles et obligations à une fois paier, livres, papiers et mémoires ; et outre ce leur donne et lègue toutes les acquisitions que je puis avoir faictes ; soient rentes ou autres héritages, le tout pour en jouir et disposer entre eux en commun ou à divis, ainsy qu'ilz vorront estre à faire, à la charge toutes fois qu'advenant le décès de l'un auparavant qu'il eust disposé de tout ou de partye desdites choses lèguées qu'elles appartiendront pour le tout au survivant, lequel, en tant que besoing seroit, se substitue au prémourant, comme si le legs luy avoit esté fait entier et à luy seul. Entendant que de toutes les dites choses à eux lèguées mes dits frères Augustin et Jacques demeurent saisis par appréhension de fait ou par les mains de mon exécuteur testamentaire cy après nommé, qui sera tenu leur livrer tous les dits meubles, livres, papiers et mémoires, les titres et enseignemens, et contracts des acquisitions mesmes des choses par moy à eux cy devant données par donation entre vifz, sans qu'il soit besoing d'en demander autre délivrance en justice.

Je supplie Monsieur mon frère Clement, escuyer de Monsieur de Vendosme et mes seurs, qui ne sont comprises dans l'article précédent, de ne point trouver mauvais cette mienne disposition et de croire que je n'ay pas moins d'affection en leur endroit ; mais que j'ay considéré qu'elles recevroient un fort petit avantage de ce peu de bien, qui est en ma disposition, mes frères au contraire, avec lesquelz j'ay une très estroicte amitié et plus que fraternele, si j'en usois autrement, recevroient une diminution assez considerable en leur petite fortune et telle qu'ilz ne pourroient si commodément passer le reste de leur vie suivant l'ordre estably entre nous. Je les conjure donc encores une fois de bien peser ces raisons et que le principal de ce que je dispose et que j'estime le plus est la part que j'ay en nostre bibliothèque et mémoires et papiers, qui sont meubles dont je faiz cas, mais qui deschéent de tout prix par la division, que le reste du bien estant possédé et dispensé avec reigle, comme il est, ne peut diminuer entre leurs mains, mais augmenter et pourra venir quelque jour à mon dit frère Clement et à mes seurs ou à leurs enfans.

Je donne et lègue à Denis Poymulle pour ses fidelles services, outre ses gages, la somme de trois cens livres au cas qu'il se trouve à mon service lors de mon décès.

Je nomme pour exécuteur de ce mien présent testament et dernière volonté Monsieur de Thou, conseiller en la cour¹, que je supplie très humblement me vouloir faire cet honneur, et au cas qu'il soit absent, lorsqu'il sera question de cette exécution, je nomme Monsieur de Marly² et le supplie de me vouloir rendre ce dernier office et à son deffault Monsieur Rigault, advocat en la cour, mon bon et ancien amy, les supplians de prendre cette peine pour une personne qui les a tousjours beaucoup honorez. Pour fin je prie Dieu qu'il me conserve l'esprit sain jusques à la mort, afin que les derniers soupirs de ma vie soient employez à reconnoistre sa toute puissance, à implorer sa miséricorde et à luy demander en toute humilité pardon de mes péchez.

Faict à Paris, ce xxix^e jour de may 1631. Ainsy signé : P. DUPUY.

Et au-dessous est escript : « J'approuve cette addition de ce mot trois... et la ligne commenceant : de Marly, et entend qu'elle ayt lieu. Faict ce premier mars 1638, ainsy signé : P. DUPUY. »

En confirmant ce qui est cy-dessus de ma dernière volonté, je veux et déclare que mon frère de Saint-Sauveur conserve et ayt en propre mes livres manuscrits, qui sont à présent en nombre de 694 volumes et ceux que je pourray avoir cy après, sans les diviser ny les vendre, et le supplie de choisir une personne capable et telle qu'il jugera à propos pour les posséder après luy. Je ne luy désigne aucun de noz neveux, pour quelques considérations ; mais je croy qu'il eslira une personne digne de ce recueil et de nostre bibliotecque et qu'il est important que ce qui nous a tant cousté tumbé en bonne main et à un seul pour servir au publicq. Je le conjure de ne point négliger la prière, que je luy faicts en ce regard. Non obstant que j'aye déclaré le lieu de ma sépulture par mon testament, je déclare que j'entends estre inhumé dans l'église de Saint Cosme, ma paroisse, suppliant Monsieur le Curé de trouver bon que ce soit dans l'aisle du cœur devant l'autel de la Vierge, où mon frère fera mettre tel épitaphe qu'il luy plaira³, et pour ce je donne à l'œuvre de la dite église deux cens livres.

1. Jacques-Auguste II de Thou.

2. Jacques Danès IV, seigneur de Marly-la-Ville (1601-1662), époux de Magdelaine de Meslay, fille aînée du président de Thou, et plus tard (1640) évêque de Toulon ; cf. H. HARRISSE, p. 160-161.

3. *En marge* : « Je désire que celui qu'a faict M^r Rigault y soit mis. Signé : DUPUY. »

Je supplie Monsieur le Président de Thou de me faire l'honneur de vouloir prendre le soing de l'exécution de ce testament et de ces additions et se joindre pour cela à ces Messieurs cy-dessus nommez ; l'affection que j'ay pour luy et que je luy ay tousjours tesmoigné en tout ce que j'ay peu pour son service faict que je m'assure qu'il se souviendra de moy et qu'il aymera mon frère, comme je l'en supplie très humblement. Fait à Paris, ce 29 juillet 1649.

Signé : P. DUPUY.

Veni Domine et miserere !

Domine salva nos, perimus !

J'adjouste à mes dispositions précédentes : Je donne à l'œuvre de Saint Cosme trois cens livres, à M^{onsieur} le Curé trois cens livres, à Monsieur Boulliau six cens livres, aux Cordelliers deux cens livres, à Monsieur de La Rivière trois cens livres, à de Vaux tous mes habitz et deux cens livres à la vefve Poymulle, ce qu'elle me doit.

Faict ce 9 décembre 1651. Signé : DUPUY.

Aujourd'huy, datte des présentes, au mandement de Messire Jacques Danès, sieur de Marly, conseiller du roy en ses conseilz, évesque de Toulon, l'un des exécuteurs du testament cy-dessus, et de Messire Jacques-Auguste de Thou, conseiller du roy en ses dits conseilz, président en sa cour de Parlement, aussi nommé au dit testament, les notaires, garde-nottes du roy en son Chastellet de Paris soubzsignez, se sont transportez en la chambre de deffunct Messire Pierre Dupuy, vivant aussy conseiller du roy en ses dits conseilz, size rue et parroisse Saint Cosme, où estans les dits sieurs de Toulon et de Thou ont mis et déposé ès mains de Saint-Vast, l'un des dits nottaires soubzsignez, le testament olographe dudit deffunct sieur Dupuy, contenant cinq pages d'escritures et pareillement ont mis ez mains du dict de Saint-Vaast un mémoire aussy escript et signé de la main du dit deffunct sieur Dupuy, datté du 9 décembre 1651, présent mois et an, portant addition au dit testament, le tout pour estre mis et gardé au nombre de ses minuttes et en délivrer des expéditions à qui il appartiendra. Ce fut ainsi fait à Paris, en la dite chambre du dit deffunct sieur Du Puy l'an mil six cens cinquante-un, le 16^e décembre avant midy, et ont lesdits sieurs de Marly et de Thou signé la minutte du présent acte estant au bas du dit testament, le tout demeure en la possession du dit de Saint-Vaast avec le memoire mentionné au dit acte, ainsi signé : LEVESQUE et DE S^t VAAST.

III

MINUTE AUTOGRAPHE D'UNE DONATION AU ROI
PAR PIERRE DUPUY ¹

(s. d.).

Nous Pierre Dupuy, conseiller du Roi en ses conseils, et Jaques Dupuy, conseiller et aumosnier du Roi, prieur de Saint Sauveur en Brie, gardes de la Bibliothèque de sa Majesté, après que nous avons considéré le soin extraordinaire que nous avons pris et la grande dépense que nous avons faite en la recherche de toutes sortes de bons livres, qui composent nostre bibliothèque, et que nous avons veu avec déplaisir depuis plusieurs années qu'un grand nombre de bonnes et rares librairies amassées avec jugement par des personnes de condition et de grande érudition ont esté vendues et misérablement dissipées pour estre tombées entre les mains de personnes avares ou qui n'avoient nulle affection aux livres ni aucune cognoissance des lettres, il nous a semblé estre important pour le public qu'un choix de livres si exquis et bien ordonné, comme est celui de nostre bibliothèque, ne soit dissipé, ce que nous prévoions devoir infailliblement arriver après nostre decès, au cas que nous n'en disposions pas. Nous avons jugé à propos, pour conserver nostredite bibliothèque en son entier, d'en disposer au profit du Roy, comme de fait par ce présent acte nous en faisons don à sa Majesté, ensemble de tous nos antiens manuscrits et de tous les tableaux qui servent d'ornement à la galerie et au cabinet, où est rangée nostre Bibliothèque. En conséquence de ceste présente donation, nous supplions très humblement sa Majesté que par les lettres patentes qu'il ordonnera estre expédiées adressantes à M^{rs} de la Cour de Parlement, portans acceptation de la présente donation, de déclarer et ordonner que nostre dite bibliothèque, nos antiens manuscrits et nos tableaux, dont nous lui faisons la donation par ce présent acte, soient, suivant l'inventaire très-exact que nous en avons fait, joins et inséparablement unis à la Bibliothèque Roiale de sa Majesté, dont nous avons la garde, pour n'estre à l'advenir qu'une seule Bibliothèque Roiale et commise à la garde d'une seule personne.

1. Collection Dupuy.

Qu'il plaira aussi à Sa Majesté par les mesmes lettres deffendre à ceux qui auront à l'advenir la garde de la dite Bibliothèque à laquelle la nostre sera unie, de permettre le transport d'aucuns des livres de nostre bibliothèque hors du lieu, où ils seront, creinte non seulement de la dissipation des dits livres, mais aussi pour les conserver nets et bien conditionnez comme ilz sont, les livres imprimez n'estant pas comme les manuscriptz dont l'on ne peut user qu'avec loisir et longue patience.

Qu'il plaira aussi à sa Majesté trouver bon que le survivant de nous lui nomme une personne capable et propre pour avoir la garde de la dite Bibliothèque royale ainsi unie et que celui qui sera par nous nommé à sa Majesté sera pourveu de la dite garde.

Il plaira aussi à sa Majesté, en considération de la présente donation, pour nous ayder à augmenter nostre bibliothèque ainsi unie comme dit est, tant en livres que relieures, ordonner qu'il nous sera payé par chascun an la somme de deux mille livres à prendre sur la recepte générale de Paris et dont le fonds ne pourra estre diverty pour quelque cause et occasion que ce soit.

IV

TESTAMENT DE JACQUES DUPUY, QUI DONNE AU ROY SA BIBLIOTHÈQUE¹

(Paris, 25 mai 1652-17 novembre 1656).

Au nom du Père, et du Fils et du saint Esprit.

Je soubzsigné Jacques Dupuy, conseiller du Roy en ses Conseils, garde de sa Bibliothèque et prieur de Saint Sauveur lez Bray et de Saint Léons en Rouergue, considérant que je reste seul de six frères, que nous estions, car encore que Christofle, l'ainné de tous, prieur de la Chartreuse de Rome et procureur général de l'Ordre, soit encore en vie maintenant, néantmoins il est censé hors du monde dans la vie religieuse qu'il professe, n'estant pas capable de me succéder, de sorte que, me trouvant seul possesseur d'une assez grande bibliothèque, composée de toutes sortes de bons livres curieusement reliez et amassez avec une recherche et despense extraordinaire, tant par Mons^r Claude Dupuy, mon père, conseiller du Roy en sa cour de Parlement, de très glorieuse

1. Copie authentique. Bibl. nat., ms. français 17566, fol. 43-48.

mémoire, que par mes frères Christoffe, Augustin, Pierre et moy ; et ayant veu avec déplaisir depuis plusieurs années qu'un grand nombre de rares et bonnes librairies, recueillies avec jugement par des personnes de condition et de grande érudition, ont esté vendues et misérablement dissipées pour estre tombées entre les mains de personnes avares ou qui n'avoient nulle affection aux livres ny aucune connoissance des bonnes lettres, il m'a semblé estre important pour le public qu'un choix de livres si exquis et si bien ordonné comme est celuy de ma bibliothèque ne soit dissipé, ce que je prévois infailliblement devoir arriver après mon décès, au cas que je n'en aye disposé auparavant. Une autre raison, qui m'a grandement fortifié dans cette résolution, est que mon frère Pierre, conseiller du Roy en ses Conseils, le dernier decedé de mes frères, tant par son testament que par les discours qu'il m'a tenus pendant sa maladie et peu de jours avant son décès, m'a con[juré plusieurs fois de ne souffrir la dissipation d'un meuble si précieux], de sorte qu'ayans tousjours vescu ensemble dans une parfaite union et amitié très estroite, et ayant conformé mes sentimens autant que j'ay pu aux siens, j'ay jugé à propos, pour conserver ma dicte bibliothèque en son entier, et en empescher, autant qu'il se peut humainement, la dissipation, d'en tester au proffict du Roy, comme de faict par cette mienne disposition ou testament, escript de ma main et recongneu par devant les notaires soubz signez, sain de corps et d'esprit, je lègue et donne à sa Majesté ma bibliothèque, comm'aussy mes antiens manuscripts, tant ceux que mon père nous a laissez que les autres qui y ont esté adjoustez depuis sa mort, ensemble les deux volumes in-folio escripts de ma main¹, contenant l'inventaire ou catalogue tant de mes dictz livres imprimés que manuscripts, cartes géographiques tant collées sur thuille qu'en feuille ou reliées, plans de villes et sièges, livres d'antiquitez Romaines tant en taille douce que faits à la main, taille douce de Rubens et autres divers pourtraictz aussy en taille douce, soit reliez ou en feuilles ; lesquelz livres tous ensemble composent ma bibliothèque. Et ma volonté est qu'ilz soient joints et unis à sa Bibliothèque royale de laquelle j'ay la garde, comm'aussy tous les tableaux au naturel des hommes illustres peints en huile qui servent d'ornement à la gallerie et au cabinet qui est au dessoubz,

1. Mss. latins 10372 et 10373.

dans lesquelz lieux présentement est rangée ma dicte bibliothèque, pour y demeurer unis sans pouvoir estre transportez autre part.

J'adjouste encore aux livres cy dessus mentionnez ceux qui suivent :

Huict volumes in-folio, reliez en parchemin, de l'Histoire de Monsieur le Président de Thou, escripts tant de la main de Mr^s de Sainte-Marthe frères que de celle de mon frère, et corrigez de la main de l'auteur en plusieurs endroictz, quelques pièces mesmes toutes escrites de sa main, ce qui mérite d'estre conservé comme un original très précieux ¹ ;

Les deux volumes escripts à la main, in-folio, reliez d'un carton couvert de papier marbré, contenant les preuves de l'Histoire des comtes de Poictou et ducz de Guyenne, de feu Monsieur Besly, advocat du Roy à Fontenay le Comte ², imprimée en cette ville par Alliot, in-folio ;

Les volumes in-quarto des Panégiriques antiens latins de diverses impressions, conférez sur les manuscrits et en plusieurs endroictz corrigez par feu mon père, avec ses notes et observations ; et ce recueil pourroit grandement servir à quelqu'un qui voudroit entreprendre la correction desdictes pièces ; le tout fait un assez gros paquet lié d'une fisselle (les dictz livres mentionnez cy-dessus sont présentement rangez dans la petite chambre au haut du logis qui regarde d'un costé le jardin, de l'autre l'église de Saint Cosme) ;

L'Inventaire du Trésor des Chartes du Roy ³, escrit à la main et fait avec grand travail par mondict frère Pierre, contenant unze volumes in-folio, reliez en veau fauve, avec les armes et chiffres du Roy, et qui sont présentement rangez dans ma bibliothèque avec les livres d'histoire in-folio, dans le pupitre qui garde la court du logis, à la dernière tablette.

Bref, généralement je donne et lègue à sa dicte Majesté tout ce qui se trouvera au jour de mon décedz m'appartenir, tant de livres imprimez que de manuscrits antiens et autres mentionnez cy-dessus, à la réserve de ceux, dont je me réserve da faculté de disposer par un autre testament en faveur de Monsieur le président de Thou, en quelque part qu'ilz se trouvent dans les lieux mentionnez cy-dessus ou autres du logis où je demeure, sans en

1. Aujourd'hui mss. latins 5977-5980.

2. Mss. latins 6007¹ et 6007².

3. Collection Dupuy, volumes 162-169 et 171 (?).

excepter aucun ; le tout sous les clauses et conditions suivantes, sçavoir : que sa Majesté sera très humblement suppliée par les exécuteurs de cette mienne disposition, cy après nommez, de faire expédier ses lettres pattentes adressantes à Messieurs de sa Cour de Parlement de Paris, pour y estre vérifiées et enregistrées, par lesquelles elle acceptera le présent legs que je luy fais, et ordonnera par icelles que ma dicte bibliothèque, ensemble tous mes manuscrits antiens, les autres livres et tableaux mentionnez cy dessus et suivant l'inventaire et catalogue bien exact que j'en ay faict et escript de ma main, qui contient deux volumes in-folio, reliez en vélin avec mes armes, seront joints et inséparablement unis à la Bibliothèque Royale de sa Majesté, dont j'ay la garde, pour n'estre à l'advenir qu'une seule Bibliothèque et commise à la garde d'un seul ;

Qu'il plaira aussy à sa Majesté par les mesmes lettres pattentes deffendre à ceux qui auront à l'advenir la garde de sa dicte Bibliothèque, à laquelle la mienne sera réunie, le transport d'aucuns livres de ma dicte bibliothèque hors du lieu où ils seront, crainte non seulement de la dissipation desdicts livres, mais aussy pour les conserver nets et bien conditionnez, comme ilz sont, les livres imprimez n'estans pas comme les manuscriptz, dont l'on ne peut user qu'avec loisir et grande patience ;

Comme aussy d'ordonner que M^{rs} ses advocats et procureurs généraux au Parlement et le maistre de sa Bibliothèque, tant ceux qui se trouveront en charge lors de mon décedz que ceux qui leur succéderont, comme d'ordinaire ces places sont remplies de gens de mérite et de sçavoir et amateurs du bien public, visiteront ma dicte bibliothèque deux fois l'année pour voir si celui, qui en aura la garde, s'en acquitte comme il doit et si les choses sont entretenues selon mon intention.

Je nomme pour exécuteur de cette mienne disposition Monsieur Sève, conseiller du Roy en sa Cour de Parlement, servant présentement en la troisième chambre des Enquestes, avec lequel feu mon frère et moy avons eu une amitié très estroite, l'ayans recongneu homme de grande vertu et probité et bien intentionné pour le public et amateur des bonnes lettres, le suppliant à l'instant qu'il aura sceu mon décedz de faire ouverture de ce papier, dans lequel est contenue ma dicte disposition, pour la faire exécuter selon sa forme et teneur, et faire apposer le scellé aux lieux

où sont contenuz mes dictz livres, affin que rien n'en soit osté ny dissipé.

Je supplie aussy mon dict s^r de Sève de vouloir appeller avec luy à cette exécution testamentaire Messieurs les gens du Roy de ce Parlement, ensemble le maistre de la Bibliothèque de sa Majesté, affin que les choses se fassent avec plus d'autorité.

Je supplie aussy ces Messieurs tous ensemble de se rendre tous solliciteurs près de sa Majesté et Messieurs ses ministres pour l'expédition des lettres pattentes aux clauses et conditions cy-dessus spécifiées, et qu'il leur plaise intercedder tant auprès du Roy qu'auprès de M^{rs} ses ministres, affin qu'il plaise à Sa Majesté ordonner quelque somme d'argent pour récompenser et indemniser en quelque façon celuy de mes nepveux que je déclareray mon principal héritier par un autre testament dans lequel je fais estat de disposer de mes autres biens. Que si ce n'est de la somme totale de la valeur de ma dicte bibliothèque, que ce soit au moins d'une partie. C'est ce que j'espère de la bonté de sa Majesté et de l'équité de M^{rs} ses ministres.

Et au cas que les dictes lettres pattentes aux clauses et conditions cy dessus déclarées receussent quelque difficulté tant prez du Roy que de Messieurs ses dictz ministres (ce que je ne me puis persuader pourtant devoir arriver), je révoque cette présente disposition, ma volonté estant qu'elle n'ait point d'effect, ains au contraire que ma dicte bibliothèque tourne au proffict de celuy de mes neveux que je déclareray dans le testament que je feray touchant la distribution de mes autres biens.

Quant aux livres manuscrits antiens, aux huict volumes escripts à la main de l'Histoire de Monsieur le Président de Thou, reliez en parchemin, in-folio ;

L'Inventaire du Trésor des Chartes du Roy, aussy escript à la main, contenant unze volumes in-folio, reliez en veau fauve, avec les armes et chiffres du Roy, et qui sont rangez dans ma bibliothèque parmi les livres d'histoire imprimez ;

Les deux volumes des Preuves de l'Histoire des ducz de Guyenne et comtes de Poictou de feu Mons^r Besly, advocat du Roy à Fontenay le Comte, escripts à la main et couverts d'un carton avec papier marbré, aussy in-folio ;

Les volumes in-quarto des Panégiriques antiens latins imprimez et conférez sur les manuscrits antiens et corrigez en plusieurs

endroitz par feu mon père, tous les dictz livres desjà mentionnez cy-dessus ;

Ma volonté est qu'en quelque cas que ce soit (soit que cette mienne disposition soit acceptée par le Roy aux clauses et conditions portées cy-dessus, soit qu'elle ne le soit point), demeurent unis et incorporez à la Bibliothèque Royale de sa Majesté, de laquelle j'ay la garde.

Ainsy escript et signé de ma main, à Paris, ce vingteinquième may mil six cens cinquante deux.

(Ainsy signé :) Jacques DUPUY.

(Et au dessous est escript ce qui ensuit :)

Aujourd'huy, datte des présentes, est comparu pardevant les notaires garde-nottes du Roy en son Chastelet de Paris soubzsignez M^{re} Jacques Dupuy, conseiller du Roy en ses Conseilz, garde de sa Bibliothèque, prieur de Saint Sauveur lez Bray et de Saint Léons en Rouergue, demeurant à Paris, rue de la Harpe, paroisse Saint Cosme, lequel a recongneu et confessé avoir escript et signé de sa main la disposition cy dessus et devant escripte, qu'il veut et entend estre exécutée et accomplie selon sa forme et teneur. Ce fut fait et passé à Paris, en la maison du dict s^r Dupuy devant déclarée, l'an mil six cens cinquante deux, le premier jour de juin après midi, et a signé ces présentes doubles.

(Ainsy signé :) Jacques DUPUY, DE RIVIÈRE et DE SAINT VAAST.

(Et encores est escript ce qui ensuit :)

Depuis avoir fait ce testament ou disposition de ma Bibliothèque, livres et manuscrits antiens, cartes, tailles douces, tableaux et autres choses y spécifiées, Monsieur Sève, conseiller du Roy en sa cour de Parlement, nommé cy-dessus pour exécuter de ma susdicte disposition, ayant esté accueilly¹ de plusieurs grandes infirmitéz et entr'autres d'une fluxion sur les yeux, qui luy en fait perdre l'usage et le rend comme inhabile pour l'office, que j'avois désiré de luy, je substitue en son lieu pour exécuteurs de ce mien testament m^{re} Jacques-Auguste de Thou, conseiller du Roy en ses Conseils et président en la première chambre des Enquestes de son Parlement, et m^{re} Achilles de Harlay², aussy conseiller du Roy en ses Conseilz, maistre des requêtes ordinaire de son hostel et comte de Beaumont, ausquelz ayans l'honneur

1. Lire : *assailly*.

2. Achille II de Harlay.

d'appartenir et m'ayans tousjours aymé et assisté d'une protection toute particulière, je les prie de continuer jusques au bout et de vouloir prendre en gré la prière que je leur fais d'estre exécuteurs de cette mienne volonté et d'associer mon dict s^r de Sève avec eux, en cas que le temps eust restably sa veue.

Faict à Paris le vingt septième avril mil six cens cinquante quatre.

(Ainsy signé :) Jacques DUPUY.

(Au bas de la première page de ladicte disposition est escript :) Paraphé *ne varietur*. Le dix septième novembre mil six cens cinquante six. (Signé :) D'AUBRAY.

(Et au bas des trois, cinq et sixième page est aussy signé :) D'AUBRAY.

(Avec laquelle disposition est attaché l'enveloppe d'icelle, contenant ces mots :) Disposition de ma bibliothèque, manuscrits antiens, etc. ; le premier juin mil six cens cinquante deux. J. DUPUY, prieur de Saint Sauveur. (Et :) Paraphé *ne varietur*. Ce dix septiesme novembre mil six cens cinquante six. (Signé :) D'AUBRAY.

L'an mil six cens cinquante six, ledict jour dix-septième novembre, le contenu cy dessus a esté collationné et extraict par les notaires, garde-nottes du Roy en son Chastelet de Paris soubzsignez, sur les originaux des dictes disposition et enveloppe, le tout demeuré vers de Saint Vaast, l'un des dicts notaires soubzsignez, qui s'en est chargé par le procès-verbal de mon dict s^r d'Aubray, lieutenant civil en la prévosté et vicomté de Paris, en datte de ce dict jour. (Signé :) DE RIVIÈRE et DE SAINT VAAST.

Collationné à l'original par moi, conseiller secrétaire du Roy, maison, couronne de France et de ses finances.

FOUCAULT.

V

LEGS DE LA COLLECTION DUPUY

PAR JACQUES DUPUY A JACQUES-AUGUSTE II DE THOU¹

(17 novembre 1656).

Ayant l'honneur de toucher de parenté à Monsieur de Thou, conseiller du roy en ses conseils et président en la première

1. Copie authentique. Collection Dupuy, volume 835, fol. 216-219.

chambre des Enquestes, les obligations aussy que je luy ay estant infinies, et m'estant trouvé pendant le cours de ma vie dans l'impuissance de les pouvoir recognoistre, je luy donne et lègue pour une marque du souvenir que j'en ay conservé jusques à la mort, tout le recueil des volumes et mémoires escrits à la main, que mon frère m'a laissez par son testament et que luy et moi avions ramassez avec grand soin et despense pendant le cours de plusieurs années ; lesquels volumes présentement font le nombre de sept cens quatre vingts douze vollumes in-folio, qu'on appelle, et quarente volumes in-quarto et in-octavo, avec tout ce qui s'y trouvera adjousté au jour de mon décès, à quelque nombre qu'il se puisse monter, tous les dicts volumes estans présentement arrangez dans deux petits cabinetz scituez de chaque costé de la cheminée du grand cabinet, dans lequel je reçois les visites de mes amis et don[t] l'un regarde le jardin, l'autre la cour du logis, où je demeure presentement. Je joints à cela l'inventaire du contenu¹ et avec ce(s) dict(s) volume(s), escrit(s) de la main de feu mon frère et continué de la mienne, et la table par ordre alphabétique² des matières, aussy escrits de la mesme main, ces deux livres estans absolument nécessaires pour l'usage du dict recueil, comme aussy je luy donne deux portefeuilles, l'un couvert de marroquin incarnat avec les armes et chiffres de Monsieur de Loménie, dans lequel il y a quelques curiositez d'écriture grecque, latine et françoise, l'autre couvert de veau rouge avec les chiffres du roy François premier, contenant quelques observations de littérature, *de populi fundis*, etc.

Je luy donne aussy la layette de bois blanc, qui est soubz la table de mon petit cabinet, qui regarde le jardin, qui contient tout ce que mon dict frère a faict pour la justification de la mémoire de Messire François-Auguste de Thou, son frère aîné³, et plusieurs autres pièces qui y sont jointes concernants cette affaire, les dites pièces estans outre et par-dessus le nombre des sept cens quatre vingts douze et quarente deux volumes mentionnez cy-dessus. Et généralement je luy donne tout ce qui se trouvera dans les dicts deux cabinets, layettes et portefeuilles contenant la littérature et curiosité des belles-lettres, n'ayant pas creu pouvoir faire un plus digne choix que celluy là pour conser-

1. Ms. nouv. acq. franç. 5714.

2. Collection Dupuy, volume 883.

3. Cf. *Catalogue... James de Rothschild*, t. IV, n° 3130, et Collection Dupuy, volume 915.

ver en son entier un recueil sy précieux, et pour estre joint à cette magnifique bibliotecque qu'il possède en la succession de Monsieur son Père. J'adjouste encore au précédant legs faict à mon dict sieur Président de Thou les livres suivants :

Cinq volumes in-folio de l'Histoire de Monsieur le President de Thou, son père, y compris l'indice de l'édition de Rovièrre de l'an mil six cens vingt, à la marge desquels j'ay mis les explications en françois de tous les noms propres qui y sont, ensemble plusieurs corrections sur tout l'ouvrage, qui le rendroit meilleur au cas que l'on en fist une nouvelle édition, ce qui seroit utile pour le public ; ces volumes sont couverts d'un papier marbré.

Un volume de poésies françoises, escript à la main, in-folio ¹.

Deux volumes de poésies latines, escritz à la main, in-folio ².

Un volume contenant *Emendationes in varios auctores*, escrit à la main, in-folio ³.

Hugo Grotius, *De auctoritate summarum potestatum circa sacra*, in-quarto. Ce livre est escrit de la main de mon frère Augustin, prévost d'Ingré, et, quoy qu'il ayt esté imprimé depuis, il mérite d'estre conservé. Il est in-quarto, couvert d'un papier marbré ⁴.

Commentarius in Juvenalis satiras, quarto, escrit de la main de mon dict frère et colligé par luy fort soigneusement de divers commentaires ; couvert aussy d'un papier marbré ⁵.

Quatre gros volumes in-folio, escritz à la main, contenant les Comptes de l'Espagne des années mil six cens onze, mil six cens douze, mil six cens treize, mil six cens quatorze ⁶.

Je luy donne aussy les quatorze volumes in-folio contenant divers recueils et mémoires que Monsieur Luillier, conseiller du roy au Parlement de Metz, m'a laissez par son testament, ensemble la table des matières contenues en iceulx, couverts d'un papier marbré, in-folio petit ⁷.

Tous lesquels volumes cy-dessus spécifiez, et qui sont par dessus les receuils des sept cens quatre vingt et douze et quarente volumes cy dessus mentionnez et escrits à la main, sont présentement placez dans une petite chambre à cheminée tout au hault du logis, regardans d'un costé le jardin et de l'autre l'église Saint

1. Collection Dupuy, volume 843.

2. Collection Dupuy, volume 837.

3. Collection Dupuy, volume 808.

4. Collection Dupuy, volume 946.

5. Collection Dupuy, volume 896 (?).

6. Collection Dupuy, volumes 824-827.

7. Collection Dupuy, volumes 845-857 et 958.

Cosme, dans laquelle, dans un pupitre séparé, sont arrangez mes manuscrits antiens. Ainsy escrit et signé de ma main. Paris, ce dix-huictiesme jour de juillet de l'an mil six cens cinquante six. Ainsy signé : Jacques DUPUY. Et au bas de la première page est escript : Paraphé *ne varietur* ce dix-septiesme novembre mil six cens cinquante six. Ainsy signé : D'AUBRAY. Et encores à la fin de la dicte disposition est signé : D'AUBRAY, avec laquelle est attaché l'envelope d'icelle contenant ces mots : « Disposition du recueil de mes volumes de divers mémoires, du dix huit juillet mil six cens cinquante six, Jacques DUPUY, » et Paraphé *ne varietur*, le dix-sept novembre mil six cens cinquante-six. Signé : D'AUBRAY.

L'an mil six cens cinquante six, le dict jour dix septiesme novembre, le contenu cy-dessus a esté par les notaires, garde-notes du Roy en son Chastelet de Paris, soubzsignez, collationné sur ses originaulx demeuré es mains de Saint Vaast, l'un d'iceulx auquel ils ont esté déposez le dict jour et an par Monsieur d'Aubray, lieutenant civil de la prévosté et vicomté de Paris, et dont le dict de Saint Vaast s'est chargé par son procès-verbal de ce dict jour.

BUNEAU. DE SAINT VAAST.

VI

MÉMOIRE TOUCHANT LES MANUSCRITS QU'ON APPELLE DE M^r DUPUY ¹

(Fin du xvii^e siècle).

Le recüeil des manuscrits qu'on appelle ordinairement de M. Du Puy ne luy a jamais appartenu, quoyqu'il porte son nom. Il en fit la compilation vers l'année 1626 ou 1630 pour M. le Président de Thou, son parent, chez qui il a toujours esté conservé dans une chambre séparée de sa bibliothèque.

L'Inventaire de ces manuscrits qui est à la Bibliothèque du Roy, duquel il y a plusieurs copies dans Paris, va jusqu'au nombre de 608. J'en ay veu une copie qui va jusqu'à 777, et on m'a assuré que le nombre alloit au delà de 800.

1. Archives du Département des manuscrits. Copie de Jean Buvat.

Ces manuscrits contiennent entre autres choses : beaucoup de lettres originales de Rois, de princes et de personnages notables ; — des négociations originales importantes ; — plusieurs titres originaux et un grand nombre de copies tirées du Trésor des Chartes, de la Chambre des Comptes, de divers chartulaires, etc. ; — des traités, contracts de mariages, testamens et autres pièces publiques ; — des mémoires sur les affaires et les différens incidens arrivez de temps en temps. Enfin, c'est un choix de pièces historiques tant pour la France que pour les pays étrangers, duquel on peut tirer tous les jours des éclaircissemens considérables.

Le recueil des manuscrits que fit faire M. Antoine de Loménie, secrétaire d'Estat, vers l'année 1630, fut tiré en partie de cette compilation de M. Du Puy : on appelle ce recueil les mss. de Brienne, et on en connoit assez l'utilité. Il est dans la Bibliothèque du Roy, ayant esté acheté dès le temps de M. le Cardinal de Richelieu.

Feu M. le Président de Thou, ayant esté obligé d'abandonner ses biens à ses créanciers, sa bibliothèque, quoyque substituée dans sa famille, eut le même sort que ses autres effets. Les manuscrits anciens, au nombre de cinq ou six cens, furent vendus à M. Colbert, et les livres imprimez à M. le Président de Ménars. Mais comme le recueil des manuscrits de M. Du Puy, dont il a esté parlé cy dessus, estoit dans une chambre séparée, et que les créanciers n'en avoient point de connoissance, M^r de Thou trouva moyen de les vendre à son profit particulier, et il traita secrettement avec M..., qui les acheta moyennant une somme de 8.000 livres, à ce qu'on m'a assuré. Comme ce traité estoit fait au préjudice des créanciers, l'acquéreur n'a pas jugé à propos de le divulguer, et il a eu intérêt de le tenir secret. Ce qui fait que les manuscrits ne sont veus de personne, et ils ont esté mis dans un lieu où il est difficile qu'on puisse en faire aucun usage. On croit même dans toute apparence que M... n'y est pas fort attaché, et pour peu qu'on luy témoignât le dessein qu'on auroit de les faire mettre dans la Bibliothèque du Roy, en le remboursant de ce qu'ils luy ont coûté, on croit pouvoir assurer qu'il s'en feroit honneur, pourveu qu'on luy en fist parler par quelque personne d'autorité et de confiance.

VII

LETTRE DE JEAN-FRANÇOIS JOLY DE FLEURY
À GUILLAUME-FRANÇOIS-LOUIS, SON FRÈRE ¹

Je vous envoie, mon cher frère, une nouvelle lettre... Votre affaire de manuscrits est délicate ; mais je trouve beaucoup d'inconvénient à en faire parler par d'autre : 1^o si vous êtes refusé, il est désagréable d'avoir un tiers pour témoin ; 2^o vous êtes fait pour parler vous mesme et non pour avoir obligation à un tiers. Je suis persuadé que vous obtiendrés l'argent, je connois le Garde des s. ², il aime à faire valoir les plaisirs qu'il fait et à tenir les gens (surtout ceux dont il peut avoir besoin) longtemps en suspens. Je gagerois presque qu'il n'a eu d'autre objet que de se faire valoir et de vous tenir. Je hasarderois moy une nouvelle tentative après Compiègne, dans un moment favorable. Je lui dirois tout franchement que je l'en laisse le maître et que j'en passeray par où il voudra ; mais que vous le priés de considérer que vous avés besoin d'argent comptant pour rembourser le contract, qui subsiste encore, qu'on ne voudra pas accepter les contracts qu'il vous offre, que vous avés déboursé les intérêts en argent depuis 27 ans, qu'au fond il lui en coûte moins qu'il ne comptoit, puisqu'il ignoroit l'argent déposé et qu'il est au fonds une différence si légère pour le Roy que cela ne vaut pas la peine de diminuer le prix, qu'enfin, puisqu'il regarde les contrats comme argent, cela doit lui être égal. Le Chauvelin³ et tout autre que vous employerez vous servira mollement et il aura moins de peine à refuser un de ses amis que vous mesme. Si vous ne trouvez pas de moment favorable après Compiègne, j'aimerois mieux attendre le Font[aine]bleau, où vous irés sans doute. Le conseiller ne vous servira pas mieux que le Chauvelin, le Trudaine ⁴ n'a plus la confiance, vous n'êtes pas lié avec Mad. de Saint Floren-

1. Bibl. nat., Collection Joly de Fleury, volume 307, dossier 3337, fol. 199-200.

2. Jean-Baptiste de Machault, sieur d'Arnouville, garde des sceaux de 1750 à 1757.

3. Probablement Germain-Louis de Chauvelin, magistrat (1685-1762), ancien garde des sceaux.

4. Daniel-Charles Trudaine (1703-1769), conseiller au Parlement de Paris, intendant d'Auvergne, conseiller d'État, intendant des finances et directeur des ponts et chaussées.

tin¹ et je crois que vous ne connoissez pas le curé de Versailles². Voilà tout ce que je connois. Je persiste à croire que vous ferés mieux vous-mesme...

VIII

VENTE DE LA COLLECTION DUPUY AU ROI
PAR JOLY DE FLEURY³

(Paris, 10 juillet 1754).

Par devant les conseillers du Roy notaires à Paris soussignés, furent presens M^{re} Guillaume-François Joly de Fleury, chevalier, conseiller ordinaire du Roy en son conseil d'Estat, ancien procureur général de sa Majesté, demeurant à Paris en son hostel, rue Hautefeuille, paroisse saint Séverin, d'une part, et (*blanc*), d'autre part, lesquelles partyes ont dit sçavoir : le dit sieur Joly de Fleury qu'ayant appris en l'année 1720 que Mesd^{elles} de Ménars vouloient vendre les manuscrits originaux de M. Dupuy, qui appartenoient à la succession de M. leur père, il les auroit acquis, moyennant la somme de 25.000 l. t., de l'agrément de Mgr. le duc d'Orléans, régent du royaume, afin de les conserver en entier et d'empêcher qu'ils ne fussent dispersés ou transportés hors du royaume, mais que son intention ayant toujours esté de les remettre à la Bibliothèque du Roy, lorsque sa Majesté le jugeroit à propos, attendu qu'ils forment un recueil de pièces secrettes, qui peuvent interresser l'Estat, il déclaroit qu'il estoit prest d'effectuer cette remise, s'en rapportant entièrement à sa Majesté pour régler et déterminer l'indemnité qui peut luy estre due, tant pour les 25.000 l. t. de principal par luy payé que pour les intérêts de la dite somme échus depuis le 10 avril 1720, jour de la vente à luy faite des dits manuscrits, jusqu'à ce jour, et suppliant néanmoins sa Majesté de luy en faire fournir des coppies exactes et lisibles. Et de la part du dit sieur Bignon a esté dit que, pour se conformer aux intentions de sa Majesté, il accepte les offres et propositions du dit sieur Joly

1. Amélie-Ernestine de Platen, femme de Louis Phélypeaux, comte de Saint-Florentin. Elle avait une grande influence sur Machault ; cf. *Journal et mémoires du marquis d'Argenson*, éd. Rathery (*Société de l'histoire de France*), t. VI, p. 355.

2. « M. de Machault affecte la dévotion et s'est confessé à M. Jamar, curé de Versailles. Il fait ces singeries dans la crainte qu'il a de M. le Dauphin... » (d'Argenson, *Mém. cités*, t. VI, p. 430, le 23 juin 1751).

3. Bibl. nat., ms. nouv. acq. franç. 5715, p. i-vii.

de Fleury et en conséquence reconnoist que le dit sieur Joly de Fleury a ce jour d'huy fait remettre à la Bibliothèque du Roy tous les manuscrits originaux de M. Dupuy, qu'il a aujourd'huy en sa possession, ensemble le catalogue et l'estat y annexé, intitulé « Supplément à la table des manuscrits de M. le président de Ménars, » tels qu'ils luy ont esté délivrés lors de la vente à luy faite des dits manuscrits par les dittes damoiselles de Ménars, le 10 avril 1720, lesquels catalogue et estat intitulé « Supplément », le tout relié en un volume, ont esté paraphés sur les première et dernière des 922 pages qu'ils contiennent et sur la 906^e page, qui est la dernière du dit catalogue, tant par les dittes damoiselles de Ménars que par le dit sieur Joly de Fleury. Sur quoy le dit sieur Joly de Fleury observe : *En premier lieu*, que, quoique le catalogue des dits manuscrits contienne le nombre de 777 volumes, néanmoins il a esté constaté par le dit contract de vente, du 10 avril 1720, que lors de cette vente il ne luy en a esté remis sur le dit catalogue que 756 volumes, en sorte qu'il s'est trouvé manquer sur le dit catalogue 21 volumes, qui sont les 17, 48, 73, 77, 120, 164, 225, 242, 296, 320, 352, 363, 372, 404, 405, 406, 449, 475, 632, 668 et 773 ; *en second lieu*, que, quoique par le dit contract de vente, on luy ait délivré en même temps 178 autres volumes de manuscrits non compris dans le dit catalogue, mais énoncés dans le dit estat intitulé « Supplément » et annexé au dit catalogue, néanmoins cet estat intitulé « Supplément » se trouve aujourd'huy comprendre 181 volumes. En sorte que le nombre des volumes énoncés dans le dit estat intitulé « Supplément » se trouve excéder de 3 volumes le nombre de ceux énoncés au dit contract de vente du 10 avril 1720 ; *en troisième lieu*, que depuis que les dits manuscrits sont en sa possession il a recouvré quatre de ces volumes, qui s'estoient trouvez manquer sur le dit catalogue, lors de la ditte vente, et qui sont les volumes numérotés 17, 164, 225 et 352, de manière que des 21 volumes, qui manquoient sur le dit catalogue lors de la ditte acquisition, il n'en manque plus réellement aujourd'huy que 17 volumes ; de la remise et représentation desquels 17 volumes le dit sieur Joly de Fleury ne peut jamais estre tenu, attendu qu'il ne les a jamais eu en sa possession ; *en quatrième lieu*, qu'ayant presté à différentes personnes quelques autres volumes des dits manuscrits, contenus tant au dit catalogue qu'au dit estat, intitulé « Supplément », il ne peut les représenter aujourd'huy, que ces volumes, au nombre

de 4 sur le dit catalogue et au nombre de 7 sur le dit estat, intitulé « Supplément, » forment en tout 11 volumes, sçavoir sur le dit catalogue les volumes numérotés 52, 96, 466 et 626¹, et sur le dit estat intitulé « Supplément » les volumes numérotés 881, 895, 906, 918, 943, 945 et 957, mais qu'il s'oblige d'en faire la remise à la ditte Bibliothèque aussy tost qu'ils luy seront rendus, promettant de faire à ce sujet toutes les diligences nécessaires ; *en cinquième et dernier lieu*, le dit sieur Joly de Fleury observe qu'ayant fait faire le récolement des dits manuscrits pour en faire la remise à la Bibliothèque du Roy il auroit trouvé 10 volumes qui ne parroissent pas estre énoncés aux dits catalogue ny estat intitulé « Supplément, » mais qui parroissent provenir de la même collection de M. Dupuy et dont il offre de faire pareillement la remise à la Bibliothèque du roy, que ces volumes sont intitulés, sçavoir : le 1^{er} « fragmenta diversorum autorum (*sic*), glossaria, » in-folio, cotté 448² ; le 2^e, portefeuille contenant 13 pièces ou mémoires, dont le premier intitulé « Mémoire touchant les appanages des enfans de France³ ; » le 3^e, « Recueil de lettres de M^{rs} le président Séguier, Fresnes-Canaye, Champigny, de Sancy et Césy », in-folio⁴ ; le 4^e, « Lettres originales, dont première de M. le cardinal de Richelieu, » in-folio n^o 6⁵ ; le 5^e, « Extrait historique, » in-quarto, en basanne⁶ ; le 6^e, « Instruction du duc de Venise au sieur Selsy, » écrite en latin sur vélin, in-quarto, maroquin rouge, cotté 12⁷ ; le 7^e « Autores varii de restituenda ecclesiastica disciplina, » in-quarto cotté 34⁸ ; le 8^e « Catalogue de la bibliothèque de M. Herman, docteur de Sorbonne et chanoine de Beauvais, » in-quarto⁹ ; le 9^e, « De la manière de jouer aux échets, en italien, » in-quarto¹⁰ ; le 10^e et dernier : « Le siège de la Rochelle en latin, » in-quarto, cotté 3¹¹. En conséquence desquelles observations cy-dessus faittes par le dit s^r Joly de Fleury, le dit sieur

1. Une main a effacé ces numéros et ajouté dans la marge : « Ces quatre volumes ont été renvoiez par M. le procureur général à M. l'abbé Sallier le 24 octobre 1755 et mis à leur numéro. »

2. Collection Dupuy, volume 449.

3. Français 6416 (?).

4. Français 6415 (?).

5. Collection Dupuy, volume 881.

6. Français 6367 (?).

7. Collection Dupuy, volume 952 *bis*.

8. Collection Dupuy, volume 918.

9. Cf. ms. latin 11403, copie du xviii^e siècle (?).

10. Collection Dupuy, volume 941.

11. Collection Dupuy, volume 943.

Bignon reconnoist que sur les 777 volumes de manuscrits originaux de M. Dupuy mentionnés au dit catalogue, il n'a réellement reçu que 756 volumes, et que sur les 181 volumes des mêmes manuscrits, compris dans le dit estat intitulé « Supplément » et annexé au dit catalogue il n'en a réellement reçu que 174, récollement ayant été préalablement fait des dits volumes, tant sur les dits catalogue et estat intitulé « Supplément » y annexé, que sur le contract de vente du 10 avril 1720. Reconnoist pareillement ledit sieur Bignon avoir reçu du dit sieur Joly de Fleury les 10 volumes qu'il a trouvés lors du récollement qu'il a fait faire des dits manuscrits et qui luy ont paru provenir de la même collection de M. Dupuy, tels qu'ils sont cy-dessus détaillés. Tous lesquels volumes, tant ceux présentement fournis sur le dit catalogue et sur l'estat y annexé, intitulé « Supplément », que les 10 autres volumes trouvés lors du dit récollement, composent ensemble le nombre de 940 volumes ; reconnoissant en outre le dit sieur Bignon que le dit sieur Joly de Fleury luy a cy devant delivré coppie du dit contract de vente du dit jour 10 avril 1720, qui a esté à l'instant remise à la Bibliothèque du roy. Au moyen desquelles remise et delivrance ainsy faittes le dit sieur Bignon promet et s'oblige en sa ditte qualité, pour et au nom de sa Majesté, de faire fournir et délivrer au dit sieur Joly de Fleury des copies des dits manuscrits, en commenceant par celles qui se trouveront actuellement à la Bibliothèque du Roy, lesquelles luy seront incessamment remises, et d'employer annuellement sur les fonds de la Bibliothèque, jusques à concurrence de la somme qui sera destinée à cet effect au payement de ceux qui seront chargés du soin de continuer les dittes copies et qui seront tenus d'y travailler sans interruption, pour estre en suite remises successivement au dit sieur Joly de Fleury¹.

1. Aux pages 1, 906 et 922 sont les paraphes de M^{lles} de Ménars et de Joly de Fleury.

LA DATE
DE LA
MORT DE L'ÉVÊQUE DE TOUL
RICUIN DE COMMERCY

(7 FÉVRIER 1124)

On hésite généralement sur la date de la mort de l'évêque de Toul, Ricuin de Commercy. Benoit Picart¹ et le *Gallia christiana*² donnent les ides de février 1126 comme date de son décès. M. l'abbé Eugène Martin³ a adopté ce quantième. M. Émile Duvernoy, qui a dressé un *Catalogue des actes de Ricuin*, observe que « les textes contemporains ne laissent pas voir s'il est mort en 1124, 1125 ou 1126⁴ ».

Il nous paraît cependant que l'on peut, en examinant les chroniques, les documents diplomatiques et les obituaires, donner à ce petit problème une solution rationnelle.

Aubri de Trois-Fontaines⁵ rapporte que le successeur de Ricuin, Henri de Lorraine, fut désigné en 1126. D'autre part, Jean de Bayon dit, dans son *Chronicon Mediani monasterii*⁶ composé en 1326, que Ricuin mourut en 1124. M. l'abbé

1. *Histoire de la ville et du diocèse de Toul*. Toul, 1707, p. 406-407.

2. T. XIII, col. 997, § xli.

3. *Histoire des diocèses de Toul, Nancy et Saint-Dié*, Nancy, 1900, t. I, p. 237. Cette date est également celle que donne Albert Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. III (1896), p. 993.

4. Paris, Imprimerie nationale, 1919 ; extrait du *Bulletin philologique et historique [du Comité]*, 1917, p. 4 [p. 11 du *Bulletin*].

5. *Chronicon*, dans *Mon. Germ. hist., SS.*, t. XXIII, p. 826.

6. Publ. dans Calmet, *Histoire de Lorraine*, 1^{re} éd., t. III, pr., col. ccxxxix.

Eugène Martin oppose ces deux témoignages¹ : « [Aubri], observe-t-il, nous laisse une grande latitude, et, comme Jean de Bayon place la mort de Ricuin en 1124, comme nous trouvons une bulle adressée le 3 octobre 1125 aux clercs (et non à l'évêque) de Toul (Jaffé, n° 7214), j'aurais été porté à croire ici à l'exactitude de Jean de Bayon. Mais une vacance de deux ans, alors qu'un membre de la maison de Lorraine était sur les rangs, me semble invraisemblable ; je me persuade qu'il y a eu interposition des chiffres MCXXIV pour MCXXVI, je me range à l'opinion commune et j'adopte la date de 1126. »

On constatera que cette critique est un peu expéditive. M. l'abbé Eugène Martin ne trouve à opposer à Jean de Bayon que le vraisemblable, ce qui est peu. La correction qu'il propose au texte de Jean de Bayon est de celles dont les érudits abusent : elle est trop commode. Il suffit, d'ailleurs, de lire le *Chronicon Mediani monasterii* et de situer la phrase de Jean de Bayon dans son contexte pour montrer que les chiffres donnés par cet auteur n'ont pu être altérés par un copiste : « Anno 1124. Ricuinus episcopus obiit. Anno sequenti Henricus imperator obiit. Lotharius successit². » Or, c'est en 1125 que mourut Henri V. Jean de Bayon a donc placé la mort de Ricuin en 1124.

Nous ne prétendons pas, naturellement, qu'il faille suivre Jean de Bayon sans réserves. Ce chroniqueur écrivait en 1326³, plus de deux cents ans après la mort de Ricuin. On a relevé dans son œuvre de nombreuses erreurs. Son témoignage n'a pas une grande autorité. Néanmoins, ce ne serait pas le fait d'une droite critique que de rejeter ses affirmations sans contrôle. Ce que dit cet auteur vaut la peine d'être vérifié, d'autant plus que, seul parmi les narrateurs du moyen âge, il nous a transmis l'année de la mort de l'évêque Ricuin.

Le dernier acte daté que nous ayons conservé de Ricuin a été expédié en faveur de l'abbaye de Molesme le 31 janvier

1. *Op. cit.*, t. I, p. 237, n. 4.

2. Bibl. nat., ms. lat. 10015, p. 339, exemplaire de 1682 ayant appartenu à Fr. de Riguet, grand prévôt de Saint-Dié.

3. Voir L. Jérôme, *L'abbaye de Moyenmoutier, de l'Ordre de Saint-Benoît, en Lorraine*. Paris, 1902, t. I^{er} (seul paru), p. 44-49.

1124¹. Le fait que nous ne possédons pas d'actes postérieurs à ce quantième ne saurait prouver, à lui seul, que Ricuin mourut peu après le 31 janvier 1124. Nous n'avons pas conservé un assez grand nombre de chartes de Ricuin pour tirer une conclusion aussi formelle d'une telle constatation. On aurait beau jeu de nous remontrer que nombreuses sont les années du pontificat de Ricuin qui ne sont marquées dans le *Catalogue* de M. E. Duvernoy par aucune charte : telles les années 1110, 1114, 1121².

Le premier document où apparaisse le successeur de Ricuin, Henri de Lorraine, est une bulle du pape Honorius II, datée du 28 mars 1126³. Entre le 31 janvier 1124 et le 28 mars 1126 aucun évêque de Toul n'est cité dans les documents diplomatiques. C'est une constatation qui mérite attention.

M. l'abbé Eugène Martin, nous l'avons dit, a judicieusement observé qu'une bulle d'Honorius II, donnée à Bénévent le 5 des nones d'octobre 1125, était adressée non à l'évêque de Toul, mais aux clercs de l'église de Toul, « dilectis filiis Tullensis ecclesiae clericis⁴ ». Il convient que nous examinions cette bulle et que nous recherchions si l'on peut tirer argument du libellé de son adresse pour conclure que le 3 octobre 1125 l'église de Toul était sans pasteur.

Honorius confirme la sentence d'anathème que les clercs de l'église de Toul ont lancée contre les dilapidateurs des biens de leur église et que son prédécesseur, Calixte II, avait lui-même confirmée. Nous avons conservé la bulle par laquelle Calixte II approuvait la sentence d'anathème prononcée par les chanoines de Toul⁵. Elle est adressée, elle aussi, aux chanoines de Toul, « dilectis filiis Tullensis ecclesiae canonicis ». Elle ne porte pas de date d'année. Elle a été donnée au palais de Latran le xv des kalendes de décembre ; d'après l'itinéraire de Calixte II, elle n'a pu être expédiée que le 15 novembre 1122 ou le 15 novembre 1124⁶.

1. Jacques Laurent, *Cartulaire de Molesme*. Paris, 1911, t. II, p. 510, n° 705 ; cité par Duvernoy, *op. cit.*, p. 11 [18], n° 27.

2. Voir Duvernoy, *op. et loc. cit.*

3. E. Martin, *Histoire du diocèse de Toul*, t. I, p. 238 et n. 3 ; cf. Hauck, *op. cit.*, p. 922.

4. S. Loewenfeld, *Epistolae pontificum Romanorum ineditae*. Lipsiae, 1885, p. 81, n° 163.

5. *Ibid.*, p. 81, n° 162.

6. Cf. Ulysse Robert, *Bullaire de Calixte II*. Paris, 1891, t. I, p. XLII et suiv.

Une induction se présente incontinent à l'esprit : si le pape s'adresse aux clercs de Toul, si les chanoines prononcent eux-mêmes l'excommunication, c'est qu'ils administraient le diocèse, c'est qu'il n'y avait point d'évêque. *A priori*, donc, la bulle de Calixte II paraît devoir être datée du 15 novembre 1124, puisqu'en 1122 Ricuin vivait certainement. Ainsi, dès avant le 15 novembre 1124, Ricuin de Commercy serait mort.

Ce raisonnement est un peu spécieux, sa rigueur s'évanouit à la lumière d'un autre document : le 27 août 1119, à Poitiers, Calixte II, en présence de Ricuin, confirme le pouvoir accordé par l'évêque au chapitre d'excommunier les spoliateurs de l'église de Toul, ce qui implique que dès 1119 le chapitre, du vivant même de Ricuin, avait le droit d'excommunier ceux qui osaient le dépouiller de ses biens¹.

Cependant, si nous poursuivons l'examen de la suite qui fut donnée à cette affaire, nous pourrions peut-être tirer argument de la bulle du 3 octobre 1125.

La question des spoliateurs des biens du chapitre ne s'arrêta pas au point où nous l'avons laissée. Le 28 mars et le 25 avril 1126, s'adressant cette fois au nouvel évêque de Toul, Henri de Lorraine, Honorius II mande à ce prélat de sommer Thierry d'Ambacourt, Thierry, châtelain de Bar, et son fils Gérard de rendre à l'église de Toul les biens qu'ils avaient arrachés par la force². Le 29 octobre 1132, à la relation d'Henri de Lorraine, Innocent II expédie une bulle relativement au même sujet³. Dans les deux circonstances, le pape fait donc appel à l'évêque de Toul. En 1125, il ne le cite même pas incidemment. C'est là un trait à relever, cette particularité n'est certes pas une preuve de la vacance du siège de Toul, — je l'ai observé ; mais il y a là une indication, indication qui, à elle seule, ne peut entraîner une certitude, mais qui, rapprochée d'autres faits, peut acquérir la valeur d'une présomption.

Le 14 avril 1124, Calixte II recommande l'abbaye de Montiérender aux évêques de Langres, Troyes, Châlons et Toul⁴.

1. Nous publions la bulle inédite de Calixte II comme pièce justificative.

2. Loewenfeld, *op. cit.*, p. 81-82, n° 164-165.

3. *Ibid.*, p. 87-88, n° 175.

4. Ulysse Robert, *op. cit.*, t. II, p. 317-318, n° 495.

Or, l'adresse de la bulle par laquelle le pape propose ce monastère à l'attention des évêques présente une particularité qui n'a pas échappé à la perspicacité de M. Émile Duvernoy¹. Calixte énumère les destinataires de la bulle en ces termes : « Venerabilibus fratribus Joceranno Lingonensi, Hatoni Trecensi, Ebalo Cathalaunensi et Tullensi episcopis. » L'évêque de Toul n'est pas nommé, à la différence des trois autres, ce qui « donne à supposer, observe M. Duvernoy, que [Ricuin] pouvait être mort et qu'à Rome on ne savait pas le nom de son successeur ». « Mais, ajoute le savant lotharingiste, nous ne connaissons cette bulle que par des copies qui ont pu sauter un nom. » Cette bulle nous a été transmise, en effet, par le cartulaire de Montiérender² ; toutes les autres copies que nous possédons dérivent de la transcription du cartulaire³. Cependant, nous avons de bonnes raisons de tenir la copie du cartulaire pour exacte ; ce serait prêter peut-être trop au hasard que de prétendre que l'omission du nom de l'évêque de Toul n'est due qu'à une étourderie de copiste.

Je crois que toutes les coïncidences que je viens de relever sont significatives. Jean de Bayon nous dit que Ricuin mourut en 1124, nous n'avons pas conservé d'actes de cet évêque postérieurs au 31 janvier de cette année ; une bulle de 1125, où l'on s'attendrait à trouver son nom, ne le mentionne pas ; une autre bulle du 14 avril 1124 ne donne pas le nom de l'évêque de Toul. Toutes ces constatations s'accordent à merveille. Puisque nous n'avons rien trouvé qui pût nous montrer Jean de Bayon en défaut, pourquoi taxer son témoignage d'in-vraisemblance, alors que tout ce que nous savons tend à le corroborer ? J'ajoute que Jean de Bayon, comme Aubri de Trois-Fontaines, place l'élection du successeur de Ricuin de Commercy, Henri de Lorraine, en 1126. Ce millésime est confirmé par les documents qui nous ont été conservés. Or, si Jean de Bayon a été exactement informé de la date de

1. Duvernoy, *op. cit.*, p. 18 [11], n° 28.

2. *Premier cartulaire de Montiérender*, t. I, fol. cxii r^o-v^o, arch. de la Haute-Marne, série H, non classé. Nous avons contrôlé la transcription de l'adresse sur ce manuscrit.

3. Bibl. nat., nouv. acq. lat. 1251, fol. 113 ; coll. Baluze, vol. 39, fol. 211 ; coll. Moreau, vol. 54, fol. 5 ; ms. lat. 9771, fol. 146 r^o.

l'élection d'Henri, il a pu l'être semblablement de la date de la mort de Ricuin. Sa source a pu, en cette circonstance, n'être pas fautive.

Si l'on ne récuse point la valeur probante des indices que j'ai relevés, on devra admettre que Ricuin mourut entre le 31 janvier 1124, date de la dernière charte que nous possédons de lui, et avant le 14 avril de cette même année, date de la bulle de Calixte II, où l'évêque de Toul n'est désigné que par son titre. Si donc nous ne sommes point trompé, le quantième de sa mort doit être compris entre ces deux dates ; pouvons-nous déterminer ce quantième ? Cela nous est loisible. Ce faisant, nous contrôlerons la valeur de notre conclusion.

Les auteurs qui ont eu l'occasion de parler de la mort de Ricuin nous apprennent que le prélat mourut le 13 février : « Ricuin, déclare le P. Benoit Picart¹, mourut dans la ville de Toul aux ides de février 1126. Son corps fut enterré dans l'église cathédrale, à l'entrée de la chapelle de la Madeleine... Le nécrologe de Toul parle de cet évêque en ces termes : « Dedit viginti solidos fortium supra trecensum de Rambre-
« court², hic dedit primiceriatum et alodium de Trondo-
« lis³. » Celui de l'abbaye de S. Mansui met sa mort au 8^e des ides de février. » Benoit Picart n'en dit pas davantage pour justifier la date des ides de février, qu'il adopte, et pour rejeter celle du 8 des ides qu'il cite pour être celle de l'obit du nécrologe de Saint-Mansuy. Le *Gallia christiana* donne les ides de février et M. le chanoine Eugène Martin n'ajoute rien, en cette occasion, à Benoit Picart.

Si nous examinons les obituaires lorrains dont jusqu'ici l'on a un peu trop négligé l'étude, nous constaterons que la mémoire de Ricuin est commémorée dans un grand nombre de ces documents. L'obituaire du chapitre cathédral de

1. *Op. et loc. cit.*

2. Il existe plusieurs Rembercourt dans la région : Rembercourt-aux-Pots (Meuse, arr. Bar-le-Duc, cant. Vaubecourt), Rembercourt-sur-Orne (Meuse, arr. Bar-le-Duc, cant. Revigny, comm. Varney, hameau), Rembercourt-sur-Mard (Meurthe-et-Moselle, arr. Toul, cant. Thiaucourt).

3. Trondes, Meurthe-et-Moselle, cant. Toul-Nord, dont la cure était à la collation du chapitre de Toul (*Pouillé de 1402*, dans A. Longnon et Victor Carrière, *Pouillés de la province de Trèves*, p. 321).

Toul, conservé à la Bibliothèque nationale¹, enregistre la mort de Ricuin au 6 février : « VIII id. febr. Obiit Riquinus, hujus sedis episcopus, in cujus anniversario debentur xx^{ti} sol. fortium super trecensum de Rembriecourt, quem tenet. » Cet obit diffère par sa rédaction de celui que cite Benoît Picart, d'où je conclus que le savant capucin s'est servi d'un nécrologe de la cathédrale de Toul autre que celui que nous avons utilisé. Les obituaires de Saint-Airi², de Saint-Mihiel³, de Saint-Arnoul de Metz⁴ donnent, comme celui de la cathédrale de Toul, le VIII des ides, c'est-à-dire le 6 février. L'obituaire de Saint-Mansuy de Toul⁵, dont nous avons conservé la copie, et l'obituaire de Saint-Vanne de Verdun⁶ rapportent le décès de Ricuin au VII des ides, c'est-à-dire au 7 février. Devant cette quasi-unanimité, il nous paraît que l'on doive adopter le 7 février comme quantième de la mort de notre évêque.

Or, le 7 février est bien compris dans le terme du 31 janvier au 14 avril. Nous avons ainsi la confrontation que nous cherchions. J'admets donc que Ricuin mourut le 7 février 1124. Dans l'état actuel de notre documentation, cette date nous paraît la plus sûre ; les présomptions qui nous ont servi à la proposer se renforcent par leur accord. Que les recoupements que nous avons cru découvrir ne soient que le résultat d'un malin hasard, c'est possible ; mais c'est justement ce que l'on a jamais démontré.

Au moment où nous corrigeons les épreuves de cet article, M. Firmin Comte nous signale, avec une bienveillance dont nous lui sommes très reconnaissant, que, dans la notice relatant la dédicace de l'église de l'abbaye de Senones (juin 1124), Antoine, abbé de ce monastère, parle de la mort récente de l'évêque Ricuin : « Ante hos dies aliquanto temporis spacio,

1. Ms. lat. 10018, fol. 107 v^o (xiv^e siècle).

2. Bibl. nat., ms. lat. 11902, fol. 45.

3. Abbé Ch. Aimond, *Les nécrologes de l'abbaye de Saint-Mihiel*. Bar-le-Duc, 1923, p. 142 et n. 1.

4. Bibl. nat., ms. lat. 11902, fol. 131.

5. Une édition de ce nécrologe, préparée par nos soins, sera prochainement publiée dans les *Archives de la France monastique*.

6. Hermann Bloch, *Die älteren Urkunden des Klosters S. Vanne zu Verdun*, dans *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1902, t. XIV, p. 136.

Tullensi ecclesia Ricuino venerando pastore viduata, dubium erat quem post ipsum quando foret habitura » (D. Calmet, *Hist. de Lorraine*, 1^{re} éd., t. I, pr., col. 440, « Ex authentico »). Nous avons donc maintenant la certitude que Ricuin mourut en 1124.

Pierre MAROT.

PIÈCE JUSTIFICATIVE

[1119], 27 août. — Poitiers.

Calixte II confirme la licence donnée par Ricuin de Commercy, évêque de Toul, aux chanoines de sa cathédrale d'excommunier les spoliateurs de leurs biens.

B. Copie du XIV^e siècle, Cartulaire A de l'église de Toul, archives de Meurthe-et-Moselle, non classé, fol. 5^{re} et v^o.

Ind. : Chr. PFISTER, *Le bullaire de l'église de Toul*, dans *Mélanges Bémont*. Paris, 1913, p. 189, n° 9*, d'après l'*Inventaire des archives de l'église de Toul* de Pierre-Camille Lemoine, archives de Meurthe-et-Moselle, G 1384¹.

Calixtus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Tullensis ecclesie canonicis salutem et apostolicam benedictionem. Veniens ad nos frater noster Riquinus, episcopus vester, asseruit se caritati vestre paterne benignitatis providencia raptores rerum vestrarum excommunicandi licenciam concessisse. Nostris eciam litteris id ipsum petiit confirmari. Nos ergo, ex apostolice sedis clemencia, et illius petitionibus annuentes et vestris necessitatibus providentes, concessionem ipsam auctoritate sedis apostolice confirmamus, ut videlicet, cum adversus raptores (a) rerum vestrarum mobilium vel immobilium, communium vel propriarum eccle-

a. Mot ajouté en interligne au XVIII^e siècle.

1. Cette bulle n'a pas été connue d'Ulysse Robert, qui ne l'a pas signalée dans son *Bullaire de Calixte II*. Le cartulaire où elle est transcrite a été récemment donné aux archives de Meurthe-et-Moselle (cf. Duvernoy, *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1920, p. 446). M. Duvernoy (*op. cit.*, n° 15) a reproduit l'analyse de M. Chr. Pfister (n° 9) et l'a fait suivre de ces références : Jaffé, n° 6730, et U. Robert, t. I, p. 68-70, n° 52. Or, M. Duvernoy ne s'est pas rendu compte que le même jour Calixte II avait expédié deux bulles en faveur de l'église de Toul, celle que nous publions et qui est inédite (Pfister, n° 9*) et une autre par laquelle le pape confirme diverses donations faites au chapitre (Pfister, n° 8). C'est à cette deuxième bulle que s'appliquent les références données par M. Duvernoy.

siastica fuerit ultio exercenda, primicerius, archidiaconi et abbates convenient et, communicato eorum consilio, personam quam potissimam ex vobis ad id peragendum eligeritis vice vestri episcopi, et vestram in eorum excommunicationis sententiam proferat. Excommunicatos autem nullus in communionem presumat suscipere donec (fol. 5 v^o) vobiscum satisfactione debita concordantes per vos matri reconcilientur ecclesie. Preterea vobis vestreque confirmamus ecclesie quartam partem medietatis de Commercio¹ quam Riquinus, pro pecunia centum librarum Tullensis monete in vadimonium habens, vobis sub ejusdem vadimonii ad prebende vestre usum pro anime sue remedio cognoscitur tradidisse. Tres vero portiones ejusdem medietatis, quas predictus Riquinus in alodio habebat, sub eodem titulo vestre contradidit ecclesie. Preterea confirmamus vobis quindecim solidos annuatim de teloneo vestre civitatis quos venerabilis frater noster Riquinus, episcopus vester, vestre concessit ecclesie. Si quis ergo huic nostre confirmationi temere, quod absit, obviare temptaverit, donec satisfaciatur, ecclesiastice subiaceat ultioni. Datum Pictavis vi. kalendas septembris.

1. La moitié de la seigneurie de Commercy fut donnée par Ricuin de Commercy et Riquicia, sa femme, au chapitre de Toul. Voir le détail de cette donation dans la seconde bulle dont nous venons de parler (*supra*, n. 1) (Ulysse Robert, *Bullaire*, t. I, n^o 52) et que nous avons commentée dans notre article sur *Thierry, châtelain de Bar, et Thierry d'Ambacourt*, dans *Bull. de la Soc. des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc*, 1927, p. 154-156.

UN COMPTE INÉDIT
DE
BERTRAND DU GUESCLIN

Le compte de Bertrand Du Guesclin publié ci-dessous appartient à la bibliothèque de la Chambre des députés¹ ; il y a été retrouvé entre les planches d'un volume de la *Paléographie universelle* de Silvestre. Écrit sur une feuille de parchemin mesurant, y compris le repli, 0^m41 sur 0^m46 de dimensions moyennes, ce compte est assez bien conservé, sauf des trous, des taches et des plis, qui ne gênent d'ailleurs pas la lecture ; on peut restituer aisément les lettres manquantes. Le repli est fendu pour le passage de la double queue du sceau, dont il ne reste rien. Le verso ne porte aucune mention.

Quoique toutes les chartes de Du Guesclin n'aient pas été publiées, on voit que le compte ci-dessous s'écarte de la forme la plus habituelle². Il comprend deux parties. Dans la première sont indiqués le détail et la somme des gages dus à Bertrand Du Guesclin et à sa compagnie, et à Hervé de Mauny et à sa compagnie, « ordonnez de creüe ». Il est à remarquer que Du Guesclin distingue ses gages de banneret, d'une part, et son « estat » particulier, d'autre part ; il touche à la fois comme capitaine de sa compagnie et comme connétable. L'expression « double » ne se rapporte pas à sa solde ; on voit, en effet, qu'au mois de juillet 1372 Du Guesclin « double », 5 bannerets, 78 chevaliers, 316 écuyers reçoivent 248 livres

1. N° 1548 du Catalogue des manuscrits.

2. Voir notamment Hay du Châtelet, *Histoire de Bertrand Du Guesclin*, Paris, 1666, pièces justificatives ; A. de la Borderie, *Chartes inédites de B. Du Guesclin*, dans la *Revue de Bretagne*, 1888 ; Delachenal, *Histoire de Charles V*, pièces justificatives.

tournois. La même somme est versée au mois d'août à Du Guesclin, *sans qualification*, et pareillement accompagné.

Le compte donne seulement le total des gages attribués en bloc à un certain nombre de bannerets, de chevaliers-bacheliers (ainsi désignés par opposition aux chevaliers-bannerets) et d'écuyers. On peut, néanmoins, retrouver ce que gagnait chaque homme de chaque catégorie, en comparant les gages d'avril et de juin 1372, puis ceux d'avril et de décembre, et en convertissant les gages de bannerets en gages de chevaliers. On en déduit que deux écuyers touchent comme un chevalier et un banneret touche comme deux chevaliers ou comme quatre écuyers. Le tarif des gages est le suivant : le banneret touche deux livres par jour, le chevalier une livre, l'écuyer une demi-livre. Du Guesclin touche comme un banneret.

Ce qui est confirmé en partie par ailleurs ; en août 1373, « Hervé de Mauny... prend pour quatre escuyers, comme banneret », lisons-nous dans une lettre de Du Guesclin « pour la paye de Messire Hervé de Mauny¹ ». Quant à l'« estat » de 2,000 francs par mois de Du Guesclin, on le voit mentionné ailleurs, par exemple dans une quittance du connétable, du 20 avril 1371, à Paris².

La seconde partie du compte indique les paiements des sommes mentionnées dans la première ; ils avaient lieu en général vers la fin du mois, à des dates irrégulières : 20 mars, 23 avril, 24 mai, 24 juin, 13 juillet, 20 août, 15 septembre, 1^{er} novembre, 24 novembre, 24 décembre, 27 décembre 1372, 31 janvier, 16 février, 31 mars 1373. On remarquera que, selon l'intitulé de la pièce, les comptes vont du 1^{er} mars 1372 (1373, n. st.) au 1^{er} janvier 1373 (1374, n. st.). Le compte même des gages commence le 1^{er} mars 1371 (1372, n. st.). Le compte des paiements le 20 du même mois ; ils finissent tous les deux le 31 mars 1372 (1373, n. st.).

Le compte mentionne trois lettres de Charles V, ordonnant les paiements : lettres reçues à Mirebeau le 1^{er} décembre 1372, lettres données le 4 janvier 1372 (1373, n. st.) et le 30 décembre 1373. Elles n'ont pas été retrouvées. On notera

1. Hay du Châtelet, *Histoire de Du Guesclin*. Paris, 1666, p. 384.

2. *Ibid.*, p. 353.

que les lettres d'ordonnance de paiement du 8 janvier se réfèrent à des sommes reçues précédemment à Pret, le 1^{er} janvier.

Les personnages nommés dans ce compte sont bien connus. Étienne Braque, trésorier des guerres, appartenait à une puissante famille de financiers, réputés peu scrupuleux, du xiv^e siècle ; Hervé de Mauny, banneret, frère d'Olivier et de Gautier, était cousin de Du Guesclin et l'un de ses fidèles compagnons. Il figure dans plusieurs montres : à Bourges, le 1^{er} juin 1371 ; à la bastide devant Conches, le 1^{er} juillet ; à Caen, le 1^{er} août¹. On peut citer une lettre de Du Guesclin relative à sa paye, du 10 août 1374, à Agen, et une quittance de lui-même, du 20 juillet 1390, à Saint-Lô².

Comme noms de lieux on relève : Chinon³ ; Mirebeau⁴, dont la région venait d'être le théâtre de luttes entre Français et Anglais, en 1369⁵ ; Châtellerauld⁶, pris aux Anglais par un lieutenant de Du Guesclin, Jean de Kerlouet, en juillet 1370⁷ ; Pret⁸ ; Montreuil-Bonnin⁹, possession de Du Guesclin, qu'il devait vendre au duc de Berry¹⁰.

Le compte ne porte pas de date de lieu. Le 31 décembre 1373, Du Guesclin avait sans doute quitté le Poitou : on sait que trois semaines plus tard, le 21 janvier 1374, il épousait Jeanne de Laval, à Rennes¹¹.

Jean MARCHAND.

Compte de nous, Bertran Duguerclin, duc de Moulines, comte de Longueville et connestable de France, et des gens d'armes tant de creüe comme autrement, que nous avons tenus en nostre compaignie et gouvernement ès guerres du Roy nostre sire, avec

1. Hay du Châtelet, *Histoire de Du Guesclin*, p. 356, 359, 362.

2. *Ibid.*, p. 384 et 422.

3. Ch.-l. d'arr. (Indre-et-Loire).

4. Ch.-l. de cant., arr. de Poitiers (Vienne).

5. Froissart, édit. Luce, t. VII, p. 121.

6. Ch.-l. d'arr. (Vienne).

7. Froissart, éd. Luce, p. xc, n. 2, et p. 212 ; Hay du Châtelet, *op. cit.*, p. 211.

8. Moulin détruit ; comm. de Verrières, cant. de Lussac-le-Château, arr. de Poitiers (Vienne).

9. Cant. de Vouillé, arr. de Poitiers (Vienne).

10. Lettres passées à Paris le 1^{er} décembre 1377 (Hay du Châtelet, *op. cit.*, p. 458).

11. Froissart, éd. Luce, t. VIII, p. civ.

nostre estat de deux mille frans par moys, depuis le premier jour de mars trois cens soixante et douze, jusques au premier jour de janvier prochain venant trois cens soixante et treise, fait à Estienne Braque, tresorier des guerres du Roy nostre sire, le dernier jour de decembre, ledit an CCCLXXIII, par vertu du mandement dudit seigneur, donné la penultieme jour dudit mois de decembre, par la maniere qui ensuit :

Pour les gaiges de nous banneret, .IIII. autres bannerés, xxxix chevaliers bacheliers et III^c LVI escuiers de nostre hostel et compaignie desservis en ces presentes guerres, du premier jour de mars CCCLXXI jusques au premier jour d'avril ensivent exclut ; par xxxi jour, II^c xxvii livres tournois par jour : vii^m xxxvii liv. tournois. Pour nous banneret, v autres bannerés, LXII chevaliers bacheliers et III^c xxxii escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour d'avril, qu'il fist sa monstre à Chinon, jusques au premier jour de may ensuivant CCCLXXII exclut ; par xxx jours, II^c XL livres tournois par jour : vii^m II^c livres tournois. Pour nous banneret, IIII autres bannerés, LXXVIII chevaliers bacheliers et III^c xxviii escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour de may jusques au premier jour de juing ensivent exclut ; par xxxi jour, II^c XLII livres tournois par jour : vii^m v^c II livres tournois. Pour nous banneret, IIII autres bannerés, LXIIII chevaliers bacheliers et III^c xxxii escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour de juing CCCLXXII jusques au premier jour de juillet ensivent exclut ; par xxx jours, II^c XL livres tournois par jour : vii^m II^c livres tournois. Pour nous double, v autres bannerés, LXXVIII chevaliers bacheliers et III^c xvi escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour de juillet jusques au premier jour d'aoust ensivent exclut ; par xxxi jour, II^c XLVIII livres tournois par jour : vii^m vi^c III^c viii livres tournois. Pour nous banneret, v autres bannerés, LXXVIII chevaliers bacheliers et III^c xvi escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour d'aoust CCCLXXII jusques au premier jour d'octobre ensivent exclut ; par LXI jour, II^c XLVIII liv. tournois par jour : xv^m cxxviii livres tournois. Pour nous banneret, v autres bannerés, LXII chevaliers bacheliers et III^c xxxii escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour d'octobre CCCLXXII jusques au premier jour de novembre ensivent exclut ; par xxxi jour, II^c XL livres tournois par jour : vii^m III^c XL livres tournois. Pour nous banneret, v autres bannerés,

LXXVIII chevaliers bachelers et III^c XVI escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour de novembre CCCLXXII jusques au premier de decembre ensivent exclut; par xxx jours, II^c XLVIII livres tournois par jour : VII^m III^c XL livres tournois. Pour nous banneret, six autres bannerés, LXXV chevaliers bachelers et III^c II escuiers de nostre hostel et compaignie, dudit premier jour de decembre CCCLXXII jusques au premier jour de janvier ensivent exclut; par xxxi jours, II^c XL livres tournois par jour : VII^m III^c XL livres tournois.

Et pour les gaiges de messire Hervé de Mauny, sire de Torci, chevalier banneret, XLI chevaliers bachelers et VII^{xx} XVIII escuiers, qui font deux cens hommes d'armes, ordonnés de creüe par le Roy nostredit seigneur audit monseigneur le Connestable et soubz nostre gouvernement en ces presentes guerres, outre et par dessus le nombre que nous teniens, si comme par lettres de nostre dit seigneur sur ce faictes peut apparoir, ci retenues, receus à Mirebeau le p[remier] jour de decembre CCCLXXII, d'icelui premier jour jusques au premier jour de janvier ensivent exclut; par xxxi jour, VI^{xx} II livres tournois par jour : III^m VII^c III^{xx} II livres tournois. Pour les gaiges de nous connestable banneret, VI autres bannerés, LXXV chevaliers bachelers et III^c VI escuiers de nostre hostel et compaignie reveus à Chastellerraut le premier jour dudit mois de janvier CCCLXXII¹, et pour messire Hervé de Mauny, banneret, LXI chevalier bacheler et II^c XXXVIII escuiers, qui font III^c hommes d'armes à nous ordonnez par le Roy nostredit seigneur et par ses [lett]res sur ce faictes, données III^{ie} jour de janvier CCCLXXII², pour le servir en ces presentes guerres ou pais de Guienne et de Poitou en [nost]re [c]ompaignie et soubz nostre gouvernement, receus à Pret en Poitou ledit premier jour dudit mois de janvier, d'icelui jour jusque[s] au prem[ie]r jour de fevrier³ ensivent exclut; par xxxi jour, III^c XXIII livres tournois par jour : XII^m CXLIII livres tournois. [Pour nous] banneret, six autres bannerés, LXXV chevaliers bachelers et III^c VI escuiers de nostre hostel et compaignie, et pour [me]ssire He[r]vé de Mauny, banneret, soixante un chevalier bacheler et II^c XXXVIII escuiers, qui font III^c hommes d'armes ordonnez de creüe à nous connestable, comme dessus est dit, reveus à Monsterueil-Bonnin le pre-

1. 1373, n. st.

2. Id.

3. Id.

mier jour de fevrier CCCLXXII¹, d'icelui jour jusques au premier jour de mars ensivent exclut ; par xxviii jours au pris dessus dit de iiii^c xxiiii livres tournois par jour : xi^m viii^c lxxii livres tournois. — Somme des gaiges : cii^m viii^c lxxiii livres tournois.

Et pour l'estat de nostre personne à nous ordonnez par le Roy nostre sire prendre et avoir chascun mois, c'est assavoir ii^m frans par mois oultre et par dessus noz gaiges et des gens d'armes que nous avons tenuz en nostre compaignie et soubz nostre gouvernement depuis le premier jour de mars CCCLXXI² jusques au premier jour de mars ensivent CCCLXXII³ exclut, par douze mois ii^m frans d'or par mois, xxiiii^m frans. — Somme des gaiges et estat dessus diz : vi^{xx} vi^m viii^c lxxiii livres tournois.

De ce avons nous eu par noz lettres données : c'est assavoir xx de mars CCCLXXI⁴ iiii^m iiii^{xx} vi livres tournois ; ce jour viii^{xx} frans. xxiii d'icelui mois xii^c frans. xxiii d'avril ensivent vii^m ii^c frans ; ce jour ii^m frans. [*Dans l'interligne :*] xxiiii de may ensivent vii^m ii^c lx frans ; ce jour ii^m frans. — xxiiii de juing ensivent vii^m ii^c livres tournois ; ce jour ii^m frans. xiii de juillet ensivent viii^c livres tournois. xvi d'icelui mois vii^m ii^c livres tournois ; ce jour ii^m frans. xx d'aoust ensivent vii^m ii^c frans ; ce jour ii^m frans. xv de septembre ensivent CCCLXXII vii^m ii^c frans ; ce jour ii^m frans. Premier jour de novembre ensivent vii^m ii^c frans ; ce jour ii^m frans. xxiiii d'icelui mois de novembre v^m ii^c frans ; ce jour ii^m frans. xxiii de décembre ensivent vii^m ii^c livres tournois ; ce jour ii^m livres tournois. xxvii d'icelui mois iii^m vi^c livres tournois. Derrenier jour de janvier ensivent, vii^m ii^c livres tournois ; ce jour, ii^m livres tournois ; ce jour, v^m iiii^c frans. xvi de février ensivent, vii^m ii^c livres tournois ; ce jour, ii^m livres tournois ; ce jour, v^m iiii^c livres tournois. Et derrenier jour de mars ensivent, iiii^m ix^c lxxvii livres tournois. — Somme que nous avons eu : vi^{xx} vi^m viii^c lxxiii livres tournois. Et quitte.

En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre seel à ce present compte, qui fu fait le derrenier jour de decembre, l'an mil trois cens soixante et treize, dessus diz.

1. 1373, n. st.

2. 1372, n. st.

3. 1373, n. st.

4. 1372, n. st.

IDENTIFICATIONS
DE QUELQUES PARTENAIRES ET JUGES
DES
« UNICA » DES JEUX-PARTIS
DU CHANSONNIER D'OXFORD

Les jeux-partis sont extrêmement précieux pour l'histoire littéraire, car ils révèlent les noms de nombreux poètes ou de ceux qui les protégeaient. Malheureusement, les personnages qui sont cités comme partenaires ou juges sont souvent difficilement identifiables. Dans leur récent *Recueil général des jeux-partis français*¹, M. Arthur Långfors et ses collaborateurs, MM. A. Jeanroy et L. Brandin, ont donné « sur les partenaires et les juges des jeux-partis des renseignements sommaires qui servent à établir approximativement la chronologie de ceux-ci ». Pour les *unica* du chansonnier d'Oxford, ils ont reproduit, en les rectifiant parfois, les identifications qu'avaient proposées Gröber² et Fritz Lubinski³. Certaines corrections nous paraissent cependant nécessaires.

Les identifications, qui nous semblent établies, sont celles de Jean et Thiébaud de Bar, de Jacques de Longuyon et de Mahaut de Commercy. *Jean de Bar*, qui est cité tour à tour comme partenaire et juge, est certainement un fils du comte de Bar, Thiébaud II ; il mourut sans postérité au début de 1317⁴. *Thiébaud de Bar*, partenaire de Rolant de Reims, est,

1. Paris, Éd. Champion, 1926, 2 tomes en 1 vol. in-8°, x-356, 299 p. (Société des anciens textes). Voir spécialement p. LIV-LX.

2. *Grundriss der rom. Philologie*, 2^e éd., t. II, part. 1, p. 965-966.

3. *Die Unica der Jeux-partis der Oxforder Liederhandschrift*, dans *Romanische Forschungen*, XXII, 1908, p. 506-598.

4. M. Långfors n'a donné que peu de détails sur ce personnage qui joua un

lui aussi, un fils du comte Thiébaud II, plutôt que Thiébaud II lui-même. Il était évêque de Liège et mourut le 29 mai 1312 au cours d'une expédition à Rome en même temps que l'empereur Henri de Luxembourg. Jacquet de Longuyon doit être identifié à l'auteur des *Vœux du paon*, écrits au début de 1317¹. *Mahaut de Commercy* est la femme que Simon IV de Commercy épousa après l'année 1270².

« Jehan de Baion, observe M. Långfors, porte le même nom qu'un chroniqueur dominicain de Marmoutier (d'environ 1326), mais il serait téméraire de conclure à l'identité des personnages. » Ce *Jean de Bayon* est partenaire d'un jeu-parti où l'on traite, comme à l'ordinaire, d'une demande d'amour. Or, la réserve, opposée par M. Långfors à l'identification du poète avec le chroniqueur, paraît très justifiée. M. Fritz Lubinski, qui avait, le premier, songé à ce rapprochement, ne s'était pas montré aussi prudent. M. Långfors tempère les conclusions risquées de M. Lubinski, mais ne le corrige pas complètement : Jean de Bayon ne fut point chroniqueur de Marmoutier, mais de l'abbaye lorraine de Moyennoutier³. Rien ne permet de confondre l'austère annaliste de l'abbaye vosgienne, écrivain plus que médiocre, avec le frivole poète de jeux-partis⁴. Il est une homonymie qui me

rôle très important dans le duché de Bar. Il ignore la biographie que M. Marcel Grosdidier de Matons a consacrée à Thiébaud de Bar dans son livre : *Le comté de Bar, des origines au traité de Bruges*. Paris, Picard, 1922, p. 460-461.

1. Sur Jacques de Longuyon, outre les études de M. Antoine Thomas et de M. F.-T.-H. Fletcher, mentionnées par M. Långfors (t. I, p. LVII, n. 1), il faut citer la biographie écrite par Albert Collignon et publiée en 1924 (*Les Vœux du paon de Jacques de Longuyon*, dans *Reliquiae*, Paris, Berger-Levrault, 1924 ; *Annales de l'Est*, 38^e année, 1924, p. 3-8).

2. L'origine de cette Mahaut n'est pas connue. Elle était, lorsque Simon II l'épousa, veuve d'un certain Guillaume. Elle mourut en 1285 et fut enterrée à Rieval (F. Comte, *Tableau généalogique de la maison de Commercy aux XII^e et XIII^e siècles*, dans *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc*, 3^e série, t. IX, 1900, p. xvj).

3. Sur Jean de Bayon chroniqueur, on pourra consulter le livre de M. l'abbé Jérôme, *L'abbaye de Moyennoutier*, t. I^{er} (seul paru). Paris, 1902, p. 45-46.

4. M. Lubinski (*op. cit.*, p. 514) cherche à concilier les deux manières de Jean de Bayon poète et de Jean de Bayon chroniqueur. Dans la préface de son *Chronicon Mediani Monasterii*, Jean de Bayon, expliquant son dessein, se plaint de son style, peu digne d'une œuvre comme l'histoire de Moyennoutier : « Licet inculto stylo et incompto sermone, pro ingenio a Deo mihi collato, breviter chronice loquendo coarctavi... » (éd. dom Calmet, *Histoire de Lorraine*, 1^{re} éd., t. II, col. lxiij). M. Lubinski voit en cette doléance une allusion à ce fait que Jean de Bayon aurait été un poète de cour avant que de s'improviser écrivain d'Église. Voilà une

paraît au moins plus utile à relever que celle qu'ont connue MM. Lubinski et Långfors, et, avant eux, Gröber. Bayon, localité de l'ancienne Lorraine, a donné son nom à une famille noble issue des ducs de Lorraine, qui s'éteignit au ^{xiv}^e siècle¹. A la fin du ^{xiii}^e siècle, et au commencement du siècle suivant, un membre de cette famille porta justement le prénom de Jean. Il était fils de Philippe de Bayon et mourut avant l'année 1347. Notre Jean de Bayon ne serait-il point ce personnage-là ?

Certains partenaires ou juges n'ont été jusqu'ici l'objet d'aucune identification, même hasardée : Rolant de Reims, Jacques de Billi, la comtesse de Linaige, Raoul de Mercis, Haibrant de « Broies », Gillet d'Avocourt. Je laisse de côté les personnages qui ne sont cités que par leurs prénoms, il faut se résigner à ne pas les connaître, puisque nous n'en avons pas les moyens.

Rolant de Reims est le chef d'école : dans vingt-cinq pièces des *unica* d'Oxford — sur vingt-six — il est cité comme partenaire. Malheureusement, les documents contemporains ne nous révèlent pas son identité. Nous n'avons rien à ajouter à MM. Lubinski et Långfors.

La comtesse de « Linaige » est certainement, comme on l'a déjà observé, une *comtesse de Linange* [Leiningen]. A deux reprises, elle est juge². Elle est dite sœur de Mahaut de Commercy, mais ce lien de parenté ne peut nous aider à l'identifier, puisque nous ne savons rien de la famille de Mahaut. Il y eut au ^{xiii}^e siècle de nombreuses comtesses de Linange, parce que ce titre était porté à la fois par les femmes des comtes de Linange de la branche aînée et celles des comtes de Linange de la branche de Landecke, et parce que ces comtes eurent chacun plusieurs femmes, comme nous l'apprend la consciencieuse généalogie d'Ed. Brinckmeier³.

argutie dont il est inutile de démontrer l'invraisemblance à ceux qui ont pratiqué quelque peu les textes du moyen âge. *Le licet inculto stylo et incompto sermone* est une clause de style, rien de plus. Il ne faut y chercher aucune indication sur les habitudes de l'auteur.

1. Voir Léopold Quintard, *Bayon et ses seigneurs*, dans *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 1900, p. 12-13.

2. Nos CLVI et CLXVII.

3. *Genealogische Geschichte des uradelingen, reichsgräflichen und reichsgräfi-*

« Haibrant de Broies [ms. *de bruies*], Gillet d'Avocourt..., écrit M. Långfors, ne nous représentent que des noms. » Nous ne le croyons pas. La correction Haibrant « de Broies » ne nous paraît pas pertinente. Le manuscrit donne une mauvaise leçon, du moins si l'on se fie aux lectures qu'on en a faites, « de brui es ¹ » ; or, il est une correction qui s'impose : les textes nous apprennent l'existence, du xii^e au xiv^e siècle, de plusieurs *Habrant de Bricy* ; il nous semble qu'étant donné la rareté du prénom Habrant, l'on ne puisse guère balancer à identifier Habrant *de bruies* à l'un de ces Habrant de Bricy.

Ces Habrant de Bricy appartenaient à une famille noble bien connue, qui eut un rôle important en Barrois et dont la généalogie a été établie par P.-L. Lainé². Si l'on se rapporte au tableau dressé par P.-L. Lainé, érudit qui ne cite pas toujours ses sources d'ailleurs, on constate qu'il y eut au moins trois Habrant de Bricy (branche de Landres) : Habrant I^{er}, deuxième fils d'Hezon II de Bricy, qui, cité en 1181, vivait encore en 1200 ; Habrant II, petit-fils du précédent, qui, cité depuis 1247, mourut en 1270 ; Habrant III, fils d'Habrant II, qui mourut sans postérité. Il va sans dire que le personnage du jeu-parti n'est certainement pas Habrant I^{er} ; les poèmes du manuscrit d'Oxford paraissant tardifs, on pourrait admettre que notre « juge » est Habrant III, plutôt que son père, mais ce n'est là qu'une hypothèse.

Gillet d'Avocourt, autre « juge³ », n'est pas, non plus qu'Habrant de Bricy, un inconnu. M. Germain de Maidy a naguère consacré à la famille barroise d'Avocourt une série d'articles⁴, où l'on voit qu'il y eut aux xiii^e et xiv^e siècles

chen standeshenlichen, erlauchten Hauses Leiningen und Leiningen-Westerburg. Braunschweig, 1890-1891, t. I, p. 70 et suiv. et 110 et suiv.

1. Ce personnage est juge dans le jeu-parti n° CLXXXI.

2. *Généalogie de la maison de Bricy*, nouv. éd. revue et continuée jusqu'à nos jours par le comte Michel de Pierredon. Paris, Firmin-Didot, 1911, p. 66 et suiv. Le fils d'Habrant II, Oury, mit au jour un autre Habrant (né en 1279, + 1360), mais, selon P.-L. Lainé, celui-ci porta le nom de Landres et non de Bricy. Le prénom d'Habrant fut porté par un descendant d'Henri de Bricy, troisième fils d'Habrant II de Bricy, tige de la branche de Breux d'après M. Schaudel (*Annales de l'Institut archéologique de Luxembourg*, t. XLI, 1906, p. 134-139). Mais cet Habrant porta le nom de Breux et non de Bricy.

3. N° CLXXXI.

4. *Louis d'Avocourt*, dans *Bulletin de la Société d'archéologie lorraine*, 1922, p. 163-168 ; *Gilles I^{er}, Jacques, Conrad et Burnequin d'Avocourt* : *Ibid.*, p. 178-188 ; *Perrin, Renaud et Isabelle d'Avocourt* : *Ibid.*, p. 211-213.

deux Gilles d'Avocourt au moins. Gilles I^{er} d'Avocourt, prévôt de Charny, est souvent cité de 1261 à 1275. Gilles II, fils de Jacques d'Avocourt, lui-même frère de Gilles I^{er}, est mentionné au commencement du xiv^e siècle. Nous avons quelques raisons de croire que notre Gilbert d'Avocourt doive être identifié à Gilles II. Celui-ci nous est moins connu que Gilles I^{er}, car M. Germain de Maily, qui avait autrefois annoncé la biographie de Gilles II, ne l'a point publiée. Cependant, un texte fort utile nous apprend qu'on l'appelait Gillet¹, justement comme le juge des jeux-partis, probablement pour le distinguer de Gilles I^{er}. Jusqu'à plus ample informé, nous tiendrons donc ce rapprochement pour décisif, d'autant plus que Gilles II vivait à la fin du xiii^e et au commencement du xiv^e siècle.

M. Långfors, après Gröber et Fritz Lubinski, a observé que « nous savons seulement de *Raoul de Mercis* ([partenaire du] n° CLVIII) qu'il tirait son nom d'une localité du département actuel de Meurthe-et-Moselle ». Il y eut, en effet, une famille de Mercy² fort puissante ; malheureusement la généalogie de cette lignée est mal établie, nous ne savons si ce Raoul en faisait partie. Nous n'avons pas su trouver davantage un *Jacques de Billy*³ dans les documents lorrains. Nous avions espéré pouvoir l'identifier à un membre de la puissante famille barroise de Billy⁴, mais celle-ci est encore mal connue et nos recherches sont demeurées vaines. Il me semble cependant — étant donné l'origine prouvée de la plupart des partenaires et juges de nos jeux-partis — que ce « Billi » représente une localité lorraine plutôt que d'autres villages du nord de la France⁵.

1. Nous voulons parler d'un obit du nécrologe de la cathédrale de Verdun : « VIII. id. febr. [6 février] obierunt Jacobus de Avocourt, miles, domina Alaydis, ejus uxor, et Giletus de Avocourt, armiger, eorum filius, in quorum anniversario debent perpetuo, singulis annis, distribui quadraginta solidi Turon. parvorum, quos propter hoc nobis dedit et assignavit Conradus de Avocourt, filius dictorum Ja. et A., scolasticus et noster concanonicus... » (Ch. Aimond, *Le nécrologe de la cathédrale de Verdun*, dans *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte*, 1909, p. 178).

2. Meurthe-et-Moselle, arr. Briey, cant. Audun-le-Roman. Les Mercy portaient d'or à la croiz d'azur.

3. Partenaire de Rolant de Reims (n°s CLVII, CLX, CLXVI).

4. Billy-sous-Mangienne, Meuse, arr. Commercy, cant. Spincourt. Les Billy portaient de gueules à trois billetes d'argent.

5. Certaines de ces localités [Billy-sur-Ourcq, Billy-sur-Aisne, Billy-sous-

Ainsi, tous les personnages des *unica* des jeux-partis d'Oxford, qui ont été identifiés ou que nous avons pu identifier, appartiennent à l'est de la France ; la plupart sont barrois. D'autre part, ces personnages vivaient à la fin du XIII^e siècle et au commencement du XIV^e siècle. Les jeux-partis d'Oxford sont donc tardifs. C'est ce qu'a déjà observé M. Arthur Langfors : « Il faut voir, dit-il, dans ce groupe la dernière floraison d'un genre littéraire qui avait eu sa plus grande vogue une quarantaine d'années plus tard à Arras, au temps de Jehan Bretel. » Les Lorrains, donc, imitèrent tardivement les poètes du Nord. Cette constatation appelle un rapprochement. Vers le même temps, les Lorrains, qui n'eurent pas une architecture originale, copiaient les monuments gothiques des « écoles » champenoise et bourguignonne avec un retard aussi considérable ; qu'elles fussent littéraires ou architecturales, les modes pénétraient lentement en Lorraine.

Enfin, il est utile de remarquer que le genre des jeux-partis eut quelque fortune en Barrois. On répète trop souvent que la Lorraine du moyen âge fut à peu près incapable de comprendre la poésie. Il se peut que l'on exagère. Il y eut des poètes en Lorraine, il y en eut surtout au XIII^e siècle. La chanson y fut un genre goûté. M. Ch. Bruneau a insisté dans une étude récente¹ sur ce fait, généralement méconnu. Il cite le témoignage du *Roman de la Rose*, où l'on dit

... qu'en fait en Lohereine
Plus beles notes qu'en nul reïne.

Trois « chansonniers » importants sont messins ou lorrains. Nous possédons une chanson attribuée à une « duchesse de Lorraine² », que l'on a voulu identifier à la femme du duc Ferry III, Marguerite de Navarre, fille de Thibaut le Chan-

Mangienne] ont donné leurs noms à des familles nobles. Melleville cite dans son *Dictionnaire historique du département de l'Aisne* (t. I (1865), p. 116) un « Jean ou Jacques de Billy-sur-Ourcq », qui vivait en 1247 (cf. le P. Anselme, *Hist. général.*, t. II, p. 117). La mention de Melleville est peu précise ; en outre, étant donné la date tardive de nos chansons, l'année 1247 paraît ne pas convenir.

1. *La poésie aristocratique à Metz, d'après un manuscrit de la famille d'Esch.* Metz, 1927 (extrait de l'*Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, 1927, p. 220-221).

2. Gaston Raynaud, *Bibliographie des chansonniers français des XIII^e et XIV^e siècles*. Paris, 1884, n° 1640 ; cf. *Histoire littéraire*, t. XXIII, p. 558.

sonnier¹. Nous connaissons aussi le nom d'un chansonnier messin, « Jean le Taboureur, de Metz », dont un poème nous est conservé². Gautier d'Épinal rima de nombreuses chansons vers le milieu du XIII^e siècle, c'était un chevalier-poète, émule du comte de Champagne³. Il regrette en ses vers de n'être point né Champenois :

En perillouse contree
Me sot fine amors laissier
Champaigne bienëüree
Que ne m'eüstes premiers⁴ !

Gautier d'Épinal était vassal du comte de Bar. Il lui adresse de ses vers :

Mon bon seigneur de Bar, en ma reprise.
Dites, chançons, que de tot son pooir
Maintaigne Amor⁵...

Il prêtait aussi hommage à Huon de Vaudémont ; j'imagine que c'est lui que Gautier nomme en cet envoi :

Chançons, di moi a mon seignor Huon
Si vain sohait et si espoir breton
M'ont deceü⁶...

1. Sur ce personnage, cf. J. de Pange, *Introduction au catalogue des actes de Ferry III, duc de Lorraine*. Paris, 1904, p. 84.

2. Gaston Raynaud, *op. cit.*, n° 1220.

3. Ses chansons ont été publiées par MM. U. Lindelöf et A. Wallensköld (*Les chansons de Gautier d'Épinal*. Helsingfors, 1901). Le comte Maurice de Pange (*Les Lorrains et la France au moyen âge*. Paris, s. d., p. 124-151) lui a consacré une étude, Gautier est cité dans les documents de 1232 à 1270.

4. Chanson III (éd. Lindelöf et Wallensköld), str. 2.

5. Chanson XII, env. 2.

6. Chanson XIII, env. Cette identification n'a été proposée ni par les éditeurs, ni par le comte Maurice de Pange. Elle me paraît très vraisemblable. Hugues de Vaudémont appelle Gautier d'Épinal « Walterus miles d'Espinal, homo meus legius » (M. de Pange, *op. cit.*, p. 154, pr., n° II). Hugues III de Vaudémont mourut en 1246 (Calmet, *Histoire de Lorraine*, t. I, col. ccij). Un comte de Vaudémont est cité également dans une chanson que l'on a attribuée à Colin Muset (Jos. Bédier, *Les chansons de Colin Muset*. Paris, 1912. *Les Classiques français du moyen âge*, n° 7, ch. VII, st. 7, v. 49-56) :

« De Waignonrut [Vignori] la menroie
A Widemont maintenant,
Lo boen conte prieroie
K'adés a lo cuer joiant

Le comte de Bar auquel s'adressait Gautier était certainement Thiébaud II¹. Or, s'il est vrai qu'il faut renoncer à attribuer à celui-ci l'un de nos jeux-partis, il est prouvé que Thiébaud est l'auteur d'un serventois politique². On a voulu faire au père de Thiébaud II de Bar, Henri, l'honneur d'une poésie, mais l'attribution est fausse³. Si Henri n'écrivit point cette pièce de vers, du moins les poètes s'adressèrent à lui.

Dans un jeu-parti, il est juge de Jean d'Archis, en même temps que Gautier de Formezèle :

Hanris de Bar, qui cortoisie,
Et valor, et chivaillerie,
Et amor maintient l'aulment,
Proi k'en faice lou jugement⁴.

Ainsi, au XIII^e siècle, la cour des comtes de Bar pris la poésie. Il n'y a rien là que de naturel ; nous savons qu'à cette époque les comtes de Bar étaient à l'apogée de leur puissance et étaient riches. Le Barrois était proche de la Cham-

Molt en dient bien la gent,
Au siecle a bien fait sa voie
Que nus hom ne li deffaut
Tant con le savront vivant. »

1. Plutôt qu'à son père Henri, M. A. Wallensköld (*Les chansons de Thibaut de Champagne, roi de Navarre*. Paris, 1925. Société des anciens textes, p. 244-245) dit que « ce fut probablement à [Henri II de Bar] que Gautier d'Épinal s'adressa ». Je crois que le doute n'est guère possible. Gautier d'Épinal est cité de 1232 à 1270. Henri mourut le 13 novembre 1239 (Grosdidier de Matons, *op. cit.*, p. 298-299). Il y a donc de grandes chances pour que les vers de Gautier s'adressent à Thiébaud II plutôt qu'à Henri.

2. G. Raynaud, *op. cit.*, n° 1522. Cette pièce de vers est une complainte écrite par Thiébaud II, alors qu'il était prisonnier du roi des Romains en 1253-1254 (Grosdidier de Matons, *op. cit.*, p. 332 et suiv.).

3. G. Raynaud, *op. cit.*, n° 953. Le chansonnier de Berne (ms. 389 [B²], fol. 87 v°) porte en marge de la chanson en question : « C'est dou comte de Bar et d'Otenin son ganre. » On a pris cette indication pour une attribution ; en réalité, cette mention est relative à un passage de la chanson où l'on cite le comte de Bar et le comte de Bourgogne :

« Et li Barrois qu'es tant oseis,
Et li sires des Borguegnons. »

(St. 2, *Histoire littéraire*, t. XXIII, p. 773.)

C'est une note explicative, d'où la formule : « c'est dou... » On sait que Thiébaud II maria sa fille Philippe à Otton, fils de Hugues de Chalon, le futur Otton IV, comte de Bourgogne (Grosdidier de Matons, *op. cit.*, p. 352).

4. N° CXLVII, st. 5.

pagne, les comtes avaient, en outre, de nombreuses possessions dans le nord de la France, les poètes barrois n'eurent pas à aller loin pour chercher leurs modèles. Il ne faut donc pas railler, comme on l'a fait souvent, la *gens rustica Lotharingorum*, nous avons eu nos poètes. Si, au xiv^e siècle, on dénombre — à l'exception des rimeurs messins — peu de poètes lorrains, c'est qu'alors les temps étaient troublés et les guerres cruelles ¹.

Pierre MAROT.

1. Je ne peux m'empêcher de trouver un peu sévère l'appréciation « attristante » de M. Émile Duvernoy (*Un poète lorrain du XV^e siècle, Jean Baudouin de Rosières-aux-Salines*, dans les *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1906-1907, p. 235) : « Jean Baudouin de Rosières-aux-Salines nous est donc fort utile, malgré la faible qualité de sa poésie, pour échapper à cette conclusion attristante que la Lorraine de la fin du moyen âge était un pays étranger à toute préoccupation littéraire, incapable de tout élan d'imagination, une vraie Béotie. »

ÉTUDES LUCQUOISES

(Suite¹)

CHAPITRE II

LES ISBARRE, MONNAYEURS ROYAUX, AUGUSTIN ISBARRE

Parmi les Lucquois établis en France et à Paris, il en est qui, de bonne heure, à l'imitation des Cassinel, et sans atteindre leur fortune sociale, entrèrent dans le personnel financier et monétaire de la royauté. Ce fut le cas des Sbarra, connus en France et en Flandre sous les noms d'Esbarce, Esbarre, Isbarre, Ysbarre.

Les Sbarra, qui portaient « palé d'argent et d'azur à six pièces, au chevron d'or brochant² », appartenaient à l'une des plus importantes familles lucquoises, et que l'on trouve durant tout le xiv^e siècle mêlée à l'histoire de la seigneurie toscane. Nombre de ses membres figurent au Conseil des Anciens, pour le quartier San-Gervasio, depuis les premières listes en 1330, jusqu'à l'établissement du gouvernement de Paolo Guinigi comme seigneur de Lucques en 1400³. Parmi

1. Voir ci-dessus, p. 50-86.

2. Bibl. nat., Pièces originales, 1558, *Isbarre*, n° 8 ; — et *Ibid.*, Dossiers bleus, n° 683, dossier *Isbarre*.

3. Fumi, *R. Archivio di stato in Lucca. Regesti*, vol. II. *Carteggio degli anziani*. Bartolomeo, membre du Conseil des Anciens en 1330, 1332, 1334, 1338, 1339, 1393 ; — Giovanni, en 1332, 1333, 1336 ; — Puccino, en 1332 ; — Puccinello, en 1333 ; — Jacopo, en 1334, 1343, 1347-1348 ; — ser Gherardo, en 1353, 1354, 1358 ; — Jacopo di ser Bartolomeo, en 1357, 1361, 1385, 1390 ; — Micaele di Bartolomeo, en 1364 ; — Nicolao, en 1365, 1375, 1389, 1391, 1395 ; — Federico, en 1374 ; — Sbarrino, en 1375 ; — Giovanni, en 1382, 1384 ; — Nicolao di Ber-

eux, il en est qui devinrent gonfaloniers de la seigneurie¹, d'autres furent ambassadeurs², certains remplirent le rôle de vicaires dans des possessions lucquoises³. Dans les dernières années du xiv^e siècle, ils se rangèrent au nombre des familles importantes, telles les Fortaguerra, les Maurini, les Moriconi, les Raponde, qui tentèrent de s'opposer aux prétentions des Guinigi⁴, sans arriver, du reste, à éviter l'accession de Paolo Guinigi au pouvoir. Et, tout en s'occupant activement des affaires intérieures de Lucques, les Sbarra vinrent, comme tant d'autres de leurs concitoyens, s'établir de bonne heure en France et en Flandre.

* * *

Leur fréquentation dans ces régions remonte au début du xiv^e siècle. Dès 1318, et sans doute même auparavant, ils étaient en rapports avec Jean de Flandre, comte de Namur, et avec Gui de Châtillon, comte de Blois ; le 29 juin 1318, ces deux princes remboursaient 450 florins à Jacques « Esbarci », de Lucques⁵. Quelques années plus tard, Bargue Isbarre était, le 28 juillet 1323, monnayeur de la monnaie de Paris⁶. A cette époque divers membres de cette famille avaient pris pied en France.

En effet, le 27 mai 1323, Charles IV le Bel accordait, à Vincennes, des lettres de sauvegarde à Jacques et à Puccino Isbarre, ainsi qu'à Thore de Podio, parents et associés, originaires de Lucques, les autorisait à être regardés comme bourgeois du royaume, les prenait sous sa protection et leur donnait licence de commercer librement, surtout à Mont-

nardo, en 1398, 1399. — Dans la liste des serments de fidélité prêtés à Jean et Charles de Bohême, on relève les noms de Giovanni, Lucceto, Puccinello Sbarra, le 20 août 1330, — et ceux de Bartolomeo, fils de Jacopo, et de Bernardino, fils de Guido Sbarra, le 22 janvier 1332 (cf. APPENDICE I).

1. *Ibid.*, Nicolao, en 1396.

2. *Ibid.*, Jacopo, en 1348.

3. *Ibid.*, Jacopo di Bartolomeo, en 1429.

4. *Sercambi*, t. I, p. 260, 281, etc. — L'un d'eux, Benedetto, que les Guinigi avaient pensé s'attacher en lui faisant épouser la sœur de Lazzaro di Francesco Guinigi, complota contre eux et fut, pour ce fait, décapité le 16 février 1400 (*Sercambi*, t. II, p. 406).

5. G. Bigwood, *Le régime économique...*, t. I, p. 82.

6. J. Viard, *Journaux... de Charles le Bel*, col. 617.

pellier, ce qui laisse croire que c'est par cette ville que les Isbarre commencèrent à s'établir en France¹.

A côté de Bargue, de Jacques et de Puccino, on rencontre également un autre personnage du même nom, Chelle Isbarre, qui, avec divers autres Lucquois, auxquels il semble avoir été associé, avançait au roi en 1324 une somme de 240 livres parisis pour la guerre de Gascogne², et qui, cette même année, intervenait dans un règlement de droits pour la traite des laines d'Angleterre³; on le voit encore avancer au roi 240 livres en 1325⁴ et 1,000 francs en 1326⁵.

Lors de l'avènement de Philippe VI de Valois, Puccino Isbarre, qui était déjà bourgeois de Montpellier, se fit, avec d'autres Italiens, octroyer par le nouveau roi de nouvelles lettres de naturalité, par lesquelles ses galées étaient autorisées à fréquenter les ports du royaume⁶; et, dès lors, on retrouve, durant tout le xiv^e siècle, des membres de la famille des Sbarra soit circulant entre Lucques et la France, tels Bartolomeo, fils de Jacques, et Bernard, fils de Gui⁷, soit s'occupant de change, et en possession de charges de gardes et maîtres des monnaies royales dans les divers ateliers monétaires du royaume, sans toutefois qu'il soit possible d'établir une filiation certaine entre eux.

CHARLES ISBARRE était, de 1358 à 1365, maître particulier de la monnaie de Montpellier⁸, et, à partir de 1365, il paraît avoir affermé la frappe de l'atelier de Toulouse, que gérait en son nom Pierre Aubert⁹. Peut-être est-ce lui qui tenait encore cet atelier dans les premières années du xv^e siècle et

1. Arch. nat., JJ 62, n° 458.

2. J. Viard, *ouvr. cité*, n° 5862.

3. *Ibid.*, n° 5816.

4. *Ibid.*, n° 7735.

5. *Ibid.*, n° 9868.

6. Arch. nat., JJ 67, n° 104. Avec Puccino Isbarre, on voit mentionnés dans cet acte Bartolomeo Scatisse, Parceval de Podio, bourgeois de Montpellier, J. de Nigeo, Benedetto de Marinis, de Gênes, tous ces personnages paraissant avoir formé une société commerciale.

7. Cf. APPENDICE I.

8. F. de Saulcy, *ouvr. cité*, t. I, p. 349, 389, 391, 393, 395, 398, 401, 406, 418, 457, 459, 468 à 470, 473, 479, 485, 496.

9. *Ibid.*, t. I, p. 470, 477, 487, 493.

qui fut, après sa mort, remplacé le 1^{er} juillet 1404 par Chouet Maqueron¹.

FLORE ISBARRE était en 1340 général des monnaies ; en 1349², on le rencontre comme maître particulier de la monnaie de Tournai³.

JEAN ISBARRE fut, de 1378 à 1386, maître particulier de la monnaie de Paris⁴ ; puis, à cette dernière date, il prit à charge la monnaie de Rouen, qu'il conserva jusqu'en 1388⁵. On le voit en 1390 figurer comme changeur du trésor⁶. En même temps, il se livrait au négoce des objets d'orfèvrerie et des pierres précieuses. Il vendait, en effet, au duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, des perles⁷, des tasses d'argent doré, une boîte à encens, un bassin d'argent⁸, une croix émaillée, un encensoir, des bénitiers, des calices, destinés en grande majorité à la chartreuse de Champmol⁹. Il mourut à Paris le 3 janvier 1396 et fut inhumé aux Innocents¹⁰.

PIERRE ISBARRE fut aussi maître particulier de la monnaie de Toulouse en 1369 et 1370¹¹ ; puis il passa à l'atelier monétaire de Montpellier, où il demeura jusqu'à sa mort, survenue à la fin de 1375, son successeur, Jean Palmier, ayant prêté serment le 31 décembre de cette année¹².

Enfin, un autre personnage de cette famille, RICHARDIN ISBARRE, avait, de 1355 à 1357, occupé la monnaie de Montpellier¹³.

Si ces divers personnages semblent avoir eu une existence

1. F. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. II, p. 126.

2. *Ibid.*, t. I, p. 231, 233.

3. J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 894.

4. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. I, p. 345 ; t. II, p. 7, 10, 31, 34. — Il tenait cet atelier de Paris avec Franchequin Taget et François d'Angle ; en 1374, il était associé, à cet effet, avec Bertaud des Landes (de Saulcy, *ouvr. cité*, t. I, p. 533).

5. *Ibid.*, t. II, p. 35, 38, 39, 43. — Le 31 août 1388, il avait renoncé à cette charge (*Ibid.*, t. II, p. 50).

6. Arch. nat., KK 13, fol. 15 v°.

7. Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. I, p. 607.

8. H. et B. Prost, *ouvr. cité*, t. II, fascicule IV, p. 553.

9. Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. I, p. 677 et 717.

10. Bibl. nat., P. O. 1558, *Ysbarre*, n° 2.

11. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. I, p. 506, 509.

12. *Ibid.*, t. I, p. 538.

13. *Ibid.*, t. I, p. 357, 358, 362, 363, 364, 371, 373.

obscur et régulière, l'un d'entre eux, NICOLAS ISBARRE, paraît avoir eu une vie plus agitée. Il fut l'un des premiers de cette famille à avoir été revêtu de fonctions financières. Il fut, en effet, maître particulier des monnaies de Tournai¹ et de Troyes², maître général des monnaies³, et maître de la monnaie de Rouen⁴. Durant qu'il remplissait ces dernières fonctions de 1355 à 1361, il fut compromis vraisemblablement dans certaines affaires irrégulières. On ne saurait expliquer autrement qu'il ait reçu de Jean II, le 18 avril 1358, des lettres de rémission, constatant qu'il avait été maître de plusieurs ateliers monétaires, tant du temps de Philippe VI que sous le présent règne, et qu'il avait été nommé, par Jean d'Arrablay, maître de la monnaie de Saint-Lô, commissaire sur le fait des monnaies en Normandie. Jean d'Arrablay ayant été l'objet de poursuites, Nicolas Isbarre y fut englobé, d'où les lettres qui lui furent accordées⁵. C'est sans doute le même personnage que l'on retrouve maître particulier de la monnaie de Paris en 1366 et 1367⁶. Là encore, il fut mêlé à quelques malversations et s'enfuit, par crainte sans doute de poursuites; en effet, le 30 mars 1367 le roi se reconnaissait comme tenu à rembourser aux changeurs diverses sommes détournées par Nicolas Ysbarre⁷.

* * *

De cette famille, celui que l'on connaît le mieux est Augustin Isbarre, bien que l'on ne sache à qui on puisse le rattacher. Il paraît avoir eu deux frères, Gérard et Pierre⁸. Il apparaît à la fin du xiv^e siècle, suivant la même profession que tous ceux de sa race. En 1397, il était maître particulier de la monnaie de Paris⁹ et, en 1400, il en tenait le compte

1. De Saulcy, *ouvr. cit.*, t. I, p. 22.

2. *Ibid.*, t. I, p. 228.

3. *Ibid.*, t. I, p. 220 à 247.

4. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. I, p. 326, 333, 376, 381, 388, 437, 463, 469.

5. Arch. nat., JJ 84, n° 657.

6. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. II, p. 497, 498, 499. — Dès 1349, il était maître de la monnaie d'or de Paris (cf. J. Viard, *Journaux... de Philippe VI*, n° 1609).

7. *Ibid.*, t. I, p. 501.

8. Voir plus loin, p. 261 et 284, note 7.

9. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. II, p. 102.

pour un autre Lucquois, Barthélemy Spifame¹ ; en 1412 et 1413, il exerçait les mêmes fonctions avec Jacques Trotet².

Cette ferme de la monnaie ne l'empêchait pas de se livrer au commerce de l'orfèvrerie, des bijoux et des perles précieuses, comme l'avait fait Jean Isbarre. Dès 1396, on relève son nom parmi ceux des orfèvres et changeurs vendant des bijoux au duc de Bourgogne³. Quelques années plus tard, il paraît au nombre des fournisseurs de la cour de France. Le 6 avril 1400, Charles VI lui achetait un hanap d'or couvert, poinçonné de divers ouvrages, du poids de deux marcs quatre onces douze esterlins, moyennant 268 francs 6 sous tournois⁴ ; au mois d'août suivant, Isbarre vendait au roi de la vaisselle d'argent doré pour 802 livres 15 sous⁵ et fournissait pour 2,000 francs d'argenterie, que Charles VI faisait revendre sans tarder, pour en remettre le montant à l'empereur Manuel Paléologue, venu chercher les secours de l'Occident contre les Turcs⁶.

Grand manieur d'argent, en rapports avec les changeurs du trésor⁷, Augustin Isbarre, changeur et bourgeois de Paris, était en relations avec les divers membres de la colonie lucquoise, tant de Paris que de Bruges, ayant sans doute des capitaux engagés dans quelques-unes des sociétés commerciales formées par les Raponde, les Guidiccioni, les Guinigi et autres. Il comptait au nombre des plus importants parmi les Lucquois ; la fréquence des procès qu'il eut à soutenir devant le Parlement de Paris est une preuve de la multiplicité des affaires où s'exerçait son activité⁸. Il fut, grâce à sa richesse, au nombre de ces Italiens auxquels s'adressaient volontiers les princes et les grands personnages en cas de besoin. Charles VI était son débiteur pour une somme de

1. De Saulcy, *ouvr. cit.*, t. II, p. 111.

2. *Ibid.*, t. II, p. 169.

3. Dehaisnes, *ouvr. cité*, t. I, p. 736.

4. Arch. nat., KK 27, fol. 95 v^o.

5. *Ibid.*, fol. 139 v^o.

6. Arch. nat., KK 27, fol. 139 v^o. — Sur ce voyage, voir Gustave Schlumberger, *Un empereur de Byzance à Paris et à Londres*. Paris, Plon, 1916, in-8^o.

7. *Ibid.*, KK 15, fol. 56 v^o, 73 v^o.

8. *Ibid.*, X^{1a} 1479, fol. 129, 169 ; — X^{1a} 1480, fol. 253 ; — et Clairambault, vol. 763, p. 39 ; à la date du 23 septembre 1411, Pierre Coussinot était condamné par le prévôt de Paris à lui acquitter une dette de 246 l. 15 s.

3,000 livres¹ ; le chancelier Henri de Marle lui devait, lors de sa mort violente au cours des événements tragiques qui marquèrent l'entrée des Bourguignons à Paris en 1418, 1,958 livres tournois 10 sous². Il eut également des rapports pécuniaires avec le frère d'Isabeau de Bavière, Louis le Barbu, duc en Bavière, à l'hérédité de qui il était débiteur de certaines sommes, dont il s'acquitta en 1424³.

Sa fortune paraît avoir été très grande. Il possédait des immeubles rue de la Chanvrière, à l'enseigne du *Fardeau*⁴, et rue des Lombards, dont l'importance s'accrut lorsque, en 1422, Charles VI lui eut donné, pour le récompenser des 3,000 livres qu'il lui devait, les maisons confisquées sur les Spifame, partisans du dauphin, et dont les dépendances s'étendaient rues de Marivaux et de la Vieille-Monnaie⁵. Pour se couvrir de sa créance sur l'ancien chancelier Henri de Marle, il obtint du roi la maison que le chancelier possédait rue du Comte-de-Dammartin⁶. Il était possesseur de rentes

1. Arch. nat., JJ 172, n° 162 (publié par A. Longnon, *Paris pendant la domination anglaise*, p. 51, n° XXVIII).

2. *Ibid.*, JJ 172, n° 172 (publié par A. Longnon, *Ibid.*, p. 58, n° XXX). — Sur le chancelier Henri de Marle, voir Raimond van Marle, *Un chancelier de France sous Charles VI, Henri de Marle*. Paris, H. Champion, 1910, in-8° ; et particulièrement sur la mort de H. de Marle, p. 39 et suiv.

3. Arch. nat., X¹ 27, n° 4-5, accord du 10 janvier 1424. Isbarre était redevable de onze marcs deux onces d'or à dix-neuf carats et demi.

4. Voir plus loin, p. 284, note 2.

5. A. Longnon, *ouvr. cité*, p. 51, n° XXVIII : « ... trois corps d'ostel à trois pignons entretenans ensemble, faisans front de rue en la rue des Lombars, à Paris, l'un faisant le coing de la rue de la Vielz Monnoie d'une part, et d'autre part en la rue des Lombars tenant à ung hostel appartenant à Jehan Spifame, où demeure à present un pelletier, et y souloit pendre l'enseigne de l'*Aigle*... Item, un hostel à deux pignons, assis en ladite rue de la Vielz Monnoie, où est ladicte enseigne de l'*Ymaige Nostre Dame*, ouquel demeure à present Guillaume Cenasse, ouquel hostel a deux cours, l'une à l'entrée de la seconde huisserie qui tient par derriere aus trois corps d'ostel devant diz et à un corps de maison que on dit appartenir audit Jehan Spifame, et l'autre court tient à une sale basse dudit hostel, et au long d'un bout de maison et jardin où demeure Michel Marquat, qui appartient à Jacques Rasponde, et d'un costé tient au long d'un jardin, lequel jardin se tient audit corps d'ostel dudit Jehan Spifame, et de l'autre costé au derriere des estuves Nicolas Belon, et aboutist au derriere des deux hostels assis en la rue de Marivaux, dont l'un desdiz hostels, où pend l'enseigne du *Molinet*, appartient à Regnault Bretel, et l'autre hostel à Robin Jolis, et a en ladite cour ung puis. — Item, un autre corps d'ostel à deux pignons, assis en lad. rue de la Vielz Monnoie, tenant d'un costé et aboutissant audit corps d'ostel où demeure ledit Cenasse, et de l'autre tenant au long de l'ostel dudit Rasponde où demeure ledit Michel Marquat... »

6. A. Longnon, *ouvr. cité*, p. 58, n° XXX : « ... seant ledit hostel à Paris, en la

sur divers immeubles parisiens, dont 12 livres parisis sur une maison rue Vieille-du-Temple¹, 6 livres parisis sur une maison rue aux Fèves² et 8 livres 16 sous parisis sur des maisons à la Pointe-Saint-Eustache, dont une à l'enseigne de *la Rose*³. Indépendamment de cette fortune urbaine, il avait acquis le 17 juillet 1413 de Jean de Montrevel, dît l'Hermite, seigneur de La Faye, chambellan du roi, et de Jeanne de Gaillonnell, sa femme, du chef de cette dernière, le fief du château de Meudon⁴, dont dépendaient diverses terres et des bois sis à Conflans-Sainte-Honorine⁵, à Mareil⁶, à Chambourcy⁷; il possédait des bois près de Taverny⁸, l'île Véron ou du Prévôt, sise en Seine, entre Poissy et Villennes⁹. Le don que lui fit Charles VI des biens des Spifame le fit entrer en possession de leurs domaines de Chaillot près Paris, comprenant hôtel, cour, jardins, pressoir, vignes¹⁰; — de l'hôtel de la Forêt près Montjay, avec soixante-douze arpents de bois, trois de saussaie, jardins, fosses à poisson, huit arpents de prés, un étang de sept arpents¹¹; — de dix arpents de pré à Noisiel¹²; — de trois arpents de vigne à Saint-Thibault¹³; — d'un mou-

re du Conte Dampmartin, ayant issue d'un bout en la rue aux Oes, lequel hostel tient tout au long à l'abbaye de Saint Magloire d'une part, et d'autre part à Jehan Helias, espicier, et aux hoirs de feu Pierre Gaultier, et du mesmes costé tient ledit hostel à deux petites maisons aboutissans audit hostel, qui sont des appartenances d'icelui hostel et servent à present à louages, et font front en ladite rue aux Oes, devant le Bourg l'Abbé, et devers ladite rue aux Oes tient ledit hostel aux maisons de Andriet de Dampont, de Gerard de Maalines et de maistre Jehan Chouart, et par derriere devers la rue de Quinquenpoit aboutist aux maisons de Bonne Aventure de La Ferté, orbateur, de Jehanne La Grace et de sa suer, de Jehan Sablonnier, sergent à cheval, de Anthoine Le Roy, peletier, et de Jacques Baillant, bourgeois de Paris... »

1. Sauval, *Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris*, t. III, p. 573.

2. Bibl. nat., Clairambault, vol. 763, p. 77, à la date du 2 mars 1416.

3. Arch. nat., S 6229, dossier 8, acte du 31 août 1422. Vente par Jean Pimorin, marchand, bourgeois de Paris, à Augustin Isbarre, écuyer, échançon du roi.

4. Arch. nat., O¹ 3804b.

5. Conflans-Sainte-Honorine, Seine-et-Oise, cant. Poissy.

6. Mareil-Marly, Seine-et-Oise, cant. Saint-Germain-en-Laye.

7. Chambourcy, Seine-et-Oise, cant. Saint-Germain-en-Laye.

8. Taverny, Seine-et-Oise, cant. Montmorency.

9. Léon Miro, *Les d'Orgemont*..., p. 172, note 2.

10. A. Longnon, *ouvr. cité*, n° XXVIII. — Au xvi^e siècle, les Spifame possédaient encore des biens à Chaillot.

11. Montjay, Seine-et-Marne, cant. Lagny-sur-Marne, comm. Bron.

12. Noisiel, Seine-et-Marne, cant. Lagny-sur-Marne.

13. Saint-Thibaud-des-Vignes, Seine-et-Marne, cant. Lagny-sur-Marne.

lin à tan et à blé sur la rivière de Marne, en amont du pont de Charenton¹.

Cette fortune, qui s'accrut considérablement à partir de 1418, n'était pas due uniquement à l'habileté d'Isbarre à remplir ses fonctions de maître des monnaies, de changeur, et à diriger ses opérations commerciales, mais elle était le résultat de son attitude politique dans les divisions intérieures du royaume. L'assassinat de Louis d'Orléans, le 27 novembre 1407, avait consommé la scission entre Orléanais et Bourguignons. Comme les Raponde et tant d'autres Lucquois, Isbarre fut l'un des plus fidèles partisans du duc de Bourgogne². Il faillit, au reste, en être la victime quand, après l'insurrection cabochienne et après les tentatives du bâtard d'Orgemont et de Jean Fusoris³, les Armagnacs furent maîtres incontestés de Paris. Isbarre, dont les biens furent vraisemblablement alors confisqués⁴, dut, pour sauver sa vie, s'enfuir. Il quitta le royaume et trouva un refuge à Bruges, près d'un Lucquois qui joua un rôle considérable auprès du duc de Bourgogne et en Brabant, Marc Guidichon. Ce dernier lui offrit asile dans sa maison, lui rendit maints services, comme on le verra bientôt, le fit nommer un des maîtres de la monnaie de Flandre à Bruges, se porta en cette occasion garant de sa solvabilité et lui servit de caution.

* * *

Isbarre demeura en Flandre, non sans y avoir eu quelques désagréables aventures, jusqu'au moment où l'entrée des Bourguignons à Paris, en juin 1418, lui permit de revenir

1. Sur ce moulin, sis près de Carrières, voir G. Hartmann, *Conflans près Paris*, dans *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XXXV (1908), p. 62 et 132. — Au xvi^e siècle, un descendant des Spifame, Gaillard Spifame, seigneur de Bisseaulx, conseiller du roi, trésorier général de France, racheta la seigneurie de Conflans à Émeri, seigneur de Ferrières, et à Louise Le Picart, sa femme, le 24 avril 1529.

2. Léon Miro, *Les d'Orgemont...*, p. 172.

3. Ibid., *Le procès de maître Jean Fusoris, chanoine de Notre-Dame de Paris (1415-1416). Épisode des négociations franco-anglaises durant la guerre de Cent ans*, dans *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XXVII (1901), p. 137-287.

4. Léon Miro, *Les d'Orgemont...*, p. 199, note 1.

dans le royaume, et quelques mois après il obtenait pour un an, sous le nom de Charlot Le Mercier, la ferme des monnaies de Tournai et de Saint-Quentin, moyennant 150,000 francs¹. Il conserva vraisemblablement ces fonctions en 1419², car le 9 août 1420, avec un autre changeur, Guillaume Sanguin, qui fut prévôt des marchands³, et les quatorze autres changeurs du royaume, il afferma les monnaies d'or de Paris, de Tournai, Saint-Quentin, Châlons-sur-Marne, Troyes, Mâcon, Nevers, Auxerre, pour six mois, moyennant 500,000 livres⁴.

Ces fonctions de maître des monnaies de Tournai paraissent lui avoir causé divers et graves soucis, les uns d'un caractère purement professionnel, les autres d'ordre plus général.

En 1420, comme il était de coutume, Isbarre, après avoir affirmé à nouveau la monnaie de Tournai, envoya à la Chambre des monnaies à Paris, pour y être soumis à l'examen des essayeurs royaux, des lingots d'or, afin que l'on pût juger de la pureté du métal. Ainsi qu'il était d'usage de le faire, il les divisa en deux parties, l'une de 699 deniers d'or écu, l'autre de 286 deniers, enfermés respectivement en deux boîtes, chacune d'elles étant scellée de trois sceaux, dont le sien. On différa, prétendit-il, cet examen durant trois mois, et lorsque l'on y procéda les essayeurs, ayant pris l'or de la première boîte, trouvèrent qu'il manquait un huitième de carat sur les vingt-trois réglementaires. Aussi, le 17 octobre⁵, la Chambre des monnaies, en présence de Pierre Isbarre,

1. A. Tuetey et H. Lacaille, *Journal de Clément de Fauquembergue, greffier du Parlement de Paris (1417-1435)*, publié par la Société de l'Histoire de France, t. II, p. 62 ; cf. plus loin, p. 264.

2. Commandant Babut, *Ateliers monétaires des rois de France. Tournai, 1294-1521*, dans *Revue belge de numismatique*, n° 1 de 1914 ; cet auteur mentionne Jacques de Laillier en 1417, Charlot Le Mercier en juin et septembre 1419 (dont Isbarre et Sanguin étaient commanditaires), et les seize changeurs du Trésor comme adjudicataires en 1420 (Isbarre spécialement à Tournai), et Isbarre en 1421.

3. Il fut prévôt des marchands en 1429. — Éd. Leroux de Lincy, *Paris et ses historiens au XV^e siècle*, dans *Histoire de la ville de Paris*, p. 340 et suiv.

4. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. II, p. 259.

5. De Saulcy, *ouvr. cité*, t. II, p. 298 : « Furent presens au comptouer : Pierre Ysbarre, frere Augustin Ysbarre, J. du Breul, procureur dud. Augustin, ausquelz fu dit que le jugement des deux boistes d'or faites par ledit Augustin à Tournay avoient esté touchées et jugées à 23 caras ung 8^e moins, dont led. Jehan du Breul dist que ilz devoient venir mieulx, et que de ce qu'il les avoyent ainssy jugées il en appelloit au Parlement, comme procureur, par vertu de sa procuracion, »

frère d'Augustin, et de Jean du Breuil, son procureur, ayant condamné Isbarre, il en appela au Parlement.

Les débats de cette affaire, qui fut plaidée les 17 et 19 février 1422¹, font connaître avec précision les diverses opérations des essais de monnaie. Le procureur du roi exposa que l'on avait coutume de mettre la monnaie d'essai en deux boîtes, la seconde dite « reprise », toutes deux scellées de

1. Arch. nat., X^{1a} 4793, fol. 147 : « En la cause d'entre Augustin Ysebarre, appellant, d'une part, et le procureur du roy, intimé, d'autre part, qui defend et presuppose que quant on veult faire un essay on fait chascune boiste seeller de trois seaulz, et quant les boistes sont faictes et scellées es monnoies on lez envoie par deçà aux maistres des monnoies en la Chambre des monnoies, pour en faire l'essay et jugement, et à faire ouverture d'icelles boistes on appelle le maistre particulier de la monnoie pour recongnoistre son seel, et semblablement on fait recognoissance des autres seaulz ;

« Recite en oultre les manieres et ordonnances gardees en faisant l'essay desd. monnoiez, et dit que en faisant ledit essay et jugement on n'a pas acoustumé d'appeller pour estre present le maistre particulier de la monnoie, pour ce qu'il est partie, et dit que aucunes fois on fait l'essay sans faire reprise ou recope ;

« Recite en oultre le contenu desdites ordonnances, ce presupposé dit que Augustin fist nagaires apporter 11 boistes de deniers d'or pour en faire l'essay à Paris par les maistres des monnoyes, et furent ouvertes present et appellé ledit Ysebarre, lesquelles furent jugées le xvii^e d'octobre derrein passé ;

« Recite le contenu et teneur dudit jugement dont Ysebarre a appellé, qui ne fait à recevoir comme appellant contre la teneur desdites ordonnances et a mal appellé, et ne convient mie pour l'essay fondre tousjours la reprise ou seconde recope, se n'est quant en faisant le premier essay et en fondant la moitié de l'or et deniers d'or copez le croiset se despice ou feu, et quand le lingot fondu n'est mie net pour faire le jugement, car lors on a recours à fondre et fere l'essay sur l'autre moitié de l'or ou deniers d'or, que on a accoustumé de sceller du seel dudit maistre particulier, ou autrement n'est fait l'essay sur la reprise ;

« Dit que ou cas dessus dit le premier lingot fondu estoit net et pour ce par lesdictes ordonnances ne devoit estre fait aucun essay sur la reprise. Ainsy Ysebarre a mal appellé, et est sadite appellation deserte et n'a mie fait intimer le procureur du roy et n'appella mie illec ; conclut à fin de desertion *alias* en cas d'appel. »

Fol. 147 v^o : « L'appellant replique et dit qu'il a esté grevé, car son or, qui montoit à xxiiii karas, n'a mie esté tant prisé ni jugié, et si n'ont les maistres des monnoies point fait d'essay sur la reprise, ce qu'ilz devoient faire, puisqu'ilz ne trouverent mie par le premier essay la valeur de son or ; *alias* la reprise ne serviroit de riens, et si n'auroit point esté à ce appellé le maistre particulier, et n'est point l'appellation deserte, et supposé que le procureur du roy n'eust point esté intimé particulièrement, l'adjournement fait ausd. maistres qui sont juges royaux et qui representent le roy vouldroit intimation, et si est tousjours present le procureur du roy, et n'estoit mie grant besoing de faire intimer le procureur du roy autrement que par ledit adjournement, et si n'avoit peu le procureur de Ysebarre obtenir desd. maistres des monnoies commission pour ce faire, et delayerent plus d'un mois sur ce, et a appellé Ysebarre tantost que led. jugement vint à sa congnoissance.

« Appoincté que la court verra adjournemens, actes, procès et ce que les parties vouldront monstrier, et au conseil fera droict. »

trois sceaux, dont celui du maître particulier de la monnaie, et qu'on les envoyait à l'examen de la Chambre des monnaies de Paris ; la reconnaissance des sceaux était faite en présence du maître particulier de la monnaie ; quant à l'essai et jugement, il avait lieu hors de sa présence, puisqu'il y était partie. Pour cet essai, on examinait et faisait fondre le lingot de la première boîte ; si ce lingot n'était pas « net pour faire le jugement », on faisait fondre celui de la seconde boîte ; dans le cas présent, le premier lingot avait été trouvé net, d'où il n'avait pas été nécessaire d'opérer sur la seconde boîte ou « reprinse ». Il ajoutait qu'Isbarre n'avait pas intimé le procureur du roi ni appelé au Parlement ; il devait donc être débouté de son appel.

Isbarre répliqua que les essayeurs, ne trouvant pas le nombre de carats voulus dans l'essai fait de la première boîte, auraient dû procéder sur le métal de la seconde ; qu'en outre, si même le procureur du roi n'avait pas été appelé, les maîtres essayeurs, juges royaux représentant le roi, l'avaient été par son procureur et par lui, dès qu'il avait connu le jugement du 17 octobre 1421 ; il demandait donc qu'on fit l'essai de la seconde boîte.

Le Conseil du Parlement appointa l'affaire, décida que les ajournements, actes et pièces des deux parties, seraient examinés. On procéda à l'essai de la seconde boîte, où il se trouva que l'or était bien au titre de vingt-trois carats. Aussi le Conseil, dans sa séance du 1^{er} avril 1422, prépara-t-il un arrêt qui fut prononcé le 8 avril, et où il déclara qu'il serait dit « mal jugé, bien appelé », et « ycelles boistes estre bonnes et souffisant de loy à xxiii karaz¹ ».

Cette difficulté avec la Chambre des comptes au sujet du juste titre de sa monnaie n'était pas la seule qu'Augustin Isbarre ait eu à subir. Il y en eut d'autres tenant tant à son contrat de ferme qu'à la situation particulière de la monnaie de Tournai, et qui sont connues par les conflits qu'elles provoquèrent.

La situation de Tournai demandait de grands ménagements. Cette ville française en plein centre flamand avait

1. Arch. nat., X¹² 1480, fol. 249 v^o.

toujours été l'objet de soins particuliers de la part du pouvoir royal, et elle était en même temps l'objet des convoitises des comtes de Flandre. Or, Tournai vivait surtout de la Flandre et du Hainaut, ses voisins, dont elle tirait tout ce qui était nécessaire à son existence. Elle était en rapports journaliers avec ces deux États et elle subit, peut-être plus que toute autre, les répercussions de la dépréciation monétaire, qui fut le résultat lointain, mais direct, de l'assassinat du duc Louis d'Orléans, en novembre 1407¹.

Les monnaies françaises dont on usait à Tournai n'avaient cours en Flandre et en Hainaut qu'à leur valeur réelle ; aussi, le jour où le change leur fut défavorable, la situation de la ville devint-elle particulièrement fâcheuse. Bourgeois et rentiers en souffrirent ; la ville, qui percevait les impôts en livres et en tournois, et qui devait payer en écus d'or, en pâtit ; marchands et commerçants ne pouvant, par suite de règlements, augmenter leurs prix, traitèrent en monnaie flamande ; eux seuls, ainsi que les marchands de métaux, s'enrichirent. Quant à la masse des travailleurs, l'augmentation des salaires ne compensa pas l'élévation des changes.

Pendant un certain temps, bien que l'affaiblissement de la monnaie ait déjà été très sensible en France, où le marc d'argent passa de 7 et 8 à 14 livres, le marc d'or de 72 à 82 et à 103 livres tournois², tandis que conjointement le titre du métal était réduit, on n'appliqua pas ces mesures à Tournai, afin d'en ménager les habitants. Les rois de France y veillèrent toujours, et il en fut ainsi jusqu'au jour où, en 1418, l'influence de Jean sans Peur devint prépondérante sur le gouvernement de Charles VI. Le duc de Bourgogne, qui

1. Maurice Houtard, *Les Tournaisiens et le roi de Bourges*. Tournai, Costermann, 1908, in-8°, p. 127 et suiv.

2. Voir à ce sujet A. Tuetey, *Journal d'un bourgeois de Paris (1405-1449)*, dans *Documents publiés par la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*. Paris, Champion, 1881, in-8°. En février 1419 le marc d'argent passa à 14 l. (p. 122) ; en juin 1419, le cours des moutons d'or fut élevé de 20 à 30 sous tournois pour éviter l'exportation de l'or (p. 125) ; en janvier 1420, le marc d'argent valut 16 l. 10 s. (p. 131, note 3), et, par une ordonnance du 9 avril 1420, une prime de 30 s. fut accordée aux marchands par marc qui apporteraient de l'argent à la monnaie de Paris (p. 181, note 3). Un an plus tard, le marc valait 26 l. t. En même temps et par contre-coup, la monnaie subissait une grande dépréciation. Un blanc de 16 deniers ne valait plus que 3 deniers parisis (ibid.). Voir, à propos de cette dépréciation, plus haut, p. 36 et note 2.

convoitait le Tournaisis, enclave française dans ses possessions flamandes, avait, au contraire, tout intérêt à voir se développer les difficultés monétaires de la ville, afin de la détacher de la France et de l'attirer de plus en plus du côté de ses propres États, vers qui la tournaient ses intérêts économiques. Si, en 1418, le Conseil de la ville de Tournai put retarder quelque peu l'application des mesures monétaires prises en France, cependant, en 1419, les règles établies dans le reste du royaume furent appliquées à Tournai et y suscitèrent de longues et pénibles difficultés¹.

A l'annonce du siège mis devant Rouen le 29 juillet 1418 par Henri V d'Angleterre², Charles VI décida de tenter un effort pour dégager la ville ; pour cela, il lui fallait de l'argent. Aussi résolut-il, après avis du Conseil, de procéder à une adjudication des monnaies du royaume. Cette adjudication fut faite à la Chambre des monnaies à Paris, le 24 août 1418, et la frappe de la monnaie de Tournai et de Saint-Quentin fut adjugée, à la chandelle, d'après lui, à Augustin Isbarre et à Guillaume Sanguin³, sous le nom de Charlot Le Mercier, dont ils se constituèrent pleiges et garants⁴.

1. Houtard, *ouvr. cité* ; — et van den Broeck, *Extraits analytiques des anciens registres des consaulx de la ville de Tournai*. Tournai, 1861-1863, 2 vol. in-8°, p. 180, 202, 203, 207, 213, 222, 229, 238.

2. A. Chéruel, *Histoire de Rouen sous la domination anglaise au XV^e siècle*. Rouen, E. Le Grand, 1840, in-8°, p. 38 et suiv.

3. Voir plus haut, p. 260 et note 3.

4. Arch. nat., X^{1a} 8302, fol. 133 v^o : « Jeudi viii^e jour d'octobre M CCCC XXIII. Par devant m. Philippe de Morviller, premier president, Jacques Branlart, president en la Chambre des enquestes, G. Cotin, Gaillart Petit Sayne, T. Thiessart et J. de Longueil le jeune, conseillers du roy en Parlement, Marc de Foras, P. de Canteleu et J. Guerin, maistres en la Chambre des comptes, estans en la Chambre appellée du Conseil, près de lad. Chambre des comptes, choisie par lesd. gens de Parlement pour oïr la cause d'appel, de doléance ou plainte d'entre Augustin Ysebarre, appellant ou plaignant des gens des Comptes, d'une part, et le procureur du roy intimé, et aussi appellant, d'autre part ;

« Dit en sa partie ledit Augustin que l'an mil IIII^e XVIII en aoust, pour secourir à Rouen, qui estoit assiegée d'Anglois, lors ennemis, fut advisé par l'roy et son conseil et ordené bailler les monnoies du roy au plus offrant et les delivrer à la chandelle en la Chambre des monnoies à Paris, et lors ledit Guillaume Sanguin et lui adviserent de prendre les monnoies de Tournay et Saint Quentin, et leur furent baillies pour 1 an à c et l.^m fr. de prouffit pour le roy, et deurent avoir pour brassage ii s. vi d. et ouvrer comme à Paris, et leur fut promis et accordé que se on faisoit aucune creue ou autre nouvelleté en la monnoie de Paris l'en leur feroit pareillement, et de ces choses furent frictes lettres ou nom de Charlot Le Mercier, mais les diz Sanguin et Augustin en furent pleiges et compaignons ;

« Dit que es ii. premiers mois d'après lad. prinse, led. Augustin qui s'en ala

Cette adjudication fut faite au prix de 150,000 francs ; les adjudicataires avaient un droit de brassage de 2 sous 6 de-

par dela fist tele diligence et tant ouvrer que le roy y ot bien LX^m fr., et donnoit aux ouvriers sur c mars demi marc de dechiet, et si bevoient aucunes foiz les gardes et autres sur lui et vin estoit cher par dela, et trouva Augustin que esd. ii mois y ot bien perde sur luy de II^m v^e fr.

« Et en ce temps fist fere le daulphin monnoie à Guise et donna l'en ylec III fr. pour marc plus que à Saint Quentin ne ailleurs es monnoies du roy, afin que l'en y portast plus billon, et si lui bailloit on souvant de par deça charges qu'il ne pouvoit bonnement porter. Et pour ce escrivi par deça au chancellier qui lors estoit, et à autres du Conseil, et se plaingnoit, car ilz perdoient pour ce *maxime* qu'ilz avoient trop petit brassage. Et pour ce en nov. mbre ensuivant on leur crut leur brassage de xv deniers pour marc de mire, tant pour le temps qu'ilz avoient jà ouvré comme pour c lui lors avenir, et ilz presterent à grant instance pour les affaires du roy XII^m fr., et promirent fere leur loyal pouvoir d'ouvrer tant que le roy y auroit oultre lesd. CL^m prouffit d'autres L^m fr., et deurent fere jusques à II^e m. de prouffit.

« Dit que combien que dès lors ou tost après l'en feist une creue à ceulx de Paris, toutevoie Augustin n'en sceut rien, et n'en ot point jusques en fevrier ensuivant, que l'en lui en fist une de x s. t. pour marc à bailler aux marchins, afin qu'il eust plus billon ; dit oultre que en mars ledit an, l'on fist creue à Paris jusques à XVI l. x s. t., et l'en ne lui fist que jusques à xli l. t., et neantmoins durans ix mois, en ouvrant meilleur monnoie que à Paris, c'est assavoir à v d. viii grains, et à Paris et ailleurs l'en ouvroit à III d. viii grains, fist prouffit au roy de II^e XLIII^m fr.

« Et à la fin de juillet III^e XIX furent faiz nouveaux prez et nouveaux maistres de monnoies, et pour ce depuis ordena Augustin ses comptes où fist mention desdites creues et brassage, et les virent les generaux maistres des monnoies, et en furent d'accord, mais neantmoins lesd. gens des Comptes ont royé la creue dudit brassage en tant qu'il touche le temps de devant la date de sa lettre de lad. creue de brassage, et aussi pour le temps d'après sa premiere creue de x s. t., qui fut en fevrier ensuivant, en quoy a esté grevé, et pour ce en a appelé ou s'en est plaint ainsi que pavoit, selon les ordres royaux sur ce faicts. Or dit que puisqu'il avoit contracté avec le roy et sa gent, son contract lui devoit et doit estre tenu et accompli, car de son costé il a bien fait ce qu'avoit promis et *ultra*, en ouvrant tant que le roy y ot II^e XLIII^m de prouffit, et il n'avoit promis que jusques à II^e m.

« Dit oultre que par l'arrest autrefois donné entre lui et ledit procureur du roy pour autres radiations est inclut que ceste creue de brassage lui doit estre allouée et comptée, et offre ledit Augustin renoncer à sa dite lettre de creue de brassage, mais que on lui taise brassage competent, comme l'en a fait aux autres maistres particuliers depuis L ou XL ans en ça, au moins ait II s. vi d. au pris du marc d'argent d'aoust ledit an III^e XVIII. *Alias* conclut en cas d'appel mal royé ou jugé, etc.

« Le procureur du roy dit que ses deffenses sont mesmes sa cause d'appel, et est bien d'accord que le xxiij^e jour d'aoust ledit an mil III^e XVIII (fol. 134 v^o) lesd. monnoies furent baillées pour CL^m fr. audit Charlot Le Mercier et en furent compaignons lesd. Sanguin et Augustin que deurent prester à l'entrar XII^m fr., mais point ne furent baillées à la chandelle, car il a entendu que autres en offrirent plus, mais la chose estoit forgée que ilz les eussent ;

« Dit que depuis lad. prise ou bail de monnoies, lesd. Augustin et Sanguin furent mandez et leur pria l'on qu'ilz forgassent fort, et feissent oultre prouffit de L^m fr., et ilz y promirent seulement d'en fere leur loyal pouvoir sans soy y obliger.

niers par marc d'argent, sous condition de travailler comme à la monnaie de Paris, et avec promesse qu'on accorderait pour leurs ateliers même crue que pour l'atelier de Paris. Sur ces promesses, on travailla, au dire d'Isbarre, de telle sorte que, en deux mois, le roi retira 60,000 francs du produit de la monnaie, les ouvriers ayant un demi-marc de déchet pour cinq marcs ; ces concessions, jointes aux fréquentes visites des gardes et autres fonctionnaires monétaires, qui buvaient à ses frais, et « le vin estoit cher par delà », lui firent, assurait-il, perdre 2,500 francs durant ce temps, d'autant plus qu'à ce même moment le dauphin fit forger des monnaies à l'atelier de Guise, où il accordait, pour attirer les marchands d'argent, 3 francs par marc de plus qu'à Saint-Quentin et que dans les autres ateliers royaux. En présence de ces pertes, Isbarre écrivit au chancelier et au Conseil du roi, demandant une augmentation de l'indemnité de brassage¹.

Au moment que se produisit cette réclamation, Charles VI et le duc de Bourgogne semblaient avoir résolu de tenter une campagne pour dégager Rouen ; de fait, ils n'allèrent pas plus loin que Pontoise et Beauvais². Mais on en profita pour

« Et depuis l'en leur pria qu'ils prestassent encore xii^m francs, et ilz requirent lors que l'en leur creust leur brassage, ce que obtinrent par promettant paier leur premier marchié et fere leur loyal povoir de fere oultre i^m francs et forte qu'ilz presterent sur le temps avenir lors xii^m fr. Et en fevrier ensuivant revindrent, et leur fut lors accordée creue de x s. sur le droit du seigneurage, et iterum vii jours en mars ensuivant demanderent creue qui ne leur fut pas accordée, mais furent baillez commissaires Michel de Lailler et les gardes de la monnoie dont estoient maistres, à toute puissance de bailler creue à une foiz ou plusieurs jusques à xx s., lesquelx, *nulla aut modica, facta debita inquisitione*, le xv^e jour de mars donnerent tout à une foiz ladite creue de xx s.

« Dit que combien que par les derrenieres creues la premiere dudit brassage qui encores ne se pavoit adapter au temps precedant la date d'icelle fut couverte et estainte, toutevoie Augustin quant est venu à ses comptes a voulu tout bouter ens, mais les maistres des comptes ne lui ont pas passé entierement, en quoy ont bien fait, et mal en tant qu'ilz lui ont rien alloué dud. brassage oultre ce qui au premier traictié fut accordé, c'est assavoir ii s. vi d., car par les creues qu'il a eues lui a esté assez pourveu ; aussi promettre fere loyal povoir n'importe pas obligation, et pour ce ne fait à recevoir Augustin comme appellant, *alias* a mal appellé. Et quant à l'offre qu'il fait, elle ne lui sera pas faite, veues les provisions de creues oultre brassage qu'il a eues. Si dit que Augustin a mal appellé et lui bien, et à ce conclut, et proteste de debat en pareil cas le compte de l'autre maistre particulier de Saint Quentin. »

1. Voir p. 265, note, ainsi que le plaidoyer du 13 octobre 1423 (cf. A. Tuetey, *Journal de Clément de Fauquembergue*, t. II, p. 62).

2. Charles VI quitta Paris le 24 novembre ; il séjourna à Pontoise de ce jour au 28 décembre, puis par Beauvais, Beaumont-sur-Oise, Lagny-sur-Marne, Chaumes-en-Brie, gagna Provins, où il arriva le 22 janvier 1419.

envoyer à Tournai Jean de Pressi, conseiller maître à la Chambre des comptes, qui demanda à Isbarre 20,000 francs pour aider à cette expédition. Isbarre fournit 17,500 francs et, finalement, le roi obtint 200,000 francs au lieu de 150,000, comme produit de la monnaie de Tournai. Cette augmentation de la ferme n'avait cependant pas été sans compensations. Jean de Pressi avait promis une crue de 10 sous tournois par marc d'argent ouvré après le paiement des 200,000 francs, et une augmentation de brassage de 15 deniers par livre, cette augmentation avec effet rétroactif. Au dire d'Isbarre, on lui aurait alors promis, — et des lettres royaux l'auraient confirmé, — que cette crue ne devait pas entrer en ligne de compte, mais être indépendante de toutes autres crues qui pourraient être ultérieurement faites dans le royaume. Malgré ces lettres, datées, selon lui, de février 1419, on l'aurait tenu dans l'ignorance de crues faites au début de 1419 et portant le prix d'achat dans tout le royaume du marc d'argent d'abord à 10, puis à 15 on 16 livres. Bien plus, Michel de Laillier, maître des comptes et spécialement envoyé à Tournai par le roi, y fixait le prix d'achat du marc d'argent à 11 livres. C'était conforme à la politique et à la tradition royales, voulant éviter en Tournais la trop grande dépréciation de la monnaie, mais c'était contraire aux intérêts des maîtres particuliers, dont le bénéfice était ainsi diminué. Isbarre se prétendait lésé, d'autant plus, disait-il, que sa monnaie était au titre de 5 deniers 8 grains, alors que partout ailleurs elle était seulement de 3 deniers 8 grains, et que si le roi avait, à la suite de la crue établie par Jean de Pressi, fait un bénéfice de 44,000 fr., lui-même avait eu, par contre, des chevaux pris et tués, et que, fait prisonnier par des soldats pillards, il lui en avait coûté 300 écus d'or. Tels étaient les arguments qu'il présenta au moment de la discussion qui s'ouvrit sur la reddition de ses comptes.

En effet, en juillet 1419, on prépara une nouvelle adjudication de la frappe des monnaies. Isbarre, ayant achevé son année d'exercice, mit ses comptes en règle. Il y compta les crues qui avaient été faites, l'augmentation de brassage qui lui avait été accordée ; les généraux maîtres des monnaies approuvèrent sa gestion ; mais à Paris les gens des Comptes

firent des difficultés. Ils supprimèrent la crue de brassage de 2 sous 6 deniers à 2 sous 17 deniers, non seulement depuis la prise en charge de la monnaie jusqu'à l'engagement pris par Jean de Pressi et confirmé par les lettres du roi, mais aussi pour le temps écoulé entre la crue particulière qui lui fut accordée de 10 sous tournois, remontant en février 1419, jusqu'à celle établie par Michel de Laillier. Sans doute aussi supprimèrent-ils les plus-values résultant des crues générales et que, autant qu'il soit possible d'en juger par les termes un peu confus du procès, Isbarre avait comptées à son actif. Cette décision de la Chambre des comptes lui supprimant les augmentations des deux crues générales, ainsi que la rétroactivité de plus-value du droit de brassage, ne fut pas admise par Isbarre. Il en appela au Parlement, et l'affaire vint en Chambre du Conseil les 7 et 13 octobre 1422. Il y défendit ses arguments, que combattit le procureur du roi. Finalement, le 3 décembre 1422 le Parlement rendit son arrêt. En ce qui touchait la monnaie de Tournai, il confirma la radiation dont se plaignait et dont appelait Augustin Isbarre ; mais, quant à deux autres radiations s'appliquant à l'atelier de Saint-Quentin, l'une de 1,976 livres pour une crue de 10 sous tournois, l'autre de 2,840 livres pour une crue de 20 sous tournois par marc d'argent, il l'admettait jusqu'à Noël à prouver que ce supplément d'achat avait bien été payé aux marchands qui avaient apporté leur billon à Saint-Quentin¹.

Ces incidents n'empêchèrent pas Augustin Isbarre de prendre à nouveau, au mois d'août 1420, la ferme des monnaies de tout le royaume pour six mois, et moyennant 500,000 livres², avec les seize changeurs et marchands du

1. Arch. nat., X^{1a} 1480, fol. 264 v^o : « ... la radiation dont est question et dont ledit Augustin avoit appellé demourra, pourveu que de deux autres radiacions à luy faictes en tant qu'il touche la monnoie de Saint Quentin, c'est assavoir l'une de xix^e Lxxvi l. t. pour une creue de dix s. t. pour chascun marc d'argent, l'autre de deux mil viii^e xlvi l. t. pour une autre creue de xx s. t. pour marc, desquelles sommes il est tenu en souffrance jusques à Noel prouchain venant, dedans lequel terme il est tenu de monstrier que les deux creues ont esté payées aux marchans qui ont porté et livré le billon en la dite monnoie de Saint Quentin, lui sera deduite sur ycelles deux radiations mises en souffrance pareille somme à celle qui par cette presente radiation apperra veritablement lui devoir estre defalquée, posé qu'il ne preuve lesd. deux creues avoir esté païées aux marchans comme dit est, et lui sont reservées ses actions et poursuites au regard de lad. radiation qui demeure contre ceulz que bon lui semblera, et à eulz leurs defenses au contraire... »

2. Saulcy, *ouvr. cité*, t. II, p. 259.

royaume, Guillaume Sauguin, Charlot Le Mercier, Germain Vivien, Philippot de Breban, Pierre et François de Le Garmoise, Regnaut Doriac, Guion Luillier, Adam Ranier, Jean de La Fontaine, Regnaut Thumery, Jean et Jacquet Trotet, Arnoul de Landry, Robert Clément. Isbarre, comme il l'avait fait les années précédentes, s'occupa plus particulièrement de la monnaie de Tournai.

* * *

Les difficultés y étaient toujours grandes, par suite de l'avalissement persistant des monnaies. La ville s'en ressentait grandement. Le pouvoir royal avait dû, en présence de cette dépréciation croissante, renoncer à faire fabriquer à l'atelier de Tournai de la monnaie blanche et noire, et, quelques jours après l'adjudication faite à Isbarre et aux autres changeurs, une monnaie était créée à Arras pour éviter la disparition du billon d'argent, répandu dans la région. Puis une ordonnance du 19 décembre 1420 rétablit le cours normal des écus d'or, soit à 22 sous 6 deniers d'argent, et pour activer la frappe des monnaies d'argent, dont le prix était réduit à 7 livres le marc, on imposa une aide sur le pays. Mais bien que Tournai ait offert 3,000 marcs pour aider à ce rétablissement, l'ordonnance ne fut pas exécutée. La ville se tourna alors vers le duc de Bourgogne, afin d'avoir « une monnaie corollaire et semblable à celle du pays de Flandre ». Philippe le Bon élaborait un règlement destiné à régir transitoirement la ville, jusqu'au jour où l'ordonnance générale du 19 décembre pourrait être appliquée, la couronne d'or devant avoir cours pour 30 sous, le mouton d'or pour 20 sous, le gros d'argent de France de 20 deniers étant évalué à 5 deniers, avec un régime provisoire pour l'acquit des dettes contractées depuis un an, et qui pourraient être, dans un délai fixé, remboursées en faible monnaie. Mais devant les divergences d'opinion qui se manifestèrent au conseil des Trois-Cents, on résolut d'attendre les ordres de Paris. Henri V, qui gouvernait alors réellement le royaume, préparait le retour à la forte monnaie. Une ordonnance en ce sens, publiée à Rouen le 12 avril 1421, fut promulguée à Tournai le 6 juin, et, dès janvier 1422, la forte monnaie était complètement rétablie dans cette dernière ville¹.

1. Houtard, *ouvr. cité*, p. 133 et suiv.

Lors d'une de ses précédentes prises à ferme de la monnaie de Tournai, Isbarre s'était vanté d'avoir forgé des pièces supérieures comme aloi à toutes celles sortant de l'atelier de Paris et sans doute des autres ateliers de France. Cette fois encore il semble, à l'en croire, avoir tenu à justifier cette réputation. Il servait ainsi les intérêts du roi Charles VI et, par contre-coup, ceux de Henri V. Mais il devait mécontenter le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, qui paraît lui avoir précédemment témoigné la même faveur que celle dont, malgré quelques incidents, l'avait gratifié Jean sans Peur, et qui même l'avait promu à la dignité d'écuyer et fait son échançon. En effet, la mauvaise qualité, la dépréciation de la monnaie française mettaient les Tournaisiens à la merci de la Flandre et du Hainaut, domaines de Philippe le Bon, et qui étaient leur centre d'approvisionnement. Le relèvement de la monnaie de Tournai devait diminuer cette emprise, et même la qualité de la frappe tournaisienne, si elle était supérieure à celle des monnaies flamandes, devait préjudicier à ces dernières. C'est ce qui paraît s'être produit, et il semble bien qu'en l'occurrence Isbarre travailla sur les instigations de Henri V. Il aurait réussi, et aurait même adressé aux quatre membres des Flandre des lettres dont ils « furent esmeus, à cause qu'elles contenoient que la monnoie de Flandre estoit mauvaise » ; suivant son témoignage, du fait de l'excellence de frappe de Tournai, la production des ateliers flamands aurait considérablement diminué et même aurait été presque nulle durant une année¹. Philippe le Bon en

1. Arch. nat., X¹ 4793, fol. 458. 1424, lundi X^{III}^e jour de juillet : « Entre Augustin Ysebarre, demandeur, d'une part, et Marc Guidichon, d'autre part.

« Ysebarre dit que il ot dès long temps a grant fiance à Marc, pour ce qu'il estoient tous deux de Luques, et l'an CCCC XII fu son compere à cause de la fille d'icellui Marc, et depuis au mois de juing M CCC XXI presta à Marc miii^m escus d'or soubz une cedula de sa main, escripte en langage luquois, et avec ce Ysebarre a baillié et presté à Marc mil escus d'or pour Federic Trente, dont Marc se obliga en son propre et privé nom, et en oultre Ysebarre bailla à Federic vii^r escus en monnoie, dont n'est mie question de present, et après Ysebarre bailla et presta depuis x ans en ça en l'an mil CCCXVII à Marc obligations sur Jacques de Berne et Jehan Buridan de ix^x xxvi escus que Marc a receu, et miii^c l. martres sabelines de miii^c l. escus d'or, et miii^c moutons et ii^c saluz vielz bailliez et prestés à Bethy Dassy, lesquels Marc a receuz.

« Dit oultre que Marc avoit promis de faire finance d'un colier d'or au feu roy d'Angleterre, derrein trespasé, mais pour ce que le marchant aperceu que Marc vouloit gaignier sur lui, il ne volt baillier à Marc et en fu pour ce aucunement en

fut très courroucé, d'autant plus que, non content des lettres écrites aux membres de Flandre, Augustin Isbarre, « par

l'indignacion dud. roy d'Angleterre, et pour le rapaisier et lui complaire fist tant que Augustin ala à Mons en Haynau pour avoir ung colier que on faisait 111^m et 11^c escus d'or, qui l'acheta et le paia, et l'envoya à Marc, qui le receu et le porta au roy d'Angleterre, qui en estoit desja pourveu et n'en volt point prendre, et pour ce Marc le retint et s'en est joué à son plaisir, et depuis l'a voulu vendre 111^m escus, et quant il a veu qu'il ne le pavoit vendre à son plaisir, il l'a renvoyé à Augustin, qui l'a receu, sauf son interest et ses drois.

• Et depuis Marc est venu de Bruges à Paris, et tantost qu'il a apperceu que Augustin le vouloit poursuivre et estre païé, il s'est disposé pour s'en aler et des-tourner et s'en fust alé, se Ysebarre n'y eust fait pourveoir par le prevost ou son lieutenant, auquel il monstra ladite cedula en langage luquois, qui portoit prison, ainsi qu'il est apparu par la translation du langage, et pour ce le prevost fist venir Marc qui recongneu le contenu en la dite cedula estre vray, et après fu Marc eslargi à caucion; depuis Ysebarre par vertu du privilege aux bourgeois Ysebarre a fait arrester aucuns biens en l'ostel du fateur d'icellui Marc, montans à la somme de 11^c escus, et adjorner Marc qui a pris ung estat jusques à la Saint Jehan, qui a esté enteriné, et après, Marc, par vertu de lettres royaux, a fait renvoyer la cause ceans.

• Si requiert que l'arrest fait pour la somme de 111^m escus contenus en ladite cedula et soient ses biens venduz et adjudiez pour ladite somme, et que avant tout euvre il garnisse de la somme (fol. 458 v^o) de 111^m escus, attendu qu'il a congneu ladite cedula, et soit condempné à paier, se mestier est, les autres sommes dessus declareez, et soit dit que l'arrest fait sur Marc par vertu du privilege aux bourgeois à cause desd. sommes soit dit bon et valable, et requiert qu'il congnoisse ou nye les autres cedules; ou regard du colier, pour ce que Marc promist de le faire valoir à Augustin 111^m escuz, requiert qu'il soit condempné à paier ycelle somme de 111^m escus pour ledit colier, au moins qu'il soit condempné de baillier et paier audit Augustin la moitié du pris que ledit colier a coûté, et qu'il soit commun, et soit Marc condempné en ses dommages, interrestz et despens faiz et encouruz pour occasion des choses dessusdites.

• — Marc Guidichon a congneu une cedula signée de son seing manuel donnée le v^o jour de may M CCC XX, faisant mention de la somme de mil couronnes d'or telles que l'en faisoit lors forgier, dont il avoit respondu et fait sa propre debte pour Federic Trente, etc.

• Dit oultre Marc qu'il lui desplait de ce debat qu'il a avec Augustin, qui est son compere, et ne tient mie à lui qu'ilz ne soient bien d'accord, et a servy Augustin à grand besoing et necessité;

• Dit oultre qu'il est extrait de Luques et de pere et mere nobles, et a demouré à Bruges et en ce royaume par l'espace de xxxii ans, et a demené marchandises en plusieurs lieux, où il a ses fateurs, où il a maisons, et heritages et a maisons à Bruges, où il a maisons qui valent bien viii^m escus, et a maisons à Besançon, à Boulogne, à Luques et ailleurs, et a cent et l. l. de rente en Picardie, et pour le bon nom qu'il a il trouveroit promptement de marchans de marchandises pour 11^c mil livres, et s'est employé à fere plaisir singulierement à aucuns seigneurs, au feu roy regent, au feu duc Jehan de Bourgogne et à duc Philippe, qui est à present, qui l'a fait son maistre d'ostel, grant garennier de Flandres et autres offices et estas lui a baillié en ses pais,

• Et dit que pour le temps que les ennemis adverseres estoient à Paris, Ysebarre se parti de Paris et ala à Bruges tout desolé, et n'avoit gaires d'argent, et lors Marc le receu et logea en son hostel par l'espace d'un an et, pour ce que Augustin se plaignoit de sa compaignie, Marc trouva maniere de la fere venir, et pour

l'ordonnance du roy d'Angleterre, se transporta en Flandres et « es marches de par delà pour leur monstrier les salus nou-

ce qu'il cuidoit qu'elle fust sa femme, la fist convoier et fist aler au devant de lui à 11^e chevaux, et la tint avec lui en son hostel, et depuis fist tant que Augustin fust de la monnoie de Bruges et le fist plegier, et depuis Ysebarre fu mis prisonnier ou chastel de Lisle par l'ordonnance du duc de Bourgogne, mais Marc le plega corps pour corps et de la somme de x^m escuz, et fu delivré lors, et depuis Ysebarre fu emprisonné pour ce qu'il estoit souspeçonné de certain empoisonnement, dont Marc ne veult mie chargier Ysebarre, mais le dit pour ce que à sa priere et caution Ysebarre fu delivré, et depuis apaisa monseigneur de Bourgogne d'autre mautalent qu'il avoit contre lui ;

« Dit oultre que l'an M CCCC XXII en avril, et par compte fait entre eulz, Ysebarre lui devoit 111^m vi^e et L ung escu d'or, reservez 111^m escus que Ysebarre devoit recevoir à Paris, et lesquelz il a receu depuis. Ce nonobstant Marc a depuis requis Ysebarre de paier, qui s'est tousjours excusé, en disant une fois qu'il n'a point d'argent, autrefois disoit qu'il paieroit ;

« Dit oultre que l'an IIII^{xx} XXI⁴ Marc vint à Paris et parla à Ysebarre, auquel il promist d'envoyer son compte, et cuidoit estre bien d'accord avec Ysebarre, qui envoia lendemain de par le prevost ung sergent en son hostel pour venir parler au prevost, qui ala en Chastellet pour parler au lieutenant qui n'y estoit point, et lors on lui dit qu'il estoit prisonnier à la requeste d'Augustin, et pour ce que Marc s'en cuidoit aler lendemain en Flandres avec le duc de Bourgogne, le comte de Richemont vint qui le volt plegier corps pour corps (fol. 459) et de la somme de cent mil frans, et survint Augustin, qui apporta lad. cedule de 111^m escus, mais Marc avoit l'autre cedule dud. compte, par laquelle Augustin estoit tenu à lui en la reste de 111^m vi^e et L escus d'or, qui estoit de date subsequent, et convint que il baillast caution avant ce qu'il fust eslargi, et après, quant il cuida partir, Augustin fist ouvrir ses bouges et tout veoir et visiter, combien que il eust dit par avant qu'il se repentoit de l'avoir fait emprisonner.

« En oultre, Augustin de paroles et d'escriptures a bleié la renommée de Marc, en disant qu'il n'estoit mie si bon marchand, ne si riche que on disoit, et l'a en ce tres grandement injurié et intéressé, et pour ce a obtenu lettres royaux dont recite le contenu et lez exploits qui s'en sont ensuiz ;

« Et conclut en demandant contre Augustin, afin qu'il soit condempné et contraint à paier ladite somme de 111^m vi^e L escuz d'or, dont mencion est faicte ou dit compte en ladite cedule, que Augustin doit confesser et nyer conclut à ce ;

« En oultre, en tant que Augustin l'a injurié grandement et tant que il a fait emprisonner Marc pour debte et qu'il l'a injurié, soit condempné en l'amende de x^m l. sauve l'estimation de la court, et es dommages, interestz et despens, et appert que Augustin est païé et plus que païé, et sera absolz, conclut que l'arrest et caution soient levez et mis au neant et soit à plain delivré, car jamais il ne pourra bonnement marchander tant que on saura qu'il sera prisonnier pour debte, et desja pluseurs en ont delaissé à marchander avec lui, et en ce a esté moult intéressé et pourroit encores plus. En tant que Ysebarre en demandant dit que par sa cedule en Luquois Marc a obligié lui et ses biens, et que par ce il est obligié à tenir prison par la coustume de Luques, il n'en est riens, aussi on auroit regard à la coustume que on garde *in loco contractus* et en tant que Marc auroit obligié luy, il s'obligeroit personnellement ; en tant qu'il oblige ses biens il s'oblige ypothecairement, et ainsi en obligeant lui et ses biens il ne s'oblige point à tenir prison, et ainsi Ysebarre à tort le fist emprisonner pour l'injurier et pour empeschier son departement, et en appert assez, car ainsi qu'il cuida mon-

1. Erreur pour XXIII. Cf. plus loin, p. 282.

veaux et pour monstrier la valeur de ladite monnoie de Tournai, qui estoit la meilleure monnoie d'or que on forgeast,

ter à cheval pour partir avec le conte de Richemont, Ysebarre envoya arrester bouges et chevaux et serchier tout, combien que Augustin lui devoit de retour.

• Ou regard du colier, il semble que c'est une demande de revel que fait Ysebarre, car Augustin, qui savoit que Marc s'entremettoit des besoignes dudit feu roy d'Angleterre, fist assavoir à Marc qu'il avoit ung très beau colier qui seroit bien seant au roy d'Angleterre et l'envoya à Marc, qui ne l'avoit oncques veu, et le monstra au roy d'Angleterre en faveur d'Augustin, auquel Marc le renvoia, pour ce que le roy n'en volt point avoir, et le receu ledit Augustin deux mois après agreablement, sans en fere aucun semblant ;

• Au regart de l'argent que demande Augustin à cause de Federic, Augustin n'en bailla que vi^e escus, dont Augustin fu païé et contenté, et devoit encorez de reste à Marc, ainsi qu'il appert par ledit compte ;

• Ou regard dez martres, Marc ne lez a mie receuez, et [si] sez fateurs l'avoient receu, Augustin en a esté très bien païé ;

• Ou regard des vi^e moutons et ii^e saluz, Marc n'a point promis de lez paier, mais seulement avoit promis de l'emploier ou compte d'Augustin, et encorez est Marc tout prest de l'emploier ou compte d'Augustin, ou compte de Bethy ;

• Ou regard des autres sommes, Marc ne scet se Augustin a riens fait bailler et delivrer à ses fateurs, qui sont [à] Avignon ou ailleurs.

• Si conclut, en tant que Augustin est demendeur à fin de non recevoir, qu'il n'a cause ne action à fin d'absolution et à despens, dommages et interestz, et demande provision de la delivrance de sa personne, attendu qu'il n'est question que d'argent dont il a bien caution, qui sera delivrée et mise au neant (fol. 459 v^o), et ne scet se Augustin est bourgeois ne s'il a maison à Paris... pourroit Marc faire emprisonner et a plus cause que Ysebarre n'avoit de l'arrester, mais il s'en deporté, et conclut en demandant comme dessus... »

Jeudi XXVII^e jour de juillet. — « En la cause d'entre Augustin Isbarre d'une part, et Marc Guidichon demandeurs et deffendeurs, Augustin replique et dit qu'ilz sont voirement de Luques, et s'il y a noblesse d'ung costé de Marc elle n'est mie pareille à la noblesse d'Augustin et s'en rapporte à ceulz qui les congnoissent, et s'il a marchandé en divers pais et à plusieurs, ce a esté, puet estre ainsi qu'il advient souvent, de l'argent d'autrui, et quoy que soit l'argent d'Augustin y a couru plus qu'il ne vaulsist, et se Marc a chevançe, il desplait à Augustin qu'il n'en a plus, et doute qu'il ne soit mie bien païé de ce qu'il lui doit, et s'il a fatteurs en divers lieux, en n'y treuve au besoing riens qui soit sien ; s'il a maison à Bruges, elle doit grant rente à petite revenue, et tout ce qui estoit (fol. 460) à Luques est baillié en partage à ses freres, et a trouvé Augustin qu'il n'a marchandise ne meuble, et font ses fateurs souvent finance à grant meschief et à dommage ; se on lui doit d'un costé, il doit de l'autre, et convient souvent entre gens qui font et s'entremettent de tant de choses et de tant de finances, qu'ilz recorent d'une main l'autre, et empruntent d'un leys pour fournir l'autre, et finalement on n'y trouve riens, et s'il a offices, elles ne sont mie de grant prouffit et sont offices de retenue du grant nombre, et se Augustin se logea en son hostel, il paia très bien son escot, ainsi que faisoient les autres qui y estoient logiés, et congnoissoit le duc de Bourgongne Augustin avant Marc Guidichon, et ne l'avoit le duc de Bourgongne onquez congneu en l'an CCCXVI ;

• Et se Marc plega Augustin en la monnoie de Flandre, il en estoit bien assureé et garny, et avoit plus de la chevançe Augustin iii^e fois que ne montoit la plegerie, et aussi Augustin se gouverna si bien que finalement il fu deschargié et tous ses pleiges, et se Augustin fu prisonnier ce fut *ex levi causa* pour rappers faiz et par mautalent legier, à cause de ce qu'on le souspeçonnoit de parler à au-

afin d'accroistre la monnoie du roy et de la faire valoir ». Henri V venait, en effet, par l'ordonnance du 15 décembre

cunes femmes qui estoient en la grace d'aucuns grans seigneurs, et assez tost fu delivré Augustin et ne demora mie longuement en prison, et se Marc l'avoit plegié, pour ce ne lui devoit-il retenir sa chavance ne luy vendre si chierement ses courtoisiez, car Augustin lui en a bien autant fait.

« Et n'est point injurieux ne torcionnier l'arrest ou emprisonnement de Marc Guidichon, veu l'usage de Luques et la forme de lad. cedule ou obligation, qui emportoit de *sua forma* obligation de prison, et n'en n'appella point Marc et ne debati point l'emprisonnement, et l'a advoe en tant qu'il a requis eslargissement et qu'il a baillé caution, et supposé que il n'y eust obligation de prison, toutesvoiez *ex natura obligationis*, veue la grant somme dont on le poursuivoit, et que Marc estoit forain de Paris et se vouloit absenter, Augustin le pouvoit fere arrester et emprisonner, et mesmement que ou pais de Flandres à Bruges n'y auroit point de recours à cause de telles cedules, s'il n'y a obligation passée devant la loy du pays, et tantost que le debteur a levé la main et qu'il a juré qu'il ne doit riens, jamais ne puet estre pursuy, et ainsi l'arrest a esté deument fait, et quoy que soit, Marc, qui a congneu son signe manuel, garnira avant tout euvre, et pour ce Marc *premature* conclud *in actione injuriarum*, jusques à ce que l'arrest soit dit torcionnier, et si est vray que Marc ne demoura mie prisonnier par l'espace de deux heures, soubtient outre ledit arrest par le privilege dez bourgeois de Paris et dit qu'il est bourgeois et souffiroit encorez qu'il fut manant et habitant par an et jour pour joir dud. privilege, et n'y a point de difference entre lez oultramontains et autres *quantum ad vitum effectum*, quoyque soit *in ceteris*, et aussi l'arrest est bien fait, attendu que Marc *est suspectus de fuga et non est solvendo*, et s'il estoit à Bruges *non esset facilis ad conveniendum*,

« Et à ce qu'il dit que Augustin a blessié sa renommée, response que sa renommée est blessée, c'est parce qu'il n'a mie tenu ce qu'il a promis, ne païé ce qu'il doit.

« Et à ce que Marc dit que Augustin lui doit de reste par compte final *iii^m vi^c* li escus d'or, ainsi qu'il dit apparoir par cedule escripte le *x^e* jour d'avril, laquelle fait mencion d'une lettre de *ii^c* escus de rente sur Lothart Fremault que devoit bailler Augustin, etc., response que ce n'estoit mie compte final, mais estoit une seurté de plegerie que avoit fait Marc pour Augustin envers madame de Bourgongne et les gens de son conseil ;

« Et est vray que en l'an CCCC XXI Augustin, qui estoit lors maistre de la monnoie de Tournay, par l'ordonnance du feu roy d'Angleterre se transporta en Flandres et és marches de par delà pour leur monstrier les salus nouveaux et pour monstrier la valeur de lad. monnoie, qui estoit la meilleur monnoie d'or que on forgest, afin d'acroistre la monnoie du roy et de le faire valoir, mais le duc de Bourgongne doubta que ses monnoies ne vaulsissent mains et que à cause de ce n'en retournast grant profit au roy, fist emprisonner Augustin (fol. 460 v^o), et pour ce que le feu roy d'Angleterre aperceu que Augustin estoit prisonnier pour le fait du roy, il n'en fu mie bien content, et puet estre que aucuns du conseil du duc de Bourgongne firent retenir prisonnier Augustin en entencion et en esperance d'avoir finance de lui, et vint devers lui Marc, qui s'offry à le plegier et parla à Augustin, et lui dist qu'il convenoit qu'il passast une obligation de *vi^m* escus pour madame de Bourgogne et pour ses officiers, et lui disoit qu'il auroit bon terme de paier et n'en paieroit jamais riens, et pour ce que Augustin estoit et est de feble complexion, et estoit à Chavetingues sur la mer prisonnier, il ne lui chaloit qu'il fist, mais qu'il peust estre delivré, et se lascia couler à ce que Marc lui disoit, et pource que Marc le plega de ladite somme. Marc, pour seurté de la plegerie, devoit avoir lad. lettre de *ii^c* escus de rente, et autres choses qu'il declaire, qui montoient à une partie de la somme dont

1421, publiée le 17 janvier 1422, de fixer définitivement le cours des monnaies d'or et d'argent, et sans doute Isbarre

Marc l'avoit plegié, et restoient encorez de lad. plegerie III^m VI^c LI escus d'or, et c'est ce que veult dire la cedula dont se veult aidier Marc Guiduichon, car lad. reste vient de lad. plegerie dont Marc ne paia onques denier, et ainsi Augustin n'en doit riens, et a depuis obtenu lettres royaux pour faire inhibition à touz que on ne moleste ledit Augustin ne ses pleges à cause de lad. plegerie et pour adjorner les coupables en Parlement, desquelles lettres il recite et ramaine à fait le contenu, ensemble les exploits fais en ceste matiere à la requeste dud. Augustin et du procureur general qui interjetta certaine appellation qu'il releva, et dit que après les inhibicions et significacions faictes à Marc et à madame de Bourgongne et aux officiers, Marc rescript à Augustin qu'il ne pouvoit durer aux officiers du duc de Bourgongne de ce qu'il ne se acquittoit de lad. plegerie, et rescrivait qu'il n'avoit point d'argent, et rescrivait à Augustin lettres par lequel il apparoit que Marc lui devoit du moins III^m escus, lesquelles lettres furent escriptez après la date de la cedula faisant mention de lad. reste ;

« Dit oultre que depuis, ou mois de septembre M CCCC XXII, le duc de Bourgongne donna ses lettres patentes et lettres closes pour fere tenir Augustin et ses pleges quittez de la dite plegerie, lesquelles lettres furent monstrées et signifiées à Marc et à touz les officiers et conseillers du duc de Bourgongne au pais, et fist Augustin faire inhibicions à touz selon la teneur desd. lettres, et lors Augustin, qui veoit que on avoit bien pourveu à lui et à ses pleges sur lad. plegerie, il rescript à Marc qu'il lui envoiait ses lettres, mais Marc respondi lors qu'il n'estoit mie deschargié encorez de lad. plegerie et qu'il ne renderoit point lesd. lettres et contrelettres, et ainsi appert clerement que lad. reste et tout depend de lad. plegerie, et ainsi appert que le fait de Marc procede *ex malicia et dolo*, qui vault pis que larrecin, ainsi on devroit parler à lui, et s'il n'estoit prisonnier on le devroit emprisonner, et ne puet employer le compte final à ce qu'il dit, et demande aucunes sommes de date precedent ledit compte ou reste dessusdit, ainsi qu'il appert par l'inspection du compte qu'il baille, prins en son prejudice, ouquel il declare plusieurs mises à cause de lad. plegerie, dont il ne paia onques denier, et s'il en avoit païé aucune chose ce auroit esté après les inhibicions et significacions dessusd. ; si conclut comme dessus et que Marc ne fait à recevoir et n'a cause ne action et sera absolz.

« Dit oultre Augustin que Marc a eu de l'argent Augustin par plusieurs fois, c'est assavoir le IX^e jour d'avril CCCC XXI apres Pasques VI^c fr., et en juing ensuivant le V^e jour lui bailla mil escus d'or par cedula qu'il a confessé, si garnira de la somme de mil escus d'or ; ou regard des VI^c escus, Marc a tousjours dit à Augustin qu'il l'avoit baillé à ung homme qui ne se nommoit point à cause de led. plegerie, et declare Marc en son compte qu'il l'a païé à Lamy ; toutesvoiez, se Marc l'avoit païé avant lesd. inhibicions, ce seroit aucune chose, mais est à croire que Marc lez a mis en sa bourse, et si a eu Marc les martres et les a receuez ; dit oultre que, au mandement de Marc Guiduichon, il a baillé à Bethy Daty lesd. sommes et en a baillié cedula qu'il doit congnoistre ou nyer, et appert assez par son compte qu'il a fait recevoir lesd. sommes...

« A lundî revendront les parties et *interim* Augustin mettera devers la court lesd. lettres et cedules ot seront monstreez à Marc Guiduichon. »

(Fol. 461.) 31 juillet. — « En la cause... Ysebarre dit que lad. cedula ou compte dont Marc se vente procede de la reste de lad. plegerie, et pour la seureté d'icelle plegerie dont Marc ne demande riens à Augustin, aussi le duc de Bourgongne est content de lui et l'en tient quitte et lui et ses pleges et ne leur en demande riens, ainsi la dite reste ou lettre, que Marc appelle arrest, est devers lui *sine causa* et le rendra à Augustin, qui escript lad. cedula à l'yssir de prison troublé.

s'était empressé de frapper les nouveaux salus qu'il tenta de faire valoir auprès des Flamands. Philippe le Bon « fu moult indigné » de cette conduite de son ancien protégé et, incité

« Ou regart dud. colier d'or, Augustin l'acheta du mandement de Marc Guidichon, qui promist à paier et delivrer la moitié du pris dessusdit, et ainsi Marc eust obligié *ex mandato suo in plane*, et non erat alias empturus Augustin... et est vray que Augustin bailla à Jehan Arnoulfin led. colier, qui promist par sa cedula de baillier ledit colier à Marc ou de paier le pris dud. colier et de..., qui fu rendue aud. Jehan Arnoulfin, tantost que Augustin sceut que Marc avoit receu le colier, lequel il garda xviii mois, et quant il vist qu'il n'en faisoit mie ce qu'il atendoit, il le renvoia à Augustin, qui requiert que Marc congnoisse ou nye lesd. cedules et sa main et conclud comme dessus.

« Le procureur du roy semblablement requiert que prealablement Marc congnoisse ou nye lesd. cedules, qui ont esté translâtées de luquois en françois, et lez a veuez Marc, qui a confessé que la translation est bien faite.

« Marc dit qu'il y a dez radiations esd. cedules qui ne sont mie en la translation, et pour ce convendroit que lesdites radiations feussent escriptez en la translation, et a confessé trois desd. cedules estre escriptz de sa main, saulvez ses defenses *ut a tergo dictarum cedularum*.

« Le procureur du roy dit qu'il y a en ceste matiere informations dont il recite le contenu, et dit qu'il semble que il y a grant faulte du costé de Marc, veu lez teneurs et dates desd. cedules, et entre autres choses il semble que lad. cedula que Marc appelle compte final se rapporte à lad. plegerie, et ne se puet rapporter aux autres sommes, dont Augustin fait demande, et ainsi, en tant que Marc est demandeur, il semble qu'il procede calumpnieusement en demandant plus que il ne doit demander, et aussi en defendant, en tant qu'il veult soubz ombre dud. compte demourer deschargié d'une grant somme, et pour ce requiert que Marc soit condempné en amende envers le roy du triple ou autre telle amende que le court regardera, et emploie le propoz de la partie... »

(Fol. 467.) *Mardi VIII^e jour d'aoust*. — « En la cause... Marc... qui dit que Augustin l'a fait torcionnierement emprisonner, et n'y avoit point de cause, et n'avoit Augustin que une escripture privée qui ne porte point de prison de droit escript, dont on use à Luques, et n'est nul tenu à prison pour debte civile, et est la coustume dont se vante Ysebarre, et dont il n'appert point, contre raison escripte, et ne i vaudroit la deposition d'un marchand qui deposeroit de lad. coustume, qui est contre droit, et pourroient legierement marchans errer *in jure*, et quoy que soit on ne devoit mie garder yci la coustume de Luques, attendu que les parties demeurent en ce royaume, et y a esté fait le contract, et dient lez Luquois qu'il ne scevent point lad. coutume estre gardée, et se Augustin avoit fait examiner tesmoins à sa poste on n'y devoit mie adjouster foy, veu ce que dit est, et que Marc est bien resseaut et a bonne maison à Bruges, qu'il ne donnoit mie pour deux mil escus, car est sa maison bien garnie et ne fu heure depuis x ans qu'il n'y eust en son hostel pour xx ou xxx^m frans de marchandise, et y a trouvé Augustin, quant il y fu logié, autres choses que papier, et y fu receu bien et honnorablement sans rien paier, et n'en receu onques Marc denier de Augustin ne des autres qu'il recevoit en son hostel, et n'est mie hostelier, et si a bien de revenue viii^c l. sur la ville de Venisse avec les autres rentes dessus declarées, et se Augustin eust esté bien gracieux, il deubt premierement avoir fait adjorner Marc, avant ce qu'il l'eust emprisonné, et n'y avoit cause de l'emprisonner, car Augustin devoit à Marc autant et plus que Marc ne lui pouvoit devoir ;

« Et ne puet on dire que lad. reste de iii^m v^c li escus et une obligation de ii^m escuz soient de reste d'une obligation de vi^m escus ; il dit que il bailla autrefois une debte de iiij^c escus sur le duc de Bourgongne qu'il emploia en son compte

par un certain nombre de ses conseillers, il le fait saisir et incarcérer à Saftingen¹. Le pauvre Lucquois, qui était de

dez monnoiez de Flandres, dont il n'en rendi onques depuis riens à Marc, ne dez autres marchandises de draps de soie qui ont monté à plus de vi^m escus, et ont eu par plusieurs fois marchandises ensemble qui ont monté plus de xl^m fr., et se Augustin veult compter de tout avec Marc, il s'en rapporta au dit et à l'ordonnance de tous bons marchans,

« Et dit qu'il plega Augustin de la somme de vi^m escus, dont il paia iii^m escus, et pour ce que on le pressoit très fort de la reste, et qu'il ne pouvoit recevoir ne estre païé de la somme de iii^m v^c li escus que Augustin lui avoit assigné, il rescript à Augustin lettres, sur quoy Augustin renvoia response par escript, desquelles lettres recite le contenu, par lequel appert que Augustin devoit à Marc le xxix^e jour d'octobre, et que lad. somme de iii^m escus n'estoit point deue, et ne confesse point Marc qui doyve iii^m escus du temps de la cedula baillée (fol. 467 v^o), car la somme de lx escus à Federic Trente n'estoit point lors deue, mais estoit long temps par avant aquitée, et ne diroit jamais Augustin devant marchans que Marc lui deubt iii^m escuz, et reverd Augustin ne demandoit que mil escus pour l'interest et prouffit de lad. somme de iii^m escus qui n'estoit point deue, et si devoit Augustin iii^m v^c li escus, et ainsi Augustin torcionnièrement l'a fait emprisonner ;

« Et à ce que Augustin veult dire que on l'emprisonna sans cause, il est vray que Augustin bailla cedules qu'il envia aux iii^m membres de Flandres, qui furent assez esmeuz à cause desdites cedules qui contenoient que la monnoie de Flandre estoit mauvaise, et à cause de chomma la monnoie par ung an, dont le duc de Bourgogne fu moult indigné, et fu Augustin emprisonné et mené à Chavetingues, et estoient ordonnez commissaires pour le questionner, quant Marc poursuy sa delivrance et le plega à la requeste de Augustin, que Marc ala veoir à Chavetinguez, et s'agenouloit et plouroit Augustin pour le peril et dangier où il se veoit, et disoit on que Augustin eust esté destruit se Marc n'eust esté, qu'il le poursuy et plega moult affectueusement, et fu si tres asprement poursuy de ladite plegerie, qu'il le convint aler demorer en Brabant et estre fuitif par aucun temps, et finalement a païé ladite somme et la reste dessusdit pour ledit Augustin, et quoyque soit, Augustin doit à Marc, et est vray, quoyque dye Augustin, que le duc de Bourgogne bailla commission pour executer Marc, comme pour ses propres debtes, et paia Marc, et depuis Augustin ratiffa le paiement et renuncia à toutes impetracions et procès et traicta au duc de Bourgogne et à ses gens à l'ayde et par le moyen dudit Marc, auquel le duc de Bourgogne a dit depuis que Marc lui avoit fait dommage de l^m escuz ou fait d'Augustin.

« Si dit Marc que Augustin lui doit iii^m v^c li escus d'or, dont Augustin garnira, et l'aura Marc en demandant ou en deffendant, et en tant que touche les conclusions du procureur du Roy, il n'y chiet amendes contre Marc qui est deffendeur et se puet aidier et proposer defenses contraires.

« Ou regart du colier, Augustin a congneu et confessé avoir receu ledit colier et en a fait lettre, si conclud *ut supra* et requiert provision sur la delivrance de sa personne.

« Les gens du duc de Bourgogne dient que par le propoz de Augustin il semble que le doyen de Liege et autres ses gens et officiers ayent fait injustice et pour ce protestent *de injuriis* contre Augustin, qui proteste au contraire.

« Appointié que les parties escriront pour memoires, et sur la delivrance de Marc la cour fera droict au Conseil. »

1. Saftingen, Belgique, province de Flandre orientale, arr. Saint-Nicolas, cant. Beveren, comm. Doel. — Le texte porte Chavetingues-sur-Mer ; mais si Saftingen n'est pas véritablement sur la mer, il se trouve sur l'Escaut, large à cet endroit de 1,500 mètres environ.

« feble complexion », n'avait d'autre ressource que, « agenouillé et pleurant », d'attendre les commissaires qui devaient instruire son cas, quand l'intervention d'un de ses compatriotes le tira d'affaire.

En effet, ayant appris l'incarcération d'Isbarre, un autre Lucquois, auquel il a déjà été fait allusion, vint à son secours. C'était Marc Guidichon, descendant d'une famille qui avait depuis le début du ^{xiv}^e siècle fréquenté la France et l'Angleterre. Guidichon était très lié avec Isbarre, qui avait, en 1412, tenu sa fille sur les fonts baptismaux. Il l'avait reçu dans sa maison de Bruges, l'avait cautionné lorsqu'Isbarre avait affermé la monnaie de cette ville, et lui avait rendu divers services en des circonstances un peu délicates. A deux reprises Isbarre avait été emprisonné d'ordre du duc de Bourgogne, sans doute lorsque la domination des Armagnacs l'avait forcé à quitter Paris. Les raisons de ces incarcérations étaient assez vagues et, semble-t-il, peu à son honneur. Sa vie privée paraît avoir été mouvementée. Étant logé à Bruges, chez Guidichon, il se plaignait amèrement de l'absence de sa « compagne », demeurée sans doute à Paris. Complaisamment, Guidichon la fit chercher et « trouva maniere de la fere venir, et pour ce qu'il cuidoit qu'elle fust sa femme la fist convoier ». Plus tard, Isbarre fut emprisonné une première fois parce que, confessa-t-il, « on le souspeçonnoit de parler à aucunes femmes qui estoient en la grace d'aucuns grans seigneurs » ; une seconde pour soupçon, au dire de Guidichon, de tentative d'empoisonnement ; chaque fois, Guidichon fournit caution nécessaire à son élargissement. Leurs rapports commerciaux étaient fréquents. Ensemble ils avaient voulu vendre un collier d'or à Henri V d'Angleterre. Isbarre procurait à Guidichon des martres zibelines ; l'un et l'autre s'avançaient de l'argent pour prêter à des tiers.

* * *

On comprend aisément que, sachant son compère en mauvaise posture, Guidichon se soit empressé d'intervenir. Il le pouvait d'autant mieux que son crédit était grand à la cour de Philippe le Bon. Fixé depuis la fin du ^{xiv}^e siècle dans ces régions, il avait su, semble-t-il, amasser une fortune assez

considérable. Il possédait, en outre de ses biens patrimoniaux à Lucques, plusieurs maisons à Bruges valant bien 8,000 écus, dont celle qu'il occupait, qu'il estimait 2,000 écus, et le mobilier à 20 ou 30,000 francs ; en outre, il avait des immeubles à Besançon, à Bologne, des rentes foncières en Picardie, 800 livres de rente sur la ville de Venise, des factoreries à Avignon et à Paris¹. Il estimait son crédit commercial à 200,000 livres. Marchand d'étoffes précieuses, de cendaux, de draps d'or et d'argent, de laines, de chaperons, il était le fournisseur des ducs de Bourgogne², des villes de Bruges³ et Louvain⁴ ; il était également banquier des ducs de Bourgogne⁵ et de Brabant⁶ et de la ville de Bruges⁷ ; avec d'autres changeurs et marchands italiens, il cautionnait les princes pour des sommes importantes⁸. Afin de le récompenser de ses services et de ses avances pécuniaires, le duc de Brabant lui abandonnait les revenus du tonlieu d'Anvers, qu'il lui affermaient quelques années plus tard⁹ ; le duc de Bourgogne lui concédait la « gavernie des oost dunes » de Flandres¹⁰ ; il obtenait le tonlieu de toutes les laines transitant d'Angleterre pour la Lombardie¹¹ ; Philippe le Bon l'honorait du titre de conseiller et de maître de son hôtel¹².

On comprend qu'Augustin Isbarre se soit empressé d'accueillir ses offres de secours. Guidichon l'engagea à signer à la duchesse de Bourgogne et à ses conseillers une obligation de six mille écus, lui disant « qu'il auroit bon terme de paier et n'en paieroit jamais riens » ; lui-même se portait caution pour Isbarre. Ce dernier fut relâché, vraisemblablement le 15 avril 1422¹³.

Délivré, Isbarre s'empressa de regagner Tournai et la

1. Cf. plus haut, p. 270, note.

2. Bigwood, *ouvr. cité*, t. I, p. 87, 134, 140, 142.

3. *Ibid.*, t. I, p. 132.

4. *Ibid.*, t. I, p. 140, 142.

5. *Ibid.*, t. I, p. 88.

6. *Ibid.*, t. I, p. 87-88.

7. *Ibid.*, t. I, p. 108, 128.

8. *Ibid.*, t. I, p. 88.

9. *Ibid.*, t. I, p. 87, 660.

10. *Ibid.*, t. I, p. 222.

11. *Ibid.*, t. I, p. 661.

12. *Ibid.*, t. I, p. 222.

13. La cédule d'Isbarre reconnaissant la caution fournie par Guidichon est de cette date.

France, où, semble-t-il, Charles VI et Henri V récompensèrent ses services et le dédommagèrent de ses tribulations. Ce fut sans doute alors qu'il reçut le titre d'écuyer; c'est en septembre et en octobre 1422 que, pour s'acquitter d'une dette de 3,000 livres, Charles VI lui abandonna les biens des Spifame, d'une valeur bien supérieure, et que, pour l'indemniser d'une créance sur l'ancien chancelier Henri de Marle, il lui fit don de l'hôtel de ce dernier, rue Michel-le-Comte¹.

En même temps, Isbarre augmentait ses domaines ruraux². Son crédit et son influence grandissaient; il jouait un rôle important dans la colonie lucquoise, et son nom se rencontre fréquemment parmi ceux de ses compatriotes parisiens à qui Paolo Guinigi s'adressait pour leur recommander auprès du roi de France et de son conseil les affaires que des Lucquois avaient à débattre en France³.

Mais, au milieu de cette prospérité honorifique et matérielle, Isbarre se trouva, à la suite de son incarcération et en conséquence des engagements qu'il avait contractés envers Marc Guidichon, engagé dans un long procès qui n'était pas encore terminé lors de sa mort, et qui est singulièrement évocateur de la physionomie de ces brasseurs d'affaires du xve siècle.

Depuis longtemps, Isbarre et Guidichon trafiquaient ensemble et, à un moment donné, leurs affaires communes s'élevèrent jusqu'à 60,000 livres. Jusqu'alors leurs rapports avaient été cordiaux, comme il convenait entre compères. La caution fournie par Guidichon pour les 6,000 écus souscrits à la duchesse de Bourgogne et à ses conseillers les brouilla. En garantie, Isbarre avait remis à Guidichon une créance de 200 écus de rente sur un nommé Lothart Fremault et diverses autres sommes, tout en restant redevable de 3,651 écus d'or, ainsi qu'il le reconnut par une cédule du 15 avril 1422⁴.

Revenu en France et ayant sans doute rendu compte à Henri V de ce que, suivant ses ordres, il avait tenté de faire en Flandre au profit de la monnaie de Tournai, et lui ayant raconté son incarcération et ses suites, le roi lui délivra des

1. Voir plus haut, p. 257.

2. Arch. nat., O¹ 3804B.

3. Voir plus haut, p. 33.

4. Voir plus haut, p. 274, note.

lettres portant inhibition de le poursuivre au sujet de l'engagement qu'il avait pris, et l'autorisant à citer ses adversaires devant le Parlement ; quelques mois plus tard, en septembre 1422, le duc de Bourgogne, de son côté, le dégagea de toutes les obligations par lui contractées et du paiement des 6,000 écus.

Fort de ces dernières lettres ducales, Isbarre écrivit à Guidichon de lui renvoyer ses lettres d'obligation de dette, signées au moment de son élargissement. Mais, à cette demande, Guidichon répondit en protestant qu'il avait déjà dû, harcelé par les officiers de Philippe le Bon, payer 3,000 livres, que le duc l'avait fait poursuivre comme pour sa propre dette, et même qu'il avait été forcé, à un moment donné, de chercher refuge en Brabant, pour éviter une prise de corps. En même temps, il réclamait un règlement de comptes définitif, dans lequel il faisait figurer au passif d'Isbarre les 3,651 écus pour lesquels il n'avait pas été couvert.

Isbarre riposta que, loin d'être débiteur de Guidichon, c'était lui qui était son créancier pour 4,000 écus. Il produisit diverses obligations, et rappela des avances qu'il lui avait faites pour des tiers, des fournitures qu'il lui avait livrées. Le 9 avril 1421, il lui avait remis 600 francs d'or, le 5 juin suivant, 4,000 écus d'or, et il représentait les reconnaissances « en lucquois », scellées du seing manuel de Guidichon. Il lui avait, en outre, confié 1,000 écus d'or pour Frédéric Trente, et Guidichon s'en était porté garant ; il lui avait versé 400 moutons d'or et 200 salus vieils, destinés à Betin Datti ; déjà en 1417, étant à Bruges, il lui avait prêté un titre de créance de 926 écus sur Jacques Berne et Jean Buridan. Il lui avait vendu 450 martres zibelines, dont il réclamait le prix, soit 450 écus d'or. Enfin, il exigeait de Guidichon le règlement de l'affaire du collier acheté pour Henri V. C'était à sa demande qu'Isbarre, avisé du désir du prince, était allé à Mons et avait acquis un collier de 3,200 écus d'or, qu'il avait remis à Guidichon pour le présenter au roi. Ce dernier n'en ayant pas voulu, Guidichon le garda dix-huit mois, essayant vainement de le vendre 4,000 florins ; finalement, il l'avait remis à Jean Arnoulfin, qui l'avait rendu à Isbarre. Ce dernier réclamait ou le prix du collier, ou tout au moins la moitié, plus l'intérêt du prix d'achat. L'ensemble de ces

réclamations dépassait de beaucoup, à l'en croire, le total de ce que réclamait Guidichon. En outre, ajoutait-il, son adversaire mélangeait de mauvaise foi deux comptes différents. Il ne pouvait faire entrer dans le montant de sa créance, si tant est qu'elle existât, les 6,000 écus de caution, ou tout au moins les 3,651 écus pour lesquels il n'avait pas été couvert par Isbarre, le duc de Bourgogne ayant fait remise à ce dernier de sa dette. S'il avait payé quelque chose postérieurement aux lettres duciales de septembre 1422, c'était à ses risques et périls, et quand il prétendait avoir versé 600 écus à un nommé Lamy, il avait bonnement mis cette somme dans sa bourse. Bref, Isbarre repoussait toute confusion de comptes et exigeait le paiement tant de l'obligation de 4,000 écus contractée envers lui par Guidichon en juin 1421 que de diverses autres obligations.

Guidichon, vraisemblablement en février 1424¹, vint à Paris et ne put régler amiablement ses comptes avec Isbarre. Il se disposait à repartir quand Isbarre, muni de l'obligation de 4,000 écus signée de son débiteur, alla trouver, sans doute le 22 février, le prévôt de Paris. On traduisit en français le texte lucquois et, à sa requête, Guidichon fut incarcéré au Châtelet. Cet emprisonnement ne dura que quelques heures ; Arthur de Bretagne, le futur connétable de Richemont, qui devait le lendemain partir avec le duc de Bourgogne et Guidichon², se porta caution pour ce dernier de 100,000 francs. Mais, au moment du départ, Isbarre fit arrêter ses chevaux, visiter ses bagages et arrêter pour 200 livres d'objets mobiliers. Ultérieurement, Isbarre fit encore, probablement lors d'un nouveau voyage, arrêter Guidichon.

Le procès se déroula devant le Parlement, Isbarre et le procureur du roi demandeurs, Guidichon défendeur. Chacune des deux parties défendit énergiquement ses droits, retournant les arguments de son adversaire. Guidichon rappela tous les services qu'il avait rendus à Isbarre, tant à Bruges

1. C'est ce qui résulte de la présence simultanée de Guidichon et d'Arthur de Bretagne à Paris. Voir la note suivante.

2. Arthur de Richemont arriva à Paris après le 7 février et en partit le 23 pour aller en Flandre avec le duc de Bourgogne (cf. A. Le Vasseur, *Chronique d'Arthur de Richemont, connétable de France, duc de Bretagne (1393-1455)*, dans *Société de l'Histoire de France*, 1890, in-8°, p. 32).

que lors de ses emprisonnements, dont un pour empoisonnement « dont il ne veult mie le chargier », protesta contre les bruits qu'Isbare répandait sur lui « de paroles et d'escrptures », réclama son élargissement, « car il ne pourra bonnement marchander tant que on saura qu'il sera prisonnier pour debtes, et desjà pluseurs en ont delaissé à marchander avec lui » ; il concluait en demandant qu'Isbarre fût condamné à lui payer 3,651 écus, montant de sa dette, plus 1,000 francs de dommages et intérêts. De son côté, Isbarre protestait contre les imputations de Guidichon, prétendant avoir réglé une partie de ses dettes ; il soutenait ne lui rien devoir du fait de sa dernière caution, et surtout il insistait sur la nécessité où il avait été de le faire incarcérer à son passage à Paris. La coutume de Lucques dans un tel cas, disait-il, comportait prise de corps ; et même n'en eût-il pas été ainsi, il avait usé de son privilège de bourgeois de Paris à l'égard d'un forain et d'un étranger ; s'il ne l'eût pas fait, il n'aurait pu poursuivre Guidichon, car « ou pais de Flandres à Bruges n'y avoit point de recours à cause de telles cédulles, s'il n'y a obligation passée devant la loy du pays, et tantost que le debteur a levé la main et qu'il a juré qu'il ne doit riens, jamais ne peut estre poursuivy ». Les diverses obligations de Guidichon furent traduites et produites, et, tout en protestant que l'original renfermait des « radiations » qui ne se retrouvaient pas dans la traduction, Guidichon dut reconnaître trois d'entre elles. Isbarre et le procureur du roi demandaient à la cour qu'il fût condamné à rembourser 4,000 écus, à payer 1,000 livres de dommages-intérêts et une amende à fixer par le Parlement.

Finalement, après de longues plaidoiries, les 24, 27, 30 juillet et 7 août 1424, Guidichon fut mis en liberté le 18 août¹ et le Conseil arrêta le 22 août qu'il serait reçu par procureur, « ... parmi ce qu'il baillera caution de revenir à toutes les journées qui lui seront assignées en ceste cour *usque ad definitivam inclusive*, ou à fournir droits jusques à la somme de 4,000 écus d'or et élire domicile à Paris, et aussi ledit Isbarre baillera caution d'ester à droit ou de fournir droit jusques à la somme de 3,651 escus d'or ». Jacques Raponde et Baptiste Arnoulin servirent de caution à Guidichon, qui

1. Arch. nat., X^{1a} 1480, fol. 305.

promit de dédommager Raponde avant le 25 novembre et élit domicile chez Arnoulfin, rue de la Verrerie, à l'image Saint-Marc¹. Les parties étaient en même temps autorisées à procéder par mémoires. Le procès n'était pas terminé lors de la mort d'Isbarre.

* * *

Augustin Isbarre mourut à Paris le 27 août 1425² et fut inhumé au couvent des Grands-Augustins³. Par son testament, daté du 18 août, il avait institué comme exécuteurs testamentaires Pierre Louvel, abbé de Saint-Magloire, Robert Poitevin, curé de l'église Saint-Leu, et Barthélemy Martin, bourgeois de Paris⁴.

Ces exécuteurs eurent à régler diverses et importantes questions. Isbarre avait eu, on a pu s'en rendre compte déjà, une existence privée assez agitée. Lorsque, au moment du triomphe des Armagnacs à Paris, il chercha un refuge à Bruges, il vivait avec une compagne, dont il pouvait malaisément se séparer, puisque, sur sa prière, Guidichon la fit venir, « cuidant qu'elle fut sa femme⁵ ». Un peu plus tard, lorsqu'il fut emprisonné d'ordre du duc de Bourgogne, il déclara que c'était « *ex levi causa*, pour rappors faiz et par mautalent legier, à cause de ce que on le souspeçonnoit de parler à aucunes femmes qui estoient en la grace d'aucuns grans seigneurs⁶ ». D'autre part, il avait un fils naturel, Jean, né vers 1414, qui fut émancipé et obtint le gouvernement de sa personne et de ses biens le 12 février 1427⁷.

1. Arch. nat., X^{1a} 1480, fol. 305 v^o.

2. A. Molinier, *Obituaires de la province de Sens*, t. I (diocèses de Sens et de Paris), 2^e partie, p. 711. Célestins de Paris : « ... obitus Augustini Ysbarre, civis Parisiensis, a cuius executoribus habuimus proprietatem cuiusdam domus ruinose, in qua pendet signum Fardelli, in vico de Chanverrie, quam post construi fecimus de novo et exoneravimus a multis redbitus quibus ypotecata erat. » Dans l'obituaire du même couvent, conservé à l'Arsenal, et au même jour. Isbarre est qualifié « prepotens vir » (*Ibid.*, p. 724).

3. Em. Raunié, *Épigraphie du vieux Paris* (dans *Histoire générale de Paris*), t. I : *Couvent des Grands-Augustins*, n^o 312.

4. Arch. nat., X^{1c} 31, n^o 1.

5. Cf. plus haut, p. 295, note, et p. 302.

6. *Ibid.*, p. 296, note, p. 297, note, et p. 302.

7. Bibl. nat., Clairambault, vol. 763, p. 126 : « Au tesmoignage de Barthelemy Martin, François Poncy, Girard Ysbarre, oncle, Martin Martin, François Martin, amis et affins de Jehan Ysbarre, fils naturel de feu Augustin Ysbarre, âgé de

Quelques années avant sa mort, lors sans doute de son retour en France en 1418¹, il avait épousé une femme du nom de Gérarde, qui lui survécut, et qui, peu de mois après sa mort, se remaria, avant le 19 avril 1426, avec un autre Lucquois habitant à Paris, Michel Totti².

Isbarre était sans hoirs légitimes, ultramontain, né hors du royaume. Aussi les officiers royaux prétendirent-ils qu'il ne pouvait valablement tester, et le Grand Conseil fit mettre ses biens en la main du roi, et en fit dresser inventaire par les notaires du roi au Parlement. Les exécuteurs testamentaires et la veuve du défunt protestèrent et requirent du Parlement l'accomplissement et l'entérinement du testament; ils supplièrent le Grand Conseil de n'en pas retarder plus l'exécution, disant qu'ils ne pouvaient « fere aucun bien pour son ame ne pourveoir à ce qu'il a ordonné ». Finalement, un accord intervint, que des lettres de Henri VI approuvèrent le 5 janvier 1426. Pour demeurer en la bienveillance du roi et du régent le duc de Bedford, pour éviter tout procès et pour obtenir mainlevée de l'arrêt mis sur les biens d'Isbarre, sa veuve et ses exécuteurs testamentaires payèrent au roi 4,000 salus d'or ou leur valeur en bijoux, moyennant quoi ils demeurèrent libres de « tous los, ventes, saisines, quins, deniers et amendes »; cette somme ou ces bijoux devaient être versés au changeur du trésor³.

L'importance de la somme versée au roi serait à elle seule une preuve de la fortune que devait laisser Augustin Isbarre, si l'on ne connaissait pas par ailleurs ses nombreuses possessions et ses rentes foncières tant à Paris, rues des Lombards, de la Vieille-Monnaie, de Marivaux, Vieille-du-Temple, aux Fèves, de la Chanvrière, Pointe-Saint-Eustache, qu'à Chailot, Meudon, Conflans-Sainte-Honorine, Mareil, Chambourcy, Taverny, près Poissy, Montjay, Noisiel, Saint-Thibaud-des-Vignes, Charenton. En outre, son procès avec Guidichon révèle l'existence de créances mobilières nombreuses, et le

vingt-trois ans, audit Jehan a esté donné le gouvernement de sa personne et biens. »

1. Lorsque Isbarre était à Bruges, vers 1416-1417, il n'était pas marié.

2. Ce Michel Totti était parent de Jacques Totti, qui avait épousé une fille de Forteguerre de Forteguerra (cf. plus haut, p. 75, note 2. Sur ce personnage, voir plus haut, p. 80, note 10).

3. Arch. nat., X¹ 31, n° 1.

différend qui s'éleva entre ses exécuteurs testamentaires, d'une part, Gérarde et son second mari Michel Totti, d'autre part, fournit de nouvelles preuves de l'importance de cette fortune.

Totti et Gérarde avaient réclamé à Pierre Louvel, à Barthélemi Martin et à Jean de Longueil le jeune, — ce dernier subrogé le 25 janvier 1426 à Robert Le Poitevin et à Guillaume de Neuville, — exécuteurs testamentaires d'Isbarre, soit la moitié des biens de la communauté ayant existé entre Isbarre et Gérarde, suivant la coutume de Paris, soit, si Gérarde n'avait pas droit au bénéfice de la communauté, une somme de 6,000 salus d'or au moins, comme dot et legs à elle faits par son feu mari. Les exécuteurs, de leur côté, prétendaient que le contrat de mariage avait été fait suivant la coutume de Lucques, que Gérarde n'avait aucun droit à la communauté, mais seulement à une faible quantité d'argent. Ils offraient aux conjoints des manteaux, robes, joyaux et 3,000 francs pour la dot et les legs faits à Gérarde, à condition que dans cette somme fût compris un diamant estimé 1,500 salus. Totti et sa femme refusèrent, mais consentirent, au cas où ils ne pourraient prouver qu'il y avait eu communauté, à accepter pour la dot et les legs 3,000 salus d'or soit comptant, soit représentés par des biens meubles, au prix de l'estimation figurant à l'inventaire dressé après le décès d'Isbarre ces biens meubles seraient ou choisis par eux ou désignés d'un commun accord. Ne parvenant pas à s'entendre, les parties s'en remirent le 1^{er} mars 1426 à la décision d'arbitres, Jean Luillier, avocat au Parlement, pour Totti et Gérarde, Jean Labbat, également avocat au Parlement, pour les exécuteurs, et Gaucher Mayer, conseiller au Parlement.

Ces arbitres rendirent leur sentence le 19 avril. Ils déclarèrent qu'il n'y avait pas eu communauté entre Augustin Isbarre et sa femme, et prononcèrent que les exécuteurs testamentaires paieraient à Totti et à Gérarde pour dot et legs testamentaires, 2,200 salus d'or, dont 1,594 salus représentés par des anneaux d'or, un hanap d'or émaillé garni de pierres, un fermail garni d'un balais, un autre fermail avec un diamant en losange, un rubis, une grosse perle, un autre fermail garni d'un petit diamant, d'un balais, de quatre perles ; les 606 salus restants seraient payés 400 en argent, 206 en biens

meubles, dont une chambre de tapisserie¹. Pour « concedes » faits à Gérarde, on lui abandonnait divers autres objets² et bijoux : ceintures ferrées d'or et d'argent, patenôtres de corail, fermailliet d'or garni de perles, d'un balais et d'un saphir ; anneaux d'or ornés de pierreries, tableau d'argent, heures de Notre-Dame, chaine d'or à une belle perle pendante, que portait d'ordinaire Isbarre ; bourse de haute lisse de fil d'or garnie de dix perles pendantes, houppelandes, manteaux, pièces de draps et autres. Moyennant cet accord, ils renoncèrent à toute action et à toute réclamation contre les exécuteurs.

Ces derniers avaient en même temps à terminer le procès toujours pendant avec Guidichon. Finalement, le 1^{er} septembre 1427 ce dernier reconnut comme émanant de lui et signée de son seing manuel une obligation de 2,500 francs de 23 gros, monnaie de Flandre, qu'il avait jusqu'alors déniée³.

1. Arch. nat., X^{1c} 131, n° 73. — Les 2,200 salus d'or étaient représentés par : un hanap émaillé garni de pierreries, valant 470 salus ; — un anneau d'or avec un diamant carré = 200 salus ; — un anneau d'or avec un diamant à écusson = 120 salus ; — un fermailliet d'or garni d'un balais plat, une perle, un saphir = 90 salus ; — un fermailliet garni d'un diamant plat en losange, d'un rubis, d'une grosse perle = 700 salus ; — un petit fermailliet garni d'un petit diamant, un balais, de quatre perles = 24 salus.

2. Arch. nat., X^{1c} 131, n° 73. — Une houppelande de damas azuré, fourrée de menu vair ; — une houppelande de damas vermeil fourrée de même ; — une houppelande de drap vermeil, doublée de toile vermeille ; — deux ceintures ferrées d'or, l'une sur tissu vermeil, garnie de perles, l'autre sur tissu bleu ; — deux ceintures ferrées d'argent, l'une sur tissu vert, l'autre sur tissu violet ; — une patenôtre de corail à petits boutons d'argent doré ; — un chapeau de fleurs ; — une cornette de paillettes d'argent dorées ; — un petit fermailliet d'or garni de cinq perles, un petit rubis, deux petits saphirs ; — une patenôtre de corail à six boutons d'argent enfilés au fil ; — une patenôtre de corail bleu, garnie de boutons d'or ; — une petite patenôtre de corail vermeil à cinq petites croix d'argent ; — un anneau d'or à un balais carré ; — deux anneaux d'or à un saphir ; — trois anneaux d'or, chacun à une perle à moulinet ; — quatorze anneaux et verges d'or petits ; — un petit tableau d'argent ; — vingt-huit petites perles et une boutonnière à femme ; — un *Agnus Dei* d'argent doré ; — deux anneaux d'or à une petite perle à moulinet ; — deux heures de Notre-Dame, que Gérarde avait le jour de la mort d'Isbarre ; — une touaille de soie et un couvre-chef à porter enfants au baptême ; — deux selles pour une haquenée ; — un manteau et une houppelande de vert brun, fourrés de gris ; — une houppelande de vert brun sanglé, que Gérarde avait fait fourrer de gris depuis la mort d'Isbarre ; — une chaine d'or et une belle perle pendante que portait Isbarre ; — une bourse de haute lisse de fil d'or à 18 perles pendantes ; — deux pièces de toile de lin ; — une pièce de nappe de lin ; — trois draps de lin cordelés ; — une chambre brodée de trois pièces de serge vermeille, etc...

3. Arch. nat., X^{1c} 134, n° 97.

Il fut alors condamné à s'exécuter¹. Mais, pour éviter la suite du procès et par l'intervention « de aucuns seigneurs de grand estat, honneur, prudence et autorité », les parties décidèrent de s'accorder. Le 2 septembre, Guidichon, « marchand de Lucques, habitant Bruges et conseiller du duc de Bourgogne, constitua devant Hélié Prestat et Gilles Hange, notaires au Châtelet, comme procureurs maîtres Jean Paris, Jean Barthélemi, Jean Roussel, procureurs au Parlement, Baptiste Arnoulfin et Nicolas Buzolin, marchands de Lucques, habitant Paris² ». Ces procureurs s'entendirent avec les exécuteurs testamentaires et conclurent un accord aux termes duquel Marc Guidichon, pour tout ce qu'il pouvait devoir en quelque manière que ce fût à Augustin Isbarre, devait payer entre les mains des notaires 2,793 salus d'or ayant alors cours, soit 1,662 salus pour la somme de 2,500 francs, montant de son obligation, et 1,131 salus pour le reste. Cette somme était payable à Paris en paiements échelonnés jusqu'à Noël 1430³. Jacques Raponde, Baptiste Arnoulfin, Nicolas Buzolin, marchands de Lucques, demeurant à Paris, s'en portèrent pleiges et garants, « voulans lesdits débiteur, pleiges et chacun d'eux que celle obligation soit d'autre effect, force et vertu, comme se faicte passée fust ou avoit esté par devant les échevins de la ville de Bruges ou devant un tabellion ou notaire de la ville de Lucques⁴ ». Le 13 octobre, Henri VI donna son autorisation à cet accord⁵, qui fut reçu au Parlement le 29 du même mois ; chacune des parties paya 10 livres tournois, qui furent affectées à la chapelle de la grand'salle du Palais⁶.

Ces diverses affaires : mainlevée de l'arrêt mis par le gouvernement royal sur la succession, règlement avec Michel Totti et sa femme, terminaison du procès avec Guidichon, étant liquidées, Louvel, Martin et Longueil, testamentaires,

1. Arch. nat., X¹^c 134, n° 97.

2. *Ibid.*, n° 99.

3. *Ibid.*, n° 97. Les paiements étaient ainsi échelonnés : 600 salus d'or de suite, 400 salus à Noël 1427, 293 à la Saint-Jean 1428, 500 à Noël 1428, 500 à Noël 1429, 500 à Noël 1430.

4. *Ibid.* En même temps, Jacques Thomuche et Louis Caignol, qui avaient précédemment servi de garants à Marc Guidichon, étaient déchargés de leur plégerie.

5. *Ibid.*, n° 98.

6. A. Tuetey et H. Lacaille, *Journal de Nicolas de Fauquembergue*, t. II, p. 251.

avaient encore beaucoup à faire pour exécuter le testament d'Augustin Isbarre ; malheureusement, les documents font presque complètement défaut, qui pourraient servir à en suivre les étapes. On sait seulement que le 7 septembre 1426 un chevalier anglais, John de Hautford, seigneur de Marly-le-Roi, de Maisons-sur-Seine et de La Vaudoire, donnait quittance aux exécuteurs testamentaires d'Augustin Isbarre du quint denier pour la seigneurie de Meudon et autres terres et revenus possédés par le défunt à Saint-Germain-en-Laye et autres lieux, mouvant de Marly¹. Ce fut peu après que Meudon fut acquis par un autre changeur bien connu, et qui avait été à diverses reprises associé avec Isbarre pour la ferme des monnaies : Guillaume Sanguin². La maison de la Chanvrière fut, conformément aux stipulations testamentaires, donnée au couvent des Célestins de Paris³. Le 9 juin 1433, les 60 sous de rente assignés en 1422 par Charles VI à Augustin Isbarre sur la maison des Spifame, rue de la Vieille-Monnaie, furent vendus à l'abbé de Saint-Magloire⁴, et, au retour de Charles VI à Paris, les Spifame paraissent être rentrés en possession de leurs biens.

Comment se liquida et se dispersa cette fortune considérable d'Isbarre ? On l'ignore, mais cette opération se poursuivait durant tout le x^v^e siècle et donna lieu à de longs procès. Aux premiers exécuteurs testamentaires d'autres furent substitués ; c'étaient maîtres Jean de Breuil et Jean Secretain, conseillers du roi⁵ ; puis, en 1465, leurs successeurs plaidaient

1. Arch. nat., O¹ 3502 et O¹ 3804n. John Hautford, chevalier, capitaine pour le roi d'Angleterre de Saint-Germain-en-Laye et de Montjoie, reçut, le 26 septembre 1421, de Henri VI tous les biens appartenant à Ravul de Gaucourt et à Philippe de Lévis aux bailliages de Rouen, Chartres, Meaux, et dans la vicomté de Paris (Arch. nat., JJ 172, fol. 358, n^o 641) ; — quelques mois auparavant, le 15 juin 1424, on lui avait donné les biens de Robert de Carrouges aux bailliages de Rouen et en Cotentin, jusqu'à la valeur de 400 livres de revenu annuel (P. Le Cacheux, *Actes de la chancellerie de Henri VI, concernant la Normandie sous la domination anglaise* (1422-1435), t. I, p. 154).

2. Lebeuf, *ouvr. cité*, t. III, p. 233.

3. Cf. plus haut, p. 284, note 2.

4. Arch. nat., S 1088.

5. *Ibid.*, X^{1a} 1491, fol. 214 v^o. — Jean de Breuil, conseiller au Parlement le 1^{er} décembre 1436, mourut en décembre 1463 (éd. Maugis, *Histoire du Parlement de Paris de l'avènement des rois valois à la mort de Henri IV* ; t. III : *Rôle de la cour par règnes, 1345-1610*, p. 83). — Jean Secretain, créé conseiller en 1440, disparaît en 1451 (*Ibid.*, p. 89).

contre Gui, seigneur de Montagu ; cette année, la cour rendait un arrêt qui ne terminait rien. En effet, Foulques, seigneur de Montagu, reprit l'instance contre maître Philippe de Berri, conseiller du roi, et autres, qui représentaient alors l'exécution testamentaire. Le 6 septembre 1484, il présentait une requête ; les sacs et procès, malgré toute sa diligence, n'avaient pu être retrouvés, et il obtenait délai jusqu'au 12 novembre pour qu'on les recherchât.

Les retrouva-t-on jamais ? Comment se termina cet interminable règlement successoral. On l'ignore, et ainsi se perdit dans le vague de la procédure judiciaire le souvenir de la fortune accumulée par ce dernier représentant d'une famille lucquoise qui servit durant un siècle la royauté française, et dont la vie semble avoir été une aventure assez compliquée¹.

LÉON MIROT.

(*A suivre.*)

1. Le nom des Sbarra, devenu Isbarre, a peut-être persisté en Flandre ; il existe dans le Courtrais, à Anseghem, Commynes, Deerlijck, des familles portant actuellement le nom d'Isebaert, déformation possible d'Isbarre.

Quant à la branche demeurée à Lucques, elle fut brillamment représentée au ^{xv}^e siècle par Giovanni Sbarra, qui devint chevalier et fut revêtu de la dignité de comte ; capitaine d'Aquila, podestat de Sienne, et ayant failli l'être de Bologne, il fut chargé de missions auprès du pape Nicolas V, du roi d'Aragon Alphonse V, qui le tenait en grande estime, et harangua, au nom de la seigneurie de Lucques, l'empereur Frédéric III, lors du couronnement de ce prince à Rome en 1453. Il mourut en 1469. (Fumi, *ouvr. cité*, t. IV, *passim*.)

BIBLIOGRAPHIE

Jérôme CARCOPINO. *Études romaines. La basilique pythagoricienne de la Porte Majeure*. Paris, l'Artisan du livre, 1927. In-16, 416 pages, 8 plans et 24 planches.

En 1917 fut retrouvé, dans le sol de Rome, sous une voie ferrée, un monument voûté, à nef et bas-côtés, mesurant 13 mètres de long sur 7 mètres de large et précédé d'un atrium.

De nombreuses discussions se sont élevées sur l'usage et le rôle de ce monument. M. Jérôme Carcopino établit d'une manière irréfutable qu'il s'agit d'une basilique construite pour la secte pythagoricienne sous le règne de Claude (41-54 ap. J.-C.). Cette basilique est couverte de voûtes en berceau plein cintre, hautes d'environ 8 mètres, portées par trois piliers rectangulaires reliés par des grandes arcades. La nef, large de 3 mètres, se termine par une abside voûtée en cul-de-four et s'ouvre sur un atrium auquel on parvenait par un long chemin coudé creusé dans le sol. Le monument a été, en effet, construit dans le sol, enterré ; de proportions réduites et massives, ses voûtes puissantes, ses murs épais sont étrésillonnés par la terre qui l'enveloppe ; il n'est éclairé que par une baie placée au milieu de l'atrium. Les murs et les voûtes sont entièrement couverts de panneaux de stuc moulé, — quelques-uns seulement ont dû être modelés par suite de manques du moule, — représentant des figures symboliques et des scènes de la mythologie payenne adaptées aux croyances pythagoriciennes.

Il est curieux de noter dans cet édifice, et c'est par là qu'il nous intéresse ici, tous les caractères de ce qui sera la basilique chrétienne : nef à collatéraux, précédée d'un atrium, absidiole centrale, *cathedra* disposée dans le fond de l'absidiole, orientation vers le soleil levant, caractère symbolique du parti général comme des détails, dans l'architecture comme dans la décoration.

Ce type de basilique pythagoricienne vient d'Orient ; nous savons par les textes qu'il en existait en Grèce et en Asie Mineure dans les premiers siècles de notre ère, et c'est lui que l'on retrouve dans les premières basiliques chrétiennes voûtées, en Asie Mineure comme en Syrie, et aussi peut-être en Gaule, d'après ce que nous en savons par les descriptions qui nous en restent et par les fondations ou débris de murailles qui subsistent encore çà et là,

La technique de la décoration est aussi fort intéressante. On la connaissait déjà par quelques morceaux retrouvés à Pompéi et des fragments écrasés dans les ruines romaines ; mais aucun ensemble ne peut être comparé à celui-ci. Cette technique s'est conservée pendant tout le haut moyen âge ; elle est restée à l'époque carolingienne, en Gaule, comme en Suisse ou en Italie, à peu près l'unique mode de décoration figurée en relief, et c'est surtout là, comme l'a montré notre confrère M. Deschamps, que les sculpteurs sur pierre romans réapprirent leur métier.

On voit combien le volume de M. Carcopino, de tout premier ordre pour l'étude de l'histoire, des mœurs, de la religion et de l'art antiques, est évocateur pour la recherche des origines de notre art du moyen âge. Au courant des dernières données de la science, écrit dans un style aisé, présenté avec grand soin et illustré de belles planches, le livre de M. Carcopino fait honneur à l'érudition française.

Marcel AUBERT.

L. DUCHESNE. *L'Église au VI^e siècle*. Paris, E. de Boccard, 1925. In-8°, VIII-663 pages.

Ce n'est pas sans tristesse qu'on ouvre ce bel ouvrage, le dernier qui soit sorti de la plume du grand érudit et qui malheureusement s'interrompt soudain, en plein récit, à la veille de l'élection du pape Grégoire le Grand ; ce n'est pas sans admiration qu'on le lit de bout en bout, ne sachant trop ce qu'il faut le plus admirer de la fermeté de la pensée, toujours égale à elle-même, de la solidité de la science, de la sobre élégance d'un style resté alerte malgré l'âge et les traverses de la vie. Quoiqu'on lui ait donné un titre à part, il est la suite exacte, sur le même plan et dans le même esprit, des trois volumes de *l'Histoire ancienne de l'Église* parus de 1906 à 1910. C'est donc avant tout une histoire narrative, et l'histoire de l'organisation intérieure de l'Église ou du mouvement religieux ne sont abordés qu'exceptionnellement.

La matière est divisée en seize chapitres, dont voici les sujets : la politique religieuse de l'empereur Anastase ; la réaction chalcédonienne sous l'empereur Justin ; « les protégés de Théodora » : moines orientaux, le patriarche d'Alexandrie Théodose, le patriarche de Constantinople Anthime ; les schismes romains jusqu'au temps du pape Vigile ; Origène et l'affaire des « trois chapitres » ; le schisme d'Aquilée ; l'Église byzantine sous Justinien ; les missions du sud-est (Arabie, Abyssinie, Nubie) ; l'Église en Perse jusqu'à l'invasion arabe ; les Coptes et les Jacobites jusqu'au même moment ; la politique de l'empereur Héraclius et l'apparition de Mahomet ; la crise monothélite ; l'Église dans la Gaule franque ; l'Église d'Espagne ; les Églises celtiques et les missions romaines en Grande-Bretagne ; l'Église d'Afrique depuis la fin du v^e siècle jusqu'à la conquête arabe.

Plusieurs de ces chapitres sont consacrés à des sujets connus et sur lesquels on ne s'attendait guère à trouver des vues nouvelles ; mais il en est où Mgr Duchesne a dû marcher à la découverte, et, parmi eux, ceux qui traitent des questions orientales ne sont pas les moins curieux : sur l'évangélisation de l'Arabie, de l'Abyssinie et de la Nubie, sur l'Église de Perse au temps des Sassanides, sur le mouvement jacobite et la crise monothélite, il ajoute beaucoup à ce qu'on lisait avant lui, au moins dans les manuels généraux.

L'étude des textes a été poussée souvent très loin et les notes critiques, dont Mgr Duchesne était d'habitude si sobre, ont pris dans plus d'un cas un développement qui atteste la volonté arrêtée de ne conclure qu'après examen approfondi des données de chaque problème. Nous n'en voulons pour preuve que le chapitre très fouillé sur l'Église franque : rien n'y est livré au hasard de l'improvisation ; tant sur la conversion et le baptême de Clovis que sur les conciles du début du VI^e siècle ou sur le rôle de Césaire d'Arles, on sent l'auteur armé solidement, et il est visible que les ouvrages et les articles qu'il ne cite pas ne lui avaient cependant pas échappé.

Quel dommage que ce beau labeur ait été tout à coup interrompu ! Mais grâces soient rendues à dom Quentin, qui nous en a conservé le fruit et s'est chargé de nous livrer les dernières pensées du maître.

Louis HALPHEN.

Dom Henri LECLERCQ. *Saint Jérôme*. Louvain, Ém. Warny, 1927. 1 vol. in-12.

Je ne crois pas avoir à m'excuser de présenter aux lecteurs d'une revue « consacrée spécialement à l'étude du moyen âge » un livre sur saint Jérôme. Non seulement l'auteur de la *Vulgate*, infatigable chercheur, éditeur, traducteur et commentateur de textes, est le modèle et le patron des érudits, mais ses écrits ont eu, pendant plusieurs siècles, le plus grand retentissement ; c'est par eux que le moyen âge a connu le judaïsme des anciens Pères grecs. Sa personnalité, si marquante, intéresse donc, au moins indirectement, nos études. S'inspirant du beau et considérable travail du P. Cavallera, ainsi que d'un brillant chapitre de M. P. de Labriolle, D. Henri Leclercq, — lui-même travailleur acharné et redoutable polémiste, — a tracé du moine, du savant et de l'écrivain un portrait plein de vie, nullement flatté et qu'on sent vrai. Peut-être le côté proprement *religieux* de cette grande figure est-il laissé un peu dans l'ombre : le secret d'une influence durable sur quelques âmes éprises de la plus haute perfection spirituelle ne nous est pas livré, mais on trouve, dans ce petit livre, sur les décisions de l'Église au début du V^e siècle, sur la part qu'y prit Jérôme et sur l'activité littéraire de celui-ci des informations copieuses, agréablement présentées.

L. CELIER.

Félix SARTIAUX. *Foi et science au moyen âge*. Paris, F. Rieder, 1926. In-12, 255 pages (de la collection *Christianisme*, publiée sous la direction de P.-L. Couchoud).

Gros sujet : les rapports de la foi et de la science au moyen âge ! Gros sujet, mais sujet délicat, s'il en fut. M. Sartiaux a lu l'essentiel, mais a lu un peu vite et surtout semble avoir fait trop souvent abstraction des conditions historiques du problème, quand il s'est demandé si la culture médiévale, à base de théologie, n'avait pas été plus nuisible qu'utile aux progrès de l'esprit humain. Son livre est trop rapide et manque de nuances ; il ne va pas assez au fond des choses. « L'étendue du sujet », dit-il lui-même, « et les limites assignées aux travaux de cette collection nous ont interdit d'entrer dans les détails qui auraient été nécessaires ». Nous ne pouvons que souscrire à cette déclaration. Mais l'auteur est un lettré, ses bibliographies témoignent de l'étendue de ses lectures : il se doit de revenir sur le sujet pour le traiter plus à fond et avec les ménagements nécessaires.

LOUIS HALPHEN.

Sir Samuel DILL. *Roman Society in Gaul in the Merovingian age*. Londres, Macmillan, 1926. In-8°, xiv-566 pages.

Livre posthume, faisant en principe pendant à deux autres volumes du même auteur (*Roman Society from Nero to Marcus Aurelius*, 1904, et *Roman Society in the last century of the Western Empire*, 1898, et 2^e éd., 1910), mais qui traite en réalité de la Gaule mérovingienne tout entière, sans distinguer entre les éléments barbares et les éléments romains. Les textes essentiels ont été lus ; mais l'étude ne semble pas en avoir été très poussée. Les livres modernes sont généralement ignorés et il n'a été tenu aucun compte des découvertes archéologiques.

L. HALPHEN.

Alexander CARTELLIERI. *Weltgeschichte als Machtgeschichte. 382-911 : Die Zeit der Reichsgründungen*. Munich et Berlin, 1927. Gr. in-8°, xxvi-398 pages.

Ayant achevé l'ouvrage monumental qu'il a consacré à Philippe-Auguste, l'infatigable professeur d'Iéna a résolu de se consacrer à l'histoire des empereurs germaniques. Mais comment comprendre leur rôle et leur importance si l'on néglige les précédents historiques sur lesquels se fonda leur puissance ? M. A. Cartellieri s'est donc imposé la tâche de présenter au public un tableau d'histoire universelle pendant la période qui vit la création de deux grands empires, germanique en Occident, arabe en Orient. N'étant pas spécialiste, et ne pouvant l'être pour un espace de temps aussi considérable et des régions si différentes, M. Car-

tellieri a puisé son information dans les ouvrages les plus réputés. Le procédé est légitime. Les grandes lignes de l'histoire du haut moyen âge sont aujourd'hui dessinées d'une façon satisfaisante et l'énorme effort historique du dernier siècle a produit des résultats très souvent décisifs. Au reste, Lavissee a dit quelque part que, en histoire, le général est plus sûr que le particulier. Il reste encore des points obscurs dans notre connaissance de la bataille de Waterloo, mais le fait certain c'est que Napoléon l'a perdue, — et cela seul importe à qui fait de l'histoire « universelle ». Appuyé sur les travaux de spécialistes nombreux, d'une expérience consommée, un esprit généralisateur a le droit de porter un jugement même sur des périodes qu'il n'a pu étudier directement et il peut voir les choses qui ont échappé à ses propres guides. Je ne sais cependant si l'entreprise de M. A. Cartellieri était indispensable. Un livre écrit par lui ne peut être négligeable, mais, ni dans le fond ni dans le plan, il ne me semble apporter des vues bien nouvelles. L'ouvrage similaire d'Halphen *les Barbares*, paru en même temps que le sien, apparaît comme plus original. Le livre de M. A. Cartellieri ne renferme rien sur l'Économie, ni sur la vie de l'esprit. Les institutions mêmes sont laissées de côté. Le fait capital de la vassalité, cette transmutation des valeurs, qui a bouleversé tous les concepts sociaux et affectifs, n'est pas étudié. L'auteur ne s'intéresse qu'à la puissance politique, à l'hégémonie, à la *Machtgeschichte*. Il est étonnant qu'il n'en recherche pas les assises psychologiques et sociales.

Ferdinand Lot.

The anonimale Chronicle 1333 to 1381, edited by V. H. GALBRAITH. Manchester, The University Press, 1927. In-8°, XLIX-216 pages et 2 fac-similés. (*Publications of the University of Manchester*, n° CLXXV. *Historical series*, n° XLV.)

Cette Chronique anonyme est due à la renaissance de l'historiographie monastique en Angleterre à la fin du xiv^e siècle, renaissance dont les abbayes de Saint-Alban et de Sainte-Marie d'York furent les centres principaux. Elle a été compilée en français dans ce dernier monastère et, malgré ses imperfections (inexactitudes sur les faits et sur les dates), elle est supérieure à la plupart des sources connues de l'histoire d'Angleterre à cette époque.

Le manuscrit original, signalé à la fin du xvi^e siècle et perdu de vue depuis lors, en a été récemment retrouvé chez un particulier. C'est ce qui a déterminé M. Galbraith à préparer l'édition dont il est rendu compte ici et qui s'étend des premières années du règne d'Édouard III au soulèvement des travailleurs de 1381.

Le manuscrit, œuvre de plusieurs mains, comprend essentiellement une chronique d'Angleterre, en français, de Noé à 1333 (c'est la plus soignée de celles qui sont issues du roman français de *Brut*), puis la

chronique reproduite par M. Galbraith et dont il a cherché avec beaucoup de précision à déterminer les sources et la valeur historique.

De 1334 à 1346, la source unique de la Chronique anonyme semble être le *Chronicon de Lanerscot*, mais le compilateur ne s'est pas fait faute soit d'omettre des renseignements donnés par le *Chronicon*, soit d'en ajouter de nouveaux, par exemple sur l'expédition du comte de Derby en Gascogne et sur la campagne de Crécy.

A partir de 1346, le compilateur traduit une chronique latine, qu'il complète de son mieux, non sans tomber dans des bourdes grossières (c'est ainsi qu'il raconte par deux fois la bataille d'Auray, la première sous l'année 1364, la seconde sous l'année 1374). La dernière partie (1376-1381) a autant d'importance à elle seule que tout le reste de l'ouvrage, non que l'auteur y donne des renseignements de première main, mais parce que le récit y est beaucoup plus développé et parce que l'auteur y a inséré des passages entiers empruntés aux sources les plus sérieuses, et aussi beaucoup de lettres et de documents officiels.

Les informations originales se réduisent, on le voit, à peu de chose dans la Chronique anonyme. Mais, par contre, cette chronique nous fait connaître un certain nombre de sources perdues. De plus, le compilateur n'a pas copié servilement ; il a su varier ses emprunts, il a cherché par tous les moyens à être aussi complet que possible, en restant toujours strictement impartial.

Il y a donc lieu de remercier M. Galbraith d'avoir pris la peine d'imprimer et d'annoter soigneusement un texte dont la valeur, pour être surtout celle des sources perdues utilisées par le compilateur, n'en est pas moins considérable, et dont quelques passages seulement avaient été utilisés, d'après des extraits anciens, par E.-M. Thomson et Trevelyan.

Un index alphabétique et deux fac-similés terminent l'ouvrage.

Ch. SAMARAN.

Otto CARTELLIERI. *Am Hofe der Herzöge von Burgund ; Kulturhistorische Bilder*. Bâle, Benno Schwabe, 1926. Gr. in-8°, xi-329 pages , 25 photographies.

M. O. Cartellieri, qui depuis de longues années consacre ses travaux à l'histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois, nous offre un beau volume de Mélanges sur la cour des ducs, la société et la civilisation bourguignonne. Après une introduction générale viennent des études intitulées : la chartreuse de Champmol ; — l'apologie du tyranicide ; — le souverain et la cour ; — le chevalier ; — la femme ; — joutes et tournois ; — les fêtes ; — la bibliothèque ; — la Vauderie d'Arras ; — l'art et les artistes aux Pays-Bas.

Ces chapitres promettent parfois plus qu'ils ne donnent, ou donnent plus qu'ils ne promettent. M. Cartellieri a une connaissance approfondie

die du ^{xv}^e siècle et son exposé déborde bien souvent, sans que nous songions à nous en plaindre, le cadre défini par le titre. Des pages sur la condition des artistes au ^{xv}^e siècle n'étaient pas attendues au début d'un mémoire sur la chartreuse de Champmol, et celui qui a pour objet la Vauderie d'Arras commence par de longues considérations. intéressantes d'ailleurs, sur l'esprit religieux et ses défaillances au ^{xv}^e siècle. En revanche, on souhaiterait, par exemple, que l'auteur nous donnât une description de l'hôtel des ducs et des offices et que, parlant des manuscrits et des miniatures, il fît une place à l'imprimerie ; se contenter de dire que l'art nouveau est né obscurément dans les Pays-Bas, n'accorder que quelques lignes à Colard Mansion, nous cause une déception. Le beau livre de M. Cartellieri trouble un peu le lecteur qui a le goût, la manie si l'on veut, de l'organisation et de l'équilibre.

Du moins, l'érudition de l'auteur est d'une solidité qui défie la critique ; les spécialistes seuls peuvent en mesurer l'étendue. On est un peu étonné que, parlant à plusieurs reprises de Molinet, il ne cite point les études pénétrantes de M. Henri Guy (dans son *Histoire de la poésie française au XVI^e siècle*, t. I, 1910) et de M. Pierre Champion (dans *l'Histoire poétique du XV^e siècle*, t. II, 1923). Il aurait dû accorder l'honneur d'une référence au vieux livre, très digne encore d'être lu, d'Edmond Poulet : *Sire Louis Pynnock, patricien de Louvain* (1864) ; on y trouve des pages excellentes sur la civilisation des Pays-Bas au ^{xv}^e siècle. M. Cartellieri a eu sans doute ses raisons. Il est difficile de croire, quand on regarde les notes réunies à la fin du volume, qu'il n'ait pas dressé à son usage une bibliographie complète du sujet. Non seulement il a dépouillé même les revues locales, mais il nous apporte parfois le résultat de recherches d'archives. Il nous donne notamment l'analyse d'un curieux manifeste, préparé dans la chancellerie de Jean sans Peur après le meurtre de Louis d'Orléans¹, et où l'on démontre, avant l'apologie de Jean Petit, que le roi et le royaume ne pouvaient être sauvés qu'à ce prix.

Les miniatures dont il nous est présenté d'agréables photographies appartiennent à la Bibliothèque nationale et à la Bibliothèque royale de Bruxelles. Je suppose que M. Cartellieri a vu aussi, à la bibliothèque de l'Arsenal, les admirables aquarelles qui ornent les épopées mises en prose à l'usage des ducs ; elles mériteraient bien de figurer dans un ouvrage sur la cour et la société bourguignonne.

Dans ses dernières pages, M. Cartellieri a noté les innombrables contrastes de ce ^{xv}^e siècle, si brillant et si misérable, où les vertus, les vices, les idées les plus contradictoires forment de violentes oppositions. Sans le dire, il pense assurément à l'époque où nous vivons, lors-

1. En date du 17 février 1408 (Archives du Nord).

qu'il nous parle de cette guerre terrible qui n'a point amené la paix et qui a aidé la société à se désorganiser, introduit l'anarchie dans les âmes, exalté les grands cœurs, abaissé les autres au niveau le plus vil, semé partout l'inquiétude, l'incertitude du lendemain. La conclusion, il ne la tire pas. Il n'y en a pas. L'histoire ne recommence jamais. Il est déjà beau qu'elle réussisse à expliquer le passé et à nous procurer le moyen de voir plus clairement les réalités d'aujourd'hui.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

LUCIEN DUBÉCH, Pierre D'ESPEZEL. *Histoire de Paris*. Paris, Payot, 1926. In-8°, 509 pages et 1 plan.

Intelligemment conçu et ordonné, ce livre, œuvre très originale, est d'une lecture attachante et suggestive. Dans la forme comme dans leurs jugements, les auteurs font preuve d'une grande indépendance d'esprit. Pas de préface, ni d'introduction, pas de notes au bas des pages, mais une succession de dix-neuf chapitres que termine une série de conclusions. Enfin, une bibliographie très étendue atteste l'ampleur de la documentation.

Les auteurs suivent et commentent le développement de Paris depuis ses origines jusqu'à nos jours. Rien au début ne pouvait faire prévoir l'importance capitale que prit Paris dans l'histoire de la France ; rien, pas même sa situation, qui était un peu à l'écart des routes alors les plus fréquentées. Les rois Mérovingiens et les Carolingiens y séjournèrent bien moins que dans d'autres lieux. Paris dut sa fortune aux Capétiens. Les auteurs insistent, et ils ont raison, sur tout ce que Paris doit à la monarchie. Ce furent, en effet, les rois, puis les empereurs, de Philippe-Auguste jusqu'à Napoléon III, qui ordonnèrent et dirigèrent, parfois personnellement, les principaux travaux de fortification, d'embellissement, de voirie, surveillèrent ses agrandissements, sa police.

Ville prévôtale, Paris n'a jamais eu de charte communale. « La communauté des habitants remonte à 1220 ; sa fondation coïncide avec l'entrée de la hanse dans l'exercice d'attributs publics. » Vers 1260 ou 1261, les prévôts et jurés de cette association devinrent les prévôts des marchands et les échevins, lorsque la prévôté de Paris fut confiée à un fonctionnaire de métier et non plus à des bourgeois. En effet, pendant la période de paix et de prospérité qui s'étend entre Philippe-Auguste et la guerre de Cent ans, l'administration municipale prit sa forme stable et la ville s'organisa et se développa.

Dès Philippe de Valois et à mesure qu'évolua la guerre de Cent ans, « l'histoire de Paris, devenu véritablement le chef de la France, tendra de plus en plus à se confondre avec l'histoire de la France entière ». Les troubles graves et les révoltes de la capitale, conséquence presque fatale des grandes crises politiques et sociales, sont étudiés avec beau-

coup de sagacité. Les auteurs font ressortir non sans adresse les analogies entre ces révolutions à travers les siècles et celles des méthodes du pouvoir central, lorsqu'il était énergique et avisé, pour en venir à bout. Ils en tirent des observations et des conclusions très judicieuses. Vers la fin du volume, ils se laissent parfois entraîner par le récit des événements politiques et perdent un peu de vue les limites précises de leur sujet. Néanmoins, les derniers chapitres ne sont pas les moins intéressants. Les très vivantes pages relatives au Paris révolutionnaire, à ses transformations au cours du xix^e siècle, la critique sévère de l'œuvre d'Hausmann, celle des imprévoyances de l'édilité pendant la troisième République retiennent particulièrement l'attention.

Les lecteurs ne partageront peut-être pas toutes les opinions des auteurs ; mais ce livre, qui fait réfléchir, invite à la discussion, à l'étude plus détaillée de certains événements, de certains phénomènes et donne à chaque époque un tableau exact et suggestif de Paris en voie de développement, est une œuvre très réussie, et assurément une des plus importantes, des plus brillantes et intelligentes études d'ensemble qui aient été consacrées jusqu'à présent à l'histoire de la grande capitale.

Jean CORDEY.

Histoire de la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, par Jacques MEURGEY. Préface de Camille JULLIAN. Paris, Champion, 1926. Gr. in-8°, xiv-348 pages, 65 planches.

Cette histoire d'une paroisse parisienne, aujourd'hui disparue, a fait l'objet d'une thèse que notre confrère M. Meurgey a soutenue avec succès à sa sortie de l'École des chartes et qui lui a mérité le prix Le Senne de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

L'auteur nous avertit très consciencieusement que le sujet qu'il a choisi n'était pas entièrement inédit, car l'abbé Villain a publié en 1758 un *Essai d'une histoire de la paroisse* ; mais ses copieux dépouillements d'archives, mais le parti qu'il a su tirer aussi bien des plans de Théodore Ballu, le restaurateur de la tour, que du journal des fouilles rédigé par Théodore Vacquer durant les terrassements exécutés sur l'emplacement de l'église, lors du percement de la rue de Rivoli, lui ont permis de renouveler entièrement la question et de mettre au point de nombreux et intéressants détails.

L'un des problèmes les plus intéressants posés par l'auteur est celui des origines de la paroisse. Le journal des fouilles exécutées pendant le second Empire, journal tenu à jour par Théodore Vacquer, montre clairement que le futur emplacement de l'église Saint-Jacques était déjà un carrefour de routes à l'époque gallo-romaine.

Une chapelle, dont les fondations furent découvertes au cours de ces fouilles en 1852, chapelle sans doute carolingienne, était devenue en

1119 la propriété de Cluny, par l'intermédiaire du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, et dès cette époque était placée sous le vocable de saint Jacques le Majeur, dont les reliques, suivant la croyance contemporaine, étaient conservées à Compostelle. C'était l'occasion pour l'auteur d'étudier les origines de l'église en fonction du célèbre pèlerinage et à la lumière des conclusions exposées par M. J. Bédier dans ses *Légendes épiques*.

Telle est l'origine du sanctuaire. Quant à l'origine de la paroisse, considérée au sens propre du mot comme une communauté de paroissiens, il semble bien que la corporation des bouchers, la corporation la plus ancienne de Paris, en ait formé le premier noyau.

La partie archéologique n'est pas la moins intéressante de ce travail. La populaire tour Saint-Jacques, qui se dresse aujourd'hui solitairement au milieu du square du même nom, était jadis le clocher d'une église dont M. Meurgey expose les transformations successives depuis les temps carolingiens jusqu'à 1797, époque de sa destruction.

La petite chapelle primitive du x^e ou du xi^e siècle fut remplacée vers le milieu du xii^e siècle par un édifice, qui fut lui-même considérablement agrandi du xiv^e à la fin du moyen âge.

Les fondations de la chapelle primitive furent retrouvées au cours des fouilles de 1852 ; au cours des mêmes fouilles, on retrouva aussi quelques fragments des piliers de la seconde église ; enfin, de la troisième, il reste la tour construite entre 1509 et 1523. L'auteur a découvert le nom de son architecte, intéressante trouvaille, dont il n'est que juste de le féliciter. Cet architecte n'était autre que Jean de Felin, maître des œuvres de maçonnerie de la ville de Paris. M. Meurgey a également identifié dans le jardin du musée de Cluny les assises inférieures de deux piliers de l'église du xii^e siècle, qui y avaient été transportés sous le second Empire, et dont le souvenir s'était effacé.

M. Meurgey pense que le haut relief de marbre représentant la *Mort de la Vierge*, provenant de l'église Saint-Jacques et aujourd'hui conservé au musée du Louvre, devait orner primitivement la chapelle de la Conception, dont le fond, aux termes d'une ancienne description, était « en sculpture et peint et représentait les attributs de la Vierge ». Comme cette chapelle a été construite entre 1536 et 1542, il faudrait donc rajeunir quelque peu ce morceau de sculpture, attribué jusqu'à présent à l'atelier du Petit-Nesle. L'hypothèse de M. Meurgey a soulevé quelques critiques, précisément du point de vue de la date. Sans vouloir entrer dans le débat, je signalerai cependant, à l'appui des conclusions de l'auteur, que les attributs ou emblèmes de la Vierge, tels que ceux qui décoraient effectivement le fond de la chapelle de la Conception, étaient bien souvent les accessoires presque inséparables des groupes sculptés représentant la *Mort de la Vierge* ; il suffit de citer, entre

autres exemples, la *Dormition de la Vierge* de Fécamp et le *Trépassement Notre-Dame* de Gisors.

Jean VALLERY-RADOT.

Étienne DEVILLE. *La céramique du Pays d'Auge. L'art de terre à Manerbe et au Pré-d'Auge*. Paris et Bruxelles, G. Van Oest, 1927. In-8°, 45 pages et 32 planches. (Architecture et arts décoratifs.)

La technique de l'industrie potière dans le Calvados a été assez bien étudiée, mais les documents font défaut sur l'histoire des ateliers. Ceux du Bessin exercèrent-ils quelque influence sur ceux de la région de Lisieux, qui leur auraient été postérieurs? On l'a supposé avec plus d'ingéniosité que de vraisemblance, et M. Deville observe justement que les produits de Manerbe (Calvados, cant. de Blangy) et du Pré-d'Auge (cant. de Lisieux, 2^e) diffèrent de ceux du Molay (cant. de Balleyro). D'autre part, si l'on sait, — et les recherches de M. Deville ont été particulièrement heureuses sur ce point, — les noms de plusieurs familles d'artisans du Pré-d'Auge (les Coquerel, les Bocage, du xiv^e au xvi^e siècle, les Vattier, du xvi^e au xviii^e siècle), il est impossible, jusqu'à présent, de leur rapporter avec certitude telle ou telle belle œuvre connue.

M. Deville veut voir des produits de la céramique lexovienne dans le labyrinthe de l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dive, qui est du xiii^e siècle, et dans l'ancien pavement de la cathédrale de Lisieux. Cela est assez plausible. Mais, c'est surtout à partir du xiv^e siècle que l'usage des pavés vernissés du Pré-d'Auge et de Manerbe se répandit dans toute la Basse-Normandie. Vers le milieu du xvii^e siècle, Joachim Vattier, sous l'influence rouennaise, sans doute, leur substitua des pavés faïencés, aux dessins géométriques. Le Trianon de porcelaine et les cheminées de Versailles furent revêtus de ces carreaux émaillés de Lisieux. Une mode charmante en orna même en Normandie les murailles extérieures des maisons. Puis, l'évolution des formes architecturales, la substitution généralisée des planchers aux carrelages entravèrent la production lexovienne. Les poinçons et les épis de faitage, dont la vogue dura du xv^e au xvii^e siècle, furent tout à fait abandonnés sous Louis XV. Il serait intéressant de rechercher pour quelles causes artistiques ou économiques. L'organisation des ateliers purement familiaux du Pré-d'Auge et de Manerbe y fut, sans doute, pour beaucoup. Au xviii^e siècle ils étaient en pleine décadence.

Au xvi^e siècle et au xvii^e, avec les pavés et les épis, les artisans lexoviens avaient également façonné, sous l'influence de Bernard Palissy et de son école, des « rustiques figulines », dont quelques-unes (dragoirs, plats, corbeilles, etc.) ne sont pas sans grâce ni beauté. Ils se haus-

sèrent même jusqu'à la statuaire, mais les résultats furent moins heureux.

Les reproductions, fort bien choisies, dont M. Deville a illustré son attachante étude, permettent d'apprécier exactement la céramique lexovienne, ses moyens et ses limites. Des découvertes dans certains papiers de famille ou dans des minutes notariales inexplorées permettront, peut-être, de préciser son histoire. M. Deville nous en présente, avec goût et savoir, les meilleures œuvres.

R.-N. SAUVAGE.

P.-L. DAVID. *Amance en Franche-Comté, d'après des documents recueillis par l'abbé P.-L. Eberlé, curé d'Amance*. Paris, A. Picard, 1926. In-8°, xxii-511 pages et 13 planches.

Amance, chef-lieu de canton du département de la Haute-Saône, doit son nom au cours d'eau qui l'arrose, petite rivière appelée aujourd'hui la Superbe et jadis l'Amance.

Au XIII^e siècle, le village appartenait à l'abbaye de Faverney. La maison comtale de Bourgogne, gardienne du monastère, se fit céder par lui, en 1276, une partie de la terre d'Amance et y construisit un château fort. Cent ans plus tard, d'une branche cadette de la maison de Bourgogne, la seigneurie passa, par mariage, aux sires de Neufchâtel ; elle advint ensuite aux Longwy, aux Rye, aux Poitiers et aux du Châtelet. Au moment de la Révolution, elle appartenait au duc du Châtelet, qui fut guillotiné en 1793.

L'histoire de cette bourgade avait été préparée avec beaucoup de soin par M. Eberlé, qui fut pendant trente-quatre ans curé de la paroisse et qui avait recueilli une masse énorme de renseignements puisés aux bonnes sources : archives départementales et communales, manuscrits des bibliothèques franc-comtoises, ouvrages des érudits. Il est mort en 1923, sans avoir pu écrire le livre dont il avait réuni les matériaux. C'est un prêtre du diocèse de Grenoble, M. David, qui a assumé la tâche de terminer l'œuvre du curé d'Amance.

Celui-ci s'était proposé, avant tout, d'instruire ses paroissiens. Il s'était soucié de faire connaître par le menu la vie religieuse et la vie municipale du bourg, ainsi que la destinée des familles ; il voulait retracer, avec autant de précision que possible, l'histoire des rues et des maisons — il en subsiste de fort belles de l'époque de la Renaissance. M. David a dû réduire un peu le plan primitif. Il n'en a pas moins conservé et mis en valeur une foule de faits précieux non seulement pour l'histoire d'Amance, mais pour l'histoire générale de la société rurale, depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours.

Les auteurs, bien instruits des choses locales, ont parfois laissé échapper des erreurs, lourdes ou légères, en ce qui touche les contrées avoisinantes et surtout les pays éloignés. Ainsi, ils confondent deux régions

appelées Barrois ; celle dont le chef-lieu est Bar-sur-Aube et celle dont le chef-lieu est Bar-le-Duc. Ils parlent « du marquis de Rothelin, de la maison de Neuchâtel en Suisse » ; il s'agit de Rodolphe de Hochberg, qui était comte de Neuchâtel, mais qui appartenait à la maison de Bade. Nous trouvons cités « un seigneur de Montbéliard », c'est « comte » qu'il fallait dire ; un « comte de Lunel », c'est d'un vicomte qu'il s'agit. Frédéric Perrenot, frère du cardinal de Granvelle, est gratifié du titre de comte de Champagny, qu'il n'a jamais porté. Il est surprenant de trouver, dans l'ouvrage de deux ecclésiastiques, la mention d'un « évêque » de Lyon et celle d'un « évêque » de Besançon, vivant le premier au ^{xiii}^e siècle, l'autre au ^{xvii}^e. Un homme d'État, franc-comtois de naissance, qui joua aux Pays-Bas, sous les archiducs Albert et Isabelle, le rôle de premier ministre, le président Richardot, est appelé *Girardot*. Le sobriquet d'un membre de la maison de Saint-Remy, *Maillefer*, mal compris, a été agrémenté de la préposition *de*.

Je crois devoir rectifier certaines graphies dont parfois l'inexactitude peut être imputée à l'imprimeur. Il fallait écrire : *Baronhey* et non *Barouhey*, *M. de Fresne* et non *M. du Fresne*, *M. de Rochetaillée* et non *M. de la Rochetaillée*, *Montangon* et non *Montaignon*, *Bureaux de Pusy* et non *Bureaux de Présy*, *Muguet de Nanthou* et non *Muguet de Nanthon*, *Fondremand* et non *Fondremont*, *Le Saulcy* et non *Sancy*.

Dans les noms de plusieurs localités, les *e* ont été surmontés à tort d'accents aigus ; ainsi on a imprimé : *Gévigney*, *Saint-Rémy*, *Vézet*.

Le volume n'a pas de table alphabétique, ce qui est bien fâcheux.

Malgré ces imperfections, le livre de MM. Eberlé et David est un ouvrage recommandable.

Max PRINET.

Mario CHIAUDANO. *Il bilancio sabauda nel secolo XIII*. Bene Vagienna, impr. Francesco Vissio, 1927. In-8°, 53 pages. (Extrait du *Bolletino storico bibliografico subalpino*, 29^e année, 1927.)

Au ^{xiii}^e siècle, les revenus du domaine du comte de Savoie étaient perçus par les châtelains, les métraux, les receveurs des péages et les juges. Le comte avait auprès de lui les deux trésoriers généraux, les clercs de l'hôtel et les clercs des comptes : ces derniers étaient des contrôleurs qui n'avaient pas de fonds à manier.

On trouve donc aux Archives d'État de Turin trois catégories de comptes : comptes de l'hôtel, comptes des trésoriers généraux, comptes des châtelains, métraux, receveurs des péages et juges. L'auteur distingue trois groupes.

A) Comptes du domaine de Pierre de Savoie avant son accession au comté de Savoie (1257-1263) : 2 rouleaux.

B) Comptes du domaine savoyard pendant le règne de Pierre II (1263-1269) : 14 rouleaux.

C) Comptes du domaine savoyard pendant le règne de Philippe I^{er} (1269-1285) : 93 rouleaux.

L'auteur se borne à cette simple énumération. Il insiste ensuite sur les comptes tenus par le clerc de l'hôtel et conservés à partir de Philippe I^{er}. Le clerc de l'hôtel (*clericus hospicii domini*) avait la direction des divers services de la cour : paneterie, bouteillerie, cuisine, écurie, chambre. Il tenait deux sortes de comptes. Les rôles ou mémoriaux (*rotuli hospicii domini* ou *memoriales*) contiennent le compte journalier très détaillé de toutes les recettes et dépenses de l'hôtel. Les comptes (*computi hospicii domini*) sont un résumé des rôles, présenté par périodes de deux à quatre semaines.

Les rôles, au nombre de quatre, s'étendent du 12 mars 1269 au 17 octobre 1275, avec diverses lacunes. Les comptes sont également au nombre de quatre ; il y en a un du 1^{er} avril au 15 août 1269, puis la série est complète du 22 décembre 1275 au 28 décembre 1285.

L'auteur décrit minutieusement ces documents : nombre de feuilles de parchemin, avec indication de leur longueur et de leur largeur, longueur totale des rouleaux, état de conservation, mode de rédaction.

L'examen de ces comptes montre que le revenu moyen du comte Philippe I^{er} de Savoie était d'environ 6,000 livres de viennois par an, soit le dixième de celui du roi de France. Ce revenu, auquel s'ajoutait celui de sa femme, Alice de Méranie, comtesse de Bourgogne, s'élevant à 4,000 livres, permettait au comte de Savoie de tenir une cour somptueuse, avec une soixantaine de serviteurs, cinquante à soixante chevaux dans les écuries, et de recevoir à sa table, pendant plusieurs mois, plus de cinquante personnes.

A la fin de cette intéressante brochure, trois tableaux résument les recettes et les dépenses du comte de Savoie de 1269 à 1285.

Claude FAURE.

Mario CHIAUDANO. *Le curie sabaude nel secolo XIII. Saggio di storia del diritto processuale con documenti inediti*. Turin, Impimerie artistique nationale, 1927. In-8°, 119 pages. (*Biblioteca della Società storica subalpina*, LIII, II.)

Dans le domaine des comtes de Savoie, la justice fut d'abord rendue par les châtelains et les baillis. Pierre II, devenu comte de Savoie en 1263, étendit à son nouveau domaine les institutions judiciaires qu'il avait créées dans ses terres du pays de Vaud, du Chablais et du Valais. La réforme fut complétée par le comte Philippe I^{er} (1269-1285).

Le domaine des comtes de Savoie était divisé en bailliages, dont chacun comprenait un certain nombre de châtellenies. En 1279, ces divisions étaient les suivantes : bailliage d'Aoste, Val de Suse, bailliages de Savoie, de Viennois et de Bugey, Genevois, Chablais et Valais, pays de

Vaud. Les divisions judiciaires furent à peu près calquées sur les divisions administratives. Les cours ou juridictions instituées au temps de Pierre II et de Philippe I^{er} furent celles du Val de Suse, de Savoie, de Viennois, de Bugey et de Chablais. Dans chaque cour, il y avait un juge et un greffier ; sous Philippe I^{er}, on trouve aussi mentionné le procureur du comte.

Le troisième chapitre de cette étude traite de la compétence des juges, chargés surtout de la juridiction civile, des tutelles, des curatelles, des ouvertures de testaments ; les juges avaient aussi des pouvoirs spéciaux pour confirmer les notaires. Le quatrième et dernier chapitre est consacré à la procédure civile suivie devant ces tribunaux.

Le travail est complété par dix-huit documents : sentences, enquêtes, comptes, dont seize sont tirés des Archives d'État de Turin, première et troisième sections, un des archives de la Savoie, un des archives de l'Isère.

La transcription des noms de lieux situés en pays étranger et leur identification sont toujours difficiles. Le travail de M. Chiaudano n'est pas exempt d'erreurs. Parmi les châtellenies du Viennois énumérées à la page 25, *Boccezel* doit être lu Bocsozel, et je ne vois pas quelle localité peut représenter *These* ; aucun nom ne ressemble à celui-ci dans la liste des châteaux cédés au dauphin par le comte de Savoie, au traité du 5 janvier 1355. Aux pages 107 et 111, au lieu de *Donenos*, il faut lire *Dovenos* ; c'est Douvaine, chef-lieu de canton de la Haute-Savoie.

Dans le document n° XVIII, le nom de lieu cité plusieurs fois, au génitif et à l'ablatif, sous les formes *Tolnonis* ou *Tolmonis*, *Tolnone* ou *Tolmone*, doit être lu *Tolvonis* ou *Tolvone* et identifié avec *Tolvon* (comm. Saint-Étienne-de-Crossey, cant. Voiron, arr. Grenoble) et non pas avec *Tournon*.

A la page 10, l'auteur indique le prieuré du Bourget comme situé « nella diocesi di Chambéry » ; il faut corriger : diocèse de Grenoble, car le diocèse de Chambéry fut créé par une bulle du pape Pie VI, le 18 août 1779.

Sous réserve de ces critiques de détail, il est juste de reconnaître la valeur et l'intérêt de l'étude de M. Chiaudano, résultat de longues recherches. Appuyée sur de nombreux documents inédits, elle apporte beaucoup de renseignements nouveaux sur un sujet mal connu.

Claude FAURE.

Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVII^e siècle. T. I : Précis et la correspondance de Philippe III, 1598-1621, publié par H. LONCHAY et J. CUVELIER. Bruxelles, 1923. In-4°, xvi-661 pages. — T. II : Précis de la correspondance de Philippe IV avec l'infante Isabelle, 1621-1633, par H. LONCHAY, J. CUVELIER et J. LEFÈVRE. Bruxelles, 1927.

In-4°, xiv-799 pages. (Publication faite par l'*Académie royale de Belgique. Commission royale d'histoire.*)

Ce recueil est d'une grande importance pour l'étude du gouvernement de l'infante Isabelle et de l'archiduc Albert. Philippe II, l'année de sa mort, avait cru réveiller le sentiment national en Belgique en envoyant à Bruxelles une petite-fille de Charles-Quint. Mais la cour de Madrid, hostile à tout affaiblissement de l'absolutisme espagnol, donna les vrais pouvoirs à ses émissaires. C'est ainsi qu'on verra, en matière militaire, Ambroise Spinola substitué à l'archiduc, et dans le domaine politique le cardinal de La Cueva décider de tout. Les temps étaient difficiles. A l'extérieur, les Provinces-Unies parvenaient à faire consacrer leur indépendance par la Trêve de douze ans (1609). A l'intérieur, c'était la rupture des institutions autonomes du régime bourguignon. Les États généraux, qui n'avaient pas été réunis depuis 1600, ne seront convoqués que trente-deux ans plus tard, pour essayer de calmer, par un vain simulacre, l'effervescence qui soulevait le pays contre l'autoritarisme des héritiers de Philippe II. La France, l'Angleterre, les princes allemands suivaient avec passion la crise belge. Richelieu songeait à dépecer les pays de par delà. Et, au moment de cette crise, une figure pathétique, celle de l'infante Isabelle, la mort au cœur depuis le décès de l'archiduc Albert (1621), n'ayant qu'un désir, celui de finir dans la paix du cloître ses dernières années ; elle restera, maintenue cependant dans son palais de Caudenberg par la volonté des rois catholiques.

Les archives de Simancas, celles du royaume de Bruxelles renfermaient les éléments utiles pour la reconstitution des actes politiques et diplomatiques du gouvernement d'Albert et Isabelle, et l'intervention des souverains espagnols Philippe III et Philippe IV dans les affaires des Pays-Bas. Les correspondances des grands personnages de la cour, puisées dans ces deux chartriers, le résumé des consultations du Conseil d'État viennent appuyer avec force une imposante documentation comptant 1,558 + 2,189 analyses, généralement très détaillées, et mise en œuvre par de copieuses tables.

Quelques négligences, soit dans la recherche des sources, soit dans la chronologie de certaines pièces, signalées par les éditeurs eux-mêmes (t. I, p. xiv, note 2), ont pu être évitées dans le tome II. L'un de ces éditeurs est le gardien du riche dépôt de Bruxelles. Il est certain que, dans le dépouillement des sources étrangères, la collaboration de l'un des conservateurs du chartrier est une chose désirable. Le temps manque aux érudits envoyés en mission, et certains documents, dans le domaine diplomatique, quand on n'en emporte pas la copie (et il faut toujours se méfier des transcriptions que l'on fait faire si l'on n'a pas pu les collationner soi-même), doivent être maniés à diverses reprises, surtout s'ils sont sans millésimes. On doit donc féliciter l'Académie de

Belgique d'avoir confié à M. Cuvelier et à son distingué collaborateur M. Lefèvre le soin de continuer l'œuvre interrompue par la mort du regretté Lonchay. Les vérifications utiles ont pu ainsi être faites à Bruxelles sans précipitation.

MAX BRUCHET.

Possidónio M. LARANJO COELHO. *A Pederneira, apontamentos para a história...* Lisboa, Imprensa nacional, 1924. In-8°, 54 pages, photogravures. — *Terras de Odiana, subsidios para a sua história documentada. I : Medobriga, Aramenha, Marvão.* Coimbra, Imprensa da Universidade, 1924. In-8°, 411 pages. — *As ordens de cavalaria no Alto Alentejo. I : Comendas da Ordem de Cristo.* Lisboa, Imprensa nacional, 1926. In-8°, 67 pages, figures.

En ces trois monographies d'histoire locale ou régionale, M. Laranjo Coelho apporte sa contribution à l'histoire du Portugal, fondée sur des documents découverts et publiés par lui, tirés du dépôt d'archives nationales de la Torre do Tombo, dont il est un des conservateurs. La première concerne un bourg et port de la côte d'Estrémadure, que rendit célèbre aux ^{xv}^e, ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles l'activité de ses marins, de ses pêcheurs et de ses chantiers de constructions navales. Dans les deux autres, il s'agit de la région située sur la rive gauche du Tage, le long de la frontière d'Espagne appelée Odiana. Il y eut là des commanderies possédées par l'Ordre du Temple et, après 1319, par celui du Christ ; l'auteur signale les services qu'ils rendirent à la civilisation dans ce coin de terre portugaise. L'étude de quatre cents pages qu'il consacre à la ville de Marvão intéresse à la fois l'histoire et la géographie humaine, et même la préhistoire. Dès les origines, ce site du nord du district de Portalegre fut habité. Ce fut un des bastions de la nation portugaise dans ses luttes contre l'Espagne, et, à ce titre, les souverains du Portugal le favorisèrent de privilèges, qui y maintinrent une population active et développèrent sa production agricole et son commerce. M. Laranjo Coelho en a écrit diligemment l'histoire jusqu'à l'époque contemporaine.

E. MARTIN-CHAROT.

Jean RÉGNÉ. *État comparatif des paroissiaux catholiques et protestants du département et des communes*, précédé d'une Introduction sur la situation des archives et des bibliothèques ardéchoises au 15 juillet 1927. Annonay, impr. Décombre frères, 1927. In-8°, 30 pages. (Extrait du *Rapport du préfet au Conseil général.*)

Bref, mais utile répertoire des deux collections ardéchoises de l'état

civil antérieur à 1793. Quinze communes seulement possèdent quelques épaves du ^{xvi}^e siècle ; par contre, la collection d'origine judiciaire remonte assez généralement à 1668, alors que la date de 1737 semble plus fréquente dans d'autres départements. En ce qui concerne les registres protestants, il eût été préférable, à mon avis, de ne pas mélanger les registres du *Désert*, sans valeur légale, avec les registres antérieurs à la révocation de l'Édit de Nantes ou postérieurs à l'édit de tolérance.

B. FAUCHER.

François ROUSSEAU. *Moines bénédictins martyrs et confesseurs de la foi pendant la Révolution*. Collection Pax. Paris, Desclée-Lethielleux, 1926. In-8°, xiii-390 pages.

L'auteur, à qui, indépendamment d'importants ouvrages sur Charles III d'Espagne et sur le président Hénault, l'on doit de nombreux et intéressants travaux d'histoire religieuse, a, à propos du douloureux calvaire des religieux bénédictins durant la Révolution, écrit un volume d'un intérêt très grand. Il a su en commençant tracer un tableau vivant de l'état des Ordres religieux au ^{xviii}^e siècle, de leur décadence et des efforts accomplis pour y remédier. Puis, entrant dans son sujet, il étudie les diverses mesures des Assemblées contre les Ordres, et plus particulièrement contre l'Ordre de Saint-Benoît, depuis la création du Comité ecclésiastique en 1789 jusqu'au décret du 10 août 1792 à celui du 23 mars 1793 interdisant le port du costume ecclésiastique et ordonnant la déportation des ecclésiastiques qui refusaient de prêter le serment liberté-égalité. Il consacre des chapitres sobres, mais complets et bien écrits, aux massacres tant à Paris que dans les diverses provinces, à la déportation des réfractaires à Bordeaux, à Rochefort, en Guyenne ; il suit les religieux dans leur exil en Suisse, en Espagne, en Angleterre, dans les États sardes et pontificaux.

Ce travail est terminé par huit appendices donnant des listes très précieuses de bénédictins détenus, des insermentés de Maine-et-Loire, des réfugiés, des déportés. Quatre-vingts furent guillotins, cent trois furent déportés ou moururent au bagne. Une table, soigneusement établie, facilite le maniement de cet excellent ouvrage.

LÉON MIROT.

Henrik CORNELL. *Biblia pauperum*. Stockholm, Thule-Tryck, 1925. Gr. in-4°, xvi-372 pages, 8-72 planches, 37 figures.

M. Mâle a montré l'importance de la *Bible des Pauvres* et du *Speculum humanae Salvationis* comme sources de l'iconographie de la fin du moyen âge. Nous possédons pour le *Speculum* l'étude définitive de MM. Lutz et Perdrizet. La *Bible des Pauvres*, ou du moins le recueil

d'images que nous appelons de ce nom, vient d'être l'objet d'un travail de M. Henrik Cornell, professeur à l'Université d'Upsal, aussi consciencieux et aussi complet que celui de MM. Lutz et Perdrizet. Depuis le *xviii^e* siècle, où Heineken avait commencé à étudier les manuscrits et les xylographes de la *Bible des Pauvres*, de nombreux ouvrages ont été publiés, reproductions en fac-similés, études critiques, monographies, par Heider (1850), Schreiber (1903), Kristeller (1906), H. von der Gabelentz (1912), mais bien des points de l'histoire de cet important recueil restaient encore obscurs et aucune étude d'ensemble n'avait été tentée. M. Cornell, bien connu par ses travaux d'iconographie et notamment par sa substantielle étude sur le thème de la Nativité, vient d'entreprendre et de mener à bonne fin cette enquête considérable, commencée par Schreiber. Il a vu et étudié soixante-huit manuscrits, dont beaucoup étaient encore inconnus, et il les a groupés d'après les particularités linguistiques des légendes et les ressemblances iconographiques des sujets.

Le groupe le plus considérable, et celui qui contient les manuscrits les plus anciens, est localisé en Bavière, dans le sud de l'Allemagne et le nord de l'Autriche, et il semble bien que ce soit là, vers 1300, dans une grande abbaye bénédictine de la région, sans que l'on puisse préciser davantage, que s'est constitué le type définitif de la *Bible des Pauvres*, recueil d'images figurant les scènes de la vie du Christ, encadrées chacune de deux faits de l'Ancien Testament qui en sont la figure, et de quatre bustes de prophètes prouvant la concordance de l'Ancien et du Nouveau Testament. Les autres manuscrits sont dispersés en Hollande, en Allemagne, en Angleterre, en Suisse et dans la bibliothèque du Vatican ; la plupart sont en latin ; quelques-uns en allemand.

Un autre groupe de manuscrits, issu du précédent et postérieur à 1400, est constitué par M. Cornell, qui y rattache, d'après les similitudes iconographiques, les deux groupes de xylographes de la *Bible des Pauvres* à quarante et à cinquante planches. Le style des miniatures, certains détails linguistiques, le rapprochement avec une *Légende dorée* de 1465 écrite en hollandais, qui reproduit des détails caractéristiques de ce groupe de manuscrits, ont amené M. Cornell à lui donner une origine flamande qui semble très plausible. Quant aux xylographes qui se rattachent à ce groupe et qui ont vulgarisé à travers toute l'Europe la *Bible des Pauvres* complétée par certaines scènes empruntées au *Speculum*, M. Cornell les date de 1460 et 1470 et adopte les conclusions de Schreiber, sans peut-être attacher aux hypothèses de Bouchot et de notre confrère M. Guibert l'importance qu'elles méritent.

La partie la plus considérable et la plus originale de cet important travail est consacrée à l'étude des manuscrits de la *Bible des Pauvres*, mais je veux aussi signaler les chapitres où M. Cornell recherche les origines de cette figuration de la concordance de l'Ancien et du Nouveau

Testament et montre comment elle est apparue dès les premiers temps du christianisme dans les peintures et mosaïques des basiliques méditerranéennes et dans la sculpture des sarcophages de l'École d'Arles ; comment elle s'est développée aux ^x^e et ^{xii}^e siècles en Rhénanie et sur les bords de la Meuse, puis à Saint-Denis, sous l'influence de Suger et de Godefroid de Claire, ainsi que l'a nettement marqué M. Mâle ; comment elle s'est répandue alors un peu partout, et notamment en Bavière, où les grands cycles peints de l'église des Saints-Ulrich et Afra à Augsbourg, de Saint-Emmeran de Ratisbonne, ont pu inspirer l'auteur de la *Bible des Pauvres*.

J'ai noté bien d'autres détails intéressants dans le volume de M. Cornell, accompagné d'une illustration abondante et choisie reproduisant les principaux types étudiés. Je voudrais seulement avoir marqué la place importante de ce travail dans l'étude critique des textes et des miniatures du moyen âge.

Marcel AUBERT.

Ph. RENOARD. *Les marques typographiques parisiennes des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles*. Fasc. I à III. Paris, Éd. Champion, 1926-1927. In-4^o.

Le recueil publié en 1853 par L.-C. Silvestre, sous le titre de *Marques typographiques... des libraires et imprimeurs qui ont exercé en France depuis l'introduction de l'imprimerie en 1470 jusqu'à la fin du ^{xvi}^e siècle*, a été pendant longtemps le livre classique auquel recouraient bibliothécaires, bibliographes et bibliophiles pour identifier les impressions dépourvues d'adresse bibliographique et signées seulement d'une marque, qui sont si nombreuses dans la typographie française, particulièrement au ^{xv}^e siècle et dans la première moitié du ^{xvi}^e. Mais depuis longtemps aussi on avait constaté l'insuffisance de ce répertoire, que la mort n'avait pas permis à Silvestre de terminer et, pour combler au moins partiellement ses lacunes, on avait recouru à diverses autres publications, telles que la cinquième édition du *Manuel* de Brunet, les *Premiers monuments...* de Thierry-Poux, l'*Histoire de l'imprimerie en France* de Claudin, la *Bibliographie lyonnaise* de Baudrier, etc.

Deux éminents bibliographes, M. Louis Polain et M. Philippe Renouard, ont entrepris, chacun séparément, de refaire en la complétant et l'améliorant l'œuvre de Silvestre. Le premier vient de faire paraître les *Marques des imprimeurs et libraires français du ^{xv}^e siècle*¹. Le

1. M. W. J. Meyer, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale de Berne, vient aussi de faire paraître en Allemagne, sous le titre : *Die französische Drucken und Verlegenzeichen des XV Jahrhunderts*, Munich, 1926, un répertoire analogue, qui est beaucoup moins complet que celui de M. Polain et qui laisse fort à désirer pour l'exactitude des fac-similés et des notices qui les accompagnent. Cf. à cet égard les observations de M. C. Dalbanne, dans le compte-rendu qu'il a fait du livre de M. Polain (*Revue des Bibliothèques*, juillet-octobre 1926, p. 342).

second a commencé, à peu près en même temps, la publication des *Marques typographiques parisiennes du XV^e et du XVI^e siècle*. Chacun d'eux a fait choix, pour ses investigations, d'un domaine différent. L'œuvre de M. Polain, qui s'est spécialisé dans l'étude des incunables, est limitée aux éditions du xv^e siècle, mais pour cette période embrasse toute la France. L'œuvre de M. Renouard est limitée aux livres et plaquettes imprimés ou vendus à Paris, mais pour cette catégorie d'impressions comprend à la fois le xv^e et le xvi^e siècle. Il en résulte que pour les impressions faites ou éditées hors Paris pendant le xvi^e siècle le recueil de Silvestre n'est pas remplacé par les deux répertoires que je viens de signaler.

Parmi les 1,307 marques qui figurent dans le recueil de Silvestre, celles qui concernent la typographie et la librairie parisiennes ne dépassent pas le chiffre de 250. Grâce aux travaux bibliographiques dont le xv^e et le xvi^e siècle ont été l'objet pendant les soixante dernières années, et surtout par ses recherches personnelles, M. Renouard a pu quadrupler ce chiffre ; son recueil contiendra un millier de marques, sur lesquelles 750 sont déjà publiées.

Dans l'ouvrage de Silvestre, les marques, rassemblées peu à peu et publiées par séries isolées, se suivent sans ordre systématique, et pour trouver soit la marque unique, soit les marques diverses d'un imprimeur ou d'un libraire, il faut se reporter sans cesse à la table alphabétique que Labitte a mise à la fin de l'ouvrage. Les marques parisiennes que publie M. Renouard sont, au contraire, classées dans l'ordre alphabétique des noms d'imprimeurs et de libraires¹, ce qui rend la recherche plus rapide et permet de trouver réunies les marques diverses, simultanées ou successives, qui appartenaient au même atelier typographique ou à la même maison de librairie.

Tandis que Silvestre se bornait à mettre en regard de chaque marque le nom de l'imprimeur ou du libraire qui s'en était servi, en ajoutant seulement les dates, certaines ou probables, de son exercice, M. Renouard prend soin de noter, en outre, pour chaque marque, toutes les fois que la chose a été possible, « le titre et la date du premier volume qui semble la porter ou, à défaut de l'indication du jour et du mois de l'impression, le titre d'un volume de sa première année d'existence ». Enfin, pour multiplier les indications utiles à l'identification de cette catégorie d'impressions, il a fait figurer, à côté des marques, mais sans qu'elles se confondent avec elles, diverses pièces du matériel de l'atelier dont il reproduisait la marque, telles que bandeaux, encadrements, armoiries ou chiffres. Malgré le développement donné à ces notices, M. Renouard a pu les disposer matériellement comme l'étaient celles de Silvestre : le recto de chaque feuillet étant occupé par les

1. La série actuellement parue va de G. Alard à Ol. Mallard.

marques, le texte imprimé figure en regard, sur le verso du feuillet précédent.

Une dernière différence, d'une importance capitale, caractérise encore le nouveau recueil. Silvestre, pour économiser la place et faire tenir sur la même page le plus grand nombre possible de marques, n'avait pas hésité à réduire les dimensions de toutes celles qui dépassaient la moyenne qu'il avait cru devoir adopter. M. Renouard s'est, au contraire, scrupuleusement astreint à reproduire chaque marque *dans sa grandeur réelle*, de façon à en donner toujours l'image exacte et à ne pas altérer par une réduction les menus détails de la gravure.

Ch. MORTET.

Mélanges de philologie et d'histoire offerts à M. Antoine Thomas par ses élèves et ses amis. Paris, Champion, 1927. In-8°, xcviij-519 pages.

Hommage à M. Antoine Thomas (29 mars 1927). Allocutions de MM. D. S. BLONDHEIM, M. ROQUES, A. JEANROY, P. FOURNIER, L. LACROQ, F. BRUNOT et A. THOMAS. Paris, Champion, 1927. In-8°, 18 pages.

Les amis et élèves de notre éminent confrère M. Antoine Thomas lui ont offert un volume de *Mélanges* pour fêter son soixante-dixième anniversaire. La Société de l'École des chartes s'est associée à ce jubilé en appelant pour la seconde fois M. Thomas à la présider. Dans la cérémonie au cours de laquelle l'ouvrage fut offert, M. Paul Fournier, camarade de promotion de M. Thomas, lui a excellemment exprimé les félicitations de ses confrères de notre école. Nous ne saurions indiquer ici les soixante-seize mémoires envoyés par des érudits de diverses nations pour honorer le maître de la lexicographie française et l'historien si pieusement fidèle de la Marche. Nous nous contenterons de signaler ceux qui intéressent particulièrement le moyen âge.

Georges THOMAS, *Bibliographie de M. Antoine Thomas* (accompagnée d'un index étymologique et grammatical). — ANGLADE, Fragment d'un manuscrit du *Breviari d'Amor* (couverture d'un registre des Archives de la Haute-Garonne). — ARMSTRONG, Pathelin 532 *Couvrir de chaume*. — AUDIAU, Une chanson du troubadour Uc de la Bachellerie. — BÉDIER, De quelques-unes des assonances réputées fautives de la Chanson de Roland. — BERTONI, Un codicetto francese ancora sconosciuto nella Nazionale di Torino. — BLONDHEIM, Notes judéo-romanes (additions au livre du même auteur *Les parlers romans et la « Vetus Latina »*). — BRANDIN, Un livre de bonne aventure anglo-français. — BRUNEAU, *Solimariaca, Solicia*, Soulosse. — BRUNEL, La qualification *lo don* en ancien provençal (l'expression signifie « l'ancien », non « le seigneur »). — CALMETTE, Comtes de Toulouse inconnus. — Édouard

CHAMPION, A propos de Philippe de Beaumanoir. Lettres inédites de Gaston Paris et de Henri Bordier. — PIERRE CHAMPION, *Les nobles ordonnances* du banquet de Marie d'Orléans. — CRESCINI, *En Pier* (personnage cité par Rambaud de Vaqueiras). — G. DOUTREPONT, Notes critiques sur Antoine de la Sale. — DROZ, Relation du souper offert par le duc Sigismond d'Autriche aux commissaires bourguignons, Thann, 21 juin 1469. — FOULET, Villon et le duc de Bourbon. — PAUL FOURNIER, Un ouvrage apocryphe de Bérenger de Landore. — HAMILTON, Quelques notes sur l'histoire de la légende d'Alexandre le Grand en Angleterre au moyen âge. — HOEFFNER, *Le Castiat* du troubadour Peire Vidal. — JEANROY, Quelques corrections au texte du *Tristan* de Beroul. — LANGFORS, Le modèle du reviseur du Chansonnier provençal *L* (c'est le chansonnier *S*). — LEITE DE VASCONCELLOS, Toponimia e arqueologia. — LEMAÎTRE, Grifon d'Hauteville et Grifon de Sorence (identité de personnages de chansons de geste). — LYON, Quelques observations philologiques à propos de la rédaction des chartes de franchises. — MENENDEZ PIDAL, Notas de toponimia (intéresse notamment les noms de la Garonne et de l'Orne). — OMONT, Guillaume l'Amant traducteur prétendu de l'*Ordre des bannerets de Bretagne*. — PARDUCCI, *La Festa di Susanna*, sacra rappresentazione fiorentina del sec. xv. — PAUPHILET, Sur des manuscrits de la *Mort d'Artus*. — PRINET, *Le taint* des écus. — PROU, Note sur le nom des deniers d'Autun (*denarii Hyilenses*). — RAJNA, Come proseguiva e come terminava il *Boezio* provenzale? — ROQUES, Sur quelques mots anglais dans le *Roman des Franceis* d'André. — ÉMILE ROY, Philippe le Bel et la légende des trois fleurs de lis. — SALVERDA DE GRAVE, La chanson de geste et la ballade. — SAMARAN, Notes sur Jean Castel, chroniqueur de France. — SHEPARD, Une chanson pieuse de Daudé de Pradas. — SNEYDERS DE VOGEL, Quelques remarques sur les lettres échangées entre Frodebert et Importun. — STUDER, Une définition d'amour en prose anglo-normande. — TANQUEREY, Originalité du dialogue entre saint Julien et son disciple. — TILANDER, Notes étymologiques sur quelques mots du vieux français (*frage, bellin, esprecher, offler, exostre*). — WALBERG, Jean de Salisbury biographe de Thomas Becket, modèle ou copie? — WILMOTTE, *Remaindre*.

C. BRUNEL.

Clovis BRUNEL. *Les plus anciennes chartes en langue provençale. Recueil des pièces originales antérieures au XIII^e siècle*, publiées avec une étude morphologique. Paris, A. Picard, 1926. In-8°, LXIII-499 pages.

Paul Meyer, de qui M. Brunel a recueilli l'enseignement et continue aujourd'hui l'œuvre scientifique, avait, on le sait, conçu la vaste entreprise de dresser un inventaire complet de tous les textes d'ordre judi-

ciaire et administratif écrits en provençal au moyen âge et de les éditer, tout au moins en partie. Mais il n'a pu aller au delà du premier volume, paru en 1909.

Moins ambitieux dans ses desseins, mais désireux d'aboutir dans un cadre plus modeste, M. Brunel s'est limité à « la période des plus anciens textes diplomatiques, qui se trouve à peu près coïncider avec celle des plus anciens et des plus beaux textes littéraires ». C'est pourquoi, après avoir employé plusieurs années à recueillir, non sans peine, les chartes provençales antérieures au ^{xiii}^e siècle, à l'exclusion des copies, il en donne dans ce volume le texte, accompagné d'un commentaire historique et philologique qui lui fait grand honneur et le classe définitivement parmi les représentants autorisés de l'école provençaliste française.

Les chartes retenues par M. Brunel sont au nombre de 349, parmi lesquelles 92 seulement avaient déjà été publiées. Elles auraient été, bien entendu, beaucoup plus nombreuses si l'éditeur n'avait pas écarté les copies contemporaines conservées dans divers cartulaires et celles où des mots et des membres de phrase empruntés à la langue vulgaire se trouvent mêlés au texte latin. Il y a bien dans le recueil quelques-unes de ces dernières pièces, mais c'est ou bien que la langue vulgaire y tient une place notable, ou bien qu'elles appartiennent à des régions qui ne fournissent pas, pour la période envisagée, d'autre documents en provençal.

Les chartes sont présentées dans l'ordre chronologique, la plus ancienne pouvant être datée de l'année 1034 environ. Un tableau géographique, où les documents sont classés d'après les régions (Centre, Sud-Est, Sud, Sud-Ouest), montre que certains pays ne sont pas représentés, « soit, écrit M. Brunel, que les archives des anciennes institutions aient disparu, soit qu'on y ait été fidèle à la tradition de l'écriture en latin ». C'est ainsi que, pour la région gasconne, on n'a pu produire que quelques actes du Comminges, et il est bien vrai que si les noms de personne et de lieu et aussi les membres de phrase en langue vulgaire abondent dans les cartulaires gascons (Saint-Mont, Berdoues, Gimont, Livres blanc et rouge d'Auch, par exemple), du moins les pièces écrites tout entières en langue vulgaire y sont l'exception.

Le recueil formé par M. Brunel, bien que forcément incomplet¹, constitue un riche répertoire, aussi intéressant pour les institutions et les mœurs que pour l'étude de la langue proprement dite. La compétence me manque pour apprécier ici comme il conviendrait l'étude morphologique qui sert d'introduction à l'ouvrage. Je noterai seulement, pour montrer l'intérêt d'une pareille étude fondée sur des témoignages

1. Il est certain qu'il existe encore dans des archives publiques ou privées des chartes provençales inédites, j'entends des chartes originales.

irrécusables, ce que M. Brunel a pu avancer avec preuves à l'appui au sujet de l'article 20, 2a, qui passe pour continuer le latin *ipse*. Cet article avait été signalé jusqu'ici presque uniquement en Gascogne et en Provence. Mais les chartes réunies par M. Brunel en offrent des exemples aux environs de Toulouse, dans l'Albigeois, le sud du Rouergue, le Nîmois, ce qui prouve qu'à cet égard le domaine provençal et le domaine gascon ont été anciennement réunis.

Une table des noms de personne et de lieu, un glossaire comprenant toutes les formes verbales personnelles et un choix de mots relevés à raison de leur intérêt, soit linguistique, soit juridique ou économique, complètent l'ouvrage et en rendent la consultation éminemment utile et suggestive. Index et glossaire (à deux colonnes) n'occupent pas moins de 150 pages.

Les textes ont été déchiffrés et établis avec un soin minutieux et M. Brunel a pu donner dans son glossaire le sens d'un assez grand nombre de termes provençaux du x^e et du xii^e siècle qui ne figurent pas dans les dictionnaires d'ancien provençal. Si d'autres, peu nombreux du reste, ont résisté à toutes les tentatives d'explication, les formes relevées ici permettront un jour ou l'autre la solution des problèmes restés en suspens. Dans quelques cas, je proposerai les corrections et les hypothèses suivantes : M. Brunel inscrit au glossaire *aga-savar* (sens inconnu) ; je crois qu'il faut lire *agasanar*. Cf. *gasanar* (cultiver), ce qui convient, semble-t-il, à la phrase (*lo que avia ni agasana* (ou *agasa[na]va*). — *qui ahcti ien* (pièce 229, ligne 5) ; je propose de lire *qui ahc tien* (qui le possèdent), la forme *ahc* avec l'*h* placé dans l'interligne, entre l'*a* et le *c*, sans doute pour marquer l'aspiration, n'ayant rien d'insolite dans une région (Comminges) où *ac* est couramment attesté. — Le verbe *ausar* ou *aussar* (hausser, lever) n'a pas été relevé au glossaire, bien qu'il entre dans la formation d'un nom de lieu *Ausa-camba* (pièces 214, 215, 217), dont je connais un exemple à peine francisé (Haussecame) dans la région gasconne. — Le mot *calinas* (sens inconnu) me paraît figurer à tort au glossaire, le contexte indiquant clairement une simple erreur de plume pour *galinas*. — Je suis tenté d'en dire autant du mot *costil* (sens inconnu), qui figure à trois reprises dans une pièce parmi d'autres noms d'animaux où le *conil* ne serait point déplacé. — Des considérations paléographiques pourraient justifier la conjecture qui précède. Elles n'ont rien à voir, par contre, dans le cas suivant : à la pièce 324, ligne 4, M. Brunel imprime *halantar* et introduit ce mot au glossaire avec la mention « sens inconnu ». Je crois qu'il aurait fallu écrire, en deux mots, *ha Lantar*. L'*h* devant la préposition *a* est conforme aux habitudes du rédacteur ou du copiste. Quant à *Lantar* (aujourd'hui *Lanta*), c'est une localité de la Haute-Garonne dans les limites de laquelle se trouvait le Saint-Sernin de Samisac, dont il est question dans le document. — Enfin, le mot *trecheir* ou *trenquir*,

qui désigne dans deux pièces différentes le même personnage, est-il, comme le pense M. Brunel, un nom de métier? Ne s'agirait-il pas plutôt d'un arbitre?

Ch. SAMARAN.

Charles BEAULIEUX. *Histoire de l'orthographe française*. T. I : *Formation de l'orthographe des origines au milieu du XVI^e siècle*. T. II : *Les accents et autres signes auxiliaires*. Paris, Champion, 1927. In-8°, xx-366 et x-134 pages.

M. Beaulieux rappelle dans la principale de ses deux thèses le jugement de G. Paris sur les manuscrits de Chrétien de Troyes : « Ces textes satisfont sous tous les rapports, ils n'emploient pas un nombre excessif de caractères, ils ont... une grande conséquence dans les procédés de notation, ils n'ont pas de préoccupations étymologiques exagérées et cependant ils conservent quelques traditions utiles, ce sont des modèles et depuis lors l'orthographe n'a fait que perdre... ; ils ont aussi quelque chose d'élégant et de simple, de concis et en même temps de clair, de fini, et cependant de naturel. C'est plaisir de lire dans ces textes le *bel français*. » Comment cette œuvre de bon sens et de probité a-t-elle été gâtée par la prétention ; comment, sauf lors de la réforme imparfaite du XVIII^e siècle, a-t-on empêché les remèdes ; il n'est point d'étude plus minutieuse et, hélas ! plus affligeante. M. Beaulieux s'y est consacré et nous donne aujourd'hui l'histoire de la graphie du français jusqu'au milieu du XVI^e siècle.

Pour le moyen âge, en l'absence de règle unique, sa tâche était immense et il n'a pu que nous donner un aperçu de la matière. Il nous faut attendre, pour voir pleinement clair, des monographies sur la graphie de manuscrits particuliers ou de groupes de chartes. M. Beaulieux s'est parfois laissé entraîner par la phonétique dont l'exposé, parallèle à celui de la graphie, alourdit un peu son travail, mais ce n'est point un défaut grave que d'être trop riche. La question a été présentée avec une grande conscience, au prix d'un long labeur et avec le souci de rattacher des phénomènes, en eux-mêmes assez menus, à l'histoire des institutions et des idées du moyen âge¹. Il faut louer grandement aussi l'auteur d'avoir suivi l'histoire de la prononciation latine parallèlement à celle de la graphie française et d'avoir indiqué les rapports qui unissent les deux questions.

M. Beaulieux a bien montré comment la graphie des chartes devenue étymologique a fini par vaincre la tradition de la graphie phonétique

1. Dans ces incursions, quelquefois on note une imprudence (p. xi) : « tout cela entraîna au XIII^e siècle une multiplication inouïe des écritures, dont notre époque, qui a cent fois moins de tribunaux et qui a l'imprimerie, ne peut nous donner aucune idée ». Où sont donc toutes ces écritures du XIII^e siècle?

continué par les textes littéraires, mais je ne placerais pas comme lui après le xii^e siècle le changement d'orientation. La graphie du xii^e siècle, qui est appelée dans le livre la graphie des chansons de geste, nous est connue par des témoignages fort peu nombreux. Il n'eût pas été inutile de le souligner. Je ne vois pas que jusqu'à la fin du xiii^e siècle elle ait, même dans les chartes, changé de principe, et c'est bien plutôt au cours du xiv^e siècle que je placerais le changement des idées. Le phénomène n'est peut-être pas sans rapport avec le développement des traductions des auteurs latins.

Pour le xvi^e siècle, toute la question de l'orthographe, car il s'agit maintenant de créer un usage graphique unique, gravite autour de la publication du dictionnaire français-latin de Robert Estienne. Dès l'instant qu'on a possédé un dictionnaire français signé du nom d'un savant reconnu, la tradition étymologique qu'il suivait s'est trouvée autorisée, consacrée, répandue. Cette orthographe nous apparaît comme monstrueuse, mais, à l'examiner de près, elle n'est pas sans témoigner d'efforts ingénieux, même du point de vue phonétique. Le grand défaut de la graphie du moyen âge est de ne pas distinguer par des lettres différentes les sons représentés aujourd'hui par *i* et *j*, *u* et *v*. N'osant pas accueillir les lettres nouvelles *j* et *v*, les traditionalistes étaient conduits à écrire *huile* avec *h*, malgré le latin *oleum*, pour empêcher la confusion avec *uile*, représentant du latin *villa*. Puisqu'ils se refusaient à ne plus écrire les lettres correspondant à des sons disparus, à admettre *vu* pour *veu*, le groupe *eu* pouvant dès lors être lu *u* ou figurer le son que nous lui donnons aujourd'hui (sauf dans la survivance *eu*, participe passé de *avoir*), il faut reconnaître la logique d'une graphie telle que *peult* avec cette convention : *l* implique que le groupe *eu* précédent n'a pas le son *u*. Robert Estienne et ses tenants étaient en réalité par leurs principes, ou simplement leurs sentiments, tenus dans un filet de contradictions dont ils ne pouvaient pas sortir. M. Beaulieux a très bien dégagé leurs raisons : marquer l'étymologie (bonne : *faulx*, *dict*, *cheptel*, etc., ou fausse : *poids*, *scavoir*, *septier*). Distinguer l'écriture des savants (Th. de Bèze : « Il faut qu'il y ait quelque différence entre la manière d'écrire des gens doctes et des gens mécaniques... ; est-ce raison qu'un artisan qui ne saura que lire et écrire... soit estimé aussi bien écrire comme nous?... Sera-t-il dit qu'à une femme qui n'est point autrement lettrée nous concédons l'art et vraie pratique de l'orthographe? ») Faire reconnaître une lettre précédente (*peult*) ou préciser sa valeur (*esglise*). Distinguer les homonymes. Marquer la parenté des mots de même famille. Donner grâce à l'écriture (*y* pour *i*).

Dans sa petite thèse, M. Beaulieux étudie l'histoire des signes diacritiques. Sauf la cédille empruntée à l'Espagne, les autres signes viennent des grammairiens alexandrins. Ils ont été remis en usage par les impr-

meurs humanistes dans les textes latins et ont passé dans les textes français. Ce travail particulier est conduit avec le même soin que le précédent et, comme lui, mérite la pleine estime des érudits. Souhaitons que ces livres se répandent, non seulement pour notre information, mais pour hâter le moment où, suivant le mot de Voltaire rappelé par Paul Meyer dans sa brochure sur la réforme de l'orthographe, « la raison finira par avoir raison ».

C. BRUNEL.

Auguste VINCENT. *Les noms de lieux de la Belgique*. Bruxelles, 1927. In-8°, xvi-184 pages.

Ce livre est le développement d'un cours fait à l'Institut des hautes études de Belgique à Bruxelles en 1919-1920, et il rappelle par son origine et plusieurs de ses caractères l'ouvrage d'A. Longnon sur la toponymie de la France. Il pose des principes pour le triage des noms qui sont ensuite groupés par types et par époques et étudiés dans leur histoire. A défaut de répertoires analogues à nos dictionnaires topographiques, les données du travail ont dû être rassemblées par un dépouillement systématique des recueils de documents publiés en Belgique. On conçoit quel travail l'auteur a dû s'imposer pour être en mesure de concevoir les premiers rapprochements. Le mérite de M. A. Vincent est d'autant plus grand qu'il a eu le souci de donner pour chaque nom, non seulement les principales formes anciennes, mais encore, en usant d'une graphie phonétique, la prononciation locale actuelle, donnée capitale, car les graphies officielles défigurent parfois le vocable primitif.

La Belgique est le domaine de deux langues de souches différentes et, d'un point de vue scientifique rigoureux, il n'y a pas lieu de séparer les noms wallons des noms français et les noms flamands des noms germaniques. Le groupement national ne peut se justifier que par des considérations pratiques ou sentimentales. Pour maintenir l'unité de son livre, M. Vincent a dû prendre comme principe de classement des phénomènes psychologiques, sans pouvoir toujours échapper à la nécessité de diviser un chapitre en deux sections correspondant aux deux domaines linguistiques.

Après un chapitre de généralités sur la formation et l'évolution des noms de lieux en Belgique, viennent des chapitres sur les époques de formation : époques celtiques et romaines, haut moyen âge, moyen âge, cette dernière section étant subdivisée en deux parties consacrées aux noms

) et
Un
its.
de

courtes remarques générales appuyées par de longues listes d'exemples. Dans ces masses d'interprétations particulières, on pourra peut-être découvrir des erreurs et nul ne pourrait prétendre à les éviter complètement. Aussi bien n'est-ce pas, je crois, dans les faits particuliers que le livre peut prêter sensiblement à la critique. On regrettera surtout que, ici comme dans d'autres ouvrages du même genre, les noms de lieux n'aient pas été mis plus étroitement en rapport avec les noms communs et considérés à leur place dans des séries de mots qu'il y a lieu d'examiner d'ensemble au point de vue linguistique. La toponymie, le mot a été créé par l'historien Kurth en 1885, repose sur une limitation de l'objet scientifique qui n'est pas justifiée. Les noms de lieux, dont les formes anciennes sont comme perdues dans la masse des documents historiques et dont l'identification demande des enquêtes souvent délicates, n'ont pas été pris en considération suffisante par les créateurs de la philologie romane. Ce sont les historiens qui ont eu le mérite de pénétrer dans un domaine dont les difficultés d'accès effrayaient les esprits peu enclins à courir les risques d'une première exploration. Contraints aux identifications des formes anciennes des noms de lieux, ils ont été naturellement conduits à observer les correspondances et à les étudier ensuite pour elles-mêmes. On est ainsi entré dans la méthode linguistique par biais. La toponymie conserve de cette origine une allure gauche, parfois timide, parfois dévergondée. Elle n'est pas encore au pas régulier et sûr des disciplines linguistiques, dans les rangs desquelles le temps est venu pour elle de se fondre. Cela n'empêche pas des livres aussi solidement fondés que celui de M. Vincent de rendre pratiquement à la science d'éminents services.

C. BRUNEL.

Jean BOURCIEZ. *Recherches historiques et géographiques sur le parfait en Gascogne*. Bordeaux, Feret, 1927. In-8°, xvi-249 pages. (*Bibliothèque des Universités du Midi*, fascicule XVIII).

Voici tout un volume sur un seul temps de la conjugaison, dans un seul dialecte, et encore ce temps n'est-il pas envisagé autrement que du point de vue morphologique, toute considération sur sa valeur comme expression du temps ou de la durée est laissée de côté. Tel est le degré d'exigence auquel nous sommes arrivés, il peut paraître même que la région étudiée est trop vaste et que le sujet était trop lourd pour être traité dans le détail.

Dans le chapitre d'introduction géographique et historique, l'auteur s'est préoccupé de délimiter la région qui est l'objet de son travail. Comme il n'y a point de limites de dialectes, mais simplement des limites de phénomènes particuliers, c'est en réalité la limite du traitement du groupe latin *-ll-* qui a donné la frontière du domaine gascon.

Soit, mais il semble que M. Bourciez ait oublié dans la suite combien était conventionnelle la conception de l'objet géographique de sa thèse ; bien que l'étude du parfait conduisit justement au morcellement du territoire exploré, sa croyance reste entière dans l'unité gasconne et domine son jugement. Ce n'est vraiment qu'une croyance.

Pour l'état ancien, M. Bourciez a consulté les textes imprimés qui sont nombreux. Quelques sondages dans les fonds d'archives connus comme riches en pièces de langue vulgaire, tels ceux conservés à Toulouse et à Pau, auraient peut-être pu, sans qu'il en coûtât beaucoup, enrichir précieusement les sources du travail. L'état actuel est connu non d'après des observations personnelles directes, difficiles à faire dans l'étendue de huit départements, mais d'après les traductions de la parabole de l'enfant prodigue recueillies dans le Sud-Ouest en 1895 sur l'initiative de M. E. Bourciez. Étant donné que le point étudié ne comporte pas de nuance délicate, comme l'impliqueraient des considérations de son ou de sens, les avantages pratiques légitiment la méthode d'enquête à laquelle l'auteur s'est résigné. Peut-être est-ce un peu trop schématiser que d'avoir retenu seulement 324 points sur les 4,000 observés en 1895.

Les formes verbales sont examinées en deux chapitres principaux : flexions et radical. Ce n'est point ici le lieu d'entrer dans le détail des résultats dégagés, mais il faut dire combien ils sont nets, clairs et solides. C'est dommage que des cartes ne les aient pas rendus plus apparents ; elles ne sont pas remplacées par des listes de localités dont la situation géographique est moins familière au lecteur qu'à l'auteur. M. Bourciez a parfaitement dominé la masse des faits particuliers en présence desquels il se trouvait et il est arrivé à les grouper, à les systématiser. Cela ne va pas sans une certaine part d'hypothèses, mais elles n'ont rien que de plausible, réserve une fois faite comme je l'indiquais sur la réalité d'une unité linguistique gasconne correspondant à l'unité politique. Elle est placée naturellement à l'époque pré-littéraire et des influences diverses l'auraient troublée avant que des textes fussent écrits.

Il nous faudrait beaucoup de monographies comme celle que M. Bourciez vient de consacrer, disons exactement aux parlers du sud-ouest de la Gaule, aussi compréhensives, aussi lumineuses, pour que nous puissions préciser nombre de faits linguistiques, rencontrés déjà le plus souvent, mais dont nous ne connaissons ni l'histoire, ni la répartition géographique de façon suffisante. Quant aux théories par quoi on soutient l'exposé des faits, on peut prendre plaisir, l'auteur à les bâtir et les lecteurs à les ébranler, ce n'est point d'elles que dépend la valeur scientifique d'un livre.

C. BRUNEL.

LIVRES NOUVEAUX

SOMMAIRE DES MATIÈRES

GÉNÉRALITÉS, 68, 79, 122, 123, 164.

SCIENCES AUXILIAIRES. — Bibliographie, 5, 31, 36, 69, 129, 159, 171. — Bibliophilie, 2, 27, 31. — Bibliothéconomie, 168. — Diplomatique, 97, 171, 177, 178. — Manuscrits, 52, 54, 112, 172, 193. — Numismatique, 135. — Écriture, paléographie, 10, 151. — Sigillographie, 102. — Typographie, histoire du livre, 31, 80, 98, 99, 100, 103, 113, 133. — Incunables, 172.

SOURCES, 13, 173. — Chartes, 34, 67, 131, 174. — Catalogues d'actes, 34, 74. — Cartulaires, 40, 41, 144. — Correspondance, 148. — Historiographie, 49, 84.

BIOGRAPHIE. — Amédée VI de Savoie, le comte Vert, 47 ; J. Baconthorp, 195 ; Hans Sebald Beham, 139 ; Jean Bellesmains, 150 ; s. Bernard, 192 ; s. Grégoire le Décapolite, 62 ; Frédéric I^{er}, empereur, 20 ; Frédéric II, empereur, 101, 176 ; Henri IV, empereur, 163 ; Henri VI, empereur, 146 ; Louis XI, 38, 108 ; s. Martin, 181 ; Napoléon Orsini, cardinal, 191 ; Philippe I^{er}, comte de Savoie, 155 ; John Wyclif, 194.

DRIT, 63, 64, 87, 106, 127, 173, 189. — Institutions, 7, 24, 26, 55, 59, 66, 71, 78, 87, 130, 141, 144, 154, 156, 158, 184.

ENSEIGNEMENT, universités, 40, 88, 164. •

HISTOIRE DE LA SCIENCE, médecine, 45, 190. — Géographie, 148.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE, 35, 45, 51, 78, 149.

PHILOSOPHIE, 1, 85, 90, 165, 185. — Mysticisme, 85.

RELIGIONS. — Histoire religieuse, 55, 77, 81, 194, 195 ; Ordres religieux, 37 ; — Liturgie, 21 ; Théologie, 151, 165.

ARCHÉOLOGIE, 6, 19, 48, 50, 65, 86, 91, 93, 105, 117, 120, 124, 137, 140. — Architecture, 93, 94, 107. — Peinture, 28, 72, 73, 128, 132. — Sculpture, 18, 75, 104, 128, 157. — Gravure, 111, 114, 133, 139, 153, 166. — Miniatures, 52, 72, 73, 182. — Iconographie, 30, 89, 92, 121. — Arts industriels, 15, 16, 25, 53, 108, 134. — Musique, 42. — Reliure, 83.

PHILOLOGIE, LITTÉRATURE. — Langues romanes : espagnol, 70, 85, 125, 180 ; français, 17, 43, 110, 167, 175 ; italien, 147 ; latin, 152 ; provençal, 8, 9, 42, 82, 95, 96, 170. — Grec, 179. — Langues germaniques : allemand, 60, 136, 183 ; anglais, 32, 116, 118, 126, 169. — Folklore, 12, 46.

SOMMAIRE GÉOGRAPHIQUE

Ainay, 4 ; Arles, 23 ; Athos, 132, 143 ; Augsburg, 44 ; Avignon, 48 ; Bologne, 40 ; Brescia, 35 ; Byzance, 162 ; Decize, 56 ; Dunkerque, 113 ; Fougères, 140 ; Gascogne, 115 ; Genève, 173 ; Jérusalem, 188 ; Lorraine, 78 ; Marcillat, 145 ; Maria-Laach, 161 ; Marchais, 107 ; Marnay, 138 ; Milan, 141 ; Montferrat, 186 ; Montredon, 29 ; Moulins, 109 ; Naples, 22 ; Paris, 184 ; Saint-Romain-le-Puy, 19 ; Saint-Savin (Hautes-Pyrénées), 3 ; Saint-Savin (Vienne), 119 ; Sicile, 158 ; Sologne, 11 ; Suisse, 174 ; Syrie, 61 ; Tamié, 76 ; Troyes, 39 ; Valdineviolet, 33 ; Villanterio, 14.

1. ABAELARD (Peter). Philosophische Schriften. I. Die *Logica « ingredientibus »*, 3. Die Glossen zu *Περὶ ἐμπνεύσεως*. Zum ersten Male herausgegeben von Dr. Bernhard Geyer. Münster, Aschendorff, 1927. In-8°, paginé 307-503. (Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters. 21, III.)

2. ADAM (Paul). Die Restaurierung alter Bücher. Wiederherstellungsarbeiten an alten Büchern, Einbänden, auch Manuskripten... Halle, Knapp, 1927. In-8°, iv-28 p. 2 m. 40.

3. AGRAIN (Henry D'). L'abbatiale de Saint-Savin. Notice. Tarbes, impr. de Bigorre, 1927. In-8°, 22 p., ill.

4. Ainay. Histoire, description. Lyon, Dalud, 1926. In-16, 48 p., ill.

5. ALCOCER Y MARTINEZ (Mariano). Catalogo razonado de obras impresas en Valladolid, 1481-1800. Valladolid, Casa Social católica, 1926. In-4°, 890 p. 30 pes.

6. ALP (Emma). Die Kapitelle des XII. Jahrhunderts im Entstehungsgebiete der Gotik. Detmold, Meyer, 1927. In-8°, 77 p., ill. 6 m.

7. Ancient Usages of the city of Winchester, from the Anglo-French version preserved in Winchester College, by J. S. Furley, with glossary by E. W. Patchett. London, the Clarendon Press, 1927. In-8°, viii-68 p., ill. 7 s. 6 d.

8. ANGLADE (Joseph). Anthologie des troubadours. Paris, E. de Boccard, 1927. In-16, 188 p. 18 fr.

9. ANGLADE (Joseph). Les troubadours de Toulouse. Paris, Didier, 1928. In-16, vii-211 p., ill.

10. Archiv für Schreib- und Buchwesen, herausgegeben von Albert Schramm. Jahrgang I (1927). Wolfenbüttel, Heckner, 1927. In-8°, fig.

11. AUBERT (Marcel). En Sologne. Le Moulin, Selles, Mennetou, Romorantin. Paris, Société générale d'imprimerie et d'édition, 1927. In-8°, 64 p., ill.

12. **AYMAR** (Alphonse). Le sachet accoucheur et ses mystères. Contribution à l'étude du folklore de la Haute-Auvergne du XIII^e au XVIII^e siècle. Toulouse, Privat, 1926. In-8°, 84 p., ill. (Extrait des *Annales du Midi*, 1926.)

13. **BALLESTER Y CASTELL** (Rafael). Las fuentes narrativas de la historia de España durante la edad moderna. Fasc. I. Los reyes Católicos, Carlos I, Felipe II. Valladolid, F. de Lara, 1927. In-8°, ix-204 p. 7 pes.

14. **BASCAPÈ** (Giacomo). Storia di Villanterio, con prefazione di Pietro Vaccari. Pavia, tip. Mozzaglia, 1926. In-8°, 142 p. (Raccoltà di monografie per la storia del contado di Pavia, 3.) 15 l.

15. **BASSERMANN-JORDAN** (Ernst von). Die Standuhr Philipp des Guten von Burgund. Leipzig, Diebener, 1927. In-4°, 44 p., ill. 8 m.

16. **BAYE** (Marquis DE), **PICHON** (Lionel). La décoration héraldique dans les carrelages au moyen âge. Paris, Société générale d'imprimerie et d'édition, 1926. In-8°, 22 p., ill.

17. **BEAULIEUX** (Charles). Histoire de l'orthographe française. Paris, Champion, 1927. 2 vol. in-8°.

18. **BEENKEN** (Hermann). Bildhauer des XIV. Jahrhunderts am Rhein und in Schwaben. Leipzig, Insel, 1927. In-4°, 284 p. (Deutsche Meister.) 15 m.

19. **BÉGONNET** (Abbé), **MIJOLLA** (Stéphane DE), **BRASSART** (Gabriel). Plan et photographies d'une église antérieure à l'an 1000 conservée au sommet du pic de Saint-Romain-le-Puy. Montbrison, 1927. In-8°, 5 p., ill. (Extrait du *Bulletin de la Diana*, t. XXII.)

20. **BELOW** (Georg von). Die italienische Kaiserpolitik des deutschen Mittelalters mit besonderer Hinblick auf die Politik Friedrich Barbarossas. München, Oldenbourg, 1927. In-8°, vii-159 p. (Beiheft 10 der Historischen Zeitschrift.)

21. **Benedictional** (The) of John Longlonde, bishop of Lincoln (British Museum, ms. add. 21974), edited by Reginald Maxwell Wolley. London, 1927. In-8°, xv-80 p., ill. (Henry Bradshaw Society, 64.)

22. **BENEDIKT** (Heinrich). Das Königreich Neapel unter Kaiser Karl VI. Eine Darstellung auf Grund bisher unbekannter Dokumente aus den österreichischen Archiven. Wien, Manz, 1927. In-8°, xi-736 p., ill. 30 m.

23. **BENOIT** (Fernand). Arles. Lyon, impr. A. Rey, 1927. In-16, 219 p., ill. (Archives iconographiques du palais Du Roure.)

24. **BERLIÈRE** (Ursmer). Les élections abbatiales au moyen âge. Bruxelles, 1927. In-8°, 100 p. (Extrait des *Mémoires* publiés par l'Académie royale de Belgique, Classe des lettres, II, 20.)

25. BERLINER (Rudolf). Denkmäler der Krippenkunst, Lieferungen 1-7. Augsburg, Filser, 1927. 7 fasc. in-4°, ill. 28 m.

26. BOCK (Ernst). Der schwäbische Bund und seine Verfassungen (1488-1534). Ein Beitrag zur Geschichte der Zeit der Reichsreform. Breslau, Marcus, 1927. In-8°, 224 p. (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte. 137.)

27. BOHATTA (Hans). Einführung in die Buchkunde. Freiburg, R. Hellmann, 1927. In-8°, 350 p., ill. 12 m. 50.

28. BORENIUS (Tancred), TRISTRAM (E. W.). English mediaeval painting. London, Pegasus press, 1927. In-4°, 75 p. et 101 pl. 94 sh. 6 d.

29. BOUSQUET (Fernand). Montredon (Tarn). Essai d'histoire d'une commune de France, des origines à la Révolution. Paris, éditions de la Pensée latine, 1927. In-8°, 408 p. 50 fr.

30. BRÉHIER (Louis). L'art chrétien. Son développement iconographique des origines à nos jours. 2^e édition refondue. Paris, Laurens, 1927. In-4°, 500 p., ill. 100 fr.

31. BROOKS (H. C.). Compendiosa bibliografia di edizioni bodoniane. Firenze, Gonelli e figli, 1927. In-4°, xv-357 p., ill. 180 l.

32. Cædmon (The) manuscript of Anglo-Saxon biblical poetry, Junius XI in the Bodleian library, with introduction by Israel Gollancz. London, Milford, 1927. In-fol., 124 p. et 230 p. en fac-similé. 10 l. 10 s.

33. CALAMARI (Giuseppe). I comuni di Valdinievole dalla pace con Firenze alla loro definitiva sottomissione, 1329-1339. Pistoia, tip. Pacinotti, 1927. In-8°, 50 p.

34. Calendar of charter rolls. Vol. VI : 5 Henry VI-8 Henry VIII, A. D. 1427-1516. With appendix, A. D. 1215-1288. London, H. M. S. O., 1927. In-8°, 35 sh.

35. Casa (La) dei mercanti di Brescia, 1400-1926 (Camera di commercio e industria di Brescia). Brescia, tip. Apollonio, 1926. In-4°, 80 p., ill.

36. CASTRO (Adolfo DE). Curiosidades bibliograficas. Coleccion escogida de obras raras, de amenidad y erudicion, con apuntes bibliográficos de diferentes autores. Madrid, Hernando, 1926. In-4°, xxiv-556 p. (Biblioteca de autores españoles desde la formacion del lenguaje hasta nuestros dias. 34.) 12 pes.

37. CATERINO (Cirillo). Storia della minoritica provincia napoletana di San Pietro ad Aram. Napoli, tip. Jovene, 1926-1927. 3 vol. in-8°, ill.

38. CHAMPION (Pierre). Louis XI. T. I : Le Dauphin ; t. II : Le Roi.

Paris, Champion, 1927. 2 vol. in-8°, 240 et 412 p., ill. (Bibliothèque du xv^e siècle.) 160 fr.

39. CHANDON DE BRIAILLES (François). État des fiefs du bailliage de Troyes. Document inédit publié avec notes. Reims, Michaud, 1926. In-8°, 123 p. (Extrait des *Travaux de l'Académie nationale de Reims*, t. CXL.)

40. Chartularium studii bononiensis. Documenti per la storia della università di Bologna dalle origini fino al secolo xv. Vol. VIII. Bologna, 1927. In-4°, 363 p. 50 l.

41. Chartulary of Winchester Cathedral, edited in English by A. W. Goodman. Winchester, Warren and son, 1927. In-8°, LXVIII-285 p. 25 sh.

42. Chansonniers (Les) des troubadours et des trouvères, publiés en fac-similés et transcrits en notation moderne par Jean Beck. T. I et II : Le chansonnier Cangé. Paris, Champion, 1927. In-4°, pl., 590 p. (Corpus cantilenarum medii aevi.)

43. CHRÉTIEN DE TROYES. Guillaume d'Angleterre, roman du XII^e siècle édité par Maurice Wilmotte. Paris, Champion, 1927. In-16, XIV-133 p. (Les Classiques français du moyen âge. 55.) 10 fr.

44. CHRISTOFFEL (Ulrich). Augsburg. Leipzig, Seemann, 1927. In-8°, 182 p., ill. (Berühmte Kunststätten. 79.)

45. CIASCA (Raffaele). L'arte dei medici e speziali nella storia e nel commercio fiorentino dal secolo XII al XV. Firenze, Olschki, 1927. In-8°, XI-806 p. (Biblioteca storica toscana. 4.) 100 l.

46. COCCHIARA (Giuseppe). Folklore. Milano, Hoepli, 1927. In-24, X-142 p. (Manuali Hoepli.) 8 l. 50.

47. COGNASSO (Francesco). Il conte Verde. Torino, Paravia, 1926. In-16, VI-332 p., ill. (Collana storica sabauda.) 20 l.

48. COLOMBE (Gabriel). Le Palais des Papes d'Avignon. Paris, Laurens, 1927. In-8°, 120 p., ill. (Petites monographies des grands édifices de la France.) 6 fr.

49. CROCE (Benedetto). Teoria e storia della storiografia. 3^a edizione accresciuta. Bari, Laterza, 1927. In-8°, VIII-334 p. (Filosofia come scienza dello spirito. 4.) 25 l.

50. DÉCHELETTE (Joseph). Manuel d'archéologie préhistorique celtique et gallo-romaine, t. III. Paris, Picard, 1927. In-8°, VIII-417 p. 50 fr.

51. DECHESNE (Laurent). Industrie drapière de la Vesdre avant 1800. Paris, libr. du Recueil Sirey, 1926. In-8°, 279 p. et pl. (Publié sous les auspices de la Fondation universitaire de Belgique.) 45 fr.

52. DELATTE (A.). Les manuscrits à miniatures et à ornements des bibliothèques d'Athènes. Paris, Champion, 1927. In-8°, 128 p. et 48 pl. (Bibliothèque de la Faculté des lettres de Liège. 34.)
53. DELBRÜCK (Richard). Die Consulardiptychen und verwandte Denkmäler. Lieferung 3. Berlin, de Gruyter, 1927. In-fol., 11 p. et 10 pl. (Studien zur spätantiken Kunstgeschichte. III, 3.)
54. DENUcé (J.). Musaeum Plantin-Moretus. Catalogue des manuscrits. Anvers, 1927. In-8°, 304 p.
55. DES MALLAIS (Pierre). Le sacre des rois de France. Paris, Ficker, 1927. In-16. (Cérémonies d'autrefois. 1.) 5 fr.
56. DESTRAY (Paul). Decize. Gien, Lefèvre, 1927. In-16, 63 p. (Petites monographies nivernaises. 1.)
57. DIDIER (Noël). La garde des églises au XIII^e siècle. Paris, Picard, 1927. In-8°, 400 p. 30 fr.
58. DIEHL (Ch.). L'art chrétien primitif et l'art byzantin. Paris, Vanoest, 1927. In-4°, 60 p. et 64 pl. (Bibliothèque d'histoire de l'art.) 36 fr.
59. DOUGLAS (D. C.). The social structure of Medieval East Anglia. Oxford, the Clarendon press, 1927. In-8°, XII-288 p. (Oxford studies in social and legal history. 9.)
60. Drei Schauspiele vom sterbenden Menschen, herausgegeben von Johannes Bolte. Leipzig, Hiersemann, 1927. In-8°, XXII-319 p., fig. (Bibliothek des literarischen Vereins in Stuttgart. Publikation 269-270.)
61. DUSSAUD (René). Topographie historique de la Syrie antique et médiévale. Paris, Geuthner, 1927. In-8°, LII-632 p., cartes. (Haut-Commissariat en Syrie et au Liban. Bibliothèque historique et archéologique. 4.)
62. DVORNIK (F.). La vie de saint Grégoire le Décapolite et les Slaves macédoniens au IX^e siècle. Paris, Champion, 1926. In-8°, 93 p. (Travaux publiés par l'Institut d'études slaves. V.)
63. ECKHARDT (Karl August). Die *Lex Baiuvariorum*. Eine textkritische Studie. Breslau, Marcus, 1927. In-8°, 71 p. (Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte. 138.)
64. EKCHARDT (Karl August). Rechtsbücherstudien. 1. Heft. Vorarbeiten zu einer Parallelausgabe des Deutschenspiegels und Urschwabenspiegels. Berlin, Weidmann, 1927. In-8°, IX-151 p. (Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Phil.-hist. Klasse. Neue Folge. 20, II.)
65. EMDEN (Alfred B.). An Oxford Hall in medieval times : the early history of St. Edmund Hall. Oxford, University press, 1927. In-8°, 336 p., ill. 16 s.

66. Epsteinschen (Die) Lebensverzeichnisse und Zinsregister des XIII. Jahrhunderts, herausgegeben von Paul Wagner. Wiesbaden, Bergmann, 1927. In-8°, x-224 p. et 1 carte. (Veröffentlichungen der historischen Kommission für Nassau. 8.)

67. ERDMANN (Karl). Papsturkunden in Portugal. Berlin, Weidmann, 1927. In-4°, iv-384 p. (Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Phil.-hist. Klasse. N. F. 20, III.)

68. Essays in history presented to Reginald Lane Poole, edited by H. W. C. Davis. Oxford, the Clarendon press, 1927. In-8°, xiv-483 p., ill. ,

69. FABRIZI (Alfredo). Contributo alla bibliografia aquilana. Libri (secoli xv-xviii), manoscritti (secoli xvii-xviii). Libri stampati in Aquila, manoscritti aquilani. Aquila, tip. Vecchioni, 1927. In-8°, 27 p.

70. FITZMAURICE-KELLY (James). A new history of Spanish literature. London, Milford, 1926. In-8°, xvi-551 p.

71. FLORANGE (Ch.), STROWSKI (St.). Les Assemblées du clergé de France avant 1789 et leurs jetons commémoratifs. Paris, Margraff, 1927. In-8°, 136 p. 25 fr.

72. FREYHAN (Robert). Die Illustrationen zum Casseler Willehalm-Codex. Ein Beispiel englisches Einflusses in der rheinischen Malerei des XIV. Jahrhunderts. Marburg, Verlag des kunstgeschichtlichen Seminars. Frankfurt, Baer, 1927. In-8°, 32 p. et 57 pl. 80 m.

73. FRIEDL (Antonin). Hildebert a Everwin, romansti maliris jednactyriceti obrazy. [Hildebert et Everwin, peintres de l'époque romane.] Praha, 1927. In-4°, 147 p., pl. (Knihovna kruhn pro pestovani dejni umeni. 1.)

74. GANDILHON (A.). Catalogue des actes des archevêques de Bourges antérieurs à 1200. Paris, Champion, 1927. In-8°, ccxii-272 p. 35 fr.

75. GARDNER (Samuel). English Gothic foliage sculpture. Cambridge University press, 1927. In-8°, 112 p., ill. 7 s. 6 d.

76. GARIN (Joseph). En Savoie. Histoire de l'abbaye de Tamié. Chambéry, Dardel, 1927. In-8°, 416 p., ill.

77. GOETZ (Karl Gerold). Petrus als Gründer und Oberhaupt der Kirche und Schauer von Gesichtern nach den altchristlichen Berichten und Legenden. Leipzig, Hinrichs, 1927. In-8°, iv-106 p. (Untersuchungen zum Neuen Testament. 13.)

78. GRANDSIRE (Georges). L'impôt sur le revenu en Lorraine et Barrois au XVIII^e siècle. Les vingtièmes. Paris, Société du Recueil Sirey, 1927. In-8°. 40 fr.

79. GROSJEAN (Georges). Le sentiment national dans la guerre de Cent ans. Paris, Bossard, 1927. In-8°. 15 fr.

80. Greek printing types, 1465-1927. Fac-similes from an exhibition of books illustrating the development of Greek printing shown in the British Museum, 1927. With an introduction by Victor Scholderer. London, the British Museum, 1927. In-fol., 16 p. et fac-similés. 21 sh.

81. GUI (Bernard). Manuel de l'inquisiteur, édité et traduit par G. Mollat, t. I. Paris, Champion, 1926. In-16, LXVII-197 p. (Les Classiques de l'histoire de France au moyen âge.) 15 fr.

82. GUILLAUME (Gaston). Contribution à l'étude du glossaire péri-gourdin (canton de Saint-Pierre de Chignac), précédée d'un essai de délimitation phonétique des parlers de la Dordogne. Paris, Picard, 1927. In-8°, 150 p. 35 fr.

83. GOLDSCHMIDT (E. Ph.). Gothic and Renaissance bookbindings exemplified and illustrated from the author's collection. London, Benn, 1927. 2 vol. in-4°, pl. 6 guinées.

84. Grandes (Les) Chroniques de France, publiées par J. Viard. T. IV : Louis le Débonnaire à Louis VI. Paris, Champion, 1927. In-8°, 380 p. (Société de l'histoire de France.) 20 fr.

85. GROULT (Pierre). Les mystiques des Pays-Bas et la littérature espagnole du XVI^e siècle. Louvain, Uyspruyst, 1927. In-8°, xi-288 p. (Université de Louvain. Recueil de travaux publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie. 2^e série, 9^e fasc.)

86. GRUYER (Paul). Menhirs et dolmens bretons. Paris, Laurens, 1927. In-16, 64 p., ill. (Les visites d'art. Memoranda.)

87. HAJJE (Antoine). Histoire de la justice seigneuriale en France. Les origines romaines. Paris, de Boccard, 1927. In-8°, x-176 p. 20 fr.

88. HALLER (Johann). Die Anfänge der Universität Tübingen, 1477-1537. Zur Feier des 450 jährigen Bestehens der Universität... dargelegt. Stuttgart, Kohlhammer, 1927. In-fol., xi-341 p., ill.

89. HARCOURT (Louis D'), MAUMENÉ (Ch.). Portraits de rois de France (1226-1643). Paris, Le Goupy, 1927. In-4°, ill. 300 fr.

90. HOCHSTETTER (Erich). Studien zur Metaphysik und Erkenntnislehre Wilhelms von Okham. Berlin, de Gruyter, 1927. In-8°, viii-179 p. 10 m.

91. HUELSEN (Christian). Le Chiese di Roma nel medio evo. Cataloghi ed appunti. Firenze, Olschki, 1927. In-4°, cxv-640 p., pl. (Associazione artistica fra i cultori di architettura in Roma.) 300 l.

92. HÜMPFNER (Tiburtius). Ikonographia S. Bernardi, abbatis Clavallensis. Augsburg, Filser, 1927. 2 vol. in-8°, ill. 5 m.

93. IRSCH (Nikolaus). Die Trierer Abteikirche St. Matthias und die trierischlothringische Bautengruppe. Augsburg, Filser, 1927. In-4°, xv-307 p., ill. (Germania sacra. Abteilung : Rhenania sacra. Serie B, 1. A.) 20 m.
94. IVEKOVIC (Cirillo M.). Dalmatiens Architektur und Plastik. Wien, Schroll, 1927. In-fol., ill.
95. Jaufre. Altprovençalischer Abenteuerroman des XIII. Jahrhunderts, herausgegeben von Hermann Breuer. Halle, Niemeyer, 1927. In-8°, iv-64 p. (Sammlung romanischer Übungstexte. 12.)
96. JEANROY (Alfred). Anthologie des troubadours, XII^e-XIII^e siècles. Introduction, traduction et notes. Paris, la Renaissance du Livre, 1927. In-16, 160 p.
97. JENKINSON (Hilary). The later Court hands in England from the xvth to the xvith century. Cambridge University press, 1927. 2 vol. in-fol., dont un de planches. 45 sh.
98. JOHNSON (A. F.). Frühe Basler Buchdruckerkunst. Hellerau, 1927. In-8°, 50 pl.
99. JOHNSON (A. F.). Die Buchdruckerkunst Italiens im 16. Jahrhundert. Hellerau, 1927. In-8°, 50 pl.
100. JUCHHOFF (Rudolf). Drucker- und Verlegerzeichen des xv. Jahrhunderts in den Niederlanden, England, Spanien, Böhmen, Mähren und Polen. München, Verlag der Münchner Drucke, 1927. In-4°, xx-131 p., ill. 70 fr.
101. KANTOROWICZ (Ernst). Kaiser Friedrich der Zweite. Berlin, Bondi, 1927. In-8°, 651 p. 17 m. 50.
102. KLETTLER (Paul). Die Kunst im österreichischen Siegel. Wien, Krystall Verlag, 1927. In-8°, vii-72 p., 40 pl. (Artes Austriae. 7.) 28 sh.
103. KLEUKENS (Ch. H.). Die Handpresse. Mainz, 1927. In-8°, ill. (Gutenberg-Gesellschaft. Kleine Drucke. 4.)
104. KOSTER (Auguste). La sculpture décorative. Documents d'art ancien, des origines à la fin du XVI^e siècle. Paris, Calavas, 1927. In-4°, xl-320 p., ill. 250 fr.
105. KRAUTHEIMER (Richard). Mittelalterliche Synagogen. Berlin, Frankfurter Verlags-Anstalt, 1927. In-8°, 285 p., ill. 16 m.
106. KRUSCH (Bruno). Neue Forschungen über die drei oberdeutschen Leges Bajuvariorum, Alamannorum, Ripuariorum. Berlin, Weidmann, 1927. In-8°, iii-208 p. et 8 pl. (Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Phil.-hist. Klasse. Neue Folge. 20, I.)

107. LABANDE (L.-H.). Le château et la baronnie de Marchais. Paris, Champion, 1927. In-4°, 250 p. et 52 pl. 400 fr.

108. LAUER (Philippe). Les chapeaux de Louis XI. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur, 1926. In-8°, 7 p. (Extrait du *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, 1925.)

109. LAVERGNE (Géraud). Entrées de rois et de princesses à Moulins au xv^e siècle. Moulins, 1926. In-8°, 32 p. (Curiosités bourbonnaises. 27.)

110. Légende (La) de Mélusine. Selon le roman... par Jean d'Arras, présentement renouvelé par Jean Marchand. Paris, Boivin, 1927. In-12, x-272 p., fig.

111. LEMOISNE (P.-A.). Les xylographies du xiv^e et du xv^e siècle au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale. Paris, Van Oest, 1927. 2 vol. in-fol., avec 130 fac-similés. 1,250 fr.

112. LEROQUAIS. Les livres d'heures manuscrits de la Bibliothèque nationale. Paris, l'auteur, 26, rue de Lubeck, 1927. 2 vol. in-fol. et un album de pl.

113. LESMARIES (A.). Contribution à une histoire de l'imprimerie en France. Imprimeries et ateliers typographiques de Dunkerque (1674-1750). Dunkerque, impr. du Nord maritime, 1926. In-8°, 92 p.

114. LIEURE (J.). La gravure en France au xvi^e siècle dans le livre et l'ornement. Paris, Van Oest, 1927. In-4°, 68 p. et 68 pl. 250 fr.

115. LODGE (Eleanor C.). Gascony under English rule. London, Methuen, 1926. In-8°, ix-261 p.

116. LOOMIS (Roger Sherman). Celtic myth and Arthurian romance. Columbia University press, 1927. In-8°, xii-371 p., ill.

117. MACKENZIE (W. Mackay). The medieval castle in Scotland (Rhind lectures in archaeology, 1925-1926). London, Methuen, 1927. In-8°, 262 p. 15 s.

118. MAGNUS (Lauric). English literature in its foreign relations, 1300 to 1800. London, K. Paul, 1927. In-8°, 303 p. 9 sh.

119. MAILLARD (Elisa). L'église de Saint-Savin-sur-Gartempe. Paris, Laurens, 1926. In-16, 112 p., ill. (Petites monographies des grands édifices de la France.)

120. MALE (Émile). Art et artistes du moyen âge. Paris, Colin, 1927. In-8°, vi-328 p., ill. 30 fr.

121. MARTIN (Henry). Les quatre Évangélistes. Paris, Laurens, 1927. In-16, 64 p. (L'art et les saints.)

122. Medieval studies in memory of Gertrude Schoepperle Loomis. Paris, Champion, 1927. In-8°, 535 p. 60 fr.

123. *Mélanges bretons et celtiques offerts à M. J. Loth*. Paris, Champion, 1927. In-8°, 430 p. 50 fr.

124. MÉLY (F. DE). *La sainte couronne d'épines à Notre-Dame de Paris*. Paris, Leroux, 1927. In-8°, 54 p., ill. 2 fr. 75.

125. MENENDEZ PIDAL (R.). *Orígenes del Español. Estado lingüístico de la península Ibérica hasta el siglo XI*. Madrid, 1926. In-8°. (Revista de filología española. Anejo I.)

126. MILL (Anna Jean). *Medieval plays in Scotland*. Edinburgh, Blackwood, 1927. In-8°, vii-355 p., fac-similé. (St Andrews University publications. 24.)

127. MITTEIS (Heinrich). *Politische Prozesse des früheren Mittelalters in Deutschland und Frankreich*. Heidelberg, Winter, 1927. In-8°, 124 p. (Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie der Wissenschaften. Phil.-hist. Klasse, 1926-1927, III.)

128. MÖHLE (Hans). *Die romanische Bildhauerschule des Bamberger Domes und ihre Beziehungen zur Malerei. Ein Beitrag zur Genealogie des älteren Bamberger Stils*. Strasbourg, Heitz, 1927. In-4°, viii-112 p., ill. (Studien zur deutschen Kunstgeschichte. 248.)

129. MONTANDON (Raoul). *Bibliographie générale des travaux paléothnologiques et archéologiques. (Époques préhistorique, protohistorique et gallo-romaine.) France. III. Anjou, Berry, Bretagne, Maine, Orléanais, Poitou, Touraine*. Paris, Leroux, 1926. In-8°, xx-350 p., 2 cartes.

130. MONTI (Gennaro Mario). *Le confraternite medievali dell'alta e media Italia*, vol. 1. Venezia, La nuova Italia, 1927. In-8°, xv-309 p.

131. *Monumenta Germaniae historica. Legum sectio IV. Constitutiones et acta publica imperatorum et regum. Tomus V, pars I (1325-1330)*, ed. Jacobus Schwalm, fasc. 3. Hannover, Hahn, 1927. In-4°, 7 m. 60.

132. *Monuments de l'Athos, relevés avec le concours de l'armée française d'Orient et de l'École française d'Athènes et publiés par Gabriel Millet. I : Les peintures*. Paris, Leroux, 1927. In-fol., 75 p. et 264 pl. (Monuments de l'art byzantin, publiés sous les auspices du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. 5.)

133. MOULIJN (S.). *De eerste jaren der lithografische prentkunst in Nederland, met medewerking van F. G. Waller*. 'S. Gravenhage, M. Nijhoff, 1927. In-4°, iv-78 p., ill. 12 fl.

134. Musée (Le) de l'Armée. *Armes et armures anciennes et souvenirs historiques les plus précieux. T. II : Armes offensives du XIV^e au XVIII^e siècle*. Paris, Schemit, 1927. In-4°, 240 p. et 69 pl. 300 fr.

135. NOSS (Alfred). Die Münzen von Jülich, Kleve, Berg und Mörs. Band I. München, Kress und Hornung, 1927. In-4°, xiv-166 p., ill. 36 m.
136. Ostdeutsche (Eine) Apostelgeschichte des 14. Jahrhunderts (aus dem Königsberger Staatsarchiv Handschrift A. 191), herausgegeben von Walther Ziesemer. Halle, Niemeyer, 1927. In-16, 106 p. (Altdeutsche Textbibliothek. 24.)
137. OURSEL (C.). L'art roman en Bourgogne. Paris, Van Oest, 1927. In-4°, pl.
138. PAGET (Léon). Monographie du bourg de Marnay (Haute-Saône). Paris, Ficker, 1927. In-8°, 236 p. 20 fr.
139. PAULI (Gustav). Hans Sebald Beham. Ein kritischer Verzeichnis seiner Kupferstiche, Radierungen und Holzschnitte. Ergänzungen und Berichtigungen. Strasbourg, Heitz, 1927. In-4°. (Studien zur deutschen Kunstgeschichte. 246.)
140. PAUTREL. Notions d'histoire et d'archéologie pour la région de Fougères. Rennes, Plihon et Hommay, 1927. In-8°, 800 p., ill. 35 fr.
141. PECCHIAI (Pio). L'ospedale maggiore di Milano nella storia e nell'arte. Con notizie documentate sulle origini e su lo sviluppo della organizzazione spedaliere milanese, dall'evo medio ai tempi nostri, e con altri varii studi ed appunti di storia milanese e lombarda. Milano, tip. Pizzi e Pizio, 1927. In-8°, 772 p., ill. 50 l.
142. PERELS (Ernst). Der Erbreichsplan Heinrichs VI. Berlin, Weidmann, 1927. In-8°, vii-103 p. 5 m.
143. PERILLA (F.). Le mont Athos. Son histoire, ses monastères, ses œuvres d'art, ses bibliothèques. Paris, J. Danguin, 1927. In-4°, 200 p., ill. 180 fr.
144. PETOT (Pierre). Registre des parlements de Beaune et de Saint-Laurent-lès-Chalon (1357-1380). Paris, Société anonyme du Recueil Sirey, 1927. In-8°, 375 p. (Société d'histoire du droit.) 40 fr.
145. PEYNOT (Michel). Un coin de la Combrailles. Marcillat et ses environs. Paris, éditions de la Pensée latine, 1927. In-8°, viii-588 p. 80 fr.
146. PFAFF (Volkert). Kaiser Heinrichs VI höchstes Angebot an die römische Kurie (1196). Heidelberg, Winter, 1927. In-8°, v-88 p. (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte. 55.)
147. PORTA (C.), GROSSI (T.). Raccolta completa delle poesie in dialetto milanese. Milano, Gorlini, 1926. In-8°, 654 p., ill. 75 l.
148. POZZO TOSCANELLI (Paolo dal), COLOMB (Christophe). Corres-

pondance [publiée] par N. Sumien. Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1927. In-8°, x-114 p. 18 fr.

149. PÖSCHL (Arnold). Das karolingische Zehengebot in wirtschaftsgeschichtlicher Beleuchtung (Rektorsrede). Graz, Leuschner und Lubensky, 1927. In-8°, 32 p.

150. POUZET (Ph.). L'Anglais Jean dit Bellesmains, 1122-1204, évêque de Poitiers, puis archevêque de Lyon. Lyon, Camus et Carnet, 1927. In-8°, 124 p., ill. 12 fr.

151. Premières (Les) polémiques thomistes. I : Le *Correctorium corruptorii* « Quare ». Édition critique par l'abbé P. Glorieux. Le Saulchoir, 1927. In-8°, LVI-451 p. (Bibliothèque thomiste, 9.)

152. RABY (F. J. E.). A history of christian Latin poetry, from the beginnings to the close of the Middle Ages. Oxford, University press, 1927. In-8°. 21 s.

153. RÉAU (Louis). La gravure d'illustration en France au XVIII^e siècle. Paris, Van Oest, 1927. In-4°, 76 p. et 72 pl. 250 fr.

154. REHME (Paul). Stadtbücher des Mittelalters. 1. Teil. Leipzig, Weicher, 1927. In-8°, 225 p. (Sonderausgabe aus der Festschrift der Leipziger Juristenfakultät für Victor Ehrenberg. Leipziger rechtswissenschaftliche Studien, 21.)

155. REVEL (Commandant). Philippe I^{er}, comte de Savoie et palatin de Bourgogne. Une politique savoyarde au moyen âge. Chambéry, Dardel, 1927. In-16, 35 p.

156. ROBERT (Gaston). Les serfs de Saint-Rémi de Reims. Reims, 1926. In-4°, 103 p. (Extrait du t. CXL des *Travaux de l'Académie nationale de Reims*.)

157. ROUSSEL (Jules). Musée de sculpture comparée. La sculpture française, époque romane. Paris, Morancé, 1927. In-4°, 36 p. et 50 pl. 90 fr.

158. SAN MARTINO DE SPUCCHES (Francesco). La storia dei feudi e dei titoli nobiliari di Sicilia, dalle loro origini ai nostri giorni. Vol. IV. Palermo, tip. Boccone del povero, 1926. In-8°, xx-484 p. 40 l.

159. SAULNIER (E.), MARTIN (A.). Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de la France de 1500 à 1789. Fascicule 1. Paris, Rieder, 1927. In-8°, 144 p. 50 fr.

160. SCHIAPARELLI (Luigi). Influenze straniere sulla scrittura italiana dei secoli VIII e IX ; note paleografiche. Roma, Biblioteca vaticana, 1927. In-8°, 72 p., pl. (Studi e testi, 47.)

161. SCHIPPERS (Adalbert). Das Laacher Münster. Köln, J. P. Bachem, 1927. In-4°, xi-112 p., ill. 19 m.

162. SCHLUMBERGER (Gustave). *Byzance et croisades*. Paris, Geuthner, 1927. In-4°, 367 p., ill. 60 fr.

163. SCHMEIDLER (Bernhard). *Kaiser Heinrich IV. und seine Helfer im Investiturstreit. Stilkritische und sachkritische Untersuchungen*. Leipzig, Dyk, 1927. In-8°, xvi-422 p.

164. SCHNÜRER (Gustav). *Kirche und Kultur im Mittelalter*. Band I. Paderborn, Schöningh, 1927. In-8°, xvi-426 p. 9 m.

165. SCHÖLLGEN (Werner). *Das Problem der Willensfreiheit bei Heinrich von Gent und Hervéus Natalis. Ein Beitrag zur Geschichte des Kampfes zwischen Augustinismus und Aristotelismus in der Hochscholastik*. Dusseldorf, Schwann, 1927. In-8°, 112 p. (Abhandlungen aus Ethik und Moral. 6.)

166. SCHREIBER (Wilhelm Ludwig). *Die Meister der Metallschneidekunst*. Strasbourg, Heitz, 1927. In-4°, 15 p. et 24 pl. (Studien zur deutschen Kunstgeschichte. 241 a.)

167. SCHÜRR (Friedrich). *Das altfranzösische Epos zur Stilgeschichte und inneren Form der Gotik*. München, Hueber, 1926. In-8°, xx-512 p., ill. (Epochen der französischen Literatur. I.)

168. SCHWIDETZKY (Georg). *Deutsche Amtsdrucksachenkunde. Ein methodisches Handbuch*. Leipzig, Harrassowitz, 1927. In-8°. (Zentralblatt für Bibliothekswesen. Beiheft 59.)

169. Seinte (La) *Resurreccion*. Anglonormannisches Osterspiel aus dem Ende des XII. Jahrhunderts, herausgegeben von Nikolaus Joseph Kiefer. Strasbourg, Heitz, 1927. In-8°, 103 p.

170. SHEPARD (William P.). *The Oxford Provençal chansonnier*. Diplomatic edition of the manuscript of the Bodleian Library Douce 269. Paris, les Presses universitaires de France, 1927. In-8°, xx-254 p. (Elliott monographs, edited by E. C. Armstrong, 21.) 50 fr.

171. SIMON (André L.). *Bibliotheca bacchica. Bibliographie raisonnée des ouvrages imprimés avant 1800 et illustrant la soif humaine sous tous ses aspects, chez tous les peuples et dans tous les temps*. Vol. I : Incunables. Paris, Maggs brothers, 1927. In-8°, ill. 3 l. 3 sh.

172. SORBELLI (Albano). *Inventarii dei manoscritti delle biblioteche d'Italia*. Vol. 37 : Pesaro. Firenze, Olschki, 1927. In-4°, 331 p. 80 l.

173. *Sources (Les) du droit du canton de Genève*, publiées par Émile Rivoire et Victor Van Berchem. T. I. *Des origines à 1460*. Aarau, Sauerländer, 1927. In-4°, xx-544 p. (Les sources du droit suisse. 22.)

174. STAHELIN (Félix). *Die Schweiz in römischer Zeit*. Basel, Schwabe, 1927. In-8°, xvi-549 p.

175. STANSBURY (Milton Hammond). Foreign languages and interpreters in the Chansons de geste. A Thesis... Philadelphia, 1926. In-8°, 112 p. (University of Pennsylvania. Publications of the series in romanic languages and literature. 18.)

176. STEFANO (Antonino DE). L'idea imperiale di Federico II. Firenze, Vallecchi, 1927. In-16, 242 p. (Collana storica, 29.) 12 l.

177. STEINACKER (Harold). Die antiken Grundlagen der frühmittelalterlichen Privaturkunden. Leipzig, Teubner, 1927. In-4°, x-171 p. (Grundriss der Geschichtswissenschaft. Ergänzungsband 1.)

178. STHAMER (Eduard). Eigenes Diktat des Herrschers in den Briefen der sizilischen Kanzlei des XIII. Jahrhunderts. Weimar, Böhlau, 1927. In-8°, 20 p. (Extrait de *Cartellieri-Festschrift*.) 2 m.

179. STUMPO (Beniamino). L'epigramma a Costantinopoli nel secolo VI dopo Cristo : una pagina di storia bizantina. Palermo, Capozzi, 1926. In-8°, VIII-272 p. 20 l.

180. STURDEVANT (Winifred). The *Misterio de los reyes magos*, its position in the development of the mediaeval legend of the Tree Kings. Paris, les Presses universitaires de France, 1927. In-8°, 130 p. (The Johns Hopkins studies in romance literatures and languages. 10.) 31 fr. 25.

181. SULPICE-SÉVÈRE. Saint Martin. Récits mis en français avec une introduction par Paul Monceaux. Paris, Payot, 1927. In-4°, 256 p., ill.

182. SWARZENSKI (Hanns). Vorgotische Miniaturen. Die ersten Jahrhunderte deutscher Malerei. Königstein im Taunus, Lange-wiesche, 1927. Gr. in-8°, 96 p., dont 87 de planches en phototypie. (Die Blauen Bücher.)

183. TONNELAT (Ernest). Histoire de la langue allemande. Paris, A. Colin, 1927. In-16, 204 p. (Collection Armand Colin, 92.)

184. TUBERT. Archers du vieux Paris. Les Trois « Nombres ». Étude sur les anciennes compagnies bourgeoises des 60 arbalétriers, des 120 archers et des 100 arquebusiers de la ville de Paris. Paris, les Presses universitaires de France, 1927. In-8°, 130 p. 15 fr.

185. UEBERWEG (Friedrich). Grundriss der Geschichte der Philosophie. 2. Teil. Die patristische und scholastische Philosophie. 11. neu bearbeitete Auflage herausgegeben von Bernhard Geyer. Berlin, Mittler, 1928. In-8°, XVIII-826 p. 25 m.

186. USSEGLIO (Leopoldo). I marchesi di Monferrato in Italia ed in Oriente durante i secoli XII e XIII. Edizione postuma, curata da Carlo Patrucco. Vol. II. Casale Monferrato, tip. Miglietta, 1926. In-8°, 422 p., ill. (XIX Congresso storico subalpino.)

187. VACARIUS. The *Liber pauperum*, edited by F. de Zulueta. London, Quaritch, 1927. In-4°, cXLIX-326 p. (Publications of the Selden Society. 44.)

188. VINCENT (Hugues), ABEL (A. M.). Jérusalem. Recherches de topographie, d'archéologie et d'histoire, t. II, fascicule 4. Paris, Gabalda, 1926. In-4°, ill.

189. VOOSSEN (Élie). Papauté et pouvoir civil à l'époque de Grégoire VII. Contribution à l'histoire du droit public, par Élie Voosen. Gembloux, impr. Duculot, 1927. In-8°, XII-345 p. (Universitas catholica Lovaniensis. Dissertationes ad gradum magistri... conscriptae. II, 20.)

190. WICKERSHEIMER (Ernest). Anatomies de Mondino Dei Luzzi et de Guido de Vigevano. Paris, E. Droz, 1926. In-fol., 92 p. et 16 pl. (Documents scientifiques du xv^e siècle. 3.)

191. WILLEMSSEN (Carl Arnold). Kardinal Napoleon Orsini (1263-1342). Berlin, Ebering, 1927. In-8°, XXIII-238 p. (Historische Studien. 172.)

192. WILLIAMS (Watkin W.). Studies in St. Bernard of Clervaux. London, S. P. C. K., 1927. In-8°, 166 p. 7 s. 6 d.

193. WOOLLEY (Reginald M.). Catalogue of the manuscripts of the Lincoln cathedral chapter library. Oxford, University press, 1927. In-8°. 18 sh.

194. WORKMAN (Herbert B.). John Wyclif. A study of the English medieval church. London, Oxford university press, 1926. 2 vol. in-8°. 30 sh.

195. XIBERTA (Bart.). De magistro Johanne Baconthorp, O. Carm. Romae, apud Curiam generalitiam, 1927. In-8°, 128 p. (Analecta Ordinis Carmelitarum.)

CHRONIQUE ET MÉLANGES

— Par arrêté ministériel, en date du 12 novembre 1927, ont été nommés élèves de première année de l'École nationale des chartes, dans l'ordre de mérite suivant :

- MM. 1. LAROCHE (*Charles-Marie-Louis*), né à Lédas-et-Penthiès (Tarn), le 23 octobre 1907.
- 2. LABANDE (*René-Édouard-Paul*), né à Paris, le 11 juin 1908.
- M^{lle} 3. PICON (*Antoinette-Claire-Josèphe*), née à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), le 10 février 1906.
- MM. 4. FRANÇOIS (*Michel-Marie*), né à Dommartin-lès-Remiremont (Vosges), le 31 août 1906.
- 5. DE PRAT (*Olivier-Paul-Alix-Armand*), né à Toulon (Var), le 5 janvier 1909.
- 6. HUMBERT (*Jean-François-Gabriel*), né à Paris, le 5 février 1908.
- M^{lle} 7. VARANGOT (*Jeanne-Thérèse-Émilienne*), née à Nogent-la-Gravoyère (Maine-et-Loire), le 20 février 1904.
- M. 8. GANDILHON (*René-Léandre-Marie*), né à Bourges (Cher), le 22 novembre 1907.
- M^{lles} 9. ROYER (*Armance-Marie-Louise-Élisabeth*), née à Grenoble (Isère), le 1^{er} juillet 1907.
- 10. GUILLON (*Madeleine-Jeanne-Olympe-Élise*), née à Calais (Pas-de-Calais), le 13 janvier 1908.
- 11. THOMAS (*Édith-Émilie*), née à Montrouge (Seine), le 23 janvier 1909.
- 12. GRENET (*Henriette-Marie-Agnès*), née à Montluçon (Allier), le 14 octobre 1907.
- M. 13. LE GENTILHOMME (*Pierre-Jean-Auguste*), né à Fécamp (Seine-Inférieure), le 2 novembre 1909.
- M^{lles} 14. VILLENEUVE (*Marthe-Aimée*), née à Châteauroux (Indre), le 3 septembre 1908.
- 15. MAILFERT (*Yvonne-Marie-Juliette*), née à Brest (Finistère), le 26 avril 1906.
- MM. 16. DAUDET (*Pierre-Marie-Claude-Jean-Louis*), né à Nîmes (Gard), le 9 novembre 1904.

17. CHANTEUX (*Henry-Léon-Charles*), né à Caen (Calvados), le 14 février 1904.

M^{lle} 18. JOUANNY (*Marguerite-Augustine-Anna*), née à Châteaubriant (Loire-Inférieure), le 22 mars 1909.

M. 19. DICKSON (*Marcel-Georges-Amédée*), né à Cambrai (Nord), le 9 mai 1908.

M^{lle} 20. VIVÈS (*Simone-Élise*), née à Longuyon (Meurthe-et-Moselle), le 29 juillet 1907.

— Par arrêté ministériel, en date du 21 novembre 1927, a été nommée élève de première année de l'École nationale des chartes, à titre étranger :

M^{lle} DUMITRESCU (Marie), née à Bucarest (Roumanie), le 19 mai 1904. •

— La soutenance des thèses de l'École des chartes de la promotion de 1928 a eu lieu les 30, 31 janvier et 1^{er} février derniers. Voici les titres des thèses présentées :

Les écrits théoriques concernant la pauvreté évangélique, depuis Pierre-Jean Olieu jusqu'à la bulle « Cum inter nonnullos » (12 novembre 1323), par Marie-Thérèse D'ALVERNY.

Les Commanderies agenaises de Sauvagnas, du Temple de Breuil et leurs dépendances (1235-1550), par Jacqueline CHAUMIÉ.

L'orgue en France (facture et buffets), du XI^e au milieu du XVII^e siècle par Norbert DUFOURCQ.

La vie provençale de sainte Delphine (1284-1360) et le procès de sa canonisation, par Marthe DULONG.

Étude sur l'architecture religieuse en Alsace à l'époque romane, par Étienne FELS.

Les portes romanes des églises du sud-ouest de la France, par Magdeleine FERRY.

Gaucher de Châtillon, comte de Porcien et connétable de France (1250-1329), par André LEGOY.

Étude sur le chapitre cathédral de Langres, de la fin du XII^e siècle au concordat de 1516, par Michel LE GRAND.

Étude sur la commune de Mantes, des origines à 1551, par Jean LOMBARD.

La seigneurie d'Apremont. Son histoire, ses institutions, des origines à la fin du XIV^e siècle, par Colette PARENT.

Histoire de l'abbaye bénédictine d'Ambronay, des origines à la Révolution, par Simone DE SAINT-EXUPÉRY.

Les ermites de Saint-Augustin au début du XIV^e siècle. Agostino Trionfo et ses théories politiques, par Émile VAN MOË.

— Par arrêté ministériel, en date du 13 février 1928, ont été nommés archivistes-paléographes dans l'ordre de mérite suivant :

- M. 1. VAN MOË (*Émile-Aurèle*) ;
- M^{lle} 2. ALVERNY (*Marie-Thérèse d'*) ;
- MM. 3. FELS (*Marie-Émile-Étienne*) ;
- 4. LE GRAND (*Michel-Lié-Marie*) ;
- M^{lles} 5. PARENT (*Colette-Berthe-Nelly*) ;
- 6. CHAUMIÉ (*Jacqueline-Paule-Jeanne*) ;
- M. 7. DUFOURCQ (*Norbert-Stéphane-Jean-Marie*) ;
- M^{lle} 8. DULONG (*Marthe*) ;
- MM. 9. LOMBARD (*Émile-Jean*) ;
- 10. LEGOY (*André*) ;

et hors rang, comme appartenant à des promotions antérieures (ordre alphabétique) :

- M^{lles} FERRY (*Marie-Madeleine-Jeanne-Cécile*) ;
- SAINT-EXUPÉRY (*Gabrielle-Charlotte-Marie-Simone DE*).

— Le prix Auguste Molinier, fondé par M^{me} la marquise Arconati-Visconti et destiné à récompenser la meilleure thèse, a été décerné à M^{lle} d'Alverny.

— La bourse de voyage Robert-André Michel a été attribuée à M^{lle} Colette Parent.

— Le prix du président Henri de Montégut-Lamorélie a été décerné à M. Auguste Petit, archiviste de la Haute-Vienne.

— Par décret présidentiel, en date du 15 janvier 1928, notre confrère M. Charles Schmidt, archiviste aux Archives nationales, a été nommé inspecteur général des Bibliothèques et Archives, en remplacement de notre confrère M. A. Vidier, décédé.

— Par décret présidentiel, en date du 21 janvier 1928, notre confrère M. Léon Levillain a été nommé professeur du cours de sources de l'histoire de France à l'École des chartes, en remplacement de notre confrère M. le comte François Delaborde, décédé.

— Par arrêté ministériel, en date du 17 décembre 1927, M^{lle} Jeanne Odier a été nommée bibliothécaire-stagiaire à la Bibliothèque nationale.

— Par arrêté ministériel, en date du 31 décembre 1927, notre confrère M. Paul Marichal a été nommé conservateur aux Archives nationales, en remplacement de M. L. Le Grand, nommé conservateur honoraire. Notre confrère M. A. Coulon a été nommé conservateur adjoint et notre confrère M^{lle} Madeleine Dillay archiviste aux Archives nationales.

— Par arrêté, en date du 1^{er} octobre 1927, notre confrère M. Jean Mallon a été nommé archiviste aux Archives nationales.

— Par arrêté ministériel, en date du 28 juillet 1927, notre confrère M. Pierre Marot, archiviste aux Archives nationales, a été nommé archiviste de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Duvernoy, nommé archiviste départemental honoraire.

— Par arrêté, en date du 17 décembre 1927, notre confrère M. Henri Forestier a été nommé archiviste du Tarn, en remplacement de M. Portal, nommé archiviste départemental honoraire.

— Par arrêté ministériel, en date du 27 janvier 1928, notre confrère M. Paul Lefrancq a été nommé archiviste du département d'Oran, en remplacement de notre confrère M. Dupont, nommé bibliothécaire à la Bibliothèque nationale d'Alger.

— Nos confrères MM. Bruchet, Claudon, Galabert et Schmidt ont été réélus pour quatre ans membres de la Commission supérieure des Archives.

— Par arrêté ministériel, en date du 12 novembre 1927, notre confrère M. Émile Léonard, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, a été mis à la disposition de l'Institut français de Naples et chargé de conférences de langue et littérature françaises.

— Par arrêté ministériel, en date du 9 janvier 1928, notre confrère M. Robert Latouche, archiviste des Alpes-Maritimes, a été nommé maître de conférences d'histoire à la Faculté des lettres de l'Université de Grenoble.

— Par arrêté ministériel, en date du 23 août 1927, notre confrère M. Jean Marx a été nommé directeur d'études pour les religions primitives de l'Europe à la V^e section de l'École pratique des Hautes-Études.

— Par arrêté ministériel, en date du 19 novembre 1927, notre confrère M. Jean Verrier a été nommé professeur à l'École du Louvre.

— Notre confrère M. Flipo vient d'être chargé du cours d'architecture du Moyen Âge à l'École spéciale d'architecture, en remplacement de notre confrère M. Camille Enlart, décédé.

— Notre confrère M^{lle} Marguerite Verdat a été récemment nommée bibliothécaire de l'Agence générale des Colonies.

— Par arrêté ministériel, en date du 23 novembre 1927, notre confrère M. Félix-Olivier Martin a été nommé membre de l'École française de Rome pour l'année scolaire 1927-1928.

— Notre confrère M. Alfred Coville a été élu le 3 février 1928 membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, en remplacement de notre confrère M. le comte François Delaborde.

— Notre confrère M. Frantz Funck-Brentano a été élu le 25 février

1928 membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, en remplacement de notre confrère M. Gustave Fagniez.

— Nos confrères MM. Georges Huard et Jean Babelon ont été élus le 16 novembre 1927 et le 11 janvier 1928 membre résidants de la Société nationale des Antiquaires de France.

— Par différents décrets présidentiels ont été récemment promus ou nommés dans l'Ordre de la Légion d'honneur nos confrères MM. L. Farges et A. Vidier, officiers, et J. Berland, É. Gabory et Ch. Portal, chevaliers.

— L'Académie française a décerné le prix Saintour à notre confrère M. Joseph Calmette pour son édition, en collaboration avec M. le chanoine G. Durville, des *Mémoires* de Philippe de Commines.

— L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a décerné le prix du baron de Courcel à notre confrère M^{lle} Jeanne Vieliard pour son livre sur *Le latin des diplômes royaux et chartes privées de l'époque mérovingienne*, et le prix de La Grange à notre confrère M. Robert Bossuat pour sa publication du poème français inédit *Li livres d'amours* de Drouart La Vache.

— Dans sa séance du 8 janvier 1928, l'assemblée des professeurs du Collège de France a décerné un des prix Saintour à notre confrère, M^{lle} Bézard, pour son travail intitulé : *La vie rurale dans l'archidiaconé de Josas*, se rattachant au cours de M. Camille Jullian sur l'archéologie et l'histoire de la banlieue de Paris.

NÉCROLOGIE

GUSTAVE SERVOIS

Le doyen des anciens élèves de l'École des chartes, M. Gustave Servois, né à Paris le 7 juin 1829, est mort dans cette ville le 8 novembre 1927. Il appartenait à la promotion de 1854. Nos survivants les plus anciens sont maintenant ceux de la promotion de 1865.

En 1872, M. Servois était secrétaire général de la Haute-Garonne. Son chef, le préfet du département, eut à fournir sur son compte, suivant l'usage, à l'Administration centrale, une sorte de signalement moral. Ce signalement est aux Archives, dans le dossier « Servois ». On y lit : « Grande distinction d'esprit ; beaucoup de tact ; discrétion parfaite ; élocution facile. Grande courtoisie. Commande l'estime de tous ceux qui le connaissent. Très laborieux. Manières très distinguées. Homme du monde ; aime à recevoir et reçoit fort bien. » A la colonne des préférences personnelles : « A le goût des études sérieuses. » Et enfin : « Un peu timide, ce que les maires prennent parfois pour de la froideur ou de l'indifférence » ; mais « fera un excellent préfet ». Une seule réserve : « Santé délicate. » On craignait un peu, semble-t-il, qu'il ne vécût pas longtemps. M. Servois était donc, dès sa quarantième

année, tel que nous l'avons connu, et ce portrait, esquissé en style télégraphique, fait honneur, sauf sur le dernier point, à la clairvoyance de son auteur.

Il était né dans une famille de haute bourgeoisie, dont les propriétés étaient situées dans la Nièvre et le Cher, et dont les traditions, — nous l'apprenons aussi par le dossier administratif de notre confrère, — étaient celles de l'orléanisme libéral. C'est seulement le 13 juillet 1871 qu'il entra au service de l'État, sous les auspices de M. Thiers et de la comtesse Duchâtel, comme sous-préfet de Dreux. Son avancement fut rapide : secrétaire général à Toulouse dès l'année suivante, préfet (du Lot) en février 1873. — Il semble qu'à cette époque les préfets ne restaient pas longtemps au même endroit. En juillet 1873, M. Servois était déjà passé dans l'Aube. En 1876, il fut envoyé, coup sur coup, dans le Tarn, puis dans la Sarthe. Les événements politiques de 1877 interrompirent sa carrière : précipité dans la Creuse par le 16 Mai, il demanda sa mise en disponibilité, l'obtint et ne fut remplacé (dans l'Isère) qu'après la chute du ministre de Fourtou. En 1878, il est dans le Calvados. Enfin, en 1879, déjà âgé de cinquante ans, il est transféré du cadre préfectoral dans celui de l'inspectorat des services administratifs. Le Service des archives départementales, communales et hospitalières ressortissait alors au Ministère de l'Intérieur ; c'est ce service spécial dont l'inspection fut naturellement dévolue à l'érudit fonctionnaire, comme il l'avait désiré. — Lorsque le décret du 21 mars 1884 eut fait passer au Ministère de l'Instruction publique, duquel dépendaient déjà les Archives nationales, le bureau de l'Intérieur qui s'occupait d'administrer les autres dépôts, l'inspection générale des Archives fut fondue au ministère de la rue de Grenelle avec celle des Bibliothèques (31 mars), et M. Servois fut un des premiers titulaires de la fonction nouvelle d'inspecteur des Bibliothèques et des Archives.

L'évolution de sa carrière administrative ramena donc notre confrère à des occupations parfaitement en harmonie avec ses origines, ses études et ses goûts. Et elle s'acheva de la manière la plus heureuse par sa nomination comme garde général des Archives nationales en remplacement d'Alfred Maury (1^{er} février 1888), enfin comme « directeur des Archives » après le décret du 23 février 1897 qui substitua ce titre à celui de « garde général ». G. Servois a administré les Archives nationales pendant quatorze ans et, en outre, tous les dépôts d'archives en France depuis 1897 jusqu'à la retraite qui lui fut accordée en 1902, dans sa soixante-treizième année.

L'œuvre de G. Servois peut et doit être considérée sous deux aspects.

Il a été un érudit très distingué. — Dès sa jeunesse, il avait pris une grande part à la publication de la revue intitulée *la Correspondance littéraire*, fondée par Ludovic Lalanne en 1859, et qui dura sept ans. Il

avait publié aussi des articles qui faisaient prévoir en lui un médiéviste de talent : *Notice et extraits du Recueil des Miracles de Notre-Dame de Rocamadour* (1856) et *Emprunts de saint Louis en Palestine et en Afrique* (1858). — Dans son âge mûr, il renonça à se dépenser en petites « contributions » pour mener à bien deux entreprises aussi vastes qu'importantes et difficiles : l'édition des *Œuvres de La Bruyère*, dont le tome 1^{er} parut en 1865 dans la Collection « les Grands Écrivains de la France » ; l'édition du *Roman de la Rose ou de Guillaume de Dôle* (1893), pour la « Société des anciens textes français ». Ces ouvrages n'ont pas vieilli ; pas même le second, quoique *Guillaume de Dôle*, encore considéré comme un chef-d'œuvre anonyme en 1893, ait été restitué depuis à un des trouvères les plus remarquables, sinon le plus remarquable, de l'âge de Philippe Auguste : Jean Renart. — Le nom de M. Servois restera toujours attaché à ceux de ces deux excellents écrivains de l'ancienne France, Jean Renart et Jean de La Bruyère. Cela suffit à sa gloire.

Il a été, d'autre part, un administrateur éminent. Les Archives nationales lui doivent beaucoup. Son action à cet égard, il l'a lui-même exposée à grands traits dans son Discours présidentiel prononcé à l'Assemblée générale de la Société de l'histoire de France le 2 mai 1893, et surtout, en détail, dans son second *Rapport sur l'administration des Archives...*, suivi de *l'État des inventaires*, qu'il rédigea à la veille de sa retraite, comme le bon ouvrier, à la fin de sa journée, rend compte de ce qu'il a fait ; ce *Rapport*, publié (à part) à l'Imprimerie nationale, est daté de janvier 1902. — Rappelons seulement ici que c'est sous l'administration de M. Servois qu'a paru *l'État sommaire par séries des documents conservés aux Archives nationales* (1891) et qu'il s'est toujours justement félicité que le premier grand versement des archives anciennes de la Marine au Palais-Soubise eût été réalisé de son temps (1899).

Après quoi, notre confrère vécut encore un quart de siècle, dans la sérénité d'une retraite unanimement entourée de reconnaissance et d'affectueux respect. Il avait perdu la vue, mais il est resté d'ailleurs intact jusqu'à l'extrême vieillesse, s'intéressant à tout et à tous, étonnant de curiosité et de présence d'esprit, toujours en contact avec le vaste monde, où il avait cessé de jouer un rôle, par les journaux, les livres et la T. S. F. La dernière fois qu'il parut en public, ce fut à la Sorbonne, lors de la célébration du Centenaire de l'École des chartes. Il y prit la parole et s'exprima, comme autrefois, d'une manière qui fut jugée parfaite.

Telle a été cette belle vie, une des réussites les plus rares qu'il m'ait été donné d'admirer.

Ch.-V. LANGLOIS.

FRANÇOIS DELABORDE

« Il ne faut juger de notre heur qu'après la mort. » Si jamais cette maxime a trouvé son application, c'est, hélas ! en la vie de notre éminent et regretté confrère le comte Henri-François Delaborde. La vie s'était ouverte pour lui sous les plus heureux auspices, et elle s'était développée le plus brillamment dans toutes les conditions de bonheur que l'on peut rêver, quand elle a fini au milieu des tourments moraux les plus pénibles qui puissent broyer l'âme humaine. Père de trois fils dont il avait formé le cœur et l'intelligence, il comptait leur léguer un héritage tout d'honneur. La guerre éclate en 1914 ; les deux aînés, officiers de chasseurs alpins, l'un dans la réserve, l'autre dans l'armée active, partent et tombent au champ d'honneur ; le troisième, à qui son âge aurait permis de rester au foyer, devance l'appel ; il n'oublie pas qu'il est le petit-fils d'un général ; il est impatient, dit-il, de venger la mort de ses frères ; il tombe à son tour. Son père écrit à l'un de ses amis : « Je n'ai plus de fils. Vive la France ! » Il reste debout, puisant dans sa foi chrétienne et dans l'amour de la patrie la force d'âme nécessaire pour accomplir son devoir civil, souffrant en silence, sans laisser rien paraître du déchirement de son être, car il sait que l'heure n'est pas aux défaillances. Il trouve en M^{me} Delaborde, compagne digne de lui, une de ces admirables Françaises comme il y en eut tant, qui sait enfermer en soi sa douleur et consentir vaillamment, sans plainte, le sacrifice de ses enfants au salut du pays. Quelques années après, sa cousine germaine, M^{me} de Geymüller, meurt ; quoique fatigué, Delaborde part pour Lausanne afin de lui rendre les derniers devoirs ; il prend froid ; une congestion pulmonaire se déclare ; il voit approcher la mort, mais avec résignation, sans crainte, en chrétien, et il rend l'âme au milieu de ceux qu'il aimait, mais loin de son foyer et à l'étranger. C'était le 31 octobre 1927.

Henri-François Delaborde naquit à Versailles le 1^{er} juillet 1854. Sa famille appartenait à cette glorieuse noblesse d'Empire dont l'origine a répété celle de la vieille noblesse du haut moyen âge, acquise les armes à la main au service et pour la défense du pays. Son grand-père, dont il portait les prénoms et qui, élevé à vingt-neuf ans au grade de général de division pour ses succès au siège de Toulon, et dont les actes de courage se multiplièrent en même temps que ses qualités de technicien et de stratège lui faisaient gagner les batailles, fut fait comte en 1808, à la suite de ses brillantes campagnes de Portugal et d'Espagne, de ses victoires sur les Anglais. Obligé par l'état de sa santé de prendre quelque repos, il reçut le commandement de la 13^e division militaire à Rennes. C'est là que lui naquit le 2 mai 1811 un second fils, Henri, le père de notre confrère. Il avait eu en 1806 un premier fils, Louis-Jules, plus tard avocat à la Cour de cassation, puis conseiller à la Cour d'appel

de Paris, auteur de remarquables ouvrages juridiques. Mais le nom que le premier comte Delaborde avait illustré dans les armes, son fils cadet l'illustra dans les arts et les lettres. Élève de Delaroche, après avoir peint des tableaux qui lui avaient valu des médailles aux Salons et dont quelques-uns figurent dans nos musées, une maladie douloureuse l'obligea à renoncer à la pratique de l'art auquel il s'était donné dès sa jeunesse et malgré un peu de résistance de la part de son père. Heureusement, il avait fait de solides études classiques, grâce à quoi, ne pouvant plus produire lui-même d'œuvres artistiques, il prit la plume pour faire connaître celles des autres : il se tourna vers la critique et l'histoire de l'art. Nommé en 1855 conservateur-adjoint du Cabinet des Estampes de la Bibliothèque impériale, puis conservateur en 1858, il fut élu le 11 janvier 1868 membre libre de l'Académie des Beaux-Arts, dont il devint secrétaire perpétuel en 1874 ; le 5 février 1898, sentant que le temps approchait où ses forces ne lui permettraient plus d'exercer complètement ses fonctions, il donna sa démission de secrétaire perpétuel.

Si, avant de retracer la carrière de notre confrère, j'ai évoqué le souvenir de son grand-père et de son père, c'est pour la même raison que Gustave Larroumet, dans l'admirable notice qu'il a écrite sur la vie et les travaux du comte Henri Delaborde, a donné une large place au général. « L'admiration et l'affection » que Henri-François portait à son père et à son aïeul « sont entrées pour ainsi dire dans la trempe de son caractère ; elles lui ont proposé dès l'enfance l'idéal de vertu que lui-même a réalisé ». C'est d'eux qu'il tenait « le sentiment du devoir, la force de volonté, l'énergie physique et morale que nous avons admirés » en lui « jusqu'au bout ». Fortement attaché aux traditions de famille, il a voulu les conserver. Son port un peu altier, et d'ailleurs si élégant, n'était que le reflet de sa haute tenue morale.

Après de bonnes études au lycée Bonaparte, il entra à l'École des chartes en novembre 1873, et en sortit archiviste-paléographe le 15 janvier 1877. Sa thèse, entreprise sur le conseil de Natalis de Wailly, était intitulée *Les sires de Joinville de la maison de Joinville* ; elle fut l'embryon d'un livre qu'il publia en 1894 : *Jean de Joinville et les seigneurs de Joinville, suivi d'un Catalogue de leurs actes*, dont la biographie du sénéchal de Champagne forme le centre ; livre remarquable par la solidité de l'information, la rigueur de la méthode, l'exposition claire et élégante, et qui lui valut la première médaille des Antiquités de la France à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Ce n'était pas son début dans les concours académiques, puisque, en 1888, l'Académie française lui avait décerné le second prix Gobert pour un ouvrage qu'il avait élaboré pendant son séjour en Italie. Au sortir de l'École des chartes, il avait été nommé membre de l'École française de Rome par arrêté du 5 septembre 1877.

En ce temps-là, si Rome, dont les jeunes gens, heureusement nourris de la lecture des auteurs latins, avaient répété le nom journallement depuis leur enfance, représentait à leurs yeux ce qu'il y avait de plus grand dans le monde civilisé, et si le séjour dans cette ville, pendant tant de siècles capitale du monde païen, puis du monde chrétien, des monuments de laquelle s'échappaient de toutes parts les souvenirs historiques, leur apparaissait comme la réalisation d'un rêve, de quelles vibrations l'âme de Delaborde ne dut-elle pas être agitée à l'idée d'un départ pour Rome, lui qui avait entendu les récits de son père sur qui des voyages répétés en Italie et des séjours prolongés à Rome avaient exercé une forte impression et avaient en grande partie dominé son œuvre de peintre et de critique d'art. Il avait noué en Italie des amitiés que la mort seule rompit. Et pareillement son fils François se lia à Rome avec Élie Berger d'une amitié quasi fraternelle que le développement parallèle de leurs carrières ne fit qu'accroître : ils se retrouvèrent aux Archives nationales, puis à l'École des chartes et enfin à l'Institut.

Les deux années que Delaborde passa en Italie, sans lui avoir fourni le fond de son œuvre historique, eurent une répercussion sur la suite de ses travaux. Ainsi, dans un voyage à Palerme, ayant recueilli des *Chartes de Terre-Sainte provenant de l'abbaye de Notre-Dame de Josaphat*, qu'il publia en 1880, il fut amené à s'occuper de l'Orient latin, de telle sorte que plus tard, en 1893, auxiliaire de l'Institut, il fut appelé à collaborer à la publication des *Historiens occidentaux des Croisades*. Et aussi, ayant recherché, copié ou analysé aux archives de Milan et de Florence plus de six cents pièces inédites sur les relations de Ludovic le More et de Charles VIII, il présenta à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres un mémoire, — le mémoire que sont tenus de rédiger les membres de seconde année de l'École française de Rome, — sur les négociations entre ce duc de Milan et le roi de France, ce qui le désigna pour réaliser l'œuvre dont M. le duc de Chaulnes avait formé le projet. De là sortit en 1888 le livre magistral, aussi solidement fondé qu'éloquemment écrit, sur l'*Expédition de Charles VIII en Italie*, tendant à démontrer que cette guerre fut non pas une aventure improvisée, une « guerre de magnificence », mais la conséquence logique de la politique, plusieurs fois séculaire, de nos rois à l'égard des États italiens. Ceux-là même qui n'ont pas admis cette thèse ont dû admirer l'ampleur de l'information et reconnaître l'exactitude des récits, sans compter que l'apparition de ce livre « a précipité », comme l'a dit M. Hauser, « nos érudits vers les archives de la péninsule et amené de multiples publications de textes et travaux critiques dont la science a profité ».

Cette École de Rome, où Delaborde avait achevé de former son esprit, occupa ses dernières pensées, car tout naturellement lorsqu'il fut question d'élaborer un livre à l'occasion du cinquantenaire de la fon-

dation de l'École, dont il ne verra pas la célébration, ses camarades le prièrent de rédiger l'un des chapitres, auquel il mit la dernière main à la veille du jour où il partit pour un voyage d'où il ne devait pas revenir. Cependant, bien qu'il ait été à plusieurs reprises sollicité de retourner à Rome, il ne voulut, de propos délibéré, jamais revoir cette ville dans la crainte de ternir ses anciennes visions.

A son retour de Rome, Delaborde fut, par arrêté du 12 février 1880, nommé archiviste auxiliaire aux Archives nationales, et titulaire le 27 décembre suivant. Il devint sous-chef de la section historique le 3 avril 1897, et il le resta jusqu'en 1904. Par sa courtoisie et son obligeance, il s'y acquit l'estime et la sympathie, voire l'amitié de ses collègues. Pendant les vingt-cinq ans qu'il passa aux Archives, il remplit ses fonctions avec la conscience qu'il apportait dans l'accomplissement de toutes les tâches qui lui furent déléguées ou qu'il assuma bénévolement. En dehors des recherches que nécessitent les réponses à faire aux demandes de renseignements, des travaux de classement et des inventaires manuscrits, il s'attacha à faire connaître le Trésor des chartes et à préparer la rédaction du tome V des *Layettes*, comprenant des pièces de 632 à 1270, qui composent le supplément du Trésor. Tout d'abord, il voulut se rendre compte de ce qu'était le supplément et, de 1897 à 1908, publia dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* une série d'articles sur les classements et inventaires successifs de ce Trésor, par quoi il préluda à la longue *Étude sur la constitution du Trésor des chartes*, imprimée en tête de ce tome cinquième.

En même temps, il poursuivait ses études sur les sources narratives de l'histoire de France des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, inaugurées dès 1880 par un compte-rendu critique d'Hermann Brosien, *Wilhelm von Nangis und Primat*, continuées par les *Notes sur Guillaume de Nangis*, et qui ont abouti en 1890, avec son mémoire sur la *Vraie Chronique du Religieux de Saint-Denis*, à la détermination des conditions dans lesquelles ont été écrites les Grandes Chroniques, histoire universelle composée à Saint-Denis par des historiographes officiels, d'abord rédigées en latin, puis traduites en français. C'était là un travail plein de vues nouvelles, qui fit date dans l'œuvre de Delaborde et même dans les travaux sur l'historiographie française.

Alors que Delaborde était à Rome, son attention avait été attirée sur cinq manuscrits de la Chronique de Guillaume le Breton, conservés dans la bibliothèque du Vatican. Ils provoquèrent de sa part une *Étude sur la chronique en prose de Guillaume le Breton*, parue en 1881. Guillaume le Breton l'avait nécessairement attiré vers l'autre historien de Philippe-Auguste, Rigord. Aussi, en 1884, publia-t-il une *Notice sur les ouvrages et sur la vie de Rigord*. Et dès 1884-1885 il donna dans la collection de la Société de l'Histoire de France une édition des *Œuvres de Rigord et de Guillaume le Breton*.

Ses recherches sur les Joinville, et particulièrement sur Jean, avaient déjà rendu familière à Delaborde la grande figure de saint Louis. En 1888, il avait fait connaître l'*Instruction d'un ambassadeur envoyé par saint Louis à Alexandre IV*, à l'occasion du traité de Paris. Il mit en lumière, mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, la Vie de saint Louis par le confesseur de la reine Marguerite, frère Guillaume de Saint-Pathus, écrite en 1302-1303 à la demande de sa fille Blanche, veuve de l'infant de Castille, Ferdinand ; il montra que ce livre d'édification a été composé, à l'aide de l'enquête de canonisation, d'abord en latin, puis traduit, peut-être par l'auteur même, en français ; c'est ce dernier texte, le seul qui nous soit parvenu, que Delaborde a publié en 1899. Léopold Delisle ayant retrouvé un sermon de Guillaume de Saint-Pathus, véritable panégyrique de saint Louis, Delaborde établit les relations de cet écrit avec la Vie précédente dans un article de la *Bibliothèque de l'École des chartes* en 1902.

La finesse de critique dont il avait témoigné dans l'étude de l'historiographie française du ^{xii}^e au ^{xiv}^e siècle, l'excellence des éditions d'historiens du moyen âge qu'il avait données, le désignaient pour occuper la chaire d'étude critique des sources de l'histoire de France. Aussi, à la mort d'Auguste Molinier, le Conseil de perfectionnement et les professeurs de l'École des chartes le présentèrent-ils au ministre de l'Instruction publique pour occuper cette chaire, à laquelle il fut nommé par décret du 18 août 1904. Professeur, il s'appliqua et réussit à exposer clairement, suivant un plan bien ordonné et avec l'élégance qu'il mettait en toutes choses, la matière si complexe à laquelle il devait initier les jeunes gens. Les élèves trouvaient auprès de lui les meilleurs conseils, particulièrement pour le choix de leur sujet de thèse. Là encore, il se montra l'homme de devoir. Et comme sa parole était aussi mesurée que son esprit était pondéré, qu'il avait une vue juste des choses, il ne tarda pas à acquérir une grande autorité auprès de ses collègues.

Bien que ses travaux lui eussent depuis longtemps acquis la considération des historiens et qu'il eût été assez jeune, dès le 4 février 1891, élu membre résidant de la Société nationale des Antiquaires de France, il dut attendre jusqu'en avril 1903 pour être nommé chevalier de la Légion d'honneur, puis jusqu'en 1921 pour être promu officier, à l'occasion de la célébration du Centenaire de la fondation de l'École des chartes. En cette circonstance, qui donc plus que lui méritait d'être distingué et honoré, lui dont l'attachement étroit à l'École ne s'était jamais démenti, s'était traduit silencieusement en actes que je ne saurais révéler sans manquer à sa mémoire et offenser sa délicatesse, et devait s'affirmer de la façon la plus efficace dans l'expression de ses dernières volontés.

Il paraîtrait étrange que, dans le temps même qu'il professait à l'École des chartes la littérature historique du moyen âge, Delaborde

eût cessé de produire des mémoires sur ce sujet même, si l'on ne prenait garde que la plus grande partie de son activité fut tournée vers l'élaboration de ce cours dans lequel il devait passer en revue les œuvres des annalistes et des chroniqueurs depuis la fin de l'antiquité jusqu'au xvi^e siècle, et qui l'obligeait à prendre connaissance de tous les ouvrages qui paraissaient sur cet objet. Cependant, il reprit en 1912 la question des *Enseignements de saint Louis*, dont l'authenticité de certains passages avait été mise en doute par Paul Viollet en 1869. Paul Viollet lui répondit. Et je ne puis me défendre de rapporter ici la dernière phrase de cette réponse, tant elle caractérise bien le talent d'écrivain de Delaborde : « Puissé-je quand je me trompe », disait Paul Viollet, « me tromper avec la connaissance parfaite de toutes les sources, la clarté, le charme de l'exposition, qui font, en l'espèce, du comte François Delaborde un savant » si dangereux.

D'ailleurs, le temps que laissaient à notre confrère l'enseignement et tous les devoirs qu'il entraîne, tels que l'examen des thèses auquel il apportait tous ses soins, il le consacrait à la préparation du *Recueil des actes de Philippe-Auguste* que, sur la proposition de Léopold Delisle, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres lui avait confié. L'éditeur des biographies de Philippe-Auguste était préparé à cette tâche. Sans doute, le Catalogue que Léopold Delisle avait dressé des actes de ce roi et la masse des copies qu'il avait faites et données à l'Académie rendaient la besogne plus facile à l'éditeur ; mais elles ne le dispensaient ni de rechercher, ni de classer toutes les copies des actes dont les originaux sont perdus, et il lui restait à établir un texte critique. Delaborde ne put que publier le premier volume du recueil, comprenant les actes des quinze premières années du règne, soit 476 pièces sur plus de 2,000. Il les fit précéder d'une introduction où sont établies d'une façon définitive la nature et les relations des registres de Philippe Auguste entre eux. On doit souhaiter que l'Académie des Inscriptions ne laisse pas interrompue une œuvre qui apporte tant et de si précieux documents pour l'histoire du droit français.

Delaborde avait été élu le 4 mai 1917 membre de cette Académie. Il renouait ainsi les liens qui, par son père, l'attachaient à l'Institut. Ce n'était pas seulement, comme pour tant d'autres, le couronnement de toute une vie de labeur, la reconnaissance par ses pairs d'une autorité acquise au prix de travaux longuement et fructueusement poursuivis, il en ressentit aussi une satisfaction sentimentale, rentrant dans une maison où il avait passé une partie de sa jeunesse, dans un milieu familial où il retrouvait comme confrères quelques-uns des artistes, des hommes de lettres, des savants qui fréquentaient dans le salon de son père. Mais les joies que nous éprouvons ne s'épanouissent pleinement que si nous pouvons les partager avec les êtres qui nous sont les plus chers ; les honneurs que nous recevons n'ont toute leur valeur qu'à con-

dition de les reporter sur ceux qui nous doivent continuer. Or, quand Delaborde devint membre de l'Institut, un seul de ses fils était encore vivant. Président de l'Académie en 1924, alors qu'un triple deuil pesait sur lui, toujours énergique, maître de lui, il s'acquitta de ses fonctions avec une présence d'esprit, un tact et une courtoisie qui lui donnèrent une autorité devant laquelle s'inclinaient tous ses confrères.

Telle a été la vie si belle et si bien remplie du comte François Delaborde. Je n'ai pu en marquer ici que les étapes, et de cette noble figure je n'ai noté que les traits essentiels. Je n'ai pas fait ressortir suffisamment la variété et la nouveauté de son œuvre historique. Puissé-je, toutefois, avoir en ces quelques pages rendu les sentiments d'amitié, d'estime et d'admiration que la culture de son esprit, sa science si solidement fondée, la rectitude de son jugement, la droiture de son caractère et la fermeté de ses principes ont inspirés à tous ceux qui l'ont connu, et en avoir dit assez, et d'une façon digne de lui, pour apprendre aux générations futures la place considérable qu'a tenue à l'École des chartes un homme dont la vie doit être proposée aux savants et aux Français comme un parfait modèle.

Maurice Prou.

HENRY MARTIN

Henry-Marie-Radegonde Martin, décédé à Bagneux (Seine), le 1^{er} octobre 1928, était né le 27 août 1852, à Airvault (Deux-Sèvres), où son père, Léon Martin, docteur de la Faculté de Paris, exerçait la profession médicale avec une habileté et une activité bienfaisante, que ses concitoyens reconnurent en donnant son nom à l'une des rues de leur petite ville.

Entré à l'École des chartes en novembre 1872, il en sortit le 18 janvier 1876. Une nature aussi riche que la sienne ne pouvait se confiner strictement dans les travaux d'érudition, qui occupèrent cependant toujours une place principale en son activité ; en ses années de jeunesse, il avait composé des vers, des chansons, voire des couplets de café-concert, qui furent maintes fois applaudis sur les scènes populaires de Paris.

A la bibliothèque de l'Arsenal, où il fut nommé surnuméraire le 24 décembre 1875, puis sous-bibliothécaire le 15 mai 1879, il devait faire toute sa carrière. Son nom restera parmi ceux de tant de notables savants et de brillants écrivains qui ont contribué à illustrer cette maison. Henry Martin s'identifia avec la bibliothèque comme la bibliothèque s'identifia avec lui. Il y trouva la noble compagne de sa vie, M^{me} Henry Martin, fille de l'homme délicieux que fut Édouard Thierry, l'éminent administrateur de la Comédie-Française, qu'il

quitta pour devenir, avec non moins de distinction, administrateur de l'Arsenal.

Chargé de continuer l'œuvre du bibliophile Jacob et de Lorédan Larchey, qui avaient commencé à travailler au catalogue des manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal, Henry Martin composa et publia un véritable monument de science et de goût, ce catalogue en huit volumes, aujourd'hui célèbre et que l'Institut a couronné.

Le 1^{er} mars 1906, Henry Martin fut nommé administrateur de l'Arsenal, fonctions qu'il conserva jusqu'au jour où il fut admis à faire valoir ses droits à la retraite. De tous les administrateurs qui se sont succédé à la tête de cette grande et belle maison, il est celui qui s'est acquitté de ses fonctions le plus longtemps et avec le plus de compétence. Henry Martin, en effet, a été l'administrateur modèle et, pour bien faire, après lui il n'y a qu'à marcher fidèlement sur ses traces. Sa modestie, jointe à une affabilité gracieuse, lui attirait toutes les sympathies, dont la bibliothèque elle-même devait profiter ; de là, notamment, ces nombreux dons et legs, plusieurs de la plus grande importance : don Bryan, legs Douay, legs Lorédan Larchey, don Furcy-Raynaud et vingt autres.

L'œuvre scientifique et littéraire d'Henry Martin a d'ailleurs rayonné bien au delà de la grande maison qu'il dirigeait. L'ensemble de ses travaux sur l'histoire de la miniature a fait époque, et ici encore l'Institut honora ses efforts d'une de ses plus belles récompenses.

Un autre don d'Henry Martin, et que nul, peut-être, n'a possédé à un tel degré, était celui de présider des réunions d'archéologues, d'écrivains ou d'artistes. Par son affabilité, son élocution claire et précise, sa prompte intelligence des questions qui pouvaient surgir, son tact et sa merveilleuse égalité d'humeur, il semblait un président né. Aussi le vit-on successivement appelé à la présidence des Sociétés des Antiquaires de France, de l'École des chartes, de l'histoire de l'Art français, de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, de l'Association des bibliothécaires français, etc.

La bibliographie de ses œuvres est trop importante pour pouvoir être reproduite ici en entier. En voici les éléments principaux : *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal*, 8 vol. (1885-1899) ; — *Histoire de la bibliothèque de l'Arsenal* (1900), couronné par l'Institut ; *les Miniaturistes français* (1906), couronné par l'Institut ; — *le Psautier de saint Louis et de Blanche de Castille* (1908) ; — *le Tércence des ducs* (1908) ; — *les Peintres de manuscrits et la miniature en France* (1909) ; — *la Guerre au XV^e siècle* (1910) ; — *les Fouquet de Chantilly* (1919) ; — *Saint Martin* (1917), et *Saint Hubert* (1921) ; — *les Quatre Évangélistes* (1927), dans la collection *l'Art et les saints*.

Henry Martin, nous pouvons le dire, fut un homme heureux. Ses tra-

vaux lui avaient acquis l'estime de ses confrères, l'amabilité de son caractère lui assurait leur sympathie. Il était le centre d'une famille très unie et ses nombreux amis, fait prodigieusement rare, n'étaient pas jaloux de son bonheur.

FRANTZ FUNCK-BRENTANO.

CHARLES MORTET

Charles Mortet, né à Nancy, le 4 mars 1852, est mort subitement, à Neuilly-sur-Seine, le 11 septembre 1927, dans la plénitude de son intelligence et sans que les siens aient pu prévoir une fin si prochaine et si rapide. Son père, juge au tribunal civil de Sarrebourg, ayant été obligé par l'état de sa santé de demander un poste dans le Midi, fut nommé, en 1860, au tribunal de Dax, où il devait mourir prématurément cinq ans après. C'est par suite de ces circonstances que nos deux confrères Charles Mortet et Victor, son frère cadet, commencèrent au collège de cette ville leurs études classiques, qu'ils continuèrent, avec un succès marqué, au lycée de Pau et à la Faculté des lettres de Bordeaux. Charles fit d'abord son droit, avec la pensée, peut-être, de suivre la carrière paternelle, et il était déjà licencié lorsque, à l'exemple de son frère, qui l'y avait précédé, il se dirigea à son tour vers l'École des chartes et s'y fit admettre au concours d'octobre 1877.

Il n'abandonna pas pour cela ses études juridiques et les continua jusqu'au doctorat qu'il passa, devant la Faculté de droit de Bordeaux, en 1878, avec une thèse sur la *Nullité des contrats dans le droit romain, l'ancien droit français et le code civil*. Aussitôt après, il prépara l'examen du certificat d'admission aux fonctions de bibliothécaire dans les Bibliothèques universitaires, qui venait d'être créé, et le subit, avec succès, au mois d'octobre 1879. Le 9 août 1880, au lendemain de son dernier examen à l'École des chartes, il était nommé bibliothécaire à la bibliothèque universitaire de Bordeaux.

Ces fonctions nouvelles ne lui ayant pas laissé le temps de terminer dans les délais voulus sa thèse de sortie de l'École des chartes, il n'obtint son diplôme d'archiviste paléographe qu'avec la promotion de 1882, avec une thèse sur *Le livre des constitutions demeurées et Chastelet de Paris*, qui fut, dès l'année suivante, accueillie dans les *Mémoires* de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.

Charles Mortet ne resta que cinq ans à la bibliothèque universitaire de Bordeaux et, en 1885, il était nommé à la bibliothèque Sainte-Geneviève, où il devait faire une si longue et si belle carrière. Ce qu'il a été dans ses fonctions de bibliothécaire, ses collègues et tous ceux qui l'ont connu ont proclamé avec une touchante unanimité que rarement se sont trouvés réunis, à un si haut degré, la compétence technique, le sentiment du devoir professionnel et la bienveillance la plus attentive.

Aussi, en 1895, lorsque, au lendemain de la mise à la retraite d'Anatole de Montaiglon, le Conseil de perfectionnement décida, sur la proposition de Paul Meyer, de scinder le cours qui faisait l'objet de son enseignement, Charles Mortet fut-il choisi pour professer la partie consacrée à la bibliographie et au service des bibliothèques.

Une autre succession, pour laquelle il n'était pas moins qualifié, devait lui échoir peu de temps avant sa retraite. En 1917, lorsque Charles Kohler, administrateur de la bibliothèque Sainte-Geneviève, fut emporté par une mort inopinée, Charles Mortet se trouva tout désigné pour lui succéder ; mais sa modestie était telle qu'il fallut insister pour lui faire accepter cette fonction, à laquelle il réserva désormais tout ce que son intelligence et son cœur comportaient d'activité et de dévouement.

Après les grands articles sur la *Féodalité* (1893) et sur la *Science de l'histoire* (1894), publiés dans la *Grande Encyclopédie*, sa production scientifique devait se limiter, dans la suite, aux questions de bibliographie, de bibliothéconomie et d'histoire de l'imprimerie. C'est ainsi qu'il a successivement étudié le *Prêt de bibliothèque à bibliothèque* (1909), le *Dépôt légal* (1911), le *Format des livres* (1925), les *Catalogues collectifs de bibliothèques* (1896, avec son frère Victor), le *Cours de bibliographie à l'École des chartes de 1847 à 1920* (1920), la *Première édition de Virgile imprimée à Paris* (1906), le *Livre à gravures du XVI^e siècle* (1924) et les *Influences qui ont diversifié les caractères employés par les imprimeurs du XV^e siècle* (1925). Mais son œuvre la plus importante est le travail qu'il a consacré, en 1922, aux *Origines et aux débuts de l'imprimerie* et où il a exposé l'état actuel de cette grande question.

C. COUDERC.

RENÉ POUPARDIN

Notre regretté confrère René Poupardin, né au Havre le 27 février 1874, est mort à Fontainebleau le 22 août 1928 ; il appartenait à une famille de gens de robe d'origine sancerroise, et son arrière-grand-père s'était établi en Alsace vers 1800. Son père, né à Altkirch, fut avocat à Mulhouse jusqu'en 1870, et, n'ayant pas voulu rester sous la domination allemande, vint au Havre, où il professa à l'École de commerce ; puis à Rouen, où il exerça la profession d'avocat. Il y resta peu de temps, étant entré dans la magistrature en 1884, et termina sa carrière à Paris comme conseiller à la Cour de cassation.

René Poupardin eut une enfance souffreteuse. Après de solides études classiques, il prit sa licence ès lettres et suivit les cours de l'École de droit, mais, une fois licencié en droit, il revint à l'histoire et entra à l'École des chartes en novembre 1895 ; classé le deuxième au concours d'admission, il obtint dès la fin de la première année le pre-

mier rang, qu'il conserva jusqu'à sa sortie, le 9 février 1899. Nommé membre de l'École française de Rome le 16 octobre suivant, il y resta deux ans. Revenu à Paris, il fut attaché comme stagiaire au Département des manuscrits de la Bibliothèque nationale en 1903 et devint bibliothécaire en 1909. Six mois après, il quittait la Bibliothèque, en 1910, pour le Secrétariat de l'École des chartes ; en 1911, tout en restant secrétaire de l'École, il était nommé directeur d'études adjoint à la section historique de l'École pratique des Hautes-Études et devenait directeur en 1917.

Il était en pleine activité scientifique quand, le 28 juillet 1920, il fut, dans la gare de Lyon, à Paris, terrassé par une attaque. Un long martyre commença pour lui, car, si des soins fraternels purent lui conserver la vie, il ne s'exprima plus que très difficilement par la parole et l'écriture ; c'était une cruelle souffrance, sa pensée restée agissante, de ne pouvoir la manifester. Il dut renoncer à ses fonctions de secrétaire et au professorat. Chevalier de la Légion d'honneur en 1921, il était bientôt nommé professeur honoraire à l'École des chartes. La mort seule devait séparer de notre École un homme qui, malgré le peu de temps qu'il y avait passé, y avait exercé une influence notable et s'y était acquis l'estime et l'affection de tous ses collègues et la reconnaissance des élèves.

Dans les divers postes qu'il occupa, René Poupardin remplit ses fonctions avec zèle. Bibliothécaire, la Bibliothèque nationale lui doit le *Catalogue des manuscrits des Collections Duchesne et Bréguigny* (1905), et, en collaboration avec M. Lucien Auvray, celui de la *Collection Baluze* (1921). Appelé par Paul Meyer au Secrétariat de l'École des chartes, il se montra à la hauteur de la tâche complexe et délicate que comportent ces fonctions. Le secrétaire de l'École n'a pas seulement, et tout d'abord, à faire la besogne proprement dite d'un secrétaire : il doit encore tenir la comptabilité, veiller à l'accroissement de la bibliothèque et à la rédaction du catalogue. Il est aussi de tradition que le secrétaire ait la charge de la discipline, et ses relations avec les élèves sont la partie la plus délicate de son rôle. De ce côté-là, Poupardin, par son calme et sa fermeté, l'égalité de son humeur, son souci de l'équité, l'intérêt qu'il portait aux jeunes gens et à leurs études, sut toujours maintenir l'ordre tout en se conciliant l'esprit des élèves. Il justifia plus qu'aucun de ses prédécesseurs le titre de professeur suppléant que porte le secrétaire de l'École, quand il remplaça Charles Mortet en 1912 dans la chaire de bibliographie et quand, en 1914, après la mort de Paul Viollet, il se chargea de professer la partie du cours de l'histoire du droit concernant les sources de cette histoire. Le secrétaire qu'il fut, personne ne le sait mieux que celui qui écrit ces lignes et qui le tenait son meilleur conseiller. Les traits distinctifs de l'esprit de René Poupardin étaient la vivacité et la finesse ; son jugement était aussi sûr que rapide.

A l'École des Hautes-Études, quelque sujet qu'il traitât, la topographie de Paris pendant l'époque mérovingienne, les sources de l'histoire de l'Italie jusqu'au milieu du xiii^e siècle, les chartes éclairant la formation du domaine temporel de Paris, ou la Chronique de Moissac, il s'appliquait à former les élèves à la critique des textes, à leur montrer comment il convient de peser la valeur des mots et d'en chercher le sens exact, et même la façon de coordonner tous les éléments recueillis dans les documents pour faire l'histoire.

Sans rien sacrifier de ses devoirs professionnels à ses propres études, Poupardin se réserva les loisirs nécessaires à des travaux scientifiques. Il s'était fait une spécialité de l'histoire carolingienne. Il avait travaillé à l'École des Hautes-Études sous la direction d'Arthur Giry, puis de M. Ferdinand Lot, et était devenu le collaborateur de ce dernier maître dans l'élaboration des *Annales carolingiennes*. Sa thèse de l'École des chartes était intitulée *Boson et le royaume de Provence (855-933)*. Développée, elle devint un gros volume, *le Royaume de Provence sous les Carolingiens* (1901), qui obtint le deuxième prix Gobert à l'Académie des Inscriptions. Quelques années plus tard, il publia (1907) une histoire du *Royaume de Bourgogne (888-1038)*, qu'il présenta à la Sorbonne comme thèse de doctorat. Le dernier livre de Poupardin, *Recueil des actes des rois de Provence*, comprenant les actes de Charles, de Boson et de Louis l'Aveugle, parut en 1920 dans la collection des *Chartes et diplômes* de l'Académie des Inscriptions, et est précédé d'une introduction traitant de la diplomatie des rois de Provence. Poupardin se proposait de faire un pareil recueil pour les rois de Bourgogne; il en a réuni tous les matériaux. C'est encore à l'époque carolingienne que se rapportent les *Monuments de l'histoire des abbayes de Saint-Philibert*, où, reprenant une œuvre interrompue de son maître Giry, Poupardin a publié en 1905 les textes concernant les péripéties de la fuite des moines de Noirmoutier devant les Normands et leurs établissements successifs à Saint-Philbert de Grand-Lieu, à Cunaud, à Messay et enfin à Tournus. Sa connaissance de l'histoire carolingienne s'affirmait encore dans une série d'articles insérés dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* ou dans le *Moyen âge*, tels que la *Date de la « Visio Karoli tertii »* (1903), l'*Onction impériale* (1905), un *Nouveau manuscrit des Annales de Saint-Bertin* (1905).

Pendant son séjour à l'École de Rome, il avait parcouru les bibliothèques et archives de l'Italie, recherchant les documents carolingiens, copiant des manuscrits d'autres époques et d'origine française, rédigeant des notices de manuscrits dont il n'a publié que quelques-unes, mais qu'on retrouvera dans ses papiers, que son frère le Dr Poupardin a libéralement remis à l'École des chartes. L'exploration des archives de l'Italie méridionale lui donna l'idée d'étudier l'histoire des principautés lombardes; on lui doit un livre sur les *Institutions politiques et administratives des principautés lombardes de l'Italie méridionale*

(IX^e-XI^e siècles), paru en 1907, où il mit en lumière la persistance des institutions de la royauté lombarde après la conquête franque, l'introduction du système féodal par les Normands, et une *Étude sur la diplomatie des princes lombards de Bénévent, de Capoue et de Salerne*, publiée en 1901 dans les *Mélanges* de l'École de Rome.

Bien que Poupardin ait consacré la plus grande partie de sa vie à l'étude de l'histoire de la France et de l'Italie du IX^e au XI^e siècle, il a prouvé que les autres périodes du moyen âge ne lui étaient pas étrangères. C'est ainsi qu'il a publié pour la Société de l'histoire de Paris un *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, de 558 à 1182, et qu'on lui doit une édition de la *Vie de saint Didier*, texte de la plus haute importance pour la connaissance du VII^e siècle, en même temps qu'il a édité avec son ami M. Louis Halphen les *Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise*, quise rapportent au XII^e siècle.

L'œuvre de Poupardin, quand on prend garde qu'elle a été accomplie en vingt ans, paraît prodigieuse. Elle témoigne d'une vigueur et d'une souplesse d'esprit, d'une vivacité d'intelligence, d'une force de travail et d'une activité vraiment extraordinaires. Par son étendue et par les progrès qu'elle a fait faire aux études historiques, elle tient une place considérable dans les productions de l'érudition pendant les premières années du XX^e siècle.

Maurice PROU.

ALEXANDRE VIDIER¹

En apprenant la nouvelle du malheur qui nous rassemble, M. le ministre de l'Instruction publique m'a prié de le représenter ici et d'exprimer en son nom ses sentiments de profond regret pour une perte dont il mesure l'étendue. Je prends aussi la parole en mon nom personnel, car je connaissais Alexandre Vidier depuis 1895, c'est-à-dire depuis plus de trente ans ; et j'ai collaboré avec lui pendant dix années.

Je le vois encore sur les bancs de la Sorbonne, où il venait suivre des cours de la Faculté des lettres, quoiqu'il fût déjà élève de l'École des chartes. Il donnait dès lors l'impression d'une grande vitalité, d'un caractère exceptionnellement honnête, d'une puissance de travail et d'un zèle extraordinaires. Quelque chose d'un peu rude au premier abord, mais la droiture même, avec beaucoup d'entrain, de rondeur et aussi de délicatesse.

Dès cette époque lointaine, sa vocation se dessinait nettement. Ce n'était pas une vocation de professeur. C'était sans doute une vocation

1. Discours prononcé aux obsèques de notre regretté confrère, le 31 décembre 1927, par M. Ch.-V. LANGLOIS, directeur des Archives.

d'érudit, amasseur d'informations précises. Mais c'était surtout une vocation singulière d'administrateur des choses scientifiques. Il était visiblement fait pour aménager et gérer les grandes collections de documents qui fournissent aux savants la matière sur laquelle ils opèrent, pour en faciliter l'accès et l'usage par la construction d'outils appropriés, solides et efficaces. Métier utile entre tous ceux qui sont auxiliaires de la connaissance historique et qui requiert, avec d'excellentes qualités d'esprit, une application et une dose de désintéressement peu communes.

Il trouva, en effet, sa place naturelle, au sortir de l'École, au Département des Imprimés de la Bibliothèque nationale. Il ne m'appartient pas de dire quels services il a rendus, très longtemps, dans cette maison. Pendant cette période de sa vie, je n'ai suivi son activité que d'assez loin. Je le voyais s'avancer vivement, heureusement, dans la voie où j'avais prévu tout de suite qu'il s'engagerait : animateur du *Catalogue général des Imprimés*, continuateur de la *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques* commencée par Robert de Lasteyrie, secrétaire du Comité de publication de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, etc. ; plus surchargé, en raison de ces travaux, d'épreuves à corriger qu'homme du monde, et n'en réussissant pas moins à publier, en outre, comme pour se délasser, des textes du moyen âge et des dissertations approfondies. L'illustre administrateur de la Bibliothèque en ce temps-là, Léopold Delisle, lui-même le premier bibliographe et le premier médiéviste de son siècle, et qui ne s'émervueillait pas facilement, avait conçu, on le savait, beaucoup d'estime pour ce jeune collaborateur, dont les goûts et le tempérament étaient si conformes aux siens. Léopold Delisle a été, par ses exemples, le vrai maître de Vidier.

Plus tard, les hasards de la vie firent que Vidier, parvenu au grade de conservateur-adjoint à la Bibliothèque, au lieu d'y continuer une carrière qui eût été désormais brillante et facile, demanda et obtint la fonction d'inspecteur général des Bibliothèques et des Archives. Cette fonction hybride allait l'obliger à s'occuper désormais des archives, qu'il ne connaissait guère que par ses souvenirs d'étudiant, autant que des bibliothèques. C'est alors que son chemin croisa de nouveau le mien.

Je le retrouvai, en 1913, tel que je l'avais connu autrefois, mais supérieur encore au souvenir qui m'était resté de lui, mûri, en pleine possession de son talent et, en vérité, de ses vertus. Puis la guerre survint, et ses étonnantes aptitudes administratives, vite reconnues malgré sa modestie, le firent appeler à rendre, pendant plusieurs années, des services de premier ordre près du sous-secrétaire d'État à la Guerre (Santé militaire). Services obscurs, mais éminents. Il a fait là beaucoup de bien. C'est grâce à tous ceux qui firent alors, au poste où le sort les avait placés, leur devoir comme il fit le sien que la France a été sauvée.

Après la paix, il commença enfin à exercer sa profession d'inspecteur général. Il l'a exercée pendant dix ans. Il me reste à dire comment, car c'est depuis cette époque que nous avons, de nouveau, travaillé ensemble.

Je puis dire que, en ce qui concerne les archives, il s'est acquitté de sa tâche d'une manière qui assurera toujours à sa mémoire une place d'honneur dans l'historique de ce grand service public.

D'abord, sur ce terrain presque étranger pour lui, il acquit très vite une compétence parfaite, si bien qu'il a contribué plus que personne aux perfectionnements récents de la réglementation.

En second lieu, il a déployé une activité incomparable. Ses devoirs étaient très lourds : il y avait eu jadis deux inspecteurs généraux des Archives et des Bibliothèques ; il n'y en avait plus qu'un ; il se chargea du double fardeau. Non seulement sans se plaindre et sans se vanter, ou en s'en prévalant pour se faire valoir, mais en toute simplicité et avec une sorte d'allégresse, comme le brave homme qui retrouse ses manches pour abattre la besogne. Il s'imposa même des obligations surrogatoires, car c'est lui qui prit l'initiative d'entreprendre dans les greffes cette immense enquête pour le versement des papiers anciens de ces dépôts négligés aux Archives départementales, qui lui fit diriger des fouilles dans toutes les sous-préfectures, avec une peine infinie, récompensée, en une foule de cas, par des résultats surprenants. Il n'y a presque pas de villes de France où Vidier, au cours de ces dix années, n'ait passé et repassé, prodigué les avis les plus sages (et veillé ensuite à ce qu'il en fût tenu compte), mené des négociations difficiles avec tact et fermeté, fait réaliser des progrès et corriger des abus, sauvé tout ce qui était en péril. Admirable serviteur de l'État, clairvoyant et consciencieux, qui se plaçait toujours, et exclusivement, au point de vue de l'intérêt général. S'il n'en était que de tels, dans tous les domaines, la face des choses serait changée.

Ce n'est pas ici le lieu, Messieurs, d'entrer dans des détails. Mais je veux souligner encore ce qu'une carrière comme celle de notre ami suppose de courage et d'abnégation. Les qualités qu'il avait, — qualités *pratiques* de réalisateur, au service d'une intelligence lucide, — sont celles qui procurent d'ordinaire les succès matériels et les biens de ce monde. Sa pureté et sa noblesse naturelles étaient telles qu'on aurait dit qu'il ne s'en doutait pas. En tout cas, sa renonciation sur ce point, pour se consacrer tout entier aux intérêts de l'État et de la science, n'a pas été son principal sacrifice. Il aimait, pour son propre compte, les travaux minutieux de l'investigation historique ; il s'en savait très capable et c'eût été sa joie de s'y livrer. Dans la seconde partie de sa carrière, il s'en est presque constamment privé, pourtant, de cette joie, pour faciliter les travaux d'autrui. Avoir sacrifié la recherche scientifique personnelle à l'administration des intérêts généraux de la science, c'est la plus grande preuve d'ascétisme qu'il ait donnée.

Il a donné aussi sa vie, tout simplement, pour faire, à la satisfaction de sa conscience, ce qu'il considérait comme son devoir, et qui était certainement beaucoup plus que son devoir normal. C'est cette certitude, que nous avons tous, qui rend cette cérémonie particulièrement poignante. Il a donné sa vie comme un soldat, en ne se ménageant pas, en refusant de se ménager jamais, quoiqu'il eût été nécessaire qu'il se ménageât. — Que la consolation des siens soit de savoir que tout le monde s'en rend compte, depuis son chef, M. le ministre de l'Instruction publique, jusqu'au dernier des confrères qu'il a si sagement guidés. Il a hautement mérité, mais il n'aura pas été méconnu. Il tombe entouré de l'affectueuse estime de tous, et il ne sera pas oublié.

— Nous avons le très vif regret d'enregistrer encore la perte de trois de nos confrères :

M. Camille ANCHIER, né à Paris le 14 mai 1869, décédé subitement à Ypres (Belgique), le 1^{er} août 1927, au retour d'une visite à la tombe de l'un de ses fils, mort au champ d'honneur. Il appartenait à la promotion de 1892 et avait obtenu le diplôme d'archiviste-paléographe avec un Essai biographique sur Charles I^{er} de Melun (1420?-1468), imprimé en partie dans la tome V de la revue *Le Moyen Age*. Bibliothécaire au Département des Imprimés de la Bibliothèque nationale, il y a été pendant plus de vingt ans l'un des plus actifs collaborateurs du *Catalogue général des livres imprimés*. Bien que son nom ne figure sur aucun des quatre-vingt-dix premiers volumes de cette grande publication, il prit part à la publication des cinquante derniers volumes parus, dont il corrigea les épreuves avec une scrupuleuse exactitude, un soin méticuleux et une abnégation remarquable.

M. Étienne-Symphorien BOUGENOT, avoué à Vitré (Ille-et-Vilaine), décédé dans cette ville le 31 août 1927, était né à Château-Renaud (Saône-et-Loire) le 14 janvier 1856. Il appartenait à la promotion de 1884 et avait obtenu le diplôme d'archiviste-paléographe avec une thèse sur les États de Bourgogne, depuis leur origine jusqu'à la mort de Charles le Téméraire. Attaché pendant quelques années, à sa sortie de l'École, au Ministère de l'Instruction publique, il avait activement collaboré au tome II (1893) de la *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques* de notre confrère Robert de Lasteyrie et en même temps publié, en 1892, dans le Bulletin historique du Comité, des *Notices et extraits de manuscrits intéressant l'histoire de France, conservés à la Bibliothèque impériale de Vienne (Autriche)*. Bibliothécaire, puis conservateur du musée de Vitré, on lui doit aussi, en collaboration avec notre confrère M. Maurice Prou, le *Catalogue des deniers mérovingiens de la trouaille de Bais (Ille-et-Vilaine)*, paru dans la *Revue numismatique* en 1906-1907.

M. Arthur Loth, né à Lille le 16 décembre 1842, avait fait des études de droit avant d'entrer à l'École des chartes. Il obtint le diplôme d'archiviste-paléographe, dans la promotion du 1^{er} février 1869, avec une thèse sur le Songe du Vergier, qui n'a jamais été publiée ; il en est de même de deux mémoires sur des sujets proposés par l'Académie des Inscriptions et relatifs à l'épigraphie latine et grecque, qui avaient valu plus tard à notre regretté confrère en 1885 le prix Bordin et en 1887 le prix Ordinaire. Dès le temps de l'École, il se tourna vers le journalisme. Louis Veuillot, qui l'appréciait pour son érudition et pour ses talents littéraires, le fit entrer à l'*Univers*, où il demeura plus de vingt ans. De multiples ouvrages sont sortis de sa plume relatifs à l'histoire religieuse : *La cause d'Honorius* (1874), en collaboration avec son frère, l'abbé Julien Loth, chanoine de Rouen ; *Saint Vincent de Paul, sa mission sociale*, etc. On lui doit également quelques études d'histoire politique, un recueil de légendes et des manuels d'instruction civique et morale. Depuis plusieurs années, Arthur Loth vivait à l'écart du journalisme militant. Il est mort à Paris le 1^{er} septembre 1927. — [A. RASTOUL.]

HOMMAGE DE L'ÉCOLE DES CHARTES AUX ÉCRIVAINS MORTS POUR LA FRANCE

L'École des chartes s'est associée à la cérémonie émouvante qui s'est déroulée au Panthéon, sous la présidence du Président de la République, le 15 octobre 1927, à la mémoire des écrivains morts pour la France. Au nom de l'École, le directeur, notre confrère M. Maurice Prou, a déposé au cours de la cérémonie l'hommage suivant :

« Robert André-Michel, François Baron, Augustin Cochin, Claude Cochin, Paul Cornu, Frédéric Duval, Pierre Flament, Robert de Fréville, Marcel Godet, Lucien Lécureux, Jean Loew, Georges Mathieu, Jacques Mercier, Louis Perret, Gustave Valmont, tous ces jeunes écrivains, sur qui nous pouvions compter pour maintenir le bon renom des lettres françaises, avaient déjà, quand l'accomplissement de leur devoir de citoyen les ravit à l'affection de leurs confrères, témoigné dans leurs ouvrages de la vigueur et de la maturité de leur pensée comme de leur talent littéraire. Ils avaient poussé assez loin leurs recherches dans les archives et réfléchi assez profondément sur les documents qu'ils avaient réunis, pour avoir pu retracer, quelques-uns avec éloquence, tous avec précision, une partie de l'histoire de notre pays : histoire des idées, des arts, du droit public et du droit privé, origines de la Révolution, etc., ou encore fait revivre quelque grande figure d'autrefois. Et, passionnément avides de faire connaître le passé de la France, ils rêvaient de plus grandes œuvres.

« Écrire l'histoire n'était pas pour eux pure satisfaction d'une natu-

relle curiosité. Consciemment ou inconsciemment, ils y prenaient des leçons pour leur propre conduite de la vie et un amour de la patrie qui croissait avec la connaissance de son histoire et de ses traditions. Si la France est faite de toutes les générations qui ont sans interruption travaillé à accroître son patrimoine dans le domaine de la pensée, dans celui des lettres et des arts, d'un mot, à la maintenir au premier rang parmi ceux des peuples civilisés, qui provoquent et dirigent les progrès de l'humanité, faire son portrait sans le farder, en suivre le développement sans rien altérer de la vérité à travers les siècles, c'est la glorifier et l'aimer. L'histoire est le fondement le plus profond et le plus solide du patriotisme. Aussi, tous ces jeunes hommes formés aux leçons de l'École des chartes n'ont-ils pas hésité à courir au secours de la patrie en danger et, ne pouvant continuer d'écrire l'histoire de France avec leur plume, ils en ont écrit avec leur sang un nouveau chapitre, le plus héroïque de tous. »

LA BIBLIOTHÈQUE DU CHAPITRE DE TOURS EN 1718 ET 1735

Le Brun-Desmarettes, dans les *Voyages liturgiques de France*, publiés sous le nom du sieur de Moleon (Paris, 1718, in-8°), p. 119, à la fin du chapitre consacré à la description du cérémonial observé dans la cathédrale de Saint-Gatien, ajoute : « La bibliothèque de cette église, qui tient la longueur d'une galerie du cloître, est toute remplie de beaux manuscrits posez et enchaînez sur des pupitres, tant au milieu que du côté de la muraille. Il y a entre autres un Pentateuque de mille ans, écrit en lettres onciales ou majuscules ¹, et les quatre Évangiles écrits en lettres saxoniques, qu'on croit là communément être de douze cens ans, et avoir été écrits par S. Hilaire, évêque de Poitiers. Mais il paroît qu'ils se trompent, tant par le caractère qui ne passe point mille ans, que par cette inscription qui est au derrière du livre, écrite en lettres rouges saxoniques : *Ego Holcundus, etc.*, au lieu de quoi quelques-uns lisoient : *Ego Hilarius* ². »

Quelques années plus tard, en 1735, on trouve dans une lettre d'un correspondant parisien du bibliothécaire du Roi, l'abbé Jean-Paul Bignon, la description suivante de la bibliothèque du chapitre de Tours, qu'il n'est pas sans intérêt de rapprocher de la précédente et de celle

1. Aujourd'hui ms. nouv. acq. lat. 2334 de la Bibliothèque nationale ; cf. L. Delisle, *Catalogue des mss. Libri et Barrois* (Paris, 1888, in-8°), p. 1-3.

2. Aujourd'hui ms. nouv. acq. lat. 1587 ; cf. *ibid.*, p. 7-10.

qu'avaient déjà donnée en 1706 (p. 53) les auteurs de la *Bibliotheca sanctae et metropolitanae ecclesiae Turonensis*.

H. O.

A Paris, ce 18 février 1735.

Monsieur,

Suivant la note que j'ay prise, comme j'ay eu l'honneur de vous le dire, en passant par Tours l'année dernière [1734], la bibliothèque du Chapitre a conservé jusqu'à ce jour la forme et l'arrangement des anciennes bibliothèques monacales, de sorte qu'en y entrant l'on se croit revenu au siècle de Grégoire de Tours. Elle est dans l'ancien cloître et il y a apparence que les moines étudiaient autrefois dans les cloîtres, puisqu'on voit encore des pupitres et des sièges de pierre dans celui de S^t Oüen de Rouën. Cette bibliothèque, qui doit avoir, dit-on, 1,500 manuscrits¹, quoyque je doute du complet, est composée d'une douzaine de pupitres doubles, soutenus de leurs pieds comme des tables, le dessous à jour, et arrangés avec ordre et parallèlement, de sorte que l'on tourne autour et l'on passe entre deux, avec une tablette courante adossée contre le mur à hauteur d'appuy. Je n'ay pû juger du nombre de volumes que cette tablette contient, mais j'ay observé qu'il y avoit sur chaque côté du pupitre 12 à 13 manuscrits, ce qui peut faire 30 volumes par pupitre. Les manuscrits sont enchaînés à une tringle de fer qui règne au dessous et le long de chaque pupitre, quoyqu'il y ait plusieurs chaînes pendantes et brisées et quelques volumes sans chaînes, faute de couvertures assez solides. Au reste, je ne suis pas resté plus d'une demi-heure dans cette bibliothèque, mais c'en étoit assez pour un ignorant comme moy.

J'y ay vu un Pentateuque fort ancien ; je croyois le trouver en écorce d'arbre, comme le livre des Évangiles du tombeau de Charlemagne, que j'ay vu autrefois à Aix-la-Chapelle. Il y a une Bible que l'on dit écrite de la propre main de S^t Hilaire, évêque de Poitiers. Tite-Live s'y trouve, avec de grandes vignettes ou mignatures au commencement de chaque livre, et si la composition n'est pas des meilleures, la peinture a cependant son mérite et les têtes sont fort bonnes². Au surplus je demanday en vain le manuscrit de Grégoire de Tours et je m'en allay.

Je ne vous répète point que le chanoine dépositaire des clefs rouillées, qui me reçut avec politesse, me témoigna naturellement que l'union de quelque bénéfice au chapitre, pour améliorer un peu les prébendes mal rentées, leur seroit plus nécessaire que la possession de ces manuscrits ne leur étoit utile. J'estime qu'il a raison, car avant d'étudier il faut que le prêtre vive. Enfin je luy promis que je prendrois la liberté d'en parler à M^r l'abbé Bignon, ce que je n'ay pû faire dans le tems, ayant été indisposé.

Je vous supplie de me croire très respectueusement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DE LA FAYE.

Ozerois-je vous prier de vouloir bien me faire confier sur mon recepisé le livre

1. Le catalogue imprimé en 1706 et cité plus haut mentionne 461 manuscrits et les auteurs, se plaignant des pertes subies par leur bibliothèque, rappelaient déjà qu'elle ne possédait aucun ms. de Grégoire de Tours, ainsi que le remarque plus loin le signataire de cette lettre.

2. Aujourd'hui ms. 984 de la bibliothèque de Tours.

italien intitulé : *Il negociante*, di Giov. Domenico Pery, imprimé à Venise et même à Turin à ce que je crois, dans l'autre siècle, au cas qu'il se trouve à la Bibliothèque ¹.

INCENDIE DE LA BIBLIOTHÈQUE DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS EN 1794

La lettre suivante de Dom Poirier, devenu « membre du Comité de conservation des monumens des sciences et des arts », au président Lévrier, alors « préposé aux bibliothèques du district d'Amiens », apporte quelques précisions au sujet de l'incendie de la bibliothèque de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, survenu accidentellement le 2 fructidor an II (19 août 1794) ². Lévrier avait appris l'incendie par les « papiers publics » ; mais, écrivait-il dès le 6 fructidor à Dom Poirier, « ceux-ci ne nous donnent aucuns détails, sinon qu'une grande partie de la bibliothèque a été la proie des flammes ³ ». Dom Poirier lui répondit le 9 fructidor ⁴ :

« Je vous remercie, Citoyen, de l'intérêt que vous prenez à ce qui me regarde. J'ay sauvé mon existence de l'affreux incendie, qui n'a été arrêté qu'à 15 pas de ma chambre. On tirera quelque chose de la Bibliothèque, mais bien peu. C'est une grande perte, car elle étoit bien précieuse pour la littérature des xvi^e et xvii^e siècles, dont les monumens sont rares à la fin du xviii^e. Mais consolez-vous. Les manuscrits sont sauvés. Peut-être y en aura-t-il de perdus ou d'égarés dans la confusion et le trouble du transport, malgré les attentions que l'on y a données. Quant à moi, je perds mon lit, une partie de mes effets, les grands corps d'ouvrages de ma petite bibliothèque ; mais ce que je regrette le plus, ce sont mes portefeuilles, fruit de mes recherches pendant plus de trente années. Malgré cela, je me suis trouvé fort heureux, dès que j'ay pu rentrer dans ma chambre, de voir que l'on n'avoit pas tout jeté par la fenêtre, ni tout volé. Il me reste la plus grande partie de mes livres de ma chambre à coucher, dont cependant plus d'une cinquantaine ont été bien gâtés par l'eau des pompes... Salut et fraternité.

« POIRIER. »

1. Bibl. nat., archives du Département des manuscrits.

2. A. Franklin, *les Anciennes bibliothèques de Paris*, t. I, p. 123-124, et L. Delisle, *le Cabinet des manuscrits*, t. II, p. 48-49.

3. Bibl. nat., collection du Vexin, ms. 71, fol. 82.

4. Bibl. nat., ms. français 20842, fol. 62.

LA NOUVELLE SOCIÉTÉ PALÉOGRAPHIQUE DE LONDRES

Les VI^e-VII^e et VIII^e-IX^e parties de la seconde série de *The New Palaeographical Society* ont paru, en 1924 et 1926, sous la direction de Sirs E. M. Thompson et F. G. Kenyon et de MM. J. P. Gilson et J. A. Herbert. Voici le détail des planches 136 à 155 et 156 à 180 qui composent ces deux doubles livraisons, dans lesquelles on trouve des spécimens variés d'écritures grecques et latines depuis le 1^{er} jusqu'au xv^e siècle.

Planche 136. Lettres privées (5-6 et 9 de J.-C.). — Londres, Musée britannique, papyri 2253 et 2252.

137. Acte de vente d'une terre du nome d'Oxyrhinchos (après 365). — Londres, Musée britannique, papyrus 2227.

138. Collection de *Conciles œcuméniques*; ms. grec en minuscule, daté de 1111. — Londres, Musée britannique, Arundel ms. 529.

139. Mélanges de théologie; ms. grec en minuscule, daté de 1423 et 1437. — Londres, Musée britannique, addit. ms. 17473.

140-141. *Évangiles*; ms. latin en minuscule, probablement copié en Irlande à la fin du viii^e ou au début du ix^e et avec additions du x^e siècle. — Londres, Musée britannique, addit. ms. 40618.

142. Collection de notes et extraits chronologiques; ms. latin en minuscule, peut-être copié, de Fleury entre 861-865. — Londres, Musée britannique, ms. Harley 3017.

143. SMARAGDE, *Diadema monachorum*; ms. latin en minuscule, probablement copié dans le diocèse de Trèves, au temps de l'archevêque Egbert (975-993). — Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. II. 976.

144. LUCAIN, *Pharsale*; ms. latin en minuscule, partie carolingienne, partie wisigothique, de la fin du xi^e ou du début du xii^e siècle. — Rome, Bibliothèque Vaticane, ms. Ottoboni 1210.

145. *Bible*; ms. latin en minuscule, copié en 1132-1135 par Heinricus, moine de l'abbaye de Bonne-Espérance, en Hainaut. — Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. II. 3524.

146. S. AUGUSTIN, *Confessions*; ms. latin en minuscule, copié en 1156 dans l'abbaye de Saint-Ghislain, près Mons. — Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. II. 1635.

147-148. *Missel*, ou Sacramentaire de l'abbaye de Saint-Martin de Weingarten, diocèse de Constance; ms. latin en minuscule, de la fin du xii^e siècle. — Holkam Hall (Norfolk), Bibliothèque du comte de Leicester, ms. 36.

149. S. AUGUSTIN, traités divers; ms. latin en minuscule, copié en

1277 par Jean Toussens, moine de l'abbaye de Cambron, diocèse de Cambrai. — Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. II. 2297.

150-151. ARISTOTE, *Politiques et Économiques*, traduction française de Nicolas Oresme ; ms. copié pour Charles V, par Raoulet d'Orléans, en 1376. — Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. 11201-11202.

152. *Psautier* de Henry VI d'Angleterre, probablement offert au roi par sa mère à l'occasion de son couronnement à Paris (16 décembre 1430) ; ms. latin en minuscule du xv^e siècle. — Londres, Musée britannique, ms. Cotton, Domitian A. xvii.

153. Lettre privée, en anglais, de R. Roche écrite d'Irlande à son fils David à Londres (10 octobre [1530-1535]). — Londres, Musée britannique, ms. Egerton, 3009.

154. *Court-Roll* du manoir d'Alton, appartenant à la comtesse de Kent, en minuscule latine de 1338. — Londres, Musée britannique, addit. roll 27.766.

155. Registre de Walter de Monyton, ou Monyngton, abbé de Glastonbury ; ms. latin en minuscule, de 1361. — Londres, Musée britannique, ms. Arundel 2.

156. Acte de vente de terre à Doura, sur l'Euphrate (195-190 av. J.-C.), provenant des fouilles de Salhiyeh en 1922 ; ms. grec en petite onciale sur parchemin. — Paris, Bibliothèque nationale, ms. supplément grec 1354.

157. Quatre documents financiers, provenant des fouilles d'Oxyrhynchos (v^e siècle), sur papyrus. — Egypt Exploration Society, papyrus 1053, 2001, 1949 et 1950.

158. Charte de Gyumarca, ou Gimarsa, en faveur de l'abbaye de Saint-Élie et Saint-Anastase de Carbone, dans la Basilicate (1080) ; sur parchemin, en minuscule grecque. — Rome, archives du palais Doria-Pamphili.

159. Charte de Boemond II, prince d'Antioche, en faveur de la même abbaye (1124) ; sur parchemin, en minuscule grecque. — Rome, archives du palais Doria-Pamphili.

160. Charte de Roger II, roi de Sicile, confirmant la charte précédente (1132) ; sur parchemin, en minuscule grecque. — Rome, archives du palais Doria-Pamphili.

161. EUTHYME ZIGABENE, *Commentaire sur les Psaumes* ; ms. grec en minuscule, daté de 1278-1279. — Oxford, Bibliothèque Bodléienne, ms. Roe 7 (Bodl. 253).

162. *Commentaire sur le Pentateuque*, anonyme ; ms. latin en minuscule de la fin du viii^e siècle. — Oxford, Bibliothèque Bodléienne, ms. lat. th. D. 3 (Bodl. 31.383).

163-165. *Évangiles* ; ms. latin en minuscule caroline et anglo-

saxonne de la fin du x^e siècle. — York, Bibliothèque du Chapitre (Minster Library).

166-168. *Psautier* de Bury St. Edmund ; ms. latin en minuscule du milieu du xi^e siècle. — Rome, Bibliothèque Vaticane, ms. Reg. lat. 12.

169. JEAN DIACRE, *Vie de saint Grégoire le Grand* ; ms. latin copié, probablement dans l'abbaye de Farfa, en écriture minuscule italienne de la fin du xi^e siècle. — Bibliothèque du collège d'Eton, ms. 124.

170-171. SICEBERT DE GEMBOUX, *Chronique*, avec continuation ; ms. latin, en partie autographe, en minuscule antérieure à 1112 et 1136. — Bruxelles, Bibliothèque royale, ms. 18239.

172-174. *Bible* ; ms. latin en minuscule copié, pour l'abbaye de Bury St. Edmund, dans le second quart du xii^e siècle. — Cambridge, Bibliothèque de Corpus Christi College, ms. 2.

175-176. *Psautier* d'Ingeburge de Danemark, reine de France ; ms. latin en minuscule, sans doute antérieur à 1214. — Chantilly, Musée Condé, ms. 9.

177. *Cartulaire de l'abbaye de Walden* (Essex) ; ms. latin en minuscule, copié en 1387. — Londres, Musée Britannique, addit. ms. 3697.

178. CHAUCER, *Canterbury Tales* ; ms. anglais, copié en 1477. — Glasgow, Hunterian Museum, ms. U. I. I.

179. *Minutes du Conseil privé* (1398 et 1404) ; en français. — Londres, Musée britannique, ms. Cotton, Cleopatra, F. III.

180. *Wardrobe Accompt* de Marguerite d'Anjou, femme de Henri VI, roi d'Angleterre (1444-1445) ; en latin. — Londres, Musée britannique, addit. ms. 23938.

LES ARCHIVES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

La grande industrie est maintenant en âge d'avoir des archives ; les grandes compagnies de commerce, les grandes entreprises de transport ont, elles aussi, derrière elles, un passé suffisamment long pour qu'elles puissent commencer à connaître l'encombrement du « papier » et doivent se préoccuper d'organiser le classement et la conservation de leurs vieux dossiers. Que font-elles pour cela ?

Dans une lecture à l'Académie des sciences morales et politiques, j'ai essayé d'attirer l'attention sur ce qui se fait, en pareille matière, à l'étranger. J'ai montré l'organisation des archives économiques de Cologne, de Bâle, de Bruxelles, de Birmingham, où sont conservés, classés, utilisés les papiers anciens que des industriels et des commerçants, — particuliers ou sociétés, — ont confiés, avec toutes les réserves nécessaires, à ces dépôts publics.

En même temps, j'ai attiré l'attention sur la nécessité d'organiser

scientifiquement les services d'archives des sociétés industrielles ou des établissements de crédit et cité l'exemple de l'Allemagne où telles grandes banques ont à la tête de leurs services d'archives des universitaires spécialisés. Depuis lors, j'ai appris l'existence d'un dépôt d'archives économiques créé depuis peu à la Haye par un professeur de l'Université d'Amsterdam et avec l'appui d'une société qui compte l'élite du monde des affaires en Hollande.

En France, rien ou presque rien : il y a bien, dans quelques dépôts départementaux, des fonds d'archives provenant des intendances, des amiraautés, des tribunaux maritimes, mais ces documents ne dépassent pas la fin du XVIII^e siècle. Où sont les archives qui permettront de faire l'histoire économique du XIX^e siècle, cette histoire économique sans laquelle on ne comprendra rien à l'histoire politique? Les vieux papiers des sociétés industrielles et commerciales, — où je devine qu'il y a des rapports autrement significatifs que toute la phraséologie officielle soigneusement conservée, — où sont-ils? On les a, dans bien des cas, détruits, ou bien, quand on a eu quelque scrupule, on les a entassés dans des greniers inaccessibles.

Il faut ordonner les archives conservées et organiser la conservation de celles qui se forment.

Je sais bien que la plupart des hommes d'affaires sourient quand on leur parle d'archives ; le passé est inexistant pour eux et ils vivent en pensant à demain. Mais ceux dont la curiosité n'est pas limitée étroitement et qui se rendent compte que demain sera fait d'hier, ceux-là voudraient bien qu'un peu d'ordre fût mis dans leurs dossiers accumulés et qu'à l'avenir une organisation rationnelle fût adoptée dans leur « affaire », qui permit, d'une part, de retrouver à coup sûr le très vieux dossier devenu subitement actuel, et, d'autre part, de faire, dès le bureau créateur de papier, la discrimination entre ce qui devra être conservé temporairement et ce qu'il y aura un intérêt, matériel ou historique, à garder indéfiniment.

Dès à présent, je sais deux sociétés, — une grande société de crédit et une société industrielle, — qui ont entendu mon appel et se préoccupent de créer un service d'archives incorporé à leur service de renseignements et pour lequel elles prévoient une réglementation méthodiquement étudiée. Leur exemple sera certainement suivi et j'aime à croire que telle grande entreprise de transports, dont j'ai visité un jour les archives éparses et inorganiques, voudra créer des archives méthodiques.

L'École des chartes devrait avoir son mot à dire dans cette évolution nécessaire. Elle n'est pas seulement un admirable laboratoire d'histoire médiévale ; elle est aussi, — il faut le rappeler, — une école préparatoire d'archivistes. C'est elle qui devrait fournir demain non seulement

les archivistes des organisations officielles mieux préparés à leur tâche, mais encore le personnel spécialisé qui organisera les archives modernes et contemporaines de l'industrie et du commerce.

Le monde des affaires ne pourra plus se passer de ce personnel et se contenter de livrer à des empiriques ignorants la gestion des « vieux papiers ». Une société industrielle et commerciale ne pourrait plus se concevoir sans des bureaux organisés sur un plan d'ensemble, avec un service de renseignements et de documentation : de ces bureaux et de leur documentation rationnelle le complément indispensable sera, de plus en plus, un service d'archives méthodiquement ordonné.

Charles SCHMIDT.

(*Le Temps*, 21 septembre 1927.)

LES ARCHIVES DES SOVIETS EN RUSSIE

On doit à M^{me} Inna Lubimenko, docteur de l'Université de Paris, archiviste à Leningrad, de précieux renseignements sur l'*Organisation des Archives dans la Russie des Soviets*¹.

C'est le décret du 1^{er} juin 1918 qui a organisé ces archives, créant un « Fonds unique des archives de l'État » sous la dépendance du Commissariat de l'Instruction du peuple et interdisant la suppression des papiers dits inutiles sans une autorisation écrite de l'« Administration principale des Archives ».

Bien entendu, il n'a pu s'agir que d'une centralisation théorique, administrative et qui ne comportait pas le groupement matériel des fonds et des dossiers, — vingt millions à Moscou, seize à Leningrad, — et l'Administration principale s'est avant tout préoccupée de donner un cadre général de classement, qui comporte cinq sections : politique, juridique, économique, histoire et civilisation, armée et marine. Les archives des institutions supprimées et des familles dont les biens avaient été séquestrés ont été réunies à la cinquième section. Toutes ces sections groupent des fonds dont l'intégrité a été respectée : le fonds du Saint-Synode est compris dans la quatrième, celui de la police dans la première.

L'Administration des Archives, d'abord installée à Leningrad, a été transférée à Moscou et a passé sous les ordres du Comité exécutif central de toute la Russie, les commissaires devant utiliser dans un but de propagande politique les riches matériaux accumulés. A cet effet, ils ont trop souvent introduit des politiciens dans les cadres du personnel

1. Tirage à part du *Nederlandsch Archievenblad*, 1925-1926, n° 3, 9 p. in-8°.

insuffisamment stabilisé. En 1925, on comptait 1,087 personnes employées aux Archives de l'État russe, dont 325 à Moscou seulement.

Ces importants états-majors ont accompli une vaste besogne d'aménagement. En particulier, à Moscou, la concentration a été poussée avec une grande énergie, et l'on y compte, en particulier, les archives des Affaires étrangères, les archives de la Révolution d'octobre, subdivisées en 193 fonds, les archives « Lefort », importantes pour l'histoire militaire, les archives de l'Armée rouge.

A Leningrad, la concentration se poursuit également avec beaucoup de régularité : l'ancien Sénat permettra de grouper un très grand nombre de fonds, les archives de l'Armée et celles de la Marine restant conservées dans d'autres bâtiments. On prépare de même ardemment l'élimination des papiers inutiles.

Le travail de classement et d'inventaire n'est plus guère poursuivi, encore que le *Krasny Archiv* (Archives rouges) et le *Krasnaja Letopis* (Chronique rouge) publient ou utilisent des documents historiques importants. Les recherches portent surtout sur l'histoire moderne et contemporaine. Il convient de noter pourtant l'existence de deux Commissions chargées de préparer la documentation pour l'histoire de la tentative de Pougatcheff au temps de Catherine II et de l'insurrection décabriste de 1825.

La centralisation archivistique n'a été appliquée qu'à la partie russe de la Fédération soviétique. L'Ukraine, les républiques caucasiennes, tartares et autres ont d'ailleurs une organisation analogue et sont en contact avec l'Administration centrale des Archives.

Dans les limites du territoire spécifiquement russe, des bureaux d'archives ont été installés dans certains centres (gubarchivburo). Il y en a actuellement cinquante-quatre, à Saratov, Kostroma, Toula, Novgorod, Ryazan, etc. Et, si mal que soit organisé le travail scientifique, on a pu déjà identifier en province l'existence de 11,000 fonds, dont 6,000 d'avant la révolution.

Enfin, l'Administration centrale des archives, en vertu du décret du 30 janvier 1922, surveille l'existence et l'accroissement des archives courantes des différents bureaux, dans le dessein de les incorporer à ses fonds, dès qu'elles ont cessé d'être utilisables pour les administrations actives.

Actuellement, le public est admis à utiliser les fonds historiques, et l'on a même organisé à Leningrad une salle de lecture très commode. Dès que les inventaires se seront multipliés, — et ils le seront aussitôt après l'achèvement de la concentration et grâce à des investigations scientifiques dans les fonds conservés par des spécialistes, — il n'y a aucun doute que ces archives soviétiques ne permettent l'élaboration de travaux historiques sérieux.

En somme, de l'étude de M^{me} Lubimenko, il ressort nettement qu'en Russie, comme en France, la révolution a été un moyen brutal, mais puissant, de constituer des dépôts d'archives accessibles aux citoyens. Il est probable qu'au cours de la révolution, en Russie comme en France, des fonds d'archives ont été détruits. Conservés jalousement, mais fermés à toutes les curiosités et à toutes les recherches, ils étaient comme inexistants : faut-il dès lors tellement pleurer sur leur perte, si celle-ci est compensée par une organisation générale et rationnelle de ce qui subsiste et qui paraît, au demeurant, monumental?

Georges BOURGIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Notice sur la vie et les travaux de M. Élie Berger, par René Cagnat	5
De l'authenticité de la <i>Clausula de unctione Pippini</i> , par Léon Levillain.	20
Fragments d'un nouveau manuscrit de la bibliothèque de Charles V, par Suzanne Solente.	43
Études Lucquoises, par Léon Mirot.	50, 275
Comment fut élaborée l'Ordonnance sur les rachats en Poitou (mai 1269), par Ernest Lyon.	87
Les manuscrits des Dupuy à la Bibliothèque nationale, par Suzanne Solente.	177
La date de la mort de l'évêque de Toul, Ricuin de Commercy (7 février 1124), par Pierre Marot	251
Un compte inédit de Bertrand du Guesclin, par Jean Marchand	260
Identifications de quelques partenaires et juges des « unica » des jeux-partis du Chansonnier d'Oxford, par Pierre Marot.	266
Bibliographie	97, 315
Livres nouveaux.	130, 345
Chronique et Mélanges	147, 361

TABLE ALPHABÉTIQUE¹

- Affiches d'indulgences, 174.
- *Alverny (Marie-Thérèse d'), admise à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363. — Prix Auguste Molinier, 363.
- *Anchier (Camille), nécrologie, 157, 383.
- André (Louis), Les sources de l'histoire de France au xvii^es., vol. V, 126.
- Antiquités de la France. Concours, 158.
- Archives départementales. Personnel, 363, 364.
- Archives industrielles et commerciales, 390.
- Archives nationales. Personnel, 150, 363.
- Archives des Soviets en Russie, 392.
- *Aubert (Marcel), membre de la section d'archéologie du Comité des Travaux historiques, 150. — Comptes-rendus : L'habitation rouennaise, 109 ; *Storia dell' arte italiana*, 119 ; Loches, 121 ; La basilique pythagoricienne de la Porte Majeure, 315 ; *Biblia pauperum*, 332.
- Aubigné (Agrippa d'), Supplément à l'Histoire universelle, 109.
- *Babelon (Jean), membre résidant de la Société des Antiquaires de France, 365.
- *Batiffol (Louis). — Compte-rendu : Les sources de l'histoire de France au xvii^e siècle, vol. V, 126.
- Beaulieux (Th.), Histoire de l'orthographe française, 340.
- Bécet (Marie), élève de 3^e année, 150.
- *Bémont (Charles). Nécrologie : Gustave Fagniez, 154.
- *Benoît (Fernand), 2^e médaille au Concours des Antiquités nationales, 151 et 158.
- *Berger (Élie), nécrologie, 5.
- *Berland (Just), chevalier de la Légion d'honneur, 365.
- Berrogain (Gabrielle), élève de 3^e année, 149.
- Berthier (André), élève de 2^e année, 149.
- *Bezard (Yvonne), archiviste aux Archives nationales, 150. — Prix Saintour au Collège de France, 365.
- Biblia pauperum*, 332.
- Bibliothèques nationales. Nouveaux décrets, 162. — Décision du Conseil d'État relative à l'administrateur général, 165. — Modification de l'ordonnance de 1846, 167. — Les manuscrits des Dupuy à la Bibliothèque nationale, 177. — Personnel, 363.
- Bibliothèques d'Alger, 364 ; — du chapitre de Tours, 385 ; — de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, 387 ; de Besançon, 151 ; de Rouen, 151.
- *Billioud (Joseph), officier de l'Instruction publique, 152.

1. Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des archivistes paléographes ou anciens élèves pensionnaires de l'École des chartes.

- Bioche (Madeleine), élève de 3^e année, 150.
- Blanchet (François), élève de 3^e année, 150.
- Bodley (Thomas), *Letters to Thomas James*, 117.
- *Boislisle (Jean de), secrétaire de la Société des amis de l'École des chartes, 152.
- Boiteux (Louis), Les vieilles cloches du Doubs, 125.
- *Bondoï (Paul-M.). — Comptes-rendus : Catholiques et huguenots à la cour de Charles IX, 108 ; Supplément à l'Histoire universelle d'Agrippa d'Aubigné, 109 ; La réunion de Metz à la France, 112.
- *Bossuat (Robert). Prix La Grange à l'Académie française, 365.
- Bouard (Michel de), élève de 2^e année, 149.
- *Boucher (François). Prix J.-J. Berger à l'Académie française, 151.
- *Bougenot (E.-S.), nécrologie, 383.
- Bourciez (Jean), Recherches sur le parfait en Gascogne, 343.
- *Bourgin (Georges), Archives des Soviets en Russie, 392.
- Bousquet (H.), Comptes consulaires de Rodez, 115.
- *Bruchet (Max), membre de la Commission supérieure des Archives, 364. — Compte-rendu : Correspondance de la cour d'Espagne au xvii^e siècle, 329.
- *Brunel (Clovis). Prix Bordin à l'Académie des inscriptions, 151. — Les plus anciennes chartes en langue provençale, 337. — Comptes-rendus : Mélanges offerts à M. A. Thomas, 336 ; Histoire de l'orthographe, 340 ; Les noms de lieux de la Belgique, 342 ; Recherches sur le parfait en Gascogne, 343.
- Cagnat (René). Nécrologie : Élie Berger, 5.
- *Calmette (Joseph). Prix Saintour à l'Académie française, 365.
- Carcopino (J.), La basilique pythagoricienne de la Porte Majeure, 315.
- Cartellieri (Alexander), *Richard Löwenherz*, 106 ; — *Weltgeschichte als Machtgeschichte*, 318.
- Cartellieri (Otto), *Am Hofe der Herzoge von Burgund*, 320.
- *Célier (Léon). — Compte-rendu : Saint-Jérôme, 317.
- Chanteux (Henry), élève de 1^{re} année, 362.
- Charles V (Fragment d'un manuscrit de), 43.
- Chartres. Comédiens italiens en 1556, 176.
- *Chaumié (Jacqueline), admise à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- Chiaudano (M.), *Il bilancio sabauda nel s. XIII*, 327. — *Le curie sabaude nel s. XIII*, 328.
- Chronicle (The anonimale)*, 319.
- *Claudon (Ferdinand), membre de la Commission supérieure des Archives, 364.
- Clausula de unctione Pippini*, 20.
- Clermont-Tonnerre (François de), élève de 2^e année, 149.
- Comédiens italiens à Chartres en 1556, 176.
- Commynes (Philippe de), Mémoires, 107.
- Concours des Antiquités de la France, 158.
- *Cordey (Jean), membre suppléant de la Commission de publication, 152. — Compte-rendu : Histoire de Paris, 322.
- Cornell (H.), *Biblia pauperum*, 332.
- Correspondance de la cour d'Espagne au xvii^e siècle, t. I et II, 329.
- Cossa (André), élève de 2^e année, 149.
- *Couderc (Camille), membre de la Commission de comptabilité, 152. — Nécrologie : Charles Mortet, 376.
- *Coulon (Auguste), conservateur adjoint aux Archives nationales, 363.
- *Courcel (Valentin de), secrétaire

- adjoint de la Société des amis de l'École des chartes, 152.
- *Courteault (Henri), membre suppléant de la Commission de publication, 152.
- *Coville (Alfred), membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 364.
- *Croy (Joseph de), chevalier de Malte, 152.
- *Daguillon (Jeanne), bibliothécaire à la Bibliothèque universitaire de Besançon, 151.
- Daridan (Jean), élève de 2^e année, 149.
- Daudet (Pierre), élève de 1^{re} année, 361.
- David (P.-L.), *Amance en Franche-Comté*, 326.
- *Delaborde (H.-F.), membre de la Commission de publication, 152. — Commissaire de la Société des amis de l'École des chartes, 152. — Nécrologie, 368.
- Delebecque (Catherine), élève de 3^e année, 149.
- *Deschamps (Paul), conservateur du Musée de sculpture comparée, 150. — Membre de la section d'archéologie du Comité des Travaux historiques, 150. — Étude sur la naissance de la sculpture à l'époque romane, 122 ; La légende arturienne à la cathédrale de Modène, 122.
- Deville (Ét.), *La céramique du Pays d'Auge*, 325.
- Dickson (Marcel), élève de 1^{re} année, 362.
- Dill (Samuel), *Roman Society in Gaul*, 318.
- *Dillay (Madeleine), archiviste aux Archives nationales, 363.
- Dobelmann (Suzanne), élève de 2^e année, 149.
- Dropet (Jacques), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150.
- Dubech (Lucien), *Histoire de Paris*, 322.
- *Du Bus (Charles), officier de l'Instruction publique, 152.
- Duchesne (Louis), *L'Église au vi^e siècle*, 316.
- Dufourcq (M^{me}, née Odette Latron), admise à subir l'épreuve de la thèse, 150.
- *Dufourcq (Norbert), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- Du Guesclin (Bertrand), *Un compte inédit*, 260.
- *Dulong (Marthe), admise à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- Dumitrescu (Marie), élève de 1^{re} année, 362.
- *Dupic (Jeanne), bibliothécaire stagiaire à la Bibliothèque municipale de Rouen, 151.
- Dupieux (Paul), élève de 3^e année, 150.
- *Dupont (François), bibliothécaire à la Bibliothèque nationale d'Alger, 364.
- *Dupont-Ferrier (G.), membre de la Commission des Mémoires et documents, 152.
- Dupuy (P. et J.), *Leurs manuscrits à la Bibliothèque nationale*, 177.
- École des chartes. Examens, 147. — Société, 152. — Société des amis, 152. — Croix de guerre, 157. — Modification de l'Ordonnance de 1846, 167. — Hommage aux écrivains morts pour la France, 384. — L'École des chartes en 1832, 169. — Le cours de Benjamin Guérard en 1838, 171.
- École française de Rome. Rapport, 160.
- *Enlart (Camille), nécrologie, 152.
- *Espezel (Pierre d'), *Histoire de Paris*, 322.
- *Espinass (Georges), associé étranger de l'Académie royale de Belgique, 152.
- *Esquer (Gabriel), chargé d'un cours à la Faculté des lettres d'Alger, 151.
- *Estienne (Joseph), officier de l'Instruction publique, 151.
- *Fagniez (Gustave), nécrologie, 154.

- *Farges (Louis), officier de la Légion d'honneur, 365.
- *Faucher (Benjamin). — Compte-rendu : État comparatif des paroissiaux [de l'Ardèche], 331.
- *Faure (Claude). — Comptes-rendus : *Il bilancio sabauda nel s. XIII*, 327 ; *Le curie sabauda nel s. XIII*, 328.
- *Fels (Étienne), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- Fenaille (Maurice), vice-président de la Société des amis de l'École des chartes, 152.
- *Ferry (Madeleine), sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- *Flipo (Vincent), chargé de cours à l'École spéciale d'architecture, 364.
- *Forestier (Henri), archiviste du Tarn, 364.
- *Forts (Philippe Feugère des). — Compte-rendu : Épitaphier de Picardie, 110.
- *Fournier (Paul), commissaire de la Société des amis de l'École des chartes, 152.
- François (Michel), élève de 1^{re} année, 361.
- Frémont (Hélène), élève de 2^e année, 149.
- *Funck-Brentano (Frantz), membre de l'Académie des sciences morales, 364. — Nécrologie : Henri Martin, 374.
- *Gabory (Émile), chevalier de la Légion d'honneur, 365.
- *Galabert (François), membre de la Commission supérieure des Archives, 364.
- Gandilhon (René), élève de 1^{re} année, 361.
- Gautier (Jean), élève de 2^e année, 149.
- Glachant (Roger), élève de 3^e année, 150.
- Goubet (Simon), élève de 2^e année, 149.
- Gounelle (Suzanne), élève de 3^e année, 150.
- *Grand (Roger), sénateur du Morbihan, 151.
- Granderye (Arlette), élève de 3^e année, 149.
- Grenet (Henriette), élève de 3^e année, 361.
- *Guérard (Benjamin). Son cours à l'École des chartes en 1838, 171.
- *Guigue (Georges). Prix de la comtesse Mathilde à l'Académie de Lyon, 151.
- Guillon (Madeleine), élève de 1^{re} année, 361.
- *Halphen (Louis). — Comptes-rendus : *The great rolls of the Pipe of the 3d and the 4d years of the reign of Richard I*, 105 ; Comptes consulaires de Rodez, 115 ; *Thomas Becket*, 115 ; *An essay on the origin of the House of Commons*, 116 ; L'Église au vi^e siècle, 316 ; Foi et science au moyen âge, 318 ; *Roman Society in Gaul*, 318.
- *Hanotaux (Gabriel), président d'honneur de la Société des amis de l'École des chartes, 152.
- Herbécourt (Pierre d'), élève de 3^e année, 150.
- *Hirschauer (Charles), officier de l'Instruction publique, 152.
- Hommage aux écrivains morts pour la France, 384.
- *Huard (Georges), membre résident de la Société des Antiquaires de France, 365.
- Humbert (Jean), élève de 1^{re} année, 361.
- Hutton (W. H.), *Thomas Becket*, 115.
- Incendie de la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés, 387.
- Indulgences (Affiches d') pour la délivrance des marchands prisonniers à Tunis, 174.
- *Isnard (Émile). 5^e mention au Concours des Antiquités nationales, 151 et 160.
- Jolivet (René), élève de 2^e année, 149.
- *Joly (H.). — Compte-rendu : La miniature du xii^e siècle à l'abbaye de Cîteaux, 123.
- Jouanny (Marguerite), élève de 1^{re} année, 362.

- *Jusselin (Maurice), Comédiens italiens à Chartres en 1556, 176.
- Kienast (W.), *Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte*, 99.
- Labande (René), élève de 1^{re} année, 361.
- *Lachenaud (Henri), nécrologie, 157.
- Lacour (René), élève de 3^e année, 150.
- Lafond (Jacques), élève de 2^e année, 149.
- *Langlois (Ch.-V.). Nécrologies : G. Servois, 365 ; A. Vidier, 380.
- *Langlois (Ernest). Prix Estrade-Delcros à l'Académie des Inscriptions, 151.
- Laranjo-Coelho (P.-M.), *A Pedreira ; Terras de Odiana ; As ordens de cavalaria no Alto Alentejo*, I, 331.
- Laroche (Charles), élève de 1^{re} année, 361.
- *Latouche (Robert), maître de conférences à la Faculté des lettres de Grenoble, 364.
- Laurent (Jeanne), élève de 2^e année, 149.
- *Lavergne (Géraud). — Comptes-rendus : Le Périgord méridional, 113 ; Le cartulaire de l'abbaye de Cadouin, 113.
- *Lecestre (Léon), membre de la Commission des Mémoires et documents, 152.
- Leclercq (H.), Saint Jérôme, 317.
- *Ledos (E.-G.), Le cours de Benjamin Guérard à l'École des chartes en 1838, 171.
- *Lefèvre-Pontalis (Germain), membre de la Commission de comptabilité, 152.
- *Lefranc (Abel), membre de l'Académie des inscriptions, 151.
- *Lefrancq (Paul), archiviste d'Orran, 364.
- Le Gentilhomme (Pierre), élève de 1^{re} année, 361.
- *Legoy (André), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- *Le Grand (Léon), conservateur honoraire aux Archives nationales, 363.
- *Le Grand (Michel), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- *Legrand (Théodoric), percepteur de la 1^{re} circonscription d'Argenteuil, 151.
- Lemoine (Jean), élève de 2^e année, 149.
- *Léonard (É.-G.), chargé de conférences à l'Institut français de Naples, 364. — Officier de l'Instruction publique, 152. — Compte-rendu : *Studi di storia napoletana*, 117.
- *Levillain (L.), professeur à l'École des chartes, 363. — Vice-président de la Société de l'École des chartes, 152. — Prix Le Senne à l'Académie des inscriptions, 151. — De l'authenticité de la *Clausula de unctione Pippini*, 20.
- Levron (Jacques), élève de 3^e année, 149.
- *Lombard (Jean), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- *Lot (Ferdinand), membre de la Commission des Mémoires et documents, 152. — Compte-rendu : *Weltgeschichte als Machtgeschichte*, 318.
- *Loth (Arthur), nécrologie, 384.
- *Lyon (Ernest), Comment fut élaborée l'ordonnance sur les rachats en Poitou (mai 1269), 87.
- Macon (G.), Chantilly. Le cabinet des titres, t. I, 127.
- Mady (Jacqueline), élève de 2^e année, 149.
- Mailfert (Yvonne), élève de 1^{re} année, 361.
- *Mallon (Jean), archiviste aux Archives nationales, 363.
- Malo (Christiane), élève de 3^e année, 150.
- Manuscrit (Fragment d'un) de

- la bibliothèque de Charles V, 43.
- *Marchand (Jean), *Un compte inédit de Bertrand du Guesclin*, 260.
- *Marichal (Paul), conservateur aux Archives nationales, 363.
- *Marot (Pierre), archiviste de Meurthe-et-Moselle, 363. — Secrétaire-adjoint de la Société de l'École des chartes, 152. — La date de la mort de Ricuin de Commercy, 251 ; Identifications de quelques partenaires et juges des « unica » des jeux-partis du Chansonnier d'Oxford, 267.
- *Martin (Félix-Olivier), membre de l'École française de Rome, 364.
- *Martin (Germain), membre de l'Académie des sciences morales et politiques, 151.
- *Martin (Henri), nécrologie, 374.
- *Martin-Chabot (Eugène). — *Compte-rendu : A Pederneira ; Terras de Odiana ; As ordens de cavalaria no Alto Alentejo*, I, 331.
- *Marx (Jean), directeur d'études à l'École pratique des hautes études, 364.
- Maubourguet (J.-M.), *Le Périgord méridional*, 113 ; *Le Cartulaire de l'abbaye de Cadouin*, 113.
- Mélanges d'histoire offerts à M. Ferdinand Lot, 97.
- Mélanges de philologie et d'histoire offerts à M. Antoine Thomas, 336.
- *Meurgey (Jacques), archiviste-trésorier de la Société de l'École des chartes et de la Société des amis de l'École des chartes, 152. — Histoire de la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, 323.
- Meyer (M^{me} Paul), vice-présidente de la Société des amis de l'École des chartes, 152.
- *Mirot (Albert), archiviste aux Archives nationales, 150.
- *Mirot (Léon), secrétaire de la Société de l'École des chartes, 152. — *Études Lucquoises*, 50, 275. — *Compte-rendu : Moines bénédictins martyrs pendant la Révolution*, 332.
- Monnier (Louis), élève de 3^e année, 150.
- *Moranvillé (Henri), membre de la Commission de comptabilité, 152.
- Morel (Pierre), élève de 2^e année, 149.
- *Mortet (Charles). — *Compte-rendu : Les marques typographiques parisiennes des xv^e et xvi^e siècles*, 334. — *Nécrologie*, 376.
- Nève (J.), *Catonis disticha*, 128.
- *Odier (Jeanne), bibliothécaire stagiaire à la Bibliothèque nationale, 363.
- *Omont (Henri), membre de la Commission de publication, 152. — Commissaire de la Société des amis de l'École des chartes, 152. — *Comptes-rendus : Letters of Thomas Bodley to Thomas James*, 117 ; Chantilly. *Le Cabinet des titres*, t. I, 127 ; *Catonis disticha*, 128 ; L'École royale des chartes en 1832, 169 ; La bibliothèque du chapitre de Tours en 1718 et 1735, 385 ; Incendie de la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés en 1794, 387.
- Ordonnance (Modification de l') de 1846 relative à l'École des chartes, 167.
- *Oursel (C.), *La miniature du xii^e siècle à l'abbaye de Cl-teaux*, 123.
- Paléographie. La nouvelle Société paléographique de Londres, 388.
- *Parent (Colette), admise à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363. — Bourse Robert-André Michel, 363.
- Pasquet (D.), *An essay on the origin of the House of Commons*, 116.
- Pastré (Germain), élève de 3^e année, 150.

- *Petit (Auguste). Prix Montégut-Lamorelie, 363.
- *Petit-Dutailis (Charles). — Comptes-rendus: *Die deutschen Fürsten im Dienste der Westmächte*, 99; *Richard Löwenherz*, 106; *Am Hofe der Herzoge von Burgund*, 320.
- Picon (Antoinette), élève de 1^{re} année, 361.
- Piquard (Maurice), élève de 3^e année, 150.
- *Planchenault (Adrien), nécrologie, 156.
- Poitou (Ordonnance sur les rachats en), 87.
- *Portal (Charles), chevalier de la Légion d'honneur, 365.
- *Poupardin (René), nécrologie, 377.
- Prat (Olivier de), élève de 1^{re} année, 361.
- *Prinet (Max). — Comptes-rendus : Les vieilles cloches du Doubs, 125 ; Amance en Franche-Comté, 326.
- Prix : Antiquités, 157, 158 ; J.-J. Berger, 151 ; Bordin, 151 ; comtesse Mathilde, 151 ; de Courcel 365 ; La Grange, 365 ; R. Michel, 363 ; Montégut-Lamorelie, 363 ; Molinier, 363 ; Saintour, 365 ; Villard, 151.
- *Prou (Maurice), membre de la Commission des Mémoires et documents, 152. — Commissaire de la Société des amis de l'École des chartes, 152. — Nécrologies : H.-F. Delaborde, 368 ; R. Poupardin, 377.
- Quenedey (R.), L'habitation rouennaise, 109.
- *Rastoul (Armand). Nécrologie : A. Loth, 384.
- *Régne (Jean). Prix Villard au Conseil général de l'Ardèche, 151. — Etat comparatif des paroissiaux [de l'Ardèche], 331.
- Reinach (Salomon). Nécrologie : Camille Enlart, 152.
- Renouard (Philippe), Les marques typographiques parisiennes des xv^e et xvi^e s., 334.
- Riche (Jacques), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150.
- Ricuin de Commercy. La date de sa mort, 251.
- *Ritter (Georges), 1^{re} mention au Concours des Antiquités nationales, 151 et 159.
- Rodière (R.), Épitaphier de Picardie, 110.
- Rolls (The great) of the Pipe of the 3d and 4d years of the reign of Richard I*, 105.
- Romefort (Jacques Ducros de Lafarge de), élève de 3^e année, 149.
- *Romier (Lucien), Catholiques et huguenots à la cour de Charles IX, 108.
- Rousseau (François), Moines bénédictins martyrs pendant la Révolution, 332.
- Roy (Maurice), président de la Société des amis de l'École des chartes, 152.
- Royer (Armance), élève de 1^{re} année, 361.
- *Royer (Louis), officier de l'Instruction publique, 152.
- *Saint-Exupéry (Simonne de). Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 363.
- Saint-Germain-des-Prés. Incendie de la bibliothèque en 1794, 387.
- *Samaran (Charles), directeur d'études à l'École des hautes études, 150. — Comptes-rendus : Mémoires de Ph. de Commines, 107 ; *Anonimale Chronicle*, 319 ; Les plus anciennes chartes en langue provençale, 337.
- Sartiaux (Félix), Foi et science au moyen âge, 318.
- *Sauvage (R.-N.). — Comptendu : La céramique du Pays d'Auge, 325.
- *Schmidt (Charles), inspecteur général des Archives, 363. — Membre de la Commission supérieure des Archives, 364. — Les archives industrielles et commerciales, 390.
- *Servois (Gustave), nécrologie, 365.
- Société (Nouvelle) paléographique de Londres, 388.

- *Solente (Suzanne), Fragments d'un nouveau manuscrit de la bibliothèque de Charles V, 43 ; Les manuscrits des Dupuy à la Bibliothèque nationale, 177.
- *Stein (Henri), membre de la Commission de publication et de la Commission des Mémoires et documents, 152. — Comptes-rendus : Études sur la renaissance de la sculpture à l'époque romane, 122 ; La légende arturienne à la cathédrale de Modène et l'école lombarde de sculpture romane, 122.
- Studi di storia napoletana in onore di M. Schipa*, 117.
- *Tessier (Georges). — Compte-rendu : Mélanges d'histoire offerts à M. Ferdinand Lot, 97.
- Thiollier (Jacques), élève de 3^e année, 149.
- *Thomas (Antoine), président de la Société de l'École des chartes, 152. — Mélanges offerts par ses élèves, 336.
- Thomas (Édith), élève de 1^{re} année, 361.
- Toesca (P.), *Storia dell' arte italiana*, 119.
- Tours. Bibliothèque du chapitre en 1718 et 1735, 385.
- *Vallery-Radot (Jean), Loches, 121. — Compte-rendu : Histoire de la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, 323.
- *Van Moë (Émile), admis à subir l'épreuve de la thèse, 150. — Sa thèse, 362. — Archiviste paléographe, 362.
- Varangot (Jeanne), élève de 1^{re} année, 361.
- *Vautier (Adolphe), nécrologie, 157.
- *Verdat (Marguerite), bibliothécaire à l'Agence générale des colonies, 364.
- *Verrier (Jean), professeur à l'École du Louvre, 364.
- *Vidier (Alexandre), officier de la Légion d'honneur, 365. — Nécrologie, 380.
- *Viellard (Jeanne), Étude sur l'iconographie de saint Pierre, 160. — Prix de Courcel à l'Académie des Inscriptions, 365.
- Villeneuve (Marthe), élève de 1^{re} année, 361.
- Vincent (Auguste), Les noms de lieux de la Belgique, 342.
- Vitte (Suzanne), élève de 3^e année, 149.
- Vivès (Simone), élève de 3^e année, 362.
- *Waquet (Henri), officier de l'Instruction publique, 152.
- Zeller (G.), La réunion de Metz à la France, 112.

Bon à tirer, 7 avril 1928

VII. CHRONIQUE ET MÉLANGES, 361.

École des chartes et Société de l'École des chartes, 361. — Nécrologie : Gustave Servois (Ch.-V. LANGLOIS), 365. — François Delaborde (Maurice PROU), 368. — Henry Martin (Frantz FUNCK-BRENTANO), 374. — Charles Mortet (C. Couderc), 376. — René Poupardin (Maurice PROU), 377. — Alexandre Vidier (Ch.-V. LANGLOIS), 380. — CamilleANCHIER, 383. — E.-S. Bougenot, 383. — Arthur Loth (A. RASTOUL), 384. — Hommage de l'École des chartes aux écrivains morts pour la France, 384. — La bibliothèque du chapitre de Tours en 1718 et 1735 (H. O.), 385. — Incendie de la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés, 387. — La nouvelle Société paléographique de Londres, 388. — Les archives industrielles et commerciales (Charles SCHMIDT), 390. — Les archives des Soviets en Russie (Georges BOURGIN), 392.

Table des matières, 395.

VIII. TABLE ALPHABÉTIQUE, 397.

Livret de l'École des chartes. 1891, in-12 : 5 fr. — Supplément, 1902, in-12 : 4 fr. — 2^e Supplément, 1913, in-12 : 3 fr. — Nouvelle édition, refondue et augmentée d'un historique de l'École et de la Bibliographie des thèses, 1921, 2 vol. in-12 : 30 fr.

Table de la Bibliothèque de l'École des chartes. 1^{re} et 2^e séries, 1839-1849 : 15 fr. — 3^e et 4^e séries, 1850-1859 : 15 fr. — 5^e et 6^e séries, 1860-1869. 3 vol. in-8°, chaque : 3 fr. — 1870-1879. 1 vol. in-8° : 20 fr.

Table des tomes XLI à LX (1880-1899), suivie des tables générales sommaires des tomes I à LX. 1 vol. in-8° : 15 fr.

Table des tomes LXI à LXX (1900-1909). 1 vol. in-8° : 10 fr.

Table des tomes LXXI-LXXXV (1910-1924). 1 vol. in-8° : 25 fr.

La *Bibliothèque de l'École des chartes*, forme, chaque année, un volume grand in-8° d'environ trente feuilles.

Le prix de l'abonnement est de 30 fr. par an pour Paris, 35 fr. pour les départements, et 40 fr. pour l'étranger.

Les réclamations relatives à la *distribution* de la revue doivent être adressées, pour ce qui concerne les *sociétaires*, à M. Léon MIROT, secrétaire de la Société, 75, rue Royale, Versailles, et, pour ce qui concerne les *abonnés non sociétaires*, à la LIBRAIRIE AUGUSTE PICARD, 82, rue Bonaparte, Paris, VI^e.

AVIS IMPORTANT

Tous les ouvrages envoyés en vue de la publication d'un *compte-rendu* doivent être adressés à la LIBRAIRIE A. PICARD, 82, rue Bonaparte, Paris, VI^e.

Les périodiques échangés avec la *Bibliothèque de l'École des chartes* et tous ouvrages destinés à l'École nationale des chartes doivent être adressés 19, rue de la Sorbonne, Paris, V^e.

ÉDITIONS AUGUSTE PICARD
PARIS-VI^e — 82, RUE BONAPARTE — PARIS-VI^e

R. DE LASTEYRIE

L'ARCHITECTURE RELIGIEUSE

EN FRANCE

A L'ÉPOQUE GOTHIQUE

Ouvrage posthume publié par les soins de
M. MARCEL AUBERT
PROFESSEUR A L'ÉCOLE DES CHARTES

Deux volumes in-8° colombier, 1000 pages, 1200 gravures

Brochés. 200 fr.

Ces 2 volumes ne se vendent pas séparément

PRÉCIS D'ARCHÉOLOGIE PRÉHISTORIQUE

ORIGINE ET ÉVOLUTION

DE L'HOMME

PAR
GEORGES GOURY

Un volume in-8° écu de 405 pages, 124 illustrations
19 planches hors texte, dont 2 en couleurs

Broché 35 fr.

Relié pleine toile souple 45 fr.

*Envoi gratuit de notre catalogue général
et de nos catalogues d'occasions*

313
D
DE